Acceso Abierto

LAS INDEPENDENCIAS HISPANOAMERICANAS

UN OBJETO DE HISTORIA

EDITADO POR
VÉRONIQUE HÉBRARD
Y GENEVIÈVE VERDO

CASA DE VELÁZQUEZ

COLLECTION DE LA CASA DE VELÁZQUEZ

CREATIVE COMMONS

Esta obra se encuentra disponible en Acceso Abierto
para copiarse, distribuirse y transmitirse con propósitos no
comerciales. Todas las formas de reproducción, adaptación y/o
traducción por medios mecánicos o electrónicos deberán indicar
como fuente de origen a la obra y su(s) autor(es).

COLLECTION DE LA CASA DE VELÁZQUEZ
VOLUME 137

LAS INDEPENDENCIAS HISPANOAMERICANAS

UN OBJETO DE HISTORIA

EDITADO POR VÉRONIQUE HÉBRARD
Y GENEVIÈVE VERDO

Obra publicada con la participación del UMR 8168 Mondes Américains

CASA DE VELÁZQUEZ
MADRID 2013

Directeur des publications : Jean-Pierre Étienvre
Responsable du service des publications : Catherine Aubert
Secrétariat d'édition et mise en pages : Blanca Naranjo Royo
Couverture : Olivier Delubac
Maquette originale de couverture : Manigua

En couverture : François Renée Moreaux, *Independência do Brasil* (1844)
© Museu Imperial/IBRAM/MinC

ISBN : 978-84-96820-95-1. ISSN : 1132-7340
© Casa de Velázquez 2013 pour la présente édition

Casa de Velázquez, c/ de Paul Guinard, 3. Ciudad Universitaria 28040 Madrid España
Tél. : (34) 91 455 15 80. Fax : (34) 91 549 72 50. Site Internet : www.casadevelazquez.org

Le catalogue des publications de la Casa de Velázquez peut être consulté sur le site Internet de l'établissement ou expédié sur demande

ÍNDICE

Introducción por *Véronique Hébrard* y *Geneviève Verdo* 1

I. — Relatos de los orígenes

Gabriel Entin
El patriotismo americano en el siglo XVIII:
ambigüedades de un discurso político hispánico 19

Alejandro E. Gómez
La caribeanidad revolucionaria de la «Costa de Caracas»:
una visión prospectiva (1793-1815) 35

Georges Lomné
Aux origines du républicanisme quiténien (1809-1812) :
la liberté des Romains 49

II. — Los lenguajes políticos

Marta Lorente Sariñena
De las leyes fundamentales de la monarquía católica
a las constituciones hispánicas, también católicas 67

Jordana Dym
Declarar la independencia: proclamaciones, actos, decretos
y tratados en el mundo iberoamericano (1804-1830) 81

María Luisa Soux
Legalidad, legitimidad y lealtad:
apuntes sobre la compleja posición política en Charcas (1808-1811) 101

Víctor Peralta Ruiz
Sermones y pastorales frente a un nuevo lenguaje político.
La Iglesia y el liberalismo hispánico en el Perú (1810-1814) 117

III. — Actores y prácticas

Moisés Guzmán Pérez
Chaquetas, insurgentes y callejistas.
Voces e imaginarios políticos en la independencia de México 135

Andréa Slemian
La organización constitucional de las instituciones de justicia
en los inicios del Imperio de Brasil: algunas consideraciones
históricas y metodológicas 151

Gabriel Di Meglio
Los «sans-culottes despiadados». El protagonismo político
del bajo pueblo en la ciudad de Buenos Aires
a partir de la Revolución 165

Aline Helg
De *castas* a *pardos*. Pureté de sang et égalité constitutionnelle
dans le processus indépendantiste de la Colombie caraïbe 181

IV. — Los espacios de soberanía

Carole Leal Curiel
Entre la división y la confederación, la independencia absoluta:
problemas para confederarse en Venezuela (1811-1812) 199

Marta Irurozqui
Las metamorfosis del pueblo. Sujetos políticos y soberanías
en Charcas a través de la acción social (1808-1810) 213

Juan Ortiz Escamilla
De lo particular a lo universal.
La guerra civil de 1810 en México 229

Clément Thibaud
Les trois républiques de la Terre Ferme 245

V. — Las revoluciones y sus reflejos

Marcela Ternavasio
La princesa negada.
Debates y disputas en torno a la Regencia (1808-1810) 261

Anthony McFarlane
La crisis imperial en el Río de la Plata:
una perspectiva realista desde Montevideo (1810-1811) 275

Monica Henry
Un champ d'observation pour les États-Unis :
la révolution au Río de la Plata 291

Daniel Gutiérrez Ardila
La République de Colombie face à la cause des Grecs 305

Epílogo por *Brian Hamnett* 321

Bibliografía 333

INTRODUCTION

REPENSER LES INDÉPENDANCES HISPANO-AMÉRICAINES

Véronique Hébrard et Geneviève Verdo
Université Paris I - Panthéon-Sorbonne (CRALMI) — UMR 8168 Mondes Américains

Le projet d'ensemble et les hypothèses qui ont inspiré les travaux réunis dans ce volume ont été élaborés et discutés lors d'un colloque que nous avons organisé en Sorbonne en juin 2011. Les commémorations du Bicentenaire des indépendances offraient en effet l'occasion de proposer un bilan de la production historiographique sur cet objet, intimement lié à l'œuvre de François-Xavier Guerra, qui l'a réhabilité et en a totalement renouvelé la lecture.

Jusqu'au début des années 1990, la période des indépendances était pensée comme le moment fondateur des nouvelles nations et analysée comme une geste émancipatrice inéluctable, dont les fondements étaient recherchés dans les soubresauts de la période coloniale. Prenant le contre-pied de cette lecture téléologique et nationaliste, l'interprétation de François-Xavier Guerra privilégiait la temporalité courte, caractéristique des périodes révolutionnaires et, à rebours des approches marxistes des années 1950-1970, considérait les indépendances comme relevant essentiellement du politique. Deuxième originalité, sa démarche replaçait ce processus dans son véritable contexte, la monarchie espagnole, dont l'Espagne et l'Amérique étaient les « deux piliers ». Enfin, il voyait en ces événements une révolution « accidentelle », due à l'invasion de la péninsule Ibérique par Napoléon, laquelle entraînait, par le jeu de la représentation du roi absent, l'imposition rapide d'une « modernité de rupture »[1]. À travers ces nouveaux postulats, il s'agissait en somme de sortir des apories et des anachronismes forgés a posteriori par les générations issues des indépendances, occupées à construire la nation et à écrire un récit commun des origines.

L'œuvre de François-Xavier Guerra a inspiré plusieurs générations d'historiens qui ont mis ces nouveaux paradigmes à l'épreuve des sources et des terrains, contribuant par là même à enrichir et à nuancer ce modèle théorique. Les champs thématiques couverts par cette production et les débats qu'elle a suscités ont orienté l'organisation de cet ouvrage. Celui-ci présente les travaux les plus récents à la lumière d'une discussion critique sur le chemin ainsi parcouru, en considérant la période des indépendances comme un objet d'histoire

[1] F.-X. Guerra, *Modernidad e independencias.*

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 1-16.

en tant que tel[2] et en interrogeant la façon dont celui-ci a été construit et les perspectives de recherche qu'il continue à offrir.

I. — ALLER PLUS LOIN : PROBLÈMES ET MÉTHODES

L'une des grandes innovations constatées dans les travaux qui forment ce volume est l'interrogation à nouveaux frais sur la périodisation des indépendances. François-Xavier Guerra et les auteurs de sa génération en avaient soigneusement borné le champ chronologique afin, précisément, de souligner la nature révolutionnaire de ces événements. Renouant avec une tradition esquissée par Julio V. González dans les années 1930 et Pierre Chaunu dans les années 1960[3], François-Xavier Guerra avait arrimé les révolutions américaines à la crise de la Monarchie, à partir de l'invasion napoléonienne de la péninsule Ibérique en 1808. Proposer cette date constituait une double rupture vis-à-vis de l'historiographie patriotique : d'une part, 1808 faisait pièce à 1810, année de la formation des juntes patriotes couramment retenue dans les historiographies nationales comme l'an I de l'indépendance. Ce saut en arrière de deux années replaçait ainsi l'Amérique dans son cadre historique, celui de la monarchie espagnole, changeant du tout au tout l'interprétation des événements et donnant un relief particulier aux deux « années cruciales » de 1808 et 1809[4]. En second lieu, l'invasion de 1808 était ainsi perçue sur le même mode — cataclysmique — que les contemporains, dès lors que « l'irruption de l'événement » inaugurait un vide de pouvoir et une incertitude extrême quant au détenteur légitime de la souveraineté. Ces travaux tenaient donc pour acquise une solution de continuité entre la période des réformes bourboniennes et les événements révolutionnaires, ce qui battait en brèche l'interprétation traditionnelle qui faisait des réformes la cause directe du mécontentement des sujets américains et, partant, des révolutions.

[2] À la différence de la plupart des événements scientifiques relatifs à ces commémorations qui ont choisi d'inscrire les révolutions d'indépendance dans une chronologie longue, contribuant ainsi à « diluer » cet objet. Parmi les colloques tenus en Europe sur ce thème, on peut citer ainsi *Indépendances ibéro-américaines : constructions historiques et débats contemporains* (Paris, Université Paris VII - Denis-Diderot, 5-7 novembre 2009) ; *Regards sur deux siècles d'indépendance, significations du bicentenaire en Amérique latine* (Paris, Université Paris VIII, 11-12 février 2010) ; *Las independencias americanas y Simón Bolívar (1810-2010)* [Bilbao, Universidad de Deusto, 17-21 mai 2010] ; *200 años de Iberoamérica (1810-2010)* [Saint-Jacques-de-Compostelle, Centro Interdisciplinario de Estudios Americanistas « Gumersindo Busto », 16-18 septembre 2010] ; *Día de América Latina 2010. Héroes-patria. 200 años de mito y realidad de las políticas latinoamericanas* (Vienne, Lateinamerika Intitut, 12-13 novembre 2010) ; *Cento per cento. 1810, 1910, 2010: l'America latina tra Indipendenza, emancipazione e rivoluzione* (Naples, Université « l'Orientale », 14 octobre 2010) ; *Independencia y dependencia en América Latina, 200 años después* (Stockholm, Stockholm University, 27-29 octobre 2010).

[3] J. V. González, *Filiación histórica del gobierno representativo argentino* ; P. Chaunu, « Interprétations de l'indépendance de l'Amérique latine ».

[4] F.-X. Guerra, « Dos años cruciales (1808-1809) ».

Cette séquence chronologique, désormais bien consolidée, a été assimilée par la nouvelle génération de chercheurs qui travaillent tous à partir des axiomes que sont devenus l'ancrage de l'Amérique dans la monarchie hispanique ou le caractère « accidentel » de la rupture. Si les années 1808 et 1809 restent cruciales pour nombre d'entre eux, comme en témoignent les contributions de Marta Irurozqui, Marcela Ternavasio ou Anthony McFarlane, elles sont toutefois investies différemment qu'à l'époque de François-Xavier Guerra. Le verrou de l'historiographie nationaliste relatif à la dimension impériale de la crise ayant désormais sauté, il est possible de reprendre l'étude de ce *bienio* fondamental sans en faire un isolat chronologique. Si les problématiques fondamentales — notamment la question de la légitimité — restent au cœur du débat, on voit très bien à travers ces travaux comment le regard s'est déplacé vers d'autres objets.

En amont, le même effet de « déblocage » chronologique explique pourquoi plusieurs auteurs réintroduisent le XVIIIe siècle dans leur réflexion[5], souvent dans une perspective critique vis-à-vis de l'historiographie. Alejandro Gómez revisite ainsi la signification des mouvements « précurseurs » au Venezuela (la révolte de Coro en 1795, la conspiration de La Guaira de 1797 ou encore la révolte de Maracaibo en 1799), tandis que Gabriel Entin critique le concept de « patriotisme créole » au profit d'une réflexion renouvelée sur le sentiment d'appartenance commune que pouvaient avoir les créoles américains au XVIIIe siècle. Ce faisant, il est dans un « récit des origines » beaucoup plus problématisé, dans la mesure où il analyse l'« américanité » comme une forme de discours proprement hispanique, pour conclure sur son caractère éminemment pragmatique. En effet, si l'« américanité » est brandie par certains auteurs pour mettre en cause les réformes bourboniennes, elle ne constitue pas un sentiment commun et une unité de vues capable de servir de substrat à la patrie au moment des indépendances.

Le travail de Gabriel Entin ouvre la voie à une réintroduction de ces thématiques dans un schéma explicatif d'ensemble, où les nouvelles idées ne seraient pas les « causes » des révolutions, mais les éléments constitutifs d'une nouvelle sensibilité. Cette position s'inscrit, plus largement, dans le renouvellement des travaux sur les Lumières en Europe et en Amérique. En témoigne magistralement le texte de Georges Lomné, mettant en valeur des facettes méconnues de cette culture des Lumières telles que le jansénisme ou le néoclassicisme qui, peut-être autant si ce n'est plus que la philosophie rationaliste, permettent d'expliquer comment un nouveau « goût » se fait jour dans les sociabilités urbaines et comment s'y forge, peu à peu, une subversion politique — ou du moins une posture critique — qui puise son inspiration dans l'Antiquité.

Un second déplacement vis-à-vis du cadre historiographique hérité de François-Xavier Guerra concerne la dichotomie Ancien Régime / modernité. Cet outil méthodologique, qui fut sans doute l'un des aspects les plus critiqués de l'œuvre

[5] Suivant en cela les pistes proposées par T. Halperin Donghi, dans *Reforma y disolución de los imperios ibéricos.*

de François-Xavier Guerra, avait dans son principe vocation à éclaircir la nature politique des phénomènes étudiés. Lorsqu'il traquait les expressions de la modernité et/ou de l'Ancien Régime, Guerra semblait animé par une double démarche : il s'efforçait, en premier lieu, de battre en brèche l'idée d'une Amérique latine confinée dans la tradition et condamnée à l'archaïsme du fait de l'« héritage hispanique ». Proclamer haut et fort, à l'orée des années 1990, que dans l'Amérique espagnole des années 1800 on lisait des journaux, on délibérait avec ses pairs et on votait en masse, même quand on était indien, revenait à proposer une image inédite et très « émancipatrice » de l'histoire de la région, ce à quoi se sont largement employés les auteurs de cette génération, tels Antonio Annino ou Marie-Danielle Demélas[6]. Mais trouver de la modernité en Amérique espagnole n'avait pas pour seul but d'arracher la région à son statut de périphérie ; il s'agissait aussi d'inscrire l'étude des indépendances dans une histoire résolument politique. En synchronie avec le renouveau de celle-ci au cours des années 1990, les auteurs de cette génération ne cherchaient plus à « interpréter » les bouleversements de l'Empire en fonction de facteurs économiques et sociaux mais à aller au plus près des événements, de leur complexité et de leur apparente incohérence, au plus près des acteurs, de leurs imaginaires, de leurs projets mis en discours[7]. Une telle démarche n'a d'ailleurs rien d'étonnant pour les historiens de la période moderne et révolutionnaire, tant le bouleversement des contemporains, pour pouvoir être retracé, méritait d'être retranscrit en utilisant leur langage.

Moyennant quoi, bien que François-Xavier Guerra lui-même, conscient du risque de réification induit par sa démarche, n'ait cessé d'y introduire des nuances, celle-ci a été amplement débattue depuis. Les critiques qui apparaissent les plus fructueuses, illustrées ici par Marta Lorente et Andréa Slemian, proposent de dépasser le binôme ancien/moderne par la notion d'« horizon d'attente », pour caractériser l'invention constitutionnelle libérale. Selon elles, la radicalité des projets dont témoignent les textes et les dispositions normatives comporterait une part d'utopie dont les contemporains (en cela déjà très « modernes »), espéraient qu'elle trouverait un jour à s'accomplir. À propos du passage des lois fondamentales de la Monarchie aux constitutions « modernes », Marta Lorente souligne ainsi la visée prospective de ces textes pour tenter de restituer l'univers des possibles qui s'ouvre à ce moment-là pour les acteurs. Prendre en compte cette dimension amène à sortir de l'impasse théorique que comporte le débat sur la « réussite » ou l'« échec » des solutions envisagées et des dispositions mises en œuvre. Qu'elles aient ou non été appliquées, celles-ci font partie de l'invention politique qui caractérise la période des révolutions et, au-delà, de la création des nations. Tout en permettant de comprendre la façon dont les acteurs se projettent dans l'avenir, elle invite également à se méfier des fausses continuités : comme le souligne Andréa Slemian, même lorsque des dispositions semblent n'être qu'une simple

[6] A. Annino (coord.), *Historia de las elecciones en Iberoamérica* ; M.-D. Demélas et F.-X. Guerra, *Orígenes de la democracia en España y América*.

[7] Voir G. Palacios (coord.), *Ensayos sobre la «nueva» historia política de América Latina*.

reprise de ce qui existait par le passé, elles interviennent dans un contexte qui leur confère, de facto, un caractère novateur. Enfin, Marta Lorente montre que les dispositions constitutionnelles elles-mêmes doivent être entendues comme des mécanismes permettant de surmonter la dichotomie entre l'ancien et le moderne.

D'autres travaux apportent des éléments qui amènent à nuancer ou à transcender l'effet de rupture induit par le moment 1808. Marcela Ternavasio explore ainsi les alternatives qui se sont présentées au moment de la crise dynastique en centrant son étude sur l'un des projets les plus originaux et les plus délaissés par l'historiographie, celui de l'infante Carlota Joaquina, épouse de João VI du Portugal et réfugiée avec lui à Rio de Janeiro. Son analyse montre à quel point les débats suscités par le projet de régence de l'infante avaient des accents visionnaires quant aux réactions possibles des Américains. Au-delà du caractère « ancien » ou « moderne » de leur imaginaire, on voit avec quelle acuité les acteurs de l'époque, très au fait des événements du temps et conscients des enjeux — souvent posés en termes de philosophie politique — analysaient une situation totalement inédite grâce aux outils mentaux et aux expériences historiques dont ils avaient connaissance. Quant à Clément Thibaud, il nuance la dichotomie ancien/moderne à travers son analyse des « trois formes de république », mettant en évidence l'existence, dès la fin du XVIIIe siècle, de cette possibilité de faire vivre des républiques au sein de la monarchie catholique. Selon lui, la remise en chantier de cette dichotomie permet de redonner au concept de « république » toute sa polysémie et toute sa densité, faisant écho à Georges Lomné lorsqu'il parle de « moule classique » dans la genèse du républicanisme quiténien.

En généralisant cette conclusion, il est possible d'affirmer qu'en prenant appui sur les repères fixés par la précédente génération des historiens de l'indépendance, les auteurs de ce volume, en faisant « jouer le curseur » chronologique, ont fait surgir de nouvelles pistes problématiques qui ont pour trait commun de restituer leur épaisseur, leur diversité et leur complexité aux cultures politiques de cette époque mouvementée.

Enfin, à partir d'une approche attentive à ce que livrent des sources inédites, deux des études ici proposées abordent de façon renouvelée, c'est-à-dire en s'affranchissant d'une histoire diplomatique et centrée sur les relations internationales, la façon dont les révolutions américaines ont été « vues » d'ailleurs. On constate à cet égard le contraste frappant entre l'extrême rareté des travaux portant sur ce thème et l'importance qu'ont pu avoir, en termes géopolitiques, l'accession à l'indépendance et le choix de la République comme régime par toute une région du monde, eu égard à ce qui se jouait à la même époque en Europe, à savoir la lutte des puissances absolutistes contre les héritages révolutionnaires et la poussée du libéralisme.

En raison de certains préjugés d'ordre ethnocentrique, les historiens ont effectivement eu tendance, depuis le XIXe siècle, à analyser de manière univoque l'influence, voire le modèle, des révolutions française et nord-américaine en Amérique ibérique, mais n'ont jamais inversé le regard en tentant de réfléchir à

l'onde de choc qu'avaient pu provoquer ces révolutions d'indépendance au-delà de leurs frontières. Or, non seulement cette inversion du regard permet de casser la hiérarchie implicite entre espaces centraux et marges de la modernité, mais elle enrichit considérablement le répertoire de l'« Euro-Amérique » proposé par François-Xavier Guerra et ses pairs.

C'est ainsi que Monica Henry décrypte la façon dont s'est noué, aux États-Unis, le débat autour de la reconnaissance des nouvelles républiques d'Amérique du Sud, sous l'impulsion du président Monroe, à travers le cas du Río de la Plata où fut envoyée la seule « mission quasi-officielle » de son administration. On peut donc parler d'un premier « moment Monroe » où n'existe pas encore ce regard surplombant et uniquement diplomatique que l'on observera plus tard. À cette époque, les similarités entre les deux Amériques sont encore suffisamment fortes et perçues comme telles pour qu'une véritable comparaison reste possible. À travers les enjeux de cette reconnaissance, et dans la mesure où dans le même temps arrive aux États-Unis Manuel de Aguirre, envoyé par le gouvernement de Buenos Aires pour demander précisément la reconnaissance des Provinces-Unies, ce sont également les représentations construites sur le Río de la Plata qui peuvent ainsi être décryptées. Les rapports des émissaires nord-américains, ainsi que les débats entre les différents protagonistes aux États-Unis laissent en effet entrevoir un certain mépris à l'égard des acteurs du processus en cours et de la viabilité de leur projet de confédération, ainsi que des préjugés raciaux qui s'expriment parfois violemment. Pourtant, dans le même temps, il existe en termes constitutionnels un partage d'expérience qui éveille leur intérêt et où l'on voit poindre, par moments, une certaine empathie vis-à-vis de ces « cousins » du Sud.

S'il traite lui aussi de cette question cruciale de la reconnaissance des républiques de l'Amérique ibérique par les puissances, Daniel Gutiérrez le fait à partir d'un double déplacement. D'une part, il s'intéresse à la « cause des Grecs » érigée par les Colombiens en « paradigme de l'indépendance » ; de l'autre, il se livre à une comparaison entre la faveur dont jouit la guerre d'indépendance grecque auprès des libéraux européens et le manque d'intérêt suscité, dans le même temps, par les indépendances américaines. Si la reconnaissance de l'indépendance grecque par les élites européennes est obtenue bien plus facilement que celle des républiques hispano-américaines, c'est notamment parce que la Grèce, « esclave » des Turcs, semble avoir une certaine légitimité à se libérer de ce joug, tandis que l'Amérique est considérée comme un ensemble de territoires insurgés qui ont rompu avec leur métropole. Conscients de cette différence de traitement, les diplomates colombiens jouent sur ces représentations pour essayer de mobiliser l'opinion européenne en leur faveur et, dans le même temps, voient les Grecs comme des héros antiques, tandis que leurs homologues hellènes les associent à la figure de Bolívar.

On voit bien comment opèrent ici les regards croisés entre Europe et Amériques, dont l'étude poursuit l'œuvre de désenclavement entamée à l'orée des années 1990 avec la volonté de faire de l'Amérique ibérique du XIXe siècle un véritable objet d'histoire.

II. — NOUVELLES PISTES, NOUVEAUX OBJETS, NOUVEAUX REGARDS

De façon indissociable avec le point précédent, parmi les nouvelles pistes que ces articles mettent en évidence, il convient de mentionner celle concernant les acteurs. Dans le cadre du paradigme mis en place par François-Xavier Guerra est en effet apparue une nouvelle manière d'aborder l'histoire économique et sociale de la période. Contrairement à l'historiographie marxiste, celle-ci étudie l'évolution de la production, la réorientation des circuits commerciaux et les mutations sociales de la période non comme des préalables, mais comme des conséquences des événements révolutionnaires[8]. Concernant l'histoire sociale, si un certain nombre de pratiques ont bien été étudiées au cours des années 1990-2000, entre autres celles liées aux élections, mais aussi celles qui entourent ce moment-clé des nouveaux régimes représentatifs que sont les pronunciamientos[9], il manquait à ces pratiques d'être davantage incarnées. Or, cette plongée au plus près des acteurs a non seulement permis de mettre à jour une plus grande complexité à l'intérieur des catégories les plus habituellement mobilisées pour appréhender ce processus, mais aussi de redonner la parole à certains autres, les ecclésiastiques et les royalistes, mais aussi les péninsulaires, étudiés respectivement par Víctor Peralta, Anthony McFarlane et Marcela Ternavasio, et qui affleurent également dans les études de Marta Irurozqui et de Moisés Guzmán.

Au-delà, ces travaux permettent de conforter l'hypothèse selon laquelle les indépendances constituent une matrice en termes de formes et de logiques de mobilisation, qui vaut pour les décennies suivantes. Les mutations sociales et économiques s'enchâssent de la sorte dans la mutation politique, sans laquelle elles seraient dépourvues de sens. Il en va ainsi des formes d'instrumentalisation du petit peuple de Buenos Aires tout au long du XIXe siècle que le travail de Gabriel Di Meglio met en lumière, avec les permanences que l'on retrouve dans les mobilisations à l'œuvre durant le régime de Rosas, qui est un produit de la révolution. Ce sont ainsi les différentes formes de mobilisation qui peuvent être appréhendées, depuis les dynamiques d'incorporation de plébéiens dans les corps de milice, jusqu'aux émeutes (notamment à l'intérieur de l'armée et des milices), en passant par les agitations ponctuelles en réaction immédiate à certains événements. Cette étude des formes de mobilisation met également l'accent sur les leaders et les relations de clientèle, mettant en évidence que la

[8] Parmi les travaux les plus représentatifs de cette tendance, J. Adelman, *Sovereignty and Revolution in the Iberian Atlantic* ; E. Van Youg, *The Other Rebellion* ; P. Guardino, « *The Time of Liberty* » ; M. Echeverri, « Popular Royalists, Empire, and Politics in Southwestern New Granada » ; S. Bandieri (comp.), *La historia económica y los procesos de independencia*.

[9] Parmi les titres significatifs de ce renouvellement historiographique, on peut men-tionner M.-D. Demélas-Bohy, « Pactismo y constitucionalismo en los Andes », en particulier l'item intitulé « El pronunciamiento como resurgimiento del pactismo », pp. 499-503 ; F.-X. Guerra, « El pronunciamiento en México » ; C. Thibaud, « Entre les cités et l'État ».

dimension économique peut jouer un rôle important dans les motifs de l'engagement, comme on le voit dans le cas de Carthagène étudié par Aline Helg. Carthagène où les logiques de mobilisation, saisies à travers la trajectoire de deux hommes de couleur, permet d'appréhender la déclinaison sociale et raciale de l'égalité, tout en dévoilant les ambiguïtés des libres de couleur par rapport à l'esclavage. Celle-ci se manifeste notamment face à la proclamation de l'égalité qui, paradoxalement, fractionne les *pardos* déjà divisés en fonction de leur situation socioéconomique et de leur apparence physique. En effet, le droit de vote n'est accordé qu'aux seuls propriétaires fonciers et à ceux qui vivent de leur travail, disposition qui rompt le seul lien qui subsistait entre esclaves et *pardos* libres. Comme le dit très justement Aline Helg, « l'abolition républicaine du principe de la pureté de sang tendit à préserver l'ordre politique ». Ce qu'elle montre en outre, sortant ainsi les acteurs d'un certain déterminisme socioethnique, c'est que ces deux hommes ont une position sociale et économique qui leur permet d'avoir un rôle politique. Malgré les apparences et un statut similaire, ce sont deux trajectoires différentes, d'autant plus — et c'est une donnée d'importance dans ce temps court qui caractérise le moment révolutionnaire —, qu'ils ne sont pas de la même génération, ce qui constitue un facteur de différenciation dans l'action et sa réception qui l'emporte sur le facteur racial.

Ce petit peuple, que nous voyons en action à Buenos Aires, Carthagène, mais aussi à Charcas, México, Veracruz ou La Paz, comme jailli des archives, est aussi un peuple incarné. Cela permet, comme dans l'étude proposée par Marta Irurozqui, de voir à l'œuvre une souveraineté en actes et la façon dont le peuple réassume la souveraineté qui, de ce fait même, est comme matérialisée. Elle montre à travers son analyse quelles sont les conséquences à long terme de la capacité du peuple à s'exprimer en dehors des élections, à travers des « modalités démocratiques non liées au vote », mais aussi d'exercer un véritable pouvoir d'arbitrage face aux autorités, ici en confirmant le pouvoir gouvernemental des *oidores*. Au-delà, à travers ces différentes formes de mobilisation populaire, dans le cadre desquelles les acteurs agissent en marge de la scène politique officielle et légale, se pose la question de l'exercice de la violence dans la mobilisation sociale.

Le peuple n'est donc pas une catégorie monolithique, réifiée, ni un objet exotique servant de force d'appoint aux camps en présence. Ces acteurs ne peuvent dès lors être enfermés dans leurs catégories, de même que leur potentiel d'action ne saurait se limiter à ces appartenances. C'est au contraire un ensemble d'actions, d'individus dont les engagements sont protéiformes, la mobilisation ne se faisant d'ailleurs pas toujours pour soutenir le processus en cours, loin de là. Le peuple, dans ses multiples déclinaisons, est ainsi doté d'un pouvoir d'inflexion dont témoignent nombre des travaux présentés ici. En ce sens, Juan Ortiz Escamilla décrit finement les logiques de mobilisation des groupes populaires dans la guerre et la façon dont ceux-ci s'approprient les principes du libéralisme pour trouver leur place dans les luttes de pouvoir.

Autre acteur, collectif et individuel, souvent laissé en marge de la production historiographique ou étudié là aussi de façon monolithique, les ecclésiastiques.

C'est ainsi que Víctor Peralta, en s'intéressant au Pérou, réintroduit la question religieuse, ou plus exactement la question des ecclésiastiques comme acteurs à part entière du processus des indépendances. Ceux-ci ne sont pas réifiés sur telle position politique ou telle autre, mais bien au contraire appréhendés comme des acteurs politiques comme les autres, avec des positions nuancées. Comme le montre Marta Irurozqui, celles-ci se retrouvent dans la fonction qu'ils occupent à Charcas en 1809, lorsqu'ils organisent des défilés religieux dotés d'une grande efficacité scénographique qui en font de véritables moments de pédagogie du citoyen, ou encore lorsque l'archevêque, acteur central de la mobilisation en faveur du monarque, s'érige en agent de diffusion de l'information.

Cette approche constitue une avancée historiographique majeure par rapport aux travaux pionniers de Marie-Danielle Demélas dans les années 1980, qui postulaient que la religion imbibait le politique et enchâssait en quelque sorte le politique dans le religieux. En prenant la question par le biais des acteurs, les contributions mentionnées ci-dessus réinsèrent à l'inverse les ecclésiastiques dans le politique. Ce renversement de perspective est à mettre en lien avec une évolution plus générale de l'historiographie, notamment par rapport au modèle français. Celui-ci était en effet vu comme précocement laïc ; or on redécouvre cette dimension du religieux dans le politique autour de figures comme celle de l'abbé Grégoire et/ou de questions comme l'importance de la crise janséniste dans le processus de politisation prérévolutionnaire[10].

Dernier groupe d'acteurs, les royalistes et les autorités péninsulaires que l'on retrouve dans nombre d'articles. C'est en particulier le cas dans l'étude proposée par Anthony McFarlane, à travers son analyse de la correspondance de José María Salazar, commandant espagnol du poste de Montevideo en 1810-1811, qui devient l'un des principaux protagonistes de la résistance royaliste à Buenos Aires. L'attention portée à ces acteurs est l'occasion de révéler que plusieurs des thèses reprises ensuite par l'historiographie, dont celle du « masque de Ferdinand », sont déjà présentes dans ce discours royaliste. En outre, leur étude permet de montrer que l'on retrouve dans leurs propos la même radicalité que chez les patriotes, mais aussi que l'intransigeance du discours est par essence contre-révolutionnaire ; elle se forge dans l'événement lui-même et rejoint la polarisation des positions politiques dans l'Europe de la Sainte-Alliance.

Enfin, l'étude du discours royaliste est une autre façon de réenvisager les conflits de cités, dès lors que Montevideo, traditionnellement présentée comme unanimement loyaliste face à la Buenos Aires révolutionnaire, est en fait traversée par différents courants. Ici encore, on réintroduit de la complexité dans l'appréhension des logiques et des événements. C'est aussi le cas en ce qui concerne le projet de régence formulé par Carlota, laquelle est non seulement

[10] Pour la Nouvelle-Grenade et le Venezuela voir M. T. Calderón et C. Thibaud, *La majestad de los pueblos en la Nueva Granada y Venezuela,* en particulier le chap. IV intitulé « Regalismo, jansenimo y revolución feliz », pp. 125-151. De façon plus générale, voir D. K. Van Kley, *The Religious Origins of the French Revolution* ; C. Maire, *De la cause de Dieu à la cause de la Nation*.

la figure centrale de l'étude très novatrice de Marcela Ternavasio, mais aussi un acteur de premier plan dans celles d'Antony McFarlane et María Luisa Soux. Les partisans de Carlota ne sont pas forcément des loyalistes mais celle-ci représente bien une alternative politique, tandis que l'étude de ses contacts permet de mettre en évidence un réseau d'acteurs, créoles loyalistes (Goyeneche) ou réformistes (Belgrano), agents de la Couronne en Espagne et en Amérique, ou représentants du cabinet britannique.

Au même titre que la question des acteurs, celle des territoires est au cœur des renouvellements de perspective proposés au fil des différents articles. Allant de pair avec l'abandon revendiqué du territoire national comme espace d'analyse pertinent pour la période, les auteurs accordent une importance renouvelée à l'échelle régionale et locale, mais en la situant résolument dans une perspective transnationale, voire transimpériale. En ce sens, l'un des apports majeurs de l'histoire atlantique à l'étude des révolutions d'indépendance américaines est qu'elle permet de penser les cités et leurs juridictions comme des entités ouvertes, connectées avec les autres provinces et les autres empires. Alejandro Gómez en fournit une démonstration magistrale par son hypothèse de la nature « caraïbe » de la Terre Ferme, limitée ici à la région de Caracas. En faisant fi des divisions administratives de l'Empire (la Capitainerie générale du Venezuela) et en ancrant la région de Caracas dans l'espace caraïbe, il en met en lumière des particularités propres qui lui permettent de proposer une périodisation différente de celles de régions plus éloignées. La région de Caracas s'inscrit en effet dans une zone de contact entre les empires anglais, français et espagnol, caractérisée par une conflictivité socioethnique singulière qui fait de la Caraïbe, selon Alejandro Gómez, un « système historique intensément interconnecté ». Cette démarche, qui tend à passer outre les frontières — internes et externes — des empires permet d'envisager les conflits de cité selon un autre biais que celui des rivalités d'intérêts ou de factions, en mettant en évidence de véritables différences anthropologiques, qui complètent les contrastes économiques et démographiques.

Un autre exemple d'analyse à l'échelle locale révélant les interconnections entre les empires concerne le Río de la Plata. En retraçant le ballet diplomatique entre la Grande-Bretagne et le Portugal vu depuis Montevideo, Anthony McFarlane met en évidence la dimension atlantique du conflit entre la France et la péninsule Ibérique, ainsi que ses effets au niveau local. Les mêmes enjeux, internationaux et dynastiques, se retrouvent dans le projet de Carlota, qui dévoile l'existence de réseaux à travers tout l'Empire et ratifie la dimension véritablement ibérique et euroaméricaine de la crise de 1808, en ce qu'il met à nu les liens et les rivalités qui unissent les monarchies impériales espagnole et portugaise.

En second lieu, ces articles permettent de revaloriser l'importance politique de certains territoires de la Monarchie, notamment les audiences. Celles-ci apparaissent souvent dans l'historiographie comme des espaces de seconde zone, en quelque sorte étouffés par la création des vice-royautés (Nouvelle-Grenade en 1739 et Río de la Plata en 1776), alors qu'il s'agit de territoires institutionnalisés ayant pleinement vocation à jouer un rôle politique, comme l'a bien mon-

tré Federica Morelli dans ses travaux sur Quito[11]. Jusqu'au XVIIIe siècle, dans une monarchie « juridictionnelle » où politique et justice se confondent, les tribunaux royaux jouent en effet un rôle essentiel de gouvernement. Dans la monarchie « administrative » de la fin du XVIIIe siècle, alors que les sphères de compétence tendent — du moins en théorie — à se dissocier, les audiences, bien que rattachées aux vice-royautés dans la hiérarchie des obédiences, deviennent des lieux de plus en plus stratégiques en raison de leurs positions de carrefour, qui articule tout l'espace sud-américain, tandis qu'elles tendent à une affirmation précoce de leur autonomie politique[12]. Pour cette raison, elles apparaissent comme des pivots essentiels de l'organisation impériale. Il n'est donc guère surprenant qu'elles jouent un rôle fondamental au moment de la crise et que leurs membres aient une analyse si juste de la situation, comme le montre Georges Lomné dans le cas de Quito. La sphère du judiciaire étant éminemment concernée par la crise de la légitimité, les audiences prennent position, les unes en faveur du processus révolutionnaire, comme à Charcas et Quito, tandis que d'autres, à Caracas ou Buenos Aires, embrassent le parti de la Régence, entraînant une vive réaction des dirigeants patriotes qui les rejettent du côté de l'Ancien Régime, voire les suppriment purement et simplement.

Ces déclinaisons de la légitimité, le conflit entre les différentes institutions et les problèmes qui en découlent sont au cœur des articles de María Luisa Soux et Marta Irurozqui consacrés à l'Audience de Charcas. Ayant tenté d'affirmer son autonomie politique en 1809, ce territoire se trouve dans une situation particulièrement complexe en 1810, revendiqué à la fois par une junte (celle de Buenos Aires) qui reconnaît le roi mais pas la Régence, et par le vice-roi du Pérou qui le considère comme une zone rebelle. À la lueur des archives, María Luisa Soux réinterprète le soulèvement de ces cités (Cochabamba, Santa Cruz, Oruro et Potosí) non comme des mouvements révolutionnaires, mais comme des manifestations du conflit entre les autorités. Le point central qu'elle met en évidence est que pour les agents de la Couronne, la légitimité consiste à respecter la hiérarchie des obédiences et la chaîne des commandements, alors que pour les corporations, celle-ci réside dans la sauvegarde du lien de vassalité, donc d'une relation directe, non médiatisée, entre le roi et ses *pueblos*. De même, Marta Irurozqui analyse la répartition du pouvoir entre les différentes institutions civiles et ecclésiastiques (archevêque, audience, gouverneur) ainsi que la façon donc chacune prend position face aux événements de 1808-1810. Elle fait ainsi apparaître la complexité d'un système tripartite, là où l'historiographie traditionnelle a coutume d'opposer deux camps : on voit certes à l'œuvre les « patriotes » et les « loyalistes », décidés à faire triompher coûte que coûte leur interprétation des événements, au risque de casser la logique des communautés qui est majoritairement celle de la « conservation », non seulement des droits du roi mais surtout de leur propre cohésion. Mais on voit aussi apparaître une

[11] F. Morelli, *Territoire ou nation ? Équateur*.

[12] M. A. Burkholder et D. S. Chandler, *De la impotencia a la autoridad*.

troisième figure, ici représentée par l'Audience de Charcas, qui tente justement d'accompagner et d'encadrer en souplesse les réactions spontanées de la communauté, afin de ne pas perdre le contrôle et d'éviter la dérive vers « l'anarchie » si redoutée, synonyme de dissolution du corps social. Un travail approfondi sur ces territoires « secondaires » se révèle donc doublement fructueux, en ce qu'il met à jour certaines dynamiques politiques qui s'y trouvent particulièrement poussées, en raison de leur situation stratégique dans l'organisation impériale, et en ce qu'il permet une approche à la fois plus complexe et plus nuancée des enjeux de pouvoir et des positions politiques en présence.

Ces articles abordent également la question des territoires du point de vue de leur organisation constitutionnelle. Carole Leal montre ainsi comment, au Venezuela, l'institutionnalisation du projet d'indépendance passe par le débat sur la confédération, dont la mise en œuvre par la Constitution de 1811 se heurte au maintien de la sécurité intérieure. En effet, parce qu'il ne dispose pas des facultés nécessaires pour commander les forces armées des différentes provinces, le pouvoir exécutif se montre impuissant à endiguer la rébellion de Valencia, et encore moins à affronter les troupes de pacification qui débarquent en 1812. Pour sa part, Clément Thibaud montre que dans cette région, c'est un républicanisme de conviction qui est à l'œuvre et non un républicanisme par défaut. Celui-ci s'incarne dans des cités souveraines qui s'organisent en confédérations, à la différence d'une zone comme le Río de la Plata où la cité capitale, parce qu'elle détient la puissance militaire, parvient à s'imposer sur presque toutes les autres. Dans l'espace vénézuélien et néo-grenadin, il s'agit d'un fédéralisme en actes, qui dès le début de la crise transforme des territoires autrefois soumis à la hiérarchie impériale en espaces de souveraineté.

En troisième lieu, l'attention portée aux sources, qui traverse l'ensemble des articles, demeure essentielle, même si des avancées ont été opérées depuis les années 1990 pour sortir de cette « prison historiographique » dénoncée au cours de la décennie précédente par le colombien Germán Colmenares[13]. Dans cette perspective, il s'est agi de multiplier les lieux de consultation et donc les points de vue (géographique et géopolitique), mais plus encore de se mettre en quête d'une multiplicité d'acteurs qui viennent bien souvent faire effraction dans l'historiographie.

C'est ainsi que l'exploitation de sources inédites amène ici plusieurs auteurs à renouveler les points de vue et les questionnements : Víctor Peralta avec les sermons patriotiques péruviens ; Jordana Dym avec les actes d'indépendance considérés comme une « série » ; Marcela Ternavasio avec les documents relatifs à la geste politique de Carlota ; Antony McFarlane à travers son exhumation de papiers royalistes ou encore Daniel Gutiérrez et son étude d'une correspondance diplomatique jusqu'alors méconnue.

Outre la nouveauté de la source, il y a également un renouvellement des interrogations sur celle-ci, posant la question de sa valeur heuristique, finement

[13] G. Colmenares, « La historia de la revolución por José Manuel Restrepo ».

énoncée par Marcela Ternavasio lorsqu'elle considère qu'il s'agit, dans l'étude qu'elle propose, de « mettre en lumière des documents qui ont été peu explorés, au moins dans la perspective ici proposée ». De même, comme nous l'avons déjà souligné, Andréa Slémian et Marta Lorente adoptent une posture vis-à-vis de la source qui permet de la considérer comme trace d'un possible, au-delà de sa performativité (notamment en ce qui concerne les projets constitutionnels dont on sait qu'ils furent pléthore durant cette période). C'est également ce que montre le travail de Carole Leal qui, elle aussi, parle d'un projet inabouti — celui de créer une confédération —, tout en considérant les débats et les projets discutés au Congrès comme autant de façons d'énoncer ces possibles. Enfin, un tel recours et retour aux sources permet de conférer une visibilité à des objets et des acteurs, voire des espaces sur lesquels une grande partie de l'historiographie était jusqu'à présent silencieuse, notamment ces acteurs « invisibles », évoqués plus haut, dont le travail de Marta Irurozqui sur Charcas est un bon exemple, qui donne à saisir un peuple à fleur d'archives, incarné et agissant.

L'attention aux langages, qui fait écho à ce souhait de sortir de certains silences de l'historiographie, est un thème qui a pris son essor à partir des jalons précocement posés par Antonio Annino[14], Luis Castro Leiva[15] et José Carlos Chiaramonte[16]. Ces premières pistes se sont enrichies d'autres thèmes d'études et d'autres approches, notamment celles impulsées par l'histoire conceptuelle, dont nombre des auteurs présents dans ce volume sont des représentants, notamment en raison de leur participation au projet « Iberconceptos » impulsé depuis 2004 par Javier Fernández Sebastián.

Indissociable de cette attention renouvelée aux sources et à leur valeur heuristique, on notera l'intérêt porté aux langages politiques, juridiques et constitutionnels, religieux, ainsi qu'au thème de l'économie politique, au moins pour la période précédant immédiatement les révolutions d'indépendance. Ces derniers sont d'ailleurs appréhendés non plus tant comme de simples discours que comme de véritables désignants politiques, qui permettent de voir comment, à partir d'un univers de références commun, se forgent des camps et des identités politiques distinctes et rivales. Cette inflexion apparaît tout particulièrement dans les travaux de María Luisa Soux, d'Anthony McFarlane et de Moisés Guzmán, qui s'intéressent à la politisation des langages et à la façon dont les imaginaires et les pratiques influent sur la définition des identités politiques, dès lors que les désignants politiques s'incarnent dans des imaginaires sociaux spécifiques et se politisent à la faveur des révolutions d'indépendance, en arrivant même à se forger à partir du nom d'une personne (les *callejistas*). Ce sont donc des champs lexicaux amples qui se forgent autour de termes historiquement fondés, entraînant des glissements sémantiques à partir de certains de ces termes. Ces études sont aussi l'occasion de voir com-

[14] A. Annino, « Ciudadanía "versus" gobernabilidad republicana en México ».

[15] L. Castro Leiva, « Memorial de la Modernidad ».

[16] J. C. Chiaramonte, *Nación y Estado en Iberoamérica*.

ment ce peuvent être les autorités politiques elles-mêmes qui interviennent sur le langage, comme dans le cas des identités « décrétées » par l'Audience de México, dont parle Moisés Guzmán.

À la croisée des sphères politique et religieuse, l'étude du langage politique contenu dans les sermons, proposée par Víctor Peralta, permet de cerner la compréhension catholique du libéralisme gaditan, mais aussi celle, mieux connue, de la contre-révolution, qui voit dans les événements de 1808 un « châtiment divin », portant en germes la justification du retour de l'absolutisme en 1814. Dans une perspective différente mais complémentaire, Marta Irurozqui et Jordana Dym s'intéressent, au-delà de l'étude du lexique et du discours à proprement parler, à la mise en scène des actes d'adhésion vus et étudiés comme un langage.

Quant aux langages juridiques mobilisés par les acteurs, on peut en observer la prégnance dans plusieurs des articles, qu'il s'agisse de celui de Clément Thibaud sur les trois républiques de la Terre Ferme, ou de celui de Carole Leal qui étudie la mise en constitution de l'indépendance vénézuélienne. Pour ce faire elle mène une réflexion qui s'appuie sur « trois traditions de langage », à savoir le champ de la jurisprudence et du droit civil, celui des Lumières françaises et celui de « l'invention des anglo-américains » sur la république fédérale, précisément comme réponse à l'échec de la confédération. Cela lui permet de décrypter ce qui se joue dans le débat sur la façon dont doit être constituée la communauté politique, mais aussi de mettre en lumière le glissement du concept de confédération d'un sens « vague » hérité du droit naturel (alliance, pacte) vers celui d'une république fédérale à l'image de celle des États-Unis.

La culture juridique intervient pleinement dans la prise de décision politique au moment de la crise, comme le montre María Luisa Soux, mais aussi au moment de la déclaration des indépendances dont les actes, ainsi que le démontre Jordana Dym, sont avant tout des documents juridiques. De son côté, Marta Lorente oppose la constitution à l'histoire et met en évidence les mécanismes constitutionnels (comme le contrôle des autorités publiques) utilisés pour dépasser la contradiction entre les deux langages et « annuler », en quelque sorte, l'histoire. Conflictuels en eux-mêmes, ces mécanismes ont, en partie, alimenté la paralysie institutionnelle des nouveaux États. Andréa Slemian va dans le même sens pour le Brésil du XIXe siècle, en analysant l'évolution et la mise en forme du pouvoir judiciaire ainsi que l'instauration des idées libérales dans l'ordre juridique (motivation des sentences ; implantation des juges de paix et des jurés). Autant d'innovations qui ne viennent pourtant pas à bout de la culture juridictionnelle, inscrite au plus profond des pratiques, comme le montre la difficulté des acteurs pour séparer l'exercice de la justice de celui de l'administration.

On ne saurait bien sûr avoir épuisé dans cette introduction toutes les avancées et toutes les hypothèses de travail qui traversent l'ensemble des études de ce volume. Le constat qui se dégage de ces travaux est, outre leurs convergences méthodologiques et problématiques, qu'ils ne constituent en aucune sorte une remise en cause des postulats fondamentaux qui ont guidé l'œuvre de François-Xavier Guerra et des auteurs de sa génération. En revanche, ils apportent à ce

modèle théorique plus de complexité, plus de nuances et plus de souplesse, notamment quant à la périodisation et à la spatialisation des phénomènes. En s'appuyant sur des sources jusqu'alors inexploitées ou en proposant une lecture renouvelée, ils explorent également de nouveaux pans de la recherche. Si elle reste inscrite dans les paradigmes forgés il y a vingt ans, cette historiographie fait preuve d'une étonnante vigueur, qui tient en partie au fait que les auteurs qui la composent, issus d'horizons divers, se sont lus et rencontrés à de nombreuses reprises et en sont venus à former une communauté scientifique solide, pérenne, et résolument euroaméricaine.

De ces convergences et de ce dialogue poursuivi au fil des années découle un objet historiographique solide, dont la valeur heuristique est loin d'être épuisée. Cette vigueur démontre à l'envi que l'Amérique espagnole et portugaise a toute sa place dans l'étude des révolutions atlantiques, en tant que « révolutions ibériques » certes, mais aussi en tant que révolutions « américaines ». L'Amérique espagnole et portugaise constitue indéniablement un bastion de la modernité au XIXe siècle, mais avec des spécificités, dues notamment à la complexité de ses structures socioraciales ou à sa situation coloniale, qui posent précocement et de manière très radicale quelques-unes des grandes questions de la modernité, telle que la coexistence dans un espace politique commun de citoyens socialement, racialement et culturellement inégaux. Dans l'Europe de l'époque, la question est globalement réglée par l'exclusion des pauvres du corps politique, et aux États-Unis, par celle des Indiens et des Noirs. En Amérique espagnole en revanche, du fait des dynamiques mises en place par la guerre, il existe une tentative d'intégration globale des populations dans le corps des citoyens.

Cette caractéristique peut contribuer à expliquer le maintien si décrié de formes sociales réputées « anciennes » ou « archaïques » car communautaires et holistes, dans la région. Néanmoins, outre le fait que de telles formes subsistent également dans la majeure partie de l'Europe, elles n'ont d'ancien que l'apparence, tant les révolutions d'indépendance ont fait, sur tous les plans, rupture. Le maintien de formes dites « anciennes » apparaît ainsi davantage comme une forme d'adaptation à la modernité, dans des sociétés bouleversées par l'irruption de la souveraineté populaire, que comme une négation ou une limite de celle-ci.

I

RELATOS DE LOS ORÍGENES

EL PATRIOTISMO AMERICANO EN EL SIGLO XVIII

AMBIGÜEDADES DE UN DISCURSO POLÍTICO HISPÁNICO

Gabriel Entin
Instituto de Investigaciones Históricas — UNAM

En este artículo[1] nos proponemos explorar una dimensión constitutiva de la identidad americana: la identificación de América como una patria común. Entre otros sentidos e interpretaciones posibles, la identidad implica la construcción social, histórica y lingüística de grupos en los cuáles un individuo puede reconocerse y diferenciarse de otros[2]. El *Diccionario de la Real Academia* de 1734 la define como la «razón, en virtud de la cual son una misma cosa en la realidad, las que parecen distintas»[3]. Se trata de una categoría que remite a criterios de semejanza, unidad y estabilidad que distinguirían al grupo.

Desde las últimas dos décadas, la historiografía del siglo XVIII hispanoamericano asocia la identidad americana al «patriotismo criollo». Esta categoría se ha consolidado gracias a los trabajos de David Brading, Anthony Pagden y Jorge Cañizares-Esguerra, quienes a través de la reconstrucción de discursos políticos renovaron la historia intelectual del siglo XVIII en América hispánica[4]. Por un lado, el patriotismo criollo se utiliza generalmente para referirse a un discurso americanista e independentista (que no tendría impacto en las élites criollas sino a partir de la crisis de la Monarquía de 1808 y de las revoluciones). Por otro lado, el patriotismo criollo se aplica para referirse a la identidad de los americanos sin muchas veces detenerse a analizar las formas en que los actores incluidos en esta categoría se consideraban a sí mismos y pensaban a América como una

[1] Este artículo está basado en los capítulos III y IV de mi tesis doctoral: G. Entin, *La république en Amérique hispanique*. Actualmente, becario del Programa de Becas Postdoctorales de la UNAM, agradezco a Véronique Hébrard y Geneviève Verdo la oportunidad de presentar un avance del trabajo en el coloquio *Les indépendances hispano-américaines. Un objet d'histoire* (Paris, 9-11 de junio de 2011).

[2] Para una introducción sociohistórica sobre los alcances y límites de la categoría de identidad y sobre nuevas herramientas analíticas para analizarse, véase M. Avanza y G. Laferté, «Dépasser la "construction des identités" ?».

[3] Real Academia Española, *Diccionario de la lengua castellana*, t. IV, p. 203.

[4] D. A. Brading, *Orbe Indiano*; A. Pagden, *Spanish Imperialism and the Political Imagination*; J. Cañizares-Esguerra, *Cómo escribir la historia del Nuevo Mundo*, p. 361 (Cañizares-Esguerra se refiere a una «epistemología patriótica» de América creada por clérigos criollos —y obispos españoles en Indias— que reforzó «órdenes socio-raciales y privilegios corporativos»).

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 19-34.

patria. Al asimilar la americanidad a los criollos, esta historiografía excluiría del patriotismo americano a los españoles europeos, a las castas y a los indígenas. Por estas razones, la problematización del patriotismo criollo pareciera ser necesaria para la comprensión de la identidad americana.

François-Xavier Guerra remarca la coexistencia de múltiples identidades culturales en América: desde la local de la ciudad hasta la más general de la Monarquía. Entendida como posesión de características culturales específicas, una de estas identidades es la americana, consolidada según F.-X. Guerra, en reacción a las reformas borbónicas y a las teorías de la Ilustración sobre la inferioridad de los americanos. En un mundo donde criollos y peninsulares compartían una «extraordinaria homogeneidad humana y cultural», la identidad americana se fundamentaría en el «sentimiento vital del lugar de nacimiento»: América designaría la «patria singular». Junto con la cultural se construiría una identidad política americana paradójica: sin gobierno e instituciones propios, la patria se reconocería como una comunidad distinta a otros reinos castellanos[5].

A diferencia de la identidad que reenvía a un Estado determinado, la identificación implicaría un proceso de reconocimiento abierto, incierto y en movimiento de la existencia del grupo y de la pertenencia al mismo[6]. Centrándonos exclusivamente sobre la dimensión discursiva de la identificación de América como patria, analizaremos distintas formas de patriotismo americano durante el siglo XVIII. En primer lugar, introduciremos el contexto intelectual en que el patriotismo es conceptualizado durante la Ilustración hispánica. En segundo lugar, estudiaremos la construcción discursiva de América como patria en la Monarquía. En tercer lugar, la relación entre la americanidad y la aplicación de las reformas borbónicas. Por último, nos referiremos a la identificación de América como patria independiente. Para estos objetivos, nos basaremos en la reconstrucción de discursos políticos de distintos miembros de la élite ilustrada hispanoamericana.

I. — EL PATRIOTISMO EN LA ILUSTRACIÓN HISPÁNICA

La monarquía jurisdiccional de los Habsburgos se transforma con la nueva dinastía de los Borbones en una monarquía administrativa. El cambio se opera a través de una política regalista: los límites jurídicos que condicionaban el poder político del rey son relegados junto con la supresión o limitación de derechos, privilegios e instituciones territoriales. La monarquía compuesta busca presentarse como una unidad bajo la obediencia incondicional al rey. Bajo el reinado

[5] F. X. Guerra, «Identidad y soberanía». Sobre la afirmación de una identidad patriótica americana en el siglo XVIII y a principios del siglo XIX, véase V. Hébrard y G. Verdo, «L'imaginaire patriotique américain au miroir de la Conquête espagnole». Sobre la americanidad como objeto de estudio durante las revoluciones, G. Verdo, *L'Américanité*.

[6] M. Avanza y G. Laferté, «Dépasser la "construction des identités" ?».

de Felipe V (1700-1746), se impone una nueva lectura de la historia en la cual la dinastía habsburga es asociada al desorden, a la división y a la decadencia. Los Borbones se presentan como los restauradores del orden y de la unidad, formalizada a través de una uniformización de leyes e instituciones según una matriz castellana. El momento borbónico, que la historiografía caracteriza generalmente de absolutista o regalista, es concebido por sus contemporáneos ilustrados como regeneración de aquella unidad entendida como una única patria, asimilada a España, al rey y a la misma dinastía[7].

En 1788, el jurista asturiano Gaspar Melchor de Jovellanos resumiría en su *Elogio* fúnebre a Carlos III (1759-1788) las transformaciones de la Monarquía según el lenguaje de la élite ilustrada: el triunfo de la «experiencia» sobre la «especulación»; de las «ciencias útiles» sobre la «poco útil» escolástica; de las «nuevas verdades» sobre los «antiguos errores»; de la «economía civil» —nueva ciencia de gobierno— sobre una política impregnada de corrupción. La regeneración consistía en una «feliz revolución» y podía sintetizarse en una palabra: «patriotismo». Desde la Real Sociedad de Madrid, una de las sociedades patrióticas creadas durante la segunda mitad del siglo XVIII, Jovellanos podía caracterizar a Carlos III, concebido principal instrumento del cambio, como el «Rey patriota»; el «Padre de la Patria» que había combatido la ignorancia y la decadencia asegurando «la abundancia y la prosperidad» mediante la difusión de ideas, ciencias, artes y comercio[8].

A través de lecturas de otros autores europeos de la Ilustración, la élite ilustrada hispánica entendería el patriotismo como el sacrificio del interés particular en favor del interés común de la patria. El concepto implicaría una suerte de amalgama entre valores republicanos clásicos y moral católica. Este republicanismo católico, capaz de distinguirse desde el siglo XVI en una monarquía entendida como república cristiana, era formulado en nuevos términos en el lenguaje del siglo XVIII[9]: el interés común era sinónimo de utilidad y progreso, dos objetivos que podían alcanzarse con lo que Montesquieu y Adam Smith establecerían como la virtud republicana moderna (a diferencia de las virtudes guerreras y cristianas de las repúblicas antiguas): el comercio[10].

Una diferencia separaba a los ilustrados europeos de sus contemporáneos ibéricos: la consideración de España. Para los primeros, España aparecía como un sinónimo de despotismo por su dominación en América. Según Montesquieu el temor era el principio del gobierno despótico (a diferencia de la virtud, en el

[7] Véase Véase J. M. Iñurritegui Rodríguez, *Gobernar la ocasión*; P. Fernández Albaladejo, «Dinastía y comunidad política»; J. Mª Portillo Valdés, «Algunas reflexiones sobre el debate regalista del setecientos». Sobre las categorías de absolutismo y regalismo, A. Lempérière, «La recepción negativa de una gran idea».

[8] G. M. de Jovellanos, «Elogio de Carlos III (8 de noviembre de 1788)».

[9] J. M. Iñurritegui Rodríguez, *La gracia y la república*; J. Mª Portillo Valdés, *Revolución de nación*; F. Morelli, «Tras las huellas perdidas de Filangieri».

[10] Montesquieu, *De L'Esprit des Lois*; A. Smith, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, lib. IV, cap. III, parte II, p. 9. Véase P. Manent, *La cité de l'homme*, cap. I.

republicano, y del honor, en el monárquico) y España «para conservar América hizo lo que no hace ni el despotismo: destruyó a sus habitantes»[11]. Esta imagen de barbarie y crueldad, que reactualizaba la leyenda negra difundida a partir de mediados del siglo XVI con Bartolomé de Las Casas, sería rechazada por los ilustrados españoles[12]. Sin embargo, compartirían con el resto de los ilustrados la visión de América como un conjunto de colonias que era necesario reformar en busca de la supervivencia imperial[13].

Durante el siglo XVIII, América hispánica se convertirá en un laboratorio de experimentación de proyectos y reformas administrativas, económicas, comerciales y militares de una monarquía que, por su naturaleza agregativa de reinos, tendría dificultades para presentarse como una única patria. Los dominios americanos, incorporados desde 1519 a la Corona de Castilla, oscilarán entre su consideración de reinos y su comprensión como colonias, noción descriptiva que adquiriría una dimensión conceptual «socio-política negativa» bajo la cual se interpretaría el propio status de América en la Monarquía[14]. A fin del siglo XVIII, los ilustrados peninsulares asimilarían la patria común ya no a todos los dominios monárquicos sino a la nación, entendida como una realidad que, por sus instituciones, leyes e historia, era estrictamente europea[15]. Al otro lado del Atlántico, las reformas dinamizarían las economías de las ciudades principales insertas en los nuevos circuitos comerciales en América. También provocarían una división de hecho entre españoles europeos y americanos.

II. — UNA PATRIA, AMÉRICA

En su *Universal Vocabulario en Latín y en Romance* (1490), Alfonso de Palencia definía la patria como lo «común de todos los que en ella nacen, por ende débese aun de preferir al propio padre, porque es más universal». Se trataba de una comprensión ciceroniana de la patria, entendida como una «madre»[16]. Para Cicerón, la patria concentra un doble sentido: la «patria de naturaleza» o «geográfica», referida a la ciudad de nacimiento, y la «patria de ciudadanía» o de «derecho», correspondiente a la república a la que se pertenece[17]. Según el orador romano, la patria común de derecho —que representa

[11] MONTESQUIEU, *De L'Esprit des Lois*, p. 96.

[12] Para Jorge Cañizares-Esguerra, la búsqueda de una identidad española a través de la defensa de la colonización de América es conducida no por Castilla sino por los reinos periféricos a ella. J. CAÑIZARES-ESGUERRA, *Cómo escribir la historia del Nuevo Mundo*, pp. 355-356).

[13] J. ADELMAN, *Sovereignty and revolution in the Iberian Atlantic*, pp. 22-33.

[14] F. ORTEGA, «Ni nación ni parte integral».

[15] J. Mª PORTILLO VALDÉS, *Crisis atlántica*, pp. 44-53.

[16] A. de PALENCIA, *Universal Vocabulario en Latín y en Romance*, p. CCCXLVI.

[17] CICERÓN, *La République,* t. II, frg. 2, p. 193 y *Traité des Lois*, lib. II, 5, pp. 39-40. Las traducciones del francés al español son de nuestra responsabilidad.

el bien común del pueblo— debe prevalecer sobre la patria de nacimiento. Frente a las patrias locales, Roma constituía la patria común. Por ella había que estar dispuesto a entregar todo, incluso la propia vida. Los patriotas eran los modelos de virtud cívica que incitaban a «la acción y a la energía». Esta virtud, que se denominaba «amor a la patria» o «patriotismo» implicaba desprenderse de la particularidad y entregarse a la comunidad[18]. En América, las ciudades constituían las patrias de nacimiento. Por el contrario, la patria común no era evidente.

En su renovación burocrática en América, la Corona privilegiaría a los españoles europeos durante las reformas de las corporaciones. Uno de los argumentos para la legitimación de esta medida se fundaba en la idea de imparcialidad: un funcionario sería más imparcial cuando no fuese originario de la comunidad a gobernar, se explicaba[19]. Por ejemplo, el Virreinato del Río de la Plata, creado en 1776 a partir de la división del Virreinato del Perú por iniciativa del ministro del Consejo de Indias José de Gálvez, fue gobernado hasta 1810 por once virreyes, entre ellos, uno sólo americano[20]. ¿Por qué un español americano tenía más derechos que uno europeo para gobernar en América en nombre del rey? En 1729 el abogado de Nueva España, Juan Antonio de Ahumada respondería a esta pregunta[21]. «El que nace en una Ciudad se hace Ciudadano [...] para gozar de todos los honores, y puestos que hubiere», afirmaba en su *Representación político-legal* al rey. Ahumada solicitaba que los empleos de la Corona en Indias sean destinados a los «Españoles que nacen, se crían, y estudian en estos Reinos», es decir, a los «americanos»[22].

A partir de la relación entre la concesión de empleos, el honor de los ciudadanos y la subsistencia de la comunidad, Ahumada articulaba un discurso patriótico americano. Para el jurista, «el único fundamento para conservar una Republica, es remunerar los servicios»[23]. Así, presentaba a América como lo que jurídicamente no era: una república entre otras existentes en la Monarquía. De esta forma, podía identificar a América como la patria común, incorporada a la Monarquía y separada de España. Basado en referencias ciceronianas a la *res publica* intentaba demostrar que los oficios en América debían ser por derecho para los ciudadanos de la patria, los americanos, y que su exclusión era ilegítima, injusta e ilegal.

[18] Id., *La République,* lib. I, cap. I, p. 195 e Id., *Traité des Lois*, lib. I, cap. XV, 42, p. 24.

[19] D. A. Brading, *Orbe Indiano*, p. 513.

[20] Se trataba de Juan José de Vértiz y Salcedo, originario de Yucatán, virrey entre 1778 y 1784. Una desigualdad semejante se observaba en la composición de la Audiencia de Buenos Aires: de los 36 ministros entre 1783 y 1810, 26 eran españoles y nueve americanos (tres de ellos, nativos de Buenos Aires). Véase J. Lynch, *Las revoluciones hispanoamericanas*, p. 41.

[21] La figura de Juan Antonio de Ahumada fue recuperada por David Brading en su análisis del patriotismo criollo y estudiada en detalle por Carlos Garriga quien caracteriza de republicano el discurso del abogado mexicano en la monarquía católica. Véase D. A. Brading, *Orbe Indiano*, pp. 413-414 y 580; C. Garriga, «Patrias criollas, plazas militares».

[22] Citado en Id., «El derecho de prelación», p. 1105 (n. 44), pp. 1110-1111.

[23] J. A. de Ahumada, «Representación político-legal», p. 91.

Como había sucedido en Roma, los cargos públicos habían sido originalmente instituidos en América «para con ellos premiar la virtud de los Ciudadanos»[24]. Sin la concesión de oficios, explicaba Ahumada, los americanos no eran «ciudadanos» sino «peregrinos en sus mismas Patrias». Recordando a Cicerón, el «padre de la elocuencia», sostenía que los antiguos «al Peregrino llamaban Enemigo»[25]. Debido a la exclusión del americano y a la preferencia del español europeo, el ciudadano se convertía en extranjero y el extranjero en ciudadano. Este trastrocamiento de los fundamentos de la comunidad implicaba la tiranía: si el rey era soberano de todos sus vasallos, «¿Por qué los Infelices de Indias han de privarse de recibir sus honores, y han de querer los émulos que los impere no como su legítimo Señor, sino como tirano?»[26]. En una tiranía, los americanos, privados de la libertad que creaba la ley y del honor que otorgaban los premios, no desearían la vida y permanecerían «como muertos» en su propia patria, remarcaba[27].

La «América-patria» forzaba a un desdoblamiento de la comunidad en la Monarquía. Ahumada lo explicaría a través de metáforas familiares del cuerpo político. «Los americanos, que son hijos de V. Maj. y de esta segunda mujer, que es la América», afirmaba, no podían estar excluidos «de los bienes dotales de su madre», ni sus hermanos, los españoles peninsulares, debían obtener bienes que «por todos derechos» pertenecen a los americanos[28]. Dicho de otra forma, como el rey no tenía el derecho de otorgar a la primera mujer (España), los bienes que pertenecían a la segunda (América), se encontraba «obligado» a recompensar a su hijos americanos o, como lo describía también Ahumada en el título de su *Representación*, «Españoles indianos»[29].

La identificación de América como una patria común permitía distinguir a los americanos y a los peninsulares. Sin embargo, los dos eran, según Ahumada, españoles. El ciudadano americano era así el «vecino» español en Indias. Por esta razón, el jurista podía afirmar que en México o en Perú, «hay más españoles, que en toda Europa». Ahumada identificaba a los americanos con sus ancestros, los conquistadores, y no con los indígenas. En la Península, los españoles habían expulsado a los moros. En América, habían dejado «limpia» la patria. Se trataba de otro argumento para que los americanos sean designados no sólo en puestos militares sino también en cargos políticos, religiosos y académicos: siendo ciudadanos de su patria todos los oficios debían ser «suyos»[30].

[24] J. Ortiz de Cervantes, *Información a favor del derecho que tienen los Nacidos en las Indias*. Juan Ortiz de Cervantes era procurador general del Reino del Perú en 1619.

[25] A. de Ahumada, «Representación político-legal», pp. 90, 100. Sobre la relación entre los conceptos de «extranjero» y «enemigo» en Cicerón a través de los conceptos de *perduellis*, *hostis* y *peregrinus*, véase *De Officis* (Cicéron, *Des devoirs*, lib. I, chap. xii, p. 51).

[26] Citado en C. Garriga, «Patrias criollas, plazas militares», pp. 34, 42, 45.

[27] J. A. de Ahumada, «Representación político-legal», pp. 90-93.

[28] Citado en C. Garriga, «Patrias criollas, plazas militares», p. 36.

[29] J. A. de Ahumada, «Representación político-legal», p. 88.

[30] *Ibid.*, pp. 88, 93.

III. — LA AMERICANIDAD: CRÍTICA Y DEFENSA DE LAS REFORMAS BORBÓNICAS

En 1781, cinco meses después del fin de la rebelión del mestizo José Gabriel Túpac Amaru II en el Perú, el defensor de indios en la Audiencia de Lima, José Baquíjano y Carrillo (1751-1817), pronunciaba un discurso en la Universidad de San Marcos con motivo de la recepción del nuevo virrey Agustín de Jáuregui y Aldecoa. Por su trayectoria, el jurista limeño podía representar un modelo de élite ilustrada hispanoamericana a fines del siglo XVIII: descendiente de un comerciante vasco, se había educado con los jesuitas —al igual que Túpac Amaru II—. Luego viajaría a España para continuar su formación en leyes. A su regreso, Baquíjano sería designado consejero en la Audiencia de Lima y profesor en la Universidad de San Marcos de la misma ciudad[31]. En 1790, integraría la Sociedad Académica de Amantes del País, una asociación patriótica de Lima fundada para la difusión de las Luces y cuyo reglamento era una copia del producido por la Sociedad Vascongada de Amigos del País, la primera fundada en la Península.

El discurso de Baquíjano formaba parte de las ceremonias reales y religiosas que en las ciudades hispanoamericanas se realizaban en ocasión de la asunción o fallecimiento de las autoridades. Sin embargo, desafiaba el objetivo de estos actos festivos: el patronazgo simbólico y la afirmación de lazos entre el monarca y sus vasallos[32]. Bajo la forma de un elogio al virrey del Perú, revelaba una crítica al regalismo de los funcionarios de la Corona. La crítica se inscribía en una historia de opresión en América, cuyo último ejemplo había sido la violenta represión contra Túpac Amaru II (las partes de su cuerpo descuartizado fueron distribuidas entre las ciudades rebeldes y otras quemadas en Cuzco, epicentro de la insurrección). La barbarie de los españoles en América, denunciada por los filósofos no peninsulares de la Ilustración, caracterizaba para Baquíjano la historia del continente: «cadáveres sangrientos, villas arruinadas, provincias desiertas, campos secos y estériles gimiendo por su antigua fecundidad: el acero sacrílego del conquistador…». A través de la denuncia del pasado de opresión y de referencias a Raynal y a Montesquieu, el jurista recordaba al virrey sus deberes: «la primer obligación del buen gobernador es hacer amable la autoridad del príncipe a quien representa». Y advertía: «la vida del ciudadano es siempre preciosa y respetable […], destruir a los hombres no es ganancia». Frente a la guerra, Baquíjano oponía el comercio «que agita a la industria, protege las artes» y trae la paz[33].

Por un lado, Baquíjano asimilaba la opresión contra los indígenas a la dominación de los americanos, manifestada con las reformas borbónicas, «esa extraordinaria repetición de órdenes y decretos que […] sólo sirven de fomentar el descontento». En el caso del Perú, un «orgulloso gabinete» (en referencia a los funcionarios dirigidos por el visitador real José Antonio de Areche) cal-

[31] Véase J. de la Riva-Agüero, «Don José Baquijano y Carrillo».

[32] Sobre el contenido simbólico de ceremonias y fiestas en Hispanoamérica entre el siglo XVIII y la revolución a través del caso del Perú, véase P. Ortemberg, *Rituel et pouvoir*.

[33] J. Baquíjano y Carrillo, «Elogio del Excelentísimo señor don Agustín de Jáuregui y Aldecoa».

culaba «fríamente la miseria y desesperación del súbdito, para exigir de ella los generosos esfuerzos de su obediencia»[34]. Por otro lado, Baquíjano distinguía los americanos de los indígenas y recordaba junto a Raynal que América se fundaba en una injusticia y en un error por el cual «los americanos se llaman impropiamente indianos». Su objetivo no consistía en solidarizarse con el «infiel araucano» sino en defender los derechos del «fiel americano» que «ama, venera y respeta» al rey[35]. La separación entre el rey y su gobierno le permitía articular una crítica a las reformas basada en América como patria dominada y mantener al mismo tiempo la fidelidad al monarca.

El discurso de Baquíjano era excepcional. En 1785 el Consejo de Indias acusaba al virrey de no haber impedido la publicación de los 600 ejemplares del *Elogio* editados por la Universidad. En el contexto de censura decretado por Carlos III (una orden real de 1778 prohibía las obras de Montesquieu, Raynal, Rousseau, Voltaire, Marmontel, entre otros autores del siglo XVIII que se incluirían luego en el *Index* de 1790 de la Inquisición), el Consejo prohibía su circulación considerándolo uno de «los papeles más perniciosos y *subversivos que se han esparcido en aquel reino*»[36].

La respuesta pública a Baquíjano sería formulada en 1783 por el abogado y sacerdote del clero secular en el Río de la Plata Juan Baltasar Maziel (1727-1788), uno de los referentes de la elite intelectual en Buenos Aires a fines del siglo XVIII. Luego de sus estudios de teología y de derecho en Córdoba y en Chile, Maziel fue durante catorce años regente del Real Colegio de San Carlos, el primer liceo de Buenos Aires fundado por Carlos III en 1772, al que asistirían siete de los nueve integrantes de la Primera Junta Revolucionaria de Gobierno en 1810[37]. Para Maziel, las afirmaciones de Baquíjano eran «exóticas y contrarias a la constitución de un estado monárquico». El sacerdote se legitimaba como una voz autorizada para contrarrestar al jurista por «ser americano» y nativo del Río de la Plata[38].

Maziel explicaba que las denuncias de dominación en América eran una reacción de Baquíjano contra la división del Virreinato del Perú. A diferencia del limeño, el sacerdote porteño elogiaba las reformas y enumeraba sus beneficios: la creación del Virreinato del Río de la Plata; la designación de un virrey originario de Yucatán que demostraba la «gloria inmortal de los americanos»; el fin del monopolio comercial de Lima gracias a un comercio libre y protegido que restablecía «la agricultura, la industria y la población»; la fundación de colegios, orfelinatos e imprenta que promovía la ilustración en el Río de la Plata[39].

[34] Citado en P. Ortemberg, *Rituel et pouvoir*, p. 242.

[35] J. Baquíjano y Carrillo, «Elogio del Excelentísimo señor don Agustín de Jáuregui y Aldecoa», p. 516.

[36] Citado en P. Ortemberg, *Rituel et pouvoir*, p. 245, n. 469.

[37] Véase J. Probst, *Juan Baltasar Maziel* y J. C. Chiaramonte, *La Ilustración en el Río de la Plata,* pp. 49-54.

[38] J. B. Maziel, «Reflexiones sobre la famosa arenga, pronunciada en Lima», pp. 403-405.

[39] *Ibid.,* pp. 404-411.

Respecto a las reformas tributarias, Maziel explicaba que el amor al rey y a la patria justificaban la introducción de nuevos impuestos: «si un ciudadano debe exponer su vida por su patria y por su príncipe, con más razón debe ceder una porción de sus bienes para pagar las cargas públicas». La guerra «no se hace sin tropa ni se mantiene sin sueldo, ni el sueldo se proporciona sino por los impuestos», continuaba el religioso citando a Cicerón[40]. Por otro lado, era una quimera asociar la barbarie de los españoles a la rebelión de Túpac Amaru II que, según el sacerdote, constituía un acontecimiento particular de los indígenas contra la tiranía de los corregidores que la misma Corona habría combatido. Españoles y americanos formaban un solo cuerpo. El intento de separarlos bajo una misma cabeza, como pretendía Baquíjano, constituía un contrasentido[41].

Desde un registro regalista Maziel defendía al rey: el poder y las leyes no dependían de pactos sino de la autoridad legítima del soberano. Mediante referencias a la *res publica* romana, explicaba que la concentración del poder era necesaria:

> «Sería mejor morir», añadía el virtuoso Catón, «que sufrir que la república recibiese la ley del ciudadano», y esto es lo que, ciertamente, sucedería, si fuera permitido a los particulares examinar la justicia y conveniencia de las órdenes de su soberano[42].

Sin embargo, desde su discurso fidelista, Maziel disimulaba críticas al regalismo de los funcionarios. Por ejemplo, afirmaba que algunos «poco instruidos» sobre los fundamentos de la soberanía denominaban «usurpación» al derecho de aplicar impuestos. El rey era el único soberano, pero como era un hombre podía equivocarse y crear leyes injustas, es decir, contrarias al orden natural al que estaba subordinado. En esta circunstancia, la obediencia significaba la tiranía, una «prostitución del don precioso de su libertad y una criminal sustracción de la voluntad divina»[43].

A través de Baquíjano y de Maziel observamos que la americanidad no implica necesariamente un discurso contra la Monarquía ni contra los españoles, sino contra el abuso de autoridad real. Baquíjano puede ser visto como un rebelde por su discurso «subversivo» y Maziel como un fidelista por combatirlo, pero estas caracterizaciones serán cambiantes según el contexto. El sacerdote de Buenos Aires propondría a fines del siglo XVIII una reforma del curso de filosofía del Colegio de San Carlos basada en la «secta ecléctica» y en la «libertad de opinar sobre las cosas, que no dependen de la revelación»: en 1788 moriría en Montevideo exiliado por orden del virrey del Río de la Plata quien lo había acusado de rebeldía por su «abusiva literatura» que implicaba una «especie de

[40] *Ibid.,* pp. 421, 406.
[41] *Ibid.,* pp. 446-452.
[42] *Ibid.,* p. 425.
[43] *Ibid.,* pp. 423-424.

fermentación» en el pueblo[44]. Por su parte, durante la crisis de la Monarquía en 1808, Baquíjano sería designado uno de los tres candidatos americanos a diputado del Virreinato del Perú para la Junta Central.

IV. — UN DISCURSO EUROPEO DE LA PATRIA AMERICANA

En América hispánica los naturalistas e historiadores ilustrados europeos (Buffon, De Pauw, Raynal, William Robertson) tenían una amplia difusión y eran citados por sus críticas al colonialismo europeo y su glorificación del comercio. Sin embargo, sus teorías sobre América como un continente degenerado e inmaduro en relación a una Europa civilizada eran consideradas ridículas y denigrantes[45]. En el debate europeo ilustrado, y en respuesta a la imagen negativa de América, los jesuitas expulsados articularían una «identidad cultural independiente» de los americanos basada en América como patria común distinta a la «España-nación»[46]. Dentro de este debate, y en el contexto de la revolución de las trece colonias en América del Norte, el jesuita nativo de Arequipa Juan Pablo Viscardo, produciría a fines del siglo XVIII un discurso panfletario contra el despotismo de España.

Viscardo era uno de los 5.000 jesuitas que habían llegado a Europa expulsados de América. Pobre en Italia, buscaría recuperar la herencia de su padre en Perú. Con ayuda del caraqueño Francisco de Miranda —que en 1806 dirigiría una infructuosa incursión militar a Venezuela—, arribaba a Londres en 1791. Con una pensión del Foreign Office, comenzaría una batalla de la opinión contra la monarquía española y a favor de independencia de América[47]. En su *Carta a los españoles americanos* (escrita en 1791 y publicada ocho años después en francés por Miranda en Londres), Viscardo consolidaba la idea de América como una patria que había sido oprimida por el despotismo: «El Nuevo Mundo es nuestra patria, su historia es la nuestra», señalaba. Por «patria», entendía «un pueblo distinto de los españoles europeos». Pero su historia comenzaba con la llegada de éstos españoles a América. Durante tres siglos, esta historia se definía en cuatro palabras: «ingratitud, injusticia, servidumbre y desolación»[48].

Comenzando con una cita de Virgilio en *La Eneida* («*Vincent Amor Patriae*»), Viscardo construía una suerte de puzle republicano histórico a través de la dicotomía libertad-dominación: América era el último eslabón a liberar para romper los «hierros» de la «ignominiosa esclavitud». En aquella cadena se encontraban varios ejemplos de resistencias contra la opresión: la institución

[44] Citado en J. Probst, *Juan Baltasar Maziel*, pp. 309-311.

[45] Véase por ejemplo el periódico ilustrado de Buenos Aires *Semanario de Agricultura, Industria y Comercio*, 11, 1 de diciembre de 1802.

[46] A. Pagden, «From Noble Savages to Savage Nobles», p. 93.

[47] Véase en particular D. A. Brading, «Juan Pablo Viscardo y Guzmán», pp. 3-28.

[48] J. P. Viscardo y Guzmán, *Carta dirigida a los españoles americanos*, pp. 329, 340.

de El Justicia de Aragón, magistrado intermediario entre el rey y el pueblo que recordaba los límites del poder real y afirmaba el «noble espíritu de libertad» de los ancestros españoles defensores de la ley; la revolución de Inglaterra, de Portugal y de la «célebre República de las Provincias Unidas». También había ejemplos de «tiranía»: la expulsión de los jesuitas en 1767 era uno de ellos. Aquellos «ciudadanos españoles», remarcaba, habían sido «despojados por el gobierno de todos sus derechos sin ninguna acusación, sin ninguna forma de justicia, y del modo más arbitrario»[49].

El jesuita no era original en la búsqueda de antecedentes históricos que legitimasen la independencia de América. En 1776, seis meses antes de la emancipación de las colonias británicas, Thomas Paine, citaba en su *Common Sense* la rebelión de Masaniello en Nápoles (1641) y de Holanda para demostrar que en Norteamérica había una república donde «THE LAW IS KING»[50]. Según Viscardo, la revolución de las trece colonias cubría de vergüenza e «indolencia» a la América hispánica[51]. En su *Carta*, el jesuita omitía la revolución francesa. En otro escrito de 1792, criticaría esta revolución: exhibiendo un encanto por la libertad universal, Francia «alteraría a toda la humanidad», afirmaba[52].

La relación entre la patria americana y los indígenas sería ambigua en Viscardo, cuya familia descendía de un linaje de *kurakas*. Por un lado, en su *Carta* no hacía referencia a la rebelión de Túpac Amaru II de fines del siglo XVIII. Por otro lado, citaba los *Comentarios Reales* del Inca Garcilaso de la Vega (1609) quien recordaba la violencia contra el «joven e inocente Inca Túpac Amaru» (que también era mestizo) para describir la tiranía de los españoles durante el siglo XVI[53]. La diferencia era importante. Los españoles americanos se habían opuesto y resistido a la gran rebelión indígena de Túpac Amaru II. Por el contrario, los *Comentarios Reales* era una referencia popular —para elogiar o criticar— en autores ilustrados de Europa y América[54].

A diferencia de sus contemporáneos jesuitas, Viscardo no criticaba la situación de los indígenas en América[55]. Su *Carta* estaba exclusivamente dirigida a los americanos, que no se consideraban criollos sino «españoles americanos», como indicaba el título. En su texto, Viscardo omitía la palabra «criollo», que originalmente se aplicaba a los esclavos negros nacidos en América (para diferenciarlos de los africanos) y que en los debates de la Ilustración sobre la colonización

[49] *Ibid.*, pp. 330, 336-337, 342.

[50] Th. PAINE, *Common Sense*, pp. 9, 11-15, 31, 34.

[51] J. P. VISCARDO Y GUZMÁN, *Carta dirigida a los españoles americanos*, p. 342.

[52] ID., *Essai historique des troubles de l'Amérique méridionale dans l'an 1780*, p. 15.

[53] ID., *Carta dirigida a los españoles americanos*, p. 333.

[54] Basado en Garcilaso, Marmontel escribió en 1777 *Les Incas* recreando la tiranía de los conquistadores (el ejemplo de los indígenas servía para denunciar la opresión de toda América). Luego de la represión de la gran rebelión en el Perú, el visitador real Areche censuraría los *Comentarios Reales* que permitían la legitimación de la dinastía incaica, de la cual Túpac Amaru II se consideraba heredero («Orden del 21/IV/1782»).

[55] D. A. BRADING, «Juan Pablo Viscardo y Guzmán», pp. 8-9, 23-24.

española había adquirido un sentido despectivo aplicable a todo no europeo en América[56]. Todavía en 1808 un panfleto aparecido en Buenos Aires señalaba que «la expresión criollo, utilizada por los Europeos contra los Americanos es una injuria»[57]. En el siglo XVIII ningún americano podía describir su patriotismo de «criollo». El sentido convencional del término se aplicaba para referirse al español americano. Por ello Viscardo lo utilizaría cuando escribía para otros interlocutores. En efecto, en el *Proyecto para independizar América española* (1790), dirigido a los ingleses, definía a los españoles americanos como «la clase numerosa de los criollos, la primera, la más poderosa, y cuya influencia debe, indefectiblemente impulsar a todas las demás»[58].

En la *Carta* Viscardo promovía la libertad e independencia de la patria, condición para convertirse en «una sola GRANDE FAMILIA DE HERMANOS»[59]. Uno de sus argumentos se basaba en la separación natural de América, como habían sostenido Raynal y Paine. El jesuita lo explicaba con una metáfora familiar del cuerpo político: «La naturaleza nos ha separado de la España con mares inmensos. Un hijo que se hallaría a semejante distancia de su padre sería sin duda un insensato [...]. El hijo está emancipado por el derecho natural»[60]. La *Carta* no tendría impacto en los «compatriotas» americanos de Viscardo de fines del siglo XVIII quienes no buscaban la independencia sino la reforma del gobierno monárquico.

Por otro lado, el proyecto de independencia generaba varios problemas que Viscardo no analizaba en su escrito. En primer lugar, América constituía menos una comunidad efectiva de pertenencia que una abstracción invocada para reivindicaciones territoriales. ¿Quién era entonces el sujeto político capaz de separarse de España? El mismo Viscardo concluía su *Carta* exhortando a la lucha por la libertad no a unos americanos abstractos sino a los concretos y «generosos americanos del Nuevo Reino de Granada»[61]. En segundo lugar, ¿Quién gobernaría la América independiente? Desde 1782, el jesuita expulso promovía una invasión de tropas británicas en América hispánica a través del envío de una expedición naval a Buenos Aires. La conquista de la capital del Virreinato del Río de la Plata, explicaba, permitiría invadir por tierra el Perú. Una vez dominada América del Sur, Inglaterra podría otorgar tierras a los norteamericanos leales, vencidos en la guerra de las trece colonias.

En su *Proyecto para independizar América española*, Viscardo planificaba invasiones en Perú, Chile y Nueva España y defendía la independencia bajo la protección de la familia real británica. En una América que veneraba «todo aquello que lleva el sello de la Realeza», señalaba, los habitantes serían incapaces de concebir ideas republicanas y «sólo los Príncipes» podrían «desempeñar

[56] Véase en particular F. MORELLI, «Le créolisme dans les espaces hispano-américains».

[57] «Disertación anónima relativa a las pretensiones portuguesas sobre el Río de la Plata».

[58] J. P. VISCARDO Y GUZMÁN, «Proyecto para independizar América Española», p. 25.

[59] ID., *Carta dirigida a los españoles americanos*, p. 343. El subrayado es de Viscardo.

[60] *Ibid.*, p. 340.

[61] *Ibid.*, p. 338.

verdaderamente el rol heroico de Libertadores». Para Viscardo la independencia de América podía fundamentarse en la evidencia de la existencia de una patria común diferente a España. También podía basarse en el «entusiasmo de tener un rey entre gentes que no tienen sino ideas monárquicas»[62].

Ahumada, Baquíjano, Maziel y Viscardo representan distintos ejemplos de la élite ilustrada hispanoamericana del siglo XVIII. De sus discursos no puede deducirse una identidad americana ni una unidad de pensamiento sobre el patriotismo. Sin embargo, en todos los casos América es creada como una comunidad que, a pesar de su falta de consistencia jurídica, se presenta como un polo de identificación sensible coexistente con otras identificaciones, entre ellas, la española. Más que criollos, los americanos se consideraban españoles. Con excepción de Viscardo, no buscaban la independencia de aquella patria abstracta que era América sino la reforma de la Monarquía. En este sentido, la categoría de patriotismo criollo presenta un límite para pensar la producción de la americanidad como forma de discurso hispánico, ilustrado y católico.

El patriotismo americano puede concebirse como una retórica coyuntural de la implicación social en ciudades que no estaban ligadas por la americanidad sino por el rey, la religión y las leyes de la Monarquía. Si la pertenencia a la patria local define al ciudadano-vecino en Hispanoamérica, su actividad permitirá distinguir su condición de hombre útil o patriota. Centrado en las capacidades políticas y económicas del hombre en su comunidad, el discurso patriótico americano se articula contra los obstáculos a esas capacidades, sean originados por la Monarquía y su gobierno, o por los propios individuos a través de su ignorancia y vagancia. Los miembros de las élites urbanas invocarían a América como patria distinta a España con la intención de anular o modificar políticas reales que, legitimadas en el bien común, se consideran perjudiciales para las ciudades hispanoamericanas. Se fuerza así a un desdoblamiento del bien común entre la parte europea y americana de la Monarquía. En palabras de Viscardo, las reformas comerciales de los Borbones no significaban más que una «tiranía mercantil» y un «robo, paliado con el nombre de comercio»[63].

Con la crisis monárquica y con la organización de las primeras juntas de gobierno en Hispanoamérica, el letrado patriótico americano se convertirá en actor e intelectual revolucionario[64]. Los hombres son los mismos; los contextos, distintos. El patriotismo revolucionario tiene una historia: la idea de América como patria común consolidada en el siglo XVIII forma parte de ella. Ahora bien, se trata de diferentes patriotismos americanos. En un caso, la americanidad se constituye en una de las identificaciones de los españoles americanos dentro de un orden organizado sobre la legitimidad política del rey. En las revoluciones, ese orden ya no existe. Representando una de las formas de constitución de una

[62] ID., «Proyecto para independizar América Española», pp. 23-25.

[63] ID., *Carta dirigida a los españoles americanos*, pp. 331-332.

[64] Véase T. HALPERÍN DONGHI, «El letrado colonial como intelectual revolucionario»; J. MYERS, «El letrado patriota», pp. 121-144.

nueva legitimidad política, el patriotismo será necesario para la transformación del hombre útil en ciudadano-soldado; del español americano en americano en lucha por la libertad contra el español; pero será limitado para convertir a América en una patria efectiva de pertenencia.

FUENTES

«Disertación anónima relativa a las pretensiones portuguesas sobre el Río de la Plata, fundadas en los derechos a la sucesión del trono» [1808?], en Diego Luis Molinari, *Antecedentes de la Revolución de Mayo. El levantamiento general y la política portuguesa. 1808 (agosto-septiembre)*, Buenos Aires, 1926.

Ahumada, Juan Antonio de, «Representación político-legal» [1729], en *Documentos selectos del Centro de estudios de historia de México Condumex, 1493-1913*, ed. Manuel Ramos Medina, Chimalistac (Ciudad de México), Grupo Condumex, 1992, p. 91.

Baquíjano y Carrillo, Joseph, «Elogio del Excelentísimo señor don Agustín de Jáuregui y Aldecoa», *Boletín del Museo Bolivariano*, 1(12), agosto de 1929, pp. 514-519.

Cicéron, *Des devoirs*, trad. francesa de Joseph-Victor Le Clerc, en Id., *Oeuvres complètes,* París, Werdet et Lequien fils, 1826, t. XXXIII.

— *Traité des Lois*, trad. francesa de Georges de Plinval, París, Les belles lettres, 1968.

— *La République*, trad. francesa de Esther Bréguet, Paris, Les belles lettres, 1980.

Jovellanos, Gaspar Melchor de, «Elogio de Carlos III (8 de noviembre de 1788)», en Id., *Obras publicadas e inéditas de D. Gaspar Melchor de Jovellanos*, Madrid, M. Rivadeneyra, Biblioteca de Autores Españoles, desde la Formación del Lenguaje hasta Nuestros Días, 1858 (2 vols.), t. I, pp. 314-316.

Maziel, Juan Baltasar, «Reflexiones sobre la famosa arenga, pronunciada en Lima por un individuo de la Universidad de San Marcos, con ocasión del recibimiento que hizo dicha universidad a su virrey, el Exmo. Sr. Dn. Agustín de Jáuregui y Aldecoa, el día 27 de agosto de 1781» [1783?], en Juan Probst, *Juan Baltasar Maziel. El maestro de la generación de Mayo*, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires, 1946, pp. 403-405.

Montesquieu, Charles-Louis de Secondat, *De l'esprit des Lois* [1748], en Id., *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1951.

«Orden del 21/IV/1782, ratificada por el Consejo de Indias el 29/XI/1795», en Teresa Gisbert, *Iconografía y mitos indígenas en el arte*, La Paz, Gisbert, 1980, pp. 138-139.

Ortiz de Cervantes, Juan, *Información a favor del derecho que tienen los Nacidos en las Indias*… [1619], citado en Carlos Garriga, «El derecho de *prelación*: en torno a la construcción jurídica de la identidad criolla», en Luis E. González Vale (coord.), *XIII Congreso del Instituto Internacional de Historia del Derecho Indiano (San Juan, 21-25 de mayo de 2000)*, San Juan, Asamblea Legislativa de Puerto Rico, 2003, t. II, pp. 1093-1094.

PAINE, Thomas, *Common Sense*, en ID., *Rights of Man, Common Sense and Other Political Writings*, Oxford - Nueva York, Oxford University Press, 2008.

PALENCIA, Alfonso de, *Universal Vocabulario en Latín y en Romance*, Sevilla, 1490.

REAL ACADEMIA ESPAÑOLA, *Diccionario de la lengua castellana*, Madrid, Real Academia Española, 1734, t. IV.

Semanario de Agricultura, Industria y Comercio, 11, 1 de diciembre de 1802.

SMITH, Adam, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations,* Londres, W. Strahan and T. Cadell, 1776.

VISCARDO Y GUZMÁN, Juan Pablo, «Proyecto para independizar América Española», en ID., *Obra Completa de Juan Pablo Vizcardo y Guzmán*, Lima, Ediciones del Congreso de la República del Perú, 1998, t. I.

— *Essai historique des troubles de l'Amérique méridionale dans l'an 1780*, citado en David A. BRADING, «Juan Pablo Viscardo y Guzmán. Creole patriot and philosophe», en Juan Pablo VISCARDO Y GUZMÁN. *Letter to the Spanish Americans*, Providence (Rhode Island), The John Carter Brown Library, 2002, pp. 3-28.

— *Carta dirigida a los españoles americanos*, en Antonio GUTIÉRREZ ESCUDERO, «Juan Pablo Viscardo y su "Carta Dirigida a los Españoles Americanos"», *Araucaria. Revista Iberoamericana de Filosofía, Política y Humanidades,* 17, mayo de 2007, pp. 329-340.

LA CARIBEANIDAD REVOLUCIONARIA DE LA «COSTA DE CARACAS»

UNA VISIÓN PROSPECTIVA (1793-1815)

Alejandro E. Gómez
Universidad Charles de Gaulle - Lille III — Mondes Américains

En el estudio de los procesos históricos, siempre se ha de tener cuidado —como bien advertían los padres de nuestro oficio— en no caer en el mito de los orígenes; una especie de tentación historicista que, aún en nuestra época, surge de la necesidad de justificar una realidad presente o pretérita. Algo similar sucede con ciertos convencionalismos cronológicos y epistemológicos, los cuales en ocasiones parecieran haber quedado labrados sobre una piedra en letras doradas por algún sabio inalcanzable. A pesar de esta dificultad, emprender el cambio de los límites temporales de períodos o reconsiderar las problemáticas históricas puede llevar, cuando hay razones científicas que lo justifiquen y fuentes primarias que lo permitan, a una saludable recomposición de los paradigmas interpretativos existentes.

En tiempos recientes, los grandes cambios que han tenido lugar en los campos de las telecomunicaciones, la micro-electrónica, y la informática han cambiado nuestra forma de hacer historia. La puesta a disposición de nuevas herramientas de análisis y consulta virtual de fuentes están revolucionando nuestra capacidad de tratar y acceder a las fuentes. Esos cambios han contribuido igualmente a achicar aún más la concepción del mundo de una nueva generación de historiadores, llevándoles a cuestionar de forma distinta los procesos y eventos ocurridos en el pasado. Este hecho podría explicar —entre otras cosas— el surgimiento de diversas propuestas teórico-metodológicas como los «juegos de escalas» analíticos que se vienen desarrollando tras la crisis de la historia en los años 1990; el auge que han tenido ciertos paradigmas considerados como transnacionales, como la Historia Global y la Nueva Historia Atlántica; y la aparición de una serie de modelos analíticos como las Historias Conectadas, la Historia Cruzada y la Historia Entrelazada.

A pesar de este agitado contexto intelectual, la historiografía de las independencias hispano-americanas ha manifestado poco interés —salvo honrosas excepciones— en transnacionalizar o transculturalizar sus límites espaciales. Por el contrario, a diferencia de lo mucho que se ha publicado en relación al desarrollo y consolidación de los distintos procesos nacionales latinoamericanos, poco se ha hecho por reconsiderar sus límites cronológicos. Como se sabe, estos siguen en gran medida anclados en el inicio de la crisis de la monar-

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 35-48.

quía hispana en 1808, y en la consolidación de los nuevos Estados nacionales a fines de la década de 1830; unos límites que, dicho sea de paso, dejan fuera los procesos suscitados en las colonias insulares de Cuba, Santo Domingo y Puerto Rico, cuyos devenires históricos siguieron asociados íntimamente a la crisis monárquica metropolitana hasta la guerra hispano-estadounidense en 1898. Debido a esto, poco es lo que se conoce sobre los casos de la tentativa juntista de 1808 en La Habana, una conspiración independentista de 1810 en esa misma ciudad, y sobre la «independencia efímera» de Santo Domingo declarada en 1821.

El riesgo de caer en lo que ha sido denominado críticamente como la «obsesión de los orígenes», así como en otras trampas teleológicas asociadas con la justificación de las independencias por vía de eventos de lesa majestad previos, han sido factores que sin duda contribuyeron a que los historiadores críticos evitasen remontarse en el pasado más allá de 1808. Entre ellos Miquel Izard, quien ha calificado tales asociaciones de «fantasía»[1]. Pese a ello, muchos historiadores han sabido superar esos obstáculos analíticos mostrando a la vez la importancia de remontarse en el pasado reciente de las independencias para poder explicar algunos de los rasgos que las definen en términos retrospectivos. Tal es el caso de los muchos estudios disponibles sobre el impacto de las reformas borbónicas, la Revolución francesa, y la Revolución estadounidense en la América española; y sobre las raíces intelectuales e ideológicas del constitucionalismo, del republicanismo y del liberalismo iberoamericano.

Otros historiadores han ido más allá aunque en un sentido analítico inverso, mostrando la necesidad de aplicar análisis prospectivos para entender las independencias desde una perspectiva temporal más amplia. Entre estos Germán Carrera Damas, quien ha propuesto para el caso venezolano la existencia de una crisis estructural pre-existente iniciada en 1749 con una insurrección en contra del monopolio comercial que la Corona otorgara a la Compañía Guipuzcoana. Más allá de lo que podamos pensar de la pertinencia de este punto de partida cronológico, no hay duda de que la prospectividad que propone muestra dos grandes ventajas analíticas: por un lado, expone lo que denomina como «factores críticos internos» existentes, los cuales podrían explicar la conflictividad etnopolítica que se evidenció en el período que estudia; y por el otro, muestra la independencia de Venezuela como un momento de ruptura política importante, mas no como un punto de llegada. Todo en el marco de un proceso continuo hacia la formación de una conciencia nacional[2].

Si bien esos «factores críticos internos» muestran rasgos afines a otros territorios coloniales europeos en América, existen algunos que establecen un patrón particular de conflictividad que no se repite en casi ninguna otra parte de la América española. Nos referimos principalmente a las especificidades socioétnicas que tenía la población de la Capitanía General de Venezuela para fines del período colonial, la cual contaba con un alto porcentaje de afro-descendientes

[1] M. Izard, «La Nouvelle Grenade», p. 246.

[2] G. Carrera Damas, *La crisis de la sociedad colonial*.

(tanto libres como esclavos), y a su pertenencia a un sistema histórico tan intensamente interconectado como lo era el caribeño. De aquí que este territorio aparezca con frecuencia junto a la Provincia de Cartagena, la Gobernación de Santo Domingo y la Capitanía General de Cuba, en trabajos pertenecientes a la historiografía de las revoluciones y conflictividades socioétnicas en ese espacio marítimo de fines del siglo XVIII y principios del XIX.

De acuerdo a lo anterior, el presente ensayo busca mostrar la necesidad que existe en re-problematizar el proceso de cambios políticos que tuvo lugar en la Tierra Firme hispana o «Costa de Caracas» (como la denominaban los marinos no hispanos)[3], desde principios de la era de las revoluciones, hasta el final de la llamada Revolución de Caracas en 1812. Ello lo haremos tomando en consideración la pertenencia de esa franja de tierra al referido sistema histórico, y en un sentido analítico prospectivo buscando identificar cómo se fue instalando un clima revolucionario en algunas partes de ese territorio desde fines del siglo XVIII. La intención de este acercamiento es la de reconocer la tipología de un proceso coyuntural en el que las independencias suscitadas en dicha costa desde la segunda década del siglo siguiente, serán consideradas —inspirados en las formulaciones de Carrera Damas— como accidentes y discontinuidades, mas no como puntos de llegada. Con esto no pretendemos desestimar de entrada las formulaciones retrospectivas hechas por otros historiadores, sino considerar los hechos estudiados por ellos desde un punto de vista prospectivo, a través de una escala analítica temporal y espacial más amplia; y, sobre todo, más allá de la semántica de la formación del estado-nación, y culturalista de la hispanidad que caracteriza muchos de sus análisis.

I. — DE HÉROES, PRECURSORES Y PROTO-MÁRTIRES

Desde el siglo XIX, como pasara con otras historiografías nacionalistas que —siguiendo el paradigma heroico que forjaran Carlyle y otros historiadores decimonónicos— buscaron justificar el surgimiento de Estados nacionales o la ruptura del nexo colonial con una metrópoli, los actores blancos criollos que encabezaron los movimientos independentistas en Hispanoamérica son mostrados como verdaderos paladines de gestas heroicas. Dentro de ese discurso historiográfico también se presenta a los dirigentes de hechos de lesa majestad suscitados con anterioridad en un sentido teleológico, como verdaderos «precursores» de las luchas independentistas que habrían de venir más tarde. De esta manera se conformaron los imaginarios políticos de las nuevas naciones, cuyos ciudadanos se hacían adultos bajo la certeza de que el período colonial había sido un período de opresión, y que la independencia había sido la obra de una serie de blancos criollos bienintencionados, quienes, imbuidos en la ideas de las luces y siguiendo el ejemplo de otras revoluciones «buenas «, habrían liderado a las masas populares hacia una especie de emancipación

[3] Voir R. Aizpurúa Aguirre, «Curazao y la Costa de Caracas».

colectiva. En Venezuela este fenómeno adquiere verdaderos rasgos teológicos a través del desarrollo desde mediados del siglo XIX del culto a la figura de Simón Bolívar[4].

En la historiografía venezolana decimonónica, el tema de la justificación y de los «precursores» aparece muy temprano. Lo encontramos tímidamente en la primera obra verdaderamente histórica escrita por Rafael M. Baralt en 1844, en la cual califica a un movimiento en contra del monopolio comercial que ejercía la Compañía Guipuzcoana de Caracas, como una verdadera «revolución popular». Baralt además establece una línea de separación en su cronología en el año de 1797, lo cual justifica haciendo alusión a la «revolución de [Manuel] Gual y [José María] España» (co-líderes blanco-criollos de una conspiración republicana fallida). Este evento lo enmarca junto a las actividades revolucionarias del neogranadino Antonio Nariño, el cubano Pedro José Caro y, sobre todo, el venezolano Francisco de Miranda; cuyas actividades políticas internacionales son para Baralt «uno de los episodios más interesantes de la historia moderna de Venezuela»[5].

Encontramos reflexiones similares en la obra de Francisco González Guinán de fines del siglo XIX, en la cual denomina al mismo España (ejecutado en 1799) como «protomártir» de la República Venezolana y de «mártir precursor» de la independencia hispanoamericana[6]. Esta tendencia es seguida y hasta ampliada por los historiadores positivistas, como Pedro Manuel Arcaya y José Gil Fortoul, quienes —quizá conscientes de la necesidad de realzar la importancia del mestizaje para la unidad nacional— abren el abanico teleológico con nuevos casos en los cuales participan incluso miembros de los sectores subalternos. Se trata principalmente de la insurrección liderada por el negro José Leonardo Chirinos, en la serranía de Coro en 1795, y un complot liderado por un pardo de nombre Francisco Javier Pirela, en la ciudad de Maracaibo en 1799. Estos dos eventos fueron agregados desde entonces, con el apoyo de la historiografía marxista y otros historiadores contemporáneos, al panteón de «precursores» de la independencia venezolana.

Desde el último tercio del siglo XX, la historia de la historiografía venezolana ha estado marcada por la importante obra de Germán Carrera Damas, quien, desde una perspectiva nacional —no nacionalista— que toma en cuenta la toma de consciencia historiográfica por parte de los historiadores, divide la producción bibliográfica en «colonial» y «republicana»[7]. En relación específicamente al proceso revolucionario caraqueño, la mayoría de los trabajos disponibles —que, dicho sea de paso, no son demasiados— se centran en el período de la crisis monárquica. En ese tiempo hubo sin embargo una corriente que se alejaba del mito de los «precursores» buscando explicar, en un sentido también historicista,

[4] G. Carrera Damas, *El culto a Bolívar*.

[5] R. M. Baralt y R. Díaz, *Resúmen de la Historia de Venezuela*, p. 46.

[6] F. González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela*, t. I, p. 29.

[7] G. Carrera Damas, *Historia de la historiografía venezolana*.

lo que varios historiadores dieron a llamar —con mayor o menor acierto— como la «pre-independencia» y la «pre-emancipación»[8].

Entre las obras que se insertan dentro de esta tendencia resaltan los trabajos de Eleazar Córdova Bello sobre el impacto de la revolución haitiana en la Tierra Firme hispana, de Ángel Sanz Tapia sobre la incidencia en el ideario independentista de la presencia de oficiales franceses en ese territorio continental entre 1793 y 1795, y sobre todo de Pedro Grases sobre la ideología de la conspiración de La Guaira[9]. De este mismo autor, vale la pena resaltar un ensayo titulado *La generación de la independencia*, en el cual plantea como propuesta metodológica para explicar la independencia, el estudio de lo que él considera como «una generación de personalidades de primer orden» surgida desde fines del siglo XVIII[10]. Existen igualmente otras nomenclaturas científicas retrospectivas más recientes, como por ejemplo la noción de «antecedentes remotos» de la independencia, los cuales, si bien son también formulados por historiadores profesionales, no dejan de ser menos teleológicos que los evocados anteriormente.

Aunque denominadas en forma distinta, todas estas propuestas interpretativas representan un continuismo del marco interpretativo planteado por los historiadores positivistas en relación a los «precursores» de la independencia. En consecuencia, más allá de los importantes aportes que hicieran en nuestra comprensión sobre las primeras etapas de la era de las revoluciones en la Costa de Caracas, en términos epistemológicos no dejan de ser tan teleológicas como sus antecesoras decimonónicas. Este hecho ha propiciado la aceptación de explicaciones ideologizadas sobre los eventos previos a la primera independencia venezolana, al mismo tiempo que ha impedido ver con mayor claridad la transición o solapamiento de la crisis estructural colonial pre-existente al inicio de las «disputas» independentistas que conllevaron al derrumbamiento del poder colonial.

II. — DE-CONSTRUYENDO EL PRE-INDEPENDENTISMO

En aras de superar esa dificultad, al aplicar los postulados metodológicos descritos en la introducción (los cuales consisten principalmente en analizar los eventos en cuestión desde un punto de vista prospectivo, y tomando en cuenta el contexto histórico caribeño en el cual tuvieron lugar), aparece un panorama muy distinto. Comenzando por la influencia de oficiales franceses sobre el ideario independentista, una mirada crítica a las fuentes primarias acerca de este caso muestra que no hubo manera de que tal influencia se hubiere podido dar, simplemente porque estos eran realistas. En efecto, ellos formaban parte de una

[8] P. Grases, *Preindependencia y emancipación*; J. Rodríguez Iturbe, *Génesis y desarrollo de la ideología bolivariana*; C. E. Muñoz Oraá, *Los comuneros de Venezuela*.

[9] E. Córdova-Bello, *La independencia de Haití*; Á. Sanz Tapia, *Los militares emigrados*.

[10] P. Grases, *Escritos selectos*.

ola migratoria que dejó las Antillas Menores en enero de 1793, antes de que la isla de Martinica cayera en manos republicanas[11].

En relación al caso de la rebelión en la serranía de Coro de 1795, como bien ha mostrado Ramón Aizpurúa, estuvo íntimamente relacionada a la idiosincrasia particular de quienes la llevaron adelante, negros *luangos* (es decir, descendientes de esclavos fugados de la isla de Curazao)[12], y a las aspiraciones reivindicativas de estos luego de verse afectados por el alza de tributos (en particular las alcabalas y el estanco del tabaco) enmarcados dentro del reformismo borbónico de fines del siglo XVIII[13]. Desde la perspectiva de los esclavos, el apoyo que dieron a este movimiento representa en varios sentidos una variable de la «resistencia activa» tradicional en contra de la institución de la esclavitud. Esto se puede apreciar en la presencia del rumor de que el rey los había liberado (probablemente asociado a la llegada de la Real Cédula de Gracias al Sacar o, como pasa en otras partes del Caribe hispano, a la noticia de la no aplicación de un Código Negro), y en su pretensión por exterminar al sujeto de su opresión: los blancos.

La originalidad conceptual de la insurrección de la serranía de Coro reside en que si la rebelión era exitosa, los esclavos, en lugar de escapar para convertirse en cimarrones y recrear así «África en América» (como sucedía en los asentamientos de esclavos fugitivos), su intención sería la de apoyar a los negros libres para formalizar su libertad, lo cual no significaba que fuesen conscientes de las intenciones de estos últimos por crear una nueva sociedad menos restrictiva y sin hombres blancos. Esto se pretendía lograr mediante la aplicación de una muy ambigua «ley de los franceses» (argumento posteriormente usado para justificar la filiación independentista de este evento), la cual sólo tomaba del modelo franco-antillano la abolición de la esclavitud y una fraternidad únicamente aplicable a los hombres de color. Esta justificación «legal» habría fomentado el apoyo masivo de los habitantes negros de la localidad, lo que demuestra hasta qué punto éstos estaban influenciados —como sucediera en otras partes del Caribe en aquella época— por el ejemplo revolucionario de las Antillas francesas.

Empero, esta revuelta convenientemente «afrancesada» convivió con otras manifestaciones de resistencia, las cuales, si bien tenían aspiraciones similares a las de los negros corianos, en ellas no se notaba ninguna influencia franco-antillana. En esa misma época, algunos esclavos de la costa oriental también buscaron obtener su libertad pasándose a naves británicas, lo que en cierta forma denota las diferencias regionales en cuanto a la percepción que estos tenían sobre quiénes eran sus verdaderos aliados. En este caso, seguramente incidió la declaración de guerra que contra Inglaterra hiciera España en 1796 (mediante la alianza de San Ildefonso con Francia), lo que súbitamente transformó a los ingleses en potenciales amigos de los esclavos. Esta alianza implicó un aumento

[11] A. E. Gómez, *Fidelidad bajo el viento*.

[12] R. Aizpurúa Aguirre, «Santa María de la Chapa y Macuquita», p. 91.

[13] Id., «La insurrección de los negros de la Serranía de Coro de 1795», p. 710.

de la presencia de naves británicas en el litoral oriental de la Costa de Caracas, las cuales iban tras los corsarios franceses que se aprovisionaban en puertos venezolanos, sobre todo en los de Trinidad, razón por la cual esta isla fue invadida en 1797. Entre tanto, los esclavos y negros libres de las inmediaciones de Coro mantuvieron su parcialidad frente a los francesas o franco-antillanos, lo que pudo deberse a la cercanía de Curazao, a los vínculos que los francófilos de esta isla tenían con las islas francesas (principalmente con Guadalupe), y a los que los negros *luangos* tenían con los habitantes «de color» de esa isla neerlandesa.

Respecto al complot propiciado por las tripulaciones de dos corsarios de bandera francesa llegados al puerto de Maracaibo a mediados de 1799, el mismo no fue un evento trascendente en relación al surgimiento de un clima revolucionario en la Costa de Caracas, más bien todo lo contrario. Para comenzar, el mismo concuerda con el creciente número de casos de piratería llevados a cabo por corsarios franco-antillanos desde 1798. Esto había conducido a Francia a una corta casi-guerra con los Estados Unidos y a un incómodo «impase» con la República Bátava (Holanda), luego de la intervención que sobre Curazao intentaran los agentes de Guadalupe en conjunto con emigrados mulatos de Saint-Domingue en 1800. Lo anterior nos hace tomar en serio la opinión que expresó en una misiva el gobernador de Maracaibo, en la que aconsejó al capitán general a entender lo acontecido en su ciudad no como una propuesta revolucionaria asociada con la conspiración de La Guaira de 1797, sino como un acto de piratería.

Esta hipótesis pareciera reforzarse por la forma azarosa como llegaron esos corsarios a Maracaibo con una goleta inglesa apresada, lo que implica que su intención original al salir de Léogane (Saint-Domingue) no era la de generar revoluciones en otros territorios, sino la de dar captura a presas potenciales. Empero, esta explicación desde el exterior no permite entender el supuesto complot que se organizó con el apoyo del pardo Pirela, quien aseguró a los cabecillas corsarios que esa tentativa sería secundada masivamente por civiles locales y milicianos de su misma «calidad». Pero quizá no sea necesario explicarlo ya que este apoyo nunca se produjo, lo que pudo deberse a lo poco populares que eran los franceses entre la población local; al poco interés que podrían tener los pardos locales en una conspiración jacobina, entre cuyos postulados se encontraba la abolición de la esclavitud (recordemos que muchos pardos eran propietarios de esclavos); y, más simple todavía, a la pocas simpatías que podría generar Pirela entre los locales debido a haber sido procesado recientemente por el presunto asesinato de su esposa[14].

A pesar de los vínculos que tuvieron ambos movimientos (la rebelión de 1795 y la supuesta conspiración marabina de 1799) con el Caribe francés, en ninguno se elaboró un proyecto republicano para sustituir al Antiguo Régimen colonial español. No sucedió igual con la conspiración ocurrida en La Guaira en 1797, cuyos líderes hicieron una propuesta republicana que gozó de una variedad

[14] «Expediente contra Francisco Xavier Pirela». Agradezco a Ramón Aizpurúa el haberme indicado la existencia de este expediente.

excepcional de influjos políticos. Esto se debió a diversos factores, en particular a la diversidad que había entre los conspiradores (españoles que habían liderado previamente una conspiración jacobina en Madrid en 1795, así como blancos criollos y libres de color locales), y a los vínculos directos que éstos tuvieron con revolucionarios franco-antillanos, principalmente en Guadalupe. Por otro lado, los tres eventos dieron muestra de estar íntimamente interrelacionados con lo que pasaba en el Caribe; una dinámica histórica que temporalmente iba mucho más allá de lo que pasaba en aquella convulsionada época.

III. — LA «CARIBEANIDAD» DE LA COSTA DE CARACAS

Una mirada a los archivos venezolanos que cubren el principio de la era de las revoluciones, muestra toda una maraña de referencias a territorios aledaños insulares y continentales de potencias coloniales europeas no españolas. En ocasiones, éstas son tan numerosas que llegan a eclipsar a aquéllas sobre otros territorios imperiales hispanos. Así, los nombres de ciudades caribeñas como Willemstad, Kingston, Charlotte-Amalia, son a veces más frecuentes que los de Cartagena, Veracruz, o La Habana. Esto no es sorprendente, ya que desde mediados del siglo XVII, el desarrollo de los complejos de plantación en las «islas olvidadas» por los españoles generaron una suerte de interregno del cual formaban parte los territorios continentales del circum-Caribe, incluyendo la Costa de Caracas.

De hecho, esa realidad archivística muestra a esta franja litoral hispana como si se tratara de otra isla: con el mar al norte, y hacia el sur, más allá de la cordillera de la costa, otro vasto espacio pero terrestre conformado por los Llanos, seguidos por las profundidades de la Amazonia. La caribeanidad de aquel territorio costero se complementaba con la sobrecogedora presencia de afro-descendientes de distintos tipos y condiciones entre su población (esclavos, morenos libres, mulatos, pardos, etc.), la cual evocaba otros paisajes humanos similares de la región caribeña. Aquella particular presencia humana era producto de la carencia de mano de obra india servil y de la facilidad de obtener esclavos africanos en forma legal o ilegal, principalmente a través de mercaderes de otras naciones europeas asentadas en la región.

La falta de plantaciones hizo que la proporción de esclavos en la Capitanía General de Venezuela fuese mucho menor que en las colonias vecinas británicas, francesas y holandesas. A pesar de esto, la alta proporción de afro-descendientes que caracterizó la población de esa dependencia colonial española (la cual alcanzaba más del 60% de la población en la víspera de las pugnas independentistas), así como su emplazamiento geográfico frente al arco de las Antillas, hicieron que la misma fuera mucho más susceptible que otras regiones hispano-americanas a los conflictos socioétnicos que estallaron principalmente en el Caribe francés, y a las ideas sociopolíticas asociadas a éstas desarrolladas en el mundo atlántico.

Entre estas ideas cabe destacar, por un lado, el abolicionismo (tanto francés como británico) surgido a partir de los años 1780, y cuyos principales logros

fueron la abolición de la esclavitud por Francia en 1794, y la supresión de la trata por Gran Bretaña en 1807. Está también el llamado «Asunto de los mulatos» en Francia, nombre que se le diera al debate en torno al otorgamiento de ciudadanía a los libres de color durante la Revolución francesa. El mismo se terminó decantando, luego de acalorados debates en la metrópoli y el estallido de guerras civiles en las colonias (sobre todo en Martinica y Saint-Domingue), a favor de los miembros de aquel sector socioétnico mediante la aprobación de un decreto sancionado por la Asamblea Legislativa que establecía su igualdad política en 1792.

Igualmente, es importante señalar que esa susceptibilidad que manifestó tener la Costa de Caracas hacia lo que pasaba en el Caribe, tuvo mucho que ver con los intensos contactos que mantenía con la isla de Curazao. Desde el siglo XVII, esta colonia holandesa había llevado adelante una intensa actividad de comercio informal vía contrabando con aquel espacio continental hispano. A partir de 1795, cuando los Países Bajos pasan a convertirse en una de las repúblicas hermanas de Francia bajo la denominación de República Bátava, aquella isla no sólo sirvió de base para los corsarios franco-antillanos, sino que se vio también afectada por lo que pasaba en el mundo atlántico, principalmente en el Atlántico francés. Esto se evidenció en una gran revuelta de esclavos que tuvo lugar en 1795, y en los conflictos entre republicanos y *orangistas* que tuvieron lugar en esa década, los cuales concluyeron con una intervención militar francesa desde la Guadalupe en 1799, con participación de combatientes de color de Saint-Domingue.

IV. — LA INCIDENCIA DE LAS REVOLUCIONES FRANCO-ANTILLANAS

La interacción desde principios de la era de las revoluciones entre la Tierra Firme hispana con su entorno caribeño (incluyendo las conexiones atlánticas) se dio de diversas maneras, así como por diversos caminos o medios individuales y colectivos. Antes que nada, como en el resto de la región, las circulaciones de hombres, materiales impresos y otros objetos en esa época reposó en gran medida sobre las redes comerciales y otros medios de difusión. Éstos permitieron la circulación de noticias e ideas en una región en la que con frecuencia se transgredían las fronteras imperiales. Un buen ejemplo de ello es lo que Julius Scott denomina como un «viento común» para describir el impacto que a nivel regional tuvieron los conflictos revolucionarios en Saint-Domingue y los ideales igualitarios franceses.

Las fuentes que los referían llegaron por vías principalmente informales a las poblaciones de color en las sociedades esclavistas caribeñas, generando diversas manifestaciones de resistencia esclava[15]. Ese impacto fue facilitado por toda

[15] J. S. SCOTT, «The Common Wind».

una red de corsarios republicanos con tripulaciones de color armados a partir de 1794 en Saint-Domingue y, sobre todo, en Guadalupe. Su objetivo no era sólo hacer sentir la «buena palabra» de la Revolución francesa por razones altruistas, sino usarlo como «arma» contra los intereses de los enemigos de la Francia republicana en el Caribe, principalmente Gran Bretaña y, hasta 1795, España[16].

La incidencia sobre los conflictos revolucionarios que sacudían a las colonias francesas y el mundo atlántico francés en general a fines del siglo XVIII fue particularmente intensa sobre la Costa de Caracas. Esto se pudo apreciar tras del estallido de la guerra entre la República francesa y la primera coalición de la cual formaba parte España en 1793, y que tuvo uno de sus principales teatros de operaciones en la isla de La Hispaniola. Durante este conflicto, aparte de los oficiales realistas franceses, cuya presencia en tierras continentales hispanas —como ya se indicara— no tuvieron mayor consecuencia en términos políticos y de la notoria presencia de corsarios franceses en la costa, fueron recibidos en cárceles locales cerca de quinientos prisioneros franceses (en su mayoría de color) procedentes de aquella isla. Luego del tratado de alianza de San Ildefonso entre España y Francia de 1796, la presencia formal de militares franceses republicanos se incrementó, así como la llegada de informaciones sobre lo que acontecía en las colonias francesas.

Esa incidencia también se pudo apreciar a través de una serie de individuos locales (entre los cuales destaca Francisco de Miranda) o foráneos (como Juan Bautista Picornell y Manuel Cortés, españoles participes de la conspiración de 1797), cuyas experiencias atlánticas contribuyeron a orientar la lucha política a favor de la independencia y de la igualdad para los libres de color; una causa que, como veremos seguidamente, es clave para entender la particularidad caribeña de los conflictos en la Costa de Caracas.

V. — UN ASUNTO DE PARDOS

La interconexión de esa franja litoral con los mundos caribeño y atlántico tuvo una incidencia notable sobre los libres de color. Esto lo podemos notar desde muy temprano, como se puede apreciar en las reuniones políticas que organizaban algunos individuos de color en la barbería del miliciano pardo, Narciso del Valle, desde al menos 1793. En tales ocasiones, se leían textos políticos y se discutían temas relacionados con las revoluciones norteamericana y francesa, la autonomía irlandesa, el constitucionalismo y el derecho de gentes. No es casualidad que estos individuos estuviesen comprometidos en la conspiración jacobina de 1797, en la que Del Valle fue uno de los principales líderes. Al respecto, es necesario destacar el hecho de que miembros de sectores subalternos estuviesen discutiendo tan temprano temas políticos modernos, lo cual constituye una situación verdaderamente inédita en la América española.

[16] A. Pérotin-Dumon, «Les Jacobins des Antilles»; Id., *La ville aux îles, la ville dans l'île*.

De hecho, es en las elites de los libres de color donde encontramos el principal punto de ruptura del orden etnoestamental de las colonias caribeñas durante el periodo revolucionario. Esta afirmación es particularmente válida para las sociedades esclavistas que contaban con sectores que cumplían con esa definición, como era el caso de las colonias hispanas y francesas de la región. Es necesario insistir en el hecho de que las aspiraciones de los libres de color, en su condición de individuos «blanqueados» con una identidad socioétnica propia y en muchos casos amos de esclavos, iban dirigidas principalmente a lograr una igualdad social y política con los blancos, mas a no a pugnar por la abolición de la esclavitud. Esa aspiración les llevó a enfrentarse a los prejuicios de los habitantes blancos, bien fuere en forma pacífica (como se viera durante las protestas de los miembros de la elite blanca caraqueña tras las peticiones de Gracias al Sacar por parte de algunos pardos a partir de 1795) o violenta como se viera en las Antillas francesas.

En Martinica, fueron los mulatos de la ciudad de Saint-Pierre quienes a mediados de 1790, al celebrar la recepción de un decreto que daba mayor autonomía a la isla entendido por ellos como su incorporación a la nación en tanto que ciudadanos, fueron atacados por algunos blancos que no pensaban de la misma manera. Este evento dio inicio a una cruenta guerra civil que no habría de culminar hasta la ocupación británica en 1794[17]. En Saint-Domingue, fueron los prósperos plantadores cuarterones de la Provincia del Sur quienes, a través de sus delegados Vincent Ogé y Julien Raymond, se dirigieron a Francia en tiempos de la Revolución para solicitar que a los individuos de su condición les fuese permitido el acceso a la ciudadanía. Como esto no quedó explícitamente reflejado en el referido decreto, Ogé se dirigió de vuelta a esa colonia donde inició una revuelta, la cual fracasó. Al llegar las noticias a la metrópoli de la cruel ejecución en la rueda que sufrió este líder mulato, la conmoción pública que este hecho causó hizo posible la aprobación por la Asamblea Legislativa del ya referido decreto de principios de 1792 que otorgada finalmente ciudadanía a los libres de color.

En el caso de la Costa de Caracas, los miembros del equivalente de ese sector socioétnico (en particular los miembros de la elite parda o «pardos beneméritos») fueron muy activos políticamente desde fines del siglo XVIII, como se pudo apreciar en la conspiración de La Guaira de 1797. Tras el inicio de la crisis monárquica en 1808, luego de oponerse a una primera tentativa juntista liderada por la elite blanca a fines de ese mismo año en Caracas, la elite parda a través de su oficialidad de milicias, aparentemente —en opinión de Clément Thibaud— habría negociado apoyar el movimiento encabezado por un grupo de blancos criollos que finalmente logró conformar un gobierno autónomo en abril de 1810[18]. Otros sectores más humildes de color se incorporarían seguidamente al proceso revolucionario en marcha, para solicitar también tener voz en el Congreso que habría elegirse al año siguiente.

[17] A. E. Gómez, *Fidelidad bajo el viento*.

[18] C. Thibaud, *Repúblicas en armas.*

Para ello contaron con los sectores blancos más radicales (una colaboración que, como subraya Marixa Lasso, se repetiría en otras partes de la América española[19]), en particular los miembros de la Sociedad Patriótica fundada por Miranda, junto a quienes pugnaron por una igualdad más universal, lo cual lograron a través de la Constitución sancionada en diciembre de 1811. Casos similares al de Caracas se dieron en otras ciudades de la región, como Barcelona, Barinas, Cumaná y Trujillo en la Capitanía General de Venezuela; y Mompox y Cartagena de Indias en la Nueva Granada. Esta última ciudad representa sin duda el caso más conocido debido a los muchos estudios que se han hecho sobre la participación de los libres de color en su proceso revolucionario. Estos en su mayoría vivían en los barrios de las afueras de la ciudad y, en conjunto con los blancos criollos más radicales y sus propios líderes, hicieron presión hasta lograr la igualdad absoluta para todos los habitantes independientemente de su condición «racial» o estamental. En este caso incluso se fue más allá en términos de representación, pues para el Congreso reunido para elaborar una constitución para el naciente Estado Libre de Cartagena, fueron elegidos tres pardos[20].

Este alto nivel de participación política que vemos en la Costa de Caracas por parte de sectores subalternos, no lo encontramos en esta época en ninguna otra parte de la América ibérica. Esto es quizá explicable en términos —como se indicara— por la presencia de elites de color actuando políticamente por sus derechos, por la existencia de grandes masas de libres de color, pero, sobre todo, por la alta interacción de esa región con el Caribe y el mundo atlántico. Es posible que puedan haber casos similares en otras partes de las Américas en regiones y procesos revolucionarios que cumpliesen con condiciones similares, en los que podríamos identificar pardos o incluso miembros de otros sectores subalternos como actores políticos de primera línea, como bien pudieron haber sido en los casos de los movimientos insurgentes en Tierra Caliente, las actividades de las plebes bonaerenses, la conspiración cubana de 1810 y la revolución de Pernambuco de 1817.

VI. — LA HISTORICIDAD DE LOS ACTORES

De esa interacción supra-regional estaban muy conscientes los actores políticos que lideraron la Revolución de Caracas, lo que se reflejó en el historicismo que desarrollaron en relación a ese proceso político de ruptura con la metrópoli española. De aquí que la propuesta republicana de la conspiración de La Guaira de 1797 tuviera un significado especial dentro de las bases ideológicas de los revolucionarios caraqueños que en 1811 instauraron una república. Muchos de ellos vieron en aquel movimiento la génesis del proceso que estaban viviendo, lo que manifestaron de diversas maneras: en celebraciones de tipo

[19] M. Lasso, «Los grupos afro-descendientes y la independencia».

[20] A. Helg, *Liberty and Equality in Caribbean Colombia*; M. Lasso, *Myths of Harmony*. Véase también el artículo de Aline Helg en este volúmen, pp. 181-196.

republicano, en homenajes a Gual y España, y a través de la liberación simbólica de prisioneros. La filiación ideológica con aquella conspiración es aún más elocuente en una obra histórica escrita en 1811 atribuida al líder patriota Juan Germán Roscio, la cual establece una filiación genésica con la conspiración madrileña de San Blas de 1795[21].

Esta referencia, lejos de encaminarnos a un evento iniciador del proceso de independencia venezolano, nos remite a España. Esto no debería sorprender, ya que la misma se ajusta a la aspiración que tenían muchos liberales españoles de acabar con el absolutismo de antiguo régimen, por lo que no es de extrañar que más adelante les veamos actuando junto a revolucionarios hispano-americanos en Inglaterra y Estados Unidos, organizando expediciones hacia Nueva España a través de Haití. Todo esto, considerado desde el punto de vista de la historicidad de los actores, y siguiendo el mismo criterio analítico que usara Carrera Damas para periodizar la historiografía venezolana (basado en una concientización de una identidad común de nacionalidad), muestra un panorama menos localista y —si se quiere— más atlántico del surgimiento de los imaginarios sobre estados-naciones en la Costa de Caracas.

Como se puede apreciar, más allá de la mitología historicista venezolana existen elementos de juicio que permiten establecer vínculos entre el proceso independentista caraqueño iniciado en 1811 y los eventos previos, en particular la conspiración de La Guaira de 1797. Esos vínculos se pueden observar en: la presencia física de algunos de los comprometidos en la ciudad de Caracas a partir de 1811 (como Picornell y Cortés); en la evocación que hiciera a ese evento y a la conspiración madrileña de San Blas uno de ellos, presumiblemente Roscio; y en algunos actos públicos reivindicativos de corte republicano (como la liberación de prisioneros). Desde el punto de vista de la historicidad de los revolucionarios caraqueños, esa vinculación denota su convicción de mostrar el proceso de cambios sociopolíticos que estaban liderando como un proceso de ruptura con la metrópoli que habría comenzado al menos una década antes.

También se hizo referencia a la rebelión contra el monopolio de la Compañía Guipuzcoana suscitada en 1749, aunque aparentemente sólo de forma simbólica para representar el yugo del pacto colonial eliminando la placa condenatoria que desde hacía medio siglo pendía sobre el emplazamiento donde antiguamente había estado la casa del líder, Juan Francisco de León[22]. Por el contrario, nada se dijo sobre la insurrección en Coro de 1795, ni de la supuesta conspiración de corsarios franceses en Maracaibo de 1799, lo cual podría estar debido al perfil afro-descendiente de sus líderes o, simplemente, a que esos eventos no habían hecho ninguna propuesta republicana o independiente, ni tampoco habían tenido un éxito temporal como sí lo había tenido aquella rebelión.

[21] «La historia de la revolución de Venezuela empieza en España…».

[22] R. J. Ferry, *The Colonial Elite of Early Caracas*, p. 174.

A pesar de estas ausencias, todos los eventos de lesa majestad que tuvieron como escenario la Costa de Caracas desde la última de década del siglo XVIII tienen en común una filiación con lo que ocurría en aquella convulsionada época en el Caribe, sobre todo en las Antillas francesas. Esto no sólo por la cercanía o la intensidad de los contactos, sino por tener estructuras poblacionales de «tres niveles» que las hacían más susceptibles de verse afectadas por lo que allí ocurría. De aquí que dicho territorio hispano hubiese sido terreno fértil para los valores e ideas que fomentaron la igualdad para los libres de color y, al menos inicialmente (antes de la independencia haitiana), también para la abolición de la esclavitud, como se viera fugazmente en el ideario de la conspiración de La Guaira de 1797.

FUENTES

BARALT, Rafael María, DÍAZ, Ramón, *Resúmen de La Historia de Venezuela, Desde el año de 1797 hasta el de 1830*, París, H. Fournier & Cie, 1841, t. I.

«Expediente contra Francisco Xavier Pirela, por haber encontrado muerta a su esposa Francisca Carvajal en un pozo situado en el solar de su casa», 24 de diciembre de 1799, Archivo del Libertador [disponible en Internet: http://libertador.bolivarium.usb.ve/documento.php?id=11116f38].

«La historia de la revolución de Venezuela empieza en España. Los aluviones que barrían de la Península las semillas de la libertad, lanzaron su precioso grano más allá de los mares… Extracto de una noticia de la Revolución que sirve de introducción a la historia de los padecimientos del doctor Roscio, escrita por él mismo», 31 de diciembre de 1818, en Arturo USLAR PIETRI (ed.), *Testimonios de la época emancipadora*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1961, pp. 145-146.

AUX ORIGINES DU RÉPUBLICANISME QUITÉNIEN (1809-1812)

LA LIBERTÉ DES ROMAINS

Georges Lomné
Université Paris-Est — ACP (EA 3350), UPEMLV

En 1799, José Mejía Lequerica tourna en ridicule un petit-maître qui sévissait à Quito. S'inspirant des nobles règles de la satire, fixées selon lui par Horace, Juvénal, Bourdaloue et Boileau, il s'employa à railler la fatuité d'un « seigneur absolu des sciences et des arts », qui « prêche la liberté après avoir feuilleté quatre pages de Julie (la *Nouvelle Héloïse*), de Voltaire et de Filangieri ». En cela, Mejía s'inspirait d'Espejo brocardant le galimatias de Murillo et du Padre Isla le faisant de *Fray Gerundio*. Aussi pouvait-il proclamer, au nom du bon goût et du retour à l'âge d'or du « Sage Auguste » :

> Les lumières ne sont-elles d'une urgente nécessité,
> Lorsque l'horizon se voit de ténèbres enveloppé ?[1]

Ces mots ne lui appartenaient guère. Ils étaient propres à une génération de lettrés luttant, à Quito comme à Madrid, contre le gongorisme et la néoscolastique, mais également contre l'athéisme et les gallicismes de mauvais alois. Pourtant, interprétée hors contexte, cette aspiration a nourri dans nombre de pays latino-américains le postulat d'une filiation entre les « Philosophes » — plus particulièrement d'expression française — et l'esprit d'indépendance. Le terme de « lumières », arraché au seul registre des métaphores de la Raison, est devenu un peu partout synonyme d'émancipation politique et les « ténèbres » ont enveloppé trois cents ans d'histoire au lieu de recouvrir le seul « mauvais goût » rhétorique. À son tour, l'historiographie équatorienne a gratifié les événements du 10 août 1809 d'une généalogie inédite, où se côtoyaient Montesquieu et Rousseau, et la constitution républicaine proclamée par la deuxième Junte de Quito, en février 1812, a été assimilée à une simple transposition de « Droits de l'Homme et du Citoyen » élaborés outre-Atlantique.

Aussi, afin d'échapper à toute illusion rétrospective dans l'examen des origines du républicanisme quiténien, deux opérations intellectuelles sont-elles nécessaires. La première consiste à envisager un au-delà des Lumières, en reprenant

[1] « *¿Las luces quando son mas necesarias, / que estando el horizonte entre tinieblas?* ». J. Mejía Lequerica, *Epístola* I, p. 437.

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 49-64.

l'intuition d'Hippolyte Taine à propos de la Révolution française : ne faudrait-il pas envisager à Quito le rôle d'un « moule classique »[2] dans la genèse du républicanisme ? Édouard Clavery en avança l'idée, dès 1932, dans un ouvrage consacré aux « Trois Précurseurs » de l'indépendance, Francisco de Miranda, Antonio Nariño et Eugenio Espejo. En l'occurrence, Clavery soulignait l'importance des humanités, de la culture classique et plus particulièrement du latin dans l'entretien outre-Atlantique du « feu sacré, l'idéal de la République Romaine »[3]. La seconde, propose d'effectuer plusieurs pas de côté en envisageant Quito dans un contexte régional, à mi-chemin entre Lima et Santafé de Bogotá. Une histoire culturelle du politique qui se priverait d'un tel jeu d'échelle, en n'envisageant la circulation des idées qu'entre les continents, donnerait matière, plus encore, à la téléologie.

Dans cette optique, il faudra d'abord clarifier les raisons qui ont conduit de nombreux historiens équatoriens à confondre les concepts d'*Ilustración*, de *Luces* et de néoclassicisme. Il conviendra ensuite de s'interroger sur ce qu'a pu signifier à Quito le retour de l'éloquence et de l'enseignement du latin dans le dernier quart du XVIIIe siècle. Enfin, il s'agira d'examiner la façon dont le « temple de Minerve » a pu susciter l'édification de son homologue, celui de l'amitié républicaine.

I. — UN MIMÉTISME HISTORIOGRAPHIQUE ENTRE LA FRANCE ET L'ÉQUATEUR

Établir une filiation entre les Lumières et la révolution de Quito renvoie à ce que Roger Chartier a dénommé la « chimère de l'origine »[4]. Pis, si l'on réduit les premières à leur seul versant français et genevois. Car, ne s'agit-il pas de postuler une continuité absolue entre un objet incertain — un corpus d'idées aux contours diffus — et un événement qui résulte avant tout d'une discontinuité majeure : la subite acéphalie de la monarchie espagnole ? Le centenaire de l'Indépendance, sous l'égide du gouvernement libéral et francophile d'Eloy Alfaro, contribua à faire de cet a priori un lieu commun de l'historiographie équatorienne. L'archevêque Federico González Suárez y avait lui-même grandement contribué, dès 1903, tout en élevant le magistère d'Eugenio de Santa Cruz y Espejo au rang de source intellectuelle de l'émancipation américaine[5]. En 1920, l'un de ses plus brillants disciples, Homero Viteri Lafronte, reprendrait les deux arguments avec conviction :

> Espejo était hors pair. Il ne se contentait pas de souffrir des abus et des excès des autorités [coloniales]. Les idées rencontrées chez Grotius, Locke, Puffendorf, Pascal, Montesquieu, Voltaire et Rousseau se bousculaient

[2] H.-A. TAINE, *Les origines de la France contemporaine*, t. II, p. 22.
[3] É. CLAVERY, *Trois précurseurs de l'indépendance,* pp. 164-165.
[4] R. CHARTIER, *Les origines culturelles de la Révolution française*, p. 13.
[5] F. GONZÁLEZ SUÁREZ, *Historia general de la República del Ecuador,* t. VII, pp. 119-123.

> dans son esprit. Voilà pourquoi sa révolte ne relevait pas de l'instinct ou du tâtonnement aveugle. Lentement, il élabora un vaste plan d'émancipation et de liberté[6].

Et Viteri de citer le président de l'Audience de Quito Joaquín Molina qui, en novembre 1810, désigna à la vindicte de Madrid « Le Marquis de Selva Alegre et sa famille, ces héritiers des projets séditieux d'un ancien patricien, nommé Espejo, mort dans cette capitale il y a déjà longtemps »[7]. Le postulat de l'enchaînement causal fut réaffirmé en 1969 dans l'ouvrage de Philip Louis Astuto[8] avant de fleurir dans de très nombreux travaux. Citons entre autres ceux de Carlos Paladines, de Darío Lara ou de Jorge Salvador Lara[9]. Une continuité idéale a ainsi été établie entre les Lumières — surtout parisiennes et genevoises — et la révolution de Quito.

Une certaine prudence devrait pourtant être de mise en raison d'un paradoxe évident : ceux qui, à l'époque, ont le plus imputé la révolution de Quito aux idées des « Philosophes » furent les tenants même de l'absolutisme ! Ramón Núñez del Arco, dans son fameux rapport général sur la conduite des habitants durant les événements, dénonça tout particulièrement le chapelain du couvent du Carmen Bajo, Miguel Antonio Rodríguez Mañosca. Outre « la fougue et l'enthousiasme extraordinaires » avec lesquels il s'était engagé aux côtés des révolutionnaires, il était reproché à cet « insurgé, séducteur » d'avoir fait publier « une œuvre intitulée *Derechos del Hombre,* extraite des maximes de Voltaire, de Rousseau, de Montesquieu et de leurs semblables » et d'avoir présenté au Congrès « les constitutions de l'état républicain de Quito, qui furent adoptées, publiées et jurées »[10]. Or cette énumération d'auteurs ressemble plus à une vindicte abstraite qu'à une dénonciation fondée. Le coupable était assurément l'esprit d'indépendance, une inquiétude d'inspiration lockéenne, que le capucin Finestrad avait associé dans un autre contexte au vocable de « nouveau philosophe », afin de caractériser le « cancer contagieux » qui avait rongé le royaume de Nouvelle-Grenade en 1781 durant la révolte du Commun[11]. Dans un ouvrage concernant notre problématique, Ekkehart Keeding a fait remarquer que la mention systématique de l'*Encyclopédie*, de Voltaire ou du *Contrat social*, quelle soit élaborée à Madrid par le Conseil d'État ou, en Amérique, par des monarchistes zélés, visait à renvoyer l'ennemi à la « philosophie matérialiste de l'époque, ennemie de l'État catholique »[12]. Une stigmatisation, hautement paradoxale, si l'on prend en compte que

[6] H. Viteri Lafronte, « Un libro autógrafo de Espejo », p. 268.

[7] *Ibid.*, p. 277.

[8] P. L. Astuto, *Eugenio Espejo.*

[9] C. Paladines Escudero, *Pensamiento ilustrado ecuatoriano*, réédité sous le titre évocateur : *El movimiento ilustrado y la Independencia de Quito* ; D. Lara, « Eugenio Espejo » ; J. Salvador Lara, « El Doctor Espejo ».

[10] R. Núñez del Arco, « Estado general que manifiesta à los sugetos empleados en esta ciudad y su provincia en lo politico, economico, real hacienda, y militar », f°s 267v^o^-268.

[11] J. Finestrad, « El vasallo instruido ». Voir Id., *El Vasallo Instruido*, p. 42.

[12] E. Keeding, *Surge la nación*, p. 611.

les « Patriotes » du dix août ont toujours affirmé leur volonté de protéger Quito de la contagion de l'athéisme français. Au premier chef, Manuel Rodríguez de Quiroga, artisan majeur de la révolution avec Juan de Dios Morales. Lors de son procès, il réaffirma que Quito n'avait fait que suivre l'exemple des « Juntes provinciales » espagnoles. Aussi le « crime de haute trahison », dont on l'accusait, relevait-il plutôt d'un « excès de loyauté »[13] ! Cet argument est en concordance avec ses propos du 16 août 1809. À peine nommé ministre de la Justice de la Junte, il avait proclamé que

> la sacrosainte Loi de Jésus Christ et l'empire de Ferdinand VII, pourchassé et exilé de Péninsule, ont fixé leur auguste demeure à Quito. Sous l'équateur, ils ont érigé une forteresse inexpugnable contre les entreprises infernales de l'oppression et de l'hérésie[14].

L'acte ratifié le même jour par les « corps de la République, ceux de la Religion, et du Peuple noble », dans la salle capitulaire du couvent de Saint-Augustin, précisait une fois de plus la nature du danger : « le commun envahisseur des nations, Napoléon Bonaparte »[15].

Certains historiens, qualifiés de « révisionnistes », ou de « traditionalistes », y ont trouvé pain béni. Jacinto Jijón y Caamaño[16], tout d'abord, puis Julio Tobar Donoso qui reprit la thèse de Marius André, selon laquelle « le mouvement de l'indépendance américaine constitua une authentique réaction religieuse contre la France révolutionnaire »[17]. Vingt ans plus tard, Tobar Donoso évoquerait une « simple contre-révolution religieuse »[18] s'appuyant sur une conception pactiste de la Monarchie, inspirée par la néoscolastique jésuite. Cette idée a été

[13] M. Rodríguez de Quiroga, « Defensa ».

[14] Quiroga, « Manifiesto de la Junta Suprema de Quito a América », 16 août 1810 dans A. Ponce Ribadeneira, *Quito: 1809-1812*, p. 157. Les expressions utilisées par Quiroga « d'augustes droits de l'homme », délivrés d'un « pouvoir arbitraire » doivent être replacées dans le contexte des théories jusnaturalistes de l'époque.

[15] La ratification de l'Acte d'Indépendance du 10 août a été publiée dans la *Gaceta Municipal*, [Quito], 26(101), 10 août 1941, p. 10.

[16] J. Jijón y Caamaño, *Quito y la independencia de América*. Son interprétation de l'indépendance renvoie plutôt à celle de l'abbé de Pradt : « L'Amérique ne conquiert point son indépendance parce que philosophes et écrivains du XVIIIe siècle minent de leurs écrits les bases d'une organisation monarchique datant de la Renaissance, ni parce que Rousseau prêche l'évangile révolutionnaire. Et moins encore, du fait que la France, ensanglantée et déchirée par ses dissensions intestines, passe de l'anarchie à l'Empire et, au mépris de toute logique, veuille démocratiser l'univers entier en l'asservissant à son Empereur et à ses Maréchaux. L'Amérique marche vers l'autonomie parce qu'un monde tout entier ne peut dépendre d'un autre, parce que les fils des Européens sont incapables de se considérer inférieurs à eux, par le seul fait qu'ils sont nés sur des terres plus riches, plus étendues et plus grandioses, que celles qui virent naître leurs pères » (pp. 11-12).

[17] Par ces mots, il synthétise la thèse exprimée par M. André dans « La révolution libératrice de l'Amérique espagnole ». Voir J. Tobar Donoso, *La iglesia ecuatoriana en el siglo XIX*, t. I, p. 24.

[18] Id., *La Iglesia, modeladora de la nacionalidad*, p. 285. C'est bien à la Junte de Quito de 1809, et par extension à « la guerre d'Indépendance », que Tobar Donoso attribue le qualificatif de « *mera contrarrevolución religiosa* ».

mise en perspective — et dépouillée de ses accents les plus virulents — par Marie-Danielle Demélas, dans le chapitre v de *Jérusalem et Babylone*[19]. De facto, les auteurs que nous venons de citer ont mis l'accent sur les conséquences de l'acéphalie monarchique de 1808. Ekkehart Keeding y rechigne précisément au nom de la germination d'une pensée éclairée dans l'Audience de Quito, qui aurait contribué très tôt à nourrir une conscience créole face à l'absolutisme espagnol. Pour Keeding, tout était déjà joué en 1795 : un groupe d'hommes, constitué autour du marquis de Selva Alegre, perpétuait le magistère d'Espejo et envisageait l'émancipation politique de Quito bien avant que l'invasion de la Péninsule par Napoléon n'en fournît le prétexte[20]. Mais, en terme d'action politique, au sens strict, le modèle des États-Unis l'aurait emporté sur celui de la France. Keeding prétend ainsi que Juan de Dios Morales n'eut de cesse de s'inspirer des textes nord-américains : le *Manifiesto de la Junta de Quito al público* (10 août 1809) ferait allusion au *Common Sense* de Paine et le *Manifiesto del Pueblo de Quito* (10 août 1809) emprunterait nettement à la Déclaration d'Indépendance des États-Unis[21].

Le postulat d'une causalité directe entre les « Philosophes » et la révolution de Quito nous conduit dans une impasse pour d'autres raisons encore. La première raison tient au fait que les Lumières, en France même, ne formaient pas un ensemble homogène. On ne saurait mettre sur un même plan les invectives radicales de Voltaire, de d'Alembert et de Diderot, avec les aimables critiques du marquis Louis-Antoine Caraccioli — propres aux Lumières « tamisées » — dont l'évêque José Pérez Calama recommandait aux Quiténiens la lecture de « n'importe lequel des petits ouvrages »[22]. Notons au passage qu'au vocable de *Luces*, qui englobait improprement ces deux registres, la langue castillane opposa souvent celui d'*Ilustración* pour exprimer une forme de Lumières, particulière à l'Espagne, qui mariait Bossuet aux avancées du siècle. La deuxième raison est le corollaire rigoureux de la précédente : face à la pratique absolutiste des Bourbons d'Espagne, le jansénisme a joué un rôle au moins égal à celui des « Philosophes » dans le développement d'une pensée subversive. Et l'on serait tenté de dire : en particulier sur celle d'Espejo ! Il faut considérer à ce titre que Diego Francisco Padilla participa à la réforme du collège de Quito en 1792. Cet illustre augustin, dès 1776, avait introduit à l'université San Nicolás de Bari, à Santafé de Bogotá, les idées de Descartes et de Montesquieu, mais aussi celles de Berti et de Pascal[23]. La troisième raison est d'ordre conceptuel : si l'on admet comme certains auteurs que la Révolution française a inventé les Lumières afin de se doter d'une paternité digne d'éloge, le postulat de leur influence sur la révolution de Quito ne traduirait, au mieux, qu'un mimétisme historiographique.

[19] M.-D. Demélas et Y. Saint-Geours, *Jérusalem et Babylone.*

[20] E. Keeding, *Surge la nación*, p. 615.

[21] *Ibid.*, pp. 617-621.

[22] J. Pérez Calama, « Elogio Critico de la Carta Moral-política ».

[23] D. Soto Arango et J. T. Uribe, « Textos ilustrados en la enseñanza », p. 67.

II. — LE NÉOCLASSICISME DE LA « RÉPUBLIQUE DES LETTRES »

L'Amérique espagnole ne fut pas en reste du mouvement de « recouvrement de l'Antiquité »[24] qui gagna l'Europe et les treize Colonies durant la seconde moitié du XVIIIe siècle. À Mexico, comme à Madrid ou à Paris, le « Bon Goût »[25] des Grecs et la « Raison de Rome »[26] ont nourri la palingénésie du monde. À Lima, dès 1746, un terrible tremblement de terre a fourni l'occasion de se débarrasser du « baroquisme » des temples et d'introduire une géométrie nouvelle[27]. Partout, les ténèbres de la superstition, de la munificence et du gongorisme ont été invitées à faire place à une religion mesurée, pétrie d'utilité et de bon goût. Juan Carlos Estenssoro a montré que cette offensive d'une nouvelle sensibilité esthétique assura au Pérou, dans les années 1770, une véritable fracture entre une religiosité populaire, tributaire de l'héritage jésuite, et une religiosité des élites[28]. Durant cette décennie, le probabilisme de la Compagnie fut condamné avec rage, rendu coupable de la corruption morale ayant affecté la Monarchie. Le *Nuevo Luciano* (1779) d'Espejo, à Quito, doit être inséré dans ce débat, tout comme l'extraordinaire *Historia de un Congreso Filosófico tenido en Parnaso por lo tocante al Imperio de Aristóteles* (1791) de José Domingo Duquesne[29], à Santafé de Bogotá. Néoclassicisme et *Ilustración* se recouvrirent ainsi sans devenir pour autant synonymes[30]. Víctor Peralta a cerné les limites de ce mariage à Lima : à l'époque du vice-roi Gil de Taboada (1790-1796), le *Mercurio Peruano*, dans sa tentative de conciliation de l'esprit scientifique avec la piété catholique, n'en demeurait pas moins totalement rétif à l'Encyclopédie et au déisme[31]. À Bogotá, en ces mêmes années, c'est l'évêque Baltasar Jaime Martínez Compañón qui se fit l'interprète de cette mutation tempérée, après l'avoir essayée au préalable à Trujillo, au Pérou.

Dans le *Nuevo Luciano*, Espejo mesurait les limites de cette véritable révolution culturelle, dans le domaine de l'éloquence :

> Au début du siècle, le bon goût est entré en Espagne au prix de contradictions. Une fois surmontées et à force de lire tel ou tel auteur français (que nous singeons à la perfection), les Espagnols sont passés à l'extrême opposé, celui d'une ridicule pédanterie. Tout ceux qui pratiquent les Lettres aujourd'hui ne sont que des érudits parfumés à la violette [N. D. A. : référence à la satire de Cadalso, *Los eruditos a la violeta*, (1772)]. C'est ainsi qu'en Espagne, le bon goût n'a toujours pas été rétabli[32].

[24] L'expression est redevable à QUATREMÈRE DE QUINCY dans ses *Lettres à Miranda*, p. 104.

[25] Pour un panorama récent, on dispose d'A. HONTANILLA, *El gusto de la razón.*

[26] Voir l'ouvrage lumineux de C. MOATTI, *La Raison de Rome.*

[27] G. RAMÓN, « Urbe y orden » ; M. BARRIGA TELLO, *Influencia de la Ilustración borbónica*, pp. 55-93.

[28] J. C. ESTENSSORO, « Modernismo, estética, música y fiesta ».

[29] J. D. DUQUESNE, *Historia de un congreso filosófico.*

[30] D. JANIK, « Ilustración y neoclasicismo en Hispanoamérica ».

[31] V. PERALTA RUIZ, « Las razones de la fe », p. 194.

[32] E. de SANTA CRUZ Y ESPEJO, *El Nuevo Luciano de Quito*, Conversación cuarta : « Criterio del buen gusto », p. 40.

Aussi, Espejo recommandait-il la lecture des Pères de l'Église afin « de ne point se laisser entraîner par la sensualité, l'injustice et l'irreligion ». Leur lecture dispenserait de celle des auteurs du siècle, en l'occurrence Louis-Antoine Carracioli ou l'abbé Bergier « qui ont réfuté Voltaire, Rousseau, etc. [sic] »[33]. D'un même mouvement, Espejo condamnait la didactique jésuite « qui affaiblissait notre imagination »[34] au profit de la catégorie du sublime puisée dans le pseudo-Longin et d'une bonne rhétorique inspirée des principes de Cicéron et de Quintilien. De même, Duquesne, à Santafé de Bogotá, se moquait-il du personnage allégorique du marquis de Blictiris, « Seigneur de la Raison raisonnante et raisonnée », seulement capable d'ânonner un « tissu monstrueux de latin et de castillan […] chargé de textes et d'auteurs qui n'avaient pas été lus dans l'original mais empruntées aux *elenchos* livresques »[35]. Pour ces deux auteurs, la *philia* entre hommes de Bien reposait sur une communauté du senti, celle du bon goût, élaboré dans les Académies espagnoles et nourri des écrits de Luzán[36] et d'Antonio Capmany de Montpalau[37]. La rhétorique était bien au service d'un projet moral et patriotique. Aussi les débats littéraires de l'époque pouvaient-ils avoir une forte connotation politique. L'éloge du *Mercurio Peruano* à l'égard de l'évêque José Pérez Calama, « fort capable dans le bon goût du divin art de la persuasion », soulignait qu'il avait su se défier d'une « rhétorique trop savante […] qui plaît tant à notre siècle sans autre objet que d'obscurcir le discours »[38]. On vantait ainsi la mesure d'un clerc ayant su éviter l'écueil du gongorisme et celui des abstractions philosophiques *afrancesadas*. En un mot, on vantait un parfait *ilustrado,* respectueux des maximes d'Horace et de Quintilien. Entre Lima, Bogotá et Quito, une république des lettres s'esquissait et une citation d'Antonio de Nebrija reprise par Calama trouvait tout son sens :

> « L'Espagnol (Européen ou Américain), qui souhaite acquérir une parfaite maîtrise du Latin, doit posséder à un degré sublime, en théorie et par une pratique scientifique, notre langue castillane », qui selon Monsieur Pluche dépasse de beaucoup la langue française[39].

Et Calama de rappeler que Quintilien était espagnol…

[33] Id., *El Nuevo Luciano o Despertador de los Ingenios Quiteños (Ciencia Blancardina),* Diálogo tercero, p. 331.

[34] *Ibid.*: « Conversación tercera », p. 17.

[35] J. D. Duquesne, *Historia de un congreso filosófico*, p. 47. Aristote définit l'elenchos comme « un raisonnement valide ayant pour conclusion la proposition qui contredit une conclusion donnée » (J. Brunschwig, « Aspects de la polémique philosophique en Grèce ancienne », p. 36).

[36] F. Lázaro Carreter, « Ignacio de Luzán y el Neoclasicismo ».

[37] F. Étienvre, *Rhétorique et patrie dans l'Espagne des Lumières.*

[38] *Mercurio Peruano,* 77, 29 septembre 1791, t. III, p. 68.

[39] *Mercurio Peruano*, 28, 7 avril 1791, pp. 259-260. « *"Que el Español (Europeo, ó Americano), que desee ser perfecto y consumado Latino, debe poseer en grado súblime, por teórica y práctica científica, nuestra lengua Castellana" la que en sentir de Mr. Pluche, Frances, excede en muchos quilates á la Francesa.* » L'abbé Pluche (1688-1761) était l'auteur de *La Mécanique des langues et l'art de les enseigner*.

L'enseignement du latin jouait ainsi un double rôle : formateur du goût, il permettait, par un jeu de miroirs, de revaloriser le castillan comme langue nationale à l'heure même où menaçaient les gallicismes et l'esprit philosophique qu'ils charriaient. Quand le baron de Carondelet prit la tête de la Présidence de Quito, l'une de ses premières tâches fut justement de palier la vacance de la chaire de *Mayores* à l'université Santo Tomás. Un Espagnol-européen du nom de Bernardo Bou l'occupait depuis 18 ans, enseignant le latin à la « Jeunesse de noble extraction »[40], et le Baron décida d'entériner la décision du recteur de remettre au concours une charge qui était limitée à quatre ans. D'un même mouvement, Carondelet approuva la reconduction de José Mejía Lequerica à la chaire de *Menores* qu'il occupait depuis 1796. Peu de temps après, Manuel de Aguirre, *Catedrático de Prima de Sagrada Teología*, le seconda mettant tout son zèle « dans l'enseignement du Latin, fondement de toute science »[41]. Dans la réforme de l'enseignement universitaire qu'il conduisait, le Baron assigna la première place au latin, et suggéra l'abandon de l'*Arte* du Padre Juan de la Cerda au profit de la Grammaire de Juan de Iriarte[42] afin de se rendre à l'idée d'enseigner le latin par le biais de « vers castillans ». Manuel Lucena Salmoral a souligné que ce projet, dans son ensemble, s'inspirait de celui que le vice-roi Amat avait souhaité appliquer à l'université de San Marcos, à Lima, en 1766. Définitivement abandonnée dans la Cité des Rois en 1781, la réforme d'Amat constituait un utile modèle pour Carondelet qui se désespérait justement que les jeunes Quiténiens n'aillent plus guère faire leur éducation à Lima[43]. Notons au passage le souhait du Baron de demander aux universités de Salamanque ou d'Alcalá de Henares un professeur de grec et un professeur d'hébreu[44]. Notons également que Carondelet veilla au bon enseignement du latin au Collège royal de San Fernando qu'il rattacha à l'université sous la férule unique des Dominicains. En novembre 1802, il inspecta le Collège en compagnie du secrétaire de la Présidence de l'Audience, Juan de Dios Morales, avocat originaire d'Antioquia, qui avait défendu Juan Pablo Espejo en 1795[45] et serait, dès l'année suivante, le témoin de mariage de Manuela de Santa Cruz y Espejo, sœur cadette de Juan Pablo et d'Eugenio, avec José Mejía Lequerica.

Une sociabilité se dessine ainsi peu à peu vérifiant l'opinion de Voltaire selon laquelle le « Temple du Goût » est en résonance avec celui de l'Amitié[46]. En

[40] « La Juventud especialmente noble », ANEQ, Gobierno, caja 55, exp. 2, avril-septembre 1799.

[41] Témoignage de M. A. Rodríguez, dans ANEQ, Gobierno, caja 55, exp. 14, 1799-1800, f° 31.

[42] J. de Yriarte, *Gramática latina.*

[43] Le texte complet de ce projet se trouve à l'AGI, Quito, 253, sous le titre : « Adición a los estatutos de la Universidad de Santo Tomás de la ciudad de Quito formada por el Señor Presidente Vicepatrono Real, Barón de Carondelet » (21 mai 1800). Sur son interprétation : voir M. Lucena Salmoral, « El reformismo despotista en la universidad de Quito ».

[44] *Ibid.,* p. 75.

[45] R. M. Tisnés, *Juan de Dios Morales*, pp. 129-140.

[46] Voltaire, « Le temple de l'Amitié », et Id., « Le temple du Goût ».

l'occurrence, la communion esthétique nourrissait un projet politique. Dans la prosopopée rédigée par Mejía en 1800 en prélude à une représentation d'*Euripide y Tideo (Euripide et Tydée)*, le Zèle apparaissait sur scène, placé au centre d'un temple resplendissant. Ne pouvant supporter la vue de tant de lumière et de vertu, la Discorde se précipitait alors dans l'Averne. L'« Union et le Patriotisme » des Quiténiens pouvaient alors triompher d'un long exil. Ekkehart Keeding a donné une interprétation radicale de ces quelques vers, en y voyant : « rien de moins que le prélude à l'insurgence de Quito de 1809 à 1812 »[47]. Cette interprétation mérite la nuance. En 1800, la discorde régnait au sein même de l'université, en proie à la réforme évoquée plus haut. Elle affectait aussi l'Audience au point de susciter une cédule royale l'enjoignant à « mettre fin aux discordes » qui régnaient en son sein[48]. Elle commençait également à déchirer le corps de ville quant à l'application de l'alternance *(alternativa)* entre alcades espagnols américains et européens. Aussi, « l'Assemblée » que Mejía appelait de ses vœux renvoyait-elle certainement au souhait de voir réunis les hommes de bien au service du patriotisme, sous l'égide du baron de Carondelet qui avait pris ses fonctions en février 1799. L'ambiguïté du message tenait évidemment, ici encore, à la célébration de l'amitié cicéronienne unissant « Talents et Lumières, rectitude et Charité sincère »[49]. La transparence républicaine demeurait pourtant un état d'esprit au service de la Monarchie. Si le masque du discours — propre à l'époque — légitime aujourd'hui des interprétations plus hardies, la faute en incombe avant tout à la coïncidence des contraires que nourrit l'exemple des Romains.

III. — DU TEMPLE DE MINERVE AUX DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

À ce stade, il faudrait mesurer la part des *tertulias* urbaines dans le développement d'une subversion politique puisant aux autorités latines dans lesquelles la Monarchie voyait, paradoxalement, la source de sa régénération. En janvier 1794, quand les membres de l'un des salons de Santafé de Bogotá, la *Tertulia Eutropélica,* s'enflammèrent au sujet des qualités esthétiques d'un vers de Cicéron, « *Cedant Arma Togae* » (Que les armes le cèdent à la toge), la défense de l'orateur romain sembla bien tourner à l'avantage d'un discret apprentissage du politique dont la gazette de ville se ferait l'écho. C'est précisément à des fins didactiques que cette société de pensée prendrait bientôt le nom de « Salon du Bon Goût » *(Tertulia del Buen Gusto).* On y pratiquerait l'éloge du droit romain de pair avec celui de l'éloquence afin de parfaire les bases d'un art suprême qui n'était autre que la politique[50]. Nous ne disposons

[47] M. A. Vásquez Hahn et E. Keeding, *La revolución en las tablas*, p. 119.

[48] Cédule royale du 5 mars 1800, Aranjuez, dans ANEQ, Cedulario 1800-1812, pp. 1-3.

[49] J. Mejía Lequerica, « El Zelo triunfando de la Discordia », p. 415.

[50] G. Lomné, « Du bon goût à l'esprit de révolution ».

malheureusement pas d'informations sur le contenu des débats qui se tenaient dans le salon de Manuela de Santa Cruz y Espejo. L'historiographie contemporaine a simplement perpétué l'idée qu'il s'agissait d'un « conciliabule de rebelles, d'iconoclastes et de subversifs »[51]. On peut légitimement supposer que Mejía le fréquenta assidûment dès 1796, date de son mariage avec Manuela. Josefa Tinajero y Checa et Juan de Dios Morales le firent également ainsi que Manuel Rodríguez Quiroga, Manuela Cañizares, Antonio Ante, José Javier Ascásubi et son épouse Mariana Matheu y Herrera, la talentueuse sœur du comte de Puñonrostro lui-même ami proche de Mejía. Là encore, on peut supposer que ce dernier, alors jeune et talentueux professeur de latin, a bien dû y animer quelque débat sur l'actualité du républicanisme de Cicéron tant était grande son aspiration à la vertu civique :

> Disons que la vertu est pure flamme
> Qui éclaire et rend clair comme elle allume[52].

Les interrogatoires du procès de 1810 donnent de nombreuses indications sur une autre *Tertulia*, qui passerait rapidement à la postérité pour avoir abrité les conjurés du « *Diez de Agosto* » : le salon de Manuela Cañizares. Manuel Rodríguez de Quiroga, répondant au questionnaire du procureur Tomás Arechaga, souligna la régularité de ce salon et indiqua même avec malice que ce dernier y participait[53] !

Dans le récit officiel justifiant les événements du mois d'août — que l'on attribue à ce même Quiroga — il est significatif que la Junte ait fait appel aux références latines. Lors du serment prêté dans la sacristie de san Agustín, c'est aux *Devoirs* de Cicéron (*De Officiis*, I-17) que la Junte dit avoir puisé les ressorts de « l'alliance et de l'amitié », capables de souder les citoyens en « un seul corps ». Quiroga invente alors une formule propre à Quito : « *Ex pluribus unum idemque sentiendo et vicisim se jurando* [sic] »[54]. L'esprit de Cicéron permet donc d'invoquer explicitement la devise du « *E Pluribus Unum* » adoptée par le Congrès des États-Unis, en août 1776. Un an plus tard, à Santafé, les premiers pas de la Junte seraient rythmés par une authentique formule de Cicéron : « Sans vertus, point de Liberté »[55]. Dans les deux cités, la république des Romains relevait désormais du registre inédit de l'imitation. Les vertus civiques cicéroniennes

[51] J. Núñez Sánchez, « Las ideas políticas y sociales de José Mejía Lequerica », p. 32.

[52] « *Digamos que virtud es pura llama/ que alumbra y que esclarece como enciende* », Id., *Mejía. Portavoz de América,* p. 25.

[53] « Vindicación jurídico-legal del Doctor Don Manuel Rodríguez de Quiroga, por lo occurrido el 10 de agosto de 1809 », dans AMQ, *Revolución de Quito, 1809. Proceso*, vol. IX, t. II, pp. 346-349.

[54] Il en explicite ainsi le sens : « que tous les citoyens forment un seul corps, animé par les mêmes sentiments et soient prêts à se secourir mutuellement », « Relación de los sucesos acaecidos en Quito, del 10 al 17 de agosto de 1809 ». Transcrit dans *Gaceta Municipal,* [Quito], 116, 1949, pp. 230-234.

[55] « Virtudes de un Buen Patriota », *Diario Político,* 31, Santafé de Bogotá, 11 décembre 1810.

abandonnaient leur statut d'*exempla* au service du bien commun monarchique pour celui de fer de lance de la mutation politique. On comprend dès lors l'acharnement des sujets restés fidèles au roi à railler ceux qui pouvaient penser comme Saint-Just que « le monde était vide depuis les Romains ». Le discours le plus mordant à cet égard est constitué par les *Cinco cartas escritas a un amigo*[56]. L'auteur anonyme y souligne le rôle de Morales, qu'il surnomme le « Cicéron de Medellín »[57], et évoque avec force ironie la formation à Quito d'une « Phalange macédonienne », fruit de l'imagination de Quiroga présenté comme un féru d'Antiquité[58]. Faut-il voir une seconde allusion dans ce passage : d'Alembert ne qualifiait-il pas la Compagnie de Jésus de la sorte[59] ?

La « République monarchique », ou « monarchie chimérique », de la Junte de Quito serait attribuable selon notre auteur à « ces hommes qui, emportés par leur imagination, ont conçu le désir de s'immortaliser »[60]. Quelques mois plus tard, en décembre 1809, un clerc dénonça les comédies que l'on donnait au collège-séminaire de San Luis en rappelant, non sans évoquer la *Lettre à d'Alembert* de « l'impie Rousseau », leur rôle corrupteur sur la jeunesse. Citant alors le *De Oratore* de Cicéron, il prédisait la formation d'une « République catilinaire à venir » *(Republica Seminarium Catilinarium futurum)*[61]. En 1817, en Nouvelle-Grenade, Nicolás Valenzuela y Moya en ferait l'un des éléments de la « Métamorphose morale » ayant rendu la jeunesse « séditieuse et prompte à l'insurrection »[62]. L'argument cicéronien de la faillite de la Piété servirait à expliquer l'effondrement de toute société. Là aussi Catilina était associé aux Patriotes, de même que les intrigues de Clodius et les listes de proscription de Sylla. Un ouvrage semble avoir tout particulièrement matérialisé la dérive des esprits évoquée par Valenzuela : *Des droits et des devoirs du citoyen* (1758) de l'abbé Mably. Demeuré longtemps inédit, ce texte attira la vindicte de l'Inquisition dès sa publication à titre posthume, en 1789, bien avant d'avoir été traduit en espagnol en 1812, dans le contexte des Cortès de Cadix, par la marquise d'Astorga[63].

[56] « Memoria de la revolución de Quito en cinco cartas escritas a un amigo ».

[57] « Memoria de la revolución de Quito en cinco cartas escritas a un amigo », p. 49.

[58] « Memoria de la revolución de Quito en cinco cartas escritas a un amigo », p. 51.

[59] « Les Jésuites étaient des troupes régulières, ralliées et disciplinées sous l'étendard de la superstition. C'était la phalange macédonienne qu'il importait à la raison de voir rompue et détruite », D'Alembert, *Sur la destruction des Jésuites en France*, p. 138.

[60] « Memoria de la revolución de Quito en cinco cartas escritas a un amigo », pp. 48, 57 et 62.

[61] Lettre d'un clerc anonyme condamnant le fait de donner des comédies à Noël au Séminaire de San Luis. Quito, 1809. AHBCEQ, Jijón y Caamaño, documentos misceláneos, vol. 27, pièce 214, f°s 260-260v^o^.

[62] N. Valenzuela y Mora, « Oración gratuloria y parenetica pronunciada el dia 10 de Septiembre de 1816 en la Parroquia de la Ciudad de Neyba ante el Consejo de guerra del Exercito expedicionario ».

[63] *Derechos y deberes del ciudadano*. Voir, à ce propos, le travail collectif d'E. Martín-Valdepeñas Yagüe *et alii*, « Una traductora de Mably en el Cádiz de las Cortes ». Mejía Lequerica rendit hommage à la traduction de la Marquise dans sa gazette gaditane : *Abeja Española*, 10, 21 octobre 1812, p. 78.

On comprendra aisément pourquoi : dans la lettre troisième, la morale naturelle justifiait « la guerre civile » contre un tyran en l'identifiant à une « guerre défensive » contre un envahisseur étranger[64]. Dans la « lettre quatrième », Mably préconisait la désobéissance aux lois injustes en se fondant sur l'argumentation de Cicéron dans les *Lois* et, dans la lettre cinquième, il s'en prenait ouvertement aux Bourbons d'Espagne :

> Les Provinces d'Espagne et plusieurs autres Royaumes n'ont peut-être point d'autre ressource pour recouvrer leur liberté qu'une révolte ouverte, car je ne vois dans leur gouvernement aucune institution dont ils puissent attendre la réforme de leur monarchie ; qu'ils se révoltent donc s'ils le peuvent[65].

Les sages *Observations sur les Grecs* (1749) et *Observations sur les Romains* (1751) étaient bien loin. Le modèle de Mably conjuguait désormais la seconde révolution anglaise aux républiques de l'Antiquité et alliait les idées de Cicéron à celles de Locke, en un discours résolument anti-absolutiste[66].

L'ouvrage a dû circuler très tôt à Quito. Le 30 mai 1810, en défendant Nicolás de la Peña face aux accusations d'Arechaga, Domingo Rengifo précisa que son client avait toujours été convaincu que « Quito était incapable d'indépendance », car on y avait transféré « les coutumes, les pensées et le caractère espagnol, qui constituaient de puissants obstacles aux rébellions domestiques de l'Amérique, telles que le publiciste Monsieur de Mabli [sic] les avaient conçues »[67]. Nous savons en outre que Quiroga possédait les *Œuvres complètes* de Mably, dans leur édition de 1795[68]. Un procès engagé en mars 1819 à Zaruma, dans le sud de l'actuel Équateur, nous renseigne sur la circulation postérieure des *Droits et des devoirs du citoyen* dans l'Audience de Quito. L'alcade Antonio Maldonado y accuse son oncle Ambrosio Maldonado, doyen des régisseurs, de détenir l'ouvrage[69]. Il dénonce les « nombreuses erreurs concernant le Dogme catholique » et la menace que représente le livre à l'égard des « Autorités légitimes »[70]. Il apparaît ensuite, au cours du procès, que le manuscrit est parvenu à Zaruma depuis Lima et qu'il a transité dans les mains de Lorenzo Mejía de Lequerica. Il est également mis en évidence qu'Ambrosio Maldonado

[64] Voir sur ce point les commentaires de Y. Charara, « L'opposition à l'absolutisme politique ».

[65] G. Bonnot de Mably, *Des droits et des devoirs du citoyen*, p. 152.

[66] Dans les *Entretiens de Phocion, sur le rapport de la morale avec la politique*, Mably renoua avec le modèle de la vertu civique antique, tant il était déçu par son siècle. Prenant le pseudonyme du vertueux disciple de Platon, il termina l'ouvrage par un éloge appuyé de Lycurgue.

[67] « Interrogatorio de Nicolás de la Peña », dans AMQ, *Revolución de Quito, 1809. Proceso,* vol. IX, t. I, p. 145.

[68] E. Keeding, *Surge la nación*, p. 244.

[69] « Expediente obrado por el Alcalde Ordinario de 2° voto de la Villa de Zaruma », ANEQ, Gobierno, caja 44 : 1818-1820.

[70] « Expediente obrado por el Alcalde Ordinario de 2° voto de la Villa de Zaruma », ANEQ, Gobierno, caja 44 : 1818-1820, f° 2.

n'a cessé depuis cinq ans de faire circuler l'ouvrage parmi les membres de l'élite de Zaruma[71]. Un réseau local est ainsi révélé au grand jour, dans ses liens réels ou supposés avec les membres de la Junte de Quito. Dans son témoignage, le vicaire et juge ecclésiastique de Zaruma, Manuel Jaramillo, assimile Mably au « venin mortel de la séduction » et accuse la corporation des savetiers d'avoir tenté de « contaminer » cette « modeste localité, à l'honneur sans tâche »[72]. Le verdict du procès n'en est pas moins surprenant : le gouverneur Melchor Aymerich s'en remet à l'opinion des notables et du corregidor, selon laquelle le procès a davantage porté atteinte à la Concorde que la circulation elle-même de l'ouvrage. Aussi, une réconciliation a-t-elle lieu entre les différents intéressés, sous le patronage de la Vierge du Cygne. Nous serions tentés de voir ici, une fois de plus, comment l'imaginaire augustinien est opposé, in fine, à l'esprit de révolution propre au « recouvrement de l'Antiquité »… Chateaubriand ne fera pas autrement au terme de son *Essai sur les Révolutions*, après avoir rangé Mably parmi les auteurs qui, comme Raynal ou Rousseau, ont le plus contribué aux Révolutions modernes[73].

Dès lors, on peut avancer plusieurs hypothèses sur l'« œuvre intitulée *derechos del hombre* » que fit publier Miguel Antonio Rodríguez, selon Núñez del Arco. La première consiste à proposer une édition quiténienne de l'ouvrage *Derechos del Hombre y del Ciudadano con varias máximas republicanas y un discurso preliminar destinado a los Americanos*. Cette brochure de Picornell, rééditée à Caracas début 1811, incluait les 35 articles de la déclaration qui précédait la Constitution française de septembre 1793, délivrant un message nettement plus radical que les 17 articles de 1789 traduits par Nariño à Santafé. Le discours préliminaire en appelait à prendre les armes contre la tyrannie des rois et à former des républiques en Amérique. Les maximes qui concluaient le texte s'efforçaient plutôt de rapprocher le droit naturel de l'*ethos* patriotique de Cicéron et du modèle de Lycurgue[74], dans la veine des *Droits et des Devoirs du Citoyen* de Mably. La seconde hypothèse renverrait précisément à une édition quiténienne de ce dernier ouvrage, ou d'extraits de celui-ci. L'hommage rendu à Rodríguez n'en serait pas moindre. Ce professeur de latin, républicain dans l'âme, n'inscrivit-il pas « la conservation des droits sacrés de l'homme » dans le préambule de la constitution de l'État de Quito, en février 1812 ?

[71] « Expediente obrado por el Alcalde Ordinario de 2° voto de la Villa de Zaruma », ANEQ, Gobierno, caja 44 : 1818-1820, f° 7v°. Ces indices donnent à penser que l'édition espagnole circulant en Équateur était celle qui avait été publiée à Lima en 1813, et non l'originale de Cadix.

[72] « Expediente obrado por el Alcalde Ordinario de 2° voto de la Villa de Zaruma », ANEQ, Gobierno, caja 44 : 1818-1820, f°s 11-11v°.

[73] F.-R. de Chateaubriand, *Essai historique, politique et moral sur les révolutions anciennes et modernes,* pp. 398-402.

[74] Le texte est reproduit intégralement dans P. Grases, *Preindependencia y emancipación*, pp. 189-212.

SOURCES

Abeja española, Cadix, Imprenta Patriótica, 1812.

Archivo General de Indias (AGI).

Archivo Histórico del Banco Central del Ecuador (AHBCEQ).

Archivo Municipal de Quito (AMQ).

Archivo Nacional del Ecuador, Quito (ANEQ).

Biblioteca Nacional de Colombia, Bogotá (BNCB).

Bonnot de Mably, Gabriel, *Entretiens de Phocion, sur le rapport de la morale avec la politique*, Amsterdam, s. n., 1767.

— *Derechos y deberes del ciudadano. Obra traducida del idioma francés al castellano*, Cadix, Imprenta Tormentaria, 1812, xiii+318 p., BNCB, Vergara, vol. 386, pièce 1.

— *Des droits et des devoirs du citoyen*, éd. critique par Jean-Louis Lecercle, Paris, Librairie Marcel Didier, 1972.

Chateaubriand, François-René, *Essai historique, politique et moral sur les révolutions anciennes et modernes, considérées dans leurs rapports avec la Révolution française* [1797], Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1978.

D'Alembert, *Sur la destruction des Jésuites en France. Par un Auteur désintéressé*, Édimbourg, chez J. Balfour libraire, 1765.

Diario político de Santafé de Bogotá, 1810.

Duquesne, José Domingo, *Historia de un congreso filosófico tenido en Parnaso por lo tocante al imperio de Aristóteles* [1791], éd. Renán Silva, Medellín, La Carreta Editores, 2011.

Finestrad, Joaquín, « El vasallo instruido en el estado del Nuevo Reino de Granada y en sus respectivas obligaciones. Instrucciones que ofrece a los literatos y curiosos el R. P. fr. Joaquín Finestrad, religioso capuchino », 1789, Biblioteca Nacional de Colombia, Bogotá (BNCB), Manuscritos, vol. 198, pièce 1.

— *El Vasallo Instruido*, éd. Margarita González, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2000.

Gaceta Municipal, [Quito], 101, 1941.

Mejía Lequerica, José, *Epístola* I : « A Don Juan de Larrea y Villavisencio », Quito, 20 novembre 1799, « Travesuras Poeticas. Primer Ensayo de D. José Mexía del Valle y Lequerica. Quito, año de 1800 », ms., Biblioteca Nacional, Madrid, fac-similé dans Jorge Núñez Sánchez (coord.), *Mejía portavoz de América (1775-1813)*, Quito, FONSAL, 2008, pp. 251-506.

— « El Zelo triunfando de la Discordia: preludio à la malisima tragedia intitulada Euripide y Tidèo » [1800], dans Jorge Núñez Sánchez (coord.), *Mejía portavoz de América (1775-1813),* Quito, FONSAL, 2008, pp. 407-419.

« Memoria de la revolución de Quito en cinco cartas escritas a un amigo », Quito, 25 octobre au 30 novembre 1809, Archivo General de Indias (AGI), Estado, leg. 72 (64.1), f°s 40-54 ; transcrit dans *ARNAHIS. Organo del Archivo Nacional de Historia*, [Quito], 19, 1er mars 1973, pp. 47-78.

Mercurio Peruano, Lima, 1791.

NÚÑEZ DEL ARCO, Ramón, « Estado general que manifiesta à los sugetos empleados en esta ciudad y su provincia en lo politico, economico, real hacienda, y militar… », Quito, 20 mai 1813, Archivo Histórico del Banco Central del Ecuador, Quito, Jijón y Caamaño 10/38, f° 267v°.

PÉREZ CALAMA, José, « Elogio Critico de la Carta Moral-política que el Dr Espejo, Secretario de la Sociedad Patriotica, escribe al padre Artieta, Maestro de Primeras Letras, en la Escuela de San Francisco de Quito, Quito y Diziembre 24 de 1791 », *Suplemento al Papel Periódico Primicias de la Cultura de Quito*, 5 janvier 1792.

PICORNELL, Mariano, *Derechos del hombre y del ciudadano con varias máximas republicanas; y un discurso preliminar, dirigido a los americanos*, Caracas, Imprenta de Juan Baillío y Cía., 1811, 51 p.

PLUCHE, abbé (1688-1761), *La Mécanique des langues et l'art de les enseigner*, Paris, Veuve Estienne et fils, 1751.

QUATREMÈRE DE QUINCY, *Lettres à Miranda sur le déplacement des monuments de l'art de l'Italie* [1796], introd. et n. d'Édouard Pommier, Paris, Macula, 1989.

RODRÍGUEZ DE QUIROGA, Manuel, « Defensa », 13 juin 1809, dans AMQ, *Revolución de Quito 1809. Proceso* (mécanographié), vol. IX, t. II, pp. 375-418.

SANTA CRUZ Y ESPEJO, Eugenio de, *El Nuevo Luciano de Quito* [1779], dans ID., *Obra educativa*, éd. Philip Louis ASTUTO, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1981, pp. 1-167.

— *El Nuevo Luciano o Despertador de los Ingenios Quiteños (Ciencia Blancardina)* [1781], dans ID., *Obra educativa*, éd. Philip Louis ASTUTO, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1981, pp. 253-436.

VALENZUELA Y MORA, Nicolás, « Oración gratuloria y parenetica pronunciada el dia 10 de Septiembre de 1816 en la Parroquia de la Ciudad de Neyba ante el Consejo de guerra del Exercito expedicionario, y solemne concurso en accion de Gracias por el feliz exîto de las Armas Reales en la Reconquista del Nuevo Reyno de Granada. Por el D. D. Nicolás de Valenzuela y Moya…, Santafé, en la Imprenta del Superior Gobierno, por Nicomedes Lora, año de 1817 », BNCB, Pineda, vol. 309, pièce 9, pp. 11-12.

VOLTAIRE, « Le temple de l'Amitié » et « Le temple du Goût », dans ID., *Recueil de pièces fugitives en prose et en vers*, Paris (s. n.), 1740, pp. 126-130 et pp. 185-224.

YRIARTE, Juan de, *Gramática latina, escrita con nuevo método y nuevas observaciones, en verso castellano con su esplicación en prosa*, Madrid, Imprenta Real, 1795 (4e éd.).

II

LOS LENGUAJES POLÍTICOS

DE LAS LEYES FUNDAMENTALES DE LA MONARQUÍA CATÓLICA A LAS CONSTITUCIONES HISPÁNICAS, TAMBIÉN CATÓLICAS

Marta Lorente Sariñena
Universidad Autónoma de Madrid

Las presentes páginas[1] requieren de una introducción que remite a cuestiones muy conocidas para los historiadores de las revoluciones hispánicas[2], cuya necesidad viene dada por cuanto que no sólo enmarcan sino que además dotan de sentido las propuestas interpretativas que se van a desarrollar a continuación. Estas últimas tienen como objetivo principal servir a la lectura de los textos que dieron cuerpo a aquella explosión constitucional abierta tras 1808, la cual, a su vez, se presentó a sí misma como una suerte de reforma de las «Leyes fundamentales de la Monarquía»[3]. Como ocurriera en otras latitudes historiográficas[4], las antiguas leyes de la monarquía católica han venido ocupando el interés de los estudiosos del periodo en las últimas décadas; sin embargo, la historiografía no ha llegado a establecer una convención, aunque sea mínima, sobre su real significado[5]. Es más, el pasaje que transita entre dichas leyes y las nuevas Constituciones hispánicas constituye uno de los elementos que más distancian a los historiadores, aun cuando en muchas ocasiones algunos no sean siquiera conscientes de la existencia de una problemática que afecta a la lectura que de las «otras» leyes constitucionales podamos hacer en la actualidad[6].

De lo que sí que son conscientes, sin embargo, es que 1808 asistió a una crisis que tuvo innumerables facetas que hoy se prestan a ser historiadas de forma autónoma[7]. Con todo, en los últimos tiempos se ha ido imponiendo la idea de que la crisis, cuando menos en un principio, respondió únicamente a causas

[1] Este artículo ha sido elaborado en el marco del proyecto DER2010-21728-C02-02 del grupo HICOES.

[2] Una serie de recientes visiones generales en A. Annino, «Imperio, Constitución»; J. Mª Portillo Valdés, «Crisis e Independencias».

[3] A. M. Hespanha, «Qu'est-ce que la "Constitution"».

[4] F. Furet y R. Halévi, *La monarchie républicaine*.

[5] Dos ejemplos significativos en: F. Tomás y Valiente, «Génesis de la Constitución de 1812»; S. Coronas, «Las leyes fundamentales del Antiguo Régimen».

[6] J. M. Nieto Soria, *Medievo constitucional*.

[7] J. A. Piqueras, «Revolución en ambos hemisferios»; A. Ávila, «Las revoluciones hispanoamericanas».

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas*, Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 67-80.

políticas[8]. Una posible traducción en términos exclusivamente jurídicos de esta interpretación nos llevaría a afirmar que la quiebra de la Monarquía por ausencia de su titular creó un campo abonado en el que florecieron una serie de textos con vocación normativa que se llamaron a sí mismos Constituciones, lo cual, en buena medida, ponía entre paréntesis la existencia misma de una constitución de la Monarquía[9]. Desde Cundinamarca hasta Bolivia, pasando por supuesto por Cádiz, el orbe hispánico se llenó de ese tipo de textos, hasta entonces desconocidos, por más que los más informados supieran que en otras latitudes la Constitución escrita ya había sido inventada[10]. En todo caso, lo que interesa destacar es que aquella multitud de textos constitucionales pueden ser analizados desde una doble perspectiva. Así, de un lado, dichos textos pueden sin duda soportar un análisis en sí mismos, esto es, un estudio del proceso de su formación, discusión, redacción y aprobación; de otro, sin embargo, el estudio de su efectividad, o como se dijera por aquel entonces, de «su efectiva puesta en planta», resulta mucho más complejo por cuanto que no sólo requiere de investigaciones archivísticas sino sobre todo de una selección documental que ponga de relieve qué hubo de nuevo y de viejo en los ya constitucionalizados territorios de la antigua monarquía católica.

Por su dificultad, dejaremos por ahora esta segunda perspectiva para centrarnos en la primera, arrancando con una primera propuesta interpretativa. Y es que, en mi opinión, todos los textos constitucionales que aparecieron en el Atlántico hispánico tras la quiebra de la Monarquía deberían estar dotados de un mismo valor para la historiografía, puesto que Cádiz «vale» tanto como Antioquía, Caracas o Apatzigán a la hora de entender estos textos como una singular expresión de un momento irrepetible del pensamiento jurídico-político hispánico. De nuevo, el lector me perdonará lo que de obvio tiene la anterior afirmación, pero expresiones como las siguientes suelen ser moneda de curso legal: «A pesar de sus buenas intenciones, la Constitución […] no resulta muy significativa porque se suspendió o, incluso, no llegó a entrar en vigor», «en realidad, la Constitución […] nunca se llegó a aplicar puesto que instituciones abolidas como fuera el tributo indígena siguieron sin embargo manteniéndose». Pero hay algo más: la multiplicación de Constituciones americanas se llegó a percibir como una suerte de fracaso respecto al cual sólo cabía levantar acta: así, como es bien sabido, la extraordinaria proliferación de Constituciones neogranadinas fue considerada como una manifestación de la tan famosa como denostada «patria boba»[11].

Sin duda, la historiografía se encuentra hoy en un momento diferente, como bien puede comprobarse en la espectacular recuperación del momento

[8] F. X. Guerra, *Modernidad e Independencias.* Un interesante cuestionario que en parte responde a este planteamiento en M. Chust Calero (ed.), *Las independencias iberoamericanas*.

[9] J. Mª Portillo Valdés, «¿Existía una antigua constitución española?».

[10] Sobre los rasgos básicos del constitucionalismo escrito ver: D. Grimm, *Constitucionalismo y derechos fundamentales*; M. Fioravanti, *Los derechos fundamentales*; K. M. Baker, «Constitution».

[11] L. Castro Leiva, *De la patria boba a la teología bolivariana.*

constituyente neogranadino[12]. No obstante, tampoco debe ocultarse el hecho de que muchas Constituciones hispánicas tuvieron más de afirmación de un determinado poder que de planificación del futuro de aquellas sociedades a las que estaban destinadas[13], pero no por ello dejaron de ser una expresión, y no precisamente cualquiera, de una determinada percepción de la sociedad y el poder político. Es más: si llevamos al extremo la comparación, ¿cómo podría valorarse la famosa Constitución jacobina de 1793, la cual, como todo el mundo sabe, nunca llegó a entrar en vigor? En resumidas cuentas, lo que bien podría denominarse «test de la vigencia» puede llegar a desvirtuar el valor de fuente para la historia de las formas de pensar la sociedad y el poder político que tienen los textos constitucionales, con independencia de que su aplicación aporte innumerables conocimientos respecto a las sociedades en las que se supone «debería haber entrado en vigor» tal o cual constitución. Así las cosas, veamos ahora los aspectos más problemáticos de la relación que se entabló entre las leyes fundamentales de la Monarquía y los nuevos textos constitucionales.

I. — HISTORIA VERSUS CONSTITUCIÓN. DE LOS LÍMITES DEL VOLUNTARISMO POLÍTICO HISPÁNICO

Como es sabido, la redacción de textos escritos que se denominaron a sí mismos Constitución supuso un antes y un después en la historia del constitucionalismo[14]. No viene al caso reproducir aquí la famosa polémica Burke vs. Paine que giró en torno a lo que podía, o mejor, debía denominarse Constitución[15], o remitir al siempre socorrido artículo 16 de la Declaración francesa, para fundamentar los orígenes del moderno concepto de Constitución. Lo que interesa destacar, sin embargo, es que la redacción de las constituciones «escritas» en las antiguas colonias norteamericanas envió al baúl de los recuerdos a las famosas constituciones «descritas»[16], cuyo exponente más significativo fue sin duda las diferentes versiones que de la Constitución británica escribieron, sobre todo, autores extranjeros como el francés Montesquieu, el suizo Delolme o el español duque de Almodóvar. Jesús Vallejo, a quien debemos esta eficaz terminología, ha puesto de relieve que estas últimas, esto es, las «descritas», planteaban entre otros el problema de aguantar tantas versiones de las mismas como autores estuvieran dispuestos a redactarlas, lo cual creaba, entre otras muchas cosas, inseguridad[17]. Pero lo que interesa destacar es que si bien las constituciones no escritas se identificaron con la historia constitucional —con independencia de

[12] D. Gutiérrez Ardila, *Un nuevo reino*; Mª T. Calderón y C. Thibaud, *La majestad de los pueblos en la Nueva Granada y Venezuela.*

[13] J. Mª Portillo Valdés, «La Constitución en el Atlántico hispano».

[14] C. H. Mac Ilwain, *Constitucionalismo antiguo y moderno.*

[15] E. Burke, *Reflections*; T. Paine, *The rights of man.*

[16] G. S. Wood, *The creation of the American Republic.*

[17] Duque de Almodóvar, *Constitución de Inglaterra.*

que esta última no fuera precisamente historia sino algo bien distinto en términos políticos— las constituciones escritas, simplemente por serlo, entraron en violenta contradicción con la historia. En numerosas ocasiones esta dicotomía que gira en torno a la escritura se suele malinterpretar, sobre todo cuando nos servimos de ella al objeto de valorar la radicalidad de los cambios introducidos por el constitucionalismo[18]. Y es que, con independencia de la profundidad de estos últimos, no puede olvidarse que la Constitución escrita, que por definición fue hija legítima del poder constituyente, si a algo estuvo ligada es a lo que desde hoy podemos definir como voluntarismo político, siendo así que el contenido de las decisiones tomadas en su nombre en nada toca dicha naturaleza[19].

Un ejemplo bastará para ilustrar la anterior afirmación. Como es bien sabido, la Constitución gaditana «decidió» negar la condición de españoles a los originarios de África, siendo así que las Cortes Generales y Extraordinarias «pudieron» decidir lo contrario, como bien se pone de manifiesto en las discusiones generadas por el polémico artículo[20]. Claro está que se puede afirmar que haciendo esto, las Cortes elevaron a categoría constitucional una tradicional exclusión de tintes racistas[21], que bien parece haber estado inspirada en los famosos cuadros clasificatorios de las castas tan conocidos en tiempos coloniales[22]. A todo ello debería añadirse además que importantes exclusiones —la mujer, los hijos, los sirvientes domésticos— ni siquiera se discutieron, siendo así que este pertinaz silencio no fue precisamente una característica exclusiva del constitucionalismo hispánico sino más bien todo lo contrario[23]; expresado con más claridad: el primer constitucionalismo «aguantó» muy bien el mantenimiento del poder doméstico encomendado a los padres de familia, con independencia de que sus ámbitos fueran distintos en unos lugares y en otros[24].

En definitiva, si la «solución» gaditana sobre las castas fue una decisión nacida en exclusiva de la voluntad política, lo que nos deberíamos preguntar es si hubo o no algo «indisponible», esto es, algo que quedara fuera del alcance del poder de las Asambleas, más o menos representativas, reunidas en los diferentes territorios hispánicos[25]. Ateniéndonos estrictamente a la historia de la versión gaditana del «constitucionalismo hispánico», la anterior cuestión puede

[18] G. Di Meglio (coord.) *Lo revolucionario en las revoluciones.*

[19] S. Coronas, «La recepción del modelo constitucional inglés».

[20] R. L. Blanco Valdés, «El problema americano»; M. Chust Calero, *La cuestión nacional americana.*

[21] Un ejemplo de las consecuencias en M. Campos, *Castas, feligresía y ciudadanía en Yucatán.*

[22] N. Böttcher, B. Hausberger y M. S. Hering Torres, *El peso de la sangre.*

[23] B. Clavero, *Freedom's Law and Indigenous Rights*; Id., *El orden de los poderes.*

[24] O. Brünner, «La "Casa grande" y la "Oeconomica" de la vieja Europa». Un excelente análisis de la vigencia y efectividad de la literatura que interesó al historiador austriaco en Hispanoamérica en R. Zamora, «San Miguel de Tucumán, 1750-1812». Sobre la perdurabilidad de la domesticidad en los espacios rurales cordobeses con especial atención a la vertiente penal, ver el sugerente artículo de A. Agüero, «La justicia penal en tiempos de transición».

[25] En contraste con percepciones anteriores. Un análisis de algunos de sus aspectos en A. M. Hespanha, «"Dignitas Numquam Moritur"».

ser contestada de forma bastante simple puesto que puede ponerse en relación con el famoso juramento prestado por los diputados una vez que se reunieron en la Isla de León. Recuerdo aquí cuál fue la fórmula utilizada:

> ¿Jurais la santa religión católica apostólica romana, si admitir alguna otra en estos reinos? ¿Jurais conservar en su integridad la Nación española y no omitir medio alguno para liberarla de sus injustos opresores? ¿Jurais conservar a nuestro amado Soberano, el Señor Don Fernando VII todos sus dominios, y en su defecto a sus legítimos sucesores y hacer cuantos esfuerzos sean posibles para sacarle del cautiverio y colocarle en el Trono? ¿Jurais desempeñar fiel y legalmente el encargo que la Nacion a puesto a vuestro cuidado, guardando las leyes de España sin perjuicio de alterar, moderar y variar aquellas que exigiese el bien de la Nación?[26]

El juramento constitutivo de las Cortes fijó los límites del poder constituyente gaditano, no obstante lo cual no todos sus extremos soportan una misma valoración. Ya de entrada resulta evidente que la «guarda de las leyes de España» no limitaba su reforma, con independencia de que esta disposición alterase o llegase a alterar de raíz la naturaleza del antiguo legado normativo de la Monarquía. Es por ello que los los constituyentes gaditanos estuvieron «atados» por los demás juramentos, a saber, el mantenimiento de la religión católica, de la Monarquía como institución y de la Monarquía como espacio. Sin embargo, de todos es sabido que los dos últimos quebraron estrepitosamente en América: así, en primer lugar, el desbordamiento de los famosos «depósitos de soberanía»[27] —con los que se justificó en un primer momento la reclamación de autonomía— abrió una particular senda que condujo no sólo al rechazo, sino incluso a la desacralización de la Monarquía[28]; en segundo, la «unidad» de cualesquiera territorios no fue considerada en ningún caso como un elemento indisponible[29], sino más bien todo lo contrario: con independencia del protagonismo ciudadano —de Buenos Aires, de Quito, de Santafé[30]…—, fue justamente la consolidación de los diferentes territorios —esencialmente provinciales— el objetivo principal que pretendieron alcanzar las Cartas constitucionales americanas[31].

[26] *Actas públicas de las Cortes Extraordinarias*.

[27] Un ejemplo de justificación de los mismos en *Motivos que han obligado al Nuevo Reyno de Granada.*

[28] Aun cuando fuera con mucha dificultad: M. A. Landavazo, «La sacralización del Rey»; Id., *La máscara de Fernando VII.*

[29] Sobre las transformaciones en la percepción del espacio en el Antiguo y Nuevo Régimen, ver A. M. Hespanha, «El espacio político».

[30] El ejemplo rioplatense en G. Verdo, «El dilema constitucional»; Ead., *L'indépendance argentine.* El caso venezolano en V. Hébrard, *Le Venezuela indépendant,* y el quiteño en F. Morelli, *Territorio o Nazione.*

[31] La problemática territorial traía ya causa antigua: C. Garriga, *Patrias criollas, plazas militares.* Sobre la provincialización rioplatense, ver la famosa obra de J. C. Chiaramonte, *Ciudades, provincias, Estados.*

Así las cosas, y como ya se habrá podido adivinar, el único extremo que quedó fuera de la voluntad política de los hombres en todos los territorios hispánicos fue la religión católica[32]. No hace falta aburrir al lector con un listado interminable de artículos constitucionales en los que se afirmó la confesionalidad de cualesquiera formas políticas nacidas de las Constituciones hispánicas[33], ya que la protección de «la verdadera religión» ocupó un lugar destacado en todas y cada una de ellas[34]. Al igual que hubiese sido considerada la principal tarea de la Monarquía —que por algo se tituló como católica— la defensa de la fe constituyó uno de los objetivos asegurados por las Constituciones hispánicas[35], siendo así que muchos fueron los que sostuvieron que una —la religión— y otras —las Constituciones— eran perfectamente compatibles[36].

Con todo, debe hacerse hincapié en que la protección o defensa de la religión no sólo se expresó en términos de exclusividad de culto católico y prohibición de cualesquiera otros. Nadie debería dejarse engañar por el arrepentimiento de Agustín de Argüelles respecto a la intolerancia religiosa que consignó en su famosa obra aparecida en la década de los treinta de un ochocientos ya exclusivamente peninsular[37]. Y es que más allá de la defensa de la fe católica, el constitucionalismo hispánico, con el gaditano a la cabeza, se apoyó en una serie de dispositivos y prácticas institucionales que se elevaron a categoría política en todos y cada uno de los territorios de la Monarquía tras la crisis de la misma[38]. Resulta difícil, por no decir directamente imposible, dilucidar si tal apoyo se debió a convicción profunda o a mera necesidad; más, en todo caso, lo que resulta indiscutible es que el constitucionalismo gaditano entendió que los eclesiásticos eran «empleados públicos» y, como tales, sujetos a la misma responsabilidad que cualesquiera otros[39]. Así las cosas, no es casualidad que se encargara justamente a ellos la celebración de los más significativos actos constitucionales —el juramento constitucional[40]— o, en otro orden de cosas, la

[32] Esta idea no es precisamente novedosa: ver B. Clavero, «Vocación católica y advocación siciliana de la Constitución española de 1812»; J. Mª Portillo Valdés, «De la monarquía católica a la nación de los católicos». Sobre esta última, Id., *Revolución de nación.*

[33] Ni menos todavía remontarnos más atrás en la justificación de las juntas, puesto que la «producción» literaria que incide en este aspecto es realmente espectacular. Un ejemplo insurgente en D. de Zabaleta, *Exhortacion cristiana.*

[34] E. La Parra, *El primer liberalismo español y la Iglesia.*

[35] J. Mª Portillo Valdés, «La libertad entre Evangelio y Constitución».

[36] Dos ejemplos entre muchos: J. de Villanueva, *Las angélicas fuentes*; V. Terrero, *Concordia y armonía de la Constitución.*

[37] A. de Argüelles, *Examen histórico de la reforma constitucional.*

[38] La historiografía se ha volcado en el estudio de la utilización política de las ceremonias religiosas. Un ejemplo en S. Helsen (coord.), *Constitución, poder y representación.*

[39] M. Lorente, *Las infracciones a la Constitución de 1812.*

[40] Ead., «El juramento constitucional». Un análisis del juramento en tierras americanas en F. Morelli, «La publicación y el juramento de la Constitución de Cádiz en Hispanoamérica». Debe hacerse hincapié en que esta cuestión se extendió más allá de las independencias; un simple ejemplo documental en *Actas de la Junta de diocesanos reunida en Mejico en el año de 1822.*

compleja tarea de realizar los censos necesarios para organizar las elecciones en su escalón más bajo, esto es, el parroquial[41]. La ausencia de medios humanos y materiales determinó que el continuismo invadiera esta opción institucional[42], por lo que el enorme peso de la religión en el constitucionalismo hispánico desbordó el terreno de las creencias para radicarse en el seno de unos nuevos aparatos que, si hacemos caso a algunos, pretendieron alcanzar el signo de la estatalidad[43]. Ahora bien, de todos es sabido que, cuando menos en un principio, catolicidad y nacionalismo no marcharon precisamente de la mano[44], por lo que la limitación religiosa al poder constituyente hispánico bien puede resumirse con una simple adjetivación, a saber: si algo definió la naturaleza de los diferentes textos constitucionales, fue precisamente su catolicidad[45], lo que nos permite afirmar la existencia de una suerte de tercer modelo constitucional nacido de las famosas revoluciones atlánticas.

II. — DEL LENGUAJE Y DE LOS LENGUAJES: HISTORIA Y CONSTITUCIÓN

La anterior afirmación, sin embargo, contrasta no poco con el lenguaje político que fue utilizado a ambas orillas del Atlántico de 1808 en adelante. La historiografía ha puesto de relieve que dicho lenguaje se expresó fundamentalmente en términos historicistas, o, dicho de otro modo, en términos que no contradecían en lo esencial el antiguo discurso jurídico de la Monarquía. La valencia historicista del lenguaje constitucional hispánico tuvo, grosso modo, dos claras manifestaciones: en primer lugar, las nuevas propuestas, incluyendo entre ellas las propias Constituciones, se presentaron por regla general como una suerte de «reforma» de las leyes fundamentales de la Monarquía; en segundo, además, este planteamiento obligaba a utilizar o a reproducir lógicas argumentativas que desconocían por completo la fundamentación voluntarista de las decisiones normativas, fueran éstas cuales fueran. Los ejemplos se podrían multiplicar, por lo que basta simplemente remitir a la polémica novohispánica que terminó con el famoso golpe del sector peninsular que puso punto final a las propuestas reformistas novohispanas, abriendo en parte el camino a la «otra rebelión»[46]. En las últimas décadas la historiografía se ha tomado en serio el análisis del componente historicista, por no decir directamente tradicional, de los discursos políticos que ocuparon el espacio creado por la crisis de la Monarquía tanto en

[41] M. Lorente, «Esencia y valor del constitucionalismo gaditano».

[42] F. de Solano, *Cuestionarios para la formación de las Relaciones Geográficas de Indias*.

[43] P. Rosanvallon, *L'État en France*.

[44] J. Álvarez Junco, *Mater dolorosa*.

[45] Lo que sin duda creará innumerables problemas. En este sentido, ver S. Serrano, *¿Qué hacer con Dios en la República?*

[46] E. Van Young, *La otra rebelión*.

su versión gaditana, cuanto en las distintas americanas[47]. Atrás quedaron, pues, las interpretaciones que veían en la utilización de la historia por parte de los diferentes sectores radicales, o mejor, liberales, una suerte de estrategia ocultadora de sus verdaderas intenciones constituyentes, las cuales, en el concreto caso gaditano, tenían además una «connotación antifrancesa» muy necesaria cuando los ejércitos napoleónicos amenazaban con destruir hasta la raíz cualquier vestigio de la «libertad de la nación» encarnada en sus antiguas leyes. Pero una vez dicho esto ¿en qué se ha materializado este cambio de actitud historiográfica?

La primera consecuencia de este cambio de percepción en la lectura ha sido comprobar que la idea de la antigua constitución, que en nuestros términos bien puede traducirse por constitución material, fue la dominante en primer momento de la crisis. Y es que excepción hecha de algunas propuestas radicales, la mayoría de quienes participaron en el debate sobre la regeneración de la Monarquía sostuvieron que aquélla pasaba bien por la «recuperación» de las libertades perdidas, bien por el fortalecimiento de las ya existentes. En este último sentido, el caso navarro resulta particularmente significativo[48], aun cuando otros, cuales fueran por ejemplo el vasco[49], el asturiano[50] e, incluso, el americano[51], no le fueron precisamente a la zaga. En todo caso, hacer cuadrar el binomio regeneración de la Monarquía/recuperación de las leyes fundamentales requería de mucha inventiva[52], entre otras cosas porque estas últimas si por algo se caracterizaron fueron por su particularismo, opuesto por completo a la nueva idea de generalidad de la ley. Así pues, también la Monarquía pudo disponer de tantas constituciones como territorios estuvieran dispuestos a considerar que la tenían, por lo que a nadie puede extrañar que el muy particular Teresa de Mier reivindicara la propia para América[53].

Sin duda, tomarse en serio la fundamentación historicista del o de los discursos políticos hispánicos nos ha conducido, de una vez por todas, a dejar de forzar la historia. Sin embargo, algunos historiadores han ido más allá, intentando «reconstruir» el tránsito entre las inaprehensibles leyes fundamentales y las constituciones escritas, actuando para ello como si de los protagonistas del cambio se tratasen. En este exacto sentido, resulta paradigmático el estudio realizado por Francisco Tomás y Valiente, quien analizó con exhaustividad el ir y venir de los materiales utilizados por la comisión de Constitución a los

[47] Sobre las primeras reivindicaciones autonomistas, ver la ya clásica obra de J. E. Rodríguez, *La independencia de la América española*, así como la más reciente de J. Mª Portillo Valdés, *Crisis atlántica.*

[48] J.-B. Busaall, *Las instituciones del Reino de Navarra.* Un excelente análisis de las «libertades» navarras preconstitucionales en R. García Pérez, *Antes leyes que reyes.*

[49] B. Clavero, «Constitución en común entre cultura y escritura»; Id., «Intrigas de Trifón y Anastasio». Sobre la cultura foral previa, ver J. Mª Portillo Valdés, *Monarquía y gobierno provincial.*

[50] C. Muñoz de Bustillo, «De Corporación a Constitución».

[51] M. Bellingeri, «De una constitución a otra».

[52] B. Clavero, «Cortes tradicionales e invención».

[53] Fray S. T. de Mier, *Historia de la Revolución.*

efectos de redactar el proyecto que se presentaría a la discusión de las Generales y Extraordinarias reunidas en Cádiz. A pesar de que las Actas de otros constituyentes resultan por regla general mucho menos locuaces que el material gaditano, un examen similar podría abordarse en los distintos constituyentes americanos. Este tipo de operaciones responden, grosso modo, a la interrogante sobre cuánto derecho colonial se elevó a categoría constitucional en proyectos y Asambleas. Mas, con independencia del enorme valor que tienen o pueden tener este tipo de análisis, sin embargo se puede considerar que conducen al fracaso ya que reproducen las dificultades de los primitivos constituyentes: así, los historiadores de hoy se ven obligados a luchar contra los «listados» de leyes antiguas, que van desde el Fuero Juzgo a la Novísima Recopilación, pasando por la de Indias de 1680 y por tantos más, al igual que tuvieron que hacer los constituyentes antiguos[54]. Éstos, con rapidez, se dieron cuenta de lo imposible de la tarea, por lo que sólo fue posible recurrir «al espíritu» de las leyes antiguas, siendo así que dicho espíritu no sirve, por definición, para imponer limitaciones a la voluntad de la Asamblea por su falta de certeza[55].

Llegados a este punto, que conduce hoy al mismo callejón sin salida del pasado, la historiografía suele contentarse con dar cuenta del problema, añadiendo en ocasiones que los constituyentes hispánicos mezclaron conceptos de constitución, que confeccionaron productos híbridos, que nuevas y viejas formas convivieron… y que, además, todo ello presentó especiales características en los diferentes territorios que antaño formaron parte de la monarquía católica[56]. Sin duda, no les falta razón a quienes mantienen estas posturas, no obstante lo cual creo que hay una vía de análisis que delimita con mayor precisión la relación existente entre constitución material y constitución formal en el constitucionalismo hispánico nacido de la crisis de 1808, a saber: el estudio de los mecanismos diseñados en la propia normativa constitucional que tuvieron por objeto la resolución de los conflictos creados por el mantenimiento de un orden jurídico antiguo, en parte indisponible y basado en el privilegio[57], y los nuevos órdenes de gobierno creados por las Constituciones.

III. — ANTIGUAS LEYES Y NUEVAS CONSTITUCIONES: UNA PROPUESTA DE ANÁLISIS

El punto de partida de la presente propuesta tiene mucho de afirmación apodíctica, a saber: la historia constitucional sólo sirve en aquellos lugares en los cuales dicha historia está viva, en el sentido de que es utilizada para gestionar

[54] La cuestión ya se había planteado a lo largo del Setecientos: J. Vallejo, «De sagrado arcano a constitución esencial».

[55] Ya lo había advertido por cierto un sabio afrancesado: J. Sempere y Guarinos, *Observaciones sobre las Cortes.*

[56] Un ejemplo en N. Goldman, «El concepto de "Constitución" en el Río de la Plata».

[57] C. Garriga, «Orden jurídico y poder político».

un orden institucional. En el caso de la monarquía católica, los territorios con constitución viva se reducían casi exclusivamente al navarro y a las provincias vascas, con independencia de que en el resto de los territorios la uniformidad no fuera precisamente el elemento definidor de los mismos. Con todo, el discurso foral navarro y provincial vasco sostenía que estos territorios habían sido incorporados a la Corona de Castilla manteniendo sus derechos e instituciones, considerados por tanto previos a la incorporación; cierto es que hubo intentos a lo largo del XVIII por parte de otros territorios —gallegos, asturianos y cántabros— para lograr una asimilación, pero no resultaron especialmente exitosos. En otro orden de cosas, los territorios aragoneses habían perdido sus particulares «constituciones» en la guerra de Sucesión, con independencia de que los famosos Decretos de Nueva Planta no tratasen por igual a Valencia o a Cataluña. Y ya para finalizar, la incorporación de las Indias a la Corona de Castilla fue accesoria, lo cual supuso que no se planteara la existencia de un derecho previo anterior[58]. Así las cosas, la imaginería constitucional hispánica resultaba no sólo muy limitada, sino esencialmente heterogénea, por lo que en definitiva sólo servía bien para alimentar la retórica regeneradora[59], bien para reforzar el discurso foral[60]. Este último, sin embargo, no sólo se mantuvo durante mucho tiempo[61], sino que incluso ha llegado hasta la actualidad por cuanto que en la disposición adicional primera de la Constitución de 1978 se afirmó:

> La Constitución ampara y respeta los derechos históricos de los territorios forales. La actualización general de dicho régimen foral se llevará a cabo, en su caso, en el marco de la Constitución y de los Estatutos de Autonomía[62].

Esta situación tuvo importantes consecuencias a lo largo del setecientos. La Monarquía adoptó un lenguaje u otro dependiendo del reconocimiento que del derecho e instituciones propias hiciera, con independencia del sentido que finalmente adoptase en sus decisiones. Así, por ejemplo, en la polémica sobre el traslado de las Aduanas en la Navarra del XVIII, que enfrentó al reino con el monarca, este último tuvo por fuerza que asumir la argumentación foralista, basada esencialmente en la naturaleza de pacto de la relación entre el reino y el monarca. Sin embargo, en la famosa reforma de las Intendencias americanas[63], que desbordaba con mucho la problemática del traslado de las Aduanas, no hubo lugar para ningún discurso similar, con independencia de que, como bien es sabido, la gran obra de Gálvez no llegó a implantarse en numerosos lugares, siendo así que en estos últimos la justificación del fracaso se expresó en términos de conveniencia y no precisamente de derecho. Lo mismo podría decirse

[58] ID., «Las Audiencias».

[59] F. X. BORRUL Y VILANOVA, *Discurso sobre la Constitucion*.

[60] B. RAMÓN DE HERMIDA, *Breve noticia de las Cortes*.

[61] C. RUBIO POBES, *Fueros y constitución*.

[62] *Constitución española de 1978*.

[63] H. PIETSCHMANN, *Las reformas borbónicas*.

de la ocupación de cargos por naturales, ya que mientras que en las provincias vascas o en Navarra la cuestión ni siguiera llegó a plantearse, en América se convirtió en una de las grandes afrentas que alimentó el patriotismo criollo[64]. No es, pues, casualidad, que los ejemplos peninsulares alimentasen un particular «sueño criollo» del que José María Portillo ha dado cumplida cuenta[65].

En definitiva, a las alturas de 1808 existía una doble imaginería constitucional, una fuerte por cuanto que estaba viva, y otra débil que, en todo caso, estaba apoyada en los principios del derecho común compartidos a uno y otro lado del Atlántico que limitaban el supuesto absolutismo del Monarca[66], no obstante lo cual debe hacerse hincapié en que ambas estaban basadas en la idea de cooperación y no de conflicto. En todo caso, la historia no pudo constituirse en límite para la Constitución por derecho propio, por lo que la incorporación de elementos tradicionales a las Constituciones fue un producto de la voluntad expresada en estas últimas, lo cual, a su vez, permitió mantener un tipo de argumentación constitucional de corte historicista.

Es justamente desde esta perspectiva que se pueden analizar esos mecanismos de rechazo creados, o simplemente imaginados, por las primeras Constituciones hispánicas a los que antes hice referencia. Todas las Constituciones hispánicas mantuvieron la vigencia del orden normativo de la Monarquía, aun cuando, eso sí, añadieron un doble condicionamiento, a saber: en primer lugar, que dicho orden no contradijera los nuevos principios consignados en las nuevas Constituciones y, en segundo, que dicha vigencia se agotaría en tanto en cuanto se realizara la reforma de la legislación, la cual, en numerosas ocasiones, pasaba por la codificación. Ahora bien, ¿cómo podía determinarse que tal o cual disposición antigua contradecían tanto la letra como el espíritu de los nuevos preceptos constitucionales? Resumiendo mucho, puede afirmarse que todas las Constituciones hispánicas, con la gaditana a la cabeza, entendieron que la única forma de establecer el primado de una nueva era constitucional pasaba por el control de las personas, que no de los actos, de las diferentes autoridades públicas. Para alcanzar tal objetivo establecieron una serie de mecanismos e instituciones cuya aparente heterogeneidad no nos debe engañar: así, prácticamente todos los Senados creados por las primeras Constituciones americanas fueron una suerte de tribunales, siendo así que aun cuando al otro lado del Atlántico la Constitución gaditana no creó un Senado similar, estableció un procedimiento cuyos resultados eran similares, si no idénticos, a los americanos.

El control de las autoridades públicas entendido como única forma de asegurar la vigencia de la Constitución frente a la historia, o, dicho de otra manera, las nuevas decisiones políticas frente a la tradición, se apoyó en una serie de elementos que resultaron ser prácticamente idénticos a uno y otro lado del

[64] M. Burkholder y D. S. Chandler, *De la impotencia a la autoridad*. Una perspectiva más general sobre la degradación del paradigma castellano de justicia en América en E. Martiré, *Las Audiencias*.

[65] J. Mª Portillo Valdés, *El sueño criollo*.

[66] A. Agüero, «Las categorías básicas».

Atlántico. Así, en primer lugar, los acusadores pudieron ser tanto individuales como colectivos, de la misma manera que todas las autoridades unipersonales o pluripersonales pudieron hacerlo. En segundo lugar, los acusados fueron personas físicas con autoridad, por cuanto que en ningún momento se planteó la creación de mecanismos de resolución de conflictos entre poderes. En tercer lugar, los actos denunciables, digámoslo así, inconstitucionales, fueron numerosísimos, ya que cualquier manifestación documental de una actividad de poder, fuese normativa o no, pudo ser sindicada al entenderse como una proyección de la persona del acusado: en este sentido, leyes, reglamentos, sentencias, autos de prisión, repartimiento de tasas, organización de elecciones… y un largo etcétera pudieron ser llevados ante la instancia correspondiente. Y, finalmente, en cuarto, el parámetro fue por regla general la Constitución, lo que supuso que tanto su inaplicación —p. ej. el mantenimiento del tributo—, su distorsión —cualesquiera infracción electoral—, los conflictos generados por su aplicación —entre nuevas y antiguas normas e instituciones como por ejemplo las prioridades honoríficas o el choque entre normativa preconstitucional y dictados constitucionales—, pudieron ser objeto de reclamos, los cuales, por cierto, no se diferenciaron mucho de los ya conocidos[67].

Pudiera parecer que el anterior cuadro procede poco más o menos de un manual de derecho constitucional actual; sin embargo, puede sintetizarse valorándolo así: el constitucionalismo hispánico reformuló los antiguos procedimientos de control de las autoridades públicas —residencias, pesquisas, visitas—, comprendiéndolos como los únicos mecanismos que aseguraban la separación o división de los poderes. No obstante, los antiguos procedimientos de control provenían de aquella cultura política en la que he afirmado primaba la idea de cooperación, por lo que la exigencia de responsabilidad se consideraba el último de los recursos. Por el contrario, el constitucionalismo hispánico convirtió los nuevos procedimientos en el primero de los remedios, formalizando así en términos jurídicos un campo tendencialmente conflictivo. No nos debe extrañar, pues, que cuestiones tales como el gobierno parlamentario o el establecimiento de una administración jerarquizada no cupiesen en este particular constitucionalismo: así, por ejemplo, la institucionalización que del juicio de residencia hizo la Constitución de Cundinamarca (y la mayoría de las neogranadinas) afectó también a los miembros de las legislaturas, destrozando así la libertad del legislativo; en otro orden de cosas, la Constitución gaditana entendió que el cumplimiento de cualesquiera órdenes ministeriales inconstitucionales responsabilizaba a toda la cadena de mando, y no sólo al secretario que las dictó, por lo que resultó completamente imposible «proteger» lo que andando el tiempo se denominará actos administrativos.

El «modelo» constitucional que puede inferirse de los primeros textos hispánicos fracasó por el escaso tiempo en el que unos y otros estuvieron vigentes. Ahora bien, de haberse mantenido, hubiera entrado en un proceso progresivo de

[67] M. Garrido, *Reclamos*.

anulación de las antiguas leyes, y, por tanto, de los antiguos privilegios: los mecanismos de responsabilidad de las autoridades públicas permitían, en definitiva, la derogación de la historia. Sin embargo, dichos mecanismos no sólo tuvieron una naturaleza conflictiva, sino que además alimentaban la parálisis institucional en tanto en cuanto dejaban poco espacio a la gobernabilidad. Arriesgando, quizás, demasiado, bien puede afirmarse que las constituciones que vieron la luz inmediatamente después de la crisis de la Monarquía eran incapaces por sí mismas de crear Estado, siempre y cuando, claro está, que consideremos que la organización política de la monarquía católica no puede en ningún caso asimilarse a tal formación a menos que se descontextualice su lectura[68].

FUENTES

Actas de la Junta de diocesanos reunida en Mejico en el año de 1822. Sobre el juramento del artículo VII de la Constitución de Jalisco, en *Colección Eclesiástica mexicana*, México, Imprenta de Galván, 1834, t. I [disponible en Internet: http://biblio2.colmex.mx/bibdig/ecles001/contenido.hm].

Actas públicas de las Cortes Extraordinarias desde el 24 de septiembre hasta enero de 1811, texto manuscrito que se encuentra en el Archivo del Congreso de los Diputados, SA, t. I, f°s 2v^{o} y 3r^{o}.

Argüelles, Agustín de, *Examen histórico de la reforma constitucional que hicieron las Cortes generales y extraordinarias que se instalaron en la Isla de León el 24 de septiembre de 1810 hasta que se cerraron en Cádiz el 14 de septiembre de 1813*, Londres, Carlos Wood e Hijo, 1835.

Borrul y Vilanova, Francisco Xavier, *Discurso sobre la Constitucion que dio al Reyno de Valencia su invicto conquistador el Señor D. Jayme primero,* Valencia, Imprenta de Benito Monfort, 1810.

Burke, Edmund, *Reflections on the Revolution in France*, Londres, J. Dodsley, 1790.

Constitución española de 1978 [disponible en Internet: http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/constitucion.html#i].

Duque de Almodóvar, *Constitución de Inglaterra*, estudio preliminar, transcripción e índices de Jesús Vallejo, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales - Boletín Oficial del Estado, 2000.

Mier, Fray Servando Teresa de, *Historia de la Revolución a la Independencia*, México, IMSS, 1980 (ed. facsimilar).

Motivos que han obligado al Nuevo Reyno de Granada á reasumir los derechos de la soberanía, remover las Autoridades del Antiguo Gobierno, é instalar una Suprema Junta baxo la sola dominación, y en nombre de nuestro Soberano Fernando VII, y con independencia del Consejo de Regencia, y de qualquiera otra representación, Santafé de Bogotá, Septiembre 25 de 1810.

[68] A. M. Hespanha, *Vísperas.*

PAINE, Thomas, *The rights of man* [1791], Nueva York, Doubleday, col. «Dolphin Books», 1961.

RAMÓN DE HERMIDA, Benito, *Breve noticia de las Cortes, gobierno, ó llamese Constitucion del Reyno de Navarra,* Cádiz, Imprenta de Niel hijo, 1812.

SEMPERE Y GUARINOS, Juan, *Observaciones sobre las Cortes y sobre las leyes fundamentales de España,* Granada, Imprenta de D. Manuel Moreno, 1810; Madrid, Biblioteca Nueva, 2007.

SOLANO, Francisco de, *Cuestionarios para la formación de las Relaciones Geográficas de Indias. Siglos XVI-XIX*, Madrid, CSIC, 1988.

TERRERO, Vicente, *Concordia y armonía de la Constitución política de la monarquía española promulgada en Cádiz en 19 de marzo de 1812 con la religión*, Cádiz, Imprenta de Hércules, 1820.

VILLANUEVA, Joaquín de, *Las angélicas fuentes ó el Tomista en las Córtes,* Cádiz, Imprenta de la Junta de Provincia en la Casa de Misericordia, 1811.

ZABALETA, Domingo de, *Exhortacion cristiana dirigida a los hijos y habitantes de Buenos-Ayres el 30 de Mayo de 1810 en la solemne acción de gracias por la instalación de su Junta Provisional de Gobierno,* Buenos Aires, Real Imprenta de Niños Expósitos, 1810.

DECLARAR LA INDEPENDENCIA

PROCLAMACIONES, ACTOS, DECRETOS Y TRATADOS EN EL MUNDO IBEROAMERICANO (1804-1830)

Jordana Dym
Skidmore College, Saratoga Springs

El Bicentenario de las Independencias Hispanoamericanas ha incitado una generación entera de historiadores a volver a estudiar los actores, las ideas y los eventos que transformaron las provincias del Imperio español en Estados independientes. Sin embargo, a pesar de la atención prestada a las elecciones, a la «cultura impresa», a la esfera pública y a los demás ámbitos de la actividad política, así como el desarrollo en el medio hispánico de la historia conceptual, los documentos que reclaman o afirman la soberanía, la libertad o la independencia de los nuevos Estados no forman parte del debate en cuanto textos jurídicos y políticos[1].

Tal falta de interés se explica fácilmente. A nivel estructural, las fuentes originales eran difíciles de consultar más allá de las fronteras nacionales hasta la rápida difusión de fuentes primarias por Internet[2]. Tal vez por su multiplicidad, o por su estilo lacónico o utilitario, o debido a un desconocimiento general por parte del público, las proclamaciones de independencia hispanoamericanas no han suscitado el mismo interés que el consagrado a la muy famosa declaración del Congreso Continental en 1776[3]. Es también cuestión de contenido: algunas actas hispanoamericanas, celebradas como iniciadoras de la libertad política, ni siquiera mencionan la independencia entre sus objetivos. Aunque se haya

[1] Existe una inmensa bibliografía sobre la «revolución en soberanía» del mundo hispánico. Se puede empezar con F. X. Guerra, «De la política antigua a la política moderna»; A. Annino, «Soberanías en lucha»; J. C. Chiaramonte, *Nación y Estado en Iberoamérica*; M. Chust Calero (ed.), *1808: la eclosión juntera*; M. Chust y A. Serrano (ed.), *Debates sobre las independencias iberoamericanas*.

[2] Además, la existencia de equipos internacionales como «Iberconceptos», incorporando a historiadores de todas las regiones, no dejan de ser un fenómeno reciente. Javier Fernández Sebastián, Iberconceptos, www.iberconceptos.net. Véase por ejemplo el número 45 de la revista *Jahrbuch für Geschichte Lateinamerikas* (diciembre de 2008) que cuenta con artículos de unos miembros de este equipo sobre conceptos políticos como república, federación, y ciudadanía, con una visión transnacional.

[3] Véase P. Maier, *American Scripture.* Sobre el impacto del texto norteamericano, véase *Journal of American History*; D. Armitage, *The Declaration of Independence*; Id., «Declarando Independencias»; D. Armitage *et alii,* «Critical Forum».

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 81-100.

hablado de la «máscara de Fernando VII» para explicar este fenómeno, hay que recalcar que un movimiento autonomista antecedió el proceso independentista[4], de tal modo que algunas actas, inmortalizadas como de independencia, tal vez no lo fueron en su momento. Otras, como la Declaración de Caracas el 5 de julio de 1811, revelan una impronta tan fuerte del documento norteamericano, que se podrían interpretar como una respuesta a la emulación de aquél[5]. Existen algunos documentos que intentan establecer la independencia sin lograrlo, y quedan por tanto excluidos del corpus, o bien no son actas, sino manifiestos, decretos, bandos u otros instrumentos textuales del sistema jurídico y político hispanoamericano[6]. Por ende, algunos de estos textos señalan problemas que van a complicar la formación de los Estados nacionales, por insistir, no tanto en la independencia respecto a España, sino respecto a potencias rivales regionales.

Por estas razones, hasta hace muy poco[7], los textos hispanoamericanos no han sido estudiados como un corpus interesante por su valor jurídico, político o simbólico. Todavía hace falta comparar documentos similares, tales como actas, decretos y demás textos, que acuerdan, declaran y proclaman la independencia, para analizar cómo las instituciones políticas definen o vuelven a definir los conceptos de democracia, de política, de independencia y de soberanía, desde las decisiones iniciales en pro de la independencia hasta la consolidación de gobiernos ejerciendo la soberanía sobre territorios específicos.

A la hora de preguntarse cómo clasificar un acta de independencia, se recalca una gran variedad de documentos, producidos en momentos muy distintos, unos en que se requerían nada más que declaraciones de principio, y otros de guerras encarnizadas con la metrópoli o las potencias regionales. En este ensayo, no se pretende ofrecer un recorrido completo de los diferentes documentos y períodos, ni analizar las complejidades de los distintos casos, sino sugerir algunas pistas surgidas de la comparación. Al considerar los textos como un corpus homogéneo, no tanto por el espacio o el momento de su producción, sino por su intención, se puede comprobar su coherencia a nivel de su contenido y contexto de producción. A continuación se tomará en cuenta

[4] M. A. Landavazo, *La máscara de Fernando VII*; J. Mª Portillo Valdés, *Crisis atlántica.*

[5] Sin embargo, hasta David Armitage, quién estudia la influencia global del acta norteamericana, reconoce que los pueblos hispanoamericanos no copiaron directamente ni las ideas ni la forma, sino que adaptaron sus propios modelos e instituciones legales y políticas, además de leer y considerar formas alternativas de proclamación del derecho de la soberanía. Veáse D. Armitage, «Declarando independencias».

[6] Will Fowler ha desarrollado un magnífico proyecto sobre los pronunciamientos en México entre 1821-1876, incorporando los tres textos fundamentales de 1821 —el plan de Iguala, el acta de independencia, y el tratado de Córdoba— bajo el mismo título. Veáse W. Fowler, «The Pronunciamiento in Independent Mexico».

[7] Carole Leal ha destacado el papel de las actas al abordar «el problema del origen del nuevo pacto político» en el debate sobre la independencia caraqueña en mayo-julio de 1811 (C. Leal Curiel, «¿Radicales o timoratos?»). En septiembre de 2010 tuvo lugar en México un congreso dedicado a las actas de independencia en el mundo atlántico. Veáse A. Ávila, J. Dym y E. Pani (coords.), *Las declaraciones de independencia*.

la periodización y la «serialización» de las actas, para analizar luego los puntos principales de su contenido y terminar con los casos que se consideran verdaderamente «excepcionales».

I. — PERIODIZACIÓN Y «SERIALIZACIÓN» DE LAS ACTAS

Los documentos considerados como «actas» o «declaraciones» de independencia en Hispanoamérica varían según el momento de su producción. Las primeras se emitieron en el contexto de la crisis de la monarquía española de 1808, cuando los cabildos municipales y las juntas regionales de los territorios americanos reclamaron su autonomía política y económica en el marco del *vacatio regis.* Entre éstas destaca el acta de Quito, de agosto de 1809, que aparece como la «primera» acta de independencia, a pesar de que, como las de Bogotá (1810) y León de Nicaragua (junio de 1811), formó una junta sin separarse explicita o jurídicamente de España. La mayoría de las actas recordadas como momentos fundamentales de independencia se registran entre 1811 y 1825, durante el esfuerzo realista por oponerse militarmente a los patriotas, constituyendo el documento «inaugural» de este período la declaración de Venezuela de julio de 1811. En aquel entonces, a las actas de los cabildos y de las juntas se añaden las declaraciones y los decretos de los congresos de representantes.

Las actas generadas en la época inicial (1808-1810) son, en su mayoría, el producto de las instituciones y grupos de poder tradicionales, quienes representaban sus reclamos con actas firmadas, juramentos, misas con *Te Deum*, proclamas y bandos que hacían circular, principalmente en el ámbito de la jurisdicción. Estas actas, como las que reconocieron la asunción del nuevo rey, eran fuentes de derecho, dejando constancia de las decisiones tomadas y de los cambios de autoridades. Sin embargo, si bien las actas del Antiguo Régimen marcaban la transferencia de poder dentro de un mismo sistema de gobierno, los hechos narrados en las actas de independencia señalan una transformación política y, a veces, social. Como actas, indican el lugar, la fecha y los nombres de los concurrentes, narran la discusión y «acuerdan» la decisión tomada, que puede incluir disposiciones tales como informar, consultar o destituir autoridades, nombrar juntas o representantes a congresos locales o regionales, o llamar a elecciones, acuñar medallas, y organizar juramentos, misas, u otras manifestaciones públicas de ratificación y compromiso general. Estos textos no se dirigen a las autoridades españolas para su confirmación o autorización, aunque en muchos casos, desde el principio, circulan con manifiestos o bandos enviados a los pueblos de la jurisdicción afectada y/o a los territorios circunvecinos, hasta destinarse a todos los cabildos de América y potencias extranjeras para solicitar su reconocimiento.

A partir de 1810, los nuevos organismos también elaboran instrumentos y documentos, aunque las actas producidas por los ayuntamientos sigan hasta 1903, momento en que el cabildo de Panamá emite el último acta de

independencia hispanoamericana. Por lo general, a partir de 1811, las juntas y luego los congresos y asambleas, compuestos de diputados elegidos por sus comunidades, dictaron decretos y declaraciones que exigían el derecho de ser representados equitativamente en las Cortes de la monarquía española, llamadas para el otoño de 1810. Además, reclamaban el ejercicio de la soberanía interna, de cara a nombrar a sus autoridades gubernativas hasta que se terminara la crisis, enfatizando su derecho a estar representados y a dar su consentimiento a su gobierno. A corto plazo, estos grupos iban a poner el énfasis en una independencia política y absoluta de la Monarquía. El primer documento que, en este sentido, marcaba una ruptura con la tradición previa de las actas era la declaración de independencia de Venezuela, fechada el 5 de julio de 1811, que adoptaba la forma y una parte del contenido del acta norteamericana.

Aunque las actas iniciales inauguraban un período de luchas, unas internas y otras entre los independentistas y los militares realistas y españoles, la mayoría de los países nacidos del derrumbe del Imperio no declararon su independencia hasta el restablecimiento de la monarquía borbónica en 1814 y la derogación de la Constitución de 1812. La verdadera ola de textos independentistas empieza en 1816, iniciada por el «acta de independencia» del Congreso de Tucumán en el que los representantes «de los Pueblos» que forman dicho congreso «aclaman [su voluntad] que las Provincias de la Unión fuesen una nación libre e independiente de los reyes de España y su metrópoli». Muchos textos de la segunda fase «publican, declaran y ratifican» su voluntad. Aunque pueda circular como «acta», dentro del texto, los participantes «declaran» la decisión y con esta declaratoria, toman el vocabulario y la forma de «declaraciones» de independencia[8]. A partir de esta fecha, algunos nuevos países adoptan actas, decretos y declaraciones escritos por congresos constituyentes, asambleas legislativas y jefes de gobierno, con el propósito de que aquellos textos circulen y tengan influencia tanto en el interior como en el exterior.

Como parte del proceso de independencia hacia la «madre patria», muchos territorios experimentan «independencias internas» en las que, además de separarse de su metrópoli, expresan su decisión de cambiar o volver a negociar la afiliación política decidida previamente por la Corona. Entre 1810 y 1825, las autoridades en Buenos Aires, Quito, México, y Guatemala lucharon para convencer respectivamente a Córdoba, Guayaquil, Tejas y León (Nicaragua), y Comayagua (Honduras), entre otros, de adherir a sus proyectos y renunciar por lo tanto a seguir su propio camino político. El proceso independentista se transforma en proceso de separaciones a partir de los años 1830, cuando las grandes federaciones como Gran Colombia, las Provincias del Sur y Centroamérica, se separan para formar países soberanos. A su vez, se producen «Independencias externas» en los casos de Uruguay, de la República Dominicana, Cuba y Panamá, justificando no solamente la separación de España sino, más bien, la indepen-

[8] Tucumán, «El Acta de la Declaración de la Independencia Argentina, 9 de julio de 1816», y Chile, «Bando de 18 de septiembre de 1810 en que se publicó la instalación de la Junta Provisoria de Chile, su organización y facultades».

dencia absoluta respecto a Brasil y Portugal en 1825, de Haití en 1844 (y luego de los Estados Unidos en 1902), y, por fin, de Colombia en 1903.

Tanto la forma como el formato de estos textos sufren notables variaciones. El texto de la declaración estadounidense cuenta con dos partes, la primera conformada por reclamaciones o peticiones a la corona británica, y la segunda, más operativa, en la que se declara la independencia en nombre de los Estados que son las provincias norteamericanas del Imperio británico. En cuanto a los textos hispanoamericanos, unos son largos y bien desarrollados, con preámbulos y secciones operativas, incluyendo una serie de quejas, cuando otros ofrecen nada más que unas líneas confirmando la toma de decisión por un grupo de responsables políticos. Este formato corto existe tanto para actas o acuerdos firmados por miembros de una junta gubernativa o de un cabildo (México 1821, Perú 1821), como por un jefe de Estado (Chile 1818) o un congreso (Tucumán 1816).

Una parte de la ratificación se funda en la firma del acta o de la declaración de los participantes de las juntas y de los congresos. Muchas de ellas prevén un «proceso público de juramento y ceremonias religiosas» primero para los firmantes, y luego para las corporaciones y los habitantes: estos juramentos tienen como función comprometer el pueblo con el nuevo gobierno. Algunas actas —como las de Chile en 1810 y Tucumán en 1816— incorporan en su texto la fórmula del juramento, y la evolución del contenido entre ambos textos refleja el proceso de transición desde el autogobierno hacia la independencia absoluta[9]. Mientras el acta chilena tiene como fórmula:

> ¿Jura Usted defender la patria hasta derramar la última gota de sangre, para conservarla ilesa hasta depositarla en manos del señor don Fernando VII, nuestro soberano, o de su legítimo sucesor; conservar y guardar nuestra religión y leyes; hacer justicia y reconocer al supremo Consejero de Regencia como representante de la majestad Real?,

la declaración de Tucumán pregunta a los representantes «¿Si quieren que las provincias de la Unión fuesen una nación libre e independiente de los reyes de España y su metrópoli?»[10].

Como se ha visto hasta entonces, es posible, a este nivel general, contar la historia de un proceso que lleva a los territorios hispanoamericanos a afirmar su cambio de estatus político, primero por medio de gritos y actas, y luego por declaraciones y decretos. Sin embargo, varios factores complican el análisis de un cuerpo documental que, en muchos casos, beneficiaba (o padecía, según el punto de vista) de lo que se puede considerar como un efecto de «serialización» de los productos, en este caso de los textos. En efecto, en casi todos los territorios, no bastaba con escribir un acta, en una ciudad capital en un momento

[9] Si bien algunos diputados consideraban el juramento innecesario, por haber jurado ya obediencia y reconocimiento al Congreso, obligando así sus provincias a reconocer sus disposiciones, otros pensaban que ayudaba a consolidar un proyecto frágil. Veáse M. Ternavasio, «Los laberintos de la libertad».

[10] Tucumán, «El Acta de la Declaración de la Independencia Argentina, 9 de julio de 1816».

dado, de promulgarla con un bando o un manifiesto aclaratorio dirigido a los pueblos vecinos, y observar el proceso independentista desarrollarse tranquilamente, con las jurisdicciones menores subscribiéndose a las decisiones centrales, o mandando a sus delegados a los congresos convocados por ellas. Al contrario, en algunos casos como el de Guatemala, los pueblos alejados del centro fueron los que iniciaron el proceso, y tanto allí como en los territorios que formarían los Estados de Colombia, Ecuador y Argentina, muchas provincias rechazaron el poder central, escribiendo sus propias actas, o, como en Costa Rica, anticiparon la necesidad de reincorporar su propia provincia por «legados de todos los pueblos que la componen», quienes adoptaron un nuevo pacto social[11].

Además, la «serialización» de las actas no se refiere únicamente a la experimentación, por parte de muchas provincias, de actas provenientes de distintas ciudades y pueblos de su comarca, ni significa que muchos territorios promulgaran actas de cabildos, cabildos abiertos, juntas de gobierno, congresos y ejecutivos. La base documental se complica porque en muchos casos, las juntas o los congresos, además de declarar un cambio de gobierno o la independencia absoluta, emitían también bandos de gobierno o manifiestos para acompañar las actas jurídicas que por si solas, en muchos casos, carecían de la exposición de los «motivos y la justicia de su causa»[12]. Complementando las actas jurídicas con actas políticas, los autores de estos textos dirigían a los pueblos y a las autoridades alejadas una explicación del contexto y una cronología más detallada de los acontecimientos. Es en estos documentos, como lo ha mostrado Marcela Ternavasio, donde se puede destacar la lógica política que algunos lamentan no encontrar en las actas mismas[13].

En última instancia, cabe rescatar que el proceso de producción de un acta de independencia —llamar a un cabildo extraordinario o convocar un congreso, discutir los documentos o acontecimientos relevantes, redactar y firmar el texto, hacerle circular con su bando o manifiesto, y organizar el reconocimiento del pueblo en unas ceremonias especiales con misas y juramentos— daba también lugar a une serie de eventos que involucraban plenamente el nuevo actor de la soberanía: el pueblo.

II — LOS PUEBLOS EN LAS ACTAS

Los autores de las actas de independencia son los hispanoamericanos mismos, tanto los políticos o intelectuales que inspiran a los que escriben y firman las actas, cuando no participan directamente en su redacción, como «los pueblos» o «el pueblo» en cuyo nombre se declara la independencia. Las actas nos dicen quiénes son los responsables de su redacción y cuáles son los pueblos implica-

[11] Costa Rica, «Proyecto de Pacto Social Fundamental Interino».

[12] Quito, «Manifiesto del Pueblo de Quito, 10 de agosto de 1809».

[13] M. Ternavasio, «Los laberintos de la libertad».

dos, de tal manera que mirándolos individualmente, se puede reconstituir el contexto local o regional, mientras que considerándolas todas en su conjunto —desde la primer acta en Quito hasta la última en Panamá— se infiere que el carácter «participatorio» de las actas es general.

En primer lugar, los detalles sobre los participantes abundan en los textos, aunque cambian con el tiempo. En muchas de las actas iniciales, los textos señalan las clases de participantes —miembros del clero, militares, cabildantes, oficiales reales, cuando no «vecinos honrados» (San Salvador, 1811) y «padres de familia» (Quito, 1809)[14]—. La semejanza en la composición de las juntas no es coincidente. Debido a que la partida segunda de Alfonso el Sabio identifica los participantes como «los mayorales del reino, así como los prelados, e ricos homes, e los otros homes buenos y honrados de las villas»[15], éstos son los individuos llamados a participar en los cabildos abiertos. Al incluir al «pueblo» en el proceso, en algunos casos se extiende la participación en los cabildos abiertos. Esta tendencia disminuye al pasar de juntas a congresos: éstos últimos están conformados por unos representantes «de los pueblos», «de los barrios» o «del pueblo» que son iguales por su carácter electivo, razón por la cual no se identifican por su etnia o clase social, sino por sus títulos profesionales: doctor, cura presbítero, etc.

Más interesante aun, a pesar de la diversidad de las clases étnicas en el Imperio español, pocos textos la distinguen. Existen referencias en algunas actas: Bogotá en 1810 autoriza al gremio de pardos a seleccionar un diputado y Tegucigalpa en 1811 incorpora a representantes «de los barrios»[16]. El plan de Iguala de 1821, por su parte, considera que «[t]odos los habitantes de la Nueva España, sin distinción alguna de Europeos, Africanos, ni Indios, son ciudadanos de esta Monarquía con opción á todo empleo, según su mérito y virtudes» (art. 12, 24 de febrero 1821)[17] y el acta guatemalteca (15 de septiembre de 1821) otorga la ciudadanía a los habitantes «de origen africano», un derecho negado por la Constitución de Cádiz, aunque las autoridades centroamericanas permitieron su participación política en muchos casos[18]. Si bien el acta de Alto Perú establece una relación con los «hermanos indígenas», sus diputados no deciden, como los del Congreso de Tucumán, traducir y publicar su declaración en quechua y aymara, para que

[14] El cabildo abierto de Santiago de Chile en 1810 consultó esta fuente. Citado en A. San Francisco, «Chile y su independencia».

[15] Citado en la arenga del teniente gobernador, doctor Joaquín de Caycedo y Cuero, al cabildo de Santiago de Cali en *Actas de formación de juntas y declaraciones de independencia*, t. I, pp. 278-288.

[16] Bogotá, «Acta, Bogotá, 20 julio 1810», pp. 23-32.

[17] México, *Plan de la Independencia de México proclamada y jurada en el Pueblo de Iguala en los días 1 y 2 de marzo de 1821* (en adelante, Plan de Iguala). En su art. 6, la Constitución de Apatzingán (1814) ya había otorgado «el derecho de sufragio para la elección de diputados […] sin distinción de clases ni países, a todos lo ciudadanos», México, *Decreto Constitucional para la Libertad de la América Mejicana. Sancionado en Apatzingán*.

[18] J. Dym, *From Sovereign Villages to National States.* En su primer acta de independencia de 1821, Santo Domingo considera igualmente como «ciudadanos del Estado […] a todos los hombres libres de cualquier color y religión que sean» («Acta constitutiva del estado independiente de la parte española de Haiti», 1° de diciembre de 1821, art. 9, en C. Mackenzie, *Notes on Haiti*, t. II, p. 228.

los ejemplares circulen ampliamente en aquel territorio e incluyan mejor a estos pueblos en el nuevo proyecto político[19]. Y aunque haya castas en todos los territorios hispanoamericanos, pocos de los textos les prestan atención.

Sin embargo los textos no solamente hablan de individuos sueltos. Otra característica es la atención prestada a la participación popular en la decisión de la independencia y la selección directa de los representantes, debido a que los autores se apropian el lenguaje de la soberanía popular. De hecho, el propósito de las actas es documentar y legitimar la transferencia del gobierno de un oficial real —un capitán general, un presidente de Audiencia, u otro— al «pueblo», representado por una junta o un cabildo abierto. Ahora bien, al principio, no existen mecanismos formales para canalizar la participación o representación del «pueblo»: en Bogotá en 1810, el acta capitular dice por ejemplo que

> en virtud de haberse juntado el pueblo en la plaza pública, [ha] proclamado por su diputado al señor don José Acevedo y Gómez, para que le propusiese los vocales en quienes el mismo pueblo iba a depositar el Supremo Gobierno del Reino (20 de julio de 1810)[20].

Pero rápidamente, se adoptan los procedimientos del cabildo abierto, en que los miembros del ayuntamiento o de la junta invitan, de una u otra manera, a los representantes de los distritos de una ciudad o de una audiencia a seleccionar y enviar a sus representantes. En Caracas, la junta creada el 19 de abril de 1810 convoca a «diputados» del clero y del pueblo, e incluso a un representante del «gremio de pardos»[21], adoptando las jerarquías del Antiguo Régimen. De la misma manera, en San Salvador en 1811, se invitan a «vecinos españoles y mulatos honrados» a un cabildo abierto[22]. Si las juntas conformadas por miembros de los cabildos abiertos siguen emitiendo actas en algunos territorios, como en Centroamérica y Alto Perú hasta 1821, en otras partes ya tienen lugar las primeras elecciones. En Quito, en 1809, son los «diputados del pueblo», vecinos seleccionados por los distintos barrios, quienes conforman la Junta[23]. En Santiago de Chile el 18 de septiembre de 1810, 450 participantes eligen a cuatro miembros de la Junta por aclamación, y a dos por pluralidad de votos con «cédulas secretas», es decir, por voto secreto, una innovación que sólo se encuentra en el caso chileno[24].

[19] J. Torre Revello, «La enseñanza de las lenguas», p. 525, n. 37.

[20] Bogotá, «Acta, Bogotá, 20 julio 1810».

[21] «Acta, Caracas, 19 abril 1810», preámbulo en H. Miranda Bastidas y H. Becerra, *La independencia de Hispanoamérica*, pp. 6-11. El texto indica que «una gran porción de [este] leal vecindario congregada en las inmediaciones […] levantó el grito, aclamando con su acostumbrada fidelidad al señor don Fernando VII y a la soberanía interina del mismo pueblo» y que «aumentándose la congregación popular y sus clamores», aceptaron nombrar diputados «para que representasen sus derechos».

[22] J. Dym, «Soberanía transitiva y adhesión condicional».

[23] Quito, «Acta de formación de la Junta Suprema de Quito, 10 de agosto de 1809», t. I, p. 127.

[24] Santiago de Chile, «Acta de la instalacion de la Escelentisima Junta Guvernativa del Reyno, 18 de septiembre de 1810».

Después de formar una junta, las ciudades con pretensiones de representar más que a su jurisdicción invocan a «los pueblos» y no solamente «al pueblo». Invitan a diputados o representantes de partidos que ambicionan incorporar, por haber formado parte de un territorio anterior (es el caso de Quito y de su antigua Audiencia)[25] o por pertenecer a la comunidad actual (Nueva España, Virreinato de la Plata, etc.). Si bien el impulso es idéntico, las distintas juntas encuentran varios mecanismos para nombrar diputados de las provincias o de las otras ciudades. Si no están dispuestos a esperar estos nombramientos, como en Santiago de Chile (1810)[26] o en Guatemala (1821), los participantes escogen a individuos nacidos en estos territorios como interinos o suplentes, siguiendo el mismo proceso que el utilizado por las Cortes de Cádiz mientras esperaban la elección de los diputados americanos[27]. En muchos casos, esta selección permanece informal. Sin embargo, preferir una selección unilateral —como lo hace Tejas en 1813[28]— es la excepción y no la regla. Cuando se llega a la etapa de formar congresos —como ocurre en Buenos Aires, en 1813 o en 1815, o en Guatemala en 1821—, las ciudades o provincias eligen a sus diputados. Después de los debates de las Cortes de Cádiz sobre la representación proporcional, en muchos casos el proceso se implementa en las Américas (Apatzingán, 1814). Es importante recalcar que la institucionalidad y la participación de las corporaciones del Antiguo Régimen se mantienen: es un pueblo entero y no un individuo quien está representado en los cuerpos políticos. Una excepción se encuentra en Chile en 1818, cuando la proclamación de la independencia señala la apertura de un «gran Registro» para que «todos los ciudadanos del Estado sufraguen por si mismos» en un libro que se archivará en el ayuntamiento de la capital.

Pero el pueblo no sólo elige, sino que además, actúa e influye en las decisiones de las autoridades. Casi todas las actas evocan un pueblo esperando en las afueras del salón donde se reúnen los que dictan o firman el acta, y en muchos casos los autores de las actas parecen formar una alianza y admirar al «pueblo

[25] El acta de Quito de agosto de 1809 indica que formarían una junta interina, compuesta además de «los representantes de los cabildos de las provincias sujetas actualmente a esta gobernación y las que se unan voluntariamente a ella en lo sucesivo, como son Guayaquil, Popayán, Pasto, Barbacoas y Panamá». Es decir, la ciudad y los distritos de la Audiencia que se descompuso debido a las reformas territoriales que crearon las intendencias.

[26] Chile, «Acta de la instalación de la Escelentisima Junta Guvernativa del Reyno, 18 de septiembre de 1810». En el acta, se decide agregar seis «vocales que fuesen interinos» hasta poder convocar elecciones para «diputados de todas las provincias de Chile».

[27] Para la participación americana en las Cortes de Cádiz, véase M. Chust Calero, *La cuestión nacional americana,* y M. L. Rieu-Millan, *Los diputados americanos en las Cortes de Cádiz.*

[28] Cuando los vecinos de Tejas intentan erigirse en estado independiente en 1813, declaran «que para evitar la confusión y demora de tomar la voz de cada un individuo del pueblo, [habrá que dar a su]… ilustre libertador, el señor don Bernardo Gutiérrez, general en jefe del Ejército Mexicano Republicano del Norte», los poderes de nombrar los miembros de la Junta que gobierne hasta la formación de un Congreso de la República Mexicana, «Acta, San Antonio de Bejar, Tejas, 6 de abril de 1813», en V. Guedea, «La Declaración de independencia de la Provincia de Texas».

sensible, dócil, cristiano y fiel de esta ciudad y su comarca» o a «los debates, las arengas, el calor, cómo las agitaciones de un pueblo inmenso, enérgico y activo». En algunos casos, si aceptamos los informes de autores de la época, el cabildo abierto puede resultar del clamor popular para una junta y la destitución del virrey (Bogotá, 1810)[29].

Son los miembros de la Junta los que firman el acta, pero el texto indica que el motor del proceso es el pueblo: al escuchar el listado de los representantes en la Junta, propuestos por el ayuntamiento y otras autoridades, «proclamó el pueblo con vivas y aclamaciones» y «tomó la voz ofreciendo [al virrey] garantías y seguridades por su persona y por su empleo; pero [diciéndole] que de ningún modo permitía saliese persona alguna de la sala sin que quedara instalada la junta…»[30]. Si bien el acta firmada en Panamá el 28 de noviembre de 1821 ilustra esta primera relación, muestra también el control de la autoridad por parte de la élite al proclamar que

> después de las más detenidas discusiones ante un numeroso pueblo, y bajo el mayor orden y concordia se convinieron y decretaron de común acuerdo [que] Panamá espontáneamente, y conforme al voto general de los pueblos de su comprensión, se declara libre e independiente del gobierno español

y que su territorio «pertenece al Estado Republicano de Colombia» en cuyo Congreso su diputado lo representará[31].

En otros casos, parece que son el miedo o la inseguridad los que motivan a los miembros de las juntas o congresos para incorporar a los representantes del pueblo. Así, el cabildo ordinario de Caracas se constituye en extraordinario en abril de 1810, nombrando representantes de un pueblo del que los autores hablan, aludiendo a «la fermentación peligrosa en que se hallaba el pueblo con las novedades esparcidas, y con el temor de que por engaño o por fuerza fuese inducido a reconocer un gobierno ilegítimo»[32]. Más tarde, como en el caso guatemalteco, la actuación del «pueblo» es indirecta: la junta, conformada por las corporaciones, dice haber «oído el clamor de "Viva la independencia", que repetía de continuo el pueblo que se veía reunido en las calles, plaza, patio, corredores i ante-sala, de este palacio» (Guatemala, 15 de septiembre de 1821). Hay también que recalcar que, de acuerdo con varias actas, las autoridades actúan, en un primer momento, con cautela, para luego cambiar de idea gracias a la presión o al clamor de las personas congregadas

[29] «Historia de Nuestra Revolución», *Diario Político de Santa Fe de Bogotá*, 2, 29 de agosto de 1810, recopilado en *Actas de formación de juntas*, eds. A. Martínez Garnica e I. Quintero Montiel, t. II, p. 70.

[30] «Acta, Santa Fe, Bogotá», en H. Miranda Bastidas y H. Becerra, *La independencia de Hispanoamérica*, pp. 23-31.

[31] Panamá, «Acta de independencia, 28 de noviembre de 1821».

[32] Caracas, «Acta, 19 de abril de 1810», en H. Miranda Bastidas y H. Becerra, *La independencia de Hispanoamérica*, pp. 6-11.

en las afueras de las casas consistoriales y otros lugares de reunión. Las actas de Santafé, Caracas y Guatemala sugieren que es el pueblo, y no sus autores, el que quiere la independencia.

Esta participación popular antecede al proceso independentista. La decisión de dictar actas para resolver el problema de la retroversión de la soberanía estalló en un momento de enorme interés público para los sucesos locales, regionales, imperiales e internacionales. Desde el principio de la crisis de la Monarquía, las autoridades locales e imperiales organizaron ceremonias públicas para responder a ello. Al llegar las noticias oficiales por los periódicos peninsulares o por correos privados, los gobernadores leían en alta voz los artículos o decretos en las plazas o en las iglesias. Según los informes o panfletos preparados para conmemorar tales actuaciones, había en estas ocasiones una afluencia de vecinos y miembros de las clases populares para escuchar, enviar donaciones a fin de demostrar su lealtad al rey y su rechazo de las fuerzas francesas, y mucha participación de pueblos indígenas o milicias de pardos en las juras de lealtad a Fernando VII, la Junta Suprema o la Regencia[33]. Lo que sucede a continuación, durante el período de las actas de independencia, es una ampliación de la participación popular, no solamente para aclamar o jurar sus autoridades, sino para seleccionarlas, reconocerlas y presionarlas. Esta omnipresencia muestra que aceptar un sistema de gobierno en que los representantes decidirán, sin convocar al pueblo para expresar su opinión antes de dictar sus leyes, representará un cambio radical en la cultura de gobierno. Si bien otras fuentes permiten llegar a la misma conclusión, el mensaje que conlleva el corpus de actas de independencia, tanto en el periodo inicial como en la última etapa, lo confirma para toda Hispanoamérica.

III. — LA SOBERANÍA EN LAS ACTAS

Si bien se encuentra en las actas la casi unanimidad para incorporar el voto directo de los pueblos por sus gritos o reclamaciones, como cuerpo documental nos ofrecen una lección más sutil acerca de otro concepto político de la época: la soberanía. Esto en la medida en que los documentos que justifican el autogobierno y, luego, la independencia, tienen que adaptar su lógica para responder a una situación política fluctuante.

Aunque los textos dan por sentado que no reclaman, sino que ejercen su soberanía, las motivaciones y las justificaciones que exponen varían no solamente de un momento a otro, sino en cada etapa. Por ejemplo, aunque «la crisis de la monarquía española» sea un punto de partida en que todos consideran que

[33] Véase, por ejemplo, J. Dym, «Enseñanza en los jeroglíficos y emblemas» y V. Mínguez, «Fernando VII. Un rey imaginado». Para los períodos anteriores, veáse L. A. Curcio-Nagy, *The Great Festivals of Colonial Mexico City*; I. Rodríguez Moya (coord.), *Arte, poder e identidad en Iberoamérica*; A. Osorio, «The King in Lima».

la soberanía ha vuelto al pueblo (de acuerdo con la lógica pactista)[34], la comparación de los textos revela que no hay unidad sobre qué parte de la crisis justifica la retroversión de la soberanía. Si bien el cabildo de México considera como problema la «abdicación» (19 de julio de 1808), la Junta de Quito (10 de agosto de 1809) está más atenta a las «críticas circunstancias» y dice en su acta tomar las riendas del gobierno hasta que «Su Majestad recupere la Península o viniere a imperar en América». En su manifiesto del mismo día, Quito enfatiza el mal gobierno y echa la culpa a los españoles: tanto a los de la metrópoli, para quienes «la palabra criollo en sus labios ha sido la de insulto y del escarnio» y que tratan la región como «una nación recién conquistada, olvidando que sus vecinos son también por la mayor parte descendientes de esos mismos españoles», como a los que viven en el territorio, quienes alegan que el capitán general ha abdicado de hecho en 1809, dejando la Audiencia en situación de «anarquía». En este documento, no son las leyes españolas que han sido abrogadas, sino «un desprecio criminal de los derechos sacrosantos que nos ha concedido la naturaleza»[35]. En este contexto, un territorio puede considerar la abdicación como hecho legítimo, mientras que el otro no la acepta y encuentra en la desorganización e incumplimiento del gobierno interino una justificación para gobernarse: ambos responden a un vacío de poder real, siguiendo una lógica distinta.

Al disolverse la Junta Central, y al proliferar las juntas provinciales, en la Península en América se empieza a reivindicar la «soberanía interna» y la transferencia del mando o del gobierno «supremo»[36], y a insistir en el tema del consentimiento y del voto de los pueblos en la composición del gobierno, tanto a nivel imperial como local[37]. En abril de 1810, la Junta de Caracas, compuesta por los miembros del cabildo, protesta porque no fue consultada con respecto a la instalación de la Regencia, recalcando que por

> la nulidad de su formación, no puede ejercer [la Regencia] ningún mando ni jurisdicción sobre estos países, porque ni ha sido constituida por el voto de estos fieles habitantes, cuando han sido ya declarados no colonos sino partes integrantes de la Corona de España, y como tales han sido llamados al ejercicio de la soberanía interina y a la reforma de la constitución nacional[38].

[34] M. Quijada, «Sobre "nacion", "pueblo", "soberanía"».

[35] Quito, «Manifiesto del Pueblo de Quito, 10 de agosto de 1809» y Quito, «Acta de formación de la Junta Suprema de Quito, 10 de agosto de 1809».

[36] Por ejemplo en Caracas, en 1810, después de haber nombrado nuevos representantes en el Cabildo extraordinario, «el señor presidente que no quería ningún mando, y saliendo ambos al balcón notificaron su deliberación; y [resultó] conforme en que el mando supremo quedase depositado en este ayuntamiento muy ilustre». En Santa Fé de Bogotá, se habla de los miembros de la Junta «en quienes con el ilustre cabildo ha depositado el gobierno supremo del reino […] y proclamó el pueblo con vivas y aclamaciones», en H. Miranda Bastidas y H. Becerra, *La independencia de Hispanoamérica*, pp. 23-31.

[37] J. C. Chiaramonte. «The Principle of Consent».

[38] Caracas, «Acta, Caracas, 19 de abril de 1810», en H. Miranda Bastidas y H. Becerra, *La independencia de Hispanoamérica*, pp. 7-8.

En este texto (que encuentra un eco en Guatemala, en una discusión sobre la misma materia)[39], el ayuntamiento de Caracas se queja de su «orfandad» debido al cautiverio del rey y de la disolución de la Suprema Junta Central «que suplía su ausencia» en materias de seguridad y defensa, o frente a la invasión y ocupación «casi total de los reinos y provincias de España»[40]. Su proclama del día siguiente llega a la conclusión de que «se ha destruido finalmente en esa catástrofe aquella Soberanía constituida legalmente para la conservación general del Estado»[41].

Aún los textos más parecidos al documento norteamericano, como las actas de Venezuela (5 de julio de 1811), de Chilpancingo y Tejas en México (1813) que declaran abiertamente la independencia política respecto a España, se refieren más a la situación de indecisión y ambigüedad política que viven las Américas que a los abusos sufridos. Hasta en el acta venezolana, la más influenciada por la fuente norteamericana, los autores prefieren no describir abusos, aunque anotan que, como todo país conquistado, fueron privados de sus derechos por la fuerza desde hace 300 años, una idea muy ajena a la de «hermandad» entre los pueblos americanos y británicos que se encuentra en el documento jeffersoniano[42]. En su lugar, enfatizan el desorden debido a la disolución, sustitución y destrucción de las «varias formas de Gobierno de España» y recuerdan los tres años de indecisión y ambigüedad política que han sufrido. En suma, no es la conquista ni los abusos (tal vez una suerte de resentimiento pero ninguna justificación legal), sino el fracaso del gobierno lo que justifica la independencia.

Al volver Fernando VII a su trono y abrogar la Constitución, a partir de 1814, los textos promulgados durante el período de «ambigüedad política», aún los que no habían declarado la independencia, fueron apropiados en los países donde habían sido emitidos. Una táctica común consistió en integrar las actas de las juntas en las declaraciones de los congresos y poderes ejecutivos en cuanto textos que marcaban los inicios de la revolución. De este modo, la soberanía recuperada durante la crisis quedaba en manos de los independentistas. El acta de Caracas de julio de 1811 cita el texto de la Junta de abril de 1810 refiriéndose a los «derechos recobrados legítimamente», mientras que la proclama del

[39] J. Dym, *From Sovereign Villages to National States,* 81. El cabildo de Guatemala Ciudad discutió el proceso de establecer la Regencia para dos semanas en mayo y junio de 1810 antes de reconocer su legitimidad.

[40] León de Nicaragua recupera el argumento de la «orfandad» en su acta del 17 de abril 1823 para justificar la formación de una junta gubernativa con vocales de la diputación provincial, del ayuntamiento y «el pueblo… que ejercerá las facultades del gobierno soberano» hasta reunirse un congreso para formar un gobierno. León de Nicaragua, «Acta de la orfandad, León, 17 de abril de 1823».

[41] Caracas, «Proclama de la Junta Suprema de Caracas a los habitantes de las Provincias Unidas de Venezuela, 20 de abril de 1810».

[42] La traducción del documento norteamericano, hecha en Filadelfia por el venezolano Manuel García de Sena, está incluida en un volumen dedicado a Thomas Paine, *La Independencia de la Costa Firme,* citado en D. Zavlavsky, «Las traducciones de la Declaración de Independencia de Estados Unidos».

1 de enero de 1818, comisionada por el director supremo Bernardo O'Higgins, recalca que «la revolución del 18 de septiembre de 1810 fue el primer esfuerzo que hizo Chile para cumplir esos altos destinos a que lo llamaba el tiempo y la naturaleza», y un momento necesario para que Chile existiera como Estado independiente de derecho, y no solamente de hecho[43]. Incorporar estas actas como textos jurídicos permite a las actas escritas después del restablecimiento del absolutismo recordar, como fuente de legitimidad, el momento de crisis que había permitido a los pueblos recobrar su soberanía originaria.

En estas y otras actas, se nota menos el énfasis puesto en la «situación» del gobierno en España, y más en las «actuaciones» de España, justificando que aquella perdiese el derecho de gobernar las Américas. El gobierno de España ya no es presentado como débil e incapaz de ejercer su autoridad, ni haciendo caso omiso del derecho de los americanos a participar en el gobierno de la Monarquía, sino que se denuncian las actas positivas de tiranía, opresión y abusos del rey y de sus agentes. En el caso de Tucumán, el «universal, constante y decidido [...] clamor del territorio entero por su emancipación solemne del poder despótico de los reyes de España» motiva a los representantes para ejercer la

> voluntad unánime e indubitable de estas Provincias [de] romper los violentos vínculos que las ligaban a los reyes de España, recuperar los derechos de que fueran despojadas, e investirse del alto carácter de nación libre e independiente del rey Fernando VII, sus sucesores y metrópoli (9 de julio de 1816)[44].

El manifiesto de 1817 explica que el acta sólo cita «hechos y no derechos», enfatizando que éstos revelan «nuestro sufrimiento con la opresión y sevicio de los españoles»[45]. En 1863, la segunda acta de independencia de los dominicanos rechazó la reincorporación a la Corona como si aquella fuese el deseo de un sólo hombre, intolerable por esta razón, y como en Tejas en 1813, reconoció las «magnánimas» intenciones de la reina Isabel, pero subrayando que «al atravesar el Atlántico para ser ejecutadas por sus mandatarios subalternos, se han transformado en medidas bárbaras y tiránicas que este pueblo no ha podido ni debido sufrir»[46]. En suma, al comparar los argumentos hispanoamericanos con el «modelo» norteamericano, no se encuentra un listado de abusos específicos, sino en muchos casos la idea de un gobierno tiránico cuyos «violentos vínculos» —imputados al monarca o a sus agentes— justifican su separación.

Pero en este aspecto no hay unanimidad. No todos los nuevos gobiernos rechazan la madre patria en sus actas, justificando recobrar la soberanía debido el mal gobierno. Algunas actas trazan estrategias para mantener relaciones amistosas con España, arguyendo haber alcanzado una mayoría de edad o una

[43] A. San Francisco, «Chile y su independencia».

[44] Tucumán, «El Acta de la Declaración de la Independencia Argentina, 9 de julio de 1816».

[45] Río de la Plata, «Manifiesto que hace a las naciones el Congreso General constituyente de las Provincias Unidas del Río de la Plata».

[46] Santo Domingo, «Acta de independencia, 14 de septiembre de 1863».

riqueza igual a la española para justificar el autogobierno y la independencia[47]. En 1821, México intenta no complicar sus relaciones con la madre patria, por haber negociado (en su opinión) el reconocimiento inmediato de su independencia. En el plan de Iguala del 24 de febrero de 1821, Agustín de Itúrbide rechaza la idea de los 300 años de esclavitud para decir que «la América Septentrional [ha] de *estar bajo la tutela de la nación más católica y piadosa, heroica y magnánima*», añadiendo que «la España la educó y engrandeció»[48]. Tal como lo indicó Tejas en 1813 y lo repetiría Santo Domingo en 1863, fue la distancia que engendró los daños y en todo caso,

> ya la rama es igual al tronco; la opinión pública y la general de todos los pueblos es la de la independencia absoluta de la España y de toda otra nación. [La patria] es ya libre, es ya señora de sí misma, ya no reconoce ni depende de la España, ni de otra nación alguna (24 de febrero de 1821)[49].

Sin embargo, la Junta que proclama su independencia en un acta, se justifica en un texto breve, argumentando que «[l]a Nación Mexicana que, por trescientos años, ni ha tenido voluntad propia, ni libre uso de la voz, sale hoy de la opresión en que ha vivido» (28 de septiembre de 1821)[50]. Si bien no ilustra este comentario con ejemplos, sí se adopta el argumento del príncipe tiránico para concretizar su decisión.

Por fin, las actas atribuyen la soberanía a diferentes actores: los pueblos, el pueblo, las ciudades, las juntas, los diputados o representantes, un individuo, o la nación. Distinguen quién está en ejercicio o «en uso de la Soberanía ordinaria y extraordinaria que legalmente inviste», como declara la Sala de Representantes de la Provincia Oriental del Río de la Plata en 1825. Esta soberanía, o «es» de un pueblo ya libre y constituido o es, como en este caso, utilizada «para constituir la existencia política de los pueblos que la componen, y establecer su independencia y felicidad, satisfaciendo el constante, universal y decidido voto de sus representados» por el voto de una «ley fundamental» que

> declara írritos, nulos, disueltos y de ningún valor para siempre, todos los actos de incorporación, reconocimientos, aclamaciones y juramentos arrancados á los pueblos de la Provincia Oriental, por la violencia de la fuerza unida á la perfidia de los intrusos poderes de Portugal y el Brasil que la han tiranizado, hollado y usurpado sus inalienables derechos, y sujetándole al yugo de un absoluto despotismo desde el año de 1817 hasta el presente de 1825 (25 de agosto de 1825)[51].

[47] N. Canny, *The Fall of Natural Man.*

[48] México, *Plan de la Independencia de México proclamada y jurada en el Pueblo de Iguala en los días 1 y 2 de marzo de 1821.*

[49] México, *Plan de la Independencia de México proclamada y jurada en el Pueblo de Iguala en los días 1 y 2 de marzo de 1821.*

[50] México, «Acta de independencia del imperio mexicano, pronunciada por su Junta Soberana congregada en la capital de él en 28 de septiembre de 1821».

[51] Uruguay, «Declaratoria de Independencia, 25 de agosto de 1825».

Las actas de independencia hispanoamericanas —o mejor dicho los gritos, actas, declaraciones, proclamas, manifiestos, bandos y decretos— constituyen un corpus rico y amplio para indagar sobre el inicio del proceso político y legal de formación de los Estados y naciones en Hispanoamérica. Desplegándose desde procedimientos y modelos de antiguo régimen hasta los de los Estados modernos, estos documentos revelan pueblos involucrados en su destino político, listos para experimentar y adaptar sus instituciones a situaciones innovadoras, abiertas a la participación popular en la transición al autogobierno, y preocupados por la recepción local, regional e internacional de sus decisiones. Si bien los iniciadores justificaron su toma de poder y luego su separación de la metrópoli por la crisis imperante en el gobierno imperial, o por su tiranía, siempre buscaron apoyarse en argumentos jurídicos o políticos, reclamaron la soberanía interior o la libertad e independencia absoluta, y cuidadosamente publicaron sus decisiones dentro y fuera de sus jurisdicciones. Cada caso regional produjo múltiples documentos, que fueron recopilados en su mayoría en unas colecciones de leyes y decretos de la época. En el plano jurídico, se puede seguir todo el proceso, desde los primeros pasos para nombrar autoridades hasta las decisiones de tomar armas para afianzar la libertad. Políticamente, es notable que, a pesar de la serialización de las actas, sólo se hayan recuperado una o dos fechas y documentos en cada país, dejando en el olvido a veces los textos más elocuentes, como en el caso de Santo Domingo[52], o de autoridades locales, como en los países centroamericanos[53], y no habiendo pasado a formar parte de la historia nacional las fechas de los tratados con los países vecinos ni con España, que sin embargo confirmaron el reconocimiento formal de la libertad que se reclamaba. En cierto modo, como argumentó Benedict Anderson, el proceso independentista de los Estados hispanoamericanos replicó con suficientes fundamentos el modelo norteamericano, del que se puede decir que hizo de la auto-independización de una colonia la regla, y no la excepción en el *ius gentium*.

Sin embargo, al contrario de un argumento avanzado por David Armitage, las actas en sí, por lo general, son documentos que emanan de su propio contexto imperial; son actas jurídicas que comunican «hechos», y no «derechos». Sólo al incorporar los bandos/manifiestos que los acompañan encontramos el lenguaje de la justificación contra un gobierno invisible, tiránico, abusivo, o corrupto. Y si miramos no solamente el momento de las independencias iniciales, destacamos en un largo siglo de emancipaciones políticas, una evolución desde actas emanando de cabildos o juntas, representando una ciudad o una provincia, seguidas por juras

[52] Este país ha elegido como su acta oficial la del 27 de febrero de 1844, que era necesaria para mantener una hostilidad hacia Haití, país invasor y vecino. Las actas de independencia con respecto a España, tanto la del 1° de diciembre de 1821 como la del 14 de septiembre de 1863, figuran en historias del siglo XIX, pero difícilmente se encuentran en textos destinados a académicos o al público nacional.

[53] Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua y Costa Rica celebran el acta del 15 de septiembre de 1821 promulgada en Guatemala Ciudad aunque, en la época, muchas ciudades y provincias se negaron a implementar sus provisiones y firmaron sus propias proclamas y manifiestos en el seno de cabildos y diputaciones provinciales. Véase J. DYM, «Declarando independencia».

de oficiales y habitantes, hasta decretos adoptados por congresos o asambleas, con representantes elegidos por muchos pueblos o partidos, sin participación popular más allá de la elección de sus diputados, culminando con decretos presidenciales y tratados entre países cuyas firmas representan el reconocimiento internacional de las independencias. En su «serialización» y análisis pormenorizado, destaca una «familia» de documentos comparables, aunque si entramos en los detalles de qué países escogieron sus gritos y primeras actas de rebelión para sus fiestas nacionales, y cuáles celebran las actas de congresos cerrando el proceso, u otro documento culminante, tal vez haya más por descubrir.

En suma, si consideramos los textos hispanoamericanos como la regla y no la excepción, se ve que un acta de independencia es un documento flexible, a nivel de las justificaciones legales y políticas, su formato, el orden y nivel de detalle en que presenta sus argumentos. No es una petición al poder colonial, sino un documento jurídico que es escrito, firmado, jurado (es decir, reconocido localmente) y finalmente ratificado (reconocido por tratados internacionales). A pesar del carácter flexible del contenido y formato, estas actas pertenecen a una misma familia de textos y de procesos. Apropiándonos en suma la famosa frase de León Tolstoi, se puede concluir con que las actas de independencia son como las familias: todas «se parecen entre sí» pero las «infelices» —es decir, los textos de diferentes lugares en diferentes momentos— «son desgraciadas a su manera».

FUENTES

Actas de formación de juntas y declaraciones de independencia (1809-1822): Reales Audiencias de Quito, Caracas y Santa Fe, eds. Armando Martínez Garnica e Inés Quintero Montiel, Bucamaranga, Universidad Industrial de Santander, 2007 (2 vols.).

Armitage, David, «Declarando Independencias: del derecho natural al derecho internacional», en Alfredo Ávila, Jordana Dym y Erika Pani (coords.), *Las declaraciones de independencia. Los textos fundamentales de las independencias americanas*, México, UNAM- Instituto de Investigaciones Históricas - El Colegio de México, 2013, 624 p., pp. 19-40.

Ávila, Alfredo, Dym, Jordana, Pani, Erika, (coords.), *Las declaraciones de independencia. Los textos fundamentales de las independencias americanas*, México, UNAM-Instituto de Investigaciones Históricas - El Colegio de México, 2013, 624 p.

Bogotá (Colombia), «Acta, Bogotá, 20 julio 1810», en Haydeé Miranda Bastidas y Hasdrúbal Becerra (coord.), *La independencia de Hispanoamérica. Declaraciones y actas*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 2005, pp. 23-32.

Bogotá (Santafé), «Historia de Nuestra Revolución», *Diario Político de Santa Fe de Bogotá*, 2, 29 de agosto de 1810, en *Actas de formación de juntas y declaraciones de independencia (1809-1822): Reales Audiencias de Quito, Caracas y Santa Fe*, eds. Armando Martínez Garnica e Inés Quintero Montiel, Bucamaranga, Universidad Industrial de Santander, 2007 (2 vols.), t. II, p. 70.

Caracas (Junta Suprema de), «Proclama de la Junta Suprema de Caracas a los habitantes de las Provincias Unidas de Venezuela, 20 de abril de 1810», en *Actas de formación de juntas y declaraciones de independencia (1809-1822): Reales Audiencias de Quito, Caracas y Santa Fe*, eds. Armando Martínez Garnica e Inés Quintero Montiel, Bucamaranga, Universidad Industrial de Santander, 2007 (2 vols.), t. I, pp. 157-160.

Caracas (Venezuela), «Acta, Caracas, 19 de abril de 1810», preámbulo en Haydeé Miranda Bastidas y Hasdrúbal Becerra (coord.), *La independencia de Hispanoamérica. Declaraciones y actas*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 2005, pp. 6-11.

Caycedo y Cuero, Joaquín, «Representación del síndico personero de la ciudad de Cali, 3 de julio de 1810», en *Actas de formación de juntas y declaraciones de independencia (1809-1822): Reales Audiencias de Quito, Caracas y Santa Fe,* eds. Armando Martínez Garnica e Inés Quintero Montiel, Bucamaranga, Universidad Industrial de Santander, 2007 (2 vols.), t. I, pp. 278-288.

Chile (Junta Provisoria), «Bando de 18 de septiembre de 1810 en que se publicó la instalación de la Junta Provisoria de Chile, su organización y facultades», en Haydeé Miranda Bastidas y Hasdrúbal Becerra (coord.), *La independencia de Hispanoamérica. Declaraciones y actas*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 2005, pp. 31-35.

Chile (Reyno de), «Acta de la instalacion de la Escelentisima Junta Guvernativa del Reyno, 18 de septiembre de 1810», Santiago de Chile, Memoria Chilena, Suprema Junta de Gobierno (1810) [disponible en Internet: http://www.memoriachilena.cl/temas/dest.asp?id=18deseptiembrede1810].

Costa Rica (Provincia de), «Proyecto de Pacto Social Fundamental Interino», en Francisco María Iglesias (comp.), *Documentos relativos a la independencia,* San José (Costa Rica), Tipografía Nacional, 1902, t. II, pp. 38-48.

Iglesias, Francisco María, (comp.), *Documentos relativos a la independencia*, San José (Costa Rica), Tipografía Nacional, 1902.

León (Nicaragua), «Acta de la orfandad, León, 17 de abril de 1823», en Antonio Esgueva Gómez (ed.), *Documentos de la historia de Nicaragua, 1523-1857*, Managua, Universidad Centroamericana, col. «Taller de Historia» (10), 2006, pp. 75-76.

Mackenzie, Charles, *Notes on Haiti, made during a residence in that Republic,* Londres, Henry Colburn and Richard Bentley, 1830 (2 vols.).

Malagón, Javier, (ed. y n. preliminar), *Las actas de independencia de América*, Wáshington, D. C., Unión Panamericana, 1955.

México, «Acta de independencia del imperio mexicano, pronunciada por su Junta Soberana congregada en la capital de él en 28 de septiembre de 1821», en Archivo General de la Nación (México), *Portal de la independencia* [disponible en Internet: http://www.agn.gob.mx/independencia/documentos.html].

— *Decreto Constitucional para la Libertad de la América Mejicana. Sancionado en Apatzingán*, 1814, México, Imprenta Liberal de Moreno Hermanos, 1821 (3ª ed.).

— *Plan de la Independencia de México proclamada y jurada en el Pueblo de Iguala en los días 1 y 2 de marzo de 1821 por el Serenísimo Sr. D. Agustín de Itúrbide, Generalísimo Almirante, y Presidente de la Regencia Gobernadora interina del Imperio*, México, Imprenta Imperial de Don Alejandro Valdés, 1822.

MÉXICO (Archivo General de la Nación), *Portal de la Independencia Mexicana* [disponible en Internet: www.agn.gob.mx/independencia/presentacion.html].

MIRANDA BASTIDAS, Haydeé, BECERRA, Hasdrúbal, (coord.), *La independencia de Hispanoamérica. Declaraciones y actas*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 2005.

PANAMÁ (Ciudad de), «Acta de independencia, 28 de noviembre de 1821», Panamá, República de Panamá, Fechas memorables [disponible en Internet: http://www.pa/secciones/patria/28_nov.htm].

PARTE ESPAÑOLA DE HAITI (Junta Provisional de Santo Domingo) «Acta constitutiva del estado independiente de la parte española de Haiti, 1° de diciembre de 1821», en Charles MACKENZIE, *Notes on Haiti, made during a residence in that Republic,* London, Henry Colburn and Richard Bentley, 1830 (2 vols.), t. II, pp. 225-235.

QUITO (Ayuntamiento de), «Manifiesto del Pueblo de Quito, 10 de agosto de 1809», en *Actas de formación de juntas y declaraciones de independencia (1809-1822): Reales Audiencias de Quito, Caracas y Santa Fe,* eds. Armando MARTÍNEZ GARNICA e Inés QUINTERO MONTIEL, Bucamaranga, Universidad Industrial de Santander, 2007 (2 vols.), t. I, pp. 127-131.

QUITO (Junta Suprema), «Acta de formación de la Junta Suprema de Quito, 10 de agosto de 1809», en *Actas de formación de juntas y declaraciones de independencia (1809-1822): Reales Audiencias de Quito, Caracas y Santa Fe*, eds. Armando MARTÍNEZ GARNICA e Inés QUINTERO MONTIEL, Bucamaranga, Universidad Industrial de Santander, 2007 (2 vols.), t. I, pp. 127-131.

RÍO DE LA PLATA (Provincias Unidas de), «Manifiesto que hace a las naciones el Congreso General Constituyente de las Provincias Unidas del Río de la Plata, 22 de octubre de 1817», en Heraclio MABRAGAÑA, *Los mensajes, historia del desenvolvimiento de la nación argentina, redactada cronógicamente por sus gobernantes, 1810-1910,* Buenos Aires, Comisión Nacional del Centenario, 1910, t. I, pp. 134-147.

SANTO DOMINGO (Habitantes de la Parte Española de la isla de), «Acta de independencia, 14 de septiembre de 1863», en REPÚBLICA DOMINICANA, *Colección de leyes, decretos y resoluciones emanadas de los poderes legislativo y ejecutivo de la Republica Dominicana*, Santo Domingo, Imprenta de García Hermanos, 1883, t. IV, pp. 175-176.

TUCUMÁN (Congreso de), «El Acta de la Declaración de la Independencia Argentina, 9 de julio de 1816», en Haydeé MIRANDA BASTIDAS y Hasdrúbal BECERRA (coord.), *La independencia de Hispanoamérica. Declaraciones y actas*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 2005, pp. 20-22.

URUGUAY (Provincia Oriental del Río de la Plata), «Declaratoria de Independencia, 25 de agosto de 1825», en Haydeé MIRANDA BASTIDAS y Hasdrúbal BECERRA (coord.), *La independencia de Hispanoamérica. Declaraciones y actas*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 2005, pp. 68-70.

LEGALIDAD, LEGITIMIDAD Y LEALTAD

APUNTES SOBRE LA COMPLEJA POSICIÓN POLÍTICA EN CHARCAS (1808-1811)

María Luisa Soux
Instituto de Estudios Bolivianos — Universidad Mayor de San Andrés, La Paz

> Desde el momento que empuñó el cetro el Señor don Fernando VII y le juramos por nuestro legítimo soberano, reina en nuestros corazones; y aunque vivimos constituidos en la más triste orfandad por haberlo arrancado del trono la ambición, y la perfidia, siempre ejerce un imperio inmovible del que no podrá jamás desposeerle, ni la ambición ni la perfidia[1]…

Habiendo transcurrido más de tres años de los hechos de Bayona, y en un contexto en el cual el jacobino Juan José Castelli, que controlaba el territorio de Charcas a nombre de la Junta Gubernativa de Buenos Aires, se hallaba en Oruro preparando su ejército para enfrentarse al ejército del virreinato peruano dirigido por Manuel de Goyeneche, el discurso oficial de bienvenida del doctor Polo, uno de los vecinos notables de la villa, seguía reproduciendo el discurso hegemónico y, aparentemente, el «políticamente correcto» en toda América: el de la legitimidad del reinado de Fernando VII y el de la lealtad de los pueblos a la Corona. ¿Cuál era el sustento para mantener este discurso? ¿Cómo puede explicarse el mismo desde el guión de la historia patria que prevalece en parte de nuestra historiografía? Es a partir de estas y otras preguntas que se intentará entender la compleja posición de la población de Charcas frente a la crisis de la Monarquía y plantear una nueva propuesta de análisis del mismo, el del peso de la cultura jurídica en la toma de decisiones y en los discursos de los habitantes de Charcas.

El proceso hacia la independencia de Charcas, que llevó finalmente a la constitución de la República de Bolivia en 1825, ha contemplado diversas miradas que van desde los análisis de la cuestión militar, las luchas entre los poderes locales, la cultura política o la participación de los grupos indígenas y populares, mostrando una serie de facetas diversas que articularon un proceso complejo y difícil[2].

[1] «Discurso pronunciado por el Doctor Pedro Antonio Polo en Oruro».

[2] Como una opción investigativa, he tomado el proceso hacia la independencia en Charcas como un «campo de estudio» en el cual busco analizar la posibilidad de tener diversas miradas, planteando frente a las mismas hipótesis diferentes. Desde esta opción, no se trata de responder a la pregunta sobre qué fue este proceso y concentrarme sólo en un aspecto dado, sino de abrir nuevas perspectivas de análisis partiendo de preguntarse cómo vemos este proceso desde esta perspectiva.

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 101-116.

Si bien el término que ha quedado grabado por la memoria cívica, no sólo en Bolivia sino también en los otros países iberoamericanos, es el de independencia, la utilización del mismo en los primeros años fue muy escasa, y fue usada más por los discursos oficiales del bando del rey —donde era presentado como un «peligro» de la insurgencia—, que por los procedentes de los grupos insurgentes. La utilización del término «libertad» fue más común, quizás por su misma ambigüedad, ya que podría significar tanto una búsqueda de autonomía como una independencia o autogobierno[3].

Durante la etapa que va de 1808 a 1811, los términos más utilizados en los discursos públicos fueron los de legitimidad y lealtad (o fidelidad), que se hallaban tanto en los discursos considerados realistas como en los insurgentes. Si se analizan los mismos para el caso de Charcas, ambos acuden a argumentos parecidos para explicar su postura: se rigen a las leyes, son legítimos y son fieles y leales al amado rey Fernando VII.

Si legalidad, legitimidad y lealtad son los principios generales que explican la toma de posición para todos, podemos preguntarnos, entonces, cuáles son las diferencias, si es que las hay, para que se enfrente un grupo contra otro. Desde nuestra perspectiva, podemos decir que, en parte, estos términos se van a constituir en argumentos para distinguir a los «unos» de los «otros»[4], es decir, una forma para justificar la posición propia y para denegar y deslegitimar la contraria. De esta manera, decir que «nuestra» posición es legal, legítima y leal al monarca y la contraria no lo es, era declarar lo «políticamente correcto». Sin embargo, esto no significa que se tratara de discursos falsos o que existiera una posición hipócrita —las «dos caras» o la «mascarada de Fernando»— como ha querido ver la historiografía tradicional y nacionalista, sino que cada grupo en conflicto sentía en su momento que su posición era genuinamente legítima y leal al rey.

La constatación del convencimiento por parte de ambos grupos de que su posición era la correcta ética y políticamente, nos lleva a proponer una mirada diferente para entender el proceso, y es que muchas de las decisiones políticas de unos y otros fueron asumidas no tanto por razones ideológicas, sino por la existencia de una cultura jurídica, que llevaba a que los pueblos y sus autoridades tomaran decisiones consideradas correctas, ya que estaban basadas en los principios de la legalidad y/o la legitimidad.

En la presente ponencia no se analizará si las decisiones asumidas por los diversos grupos y personas eran o no legales y legítimas, tampoco si eran genuinas o se

[3] Sobre el análisis del significado de varios conceptos utilizados durante el periodo que nos ocupa, se puede ver los trabajos realizados por el grupo de Iberconceptos, que han presentado sus avances en numerosos congresos y encuentros de historiadores en los últimos años. En sus avances, sin embargo, no se hallan los términos de «legalidad» y «legitimidad».

[4] Los términos «unos» y «otros» han sido utilizados por Marta Irurozqui para analizar la forma de lucha que se dio a fines del siglo XIX entre los conservadores y liberales, que utilizaban diversos términos para deslegitimar los discursos del banco rival. Utilizo los mismos porque considero que en gran parte la lucha política y los argumentos expositivos para diferenciarlos cruzan por ese principio de «nosotros» y los «otros» más allá de la adscripción que se pueda dar a cada uno.

trataba más bien de discursos falsos, sino que se buscará presentar de qué manera estos términos fueron utilizados en diversos momentos para justificar posiciones muchas veces contrarias, o para mostrar cómo los mismos actores, individuales o colectivos presentarán determinadas decisiones como legítimas y leales y posiciones totalmente contrarias serán presentadas poco después y por los mismos actores también como legítimas y leales. Para ello nos concentraremos sobre todo en los documentos que se produjeron en el territorio de Charcas o que se referían a este espacio entre 1808 y 1811; tiempo marcado por la crisis de la metrópoli, por un lado, y la derrota del ejército rioplatense en Guaqui, por el otro.

I. — EL MOTÍN DE ARANJUEZ Y LA LECTURA DE SU LEGITIMIDAD EN CHARCAS

En marzo de 1808, en el sitio de Aranjuez, cercano a Madrid, un levantamiento popular dirigido por los partidarios de Fernando, príncipe de Asturias, obligó a renunciar al favorito Manuel Godoy y a abdicar al rey Carlos IV en favor de su hijo que asumió la Corona como Fernando VII. Este motín, un verdadero «golpe de Estado» en contra del legítimo rey, fue visto por los americanos como una acción legal y legítima aparentemente por tres razones, todas ligadas a los conceptos de legalidad y legitimidad: la primera, que es la que ha sido más utilizada en la historiografía, era la percepción de la ineptitud de Carlos IV, su relación ambigua con Napoleón y su dependencia de Godoy, el personaje más odiado del momento; la segunda razón se relaciona con la aparente presión popular que habría prácticamente obligado a Fernando a asumir el trono luego de la abdicación de su padre[5]; finalmente, existía también el hecho legal de que el cambio de monarca —no así de dinastía— había sido informado en los territorios de Ultramar a través de una Cédula Real dirigida por el Consejo de Indias al virrey Liniers, quien, al mismo tiempo de informar lo ocurrido en la metrópoli, instruía que se prestara juramento de fidelidad al nuevo rey de forma casi inmediata[6]. Este documento, que se constituía en el fundamento de la Monarquía con el inicio de «Yo el Rey…» le habría dado, entonces, legalidad y legitimidad al hecho[7].

[5] Para Richard Hocquellet, la convocatoria del pueblo a Aranjuez para apoyar a Fernando le daría una legitimidad directa y suplementaria a la del juramento hecho en las Cortes de 1789, donde juró como príncipe de Asturias y heredero al trono. R. Hocquellet, «Los reinos en orfandad», p. 23.

[6] De acuerdo con Gabriel René Moreno, el virrey de Buenos Aires, dudando de la veracidad de las noticias, no había enviado a la Audiencia de Charcas la Real Cédula de 10 de abril, dando a conocer la exaltación de Fernando VII. Sin embargo, ésta habría llegado desde España directamente, con lo que se confirmó en la ciudad la noticia. Las versiones, sin embargo, no mostraban a Fernando VII como intrigante contra su propio padre, sino que culpaban del mal gobierno a Godoy. G. R. Moreno, *Últimos días coloniales*, p. 150.

[7] El *Diccionario de Autoridades* de la época define «legitimidad» únicamente como «lo que va de acuerdo con la ley». Teniendo en cuenta que para ese momento el concepto de ley era el que provenía del rey, es normal que una Cédula Real bastara para definir algo legal y, por ende darle legitimidad.

Llama la atención que entre los documentos pertenecientes a la Audiencia de Charcas no exista alguno que dudara oficialmente de la legalidad y la legitimidad de este acto, y a pesar de que con anterioridad a la orden del virrey habían corrido ya rumores sobre la situación en la metrópoli, las ciudades de Charcas procedieron a organizar las juras respectivas, acompañadas de acciones lindantes con la adulación para demostrar fidelidad al «amado Fernando»[8]. El convencimiento de la legitimidad en las acciones producidas en Aranjuez, y por lo tanto, de la posición de Fernando VII como el rey legítimo, no se puso en duda tampoco después de conocerse los hechos de Bayona, por lo que este principio se constituyó en la base de la fidelidad a este rey, como lo veremos más adelante al referirnos al tema carlotino.

II. — BAYONA, LA JUNTA DE SEVILLA Y LA MISIÓN DE GOYENECHE

Al contrario de los hechos de Aranjuez, el apresamiento del joven rey y toda su familia en Bayona y el nombramiento de José Bonaparte como rey de España por parte de su hermano, el odiado Napoleón, fue considerado en América como un acto ilegal e ilegítimo desde todo punto de vista. Tan es así que el propio virrey Liniers, al momento de informar la llegada a Buenos Aires de un emisario del emperador Napoleón, negaba su legitimidad y exhortaba a la población de todo el Virreinato a unirse al legítimo rey Fernando y demostrar su fidelidad en juras que debían realizarse en todas las ciudades y villas.

Las razones por las cuales los actos de Bayona fueron consideradas ilegales e ilegítimas fueron varias y cruzan tanto aspectos jurídicos como éticos. En este sentido, François-Xavier Guerra, al tratar este punto en su artículo «El ocaso de la monarquía hispánica», sostiene que lo que se produjo entonces no fue

> un cambio de dinastía provocado por la extinción de una familia reinante, ni por la victoria de un pretendiente sobre otro en una guerra civil ni la rebelión del reino contra su rey, ni siquiera la conquista por otro monarca [...] Como lo señalarán todos, patriotas españoles y americanos, se trata de un caso de fuerza pura, ejercido no sobre un enemigo vencido, sino sobre un aliado, es decir, una traición, tanto más grave cuanto que afecta a un rey cuyo acceso al trono unos meses antes había sido acogido en ambos continentes con la esperanza entusiasta de una regeneración de la Monarquía[9].

Si los actos de Bayona y el nombramiento de José Bonaparte como rey de España habían sido considerados ilegales e ilegítimos prácticamente por todos los habitantes de Charcas, la decisión sobre quién debía asumir la soberanía en ausencia del rey legítimo no quedaba tan clara.

[8] E. Just Lleó, *Comienzo de la independencia*, p. 57.

[9] F. X. Guerra, *Modernidad e independencias*, p. 123.

La tendencia mayoritaria en la metrópoli y en América fue la formación de juntas y, por lo tanto, la retroversión de la soberanía al pueblo, aunque existían también otros proyectos. Sin embargo, aún teniendo como base el principio de las juntas, tampoco quedaba claro si alguna de ellas asumiría una representación por las demás. Es por esta razón que la posición de la población y las autoridades en Charcas se volvió más compleja cuando el mismo virrey Liniers informó a las autoridades de La Plata sobre la misión de Juan Manuel de Goyeneche, enviado oficialmente por la Junta de Sevilla para lograr el reconocimiento de la misma como depositaria de la soberanía mientras durara la prisión del legítimo soberano.

Fue frente a esta situación no definida claramente que se empezó a complejizar la posición que se asumiría en Charcas, ciudad fuertemente marcada por una cultura jurídica, tanto por ser capital de la Audiencia, como por la presencia de la Universidad de San Francisco Xavier y, sobre todo de la Academia Carolina. Así, mientras el cabildo de La Plata no tuvo objeción frente a la legalidad y la legitimidad de la Junta de Sevilla, no ocurrió lo mismo con el Real Acuerdo de la Audiencia, que en el Acta de Acuerdo Extraordinario de 18 de septiembre de 1808 decía

> que careciendo de instrucción y no viniendo los pliegos y oficios de forma legal [...] era de un unánime sentir que no se haga la mayor novedad y se esperen credenciales que contengan la autenticidad que prescriben las Leyes de la Materia de tanta consideración[10].

Más allá de las tensiones y conflictos que existían entre las diversas instancias de poder en la ciudad de La Plata, el discurso explicativo de la toma de decisiones es importante para entender la percepción sobre todos estos acontecimientos. ¿Era legítima la Junta de Sevilla? ¿La duda del Real Acuerdo se debía únicamente a que los oficios no habían llegado de forma legal o se trataba más bien de una duda acerca del principio de retroversión de la soberanía? Si nos atenemos al texto explícito del Real Acuerdo, podemos decir que las razones para no reconocer a la Junta de Sevilla eran de carácter procedimental, lo que implicaba, a su vez «no hacer novedad» y no pronunciarse sobre el contenido mismo; sin embargo, es posible que este argumento haya sido simplemente una forma de posponer la decisión política que se debía tomar hasta no conocer con mayor profundidad la exacta situación en la metrópoli.

Para Gabriel René Moreno, que es partidario de la segunda postura, la posición del Real Acuerdo no tomaba en cuenta que el mismo Fernando VII había dejado al general de Napoleón, Murat, como miembro de la Junta Gubernativa de España e Indias en Madrid, y que desde el punto de vista estrictamente legal, era esta Junta la que ejercía la autoridad soberana[11]. Para el Real Acuerdo, entonces, era la Junta Gubernativa de Madrid la que ejercía el mando supremo por

[10] «Acta del Acuerdo Extraordinario de la Real Audiencia, La Plata, 18 de septiembre de 1808».

[11] G. R. Moreno, *Últimos días coloniales*, p. 188.

delegación del Soberano legítimo y no la Junta de Sevilla, a la que consideraba tumultuaria y sin legitimidad. Esta postura indicaba en sí una terrible contradicción, ya que por un lado se apoyaba de forma unánime al rey Fernando VII, pero por el otro lado, se consideraba que legalmente la asunción de la soberanía debía radicar en la Junta Gubernativa de Madrid que era la base del apoyo a los Bonaparte. Esta contradicción no impidió al fiscal López Andreu, en una declaración del 23 de septiembre de 1808, justificar la decisión de la Audiencia en el siguiente sentido:

> Claro como está que aquella junta tumultuaria y de provincia no es suprema en sentido legal, y que no puede ejercer actos de soberanía según las leyes primordiales de la monarquía, ni siquiera conforme a los estatutos constitutivos de estas posesiones, ¿Pudiera acaso ejercerlos a virtud de una aprobación de las provincias que componen el cuerpo nacional? Tampoco[12].

Si analizamos cuidadosamente el argumento legal del fiscal de la Audiencia, la ilegalidad de la Junta de Sevilla se debía fundamentalmente a que no estaba contemplada en las leyes primordiales de la Monarquía ni en los estatutos constitutivos; por lo tanto, ni siquiera podía ser legitimada por la aprobación de las provincias; esto significaba que la soberanía popular no podía ser considerada como fuente de legitimidad si no iba acompañada de bases anteriores que le dieran legalidad.

Mientras en Charcas se debatía aún sobre la legalidad y la legitimidad de la Junta de Sevilla, la situación ya se había modificado en la metrópoli. Las diversas juntas regionales creadas por mandato popular y con una nueva legitimidad triunfaron en el debate frente a la Junta Gubernativa de Madrid y las autoridades reales, que habían colaborado con el usurpador; de esta manera se creó en Aranjuez, el 25 de septiembre de 1808, la Suprema Junta Central Gubernativa del Reino que gobernaría en lugar y nombre del rey, como «depositaria de la autoridad soberana»[13].

Desconociendo el hecho de que, al momento de la llegada de Goyeneche a La Plata, la Junta de Sevilla ya había dejado paso a la Junta Central Gubernativa del Reino como depositaria de la autoridad soberana, la posición del Real Acuerdo de la Audiencia de Charcas de negarle legalidad y legitimidad abrió un nuevo frente de tensión con la posición de las máximas autoridades civil y eclesiástica de La Plata, que desde una perspectiva más política apoyaron de inicio la misión de Goyeneche. De esta manera se profundizaron los conflictos que se habían generado ya varios años atrás entre las diversas instancias de poder de la capital de la Audiencia, situación que se enredó aún más cuando se conoció la otra misión de Goyeneche en Charcas: el proyecto carlotino.

[12] Real Acuerdo de 23 de septiembre de 1808, citado en G. R. Moreno, *Últimos días coloniales*, p. 191.

[13] F. X. Guerra, *Modernidad e independencias*, p. 125.

III. — EL CARLOTISMO Y EL PROBLEMA SOBRE SU LEGITIMIDAD

Cuando Goyeneche llegó a La Plata, traía oficialmente el mensaje de la Junta de Sevilla, pero también unas cartas de la corte portuguesa en el Brasil, donde se hallaba la princesa Carlota Joaquina, hermana de Fernando VII y esposa del infante Don Pedro. Estas cartas y el tratamiento frente a ellas por parte de las diversas autoridades de Charcas se convirtieron en el centro del debate y el conflicto, ya que las mismas, y otras que habían sido enviadas directamente desde la Corte del Brasil[14], aumentaban un elemento más en la inestable situación política, lo que generó un debate sobre la legitimidad o ilegitimidad de la posición carlotina.

Si bien la historia tradicional habla de una traición por parte de Goyeneche al ser al mismo tiempo un delegado de la Junta de Sevilla y un emisario «secreto» de Carlota Joaquina, es necesario señalar que la posición carlotina era vista por algunos actores políticos de la metrópoli y de América como una opción válida de sucesión legal a la Corona. No se percibía, por lo tanto, únicamente parte del interés portugués sobre el trono de España, sino que para algunos, era la única salida legal posible frente al vacío y la orfandad.

Desde este punto de vista, se apoyaba el derecho de sucesión al trono por parte de Carlota Joaquina, basado en el hecho de ser el único miembro de la familia real que escapaba del dominio napoleónico; sin embargo, las cartas enviadas por Carlota Joaquina planteaban otro problema más complejo, y es que la postura declarada por Carlota, era que ella asumiría la soberanía en nombre de su padre, Carlos IV, negando la legitimidad de su hermano Fernando como soberano.

Si bien, por una parte, era legítimo que la soberanía fuera asumida por un miembro de la misma familia real —esto sin tener en cuenta las leyes de sucesión imperantes en la dinastía borbónica—, por otra parte, estaba claro que el argumento de la legitimidad cruzaba un punto extremadamente vulnerable: la declaración de la nulidad de la abdicación de Carlos IV en su hijo y, por lo tanto, de una ilegitimidad soberana de Fernando VII explicitada en las cartas de Carlota Joaquina en un momento en que las ciudades y villas americanas ya habían jurado su fidelidad al nuevo rey. A esto habría que sumar un tercer elemento en la percepción de los habitantes de Charcas y de otras regiones americanas como era el hecho de que Carlota Joaquina fuera mujer y, por lo tanto, el que hablaba en realidad detrás de la infanta Carlota era su esposo, el príncipe de Portugal Pedro Carlos, lo que mostraba más bien un interés por parte de la corona portuguesa de ejercer la soberanía mientras durase la prisión

[14] Los cuerpos y autoridades que lo recibieron fueron: el presidente de la Audiencia, el arzobispo, la Audiencia, el Cabildo secular y la Universidad, además de otras autoridades en Santa Cruz, La Paz, Potosí y Cochabamba. Los documentos eran, entre otros, una reclamación de Carlota Joaquina y del infante D. Pedro al regente de Portugal, pidiendo socorros para conservar los derechos del rey de España en América; la respuesta del Regente, un manifiesto de Carlota narrando los sucesos de Bayona, considerando la necesidad de hacer las veces del rey, su padre y declarando nula la renuncia de Carlos IV a favor de Fernando VII. Ver E. Just Lleó, *Comienzo de la independencia*, p. 100.

de casi toda la familia real española, intención que le restaba legitimidad a la postura carlotina.

Si bien la respuesta unánime por parte de las autoridades de Charcas fue de lealtad a Fernando VII y, por lo tanto, de negar los derechos dinásticos de Carlota Joaquina, el conflicto surgió nuevamente en la esfera de lo procedimental, sobre la forma distinta como se dio a conocer esta respuesta, por el Claustro universitario y el Cabildo por un lado, y por el otro, por el presidente García Pizarro. El hecho de que el presidente García Pizarro hubiera respondido a la carta, aunque sea negando protocolarmente su apoyo al proyecto carlotino, dio lugar a que el Real Acuerdo, y sobre todo el fiscal López Andreu, acusara a este último de apoyar las intenciones de la corte portuguesa, ya que, según la Audiencia, la negativa había sido poco contundente y no defendía claramente la legitimidad de Fernando VII, mientras que, por ejemplo, el Cabildo Secular había declarado con contundencia que él era el «único dueño y señor temporal»[15].

Por otro lado, la Universidad, ya a inicios de 1809, había convocado a un claustro para definir lo que se haría con las cartas y decidió, en vista de la peligrosidad de las mismas, no contestar las misivas, dar cuenta de esta decisión a la Audiencia y solicitar al presidente y al virrey Liniers que se prohíba su circulación en Charcas, todo lo cual quedó sentado en actas. La decisión contó con la aprobación de la Audiencia, cuyo fiscal ordenó que se recojan las cartas porque

> contienen proposiciones falsas y contrarias a la legítima Soberanía que de los Reynos de España y de Indias obtiene nuestro más amado Monarca el Señor Don Fernando Séptimo […] con otras especies seductoras, y ofensivas a la acendrada fidelidad que en todos tiempos, y singularmente ahora tienen acreditada estos lealísimos Vasallos a su legítimo Rey y Señor[16]…

Un mes después, el virrey Liniers ordenó al presidente que el acta del Claustro universitario fuera borrada o testada y que se enviase el expediente sobre el caso a Buenos Aires, orden que se cumplió con el mayor sigilo, pero que al saberse, tanto en la Universidad como en la Audiencia, fue uno de los detonantes del movimiento de mayo.

En este escenario, los cuerpos, es decir la Audiencia y la Universidad, mostraban una acendrada lealtad al rey, mientras que las autoridades como el presidente y el mismo virrey fueron mostrados como traidores. La Audiencia aprovechó la situación para acusar a las dos autoridades de que tenían el firme propósito de entregar estas regiones al dominio del Portugal.

Por debajo de la lucha por el poder entre el presidente y la Audiencia, el cataclismo y el vacío de poder provocado por los hechos de Bayona produjeron un lento desvío de las decisiones hacia otros cuerpos, en este caso, la Universidad

[15] «Carta del Cabildo Secular de La Plata al ministro de Estado de la Corte del Brasil».

[16] Archivo Histórico Nacional (en adelante AHN) Consejos, leg. 21391, 2 fº, citado por E. Just Lleó, *Comienzo de la independencia*, p. 74.

—apoyada por el Cabildo—. Bajo un discurso arcaizante de vasallaje y lealtad a toda prueba a Fernando VII y contrario a los intereses de Carlota Joaquina, la Universidad tomó inicialmente una posición de apoyo a la Junta Central reconociendo que esta junta insurreccional, al no contar con una delegación explícita del monarca, era representante de facto de la sociedad. Así, en el Acta del Claustro, conocida como el Acta de los Doctores de enero de 1809 decía:

> Que la inicua retención de la Sagrada persona de Nuestro Augusto Fernando Séptimo en Francia no impide el que sus vasallos de ambos Hemisferios reconozcan inflexiblemente su Soberana Autoridad, adoren su Persona, cumplan con la observancia de las Leyes, obedezcan las autoridades, tribunales y Jefes respectivos que los gobiernan en paz y quietud, y sobre todo a la Suprema Junta Central establecida últimamente que manda a nombre de Fernando Séptimo sin que la América necesite el que una potencia extranjera quiera tomar las riendas del gobierno[17]…

De esta manera, los cuerpos reconocían abiertamente la impronta de una nueva forma de legitimidad, la de la decisión de los vasallos, un primer paso hacia el concepto de la soberanía popular.

IV. — DEL REAL ACUERDO A LA AUDIENCIA GOBERNADORA

Más allá de los conflictos internos que llevaron en gran medida a los hechos producidos el 25 de mayo de 1809, durante los cuales se obligó al presidente de la Audiencia de Charcas a renunciar, nos concentraremos en analizar de qué manera los términos de legitimidad y lealtad fueron utilizados por uno y otro bando para justificar su posición política y la búsqueda del control del poder en la ciudad de La Plata.

La opinión generada a partir de la supuesta posición desleal a Fernando VII por parte del presidente y el arzobispo, por su aparente apoyo a la postura de Carlota Joaquina, fue preparando poco a poco un enfrentamiento entre las autoridades individuales y los cuerpos. Cada uno de ellos fue incrementando la agresividad de su discurso acusando al bando contrario de tomar posiciones contra el rey. Si bien ambos habían reconocido finalmente a la Junta Central y se declaraban fieles al soberano, consideraban que los otros mantenían posiciones peligrosas. Para el grupo conformado por los cuerpos del Real Acuerdo, el Cabildo Secular y el Claustro universitario, García Pizarro y Moxó habían

[17] AHN, Consejos, leg. 21392, fº 76, citado en E. Just Lleó, *Comienzo de la independencia*, p. 593. Obsérvese también en este manifiesto una clara identidad global americana que va más allá de las identidades locales. Se percibe que los doctores de la Universidad saben muy bien jugar con varios niveles de identidad. Al inicio hablan de los «vasallos de ambos Hemisferios» y más abajo tratan específicamente de «La América».

tomado acciones que «terminaban en la entrega de estas Provincias a una dominación estraña, para cuya execución preparaba la expatriación, o ruina de los Magistrados, y demás sujetos conocidos beneméritos de la Patria»[18]; mientras que el presidente, el arzobispo y su principal aliado, el intendente de Potosí, Paula Sanz acusaban por su parte a los cuerpos de una pobre fidelidad, destacando la duda que había tenido la Audiencia sobre «la realidad de la perfidia del Emperador de la Francia, y detención de Nuestro Soberano en Bayona», además de «hacer dudar al Pueblo acerca de la realidad de los sucesos de España con la Francia y de la Legitimidad de la Comisión de Goyeneche»[19].

Finalmente, luego de una verdadera insurrección popular, el Real Acuerdo conminó al presidente García Pizarro a dimitir de su cargo. El argumento fue el de la necesidad de tranquilizar al pueblo. El primer oficio enviado al presidente la misma noche del 25 de mayo decía: «El Tribunal pues, a nombre del Rey, y como eco fiel de estos generosos avitantes, se lo intima así a V.E. y espera su más puntual cumplimiento»[20]. Como se ve, los argumentos utilizados por la Audiencia para conminar al presidente a renunciar fueron el de la necesidad de mantener el orden y el de reconocer y aceptar los pedidos del pueblo, argumento nuevo ligado a la soberanía popular, que se constituía así en una nueva fuente de legitimidad.

Si ambos grupos se consideraban fieles a Fernando VII y a las autoridades legítimas que buscaban precisamente defender esa fidelidad, ¿cuál era la diferencia entre las autoridades nombradas y los cuerpos? ¿Se trataba únicamente de un conflicto de poderes? Desde nuestra perspectiva de análisis, la percepción del presidente y el arzobispo contemplaba una fidelidad que pasaba por toda la cadena de autoridad, es decir, si se era fiel al rey, se debía también fidelidad al virrey Liniers y, por lo tanto, el pueblo debía reconocerlos a ellos mismos como autoridades; mientras que para los Cuerpos colegiados, entre los que se hallaba la Audiencia, el Cabildo y el Claustro universitario, la fidelidad relacionaba directamente al rey con el pueblo, que, como vasallo asumía la decisión de reconocer la autoridad de la Junta Central y a las autoridades como representantes de facto de la sociedad. Esta posición es percibida tanto en el Acta del Claustro Universitario de enero de 1809 como en documentos posteriores. Puede percibirse también cuando el Real Acuerdo decidió finalmente constituirse en una Audiencia Gobernadora argumentando el rompimiento de este pacto por parte de las autoridades y creando «desconfianza pública», como establece la siguiente Acta de Acuerdo:

> Acordó la correspondiente acta graduando de subversivo el contenido de dichos manifiestos (los enviados por Carlota Joaquina), y

[18] «Informe de la Audiencia de Charcas al virrey Liniers sobre los sucesos de La Plata de 25 de mayo de 1809».

[19] «Informe del Presidente García Pizarro al Rey, dándole cuenta del estado de la ciudad de La Plata».

[20] AHN, Consejos, leg. 21342, fº 445. En E. Just Lleó, *Comienzo de la independencia*, p. 661.

> dando un testimonio de fidelidad cuyo Documento de orden del Señor Virrey borró S.E. por su mano alarmando con este echo la desconfianza pública, y cuando el Real Acuerdo se acaba de reunir para los fines indicados principiaron las prisiones de los Señores Ministros […] motivo porque la Ciudad se conmocionó, y habiendo el Tribunal tomado providencia para sosegarla, como el Excelentísimo Señor Presidente hubiese llegado al extremo de obstaculizar a los habitantes, a petición de estos no pudo menos el Real Acuerdo de reasumir el mando, y dictar otras aquella Noche y los días siguientes para tranquilizar, y devolver el sosiego, lo que consiguió dando cuenta a las Superioridades, y a la Suprema Junta Central[21]…

Esta percepción no implicaba, por lo tanto, que la fidelidad al Soberano arrastrara consigo necesariamente un reconocimiento de las autoridades virreinales y audienciales y, por el contrario, podía dudarse de la lealtad de éstas. Si bien los documentos oficiales no lo decían claramente, el rumor hacía ver que esta actuación «poco leal» se debía también al origen francés del virrey y al hecho de que la gran mayoría de las autoridades habían sido nombradas por Carlos IV y, por lo tanto, por Manuel Godoy, esta situación pondría también en duda la legitimidad tanto de Liniers como del mismo García Pizarro.

A pesar de que el Real Acuerdo asumió el poder apoyado y legitimado por el pedido de la población de La Plata, en un acto de soberanía popular, es importante analizar también cuál era la legitimidad que tenía esta Audiencia Gobernadora en la percepción de los habitantes de Charcas. ¿Cuáles eran las intenciones de los oidores? ¿Asumían el poder mientras durara la ausencia del Fernando VII o hasta que la Junta Central enviara un nuevo presidente? ¿Se trataba de un poder interino o de una manifestación de la soberanía popular? Estas son preguntas necesarias para entender la esencia de legalidad y de legitimidad de esta Audiencia rebelde. Muy posiblemente la posición no era clara ni siquiera para los mismos oidores, ya que si para algunos de ellos se trataba de una medida de emergencia para evitar una insurrección popular; para otros era una decisión de más largo aliento frente a las actuaciones poco leales de las autoridades con el rey Fernando VII. Los actos posteriores apoyan tanto a una posición como a la otra. Por un lado, se envió emisarios oficiales a las otras ciudades de la Audiencia para explicar los alcances de la medida y que dieron lugar a la organización de una nueva junta en la ciudad de La Paz en julio de 1809, por el otro, la Audiencia Gobernadora entregó el poder sin mayor conflicto al nuevo presidente Vicente Nieto, enviado desde Buenos Aires. Desde la perspectiva de análisis que se propone, si bien la Audiencia Gobernadora era legítima al ser el resultado de la solicitud del pueblo y la soberanía popular, su rol era únicamente transitorio hasta que las autoridades superiores tomaran las medidas legales correspondientes, que fue lo que ocurrió en el nombramiento de Vicente Nieto.

[21] AHN, Consejos, leg. 21348, p. 8, fº 2vº. En E. Just Lleó, *Comienzo de la independencia*, pp. 666-667.

V. — LA JUNTA GUBERNATIVA DE BUENOS AIRES Y EL VIRREINATO DEL PERÚ

El paso de la autoridad de la Junta Central hacia la Regencia provocó en América nuevos debates sobre la legitimidad de esta nueva instancia de poder. La diferencia entre una y otra era fundamental, ya que la primera mantenía, como Junta, la legitimidad de su origen basada en la retroversión de la soberanía mientras el rey se hallara preso, es decir, tenía en gran parte un carácter interino, mientras que la aceptación de una regencia iba mucho más allá pues implicaba el reconocimiento de un gobierno pleno. Este nuevo escenario provocó en gran parte, respuestas más radicales en América.

A mediados de 1810, la difícil posición política de la Audiencia de Charcas se complejizó aún más, al producirse en Buenos Aires una insurrección y la posterior constitución de una Junta Gubernativa; esto implicaba que en la cabeza de uno de los virreinatos se negaba la autoridad esta vez de la Regencia.

Este cambio de rumbo en la capital del Virreinato del Río de la Plata, al cual pertenecía la Audiencia de Charcas, movió nuevamente las fichas políticas de Lima y Buenos Aires. Si bien la insurrección de mayo de 1809 ya había sido reprimida por órdenes de Buenos Aires y los oidores rebeldes se hallaban presos o desterrados, mientras que, por otro lado, el Virreinato del Perú bajo las órdenes de Abascal ya había cruzado la frontera del Desaguadero para reprimir el levantamiento de La Paz, la creación de la Junta Gubernativa de Buenos Aires provocaba una serie de disyuntivas: ¿Cuál debía ser la posición política de los habitantes de Charcas en un territorio que si bien se mantenía legalmente como perteneciente al Virreinato del Río de la Plata (desde donde se había enviado a Vicente Nieto como nuevo presidente), en la practica dependía militarmente de las tropas comandadas por Manuel de Goyeneche y enviadas desde el Virreinato del Perú? ¿ Cuál era la situación legal de esta Audiencia si la instancia de la cual dependía había tomado otro camino político?

La noticia del levantamiento de Buenos Aires llegó a la Audiencia en junio de 1810. Unos días después, sin tener en cuenta el cambio de escenario, el presidente de la Audiencia, ordenó a las ciudades de Charcas que prestasen obediencia y lealtad al Consejo de Regencia, explicando que no se recibía orden oficial de Buenos Aires porque era posible que en las circunstancias extraordinarias de la existencia de un gobierno «popular e intruso», hubieran ocultado las órdenes oficiales y los despachos reales, ya que habría mucho desorden en los papeles públicos y las noticias particulares.

Las instrucciones para la jura, con repique de campanas, bando real, salas de artillería y otros actos, establecían que en esta celebración los pobladores

> pueden hacer las celebridades que son propias de su fidelidad y patriotismo […] reconozcan y obedezcan la Soberana Potestad depositada en el referido Consejo de Regencia que gobierne unos y otros reinos de España y las Indias a nombre de nuestro adorado monarca el señor

> don Fernando VII (que Dios guarde) hasta que sea restituido en todo su Poder y esplendor[22]…

El presidente de la Audiencia de Charcas, Vicente Nieto, y el gobernador de Potosí, Francisco de Paula Sanz, apoyaban la segunda posición y, en medio de una acción considerada ilegal por los opositores, decidieron la reincorporación de la Audiencia al Virreinato del Perú[23].

Esta decisión fue aprobada por el cabildo de la ciudad de La Plata, que envió misivas al virrey del Perú Fernando de Abascal, en los siguientes términos:

> bolver a ese Superior Govierno de vueexelencia, aquella antigua obediencia y sumición, que antes de la divición del Virreynato le reconocía, porque no cabe en su lealísimo modo de pensar el rendir la cerviz a Potestad que no tenga su legítimo origen del Real Trono de España, sugetarse a dicha Junta de Buenos Ayres, fundada solo por la multitud de cabezas, que se abran movido por impulso de sus propios caprichos[24]…

Esta decisión, que se había basado únicamente en una decisión del presidente Nieto y que había sido refrendada inicialmente por un conjunto de autoridades que no representaban a la totalidad de la Audiencia, daría lugar a una falta de legitimidad esencial en la postura «realista» en Charcas, deficiencia legal y de legitimidad que se manifestaría en ambos bandos. Por un lado, aunque la administración pasó a depender del virreinato peruano, con el envío, por ejemplo, de la documentación contable y administrativa a Lima, Charcas no fue considerada por el virreinato peruano como un territorio dependiente de forma plena, sino como un territorio en guerra. Por otro lado, los pueblos y ciudades de Charcas siguieron considerándose en gran parte como pertenecientes al antiguo Virreinato del Río de la Plata, más aún si el discurso oficial que provenía de éste se mantuvo en la fidelidad a Fernando VII prácticamente hasta el retorno al poder por parte del rey en 1814[25].

Este vacío jurídico repercutía lógicamente en la legitimidad de las autoridades de la Audiencia, ya que legalmente, no se sabía a ciencia cierta cuál era su

[22] M. Beltrán Ávila, *Historia del Alto Perú en el año 1810*, p. x.

[23] L. Paz, *Historia General del Alto Perú*, p. 113.

[24] «El Cabildo de la Plata escribe al Virrey del Perú en 21 de junio de 1810». Los documentos relativos al paso del Virreinato del Río de la Plata al del Perú no se hallaron en las actas oficiales de Cabildo, por lo que, a la llegada de Castelli, se exigió a las autoridades de Cabildo que exhibieran los documentos. Ellos argumentaron que no se hallaban en el libro de actas porque no se decidieron en Cabildo, sino en Junta de Corporaciones y que un segundo documento, en el que se agradecía al virrey Abascal su aprobación para el traspaso, no se puso en el libro correspondiente por «olvido». Es claro que los miembros del Cabildo esperaban a ver hacia qué lado se inclinaba la balanza política y que el «olvido» no era tal.

[25] La permanencia del discurso oficial a favor de Fernando VII no implicó que no se estuvieran gestando posiciones diferentes, tales como la de establecer una república que asumiera la soberanía si es que el rey había muerto. Esta posición, más radical también, fue asumida en parte por los sublevados indígenas. Ver sobre este tema M. L. Soux, «Insurgencia y alianza».

situación. Por un lado dependían oficialmente de un virreinato que se había transformado, por decisión de su pueblo, en una Junta Gubernativa que reconocía a Fernando VII pero no a sus autoridades subalternas y tampoco a la Regencia, por lo que sus autoridades legítimas deberían haber sido nombradas desde Buenos Aires; y por otro lado, dependían en la práctica de otro virreinato cuya tuición sobre la Audiencia de Charcas no había sido confirmada por la Regencia, pero que mantenía un ejército en el territorio, por lo tanto, podía ser considerado como un ejército de ocupación.

En medio de este vacío jurídico y de soberanía, la Junta Gubernativa de Buenos Aires decidió enviar un ejército hacia el norte para controlar militarmente sus territorios de Charcas. Para ello conformó el tradicional y erróneamente conocido como Primer Ejército Auxiliar Argentino, dirigido políticamente por Juan José Castelli. De acuerdo con la historia tradicional, de forma paralela al avance de este ejército, se sublevaron las ciudades de Cochabamba, Santa Cruz, Oruro y Potosí, levantando «el estandarte de la libertad»[26], sin embargo, se puede ver que los hechos fueron diferentes, ya que se trataron más bien de levantamientos y manifestaciones populares y urbanas que reconocían oficialmente a la Junta Gubernativa de Buenos Aires, la que, a su vez, al menos en el discurso oficial, reconocía la fidelidad a Fernando VII y desconocía a las autoridades subalternas como el virrey y los presidentes de las Audiencias. Esto significa, entonces, que en gran parte, los movimientos del 14 de septiembre en Cochabamba, del 24 de septiembre en Santa Cruz, del 6 de octubre en Oruro y del 10 de noviembre en Potosí, no tuvieron tanto un carácter revolucionario y menos de independencia, sino que fueron parte de la lucha por la legitimidad de su dependencia al Virreinato del Río de la Plata (ya en ese momento Junta Gubernativa) en contra de actos que ellos consideraban ilegales por parte de las autoridades del Virreinato del Perú. En otras palabras, y siguiendo un nuevo silogismo, si la Audiencia de Charcas dependía legal y legítimamente del Virreinato del Río de la Plata y si en la capital de este virreinato el pueblo, bajo el principio de la soberanía popular, había depuesto a sus autoridades al considerar que traicionaban la lealtad a Fernando VII, era legítimo que las ciudades dependientes de la Audiencia de Charcas apoyaran a esta Junta Gubernativa.

Esto significa que, como dice Federica Morelli para el caso ecuatoriano,

> la revolución hispanoamericana (habría nacido) ante todo de una resistencia legítima contra actos de gobierno juzgados ilegales, como lo confirma la ausencia casi absoluta de toda ideología revolucionaria, es decir, de todo modelo de sociedad y de gobierno preconcebido y racionalizado[27].

Esto no quiere decir, sin embargo, que algunos dirigentes e ideólogos de los movimientos no tuvieran sus propias ideas revolucionarias, sino que, en su

[26] No es casualidad que las fechas en las cuales se produjeron estos levantamientos hayan sido declaradas posteriormente como las fechas cívicas de los departamentos, con la excepción de Oruro.

[27] F. Morelli, «Entre el Antiguo y el Nuevo Régimen», p. 34.

mayoría, el apoyo de la población tuvo más un carácter de defensa de la legalidad, la legitimidad y la lealtad que de un proyecto político.

Desde esta perspectiva de análisis, el discurso del doctor Polo en Oruro en homenaje a Juan José Castelli, que se cita al inicio de este artículo, no aparece ya como una contradicción, sino como un ejemplo de la forma como la población de Charcas percibió el momento. Queda claro que la lectura de Polo (y seguramente de muchos de los habitantes del territorio de Charcas) sobre lo que ocurría, pasaba precisamente por estos dos elementos claves: la lealtad al rey Fernando VII y la legitimidad de las acciones a favor del rey.

FUENTES

«Acta del Acuerdo Extraordinario de la Real Audiencia, La Plata, 18 de septiembre de 1808», Archivo Histórico Nacional, Consejos, leg. 21392, fº 4, en Estanislao Just Lleó, *Comienzo de la Independencia en el Alto Perú. Los sucesos de Chuquisaca, 1809*, Sucre, Editorial Judicial, 1994, p. 95.

Archivo Histórico Nacional, Consejos, leg. 21391, 2 fº, en Estanislao Just Lleó, *Comienzo de la Independencia en el Alto Perú. Los sucesos de Chuquisaca, 1809*, Sucre, Editorial Judicial, 1994, p. 74.

Archivo Histórico Nacional, Consejos, leg. 21392, fº 76, en Estanislao Just Lleó, *Comienzo de la Independencia en el Alto Perú. Los sucesos de Chuquisaca, 1809*, Sucre, Editorial Judicial, 1994, p. 593.

«Carta del Cabildo Secular de La Plata al ministro de Estado de la Corte del Brasil el 25 de diciembre de 1808», Archivo Histórico Nacional, Consejos, leg. 21391, 2 fº 17, en Estanislao Just Lleó, *Comienzo de la Independencia*, apéndice documental, p. 590.

«Discurso pronunciado por el Doctor Pedro Antonio Polo en Oruro en acto celebrado en honor a Juan José Castelli», Archivo General de la Nación, Colección Juan Ángel Farini, Documentación de Juan José Castelli, Sala VII, fº 185.

«El Cabildo de la Plata escribe al Virrey del Perú en 21 de junio de 1810», Archivo General de la Nación, Buenos Aires, Colección Juan Ángel Farini, Documentación de Juan José Castelli, Expedición Auxiliadora al Alto Perú, años 1809-1811, Sala VII, leg. 290, 3E.

«Informe de la Audiencia de Charcas al virrey Liniers sobre los sucesos de La Plata de 25 de mayo de 1809, 2 de junio de 1809», Archivo Histórico Nacional, Consejos, leg. 21392, 83 fº 100vº, en Estanislao Just Lleó, *Comienzo de la Independencia*, apéndice documental, p. 683.

«Informe del Presidente García Pizarro al Rey, dándole cuenta del estado de la ciudad de La Plata, 26 de abril de 1809», Archivo Histórico Nacional, Consejos, leg. 21391, 9 fº 48, en Estanislao Just Lleó, *Comienzo de la Independencia*, apéndice documental, p. 637.

SERMONES Y PASTORALES FRENTE A UN NUEVO LENGUAJE POLÍTICO

LA IGLESIA Y EL LIBERALISMO HISPÁNICO EN EL PERÚ (1810-1814)

Víctor Peralta Ruiz
Centro de Ciencias Humanas y Sociales — CSIC

François-Xavier Guerra en uno de sus últimos artículos abordó las abundantes referencias bíblicas que surgieron en los debates políticos durante la independencia de la América española. Señaló concretamente que

> una buena parte de la literatura contra-insurgente desde 1810 en México, y anti-independentista y antirepublicana, luego, en todo el continente está basada en la argumentación bíblica. El Nuevo y, sobre todo, el Antiguo Testamento sirven para hacer apología de la monarquía absoluta, para declarar la ilegitimidad de la desobediencia a las autoridades constituidas, para condenar la soberanía del pueblo[1].

Para Guerra era también llamativo que «la política sacada de las Santas Escrituras» también inspirase los escritos independentistas y republicanos, señalando como ejemplo más conocido *El triunfo de la Libertad contra el despotismo* (1817) del escritor insurgente venezolano Juan Germán Roscio, y en el que en cambio los sacerdotes brillaron por su ausencia. Esta afirmación conduce a confirmar el carácter conservador y tradicional del lenguaje político de la Iglesia y sus miembros en la coyuntura crítica que se inició con la crisis de la monarquía hispánica en 1808. La tendencia antiliberal de los sacerdotes parece también avalarla los estudios dedicados a analizar el discurso religioso en Cádiz. Salvo contadas excepciones, el clero español no comulgó con la representación liberal ni con la Constitución aprobada en marzo de 1812. También el sacerdocio mostró en varios sermones su desagrado a la misma cuando fue restablecida entre 1820 y 1823[2]. Por el contrario, el padre Vélez, como fue conocido el monje capuchino Manuel Benito Anguita y Téllez, editó el periódico *El Sol de Cádiz* y escribió la obra *Preservativo contra la irreligión*, para atacar a los liberales españoles y compararles con los enciclopedistas, los revolucionarios de 1789 y los napoleonistas invasores, todos igualmente «piezas de una gran conspiración de Satán»[3].

[1] F. X. Guerra, «"Políticas sacadas de las sagradas escrituras"», p. 155.
[2] L. Arias González y F. de Luis Martín, «La divulgación popular del antiliberalismo».
[3] E. Martínez Ruiz y M. Gil Muñoz, *La Iglesia española contra Napoleón*, p. 246.

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 117-132.

El objetivo de este trabajo[4] es analizar una selección de sermones y pastorales pronunciados en el Perú entre 1810 y 1814. Estas piezas fundamentales de la oratoria sagrada han pasado desapercibidas para los especialistas en el estudio del lenguaje político de la independencia. No se suele considerar que un religioso en esta época sea capaz de influir en la actuación de toda una sociedad corporativa. Pero, como advirtió Marta Irurozqui, para el contexto altoperuano los autores de sermones y catecismos fueron los genuinos pedagogos de un orden en crisis o de uno que surgía y, además, «merced a este papel a ese papel tuvieron en sus espacios de actuación pública la capacidad de generar cambios identitarios en sus oyentes y lectores»[5]. Se argumentará que estas piezas de la retórica católica relativizan el carácter predominantemente antiliberal de la alta jerarquía peruana y muestran una significativa presencia de sacerdotes simpatizantes con el liberalismo hispánico y la Constitución de Cádiz.

I. — LOS SERMONES EN EL CONTEXTO DEL PRIMER LIBERALISMO

La oratoria sagrada en el mundo hispánico siempre se cuidó de identificar la defensa del altar con la lealtad y subordinación al trono imperial. Ello explica que no fuese ninguna novedad que los religiosos se implicaran en la defensa de los monarcas cuando estos resultaban atacados en su derecho de reinar absolutamente sobre sus súbditos por la gracia de Dios. Por eso en el Virreinato del Perú la Iglesia, al igual que el resto de las posesiones españolas de Ultramar, condenó en el púlpito el regicidio perpetrado por los revolucionarios franceses en 1792. Este lenguaje religiosamente belicista se reactivó una vez conocidas las abdicaciones de Bayona y la consiguiente invasión napoleónica de mayo de 1808.

La activación de la retórica religiosa contra los franceses formó parte del lenguaje de las primeras juntas de gobierno que se formaron en nombre de Fernando VII. Pero los religiosos en el Perú no dieron credibilidad a la retórica autonomista que asumía la retroversión temporal de la soberanía hasta el retorno del monarca y, más bien, la concibieron como una vía al separatismo político y a la irreligión que había que combatir. El 3 de junio de 1811, en tanto que las tropas peruanas comandadas por el brigadier José Manuel de Goyeneche guerreaban con el ejército expedicionario rioplatense de Castelli por el control del Alto Perú, el sacerdote Ignacio González Bustamante pronunciaba en Lima con la asistencia del virrey Abascal un sermón de acción de gracias por la creación del batallón de la Concordia. Este religioso enmarcó su discurso en un llamado a los americanos que se han rebelado contra la autoridad de la

[4] Este artículo ha sido elaborado en el marco de los proyectos siguientes: HAR2010-17580 «Institucionalización del Estado: justicia y violencia política. América latina siglo XIX» (CSIC-IH) y HAR2011-23225 (proyecto de investigación financiado por el Ministerio de Economía y Competitividad de España).

[5] M. Irurozqui, «El sueño del ciudadano», p. 249.

Regencia y las Cortes a los que califica como «hijos descarriados». Reconoce que España está atravesando por una fase crítica y por eso utiliza la alegoría bíblica del enfrentamiento entre el Goliath francés y el David español. Sin embargo, a continuación asegura que la liberación llegará muy pronto y que Lima, al ver cumplido su anhelo de contar con un batallón para su nobleza, contribuirá al triunfo de la religión, del rey y de la patria. Porque a diferencia de los americanos descarriados:

> el Peruano no se da a partido contra lo que ama tan tiernamente. Así, luego que rompe la llama de la división, la sofoca en su origen, y para impedirle todo ulterior progreso, entrelaza sus manos con las del Europeo, y estrechándose ambos con el afecto que Jonatas con David, juran el defenderse recíprocamente hasta el último suspiro […] sólo el amor es el que lo ha dispuesto, y lo ha ratificado la gratitud […] si yo digo que esta virtud cristiana y racional, es el otro comprincipio de tan benéfica concordia, pues las Indias no olvidarán jamás lo que deben al Europeo, y su memoria será siempre contestada de las dulces efusiones del corazón[6].

Por tanto, este sermón entronca con la tradición de la retórica religiosa hispana de demonizar a los coyunturales adversarios de la monarquía católica. Pero a partir de 1812 este discurso se bifurcará por otro sendero al decantarse algunos sacerdotes por pronunciar oraciones litúrgicas, sermones y pastorales apegadas a la defensa de las Cortes de Cádiz y la Constitución de 1813.

II. — ¿POR UNA ALIANZA ENTRE EL TRONO Y LAS CORTES?

El inédito sendero del discurso eclesiástico simpatizante con el lenguaje político del liberalismo hispánico comienza con la oración fúnebre en honor de Vicente Morales Duárez pronunciada por el sacerdote José Manuel Bermúdez en la catedral el 7 de noviembre de 1812. La personalidad del constituyente peruano, fallecido mientras ejercía la presidencia de las Cortes, es comparada con la del rey Salomón porque como «aquel admirable príncipe prefirió la sabiduría a todos los demás bienes que se aprecian sobre la tierra»[7]. No cabe mayor elogio para Morales Duárez que resumir y comparar su vida con la de uno los personajes bíblicos más celebrados por la liturgia cristiana. Por ello, a continuación, la oración fúnebre se concentra mayormente en hacer una elogiosa semblanza biográfica de Morales Duárez. Sólo cuando se finaliza ésta, Bermúdez anuncia a la feligresía que dará su opinión sobre la futura constitución civil y política de la monarquía española. Destaca que la misma es no sólo celebrada por los españoles sino también alabada por los extranjeros que no dudan en calificarla como la carta magna de la nación y el código que asegurará

[6] I. González Bustamante, *Sermón de acción de gracias*, p. 14.

[7] J. M. Bermúdez, *Oración fúnebre del Señor Don Vicente Morales Duárez*, p. 5.

la prosperidad futura de la Monarquía. En sus palabras, la constitución es sabia porque consagra la

> gloria inmortal de la religión católica, apostólica y romana, que se respeta en ella, como la más segura base de la autoridad, el apoyo más firma de las leyes, el alma del Estado y la fuente y manantial inagotable de la felicidad de la patria. Bien es que esta obra incomparable fue producción de catorce sabios sublimes, pero ¿quién negará que podemos lisonjearnos de que su pronta ejecución se debió al celo e integridad del señor D. Vicente Morales?[8].

Esta celebración de una constitución católica será el soporte reflexivo sobre el que descansarán éste y todos los discursos religiosos favorables al liberalismo hispánico. Bermúdez culmina este elogio a la constitución con una alegoría arquitectónica con la que procura resumir su contenido, esta es «como un sólido edificio fundado sobre el plan magnífico de la verdadera religión, sostenido de diez robustas columnas, que no son otra cosa, los diez títulos que la componen»[9].

Sin duda, uno de los sermones religiosos más importantes publicados en Lima que celebraron la Constitución de Cádiz fue el pronunciado por el cura de la doctrina de Huancayo, José Ignacio Moreno, el 1 de enero de 1813. Sorprenderá además este discurso gratulatorio por ejercer Moreno como comisario de la Inquisición en esta provincia de la sierra central peruana. Es de destacar también que el impreso está prologado, y posiblemente su edición auspiciada, por el rector de la Universidad de San Marcos, Gaspar de Ceballos y Calderón, marqués de Casa Calderón, quien califica el sermón de «admirable enlace de verdades sagradas y políticas, que conspiran a hacer ver la sabiduría y ventajas de nuestra Constitución. Apareciendo en él la religión cristiana como el más sólido apoyo de las instituciones civiles». Moreno en su sermón incide en una de las comparaciones bíblicas más propicia para transmitir a sus oyentes el significado de la Constitución de 1812: que ella es equivalente a los diez mandamientos recibidos por Moisés, porque igualmente reconoce que «la sabiduría que presidió a la creación del mundo físico y regló las leyes con que se mueve la naturaleza visible, es también la que dirige la formación del mundo político»[10]. A diferencia de otros religiosos, el sermón que pronunciara Moreno se explayará en los contenidos básicos del código legislativo supremo aprobado en Cádiz con el propósito de garantizar su fácil comprensión entre sus feligreses. Para comenzar, define a la Constitución como sabia porque:

> ella se funda sobre las bases de la justicia, que conserva o reintegra a cada uno en sus derechos, y de la prudencia que los concilia y atempera según el interés de todo el cuerpo del Estado. En una palabra, nuestra constitución es justa para cada uno, y al mismo tiempo es útil y provechosa para todos[11].

[8] *Ibid.*, pp. 36-37.

[9] *Ibid.*, p. 42.

[10] J. I. Moreno, *Discurso que el día 1 de enero de 1813*, p. 3.

[11] *Ibid.*, p. 4.

Moreno demuestra tener un conocimiento pormenorizado de lo que se ha discutido y aprobado en Cádiz porque glosa el discurso preliminar al proyecto de constitución de diciembre de 1811, del que extracta que las leyes fundamentales de la monarquía española tuvo desde sus orígenes impedir el abuso del poder político «reduciéndole en cada momento a las reglas invariables de la justicia». La Constitución tiene esa virtud porque equilibradamente «conserva a Dios su dignidad, a la religión su inmutabilidad, al rey su inviolabilidad, a los ciudadanos su verdadera libertad, a la nación entera y a cada una de sus partes su inenagenable majestad»[12]. El sermón incide en dar relieve a los derechos de todos los ciudadanos del reino a partir de los cuales hace una distinción entre libertades civiles y políticas:

> el rey es el primero de los ciudadanos, y la constitución que le conserva sus derechos, no podría llamarse justa, si olvidase los de los otros. El menor de ellos tiene un derecho incontestable a gozar de la libertad, no sólo la civil, que consiste en no ser agraviado de los otros ciudadanos, sino también la política que se halla en no ser oprimido por la autoridad, y en estar sólo sujeto a la ley, que él mismo se ha dado de acuerdo con todos los demás. El gobierno se ha establecido para librar a los hombres de toda opresión y violencia, y cuando él es justo y moderado, no menos se opone a la anarquía que sólo reconoce el derecho de la fuerza, que al despotismo, que no ejerce sino el de su propia voluntad y capricho[13].

El *Discurso* de Moreno sin duda constituye uno de los impresos más importantes publicados en Lima como resultado del clima de libertad de imprenta que se vivió entre 1811 y 1814. Su afinidad con el liberalismo hispánico sólo es comparable con lo publicado dentro de las páginas de *El Peruano* o el *Satélite del Peruano*, o con el debate impreso suscitado en torno a la censura de los impresos del brigadier Villalta. En todos ellos el hilo conductor consistió en generar una retórica y práctica contra la arbitrariedad de las autoridades del pasado, un claro rechazo al absolutismo[14]. Nunca antes un sacerdote había expresado en el púlpito una arenga a favor de la recuperación de la libertad civil de los ciudadanos españoles ni se había explayado en celebrar la limitación de los poderes del monarca con estas palabras:

> no puede el rey por sí solo hacer las leyes, sino sólo sancionarlas y promulgar las que hicieren las Cortes con él […] en fin, no puede el Rey privar a ningún individuo de su libertad, ni imponerle por sí pena alguna […] Ved aquí establecida sólidamente la libertad política de los ciudadanos[15].

Celebra que el futuro gobierno de la nación española sea el de una monarquía moderada. Moreno concluye su oratoria pronunciada en la apartada iglesia

[12] *Ibid.*, p. 7.
[13] *Ibid.*, p. 13.
[14] V. Peralta Ruiz, *La independencia y la cultura política peruana*, pp. 201-238.
[15] J. I. Moreno, *Discurso que el día 1 de enero de 1813*, pp. 15-17.

parroquial de Huancayo con una precisión sobre los derechos del conjunto de la nación española que instaura la Constitución:

> después de hacer entrar en un mismo cuerpo de nación a los españoles de Europa y América, proclama de una manera solemne la soberanía, que reside esencialmente en ella, y que le da el derecho exclusivo de establecer sus leyes fundamentales y la constituye en la obligación de conservar y proteger por las leyes de segundo orden, llamadas civiles, la libertad, la propiedad y los demás derechos legítimos de todos los ciudadanos que la componen[16].

Moreno no podía finalizar su sermón sin hacer referencia a la condición de los indígenas como nuevos ciudadanos de la nación española:

> ¡Indios infelices! ¡Ciudadanos pobres, envilecidos hasta ahora! Levantad la cerviz, y gloriaos ya de que desde el fondo de vuestras cabañas vais a dictar las leyes, por donde ha de ser gobernado el más digno pueblo de la tierra![17].

Por último, se refirió a la capacidad transformadora de la Constitución en el terreno educativo y productivo porque no bastaba con hacer un Estado poderoso, resistente y durable,

> es menester ilustrarlo y enriquecerlo para completar su felicidad [...] y la sabiduría se adquiere por el estudio de las ciencias y de las artes útiles a la sociedad y se propaga removiendo las trabas que impiden la ilustración pública. Nuestra Constitución promueve por ambos medios la instrucción de los españoles de ambos hemisferios [...] ordenando que el plan general de enseñanza sea uniforme en todo el reyno, y bien dirigido para impedir la arbitrariedad y la superfluidad de doctrinas absurdas o impertinentes, en que se hace malograr el tiempo a la juventud, y haciendo en fin una ley fundamental de la libertad de la imprenta, que según el uso de nuestros días en el vehículo de las luces[18].

Señaló como los principales vehículos de esta transformación a los nuevos cabildos constitucionales que dejaban así de ser «empleos de puro honor o de propia conveniencia» y se transformaban en instancias del bienestar general de sus vecinos. En suma, lo que sorprende de este sermón es su capacidad para publicitar el ideario del liberalismo hispánico formulado en Cádiz como un nuevo lenguaje político que devolvía al Perú su condición de parte conformante de un cuerpo de nación a cuya cabeza se tendría a un monarca respetuoso de sus libertades.

Otros dos importantes documentos religiosos editados en Lima en 1813 en alabanza a la Constitución fueron la *Representación* del cura Francisco Félix de

[16] *Ibid.*, pp. 19-20.
[17] *Ibid.*, pp. 20-22.
[18] *Ibid.*, pp. 28-29.

Carrión y la *Exhortación* del obispo de Charcas Matías Terrazas. Ambas fueron piezas retóricas quizás menos importantes que el sermón pronunciado por Moreno, pero al igual que éste aquéllas se convirtieron en los escasos impresos permitidos por el virrey Abascal para transmitir a la opinión pública las virtudes y bondades del liberalismo hispánico. La *Representación* de Carrión celebra la coyuntura que se vive de poder expresar con libertad las ideas políticas de tal modo que «no recordemos ni las ideas y sueños platónicos, no los delirios de Hobbes, de Puffendorf, ni de esos otros impíos que afectando enseñar cosas singulares, predican con el tono más duro la humanidad y la libertad con el ayre más despótico»[19]. En el marco de este discurso crítico con los teóricos del gobierno absoluto de los monarcas, Carrión considera que ninguno de los grandes legisladores de la Antigüedad tuvo la capacidad de dictar leyes como las incorporadas a la Constitución de Cádiz

> que tan firmemente estableciesen el buen orden en sus repúblicas, fijasen la verdadera igualdad, y respectiva distinción en la jerarquía del Estado, reprimiesen tan bien la arbitrariedad sujetándola a reglas inmutables, consultasen a la humanidad en las penas, y al mérito en la recompensa[20].

Considera que la obra de los legisladores gaditanos es una prueba de que Dios puede iluminar la mente de los hombres en los momentos de sus mayores calamidades. A partir del juramento de la Constitución sostiene que la «reforma de la vida de la más católica de las naciones» estará plenamente garantizada porque ni el monarca ni los tribunales juzgarán en adelante por voluntariedad o capricho, ni las penas serán excesivas para el delincuente, ni la adulación será condición para ocupar los empleos. En este último caso más bien

> los cabildos formados por turno entre ciudadanos beneméritos, velarán por la cultura y policía, por el abundante y equitativo abasto; por la tranquilidad y orden en los espectáculos públicos: ya nuestros fértiles campos brillarán con doradas espigas, alegrarán con verdes y amenas praderias, brindarán preciosos frutos, alentando con el premio de sus fatigas el laborioso agricultor[21].

En esta idealización del carácter benefactor de la Constitución, Carrión postula que el rostro del Estado despótico será absolutamente borrado porque aquella «destierra todo desorden, establece toda justicia, y como resultado de esto, deja gustar los deliciosos efectos de la Paz»[22]. Confía finalmente este cura en las paternales guías espiritual y política, respectivamente, del arzobispo de Lima Bartolomé María de las Heras y del virrey, para cumplir «los justos decretos y

[19] F. F. de Carrión e Iglesia, *Representación del placer patriótico*, p. 2.
[20] *Ibid.*, p. 3.
[21] *Ibid.*, pp. 5-6.
[22] *Ibid.*, p. 7.

las sabias máximas de un documento, el más auténtico con que la Real Piedad ostenta sus católicos designios»[23].

La *Exhortación* del obispo de Charcas pronunciada en la catedral de dicha Audiencia el 6 de enero de 1813 es significativa porque es una de las pocas ocasiones en que se puede evaluar la opinión que tiene sobre el liberalismo hispánico un alto representante de la Iglesia. Terrazas, desde una posición más moderada políticamente que los religiosos anteriormente mencionados, se refiere a la Constitución como

> un código que en todas sus cláusulas respira piedad para con Dios, fidelidad para con el soberano, amor para con los ciudadanos, interés por el bien de la nación, zelo por la observancia de las leyes, humanidad en el castigo de los delincuentes, entereza en la administración de la justicia, energía en promover la industria, solicitud en proporcionar la ilustración[24].

Terrazas por sobre los derechos políticos consagrados destaca que la Constitución será el sostén de la religión católica, el fundamento de la subsistencia del trono, la soberanía e independencia de la nación española y el «escudo de la justa libertad de los ciudadanos». De igual modo que en el sermón de José Ignacio Moreno, Terrazas compara el significado de la Constitución de 1812 con la recepción, por parte del pueblo de Israel en el monte Sinaí, de los diez mandamientos. Celebra que los legisladores en Cádiz hayan compendiado en un pequeño volumen y reducido a un sistema político práctico

> todo lo más justo y ventajoso que apenas habían propuesto en sus especulaciones los más grandes políticos. La Constitución que sale de sus manos reconoce un gobierno monárquico, dulce, justo, útil, amable y por lo mismo más permanente en lo que cabe entre las vicisitudes humanas. En él se establece el pacto social más religioso y equitativo entre el rey y los vasallos[25].

El obispo no parece convencido de que de los derechos políticos reconocidos a la nación por la Constitución se derive el final de las relaciones de vasallaje. Al elogiar el establecimiento de una monarquía equitativa, paterna y moderada, insistirá en que tal sistema resguardará al monarca y a los vasallos de los males de la anarquía y el despotismo, es decir de la democracia y el absolutismo. Arenga a sus feligreses a obedecer la Constitución por motivos religiosos, de justicia y lealtad y, a su vez, expresa su absoluto convencimiento de que el monarca la acatará una vez que recupere el trono porque

> este príncipe [Fernando VII] moderado por genio, benigno por temperamento, virtuoso por inclinación, justo y equitativo por naturaleza (si me

[23] *Ibid.*, p. 8.

[24] M. Terrazas, *Exhortación hecha en la Catedral de la Ciudad de la Plata*, p. 3.

[25] *Ibid.*, p. 6.

> es lícito decirlo así) subscribirá gustoso a una decisiones que sin perjudicar substancialmente los sagrados derechos de la majestad, precaven en lo posible los abusos que la vil adulación, que por desgracia rodea siempre el trono de todos los soberanos del mundo, pudiera con el tiempo introducir en nuestro gobierno[26].

Culmina el obispo Terrazas su oratoria con un claro mensaje político que resume el sentimiento reivindicativo criollo activado con la crisis de 1808:

> ¡Españoles del Perú! en esta parte llamo yo toda vuestra atención. Ya las Américas no son unas colonias de la España, sino una parte integrante de esa gran monarquía. Quedan abolidas por la Constitución (y ¡ojala queden eternamente borradas de nuestra memoria!) las odiosas distinciones de europeos y americanos. Todos, como hijos de una misma madre patria […] formamos una sola nación generosa, componemos una sola familia[27].

III. — POR EL REY Y CONTRA LA CONSTITUCIÓN

Al obispo Terrazas le fueron editados otros sermones en Lima de distinta motivación política a la que pronunció en 1813, esta vez con el patrocinio del virrey Abascal. El análisis de los mismos induce a pensar sin dudarlo que su apoyo al liberalismo hispánico fue un acto más de acatamiento estrictamente institucional que de sincera simpatía. El primer sermón editado a Terrazas en 1815 fue en realidad el que éste pronunciara dos años antes con motivo del nombramiento de la Virgen del Carmen como generala del ejército realista del Alto Perú. Ninguna mención al liberalismo hispánico que apoyaba por esas fechas hizo el sacerdote en este discurso, ya que el motivo del mismo era desacreditar a la expedición militar rioplatense y al régimen autonomista de Buenos Aires. No halló mejor alegoría bíblica para ejemplificar la coyuntura altoperuana que citar el cántico de Moisés al ver disipado y sumergido en las aguas del Mar Rojo el ejército de los egipcios que perseguía al pueblo judío. Las victorias realistas de Vilcapuquio y Hayouma eran como ese triunfo del pueblo de Dios una victoria de la causa del rey la religión sobre la deslealtad, la tiranía y el despotismo instalada en Buenos Aires y, concretamente, gracias a la benefactora protección de la Virgen del Carmen. Condenó finalmente a la Revolución de mayo por dudar del legítimo dominio del soberano español sobre las Indias por derecho de conquista y, además, afirmar que había muerto:

> pero aún quando la conquista fuese legítima (dicen los sediciosos) el rey Fernando es muerto, ha caducado la soberanía, y estamos ya libres del juramento de fidelidad que le hicimos. ¿Sería creíble, señores, que gentes

[26] *Ibid.*, pp. 10-11.
[27] *Ibid.*, pp. 13-14.

> que por otra parte se precian de ilustradas o sus partidarios, se valiesen de semejantes patrañas para seducir almas sencillas e ignorantes?[28].

En el segundo sermón editado a Terrazas en 1815, en realidad pronunciado el 2 de noviembre de 1814 con motivo de la restitución de Fernando VII al trono, el obispo comparó el sentimiento de los americanos por las calamidades políticas experimentadas por España con «las dolorosas expresiones con que Jeremías lamentaba las desgracias de Jerusalem»[29]. Este religioso incide en cómo dicha tierra santa experimentó el justo castigo de Dios por haber caído su población en el pecado. Retomando el lenguaje bíblico más acorde con una defensa del pasado absolutista, atribuyó los males experimentados entre 1808 y 1814 como un justo castigo divino por las iniquidades en que la nación había caído,

> porque, hablemos de buena fe, y humillándonos en presencia del Señor: ¿qué objeto presentaba el reyno entero a los ojos de Dios, sino un objeto digno de todo el furor de su cólera? No se veía en él sino soberbia y despotismo en los poderosos, insubordinación y vicios en el pueblo; lujo y profusiones en los ricos; desesperación y envidia en los pobres; injusticias en los tribunales; venalidad en los magistrado, orgullo y violencias en los militares; omisiones y descuidos gravísimos en los padres de familia; inobediencia y desenfreno en los hijos; usura y dolo en los contratos, murmuraciones y calumnias en las conversaciones; inmodestia y lujo en los trajes; profanidad y disolución en las modas; afeminación en los hombres; falta de pudor y honestidad en las mujeres, relajación y abandono en todos[30].

Tales males habían tenido su origen en su opinión en las lecturas perniciosas y en el roce con personas de extraña creencia especialmente en las ciudades y puertos. Esta crítica de los efectos nocivos causados sucesivamente por la moda de la Ilustración, la impiedad de la Revolución francesa y el trato con Napoleón Bonaparte, volvía a ser retomada como un discurso de defensa y restauración de las antiguas tradiciones hispanas. Terrazas consideraba que Dios no podía dejar impunes esos insultos a las costumbres defendidas por su Iglesia:

> Los pecados de la España pusieron el azote en manos del señor para su castigo [...] Y si la España pecadora había provocado con sus delitos vuestro enojo; la España humillada mereció con su arrepentimiento vuestra compasión como lo habías ofrecido por el profeta [Isaías][31].

El castigo divino tenía un elemento de compasión y éste había llegado con la derrota de los franceses y la devolución del trono a su legítimo propietario. Como era de esperar el arzobispo no hizo ninguna mención en su sermón del

[28] *Ibid.*, p. 24.
[29] Id., *Sermón que en la solemne misa de acción de gracias,* p. 17.
[30] *Ibid.*, pp. 17-18.
[31] *Ibid.*, pp. 20-21.

liberalismo hispánico que había alentado a sus feligreses a acatar ni de su convencimiento de que Fernando VII acataría la Constitución de Cádiz.

El sermón pronunciado por el capellán del virrey, Felipe Cuéllar, en la catedral de Lima en septiembre de 1814 no vino sino a reafirmar lo expresado por Terrazas sobre el justo castigo divino y el pecado redimido experimentado por España. Compara las tribulaciones de Fernando VII con las penalidades que experimentara el rey Ezequías en la época de persecución de los judíos:

> Todo, todo le asemeja al justo y desgraciado Ezequías. Sus angustias, sus oraciones, sus lágrimas y las angustias oraciones y lágrimas de sus vasallos, han llegado hasta el trono del Omnipotente, y le han como precisado a tener misericordia. El mismo usurpador que le quitó la libertad, ha contribuido a sentarle cuanto antes en su solio. Ya está Fernando en medio de su corte[32]…

A pesar de la irritación divina con el relajamiento de sus súbditos, ésta compadecida ha optado por fortalecer a Fernando VII para que en adelante gobierne con sabiduría. Cuéllar trasmite a su auditorio que ese gobierno justo y sabio deberá extirpar el sistema político «corrompido y afeminado» del pasado que sin duda asociaba con todo lo relacionado con la triada maligna inculcada por Francia (Ilustración, Revolución, bonapartismo). Para alejarse de ese pasado, Cuéllar propone la consolidación de un sistema de gobierno paternal en el que los vasallos aprecien como el monarca «reforma los abusos, y cortando las cabezas de las dos hidras de la superstición y el fanatismo, hace resplandecer la religión con aquella sencillez, elevación y dignidad con que la recibimos de nuestro divino redentor»[33]. Tal como procedió Terrazas, Cuéllar en su oratoria evitó aludir al significado del momento constitucional experimentado por Lima.

El papel desempeñado por el arzobispo de Lima, Bartolomé de las Heras, en la coyuntura de vigencia del liberalismo hispánico no ha sido estudiado a pesar del papel significativo que tuvo en la difusión de la Constitución de Cádiz. Él fue el encargado de que se divulgara en español y en quechua la proclama de la Regencia a los habitantes de Ultramar, firmada en Cádiz por el duque del Infantado el 30 de agosto de 1812. En este documento se ordenaba que con la aprobación de la Constitución «todo juez, todo ministro y todo empleado está sujeto por la constitución a la más estrecha responsabilidad» y, de paso, se anunciaba la creación del ministerio de Ultramar que «como primer objetivo de su atribución abrazará la educación pública». El arzobispo de Lima en diciembre de 1813 anunciaba al ministerio de Ultramar haber cumplido con la divulgación de la proclama en quechua con las dificultades que supone hacer entendible un mensaje político a un idioma que consideraba de un nivel de abstracción política inferior:

> como la perfección de una lengua respecto a otra está en razón de la civilización y cultura de la nación que la usa, no puede la quechua igualar la

[32] F. Cuéllar, *Sermón de acción de gracias por la restitución*, p. 6.

[33] *Ibid.,* p. 27.

> riqueza y gallardía de la española; así las que esta expresa por palabras simples y particulares, las significa la otra por voces compuestas y largos circunloquios[34].

Ya en el contexto del estallido de la revolución cuzqueña del 3 de agosto de 1814, Las Heras redactó una nueva proclama dirigida a los habitantes de esta capital en la que infructuosamente les imploraba deponer su actitud rebelde y no seguir a los «novatores políticos» en una empresa contra el rey y la religión:

> Los espantosos aullidos del lobo infernal parece han resonado ya en el seno tranquilo de ese apacible rebaño; y por el órgano funesto de los novadores políticos intenta descarriarlo. El doloroso y siempre abominable trastorno del sistema civil, a que únicamente afectan dirigir sus empresas los genios sediciosos, es en todas ocasiones semillero de horrores y desastres que detesta la sana moral [...] Triunfos efímeros, promesas ilusorias, esperanzas vanas. Sólo hallaréis de cierto en todas partes inmoralidad, disolución, desórdenes[35].

No será este lugar para tratar con exhaustividad el caso del apoyo del clero patriota a la revolución que condujeron los hermanos José Vicente y Mariano Angulo y el cacique indio Mateo García Pumacahua. Tan sólo cabe destacar que en su proclama y en los dos sermones revolucionarios pronunciados por el prebendado Francisco Carrascón y Solá, las referencias al liberalismo hispánico estarán ausentes, confirmando que este movimiento poco tuvo que ver la defensa de la Constitución de 1812[36]. Lo que si interesa tratar es la reacción que tuvo el alto clero en contra de la revolución cuzqueña porque algunos de sus más conspicuos miembros intentarán vincular este movimiento con los efectos negativos del liberalismo hispánico. Ese fue el caso del obispo de Arequipa Luis Gonzaga de la Encina. Su edicto pastoral del 28 de enero de 1815 es una pieza político-religiosa clave para comprender hasta qué punto el alto clero fue sincero en su sometimiento a la Constitución de 1812.

El edicto pastoral comienza dando cuenta del real decreto del 4 de mayo de 1814 por el que Fernando VII declaró nulas las Cortes y la Constitución. El obispo arequipeño recuerda que recibió este documento oficial cuando se produjo la evacuación de la ciudad de Arequipa por parte las tropas invasoras de Pumacahua y que, inmediatamente, ordenó publicarlo en todas las iglesias de su diócesis. Ordenó también que los vicarios y párrocos explicaran al pueblo tanto en el púlpito como en cualquier conversación pública o privada «los sólidos

[34] «Proclama [de la Regencia a los habitantes de Ultramar traducida por encargo] del arzobispo de Lima Bartolomé María de las Heras en quechua y castellano».

[35] *Colección Documental de la Independencia del Perú*, t. III(7), p. 327.

[36] *Ibid.*, t. III(7), pp. 539-571; ver además M. J. Aparicio Vega, *El clero patriota en la revolución de 1814*, pp. 113-121; M. D. Demélas, *La invención política*, pp. 220-225; M. Molina Martínez, «Presencia del clero en la Revolución Cuzqueña de 1814».

fundamentos jurídicos» de la decisión del monarca de restablecer su antiguo «gobierno paternal». A continuación, explica el referido obispo porqué en su momento acató la Constitución:

> Nos exhortábamos constantemente al reconocimiento y obedecimiento de las dichas Cortes. No dejábamos de conocer que así en la Constitución como en la formación de Cortes había sus defectos y vicios, y no dejábamos de expresarlo algunas veces en el púlpito, mas diciendo que no por eso podían dejar de ser respetados y obedecidos considerando que no hay establecimiento alguno humano que no tenga en sus principios algunos defectos, los que se une después en uno con las luces que produce la experiencia, pues sola nuestra Santa Religión que salió inmediatamente de la boca de la misma sabiduría es la que fue plenamente perfecta desde su principio[37]…

La argumentación del documento suscrito por Gonzaga de la Encina, favorable a la nulidad de la Constitución, se sustentó en lo afirmado en el Manifiesto de los Persas en España. Acorde con ello, esgrimió cuatro razones. La primera causa de nulidad era que las Cortes no habían sido presididas por el monarca; la segunda causa es que un considerable número de diputados no tenían ni poderes ni instrucciones de los reinos y provincias que decían representar, por lo tanto no eran hombres públicos ni tenían autoridad para actuar en nombre de sus pueblos; la tercera causa es que los diputados no tenían capacidad para transformar la Constitución antigua ni dar una nueva faz a la nación española; la cuarta causa es que Fernando VII había sido proclamado y jurado como rey de las Españas bajo la misma fórmula que sus predecesores, por lo que ninguna institución podía limitarle sus poderes. Una razón adicional para desconocerla según el obispo de Arequipa era que

> las Cortes de España deben ser convocadas y formarse con arreglo a las leyes primitivas españolas […] ciñendo como siempre ha sido uso y costumbres, los lados del Rey, la Nobleza y el Clero, no habiendo concurrido estos cuerpos a las pasadas Cortes, ni aún habiendo sido convocados, esta circunstancia les infiere otra nueva nulidad[38].

La violación de la representación corporativa en las Cortes bajo la figura de los tres estamentos feudales fue aducida por este prelado para no aceptar su nombramiento como diputado a Cortes en 1815:

> Así pues, Nos fuimos elegidos para diputado en Cortes, no por razón de Obispo, ni de clérigo, del mismo modo que otros prelados y eclesiásticos que han concurrido personalmente en ellas; de la misma manera han sido electos varios nobles, más ninguno con relación a su estado o calidad[39].

[37] *Colección Documental de la Independencia del Perú*, t. III(7), pp. 423-451.
[38] *Ibid.*, t. III(7), p. 429.
[39] *Ibid.*, t. III(7), p. 429.

La argumentación del obispo de Arequipa consolidaba la irreversible ruptura entre el lenguaje tradicionalista medieval defendido por la Iglesia y el lenguaje político liberal.

Según el edicto pastoral, los feligreses debían reconocer de modo sumiso la autoridad paternal de Fernando VII,

> un verdadero monarca con todos los derechos que le presta una monarquía moderada, no templada con la democracia, cual es la que le señala la constitución formada por las Cortes, sino con la aristocracia que es la que por las leyes primitivas de nuestro reino le corresponde[40]…

González de la Encina en su escrito se explayó en criticar los fundamentos de la soberanía popular porque la nación nunca debe estar por encima del monarca. Todo lo contrario, en sus palabras:

> más después de bien meditado el punto parece que cuando un Monarca está constituido por tal Monarca verdadero es él superior a la Nación que domina, que no es ésta, quien le pone en sus manos sus facultades reales para gobernarla sino el mismo Dios, así como no lo son los hijos los que dan a su padre el derecho de gobernarles, sino que el padre lo recibe inmediatamente de Dios[41].

Este aserto le lleva, asimismo, a pedir la comprensión de los súbditos al mal gobierno que un monarca pueda ejercer ya que la única persona que puede pedirle cuentas al respecto es Dios:

> Sí amados hijos, cuando un Rey nos aflije injustamente, no hay más que sufrirlo en descuento de las injusticias que nosotros cometemos contra nuestro Dios y rogar a este señor que es su único superior que nos libre de sus injustas vejaciones, ya reformando su espíritu, ya por los innumerables medios que tiene para libertarnos, pero nunca faltando al respeto al lugarteniente del mismo Dios[42]…

Concluye así que la insurrección contra Fernando VII no tiene fundamento ni en las leyes divinas ni en las de los hombres y, más bien, es de temer que Dios extienda su ira y castigue a los que usurpen el poder de su lugarteniente en la tierra. Del mismo modo, no puede haber más Cortes que las que el monarca español convoque y en la que

> sentado a la cabeza de todos los próceres de su reino en medio de la nobleza, del clero, y de los diputados electos por las ciudades capitales de sus provincias, como un padre en medio de sus hijos, les oiga a todos, trate con ellos acerca del mejor arreglo de su casa, que es la monarquía entera[43]…

[40] *Ibid.*, t. III(7), p. 430.
[41] *Ibid.*, t. III(7), pp. 430-431.
[42] *Ibid.*, t. III(7), p. 438.
[43] *Ibid.*, t. III(7), p. 442.

Sin duda, en el Perú el clero desempeñó un papel importante en la divulgación del liberalismo hispánico, especialmente entre 1813 y 1814 cuando la Constitución de Cádiz estuvo vigente. Otra cuestión será preguntarse si en dicha ocasión los religiosos fueron sinceros en su filiación ideológica a la Constitución de Cádiz. Para responder a esta interrogante existen dos posibles respuestas. La primera respuesta admite que es dudoso que la alta jerarquía clerical fuese absolutamente partidaria de una carta política que, si bien reconocía que la nación española resguardaría como única religión oficial al catolicismo con exclusión de cualquier otra, veía disminuidos sus privilegios sociales ante la irrupción de otros personajes con un peso relativamente más competitivo en el ámbito local como los alcaldes constitucionales y los jueces de letras. Los privilegios materiales y espirituales de la Iglesia sobre los feligreses corrían el riesgo de erosionarse en un escenario más secularizado. La segunda respuesta postula que una parte significativa del bajo clero, en especial los curas de parroquia, vio con simpatía que las concesiones a la representación y la participación política del vecindario bajo su jurisdicción religiosa, y en especial la concesión de la ciudadanía a la población indígena que garantizaba la Constitución, abría un escenario inédito para contener la serie de injusticias y mal gobierno practicadas por las autoridades hispanas. Como se ha visto en este artículo, hubo curas que estuvieron convencidos de que la carta política garantizaba el respeto de las libertades naturales de los hombres, sin que ello contradijera el principio según el cual el orden natural estaba reglado por Dios. Por eso no es descabellado afirmar que hubo potencialmente en el Perú un clero popular partidario de un liberalismo hispánico de contenido católico.

FUENTES

BERMÚDEZ, José Manuel, *Oración fúnebre del Señor Don Vicente Morales Duárez: presidente del soberano congreso nacional, que dijo en la Santa Iglesia catedral de los reyes en VII de Noviembre el señor canónigo magistral, D. D. José Manuel Bermúdez*, Lima, Imprenta de los Huérfanos por D. Bernardino Ruiz, 1812.

CARRIÓN E IGLESIA, Francisco Félix de, *Representación del placer patriótico por la felicidad que asegura a nuestra heroyca nación, la sabia constitución política de las Cortes Soberanas, y da aliento al pecho fiel del D. D. Francisco Félix de Carrión e Iglesia*, Lima, Impreso por don Martín Valdivieso, 1813.

Colección Documental de la Independencia del Perú, Lima, Comisión Nacional del Sesquicentenario de la Independencia, 1972, t. III(7).

CUÉLLAR, Felipe, *Sermón de acción de gracias por la restitución de nuestro católico y augusto monarca el Señor Don Fernando VII al trono de la España: pronunciado en la Santa Iglesia Catedral de los Reyes el día 10 de septiembre de 1814, por el Dr. Dn. Felipe Cuellar, capellán de honor del Excmo. Señor D. José Fernando de Abascal, virrey del Perú, de orden superior*, Lima, por Don Bernardino Ruiz, 1814.

González Bustamante, Ignacio, *Sermón de acción de gracias, por la instalación del ilustre regimiento de Concordia del Perú, que en la misa solemne, que la religión de Santo Domingo celebró en el altar de Nuestra Señora del Rosario, patrona jurada de las Armas, el tres de junio del presente año; dijo el R. P. Regente Fr. Ignacio González Bustamante, natural de la ciudad de Arequipa, Religioso del mismo orden, Doctor Teólogo y Catedrático de Filosofía, en la Real Universidad de San Marcos, Comisario del Santo Tribunal de la Inquisición, y Coronista de su provincia. Con las licencias necesarias. Dalo a luz el Ilustre Regimiento de Concordia del Perú*, Impreso en Lima en la Real Casa de Niños Expósitos, año de 1811.

Moreno, José Ignacio, *Discurso que el día 1 de enero de 1813 en que se celebró la misa solemne de acción de gracias, y se juró la constitución política de la monarquía española, dijo en la iglesia parroquial de la doctrina de Huancayo el Doct. D. José Ignacio Moreno, cura y vicario de dicha doctrina, comisario del Santo oficio, y juez eclesiástico del partido de Jauja, dale a luz la Real Universidad de S. Marcos*, Lima, Imprenta de los Huérfanos por D. Bernardino Ruiz, 1813.

«Proclama [de la Regencia a los habitantes de Ultramar traducida por encargo] del arzobispo de Lima Bartolomé María de las Heras en quechua y castellano», en *Colección Documental de la Independencia del Perú*, Lima, Comisión Nacional del Sesquicentenario de la Independencia, 1972, t. III(7), pp. 168-182.

Terrazas, Matías, *Exhortación hecha en la Catedral de la Ciudad de la Plata por el señor doctor don Matías Terrazas, Dean de dicha santa iglesia, el día de la publicación y jura de la constitución política de la monarquía española, en 6 de enero de 1813, sácale a luz un amigo del autor*, Lima, Imprenta de los Huérfanos por D. Bernardino Ruiz, 1813.

— *Sermón que en la solemne misa de acción de gracias, que se celebró en la santa Iglesia metropolitana de Charcas, con motivo de haberse recibido en esta ciudad de La Plata el día 2 de noviembre de 1814 la plausible y deseada noticia de la restitución al trono de las Españas de nuestro amado monarca el señor D. Fernando VII, dijo el día 6 de noviembre el Doctor D. Matías Terrazas, Dean de dicha metropolitana iglesia, con asistencia de las corporaciones de esta ciudad y de su vecindario*, Impreso en Lima de orden del virrey marqués de la Concordia, y reimpreso con las licencias necesarias en Madrid año de 1815, en la imprenta de D. Fermín Villapando, Impresor de Cámara de S. M. C.

III

ACTORES Y PRÁCTICAS

CHAQUETAS, INSURGENTES Y CALLEJISTAS

VOCES E IMAGINARIOS POLÍTICOS EN LA INDEPENDENCIA DE MÉXICO

Moisés Guzmán Pérez
Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo, México

La quiebra de la monarquía hispánica y las guerras de independencia en Hispanoamérica propiciaron el surgimiento de un nuevo léxico político como la soberanía, la nación y el ciudadano, acompañado de imaginarios republicanos y prácticas representativas en sentido moderno, al mismo tiempo que aparecían palabras y conceptos que fueron definiendo nuevas posturas en el conflicto. No obstante que insurgentes y realistas se erigieron como defensores de los derechos del rey, de la religión y la patria, fue esta guerra fratricida la que comenzó a marcar las diferencias entre unos y otros en muy corto tiempo, y el uso de determinados adjetivos por los grupos en conflicto fue su expresión más evidente.

La guerra también propició la creación de distintos sistemas de representación. Unos estaban orientados a fortalecer la identidad del grupo americano levantado en armas y a insistir en las diferencias que los separaban del español de la Península. El odio al «gachupín», la «guerra de religión» o «guerra santa», el ideal de la «reconquista» y el dejar de considerarse «esclavos» para convertirse en «hombres libres», son sólo algunas de las representaciones construidas por los rebeldes en el transcurso de la guerra. En cambio, para los militares fieles al gobierno español que combatían en el campo de batalla, no había duda de que estaban frente a «una clase de insurrección que jamás han visto los siglos»[1]. De la noche a la mañana la sociedad novohispana se vio inmersa en una «bárbara y cruel revolución» que sólo les había traído muerte y destrucción[2].

Otra forma de representación de la época es más bien «clasista», ya que identificaba con meridiana claridad a los tres grupos sociales del momento, y esbozaba lo que se podía esperar de cada una de ellos ante el transcurso de la

[1] *Gazeta del Gobierno de México*, 2(51), martes 30 de abril de 1811, pp. 384-385. Proclama que dirige el comandante de armas de Toluca a los habitantes de Taximaroa, Real de Tlalpujahua, 18 de abril de 1811.

[2] *Gazeta del Gobierno de México*, 3(182), martes 11 de febrero de 1812, pp. 155-158. *Bando publicado en la villa de San Juan Zitácuaro, por el Sr. Mariscal de campo D. Félix María Calleja*, Zitácuaro, 5 de enero de 1812.

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 135-150.

lucha armada: la aristocracia, la plebe y las clases intermedias. Decían los Guadalupes a Morelos:

> … la gente del cuarto alto o lo que llaman *nobleza*, son todos unos realistas, y uno que otro que se llama él mismo insurgente, desea ver la libertad de la patria, pero no quiere exponerse a contribuir a ella, […] y así de esta clase de gente para nada nos es útil.
>
> La *plebe* son unos autómatas que siguen el primer grito que oyen y no ven más que lo presente […]. La tercera clase de gente es la *mediana*, que ni son de los nombres ni del estado plebeyo; esta es con la que debemos contar; en el todo o en la mayor parte, es en la que se ven las mejores disposiciones, un verdadero patriotismo y el mayor deseo de la libertad de su patria y que están pronto a sacrificarse por ella[3].

El tercer tipo de representación, que es el que nos interesa, está relacionado con las nomenclaturas políticas que emergieron en el contexto de la crisis de la monarquía española y de la propia insurrección armada en el septentrión novohispano entre 1808 y 1821, las cuales fueron conocidas con los nombres «chaquetas», «insurgentes» y «callejistas». En estos años de guerra ¿de qué manera los habitantes de la Nueva España piensan e imaginan su colectividad? ¿Cómo es que los actores en conflicto construyen la imagen del otro? ¿Qué tanto repercutieron dichos imaginarios en la conformación de identidades y formas de autoconciencia más definidas? ¿Puede decirse que en el caso novohispano, el imaginario político pudo preceder a la identidad política?

Conscientes de lo complicado que resultaría plantear este estudio desde la formación de las identidades políticas, en el que se pueda demostrar de manera contundente un modo de afirmación o de autoconciencia por parte de los distintos grupos en conflicto, hemos preferido hacerlo desde el análisis de los imaginarios políticos. Con ello queremos referirnos a las diferentes formas en que un grupo humano se piensa a si mismo e imagina a su colectividad con respecto a las autoridades que lo gobiernan, a su régimen político, a los límites de su poder y a las bases de su legitimidad. Pero también, a las ideas y proyectos que de palabra o por escrito, se empeñan en difundir y socializar hasta hacerlos realidad. Hablamos de imaginarios políticos, en plural, porque no todos los miembros de la colectividad los compartían integralmente y porque además, no hubo una sino varias opciones de gobierno que se plantearon en esos años para tratar de constituir la nación.

De igual manera, ponemos mucha atención en el lenguaje y en los discursos del momento porque son el vehículo privilegiado para acceder al imaginario. Como afirman François-Xavier Guerra y Annick Lempérière,

> el lenguaje no es una realidad separable de las realidades sociales, un elenco de instrumentos neutros y atemporales del que se puede disponer

[3] Los Guadalupes a Morelos, México, 5 de agosto de 1813, en E. de la Torre Villar (ed.), *Los Guadalupes*, pp. 46-47. Las cursivas son nuestras.

> de voluntad, sino una parte esencial de la realidad humana y, como ella, cambiante[4].

Es por ello que gran parte de este trabajo se sustenta en las voces y percepciones de los distintos actores de la época que tomaron partido en la lucha, o que fueron identificados por sus adversarios como integrantes de un bando rival y que reenvían a imaginarios políticos específicos.

I — LOS «CHAQUETAS»

Los primeros historiadores de la independencia de México coinciden en señalar que el surgimiento de la voz «chaquetas» ocurrió poco después del golpe de Estado contra el virrey José de Iturrigaray, perpetrado la madrugada del 16 de septiembre de 1808. Tomó su nombre del traje que usaba el cuerpo de patriotas «Voluntarios de Fernando VII» y que años después se aplicará a todo el partido europeo. Según Alamán, se trataba del antiguo

> regimiento urbano de infantería del comercio, compuesto […] de soldados puestos y pagados por los comerciantes, y cuyos oficiales eran individuos de esta misma clase, todos, con sólo alguna excepción, del partido europeo[5].

Bustamante por su parte señala que los españoles residentes en México, «se aceleraron a levantar compañías de soldados cuyo uniforme era una «chaqueta», de donde les vino tan odiosa denominación, así a ellos como a los que seguían su sistema opresivo»[6].

La voz «chaqueta» no tardó en extenderse a otros lugares del reino. En Valladolid de Michoacán, donde tuvo lugar una importante conspiración criolla alimentada por la lucha de facciones y el rumor, este apelativo fue adjudicado de manera exclusiva a los españoles peninsulares que desde la clandestinidad trataban de hacerse con el control del reino. El padre Vicente Santa María explicó en su proceso que

> el origen de todo fue una voz que soltó y voló, de que los chaquetas habían tenido una junta […] para asesinar a los criollos de algún caudal […] para por este modo hacerse del reino, ganando al vil pueblo con la plata[7].

Mucho ayudó a la difusión de esta palabra el hecho de que en algunos lugares, las autoridades españolas vistieran a sus hombres y bautizaran a su cuerpo con el nombre de «Los Chaquetas», como sucedió en noviembre de 1810 en el

[4] F. X. Guerra, A. Lempérière *et alli, Los espacios públicos en Iberoamérica*, p. 8.

[5] L. Alamán, *Historia de Méjico*, t. I, p. 243.

[6] C. Mª de Bustamante, *Hay tiempos de hablar*, pp. 20-21.

[7] E. Lemoine Villicaña, «Fray Vicente de Santa María», t. I, pp. 76-77.

pueblo de Zacoalco, en la Nueva Galicia, amenazado por el cabecilla José Antonio Torres[8]. De igual modo, los cantos, bailes y saraos que tenían lugar en las tertulias de ciertos lugares, contribuyeron a difundir aquella voz y a fomentar el odio al español peninsular que lo encarnaba. En enero de 1811 se llegaron a escuchar en Valladolid los siguientes versos:

> Viva la guadalupana,
> viva por el mundo entero,
> y a todos esos chaquetas,
> cuero, cuero, cuero[9].

Con el correr de los meses, la voz «chaqueta» dejó de usarse para identificar sólo a los gachupines y comenzó a incluir a personas de distinta calidad étnica. Así lo prueba Eric van Young en uno de sus libros:

> El insurgente y ladrón indio Diego Martín y varios compañeros fueron condenados por entrar a las casas de varios indios del pueblo de Teotihuacán en el verano de 1812. Una de las víctimas, Mariano Redonda, dijo que la pandilla se había metido a su casa por ahí de la medianoche dando el quién vive. Cuando Redonda y su esposa respondieron tentativamente «España», Martín replicó: «¡España ni qué diablos, carajos chaquetas alcahuetes!» y les robó sus pertenencias intentando de paso abusar de la mujer[10].

Si bien, dadas las circunstancias, podríamos entender esto como una contraseña usada durante la lucha, en realidad el párrafo parece confirmar la tesis de Bustamante, en el sentido de que el vocablo «chaqueta» no sólo se daba a los españoles provenientes de la Península, sino también a todos aquellos que «seguían su sistema opresivo», sin importar que fueran personas de otra calidad étnica, como en este caso, que eran indios. Para los insurgentes existió siempre la asociación de «gachupín» con «achaquetado», como se observa en el periódico *Ilustrador Americano* del 10 de octubre de 1812. Lo interesante es la explicación que se hace de esta palabra, cargada de un fuerte sentido político:

> Desde la escandalosa sublevación de los gachupines contra el legítimo virrey Iturrigaray, se aplicó el nombre de chaquetas a los que dirigían a aquellos perversos, por usar todos las chaquetas con las insignias que se les antojó arrogarse[11].

Obviamente, esta situación hizo que muchas personas que procuraban permanecer al margen de la guerra, se vieran de pronto en medio de dos fuegos reprimidos por insurgentes y realistas. A finales de octubre de 1812 el escri-

[8] J. Olveda, *Gordiano Guzmán*, p. 74.

[9] C. Juárez Nieto, *El proceso político*, p. 115.

[10] E. Van Young, *La otra rebelión*, p. 564.

[11] *Ilustrador Americano*, 26, 10 de octubre de 1812, p. 82, nota, en G. García, *Documentos históricos mexicanos*, t. III.

bano de república del pueblo de indios de Huiramba, localidad ubicada al oeste de Valladolid de Michoacán, escribió al doctor José Sixto Berdusco, vocal de la Suprema Junta Nacional Americana:

> ¡Ah señor!, ¡que nuestra situación es la más amarga!, ¡Cuántas veces hemos experimentado la torpe soberbia europea, y cuántas también por nuestros protectores hemos sido sin razón alguna afligidos, pues los unos nos tratan de insurgentes y los otros con el denigratorio título de chaquetas![12]

Esta situación no fue exclusiva del medio rural o de los sectores indios, también llegó a suceder en los grandes centros urbanos con los reputados «españoles», que en realidad eran criollos. El propio Joaquín Fernández de Lizardi, unos de los articulistas más importantes de la época, respondió a aquellos que le reprochaban no haber tomado partido en la «época fatal» que le tocó vivir:

> De esta misma manera han leído algunos de los que me tienen por chaqueta, por insurgente o por neutro, y yo trato de hacer ver cuánto se engañan todos en sus juicios.
>
> Si por chaqueta hemos de entender (como se debe) el fiel patriota, yo no me desdeñaré de este artículo; pero si se toma esta voz en algún ridículo diccionario para denotar a un adulador vil, cuya sumisión no es efecto de los justos y santos sentimientos que deben inspirar al vasallo honrado, sino de su único interés y conveniencia, desde luego yo ni he sido ni aun pienso ser chaqueta. Si por insurgente debemos entender precisamente un sedicioso, un traidor a su patria y a las legítimas potestades, un asesino, un ladrón y un inmoral, sería un loco quien quisiera cargar con tantas notas vinculadas sobre un nombre no sin razón desagradable.
>
> […] y por esta razón claro es que no puedo ser neutral, como algunos creen; forzoso es que siga aquel partido en que resplandezca la justicia y que ame a aquellos hombres que se han constituido defensores de la más justa causa, como que los considero amantes de las virtudes más heroicas[13].

La voz «chaqueta» no tardó en ser aplicada por los rebeldes a los criollos que se oponían a la independencia y que aceptaban sin mayor juicio las noticias exageradas que el gobierno virreinal publicaba en la *Gaceta*. Las mismas mujeres partidarias de los insurgentes que radicaban en la capital, se carteaban entre sí para criticar el proceder de algunos americanos, como fue el caso del «chaquetón don Gervasio» quien se dedicaba a distribuir ejemplares del periódico contrainsurgente *El Verdadero Ilustrador Americano*[14]. Ni siquiera aquellos

[12] AGN, Operaciones de Guerra, 522 (189), f°s 261-262. «La República de Huiramba envía un comisionado a Berdusco».

[13] «Mi vindicación», 22 de abril de 1814, en J. J. Fernández de Lizardi, *Obras III. Periódicos*, pp. 441-442.

[14] *Ilustrador Americano*, 23, 12 de septiembre de 1812, p. 72, en G. García, *Documentos históricos mexicanos*, t. III.

que dieron muestras de un aparente arrepentimiento escaparon a la crítica de los letrados rebeldes. En la lista de insurgentes a quienes les fueron asignados algunos empleos en la ciudad de Oaxaca, figuraban don José María Gris y don Nicolás Reyes; el primero calificado por Bustamante como «chaqueta detestable» y el segundo, como «chaqueta manso»[15]. Para advertir a la población, los editores de los periódicos insurgentes aprovechaban las planas de sus periódicos para escribir diálogos y artículos propagandísticos, en los que se decía que los «criollos chaquetas» eran peores que los propios gachupines[16].

Para la organización de los Guadalupes, los llamados «chaquetas» estaban concentrados en el corazón de la ciudad de México y lo conformaban tanto «gachupines» como «criollos»; aborrecían el movimiento insurgente, particularmente al caudillo Morelos y a todos aquellos que luchaban por la libertad[17]. En la Nueva España del virrey Calleja, «chaqueta» significaba mexicano partidario de los españoles. En una carta que le envió Ignacio Oyarzábal a Ignacio Rayón, le externó su parecer en estos términos:

> Tocayo: Ya está concluida la expedición de Zitácuaro con felicidad, estoy reponiendo este cantón al estado que tenía antes, y no hay recelo de anarquía. Sólo los chaquetas dan más guerra que los gachupines, en especial nuestro tocayo el cura [Ignacio Arévalo] que pidió a Castillo Bustamante un destacamento de 200 hombres[18].

El mismo Morelos decía que «los americanos tienen fondo para todo y recuerdos infinitos, pero el español en tierra ajena no tiene más que el que quieran darle los chaquetas», es decir, los criollos contrarios a la independencia[19]. A eso se debe que en el *Correo Americano del Sur* editado en Oaxaca por Bustamante, se asiente lo siguiente:

> Los chaquetas son semejantes a los incrédulos de nuestros tiempos. Conocen de adentro la justicia de nuestra causa, […] pero ya la codicia, y la adulación vil un poco del bello sexo, ya las preocupaciones de la educación los detiene. Hermanos chaquetas, abrid los ojos porque si vencen los gachupines (que lo dudo) seréis esclavos. Si nuestras armas [salen] victoriosas (como se verificará tarde o temprano) para nosotros los insurgentes siempre seréis sospechosos. Sabed que la política rehúsa también los sacrificios lentos. ¡Ea! Amados chaquetas[20].

[15] «El gobierno insurgente en Oaxaca», Oaxaca, 15 de enero de 1813, en C. Herrejón Peredo, *Morelos. Documentos inéditos*, doc. 120, p. 253.

[16] *Sud*, del 25 de enero de 1813, p. 11, en G. García, *Documentos históricos mexicanos*, t. IV.

[17] Los Guadalupes a Morelos, México, 5 de agosto de 1813, en E. de la Torre Villar (ed.), *Los Guadalupes*, pp. 46-47.

[18] Oyarzábal a Rayón, Tlalpujahua, 28 de octubre de 1813, en V. Guedea (ed.), *Prontuario*, p. 157.

[19] Proclama de Morelos dirigida a los españoles y mexicanos, Tlacosautitlán, 2 de noviembre de 1813, en E. Lemoine, *Morelos. Su vida*, doc. 133, p. 418.

[20] *Correo Americano del Sur*, 39, Oaxaca, 25 de noviembre de 1813, pp. 315-316, en G. García, *Documentos históricos mexicanos*, t. IV.

Ante esa situación, Morelos no dudó en ordenar a sus intendentes que «limpien» las provincias de su mando de los «chaquetas» que hubiera en ellas, sin importar que fuesen hombres o mujeres, remitiéndolos a su comandancia para determinar su destino[21]. En 1814 Vicente Díaz Romero decía a las autoridades que en los caminos fueron perjudicados los vecinos de Maravatío a título de chaquetismo, voz con que los insurgentes distinguían a los leales vasallos de su majestad.

> Algunas veces me vi perseguido de muerte, ultrajado en la persona, preso y sumergido; y a pesar de todo, me manejé firme a favor de la justa causa[22].

Chaquetas no sólo eran los ricos peninsulares de la capital del reino, o los criollos que defendían el gobierno monárquico; también se les llamaba chaquetas a los integrantes del clero diocesano que se negaban a obedecer las órdenes de los órganos de gobierno insurgentes, como fue el caso de los curas del Valle de Santiago, intendencia de Guanajuato, Manuel González y Manuel Conejo. Mientras el primero se negaba a cantar la misa mayor y utilizaba el confesionario para seducir a los fieles, Conejo tenía probado su «chaquetismo», por omitir el pago de algunas libranzas a favor del gobierno insurgente, por no querer hacer matrimonios entre los adictos a la insurgencia, ni haber querido decir misa a la tropa, a pesar de que la comandancia se lo ordenó en dos ocasiones[23].

Tener trato con «chaquetas» era algo que se pagaba con la cárcel o inclusive con la suspensión de toda actividad militar, como ocurrió con el padre José Antonio Torres, quien en enero de 1816 fue relegado del mando por órdenes de la Junta Subalterna Gubernativa «por condescender con un padre chaqueta que en esto y en todas sus cosas estaba procediendo de acuerdo con los gachupines, como no dilataría en quitarse la máscara enteramente…»[24].

La voz «chaqueta» se mantuvo vigente hasta la consumación de la independencia y ha llegado a nuestros días con algunas variantes léxicas, como «chaquetero» por ejemplo, para hacer alusión a una persona que cambia de bando o de partido. En 1821 el bachiller José Valdés definió muy bien lo que aquella palabra había significado en el transcurso de la lucha armada:

> ¿Quieres Fabio saber quién es chaqueta?
> Todo rival del suelo americano,
> el que contra su patria es inhumano
> y sus mismos derechos no respeta.
> Quien a la antigua España se sujeta
> dominada de extraño soberano,

[21] Morelos a Ignacio Ayala, diciembre de 1813, en V. Guedea (ed.), *Prontuario*, pp. 390-391.

[22] AHMM, caja 7, exp. 31, año de 1818. «Valladolid. Año de 1818. El vecindario de Maravatío sobre que el juez de aquella jurisdicción sea independiente de la subdelegación de Zitácuaro».

[23] Mª T. Martínez Peñaloza (ed.), *Morelos y el poder judicial,* pp. 169-170.

[24] *Ibid.*, p. 260.

quien ama al extranjero y no al paisano
y el que a puño cerrado cree en *Gaceta*.
Lo es también el egoísta, el ignorante
el que ve quebrantar sus justos
fueros y mantiene sereno su semblante.
Quien se ve sin sustento y anda en cueros
y al gobierno reputa por amante,
siendo causa de males tan severos[25].

II — LOS «INSURGENTES»

María Teresa García Godoy señala en una de sus obras que

> un caso frecuente en el nacimiento de las nomenclaturas políticas es el del apelativo lanzado por el enemigo como dicterio y aceptado por el partido peyorativamente aludido, como una forma eficaz de identificación política[26],

y esto es lo que ocurrió con el que se dio a la voz «insurgente». Esta denominación evolucionó rápidamente de epíteto a forma de auto-identificación, es decir, a una forma de autoconciencia del grupo en armas con objetivos comunes y un proyecto político bien definido.

Fueron los franceses los primeros en llamar «*insurgents*» a los norteamericanos que luchaban por la emancipación de las Trece Colonias de la corona británica. En Perú, insurgente se documenta en 1781 en la sentencia de Túpac Amaru y desde entonces se ligó al sector oficial. Posteriormente, Napoleón Bonaparte utilizó el adjetivo para denominar a los españoles que se le habían resistido en la Península durante la guerra de Independencia de 1808 a 1814, y así fue asumido por estos últimos desde que participaron en el levantamiento popular del 2 de mayo. Sin embargo, el contenido ideológico de insurgente varió radicalmente cuando se trató de los sucesos revolucionarios de Nueva España[27]. Hasta donde tenemos noticia, la palabra «insurgente» comenzó a hacerse popular en aquel reino a partir de que el obispo electo de Michoacán, Manuel Abad Queipo, expidiera su edicto instructivo dirigido a sus diocesanos de fecha 30 de septiembre de 1810, en el que de manera reiterada hizo uso de este vocablo para condenar a todos aquellos que tomaran las armas para seguir los «inicuos proyectos» del cura Miguel Hidalgo y su compañero Ignacio Allende. Lo mismo se observa en la carta que remitió al cabildo eclesiástico el 6 de octubre del mismo año, poco antes de la entrada de Hidalgo en Valladolid[28].

[25] J. Valdés, *Delirios y corduras poéticas.*

[26] Mª T. García Godoy, *Las Cortes de Cádiz y América*, p. 294.

[27] *Ibid.*, pp. 292-293.

[28] M. Guzmán Pérez, *Miguel Hidalgo*, pp. 211, 223.

Fueron sobre todo los miembros del clero secular y regular quienes se encargaron de difundirla ampliamente entre su feligresía, tratando de contener a una muchedumbre que día a día se incorporaba a sus filas. Fray Ramón Casaus llamó a Hidalgo en su carta duodécima: «caudillo de los espíritus insurgentes», mientras que a sus seguidores los calificó de «*insurgentes* malignos contra Dios y su Cristo,…»[29]. Por su parte, fray Simón de Mora, un religioso crucífero del convento franciscano de Querétaro, en diversos escritos que envió a sus superiores se refirió a los levantados en armas como «pueblos insurgentes»[30].

La voz «insurgente» se fue difundiendo a tal grado entre la gente que con el correr de los meses llegó a convertirse no sólo en un singular timbre de orgullo, sino en el más importante símbolo de identidad ligado a un proyecto político: acabar con el mal gobierno y luchar por la independencia del país. Desde mediados de 1812 los rebeldes la hicieron suya, aceptaron el insulto de insurgentes que les hacían sus adversarios ideológicos para intentar dignificarlo, pero nunca sustituirlo[31]. El partido insurgente es lo que el doctor José María Cos, ideólogo de la Junta de Zitácuaro, identificaba como

> el partido de la Nación […] la Nación levantada en masa, que reclama y sostiene sus derechos con la espada, que tiene ya un gobierno organizado, establecidos los fundamentos de su Constitución y tomadas sus providencias para llevar a cabo sus justas pretensiones.

Era por tanto «el partido de la justicia» que velaba por los intereses de los americanos[32].

Por su parte, Andrés Quintana Roo, director del *Semanario Patriótico Americano* que se editaba en Tlalpujahua, en la carta que remitió a las damas de México les pedía que cada vez que hablaran con los «insurgentes tímidos y vergonzantes» que permanecían pasivos en la capital, les dijeran «que un insurgente, un verdadero patricio no se compone de papeles y quejos, sino de gloriosas acciones que se consiguen ensangrentando las armas en los combates»[33].

Mientras en la Península el uso de insurgente que se daba a los patriotas que peleaban contra Napoleón no tuvo mayor repercusión y se olvidó al poco tiempo, en México triunfó de manera contundente, refiriéndose con ello «al independentista mejicano decimonónico cuya acción política se dirige, principalmente, al abatimiento de todo sistema de gobierno que tenga resonancias españolas»[34].

[29] Fr. R. Casaus, *El Anti-Hidalgo*, pp. 145, 146.

[30] J. E. Hernández y Dávalos, *Colección de documentos*, t. I, pp. 98 y 101.

[31] Mª T. García Godoy, *Las Cortes de Cádiz y América*, p. 294.

[32] J. Mª Cos, *Escritos políticos*, doc. 5, pp. 23, 24.

[33] *Semanario Patriótico Americano*, 19, 22 de noviembre de 1812, p. 168, en G. García, *Documentos históricos mexicanos*, t. III.

[34] Mª T. García Godoy, *Las Cortes de Cádiz y América*, pp. 294-295.

III — LOS «CALLEJISTAS»

Mientras los vocablos «chaquetas» e «insurgentes» hacían alusión a colectivos sociales amplios, la voz «callejista» y otros derivados léxicos tenían su origen en la trayectoria vital y la fama alcanzada por un sólo hombre: el brigadier Félix María Calleja. En las primeras etapas de la guerra insurgente, él fue el único capaz de aglutinar a su favor a diversos sectores de la población, en su mayoría criollos, y de utilizar todos los medios posibles para acrecentar su fama y prestigio hasta lograr la formación de un grupo de seguidores que respaldaran su política y sus medidas de gobierno. Esto hay que remarcarlo porque no ocurrió así con los virreyes Francisco Xavier Venegas o con Juan Ruiz de Apodaca, ni con ninguno de los militares de prestigio de ese tiempo, como José de la Cruz o Joaquín de Arredondo.

La fama de Calleja creció primero entre los militares bajo su mando y posteriormente entre los sectores de peninsulares y criollos que se vieron favorecidos con su política represora contra la insurgencia. Por otro lado, desde años atrás, entre los insurgentes se hablaba de los «encallejados» para identificar a todas aquellas personas que secundaban las órdenes y disposiciones de dicho comandante en materia militar y política. Fue el caso de don José Flores, teniente de una compañía realista, nombrado juez real del partido de Tepezalá por el cura comandante José Francisco Álves. En un proceso judicial, aquel señaló que

> el dicho José María Marentes fue uno de los primeros que lo persiguieron a caballo, lo amarraron y llevaron para Asientos con la mayor ignominia y amenazas, teniendo presente que el tal Marentes le gritaba: *por encallejado* y le quitó el belduque que tenía en la bota.

El motivo de este mal trato por parte del insurgente, no era otro que el haber ordenado publicar varios bandos sobre indulto y buen gobierno, uno de los cuales había sido expedido por Calleja[35]. Más adelante, se ratificó en su declaración agregando que Cenobio Mares:

> tomó su cabresto y amarró al que declara […] diciendo que debían haberlo arrastrado y muerto hasta el juzgado, y allí colgado para ejemplo de los *encallejados* […], y enseguida se fueron para la casa del que declara, saqueando cuanto encontraron, y […] que le dieron a Máximo Tinajera varios efectos y cohetes para que tiraran y Tinajera lo verificó así diciendo al tiempo de quemar cohetes: Viva nuestra señora de Guadalupe y mueran los gachupines y *encallejados*, entre vocería con brincos y saltos que daba el expresado Tinajera[36].

De igual forma, el epíteto «acallejado» era dado por los rebeldes a los curas que «predicaban contra el sistema insurgente» y que se encargaban de recaudar

[35] L. Villa y Gordoa, *El movimiento revolucionario de independencia en Aguascalientes*, p. 24.
[36] *Ibid.*, pp. 26-27. Las cursivas son nuestras.

las cuentas de cada curato. Encontramos de nuevo esta voz en enero de 1812 en boca de un grupo de insurgentes que amenazó de muerte al cura de La Piedad por mostrarse partidario de aquel jefe realista:

> Permanecí unos días en La Piedad al abrigo de las tropas, y quedé después solo; más sabedor de que intentaban asaltarme los enemigos porque predico contra su sistema, huí en compañía de unos cuantos sujetos fieles a las doce de la noche hasta el pueblo de La Barca, en donde estuve un mes; y el día de ayer he vuelto a este pueblo (La Piedad) con el mismo señor Negrete con el ánimo de ver lo que puedo arreglar interín dure aquí este señor, pues si quedo sólo pereceré sin duda, respecto a que el día que huí, entraron y solicitándome, quebraron la puerta del curato, etcétera profiriendo muchas amenazas contra un *cura tan Acayejado*[37].

Además de lo anterior, otros aspectos contribuyeron a difundir el imaginario «callejista». Primeramente, los triunfos en campaña obtenidos por el brigadier Calleja, ya que desde el punto de vista militar Aculco, Guanajuato, Puente de Calderón y Zitácuaro, fueron victorias que contribuyeron enormemente a consolidar su fama. Otra cosa que incrementó su prestigio fue la parada militar que realizó en la ciudad de México en febrero de 1812 luego de la toma y destrucción de Zitácuaro, acontecimiento narrado muy bien por María José Garrido Asperó. Todo el «aparato» puesto en escena en esa ocasión contribuyó a que Calleja ganara simpatizantes. En realidad, poco afectó al brigadier español el incidente ocurrido a la entrada de la ciudad cuando fue derribado por su propio caballo y que Alejandro Valdés recordará años después en una pieza poética[38].

No menos importante fueron las campañas publicitarias a su favor. La excesiva propaganda oficial difundida en la *Gaceta del Gobierno de México* se encargó de mostrarlo ante el público como el nuevo «padre de la patria», el verdadero salvador de los derechos del rey y guardián de los buenos españoles. Finalmente, el rol que desempeñaron no pocos simpatizantes que escribían marchas, odas y folletos apologéticos en su honor. En mayo de 1812 se anunció en la misma *Gaceta* que en la librería de Arizpe se vendía una *Marcha en honor del Sr. general D. Félix María Calleja y de su victorioso ejército* al precio de medio real[39]. En junio siguiente, otro simpatizante puso en circulación el folleto: *El señor Calleja en Cuautla* mismo que se podía adquirir por dos reales en dicha casa impresora[40]. Fue tal el éxito que alcanzó, que en la *Gaceta* del 18 de julio siguiente se

[37] AHCM, Diocesano, gobierno, sacerdotes, correspondencia, caja 419, años 1810-1813, carpeta 72. Pedro José Borja Valenzuela al obispo Abad Queipo, curato de la Piedad, 24 de enero de 1812. Subrayado en el original.

[38] Véase. J. Mª Miquel i Vergés, *Diccionario de insurgentes*, p. 583. Decían los versos: «Entra Calleja a México triunfante/ entre vivas de aquella misma gente/ que había ofendido injusto y arrogante/ derramando su sangre inicuamente: / Mas Dios permite en ese mismo instante/ que lo tire el caballo de repente, / y que en lugar de vivas percibiera/ del bruto, aunque a su modo: muera, muera».

[39] *Gaceta del Gobierno de México*, 3(231), jueves 21 de mayo de 1812, p. 534.

[40] *Gaceta del Gobierno de México*, 3(245), martes 16 de junio de 1812, p. 630.

anunciaba la tercera impresión por el mismo precio[41]. En el mes de octubre, apareció un folleto más en honor del brigadier realista titulado: *Elogio del señor Calleja*, el cual se vendía en la imprenta de Jáuregui, calle de Santo Domingo y esquina de Tacuba, al precio de dos reales[42].

Tanta propaganda dio pie a que algunos publicistas, aprovechando el decreto de libertad de imprenta, cuestionaran la desinformación, la exageración en las cifras, la vulgar apología que se hacía del militar y la serie de desatinos que se decían en el último impreso, tal como ocurrió con el licenciado Bustamante, quien firmaba sus producciones con el seudónimo de «El Censor de Antequera»[43]. El debate público puso el nombre de Calleja y el de sus seguidores en boca de mucha gente. Primero apareció el folleto titulado: *Respuesta del elogiador del señor Calleja al Censor de Antequera*[44], y luego vino: *Latigazo al Censor de Antequera* que se vendía en el puesto de la *Gaceta*, portal de Mercaderes al precio de medio real[45].

No pocos de sus seguidores le facilitaron dinero y alimentos a cambio de proteger sus familias e intereses. En febrero de 1812 todas las panaderías de la ciudad de México le regalaron «miles de raciones de pan […] en reconocimiento de los sacrificios y fatigas con que se han consagrado a la defensa de las principales provincias del reino»[46]. La Regencia de España nombró a Calleja virrey de Nueva España el 16 de septiembre de 1812 y esto consolidó su fama[47]. No había duda de que había llegado al poder un hombre muy distinto a sus predecesores, según informaron los Guadalupes al cura Morelos:

> Este nuevo virrey que posee diversos conocimientos que Venegas, más sagacidad, grandes relaciones y conexiones, más conocimientos militares, más valor, más disposición; que la tropa lo quiere, que en México *tiene un gran partido*, compuesto de criollos y gachupines; este es un gran político y ésta la posee en superior grado, acompañado de una culta ambición[48].

Ahora bien, parece evidente que la llegada de Calleja al poder alentó las aspiraciones de sus seguidores, pero al mismo tiempo, eran conscientes de que tenían que lidiar con los llamados chaquetas, que no querían al virrey muy bien, y contra los insurgentes de dentro y fuera de la capital que se esforzaban en destruir su gobierno[49].

[41] *Gaceta del Gobierno de México*, 3(261), sábado 18 de julio de 1812, p. 756.

[42] *Gaceta del Gobierno de México*, 3(298), jueves 8 de octubre de 1812, p. 1058.

[43] Segundo Juguetillo al elogiador del señor mariscal D. Félix María Calleja del Rey, México, Manuel Antonio Valdés, 1812, p. s. n., en C. Mª de Bustamante, *Juguetillo*.

[44] *Gaceta del Gobierno de México*, 3(307), martes 27 de octubre de 1812, p. 1134.

[45] *Gaceta del Gobierno de México*, 3(309), sábado 31 de octubre de 1812, p. 1150.

[46] *Gaceta del Gobierno de México*, 3(182), martes 11 de febrero de 1812, p. 162.

[47] *Boletín del Archivo General de la Nación*, tercera serie, 4(3), p. 4.

[48] Los Guadalupes a Morelos, México, 3 de marzo de 1813, en E. de la Torre Villar (ed.), *Los Guadalupes*, p. 15. Las cursivas son nuestras.

[49] Los Guadalupes a Morelos, México, 3 de marzo de 1813, en E. de la Torre Villar (ed.), *Los Guadalupes*, p. 15.

Contrario a lo que ocurrió con las voces de «chaqueta» e «insurgente» que sobrevivieron hasta la consumación de la independencia y aún más allá, la voz «callejista» que hacía alusión al grupo de seguidores de Calleja fue relativamente efímera y dejó de usarse poco después de que éste dejara el mando. El propio Calleja intervino para ya no se les mencionara en un futuro, pues la Audiencia publicó un decreto que ordenaba que a los insurgentes les llamaran «traidores» y a los realistas, «patriotas», convirtiendo la contienda política en sólo dos partidos y anulando la existencia de los que a él le seguían. En efecto, en la Audiencia de México convocada por el virrey el 9 de mayo de 1815, a la que asistieron el propio Calleja, los oidores, alcaldes y fiscales de la corporación, se leyeron siete impresos rebeldes que les había remitido el coronel Agustín de Itúrbide. Se fijó un plazo para leerlos y determinar al respecto, cosa que sucedió el 17 de agosto siguiente. En él se estipulaba: mandar quemar por mano de verdugo los siete impresos, «o el testimonio de ellos si no hubiese más que un testimonio de cada uno», y lo mismo ejecutarían los comandantes en las capitales de provincia con los primeros ejemplares que llegaren a su poder.

Además, se ordenó que todas aquellas personas que poseyeran alguno lo entregaran a la autoridad más inmediata, pena de la vida y confiscación de todos sus bienes; que se castigue sin misericordia a los rebeldes; que en lugar de los nombres de «insurrección» e «insurgentes» con que se les denominaba anteriormente, se usare en los sucesivo el de «rebelión», «traición» y «traidores», y que el de «patriotas» cambiara por el de «fieles» de la ciudad. También se le pidió a la jerarquía eclesiástica y demás miembros del clero secular y regular, dictaran providencias para contrarrestar «la idea triste que presenta su nuevo calendario», que había sustituido las festividades religiosas y de la realeza por otras efemérides que la insurgencia había creado. Asimismo, se acordó dar cuenta del asunto al ministro universal de Indias, a los infantes Carlos y Antonio, al Supremo Consejo de Indias y hasta al papa Pío VII, para que vieran de qué modo podían contribuir a la pacificación de la Américas[50]. A pesar de esta medida, las voces de «insurgentes» y «acallejados» no desaparecieron del todo, pues se siguieron difundiendo en la lírica popular.

> Dicen que soy insurgente,
> De eso no me da cuidado,
> Más vale ser insurgente
> Que no ser acallejado[51].

Las representaciones políticas que se crearon en Nueva España durante el proceso de independencia, se enraízan en imaginarios sociales específicos y se

[50] Acuerdo de la Audiencia de México convocada por el virrey para condenar públicamente la Constitución de Apatzingán y otros papeles insurgentes, México, 9-17 de mayo de 1815, en E. Lemoine Villicaña, «Zitácuaro, Chilpancingo y Apatzingán», pp. 622-624.

[51] G. Saldívar, *Mariano Elízaga y las canciones de la independencia*, citado por M. Molina Cardona, *Breve colección*, p. 27.

politizan a favor de la revolución de independencia. Surgieron en coyunturas y circunstancias históricas particulares y distintas, pero enmarcadas todas ellas entre la crisis política de la Monarquía en 1808 y la consumación de la independencia en 1821. El de los «chaquetas» fue producto de una coyuntura política relacionada con la aprehensión del virrey José de Iturrigaray en septiembre de 1808: el de los «insurgentes» fue resultado del estallido social del 16 de septiembre de 1810 que logró aglutinar a miles de personas bajo sus filas; y el de los «callejistas» se fue perfilando desde el inicio de la revolución hasta su gradual disolución a partir de 1816, cuando Calleja dejó de ser virrey de Nueva España.

FUENTES

Archivos

Archivo General de la Nación (AGN)

Archivo Histórico Casa de Morelos (AHCM)

Archivo Histórico Municipal de Morelia (AHMM)

Periódicos

Correo Americano del Sur (1813)

Gazeta del Gobierno de México (1811-1812)

Ilustrador Americano (1812)

Semanario Patriótico Americano (1812)

Sud (1813)

Fuentes impresas

Alamán, Lucas, *Historia de Méjico. Desde los primeros movimientos que prepararon su independencia en el año de 1808 hasta la época presente*, ed. facsimilar de 1849, México, Instituto Cultural Helénico - Fondo de Cultura Económica, col. «Clásicos de la Historia de México», 1985 (5 vols.).

Boletín del Archivo General de la Nación, tercera serie, t. IV, 3(13), [México], julio-septiembre de 1980.

Bustamante, Carlos María de, *Juguetillo,* México, Centro de Estudios de Historia de México Condumex, 1987 (reimpresión de la ed. facsimilar de México, números del 1 al 10).

— *Hay tiempos de hablar y tiempos de callar* [1833], México, Editorial Joaquín Mortiz, 2002.

CASAUS, Fray Ramón, *El Anti-Hidalgo. Cartas de un doctor mexicano al Br. Miguel Hidalgo y Costilla, ex cura de dolores, ex sacerdote de Cristo, ex cristiano, ex americano, ex hombre y generalísimo capataz de salteadores y asesinos*, presentación y bibliografía de Ramón Casaus por Masaé SUGAWARA, Morelia, CECN-UMSNH, Biblioteca de Nicolaitas Notables (38), 1988.

COS, José María, *Escritos políticos*, ed. Ernesto LEMOINE VILLICAÑA, México, UNAM, Biblioteca del Estudiante Universitario (86), 1967.

FERNÁNDEZ DE LIZARDI, José Joaquín, *Obras III. Periódicos*, recopilación, edición y notas de María Rosa PALAZÓN MAYORAL y Jacobo CHENCINSKY, México, CEL-UNAM, col. «Nueva Biblioteca Mexicana» (9), 1968.

GARCÍA, Genaro, *Documentos históricos mexicanos*, ed. facsimilar de 1910, México, INEHRM - Comisión Nacional para las Celebraciones del 175 Aniversario de la Independencia Nacional y 75 Aniversario de la Revolución Mexicana, 1985 (7 vols.).

GUEDEA, Virginia, (ed.), *Prontuario de los insurgentes*, México, CESU-UNAM - Instituto Mora, 1995 (introducción y notas de la editora).

HERNÁNDEZ Y DÁVALOS, Juan E., *Colección de documentos para la historia de la guerra de independencia de México de 1808 a 1821*, ed. facsimilar de 1877-1882, México, INEHRM - Comisión Nacional para las celebraciones del 175º Aniversario de la Independencia Nacional y 75º Aniversario de la Revolución Mexicana, 1985 (6 vols.).

HERREJÓN PEREDO, Carlos, *Morelos. Documentos inéditos de vida revolucionaria*, México, El Colegio de Michoacán, Biblioteca José María Morelos (3), 1987.

MOLINA CARDONA, Mauricio, *Breve colección de canciones insurgentes, pasquines, fábulas, sonetos y otros romances ejemplares,* presentación, selección y notas de Mauricio MOLINA CARDONA, ilustraciones de Miguel Castro Leñero, México, INBA-SEP-INEHRM, col. «Estanquillo Literario», 1985.

TORRE VILLAR, Ernesto de la, (ed.), *Los Guadalupes y la independencia con una selección de documentos inéditos,* México, Porrúa, col. «Sepan Cuantos» (479), 1985.

VALDÉS, José, *Delirios y corduras poéticas*, México, Imprenta de Mariano Ontiveros, 1821.

LA ORGANIZACIÓN CONSTITUCIONAL DE LAS INSTITUCIONES DE JUSTICIA EN LOS INICIOS DEL IMPERIO DE BRASIL

ALGUNAS CONSIDERACIONES HISTÓRICAS Y METODOLÓGICAS

Andréa Slemian
Universidad Federal de San Pablo — UNIFESP

En 1979, en su libro *Le Capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Pierre Rosanvallon abría un perspicaz y fructífero campo de reflexiones sobre los orígenes del liberalismo a fines del siglo XVIII y comienzos del XIX, todavía poco estudiado por los historiadores en lo que atañe a las diversas dimensiones adoptadas por los Estados nacionales modernos. Nos referimos a la recuperación de la dimensión utópica existente en la base de la construcción histórica «liberal» que, como si se tratara de una verdadera creencia, apostaba por la racionalización de las formas de funcionamiento de los gobiernos como mecanismo capaz de cumplir los intereses de los individuos, mediante la composición de una sociedad que los igualaba en la esfera del mercado y, consecuentemente, en su condición jurídica. Podemos inferir, al respecto, que tanto el ideal del llamado primer liberalismo que apuntaba hacia el futuro, así como las instituciones y el mercado, tenían una tarea especial en la construcción del porvenir común.

En unos trabajos recientes sobre el mundo ibérico y el americano, Javier Fernández Sebastián ha demostrado, aunque desde una perspectiva bastante diferente, la de la historia política de los conceptos, cómo los distintos significados del término «liberal» para el período referido constituyen una excelente puerta de entrada para comprender las transformaciones que se estaban dando en varios niveles sociales[1]. La densidad semántica del término se encontraba directamente vinculada a la ruptura temporal entonces vivida por los hombres, mimetizada por la eclosión revolucionaria en el Viejo y el Nuevo Mundo y por la experimentación de la incertidumbre y expectativa en relación al futuro[2]. La sensación de inaugurar un tiempo nuevo afectaría, en forma endémica, las definiciones de «liberalismo» en lo referente a la proyección de nuevas soluciones políticas en pos de regímenes representativos. No por coincidencia resulta común encontrar en discursos coetáneos las palabras «liberal» y «constitucional»

[1] J. Fernández Sebastián, «Liberalismos nacientes en el Atlántico Iberoamericano».

[2] La referencia teórica central a la que nos referimos es la de Reinhardt Koselleck, la cual ha sido sintetizada en su concepción de modernidad bajo la expresión de «aceleración del tiempo», producida por la experiencia de ruptura en relación al pasado y gestación del «futuro» como un horizonte de posibilidades aún no vividas. Véase R. Koseleck, *Futuro Pasado.*

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 151-164.

usadas como si se tratara de sinónimos. Esto resulta especialmente significativo para el término «constitución», el cual, vinculado al sentido de «dominio» hasta el siglo XVIII, estaba cada vez más asociado a los nuevos proyectos de gobierno y a los valores entendidos como universales[3].

Aunque planteadas desde perspectivas diferentes, estas propuestas nos parecen especialmente poderosas para reflexionar sobre las instituciones. Durante el período anteriormente enunciado se apostó, en todo el mundo atlántico, por la creación, reforma y proyección institucional como una manera no solamente de responder a las exigencias políticas y sociales planteadas por la nueva agenda constitucional, sino también de moldear (cuando no controlar) las acciones de los individuos[4]. Teniendo en cuenta tales consideraciones, presentamos una propuesta para el análisis institucional que, vinculada a lo político, sea capaz de recuperar su historicidad, sirviendo también como respuesta a la visión a veces negativa que los historiadores todavía tienen de este campo. En efecto, a pesar de las importantes innovaciones teóricas que han sido realizadas, especialmente en cuanto al análisis de los poderes y discursos, la mirada de los historiadores sobre las instituciones, sobre todo las jurídicas, mantiene un cierto carácter oficioso y tradicional, especialmente en América latina.

El universo de experimentación que se creó a mediados del siglo XVIII, a partir de la búsqueda de nuevas soluciones para los regímenes representativos, como respuesta a las críticas a las estructuras políticas, sociales y mentales del Antiguo Régimen, resulta ser la clave principal para comprender la historicidad de la creación institucional. De esta manera, la creencia en el progreso, o sea, creer que el universo atlántico había entrado en una «fase civilizatoria decisiva» cuyas transformaciones llevarían a un «mundo mejor»[5], será igualmente sentida en toda Iberoamérica con las independencias, así como en el período que siguió a éstas. Directamente vinculado con ese proceso, se iban elaborando principios e ideas maestras con la intención de guiar al mundo hacia un porvenir supuestamente prodigioso, aunque incierto.

Las instituciones de Derecho tendrían por lo tanto que jugar ahí un papel fundamental, pues su función era la de normalizar, racionalizar y establecer, un ordenamiento que aún debía realizarse[6]. Los códigos jurídicos, antiguamente pensados como una forma de organización de la legislación sobre una temática determinada, asumirían definitivamente su papel como fuente del Derecho: de ahí en adelante, sería la norma producida por medio

[3] D. GRIMM, *Constitucionalismo y derechos fundamentales*.

[4] Resulta notable cómo los norteamericanos, en sus proposiciones federalistas escritas por Alexander Hamilton, James Madison y John Jay, en 1787, incorporaron tal concepción al proponer instituciones racionales y seguras que deberían enseñar y controlar a los hombres contra sus impulsos naturales para vivir harmónicamente en sociedad. Véase A. HAMILTON, J. MADISON y J. JAY, *The federalist papers*.

[5] J. FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, «Liberalismos nacientes en el Atlántico Iberoamericano», p. 722.

[6] Desde mediados del siglo XVIII resulta posible observar, en todo el mundo occidental, la difusión de un programa ilustrado racionalizador de sus instituciones. Para el mundo portugués, véase A. M. HESPANHA, *Panorama histórico da cultura jurídica européia*.

de la acción del legislador —investido de amplios poderes— que pasaría a determinar la legitimidad de lo que sería el Derecho, pero no lo contrario[7]. De esta manera, la tarea de la codificación, es decir, la de transformar un principio constitucional en legislación positiva, reglamento o norma definida, estaba a la orden del día. Se fundaba en dos afirmaciones que, al tomárlas como universales, serían evocadas como base de legitimidad de los nuevos regímenes políticos: la garantía de los derechos universales e inviolables, y la necesidad de separar los poderes de los Estados como marca de control por parte de los ciudadanos[8].

Esto último equivale a afirmar, como lo hace Elías Palti, que a inicios del siglo XIX el ideal de unanimidad no se contradecía con los imaginarios políticos de la época[9]. Al contrario, lo que alimentaba algunas de las afirmaciones políticas consideradas universales era su capacidad de contener verdades relativas, cuya realización era considerada por los propios contemporáneos como un objetivo a ser logrado. Lo mismo será proyectado hacia las instituciones, entre ellas las de justicia que, a partir de entonces, deberán ser construidas bajo la óptica de valores ilustrados y constitucionales, especialmente en las monarquías continentales, donde tribunales, magistrados y jueces eran identificados con la Monarquía, debido a que la lógica de distribución de justicia era, dentro del modelo jurisdiccionalista, un privilegio especial concedido por el rey. En consecuencia, a través de la crítica reformista del siglo XVIII, surgirá un discurso de ataque hacia la magistratura que la mostraba como ineficaz, partidaria y portadora de saberes herméticos —identificados con prácticas jurídicas arcaicas y fuentes de derechos confusas o dispersas—, por lo cual era preciso combatirla[10]. De este modo, la defensa del control sobre magistrados y jueces, así como la regulación de sus espacios y formas de acción, se volvería una de las banderas más destacadas en los movimientos constitucionales, claramente visibles en todo el mundo iberoamericano. Junto a ello, el ideal de separación de los poderes políticos alimentaba la afirmación de que la justicia también tenía que ser independiente. La ola de enfrentamientos ocasionados por la creación de sus soluciones institucionales estaría marcada por ese binomio de valores. Como proyecciones de futuro, tales principios fueron evocados en la construcción de los nuevos regímenes —constituyéndose en especies de aporías o verdades relativas—, que deben tomarse en cuenta como problemas a la hora de indagar los impases vividos durante la creación

[7] B. Clavero, *Happy Constitution*.

[8] M. Fioravanti, *Constitución: de la antigüedad a nuestros días*.

[9] E. Palti, *El tiempo de la política*, pp. 173-174.

[10] La experiencia revolucionaria francesa fue uno de sus ápices, debido a que estableció la primacía del legislativo como encarnación de la «nación», capaz de delegarles a los órganos públicos representativos el derecho de actuar en su nombre. Al mismo tiempo, se promovió un estrepitoso ataque a la jurisprudencia, definida como el espacio de la «tiranía» de los jueces que, identificados con el carácter casuista y flexible de las decisiones. Nótese cómo en el mundo español y en el portugués, esa afirmación tuvo caminos distintos. Véase C. Garriga y M. Lorente, «El juez y la ley», y A. M. Hespanha, «Um poder pouco mais que simbólico».

institucional por los hombres de la época. Por todo lo anterior, desconfiamos de los análisis que buscan, aunque sin ponerlo en evidencia, la razón de la marcha tortuosa hacia la realización (o no) de tales premisas en la práctica de los agentes: tanto porque ésta es indisociable de sus discursos, como porque una dimensión irrealizable de la propia modernidad (en términos koselleckianos) forma parte de ella.

Consecuentemente, pretendemos analizar aquí el período de experimentación que se abrió en la América portuguesa después de la independencia de Brasil, en lo que se refiere a las soluciones proyectadas para la organización de la justicia en el nuevo Estado nacional brasileño. Se trata de un experimento que, lejos de ser un mero ejercicio de retórica, fue intenso en todos los nuevos regímenes iberoamericanos a través de una serie de creaciones y reformas en sus tribunales y cargos, apuntando hacia el urgente establecimiento de un orden interno en el medio de exaltadas disputas para la creación de unidades políticas. En el caso del Imperio de Brasil, las dos primeras décadas (1820 y 1830) serían testigo de una creciente radicalización de posiciones en lo atinente al control de la justicia y sus magistrados, revisadas a inicios de la década de 1840. Ésta es una reforma comúnmente asociada al llamado «regreso conservador» (marcado por el ascenso al trono de Pedro II, heredero del primer emperador, quien tenía 14 años de edad en 1840) y con una mayor centralización de la acción del gobierno sobre las actividades judiciales.

Tal «regreso» no negaba la ruptura temporal puesta en práctica desde antes de las independencias en todo el mundo occidental, sino al contrario: ese movimiento, que encuentra semejantes en otras experiencias latinoamericanas de «regeneración» (especialmente a partir de los años 1830), apuntaba hacia rupturas surgidas de la crítica al propio paradigma liberal de universalismo legicentrista o legalista (o sea, de la centralidad de la ley en la construcción del derecho y de las instituciones) y de las proyecciones al futuro[11]; se trataba del propio reconocimiento de que un «tiempo nuevo» se había instituido anteriormente. Lo que sólo fue posible gracias a la acelerada experimentación de las soluciones institucionales y principios liberales a lo largo del siglo XIX, cuando el aparentemente simple mensaje ilustrado de la legalidad —que el derecho, para ser válido, tenía que consolidarse en la ley— se complicaba al intentar crear un ordenamiento social a partir de valores racionales y universales.

Finalmente, creemos que esta forma de abordaje nos permite proponer alternativas a las explicaciones cuya problemática central reside solamente en la observación de rupturas y continuidades, asumiendo, al contrario, la dimensión institucional como un problema vivido por los propios contemporáneos. En este sentido, tanto las prácticas de tipo jurisdiccional, heredadas del modelo de imbricación de funciones típicas de las monarquías ibéricas, como la esclavitud —en el caso particular de Brasil— también deben verse como reinventadas en el nuevo imperio constitucional.

[11] J. Fernández Sebastián, «Liberalismos nacientes en el Atlántico Iberoamericano».

I. — EN BÚSQUEDA DE NUEVAS SOLUCIONES EN EL CAMPO JUDICIAL

En enero de 1829, algunos días después de que un periódico de la Corte de Río de Janeiro *(Astréa)* diera la noticia sobre la instalación de un Supremo Tribunal de Justicia, el mismo periódico publicó una correspondencia que resultó, como mínimo, provocadora. Se trataba de un pequeño texto en el cual su autor, bajo el seudónimo «amigo de ver todos los establecimientos», narraba su ida a la sala de la institución con la intención de ver una «cosa tan digna» como lo eran los «debates forenses en decisiones de procesos»[12]. El autor decía que se había encontrado con el salón cerrado, sin portero, en un día en que se presumía abierto para los trabajos del órgano. Sólo había dos personas que le informaron que los ministros se reunían en el fondo del salón, donde había una estrecha escalera con una puerta que nunca encontraron. Al final de la correspondencia, el autor se preguntaba con suspicacia, cuáles eran los verdaderos días de funcionamiento y si los trabajos eran, realmente, abiertos al público.

En esa época, como se sabe, los periódicos tenían un papel político fundamental y la respuesta apareció al mes siguiente, en un artículo de puño y letra del propio editor. El tono era sobre la necesidad de «publicidad» de las decisiones judiciales, para que el Supremo no naciera «desacreditado». Más aún, describía a los ministros con desdén y atacaba su comportamiento «empapado de las viejas Pandectas, Digestos y más fuentes del derecho antiguo [que] a muy alto costo se han de moldear a los axiomas hoy en boga»[13]. De esa manera, el corresponsal del periódico cuestionaba directamente las capacidades de los recién electos ministros, representantes de una herencia «antigua» que consideraba inadecuada para los tiempos de entonces. Además, en la misma edición del periódico había una nota que elogiaba largamente el sistema de jurados. La contraposición era perfecta, y la crítica del periódico, clara: el elogio a las instituciones con menor injerencia de jueces formados —como lo era el caso de los jurados y de los jueces de paz—, y la desconfianza hacia los miembros del Supremo, identificados no sólo con un paradigma de antiguo régimen, sino también con el pasado portugués, en un contexto de antilusitanismo muy presente después de la Independencia.

El periódico no era una voz disonante, sino que más bien expresaba el clima reinante en el mundo occidental después de la ola de revoluciones que sacudieron a Europa y también a América, resaltando la necesidad de construir nuevas bases jurídico-constitucionales que ofrecieran legitimidad a las unidades políticas. Controlar a los jueces y desconfiar de sus tribunales se estaba transformando en una práctica común. No por coincidencia una de las decisiones del gobierno, divulgada solamente después de que fuera otorgada la Constitución de 1824, preveía que todos los jueces debían declarar, circunstanciadamente,

[12] Biblioteca Nacional de Brasil (Río de Janeiro), *Astréa*, 22 de enero de 1829, pp. 1675-1676.
[13] *Ibid*.

las razones de sus sentencias «según el sistema liberal que fuera adoptado»[14]. Es decir, debían prestar declaraciones aclaratorias sobre sus respectivos actos por los cuales, según la lógica del nuevo régimen, podían ser responsabilizados. Además existió una clara acción en el sentido de que fuese declarada la necesidad de publicar las propias acciones judiciales; aquéllas consideradas de «mayor interés» debían publicarse en el periódico oficial del gobierno[15].

Este era el clima predominante en la Asamblea Constituyente y Legislativa del Imperio de Brasil instalada por el primer emperador, D. Pedro I, en 1823. Algo similar pudo verse en la experimentación de nuevas soluciones a ser implementadas por la justicia, considerándose sobre todo la vehemente defensa que se hizo de los jueces de paz y de los jurados ya que, al tratarse de cargos electivos, resultaban desconocidos para la tradición portuguesa que la Independencia pretendía parcialmente negar. Ambos cargos fueron entonces evocados como si se tratara de garantías de derechos de los ciudadanos y antídoto contra la corrupción, parcialidad y arbitrariedades atribuidas a los jueces. A pesar de la clausura de la Casa legislativa a cargo del propio emperador, ellas quedarían previstas en el texto constitucional que él mismo sancionó al año siguiente[16].

Con la apertura del Parlamento de Brasil en 1826, integrado por la Cámara de Diputados y por el Senado, una verdadera ola de reformas legislativas ganará cuerpo, confirmándose el sentido de proyección vinculado al ideario liberal constitucional[17]. La ley de instalación de los jueces de paz no demoró en concretizarse[18]. Una de las polémicas que orientó su creación fue la de sus atribuciones, que terminaron siendo concebidas de un modo bien amplio. El proyecto inicial preveía que los jueces pudieran conciliar y juzgar pequeñas contiendas, prevenir e indagar la existencia de delitos, aplicar puniciones correccionales y prender criminales, pasándole una parte de sus atribuciones a las autoridades competentes. Desde el principio se produjo un debate entre los que eran favorables a la disminución del cargo de juez de paz, para transformarlo en un mero agente de conciliación entre las partes, y los que defendían que, sin mayores atribuciones, su institución no sería provechosa para sanear la casi inexistente «justicia» que imperaba en Brasil. En la segunda discusión del proyecto le fueron agregadas algunas atribuciones, tales como: poder hacer uso de las fuerzas armadas en caso de desorden, constituir el cuerpo del delito, imponer penas a la violación de las posiciones policiales de las Cámaras, vigilar la preservación de los montes y bosques, y el derecho de juzgar circunscripto a «pequeñas demandas» que no sobrepasaran determinado valor monetario. También se definía que habría un

[14] *Coleção das Decisões do Governo* (en adelante CDG), 31 de marzo de 1824, p. 57.

[15] CDG, 25 de noviembre de 1825, p. 191.

[16] Ese debate en la Asamblea Constituyente de 1823 fue detalladamente discutido por J. R. Lopes, «Governo misto e abolição de privilégios».

[17] A. Slemian, *Sob o império das leis*.

[18] *Coleção das Leis do Império do Brasil* (en adelante CLIB), 15 de septiembre de 1827; T. Flory, *El juez de paz y el jurado en el Brasil imperial*.

juez en cada feligresía, elegible con los mismos requisitos válidos para ser elector, lo cual, según la Constitución, significaba tener una renta anual superior a 200.000 réis (lo que representaba un monto accesible para la mayoría de la gente) y no ser esclavo liberto. La unión de las actividades judiciales y policiales era también una de las características particulares de este oficio, como la de la creación judicial en el Imperio de Brasil.

II. — EL VÍNCULO ENTRE ADMINISTRACIÓN Y JUSTICIA

La serie de desórdenes públicos alimentados por la apertura de nuevas posibilidades políticas que se desencadenaron a partir de la abdicación de D. Pedro I en 1831 y el comienzo de la Regencia, reforzó los vínculos existentes entre la justicia y la policía. La intranquilidad política se expandió por las provincias del Imperio, donde revueltas y movimientos contestatarios de gran proporción social exigieron medidas urgentes a ser tomadas por el gobierno[19]. A continuación de los motines y desórdenes que ocurrieron inmediatamente después de la abdicación, fue aprobada una ley que ofrecía recursos para la pronta administración de la justicia y punición de los criminales, la cual reforzaba la autoridad policial de los jueces de paz y recomendaba que magistrados y defensores del pueblo la ejercieran de modo acumulativo con los primeros[20]. Poco tiempo después fue creado, en cada distrito, un cuerpo de la Guardia Municipal, recayendo en los jueces de paz el nombramiento de los comandantes, el establecimiento de la división en comisarías, y la resolución de dudas sobre su administración[21].

La acumulación de tales funciones nos permite analizar uno de los principales problemas de la construcción institucional en el Brasil de la época. En el mismo año de 1831 fue aprobada la creación de la Guardia Nacional, la cual podía ser movilizada, al menos inicialmente, por los propios jueces de paz. Su creación habría estado inspirada en la guardia revolucionaria francesa, es decir, se trataba de una corporación paramilitar que debía actuar como refuerzo del poder civil, cuyos oficiales eran elegidos y sus miembros armados en nombre de la defensa de la «Constitución, Libertad, Independencia e Integridad del Imperio»[22]. Los municipios retenían la responsabilidad de organizarla y la Guardia terminó ejerciendo funciones que llegaron más allá de su papel como auxiliar: tanto como «cuerpo destacado» para la represión de los movimientos de insubordinación y revueltas, como por un papel de responsable del poder policial y las rondas de vigilancia en las ciudades. Eso se explica porque en el Brasil de las primeras

[19] I. R. de Mattos, en «La experiencia del Imperio del Brasil», analiza cómo, frente a la ola revolucionaria que se apoderó del Imperio en 1831 con la abdicación de Pedro I, la Monarquía pudo continuar existiendo, inclusive, como una forma de contención.

[20] CLIB, 6 de junio de 1831.

[21] CLIB, 14 de junio de 1831.

[22] J. B. de Castro, *A milícia cidadã*.

décadas del siglo XIX, no se observó un proceso tan intenso de militarización como el que fue vivido en las áreas de colonización española durante los procesos de independencia, aunque no signifique que no existieran conflictos de gran escala.

Pero lo más interesante es que la formación de la Guardia Nacional privilegió la permanencia de las fuerzas de coerción en manos de los poderes locales —al apostar en la defensa la «causa pública» por los ciudadanos, como «privados»—, disposición adecuada a la realidad de una sociedad esclavista postcolonial, en la cual el Estado no poseía el monopolio de las fuerzas armadas[23]. Al mismo tiempo, así como la esclavitud debió ser reinventada dentro de un contexto constitucional y de reconfiguración del mundo atlántico[24], el carácter patrimonial de las instituciones, cargos y oficios no tuvo un papel de simple continuidad en la formación del nuevo Estado.

La ley que instituía el jurado también fue sancionada durante esos conturbados años de inicios de la década de 1830, cuando fueron aprobados los dos primeros códigos del Imperio de Brasil: el Criminal (1830) y el de Proceso Criminal de Primera Instancia (1832). No por azar, ambos códigos estaban relacionados con cuestiones judiciales fundamentadas en la concepción de que el control del orden público también se daba a través de la prevención y punición de los crímenes y delitos, lo que se sobreentendía como parte de la función de la justicia. El primero de ellos incorporaba las novedades más liberales de la época sobre la tipificación de crímenes y penas que, desde el punto de vista de las reformas, se estaban produciendo en los sistemas criminales de todo el Occidente desde el siglo anterior. Pero fue el de 1832 el que abordó directamente la administración de la justicia, al reglamentar los procedimientos y autoridades para juicios en primera instancia. Siguiendo con la tendencia de una normalización capaz de privilegiar la acción de las autoridades locales en la resolución de conflictos, el código de Proceso Criminal delegó poderes aún más amplios a los jueces de paz, reforzando sus funciones judiciales y policiales, e instituyó definitivamente el jurado en la primera instancia, así como todas sus reglas[25]. A los jueces de paz, además de cuidar los términos del «buen vivir», del conocimiento de los habitantes y de los sospechosos, al celarse por la seguridad de los distritos, les tocaba proceder a la constitución del cuerpo del delito, reconocer culpables, prender, juzgar ciertos crímenes menores, y recibir reclamos contra otros agentes de justicia. En cuanto a los jurados —elegidos a partir de una lista compuesta por una junta presidida por el juez de paz—, les correspondía realizar la acusación y la sentencia en primera instancia criminal, mientras que a los jueces de derecho les tocaba la presidencia y la regulación de las sesiones.

[23] W. P. Costa, *A Espada de Dâmocles*.

[24] R. Marquese y D. Tomich defienden la formación de un tercer sistema atlántico esclavista después de las transformaciones ocurridas en el pasaje del siglo XVIII al XIX. Ver R. Marquese y D. Tomich, «O Vale do Paraíba escravista e a formação do mercado mundial do café no século XIX».

[25] CLIB, 20 de noviembre de 1832.

Además del ideal de control sobre jueces y magistrados, que aclara la solución de las autoridades electivas para la primera instancia, el principio de que la actividad judicial debía ser independiente de los otros poderes, también fue constantemente evocado, no sólo en la creación legislativa sino también durante los conflictos que involucraban a otras autoridades. Sin embargo, los esfuerzos hechos para su cumplimiento también iban a crear sus propios obstáculos, como se verá a continuación. El nombramiento y la progresión en la carrera de jueces y magistrados eran atribuciones del poder ejecutivo, que también nombraba, según el artículo 102 de la Constitución, los demás empleos civiles y políticos: al fin y al cabo, se trataba de una monarquía constitucional donde la acción judicial era entendida como parte de las atribuciones del monarca. Lo mismo valía para remociones y sustituciones, permitiendo así una significativa injerencia del gobierno en dichas cuestiones. Al mismo tiempo, era un hecho que la garantía del carácter vitalicio de los cargos de jueces de carrera, confirmada por la Constitución, al principio fue una forma de garantizar la clave liberal del carácter independiente de su acción, frente a un cotidiano de disputas políticas al que los propios jueces estaban sometidos.

Tanto en el imperio portugués como en las monarquías ibéricas, una de las marcas de la magistratura, que sobrevivió hasta el período de los movimientos constitucionales de inicios del siglo XIX, era la asociación de las funciones administrativas y judiciales, típica de una cultura jurisdiccional cuyos agentes poseían un amplio poder de jurisdicción[26]. Uno de los impases del nuevo régimen fue, precisamente, la distinción entre ambos, lo que se vio complicado por el hecho de que la carrera continuaba siendo una forma privilegiada de acceso a la política imperial[27]. En general, aquella seguía estando marcada por el pasaje por diferentes cargos en la administración y en la judicatura, desde las pequeñas villas hasta las más altas esferas del gobierno, donde además de ganar experiencia, los agentes difícilmente intentaban preservarse frente a las disputas partidarias. Sin embargo, existía compatibilidad entre cargos y funciones ejercidos bajo la tutela de poderes políticos diferentes, no solamente del judicial[28].

Al mismo tiempo, en la medida en que la carrera de magistratura todavía cargaba consigo el antiguo *ethos* de comportamiento —que le confería un preeminente papel político y hasta un lugar especial dentro de la sociedad[29]—, su adaptación a los moldes constitucionales también se reveló un constante problema. Un ejemplo fue dado por el hecho de que, a pesar de que la Constitución brasileña de 1824 pregonase que todos los ciudadanos debían ser admitidos en cargos públicos debido a sus «talentos y virtudes», el criterio de antigüedad todavía continuaba valiendo para la ascensión en la carrera de jueces, así como para la acomodación de los magistrados al nuevo orden. Cuando fue votada la ley de

[26] Para la América portuguesa, véase A. Wehling y M. Wehling, *Direito e justiça no Brasil colonial*.

[27] A. Koerner, *Judiciário e cidadania na constituição da República brasileira*.

[28] Cuestiones de (in)compatibilidades fueron temas repetidos en los actos del ministerio de Justicia debido a su amplia aceptación en el régimen imperial.

[29] J. Krynen, *L'idéologie de la magistrature ancienne*.

extinción de los antiguos tribunales portugueses de las Mesas del Desembargo do Paço y de la Consciência e Ordens en 1828, se previó que todos los miembros que no fueran empleados, serían jubilados en el Supremo Tribunal de Justicia, «con el tratamiento, honras y prerrogativas concedidas a sus miembros»[30].

La instalación del Supremo Tribunal de Justicia en 1829 reforzó el carácter ambiguo de las soluciones proyectadas para la justicia. A pesar de que su creación hubiese derivado de la preocupación por homogeneizar las prácticas judiciales, y de reclamar la responsabilidad asumida por los cargos y las autoridades, el mismo se reveló, en gran parte de su práctica cotidiana, como un simple tribunal de recursos. A lo largo del Imperio, nunca fue constituido como última instancia, ya que los pareceres que emitía sobre las sentencias (concediéndoles o no la revisión) debían encaminarse a la decisión final de la segunda instancia. La antigüedad seguía manteniéndose como criterio de elección para sus ministros[31], lo cual valorizaba la tradición portuguesa de la magistratura y rechazaba la adopción de criterios políticos de adhesión o no a la Constitución, como en el caso español. Las cuestiones ordinarias —vinculadas a los procesos civiles y criminales— eran el foco de atención especial del Supremo, el cual actuó muy poco en el juicio político y en el ámbito de los demás poderes, ejecutivo y legislativo. Cuando fue creado, la cuestión de la ampliación de su actuación judicial hacia otras esferas llegó a ser considerada (entre los senadores), pero fue desechada al poco tiempo[32].

Parece evidente que la actitud política que desconfiaba de la justicia y de sus agentes, fuertemente presente en el desarrollo de la concepción revolucionaria francesa de aislamiento de los tribunales de las cuestiones públicas y de la creación de una esfera de justicia administrativa[33], hacía eco en las experiencias iberoamericanas, así como también en la del Brasil. De este modo, cuestiones constitucionales, de conflictos entre poderes o que trataran sobre administración no debían ser tratadas en el judicial, sino en juzgados dentro del propio ámbito del ejecutivo, en nombre de la garantía de los «intereses públicos»; de aquí el papel central que jugaran órganos tales como el Consejo de Estado en estos regímenes. Todo ello conllevó a la idea de que a sus agentes apenas les cabía «aplicar» la ley, siendo que solamente a la «nación» y al legislativo, como su encarnación, les cabía la interpretación. Por más que en el mundo iberoamericano no hayan funcionado instituciones del contencioso administrativo de la misma manera que lo hicieran en Francia[34], es un hecho que a lo largo del siglo XIX su proposición encontró soluciones, en especial en monarquías constitucionales, tal como la brasileña. En el ámbito del Estado, las monarquías

[30] «Ley del 22 de septiembre de 1828».

[31] CLIB, 28 de septiembre de 1828.

[32] J. R. de L. Lopes (ed.), *O Supremo Tribunal de Justiça do Império*.

[33] G. Bigot, *Introduction historique au droit administratif*.

[34] Marta Lorente analiza, partiendo del caso español, que la insuficiente separación entre los poderes políticos y la perpetuación de conflictos de tipo jurisdiccional la habrían tornado inviable. Ver M. Lorente, «División de poderes y contenciosos de la administración».

proyectaron un poder judicial restricto en relación a los otros poderes, así como una tensión permanente en torno a la definición de sus límites.

III. — LAS TRABAS DE LA CREACIÓN INSTITUCIONAL

Paralelamente, la implementación de las creaciones legislativas para la justicia generó sus propios conflictos. Si bien la Constitución de 1824 aseguraba que los agentes de justicia eran independientes —antes que ella, ya existieron polémicas sobre el tema en la Asamblea Constituyente de 1823—, se trataba, sin embargo, de un punto permanente de tensión. En una decisión de septiembre de 1827, el ministro de Justicia solicitó que, en el caso de los abusos cometidos durante la suspensión de los magistrados por parte de los presidentes de provincias, se observara su independencia y se evitara que fueran «jueces suspendidos del ejercicio de sus funciones sin que se verificaran las circunstancias» de las acusaciones[35]. Otra orden emitida por el mismo ministro dos meses más tarde, recomendaba que el gobierno apenas recibiera denuncias contra los magistrados se las remitiera rápidamente por escrito, encaminándole todo al Emperador[36]. Ambas medidas también se referían a la necesidad de controlar las arbitrariedades, «vejámenes y falta de justicia», eventualmente cometidas contra agentes de justicia; siendo frecuentes las manifestaciones de apoyo contundente del gobierno a su favor.

Tal como mencionamos anteriormente, el clima reinante en el Imperio de Brasil durante las primeras décadas del siglo XIX hizo necesario llevar a cabo acciones contra los abusos practicados por los magistrados. Durante esos años, era posible percibir una deliberada presión del gobierno central sobre las acciones judiciales, la cual no se centraba sólo en la primera instancia, sino que trataba de limitar la acción de los magistrados dentro de una perspectiva revolucionaria del papel de la justicia en nombre de los intereses públicos. En 1832, el ministro de Justicia Diogo Feijó llegó a manifestarse críticamente en relación a una posición del Supremo Tribunal de Justicia frente a una queja contra el procedimiento de un juez, que sus ministros juzgaron improcedente. El gobierno alegaba que al actuar de esa forma, el Supremo declaraba «irresponsables a los jueces, por las inicuas sentencias que profieren», y los responsabilizaba por sus propios actos:

> Quiere el Gobierno que los Magistrados sepan que, en vista que son independientes en el ejercicio de sus funciones, no obstante no son absolutos, sino que están sujetos a las Leyes, como cualquier otro ciudadano, y responden por su conducta, como tan expresamente lo declara la Constitución en su artículo 156 y el supra citado Código Criminal[37].

[35] CDG, 17 de septiembre de 1827, pp. 181-182.
[36] CDG, 7 de diciembre de 1827, pp. 208-209.
[37] CDG, 15 de marzo de 1832.

O sea, el gobierno se veía en el derecho de interferir directamente en una decisión de los ministros del Supremo[38].

Si los esfuerzos destinados a la creación institucional fueron intensos durante la primera década del Imperio en Brasil, la sensación de que su realización era, como mínimo, errática, también formó parte de las condiciones que la sustentaban. Veamos cómo apenas el Código de Proceso de 1832 fue aprobado, ya resultaba común encontrar quejas contra el mismo. Los dos principales aspectos criticados fueron la amplia acción prevista para los jueces de paz, y la inexistencia de una fuerza policial independiente que pudiese ser «digna de ese nombre». En 1833, el entonces ministro de Justicia, Honório Hermeto Carneiro Leão —posteriormente uno de los responsables de la articulación del llamado «regreso conservador»—, se refería a los «graves defectos» del nuevo Código, en el cual

> además de la falta de orden, método y claridad, necesarios en una Ley que debe ser ejecutada por hombres no versados en Jurisprudencia [jueces de paz] hay en el Código de Proceso repeticiones, omisiones graves e inclusive artículos enteramente antinómicos. En verdad, Señores, las mejores teorías sobre Jurisprudencia Criminal de Inglaterra y de los Estados Unidos, eran conocidas por los Autores del Código, pero no puedo dejar de decir que la aplicación en nuestro País ha sido infeliz[39].

Estas expresiones son paradigmáticas por dos motivos: en primer lugar, porque expresaban la percepción de que la ley debía ser clara y racional para que pudiese cumplir su función de ordenamiento social; en segundo lugar, porque denunciaba la conciencia de que la voluntad legislativa tenía sus propias limitaciones, ya que la aplicación de la teoría no podía realizarse satisfactoriamente en Brasil. Aparentemente, la sentencia era contradictoria consigo misma. Pero el hecho es que planteaba las propias contradicciones creadas en las instituciones durante el período que estamos analizando: la creencia de que eran capaces de transformar los regímenes en el futuro y, al mismo tiempo, la percepción de que la realización de la «norma» era errática.

Las reformas que ocurrieron en Brasil a inicios de los años 1840 deben comprenderse dentro de la misma clave de sus contradicciones. En 1841 fue aprobada la reformulación del Código de Proceso Criminal[40] y una de sus principales novedades fue la efectiva disminución de poder por parte de las autoridades electivas (jueces de paz y jurados) en nombre de la creación, por provincias, de los «jefes de policía», elegidos por el Emperador entre los jueces de derecho. Éstos, a partir de entonces, pasaron a ser las principales autoridades responsables por la primera instancia —juntamente con los jurados, los jueces municipales y los de derecho—, igualmente fundamentales en el mantenimiento

[38] A. Slemian, «O Supremo Tribunal de Justiça nos primórdios do Império do Brasil».

[39] *Relatório do Ministério da Justiça*, Año de 1832, p. 17.

[40] CLIB, 3 de diciembre de 1841.

del control policial local. De tal modo, sus funciones continuaban vinculándose a más de una autoridad.

Es un hecho que al producirse esta reforma, los constantes pedidos de exigirle responsabilidad a los miembros del judicial prácticamente desaparecieron de las órdenes de gobierno; pero también cambió la coyuntura: con el ascenso al trono del heredero del Emperador en 1840, el régimen se hizo mucho más moderado[41]. A partir de esta época fueron aplicadas una serie de medidas para la organización de varios órganos y secretarías de gobierno, inclusive de la justicia, lo cual se dio con gran intensidad. De manera concomitante, fueron abandonadas otras banderas más revolucionarias para la justicia, debido a la disminución de la interferencia directa del ejecutivo en lo judicial[42].

Pero queremos destacar, en este contexto, que la reforma del Código del Proceso Criminal no solamente confirmó sino que consolidó, en un formato aun más definitivo, la unión de las funciones policiales y judiciales en manos de jueces y magistrados. Si ello configuraba un problema en la práctica cotidiana de los agentes judiciales —también en función de la vinculación de la carrera de sus agentes al ejecutivo—, la organización policial, sujeta a la organización de los ciudadanos comunes y mimetizada por la acción de la Guardia Nacional, poco ayudó en la circunscripción e independencia de su jurisdicción.

La cuestión de la continuidad de los conflictos de jurisdicción podría evocarse como fundamental para poder entender los impases vividos durante la construcción de una justicia constitucional en el Brasil del siglo XIX, tal como lo ha notado una pujante historiografía que analiza las instituciones de derecho[43]. De hecho, la intersección entre poderes y espacios de acciones de los agentes e instituciones, típicas de una cultura jurisdiccional, fue una característica de las monarquías ibéricas que, al instaurarse el paradigma constitucional, sobrevivió e inclusive resistió la formación de los Estados nacionales. Conflictos de la misma naturaleza resultaron permanentes en los casos de la justicia en Brasil —involucrando a jueces de paz, de derecho, promotores, autoridades municipales, presidentes de provincias, ministros, etc.— cuya marca característica de funcionamiento se encontraba en la indiferenciación entre administración y justicia, manteniéndose el poder de decisión entre varias autoridades. En tal sentido, también podríamos hablar de una carencia de la cultura institucional liberal en dichos regímenes representativos, cuyos poderes políticos tampoco tuvieron definiciones claras, ni en el texto legislativo, ni en su práctica cotidiana.

[41] El análisis de esta cuestión continua ocupando constantes debates en el campo de la historiografía. Véase J. M. de Carvalho, *A construção da ordem*; I. R. de Mattos, *O tempo saquarema*; M. Dolhnikoff, *O pacto imperial*.

[42] Resulta llamativo que durante la década del 1840, el discurso sobre el control de los ministros perdía espacio en beneficio de su fortalecimiento como tercera instancia. Véase J. R. de L. Lopes (ed.), *O Supremo Tribunal de Justiça do Império*.

[43] Véase los trabajos que innovaron en cuanto al planteo de problemas para su comprensión: para el caso portugués, A. M. Hespanha, y para el caso español, B. Clavero, M. Lorente y C. Garriga.

Sin embargo, la construcción liberal contenía en su núcleo una cuestión aún más complicada para lo que se podría denominar su realización efectiva a lo largo del siglo XIX: la proyección de preceptos producidos a partir de la creencia de que podía construirse el futuro bajo nuevos principios políticos, los cuales eran evocados inclusive cuando se trataba de la propuesta de «regeneración» de los regímenes, y de la organización de las expectativas de transformación, fuesen éstas más o menos revolucionarias. Como se vio para el caso específico de Brasil, no demoró mucho para que una reacción conservadora hablase en nombre del pasado, por más que al hacerlo resultara inevitable invocar las verdades constitucionales. Las alternativas y proyectos para el futuro pasaron a ser una fuente permanente de conflictos, y su completa concretización una utopía a ser buscada —lo cual puede asociarse a una de las dimensiones de la propia modernidad—. De tal manera, ellos instauraron un nuevo campo de problemas, lleno de contradicciones, los cuales se referían tanto a las prácticas sociales como a las relativas a la búsqueda de la construcción de una justicia constitucional en los orígenes del Estado nacional brasileño.

Ese marco es fundamental para poder pensar históricamente las instituciones y nos permite, aún sin abandonar la recurrente indagación sobre cuánto llegaron a realizarse o no (proveniente de nuestra inexorable condición heredada de la modernidad), ir más allá de las tradicionales preguntas centradas en las rupturas y/o las continuidades en relación al viejo orden. Los problemas que abarcan son nuevos, y las condiciones heredadas de la ex colonia son, definitivamente, reinventadas.

Traducido del portugués por Marisa Montrucchio

FUENTES

Coleção das Decisões do Governo do Império do Brasil de 1883, Rio de Janeiro, Tipografia Nacional, 1884.

Coleção das Leis do Império do Brasil [disponible en Internet: http://www2.camara.gov.br/atividade-legislativa/legislacao/publicacoes/doimperio].

«Ley del 22 de septiembre de 1828», en *Colleção das Leis do Imperio do Brazil. 1828*, parte primeira: Actos do Poder Legislativo, Rio de Janeiro, Typographia Nacional, 1878 [disponible en Internet: http://www2.camara.gov.br/atividade-legislativa/legislacao/publicacoes/doimperio/colecao2.html].

LOS «SANS-CULOTTES DESPIADADOS»

EL PROTAGONISMO POLÍTICO DEL BAJO PUEBLO EN LA CIUDAD DE BUENOS AIRES A PARTIR DE LA REVOLUCIÓN

Gabriel Di Meglio
Universidad de Buenos Aires - CONICET

La revolución que a partir de mayo de 1810 rompió el vínculo del Río de la Plata con la metrópoli española introdujo una serie de cambios significativos. Uno de ellos fue la marcada presencia en la escena política del «bajo pueblo» urbano, que sería clave durante décadas. Este trabajo delinea las características, las causas y los efectos de esa participación popular. Es decir, la de quienes ocupaban el lugar inferior de la sociedad porteña: negros (muchos de ellos esclavos), pardos y blancos pobres que se ocupaban en las artesanías y otras tareas manuales, en la venta ambulante, en servicios varios o que no tenían ocupación fija; carecían de respetabilidad —otorgada por el don o doña delante del nombre— y eran mayoritariamente analfabetos[1].

I. — FORMAS

Buenos Aires carecía de una tradición colonial de movilización popular. Dicha tradición comenzó de todos modos antes de la Revolución, en agosto de 1806, cuando tras la expulsión de la ciudad de los británicos que la ocuparon brevemente, una multitud —con clara presencia del «populacho»[2]— se congregó delante del Cabildo para exigir que se le quitara al virrey Sobremonte la comandancia de las armas y se le impidiera la posibilidad de regresar a su capital, puesto que se le consideraba un cobarde que había abandonado Buenos Aires frente al avance inglés. Simultáneamente, en esos días cientos de plebeyos ingresaron en los cuerpos milicianos que se formaron de modo voluntario para enfrentar un posible regreso británico. Cuando éste se produjo y conquistó Montevideo unos meses más tarde, una multitud volvió a reunirse en Buenos Aires para destituir al virrey de su cargo. Y fue también una multitud la que incluyó a miembros del bajo pueblo, dirigidos por un pequeño grupo de revolucionarios, la que el 25 de mayo de 1810 realizaría la presión callejera que causó

[1] Una parte de este texto se publicó en G. Di Meglio, «Un ciclo de participación política popular en la ciudad de Buenos Aires».

[2] *Diario de un Soldado*, p. 39.

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 165-180.

la definitiva caída del virrey Cisneros y su reemplazo por una junta de gobierno dirigida por parte de la elite local.

Pero fue desde las jornadas de abril de 1811 que el bajo pueblo devino una presencia insoslayable en la política porteña. En esa ocasión muchos plebeyos de los suburbios se presentaron frente al Cabildo, dirigidos por distintos alcaldes de barrio, con la consigna de expulsar a los peninsulares de la ciudad y con el objetivo de vencer a la facción más radical dentro de la Junta a favor de la moderada; «se apeló a los hombres de poncho y chiripá contra los hombres de capa y de casaca»[3]. Algunos cientos de pobladores de los suburbios, apoyados por el grueso de las tropas presentes en Buenos Aires —que mantuvieron un segundo plano en la acción para evitar acusaciones de un movimiento realizado por la fuerza— se presentaron así ante el Cabildo como «el pueblo» y de ese modo estaban ampliando el alcance de un concepto que hasta ese momento era socialmente limitado. A partir de entonces el sentido de pueblo empezó a cambiar, para incorporar a todos los hombres libres[4].

Se inauguró así una práctica destinada a tener larga vida: la intervención de miembros del bajo pueblo bajo la dirección de integrantes de la elite para dirimir un conflicto político. Así se produjeron cambios de gobierno en septiembre de 1811, octubre de 1812, abril de 1815, varias veces durante el complejo año de 1820 y en octubre de 1833; hubo también intentos que fallaron, como en marzo de 1823 y en 1829.

Otra forma de participación popular fueron agitaciones puntuales ante ciertos hechos: ocurrió en julio de 1812 cuando se descubrió una conspiración de peninsulares contra la Revolución; en 1823 cuando hubo una exitosa reacción contra una medida del gobierno que concentraba el reclutamiento militar en el bajo pueblo; en 1828 en la violencia que signó a las elecciones durante el momento más álgido del enfrentamiento entre unitarios y federales; en 1834 cuando una multitud impidió al impopular líder unitario Bernardino Rivadavia desembarcar en la ciudad; en 1839 cuando hubo movilizaciones a favor del gobernador federal Juan Manuel de Rosas y en 1841 cuando una multitud agredió a los monjes jesuitas acusándolos de unitarios. Finalmente, en abril de 1842 hubo una participación plebeya en los ataques a casas y personas que se conoció como el «Terror» rosista.

Todas las acciones descriptas fueron protagonizadas por grupos que en general no superaron cuanto mucho las mil personas. En una ciudad que contaba con unos 45.000 habitantes en 1810 y alrededor de 63.000 en 1836, ninguna de esas muchedumbres puede considerarse demasiado pequeña, aunque hubo otras formas de participación con mayor concurrencia. En primer lugar las elecciones de las décadas de 1820 y 1830, a las que acudía una importante cantidad de plebeyos y en las que anualmente votaban de dos a cuatro mil personas. También las celebraciones patrias, donde además había una gran presencia femenina: las fiestas por el aniversario de la Revolución,

[3] I. Nuñez, «Noticias Históricas», p. 452.

[4] Véase N. Goldman y G. Di Meglio, «Pueblo/Pueblos».

el arribo de noticias favorables a Buenos Aires en una guerra, los desfiles… La politización de la ciudad fue amplia: los asuntos públicos se discutían en pulperías, fondas y mercados; la prensa se leía allí en voz alta y los rumores circulaban febrilmente.

Por último, otra forma de participación popular fueron los motines o amagos de motín producidos durante las épocas de conflicto, y en particular en los años revolucionarios, dentro del ejército y la milicia, por atrasos en los pagos o por disgustos con los oficiales. Su característica principal era que los dirigían personas de origen plebeyo: sólo soldados, cabos y sargentos —que casi nunca tenían el respetable don delante de sus nombres— encabezaban tales acciones. Las más importantes fueron el levantamiento del regimiento de patricios en diciembre de 1811, que terminó con una sangrienta represión contra los amotinados, y el del tercio de pardos y morenos en febrero de 1819; ambos se produjeron cuando las tropas sintieron que sus derechos no eran respetados por las autoridades[5].

II. — ORÍGENES

La participación popular no comenzó por una iniciativa de la plebe sino por los efectos de la crisis del orden colonial, y lo que abrió su posibilidad concreta fue que se comenzara a disputar el poder con movilizaciones callejeras. Esto comenzó con los sucesos de 1806 pero se profundizó tras la Revolución, especialmente cuando a fines de 1810 la dirigencia revolucionaria se dividió y no tenía ninguna autoridad superior que definiera sus diferencias. Sin reglas claras que suplantaran al marco de acción previo, el poder se siguió dirimiendo a través de la movilización, en la calle. Y ello permitió el ingreso masivo, impulsado por las mismas facciones, de plebeyos en la vida política.

Es que la revolución no sólo derrumbó los fundamentos del poder político sino que también descalabró el orden tradicional en general. Entre 1810 y 1842 la elite porteña no logró recomponer ese orden, excepto por algunos breves momentos. Lo evitaban dos elementos: sus constantes divisiones políticas y la posibilidad que esa brecha abría a la intervención popular. La importancia de la calle, garantía de permanencia popular en la lucha política, no disminuyó.

Si la década de 1810 estuvo marcada a fuego por las movilizaciones, desde 1821 la dirigencia política buscó reemplazar esa inestabilidad por un sistema electoral eficaz. Pero no eran simples actos de sufragio sino que también tuvieron una impronta callejera y por ende popular. El voto directo convirtió el control de la mesa electoral en la clave y eso significó que cada votación implicara la movilización de grupos para ocupar ese espacio, rechazar a los opositores

[5] Para profundizar en todo lo descrito en este apartado —y consultar las fuentes pertinentes— véanse G. Di Meglio, *¡Viva el bajo pueblo!,* e Id., *¡Mueran los salvajes unitarios!*

y asegurar más votantes que los contrarios[6]. Si bien lograron afirmar un fundamental principio de legitimidad y sentaron una regla que durante unos años le permitió a la elite dirimir el acceso al poder, las elecciones no implicaron un cambio radical con respecto al carácter callejero de las prácticas políticas, ni encauzaron hacia un orden social más calmo a la plebe porteña. Y cada vez se volvieron menos capaces de regular la lucha política: desde 1828 las pugnas facciosas volvieron a acudir a la movilización y a la violencia.

El final de esa primacía de la calle que permitía el influjo popular fue obra de Rosas en su segundo gobierno de la provincia de Buenos Aires (1835-1852). Como explicó hace años Tulio Halperin Donghi, Rosas logró un orden, el primero que se afianzó después de la revolución[7]. Y lo hizo disciplinando a la convulsionada sociedad porteña, desde la elite hasta la plebe. Para obtenerlo persiguió a la oposición, buscó suprimir la actividad política (salvo la que pudo encauzar sin problemas, como las elecciones y las fiestas patrias), y trató de eliminar el peso de la calle. Rosas logró mediatizar la participación popular. La usó como amenaza contra la elite disidente y para ello se sirvió de la Mazorca, una organización formada por miembros del bajo pueblo que servían en la Policía (pero cuando actuaban de mazorqueros lo hacían por fuera de la legalidad) y que también pertenecían al club de rosistas extremos: la Sociedad Popular Restauradora. La Mazorca actuó violentamente contra los opositores por fuera de la esfera del Estado pero bajo el control del gobernador. Éste quiso presentarla como una acción popular y a la vez reemplazar a esa misma movilización. En octubre de 1840 la Mazorca realizó una serie de asesinatos selectivos y ese «Terror» pareció cerrar el disciplinamiento de la ciudad. Rosas obtuvo así su ansiado orden; el resto de la década de 1840 fue posiblemente el momento políticamente más calmo de todo el siglo XIX porteño.

III. — RAZONES

¿Qué llevó a quienes integraban el bajo pueblo a la acción política? En los eventos que tuvieron un exclusivo protagonismo plebeyo contamos en general con las razones brindadas por los participantes. El motín de los patricios de 1811 expresó su objetivo en un petitorio redactado por algunos cabos: querían «se nos trate como a fieles ciudadanos libres y no como a tropa de línea», solicitaban un retorno al estilo de la milicia prerrevolucionaria y se oponían a la creciente profesionalización[8]. El origen del motín de los pardos y morenos en 1819 apeló a una causa similar: «de ningún modo querían los ciudadanos consentir en ser acuartelados» —algo que violaba el derecho de los milicianos

[6] M. Ternavasio, *La revolución del voto.*

[7] T. Halperin Donghi, *Revolución y Guerra* e Id., *De la Revolución de independencia a la Confederación rosista*. Véase también J. Gelman, «Crisis y reconstrucción del orden en la campaña de Buenos Aires».

[8] El petitorio en E. Fitte, *El motín de las trenzas*, p. 92.

a servir desde sus hogares— como les habían ordenado las autoridades, dijeron los cabos y sargentos[9].

En los acontecimientos políticos en los cuales actuaron bajo el liderazgo de personajes de otro origen social, la elite o los sectores medios, los miembros del bajo pueblo cumplieron un papel subordinado y por lo tanto es más complejo saber qué les condujo a participar. En algunos casos puede haber sido la obediencia. Por caso, en abril de 1815 el Cabildo convocó a la población con su campana para defender a la ciudad de un posible ataque del director supremo Alvear, a quien acababa de desplazar del poder. El Cabildo era considerado el «padre» de la población, la institución que se encargaba de velar por el bien común, y muchos acudían a sus órdenes. Pero también es cierto que el director supremo era odiado porque había incrementado aún más el ya tremendo esfuerzo reclutador del Estado —que desde 1812 se había volcado sobre la plebe urbana— y porque había aumentado el precio del pan y de la carne, elementos básicos de la dieta porteña, a causa de impuestos para la guerra de independencia. Sin duda, ese descontento contribuyó a la obediencia a la convocatoria capitular[10].

Una segunda razón de participación se encuentra en lo que comúnmente se denomina «clientelismo». Hubo personajes que usaron su influencia en un barrio, obtenida por su importancia social, por ejercer un cargo público o por ambas cosas (que en general se combinaban), para movilizar a la gente políticamente. Estos líderes locales se convirtieron desde la década de 1810 en piezas clave de la política porteña. Un buen ejemplo de esto se encuentra en el fracasado «Motín de Tagle» de marzo de 1823, en el cual diversos descontentos con el gobierno intentaron voltearlo apelando principalmente al malestar generado por una reforma eclesiástica que había afectado al clero regular. Uno de los rebeldes capturados por las fuerzas leales era el marinero José María Palacios, quien contó al tribunal que lo juzgó cómo había ingresado en el movimiento. Sostuvo que otro marinero lo convocó a la pulpería de don Isidro Méndez, a la cual concurrió armado. Desde allí fue «conducido con otros que no conoce» hacia la plaza. Preguntado por su relación con el pulpero, contestó que

> siempre ha conocido a Méndez de comandante de las fuerzas de la Patria desde la Campaña de Montevideo, y como tal lo ha respetado, a más que como Méndez ha sido para él a más de Jefe un patrón que lo ocupaba continuamente, y en quien siempre ha conocido mucho amor a la Patria[11].

Su relación, entonces, era ya larga, puesto que la última campaña de Montevideo había sido en 1814, nueve años antes. La guerra había generado el vínculo,

[9] Archivo General de la Nación (en adelante AGN), Sala X (en adelante X), leg. 30-3-4, Sumarios Militares, 957.

[10] Los aumentos y sus causas en AGN, X, leg. 30-10-1, Órdenes de Policía, leg. 188; *Acuerdos del Extinguido Cabildo*, serie IV, t. VI, p. 405.

[11] AGN, X, leg. 13-3-6, Revolución de Tagle.

que luego continuó en el plano económico. Cuando el juez quiso saber cómo se le había indicado ir a la plaza Palacios dijo:

> no se le presento orden por Méndez pero que nunca ha recibido de él sino mandatos verbales, y los ha obedecido como de su Jefe, que aunque ha dicho antes que no sabía cual destino publico tuviese Méndez pero que siempre lo ha considerado con alguno no obstante de saber que tenía pulpería[12].

Además, a la relación preexistente se sumó el aliciente económico, dado que Méndez les dijo «que si salían triunfantes se pagaría a todos»[13].

Estas relaciones clientelares jugaron un papel en algunas movilizaciones. Vale la pena recordar que cualquier vínculo de ese tipo implica una negociación[14]. En una sociedad urbana con alta movilidad social, espacial y laboral existieron indudablemente lazos clientelares pero no parecen haber sido demasiado estables. En el caso recién mencionado, ante el tribunal, Palacios mostró claramente que el culpable de su propia presencia en el motín era Méndez; él se habría limitado a «obedecer su insinuación» creyendo «que aquello era dirigido no contra la autoridad sino por ella misma». Por supuesto que ese argumento no era creíble pero el imputado no eludió el denunciar abiertamente a su patrón y antiguo jefe para salvarse. Pero hay algo más: el que haya concurrido al levantamiento convocado por un líder barrial, un pulpero, no implica que en ello radique toda la explicación. El soldado que detuvo a Palacios durante el episodio indicó que él y otros tocaban con entusiasmo la campana del antiguo Cabildo —disuelto poco antes— mientras lanzaban mueras al gobierno y vivas a la religión. Palacios parece haber participado en el motín por relaciones de tipo clientelar y a la vez por convencimiento político con los objetivos de la rebelión. Este punto es clave.

Del juicio que siguió al fracasado intento de Tagle se desprenden distintas razones de plebeyos para haber participado de la movilización: seguir a un jefe, acudir en defensa de la ciudad supuestamente amenazada (al escuchar la campana del ex Cabildo convocando a la población), garantizar derechos que se consideraban violados (un argumento falso de los agitadores fue que se quería hacer a los milicianos soldados del ejército regular), o estar en contra del jefe de la Policía porque era un «déspota»[15]. Pero a esos diferentes motivos los englobaba un objetivo común: expresar su descontento con lo que percibían como una violación del bien común por parte del gobierno, que en su perspectiva con la reforma eclesiástica atacaba a la religión y que con la disolución del Cabildo había perjudicado al interés común. Más allá de las prácticas clientelares utilizadas, todos los movilizados, líderes y seguidores, compartían un objetivo político.

[12] AGN, X, leg. 13-3-6, Revolución de Tagle.

[13] AGN, X, leg. 13-3-6, Revolución de Tagle.

[14] Lo afirmó ya hace mucho tiempo J. Scott, «¿Patronazgo o explotación?», p. 37.

[15] AGN, X, leg. 13-3-6, Revolución de Tagle.

Como en este caso, y aunque no hay espacio aquí para más ejemplos (que son muchos), los lazos clientelares no pueden explicar per se la mayoría de los episodios de intervención popular en esos años. La movilización de abril de 1811, que abrió el juego definitivamente para el bajo pueblo, no se hizo sólo porque los influyentes alcaldes de barrio la dirigieron; su éxito se debió a la consigna, expulsar a todos los españoles de la ciudad. Y algo similar ocurrió en todos los episodios semejantes sobre los que se cuenta con información al respecto.

IV. — POSICIONES POLÍTICAS

La adhesión popular a la Revolución se construyó sobre la identificación de ésta con la causa de la patria. El enemigo era claro: empezaron siendo los «mandones» del régimen previo, aunque en seguida se fueron ampliando a todos los españoles. Hemos visto que la consigna de expulsarlos fue la que permitió la primera gran movilización plebeya en abril de 1811. Al año siguiente, el descubrimiento de la conspiración contrarrevolucionaria, denunciada por un esclavo, terminó con el fusilamiento de 33 peninsulares, entre ellos su líder Martín de Álzaga, a quien «aún en la horca lo apedrearon, y le proferían a su cadáver mil insultos, en términos que parecía un Judas de sábado santo»[16]. A los pocos días se esparció la falsa noticia de que habían desembarcado los marinos de Montevideo y mucha gente se congregó en la plaza y en los cuarteles para la defensa[17]. Los rumores corrían a granel y se produjo una ola de delaciones y acciones violentas, en las cuales los miembros de la plebe jugaron un papel principal: hubo saqueos de casas de peninsulares y muchísimas denuncias contra otros acusados de esconder armas, o de haber hablado contra la revolución, o de haber dicho cosas como «que ha de llenar la bocacalle de su casa de patricios ahorcados»[18]. Los miembros del gobierno se vieron afectados también: fueron rodeados en la calle por un grupo hostil o perdieron los vidrios de sus residencias a manos de una multitud que pedía más rigor. El resultado de la presión popular fue que se prohibiera a los peninsulares tener pulperías y que se legislara que en todos los oficios debía contratarse a «hijos del país» (lo cual no llegaría a cumplirse). Muchos españoles fueron asimismo confinados en Luján, a setenta kilómetros de Buenos Aires, como medida precautoria[19]. Mientras duró la guerra de independencia continuaron las denuncias y las amenazas contra los peninsulares, que se volvieron a intensificar en momentos de crisis.

[16] J. M. Beruti, «Memorias curiosas», p. 3830.

[17] «Carta de Olleros a José Lino de Echevarría», citada en J. Canter, «El año XII, las asambleas generales y la revolución del 8 de octubre», p. 487.

[18] AGN, X, leg. 6-7-4, Conspiración de Álzaga.

[19] Hubo una «orden general de internación de Europeos»; véase el pedido de Josefa Xil para que regresara de Luján su marido, un zapatero peninsular, que fue denegado, en AGN, X, leg. 6-6-12, Solicitudes Civiles y Militares.

En la década de 1820 las cosas fueron diferentes. Se consolidó una facción política que obtuvo una base de fuerte apoyo plebeyo, cuyo líder principal, Manuel Dorrego, fue construyendo una relación fluida con los plebeyos: era carismático, se vestía a la usanza popular para recorrer los barrios y «captarse la multitud, los descamisados»[20]. Estaba atento a los intereses populares: su primera intervención, cuando asumió como diputado provincial en octubre de 1823, fue una protesta contra el alistamiento de ciudadanos que pertenecían a las milicias en el ejército de línea, justo después de una gran agitación popular por ese tema[21]. Al mismo tiempo, Dorrego «siempre se distinguió por la virulencia de su hostilidad hacia los ingleses» y tenía un fuerte discurso antiportugués[22]. Eso entroncaba con la posición contraria a dichos extranjeros que era muy extendida entre la plebe, en particular contra los ingleses porque eran «herejes» y concentraban el rencor de los artesanos porteños por los grandes inconvenientes que les generaban la competencia de sus productos[23].

El lado político de esta animadversión fue que a través de la labor del grupo de Dorrego —que a mediados de esa década se transformaría en el «partido federal» de Buenos Aires—, pero también de la experiencia plebeya, se fue creando una identificación entre los extranjeros con la facción que dirigió el gobierno de Buenos Aires desde 1820 y después con sus herederos, los unitarios. A este par extranjeros-unitarios se agregaba otra caracterización que era la de «aristócrata». En realidad, las dirigencias unitarias y federal estaban ambas integradas por miembros de la elite, pero no eran iguales ante los ojos populares.

Esto fue evidente en 1826 en el Congreso constituyente reunido en Buenos Aires, cuando se dio el debate acerca de quiénes iban a tener derecho a voto. Los unitarios abogaban por una restricción del sufragio (que hasta entonces abarcaba a todos los hombres libres mayores de 21 años), suspendiendo la ciudadanía de los jornaleros, domésticos a sueldo, soldados, los procesados penalmente y los «notoriamente vagos». Su principal argumento fue que la situación dependiente de aquellos individuos les hacía seguir pasivamente la opinión de sus patrones. Algunos diputados federales se opusieron firmemente a la propuesta. Dorrego —que estaba a favor de quitarle la ciudadanía a mendigos y vagos notorios— argumentó que los «domésticos asalariados» y los jornaleros gozaban de más libertad que los empleados del Estado, puesto que podían cambiar de trabajo y de patrón, al tiempo que los otros eran completamente dependientes del gobierno. Si se excluía injustamente el sufragio a unos, era también necesario quitárselo a los otros. «¿Y qué es lo que resulta de aquí? una aristocracia la más terrible, si se toma esta resolución; porque es la aristocracia del dinero», argumentó; «y desde que esto se sostenga se hecha por tierra el sistema representativo, que fija su base sobre la igualdad de los derechos». Dorrego defendía su capital político

[20] T. de Iriarte, *Memorias*, t. III, p. 216.

[21] C. Parsons Horne, *Biografía del coronel Dorrego.*

[22] J. Murray Forbes, *Once años en Buenos Aires*, p. 473 (carta del 20 de agosto de 1827).

[23] Ejemplos de quejas de artesanos contra las importaciones inglesas en AGN, X, leg. 8-9-5, Solicitudes Civiles (1815), y en el periódico *Eu não me meto con ninguem*, 1, 24 de julio de 1821.

y algunos unitarios le facilitaron la tarea. El diputado Manuel Castro le contestó, «nunca puede dejar de haber esa aristocracia [...] que es la que hace conservar la sociedad y el orden». Las «aristocracias de sangre» eran peligrosas «porque se oponen á las leyes y á un sistema libre; pero aquellas aristocracias que nacen de la naturaleza de las cosas, no hay poder en la tierra que pueda vencerlas [...] Dios ha puesto esa misma desigualdad en las cosas»[24].

Ese tipo de situaciones, que se conocían muy bien en una ciudad donde las noticias corrían con premura, aportaba a la construcción de la identificación descripta y ayudó a construir la adhesión popular al federalismo, que se convirtió en un rasgo clave de la política porteña a partir de entonces. La hostilidad de la plebe urbana hacia los aristócratas-unitarios-extranjeros provenía de su caracterización como una elite que no hacía esfuerzos para incluir al bajo pueblo. El federalismo quedó asociado con la atención a las problemáticas populares, y más tarde Rosas supo operar con esa realidad (tras el fusilamiento de Dorrego a manos de los unitarios en 1828). Por ejemplo, en los años sucesivos recomendó que siempre se hablara de él como el «padre de los pobres», sobrenombre que antes había recibido aquel.

Cuando el federalismo se dividió en dos facciones en 1833, el sector rosista fue el más efectivo en movilizar a la plebe. Antes del conflicto, la mujer de Rosas, Encarnación Ezcurra —que dirigía a los rosistas— le escribió a su marido, ausente de la ciudad: «la mayoría de casaca tiene miedo»[25]; en cambio, «los pobres están dispuestos a trabajar de firme»[26].

Rosas contaba entonces con esa identificación popular con el federalismo, que lo precedía, pero agregó su propio sello cuando se afianzó en el poder. La sacralización de la causa federal —la extensión de la consigna «viva la Santa Federación»—, que demonizaba a quienes la enfrentaban, fue un elemento importante en su popularidad. En su segundo gobierno, Rosas impulsó que su retrato se exhibiera en las iglesias y que los sacerdotes remataran sus sermones explicitando su apoyo a la causa federal. Otro elemento de peso fue la caracterización del federalismo como el partido que defendía a la patria y del gobernador como su salvador; la intervención francesa contra Rosas en 1838 favoreció el afianzamiento de esa postura. Finalmente, como ha destacado Raúl Fradkin, la idea de la «restauración de las leyes», con la cual se identificó Rosas, fue percibida por miembros de las clases populares en la campaña circundante como la posibilidad de reinstalar la vigencia de la costumbre y compensar los abusos causados por las administraciones provinciales de la década de 1820, cuando avanzaron, en nombre del derecho de propiedad, sobre tierras que ya estaban ocupadas por paisanos que no tenían títulos sobre ellas[27].

[24] Ambos en E. Ravignani (comp.), *Asambleas Constituyentes Argentinas*, p. 736.

[25] Refiriéndose al círculo prominente de los rosistas, puesto que la casaca era prenda exclusiva de los sectores pudientes.

[26] Carta de Ezcurra en M. Lobato, *La revolución de los restauradores*, p. 81.

[27] R. Fradkin, «La experiencia de la justicia».

Durante los años de Rosas, para buena parte del bajo pueblo los enemigos pasaron a ser los «salvajes unitarios», una máxima repetida hasta el hartazgo por el gobierno y en la que se incluía a todo aquel que se le opusiera. La determinación plebeya contra los unitarios fue un pilar del poder rosista durante los fuertes embates que sufrió de diferentes opositores entre 1838 y 1843.

Y también ayuda a explicar el momento final de la participación popular. En marzo de 1842, cuando el triunfo rosista parecía absoluto sobre todos sus enemigos, la noticia de una derrota federal en la provincia de Entre Ríos generó en Buenos Aires un nuevo estallido de «Terror». La Mazorca ganó las calles y cometió varios crímenes: al menos veinte personas fueron asesinadas y varias más heridas o saqueadas. Si los ataques de 1840 habían sido nocturnos, algunos de los de abril de 1842 se cometieron a plena luz y con mayor crueldad. Las razones de este renacer de la violencia las explicó la esposa del gobernador sustituto Felipe Arana en una carta escrita durante la matanza. «Yo lo previne ya porque sabía que en el campamento», es decir la base del ejército rosista ubicada en las afueras de la ciudad,

> había mucha exaltación contra los salvajes, pues decían que cuando habían pensado en retirarse a sus casas a descansar venían estos malvados a empezar de nuevo la guerra, que era preciso que no quedase uno para que ellos y el país disfrutasen de tranquilidad[28].

La opinión corría «desde el Jefe hasta el último tambor» y «el exterminio de los salvajes es lo único que se oye como único remedio a la terminación de la guerra pues ya han desesperado de que la moderación pueda jamás convencerlos»[29]. Aparentemente esta acción no fue impulsada por Rosas, como la de dos años antes, sino que fue una acción mazorquera decidida con autonomía, una venganza llevada a cabo por los federales extremos contra aquellos a quienes volvieron a señalar como unitarios, producida por el hastío de la guerra y en algunos casos, posiblemente, por el deseo de apoderarse de algunos bienes de las víctimas. Si podemos incluir este episodio dentro de la práctica de las movilizaciones populares —aunque había aquí una innovación porque ésta incluyó un tipo de violencia nueva— sin duda fue la última. No hubo desde allí más actuaciones populares ni de ese ni de ningún tipo en la escena política a lo largo de una década.

V. — TENSIONES SOCIALES Y RACIALES

En la intransigente identificación plebeya de los peninsulares como enemigos de la patria durante la década de 1810 existió una impugnación a su posición social. En el período virreinal, el bajo pueblo, formado mayoritariamente por americanos y africanos, soportaba la superioridad que en todos los espacios tenían los peninsulares por el prestigio que les daba su origen, sus consiguientes ventajas

[28] Carta de Pascuala Beláustegui citada en E. Barba, «Las reacciones contra Rosas», p. 690.
[29] *Ibid.*, p. 690.

en el mercado laboral y matrimonial, su protección de humillaciones y azotes en caso de cometer un delito (a diferencia de lo que ocurría con los americanos), sus mayores facilidades para acceder a crédito en las redes creadas por los oriundos de una misma región, y su situación preeminente en el comercio minorista[30]. Con la Revolución esos resentimientos pudieron aflorar, politizados. Ahí radica una de las causas centrales de la casi unánime fidelidad revolucionaria del bajo pueblo.

En la polarización creciente, y exacerbada entre 1811 y 1812, el campo revolucionario fue igualando simbólicamente a todos los americanos, incluyendo a los africanos, todos enfrentados con los peninsulares. Dentro de la porción «americana» la jerarquía social no se modificó —incluso los españoles europeos de la elite que adhirieron a la nueva causa continuaron gozando de su posición relativamente privilegiada— pero se fue quebrando su contenido formal. La causa revolucionaria, a través de la fidelidad a la patria y la identidad americana, brindaba aparentes ventajas sociales y la posibilidad de dirimir conflictos con los peninsulares surgidos en otras esferas. De ahí, probablemente, la gran cantidad de denuncias contra comerciantes hispanos a lo largo de los años revolucionarios.

Mientras la causa de la Revolución fue vivida como una empresa colectiva, buena parte de las tensiones sociales se subsumieron en ese conflicto con los peninsulares. No todas, por cierto. El motín de los patricios, que se recordará tuvo como objetivo defender el derecho del cuerpo de ser miliciano, mostró un lado social, al estar protagonizado únicamente por suboficiales y soldados. En el episodio que desencadenó el levantamiento, un teniente anunció que cortaría la trenza distintiva del cuerpo a quien faltase a una revista, lo cual fue respondido a gritos. Un soldado dijo que «primero iría al Presidio», otro que «eso era quererlos afrentar», y un tercero que «más fácil les sería cargarse de cadenas que dejarse pelar». El oficial argumentó que si veían una afrenta en la medida «él también estaría afrentado pues se hallaba con el pelo cortado». Pero otro soldado, «en tono altanero», le gritó «que él tenía trajes y levitas para disimularlo». La tensión social no fue el disparador del alzamiento, pero apareció en juego[31].

Es que la Revolución dio lugar también a tendencias igualitaristas. Estaban presentes en los orígenes en el discurso del grupo más radical de revolucionarios, desde Mariano Moreno a Bernardo de Monteagudo, pero también se basaban en la politización de una situación previa: una sociedad integrada según Santiago de Liniers, el oficial que venció a los británicos en 1806, por «gentes que se creen todos iguales»[32]. En la milicia organizada tras las invasiones británicas «los soldados de cada compañía no querían que sus oficiales llevasen la charretera sino una pequeña señal», según contaba un integrante de la tropa, porque eran símbolos de vanidad (y para rebajar su sentido hubo milicianos que se pusieron charreteras de papel en la bragueta)[33]. El trasfondo igualitario ayudó después de la Revolución

[30] M. Pérez, *En busca de mejor fortuna*.

[31] Las citas en E. Fitte, *El motín de las trenzas*, pp. 86 y 87.

[32] Citado en P. Groussac, *Santiago de Liniers*, p. 120.

[33] *Diario de un soldado*, p. 65.

al triunfo del republicanismo como sistema, a través de la creciente identificación de una oposición entre la patria y el rey, que devino una más general entre la soberanía del pueblo y la Monarquía. No es que haya rastros de expresiones «doctrinarias» por parte de los plebeyos pero es claro que las soluciones monárquicas al problema de la legitimidad no tuvieron eco y la erección de un sistema republicano, en principio de facto y luego de iure, se impuso sin obstáculos ostensibles de parte de la población. Una canción decía: «el Rey es hombre cualquiera», y otra, «no se necesitan reyes/ para gobernar los hombres/ sino benéficas leyes»[34].

Esas palabras fueron escritas por Bartolomé Hidalgo, un payador y poeta oriental, quien a fines de la década de 1810 residiría y sería muy popular en Buenos Aires. Es de todos modos probable que el fuerte contenido igualitarista del levantamiento rural en la Banda Oriental, cuya zona más candente se ubicaba a pocos kilómetros de Buenos Aires, haya influido en la ciudad —de donde entraban y salían personas constantemente— antes de la llegada de esa figura. Hidalgo haría decir a uno de sus personajes «¿Por qué nadie sobre nadie ha de ser más superior?»[35].

La percepción de ese tipo de tendencias igualitaristas, poco definidas pero existentes, ayudó al pánico social de la elite en ciertos momentos, como ocurrió en los conflictos porteños de 1820, cuando un letrado escribió en su diario que la patria estaba «expuesta a ser víctima de la ínfima plebe, que se halla armada, insolente y deseosa de abatir a la gente decente, arruinarlos e igualarlos a su calidad y miseria»[36]. Un oficial defendió en esa ocasión al gobierno, con el cual no simpatizaba, frente a un alzamiento con impronta popular por miedo a «los sanculotes despiadados, los de los ojos colorados»[37].

En 1822 Hidalgo puso en boca de un gaucho un lamento porque los que habían arriesgado su vida en la guerra de Independencia seguían en la miseria mientras otros se enriquecían en Buenos Aires, y al hacerlo seguramente representaba lo que pensaban varios plebeyos[38]. Esa sensación fue una de las causas de la progresiva inclusión de una dimensión social en el conflicto político local, ya no centrada en los peninsulares sino en la misma elite porteña: la aversión creciente contra los aristócratas, que reemplazaron a los españoles como principal enemigo de muchos miembros del bajo pueblo. Hay que tener en cuenta que desde 1821 las autoridades persiguieron duramente a los considerados vagos y a los mendigos, intentaron garantizar el cumplimiento de los contratos laborales impidiendo la movilidad de los aprendices artesanales y reafirmaron la obligatoriedad de la papeleta de conchabo para los peones urbanos y rurales (el que no la poseyera era tomado por vago)[39]. Además, las reformas eclesiástica y militar, la disolución del Cabildo y el no reemplazo de algunas de sus funciones «pater-

[34] B. Hidalgo, *Cielitos y diálogos patrióticos*, pp. 26 y 31.

[35] *Ibid.*, p. 43.

[36] J. M. Beruti, «Memorias curiosas», p. 3933.

[37] T. de Iriarte, *Memorias*, t. I, p. 370.

[38] B. Hidalgo, *Cielitos y diálogos patrióticos*, p. 48.

[39] T. Halperin Donghi, *Revolución y guerra*; G. Di Meglio, *¡Viva el bajo pueblo!*

nales», sumadas a la arrogancia de la nueva dirigencia, alejaron al gobierno de buena parte de la plebe. De ahí la identificación progresiva con los populares/federales y el grito lanzado por sus partidarios en las elecciones de 1828: «¡Viva el gobernador Dorrego! ¡Mueran los de casaca y levita, y viva el bajo pueblo!»[40].

Muchos federales le dieron un componente social, en el terreno simbólico, al enfrentamiento con los unitarios. Ello fue claro a partir del uso de vestimenta popular por parte de los primeros, que se fue enfatizando con los años y se convirtió en costumbre desde 1835. Lo mismo ocurrió con la adopción del popular bigote como marca federal y en el rechazo del frac y la patilla en forma de U que utilizaba la elite. Por supuesto, no todos los plebeyos eran federales pero sí se construyó una filiación de ese partido con lo popular.

Un buen ejemplo fue la denuncia que el pardo libre Felipe Vilaró hizo a la Policía sobre el médico Antonio Abad en 1839, durante la crisis del rosismo. Vilaró estaba haciendo albañilería en la casa de Abad, donde además su mujer trabajaba de doméstica. Según el denunciante siempre hablaban de política y Abad mostraba ser «contrario al Sistema Federal, al Ilustre Restaurador de las Leyes y estar conforme con el Bloqueo» (se refería al establecido por los franceses). En una oportunidad Vilaró había estado con otras personas, albañiles pardos como él, y por eso podía acusarlo con testigos de haber dicho que Lavalle iba a llegar a la ciudad «y el Bandido Rosas que los tiene alucinados a ustedes con los bailes, será quitado del medio» (Lavalle era un líder unitario, referente de la oposición a Rosas). Vilaró respondió que «si algún soldado de los de mi cuerpo se pasara yo sería el primero que le pegaría un balazo aunque el Señor Gobernador me fusilase después», tras lo cual se encargó de difundir lo ocurrido «en el barrio para hacerlo conocer como enemigo del Gobierno». Aunque los otros corroboraron los dichos, Abad se defendió afirmando que todo era mentira y que creía «que Vilaró haya hecho su delación por reconvenciones de trabajo»[41]. No es que Vilaró estuviese «disfrazándose» de federal para atacar a su jefe; la relación con la política no suele ser tan directa. Pero el federalismo daba la oportunidad de atacar a un patrón, por cuestiones políticas, y eso contribuía a su popularidad.

Los enemigos de Rosas resaltaron el apoyo del bajo pueblo al régimen y el igualitarismo que implicaba. De acuerdo a José Mármol, los plebeyos creían «que la sociedad había roto los diques en que se estrella el mar de sus clases oscuras, y amalgamándose la sociedad entera en una sola familia». Para Vicente Quesada, durante la etapa del terror

> era preciso aparentar la más indiferente serenidad, porque se había perdido la confianza, los criados podían ser espías; una palabra indiscreta podía comprometer la vida o la fortuna: no se podía ni reconvenirles ni mirarlos con severidad; la tiranía estaba en los de abajo[42].

[40] *El Tiempo. Diario Politico, Literario y Mercantil*, 5, 6 de mayo de 1828.

[41] AGN, X, leg. 33-3-8, Órdenes de Policía, 29 de enero de 1839.

[42] J. Mármol, *Amalia*, p. 105; V. Quesada, *Memorias de un viejo*, p. 102. Para la relación popular con el rosismo en la campaña véase R. Salvatore, *Wandering Paisanos.*

La identificación popular con el federalismo contribuyó a que se viera la presión política ejercida sobre la elite como una suerte de revancha social.

La población negra, que tenía una «agenda» bastante definida en la búsqueda de la libertad de los esclavos, encontró en la Revolución un camino posible para su realización a través de las esperanzas generadas por la declaración de la libertad de vientres en 1813 («todo respira el desterrar la esclavitud», decía una solicitud de un moreno libre al gobierno en 1815)[43], y del ingreso de los hombres en el ejército, de donde salían libres tras años de servicio. El período revolucionario abrió entonces algunas oportunidades, pero también afloraron tensiones. En el motín de los pardos y morenos en 1819 hubo quien dijo que el gobierno «nos quiere hacer esclavos» y llamó «a morir en defensa de nuestros derechos», mientras otros tuvieron expresiones «contra los blancos»[44].

En la década de 1820 las asociaciones de morenos (llamadas «Sociedades Africanas») participaron en las elecciones, aliándose en general con los gobiernos pero ocasionalmente también con los opositores. A partir de 1835 toda la comunidad negra establecería una fluida relación con Rosas, quien supo ganarse su apoyo activo con distintas medidas, como relevar a los libertos de la obligación de hacer un servicio militar y otras más simbólicas, como acudir en persona a sus bailes o invitarlos en 1838 a protagonizar la fiesta del aniversario de la Revolución tocando sus tambores en la plaza principal.

La ruptura de un orden en 1810 y la imposibilidad de la elite de construir otro otorgaron un lugar central a la movilización popular en la política porteña; y ésta, a la vez, contribuyó a dificultar el logro de ese orden por parte de la elite. Al buscar entender aquella movilización, la idea de manipulación no es adecuada. Es necesario indagar las causas de las acciones políticas de los plebeyos en sus propias percepciones (aunque tampoco es buscando una total «autonomía» del bajo pueblo que se puede apreciar su movilización, dado que ésta fue compleja y cambiante).

En la primacía de la política que existió durante buena parte del siglo XIX —en el sentido de que intereses como los corporativos o familiares no se manifestaban en forma «pura» sino que parecían avizorarse dentro de identificaciones propiamente políticas— se expresaban tensiones sociales y raciales. Fueron sin duda difusas pero las posibilidades que la política dio desde 1810 de dirimir algunas de ellas resultaron fundamentales para la permanencia de la participación popular. Ésta sería otra vez importante en la política de la ciudad de Buenos Aires a partir de 1852, pero no volvería a contar con el peso que tuvo en las décadas previas.

[43] Solicitud del moreno libre Hilarión Gómez en AGN, X, leg. 8-9-4, Solicitudes Civiles y Militares.

[44] AGN, X, leg. 30-3-4, Sumarios Militares, 957.

FUENTES

Acuerdos del Extinguido Cabildo de Buenos Aires, Buenos Aires, 1927, serie IV, t. VI.

BERUTI, Juan Manuel, «Memorias curiosas», en *Biblioteca de Mayo. Colección de obras y documentos para la historia argentina*, Buenos Aires, Senado de la Nación, 1960, t. IV.

Diario de un Soldado (1806-1810), Buenos Aires, Ministerio del Interior, 1960.

HIDALGO, Bartolomé, *Cielitos y diálogos patrióticos*, Buenos Aires, CEAL, 1967.

IRIARTE, Tomás de, *Memorias*, Buenos Aires, Sociedad Impresora Americana, t. I (1944), t. III (1945).

MÁRMOL, José, *Amalia*, Buenos Aires, Eudeba, 1964.

NÚÑEZ, Ignacio, «Noticias Históricas», en *Biblioteca de Mayo. Colección de obras y documentos para la historia argentina*, Buenos Aires, Senado de la Nación, 1960, pp. 205-219.

QUESADA, Vicente, *Memorias de un viejo*, Buenos Aires, Ediciones Ciudad Argentina, 1998.

RAVIGNANI, Emilio, (comp.), *Asambleas Constituyentes Argentinas,* Buenos Aires, Instituto de Investigaciones Históricas de la Facultad de Filosofía y Letras, 1937, t. III.

DE *CASTAS* À *PARDOS*

PURETÉ DE SANG ET ÉGALITÉ CONSTITUTIONNELLE DANS LE PROCESSUS INDÉPENDANTISTE DE LA COLOMBIE CARAÏBE

Aline Helg
Université de Genève

Après une brève mise en contexte historiographique, cet article analyse les discriminations imposées aux *castas* (libres d'ascendance africaine) par la monarchie espagnole dans ses colonies américaines sur la base du principe de la pureté de sang *(limpieza de sangre)*. L'étude suit le parcours de deux *pardos* (afro-descendants métis) — Pedro Romero et José Padilla — dans le processus d'indépendance et de construction républicaine de Carthagène des Indes, en Colombie caraïbe, de 1810 à 1828. L'itinéraire de ces deux hommes permet en effet de comprendre pourquoi, dès les premières constitutions indépendantistes, le système de castes colonial fut aboli et l'égalité légale des citoyens sans distinction raciale proclamée. À travers Romero et Padilla, il est aussi possible de saisir l'évolution des pratiques politiques d'une région dont la population était alors dans son immense majorité afro-descendante. Cette analyse se conclura par une réflexion sur l'impact qu'eut l'abolition du principe de la pureté de sang sur les liens entre *pardos* libres et esclaves.

I. — LES SUBALTERNES DANS L'HISTORIOGRAPHIE DES INDÉPENDANCES HISPANO-AMÉRICAINES

La participation des subalternes, pour la plupart non blancs, dans les processus d'indépendance de l'Amérique espagnole est un champ d'études historiques en plein essor. Longtemps négligés, ignorés même par les récits patriotiques et les manuels d'histoire nationale d'Amérique latine, ces hommes et ces femmes d'origine africaine et/ou amérindienne souvent métissée d'ascendance espagnole participèrent aux luttes anticoloniales au nom de l'indépendance, de l'autonomie ou de la fidélité au roi d'Espagne. Certains choisirent leur camp en fonction de leurs aspirations personnelles ou communautaires, d'autres y furent contraints ou restèrent en marge de ces mouvements. Beaucoup durent faire face aux violences, déprédations, destructions et déplacements forcés liés au passage des troupes de tout bord. Plusieurs voulurent aussi que leur participation influence la structure de la société qui naîtrait après la guerre. Depuis une ving-

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 181-196.

taine d'années, l'historiographie latino-américaine s'est enrichie de recherches portant sur le rôle des subalternes de la fin de la domination coloniale espagnole aux premières années de construction républicaine dans le contexte plus global de l'ère des révolutions[1].

Cet article se situe dans ce renouveau historiographique en s'intéressant au rôle crucial des Afro-descendants dans l'indépendance de la région caraïbe de la Colombie (alors appelée Nouvelle-Grenade). Si les historiens de la Colombie ont progressivement intégré dans leurs études les questions sur la modernité et les sociabilités chères à François-Xavier Guerra, ils sont longtemps restés centrés sur les Andes, dont la population vers 1800 était majoritairement métisse (d'ascendance amérindienne et européenne) et comprenait aussi des blancs créoles et péninsulaires en plus grand nombre que dans le reste de la vice-royauté. Tant les vastes régions de la Caraïbe, du Pacifique et du sud du pays, principalement peuplées d'Afro-descendants, que toute la moitié occidentale du pays et une grande partie de la périphérie constituant les territoires de nations amérindiennes demeurèrent à l'écart de cette production historique. Ce travail cherche donc à relativiser le récit nationaliste andin — blanc et métis — en examinant la signification et la portée des luttes d'indépendance pour la population afro-descendante subalterne de la région caraïbe, notamment à Cartagena. Il s'inscrit dans un effort plus large de réécriture de l'histoire de la formation de la nation colombienne auquel participent, entre autres, Alfonso Múnera, Jairo Gutiérrez, José Polo et Marixa Lasso[2].

II. — PURETÉ DE SANG ET SOUILLURE DE L'ESCLAVAGE

Dans l'Amérique espagnole, la société coloniale se fondait sur le principe de la pureté de sang né durant la reconquête chrétienne de la péninsule Ibérique contre les musulmans. En d'autres termes, pour être considéré comme honorable, faire des études, exercer les professions supérieures, avoir des fonctions royales ou ecclésiastiques, il fallait être « pur de toutes les mauvaises races de Noirs, Maures, Juifs, nouvellement convertis à notre Sainte Foi et puni par l'Inquisition »[3]. La pureté de sang consistait donc en une exclusion basée sur l'hérédité raciale et religieuse. Concrètement, dans les Amériques, où l'immigration des musulmans, juifs et convertis était interdite, la formule ne s'appliqua qu'aux *castas*, à travers une exclusion fondée sur l'héritage de la race (noire ou

[1] Voir, par exemple, A. Annino et F.-X. Guerra (éd.), *Inventando la nación* ; P. Blanchard, *Under the Flags of Freedom* ; S. C. Chambers, *From Subjects to Citizens* ; G. Di Meglio, *Viva el bajo pueblo !* ; C. F. Walker, *Smoldering Ashes*.

[2] A. Múnera, *El fracaso de la nación* ; J. Polo Acuña, *Etnicidad, conflicto social* ; J. Gutiérrez Ramos, *Los indios de Pasto* ; M. Lasso, *Myths of Harmony*.

[3] Par exemple, « Información que acredita la legitimidad, limpieza de sangre, vida y costumbres de don Manuel Francisco de Paula Pérez y sus ascendientes, Cartagena » (1787), Archivo Histórico Nacional de Colombia, Bogotá (ci-après AHNC), Sección Colonia, Guerra y Marina (ci-après GM), rollo 5, f°s 511-549.

africaine) et de la condition (l'esclavage). Les péninsulaires, les Amérindiens et leurs descendants, métissés entre eux ou pas, bénéficiaient de la pureté de sang. Mais les Africains et leurs descendants, même libres et/ou en partie d'ascendance européenne ou amérindienne, étaient considérés « d'origine impure et dépravée », parce que marqués de façon héréditaire par la « souillure de l'esclavage » *(mancha de la esclavitud)*. Cette exclusion raciale s'ajoutait aux exclusions fondées sur la naissance illégitime et sur l'exercice d'un travail manuel qui touchaient tous les plébéiens sans considération raciale[4].

Cependant, la réalité démographique américaine empêcha la stricte observance de ces exclusions, en particulier dans les régions où les Afro-descendants prédominaient. Le métissage se généralisa tant qu'il devint impossible de classer les individus sur la base « de la couleur, des cheveux et de la physionomie », comme le recommandait encore le Conseil des Indes en 1806[5]. Après 1763, faute de volontaires blancs en nombre suffisant, la Monarchie dut confier en grande partie la défense militaire de ses villes côtières, de Veracruz à Buenos Aires, à des milices de libres noirs et *pardos*. Afin de s'assurer de leur fidélité au roi, le Conseil des Indes leur garantit le *fuero militar*, soit l'accès à une justice militaire leur épargnant la discrimination raciale. De plus, dès 1795, la Monarchie en quête de revenus offrit la possibilité d'acheter diverses *gracias al sacar* (légitimations de changement de condition ou de statut), parmi lesquelles des dispenses du statut de *pardo* et de quinteron (mais curieusement pas de quarteron). Même si ces dispenses ne mettaient pas en question le principe de la pureté de sang et ne furent sollicitées que par peu de *castas*, elles suscitèrent une levée de boucliers parmi les blancs créoles. Dans le contexte de l'indépendance d'Haïti, le Conseil des Indes les écouta et convint en 1806 que pour préserver « l'ordre politique », il fallait maintenir les *castas* libres dans une position inférieure. Avec des arguments qui « racialisaient » la culture et la politique, le Conseil jugea que ce n'était pas la « couleur » qui séparait les Afro-descendants, d'une part, des blancs, des indiens et des métis, de l'autre, mais la « souillure de l'esclavage » et leurs « mœurs corrompues, puisque [les *castas*] étaient les plus bâtards, adultérins et illégitimes ». De plus, « de par leur caractère dépravé, leur orgueil et leur propension à la liberté, ils sont peu attachés à notre gouvernement et notre nation »[6]. Pourtant, ces considérations n'eurent aucune influence sur le système de défense espagnole en Amérique, qui continua de dépendre principalement de miliciens *pardos*.

Quand le processus des indépendances hispano-américaines débuta, la position sociale d'une partie des *castas* était donc ambiguë. Tant la milice que l'artisanat qualifié et certaines professions manuelles avaient ouvert des voies de mobilité sociale et d'enrichissement à quelques *pardos*. En conséquence, une partie de l'élite créole craignait une mobilisation de ceux-ci, malgré les assurances du Conseil des Indes quant au maintien des principes d'exclusion des *castas*.

[4] Cité dans *Colección de documentos*, t. III, pp. 539-540.

[5] *Ibid.*, t. III, pp. 786-791.

[6] *Ibid.*, t. III, pp. 822-828. Voir M. Izard, *El miedo a la revolución*, pp. 129-130.

Dans les sociétés où les Afro-descendants constituaient les deux tiers, voire plus, de la population, des *pardos* lettrés, expérimentés et parfois fortunés allaient être amenés à jouer un rôle d'intermédiaires sociaux et de leaders populaires indispensables pour l'élite créole indépendantiste. Pourtant, ils deviendraient gênants pour cette même élite au moment de la construction de la république, comme en témoigne l'itinéraire de deux leaders cruciaux pour l'indépendance de Cartagena en Colombie caraïbe : le mulâtre Pedro Romero, de 1810 à 1815, et le *pardo* José Padilla, de 1810 à 1828.

III. — PEDRO ROMERO ET LA FIN DU PRINCIPE DE LA PURETÉ DE SANG

Au moment de l'invasion napoléonienne de la péninsule Ibérique en 1808, Pedro Romero y Porras était âgé de 56 ans et exerçait la profession d'armurier à Cartagena, principal port maritime de la Nouvelle-Grenade. Né à Cuba, Romero s'était installé comme forgeron à Cartagena dans les années 1770. Trente ans plus tard, il se trouvait à la frontière entre deux mondes. D'une part, il vivait et travaillait dans le faubourg populaire peuplé d'Afro-descendants de Getsemaní, séparé de la cité fortifiée de Cartagena par un pont fermé la nuit. Il dirigeait son propre atelier de fonderie qui fabriquait des armes et des cloches d'église, entre autres. Il possédait aussi une maison de deux étages dans la rue principale de Getsemaní, où il vivait avec sa femme et une partie de leurs dix enfants. Là, il jouissait d'un statut et de revenus supérieurs à la plupart des *castas* libres et d'un leadership certain. D'autre part, en raison de sa race, Romero était privé des droits accordés aux blancs plus pauvres et moins éduqués que lui et de participation à la vie sociale de l'élite, avec laquelle il entretenait néanmoins des liens économiques et intellectuels grâce à son armurerie. Deux épisodes de sa vie d'alors témoignent tant de la porosité que de la rigidité du système de castes colonial : alors que Romero maria une de ses filles à un modeste avocat de province blanc, peu après, en 1810, il déposa une demande de *gracia al sacar* pour que l'un de ses fils soit dispensé du statut de *pardo* et puisse étudier le droit à l'université[7].

Or, à cette date, Cartagena vivait de profonds changements politiques. Lorsque Ferdinand VII fut contraint par Napoléon d'abdiquer, le *cabildo*, auquel participaient les principaux propriétaires d'haciendas et commerçants péninsulaires et créoles, prit l'initiative de gouverner au nom du roi. Cartagena disposait alors de deux forces armées : un bataillon de soldats espagnols et andins appelé le Fijo ; et trois unités de milices racialement ségréguées — une milice de blancs (composée en fait surtout de mulâtres), une milice de *pardos* et une milice de noirs, recrutés dans la ville et ses environs. L'envoi par le Conseil de la Régence de Cadix d'un nouveau gouverneur de province, Francisco

[7] Cité dans *Documentos*, t. I, pp. 65-66. Voir aussi A. Múnera, *Fronteras imaginadas*, pp. 159-160.

Montes, divisa le *cabildo*, augmentant les tensions entre créoles et péninsulaires. Des rumeurs de soulèvement populaire circulèrent, et en mai 1810, Montes fit confisquer les armes de l'atelier de Romero. Les créoles du *cabildo* accusèrent alors le gouverneur de vouloir les répartir entre les seuls résidents espagnols, d'être un agent de la France bonapartiste et de menacer la paix de la province en mobilisant les péninsulaires contre les créoles. Ils décidèrent alors de l'expulser pour rétablir le gouvernement du *cabildo*, ce qui équivalait à rejeter la légitimité du Conseil de Régence[8].

Simultanément, certains membres du *cabildo*, notamment l'avocat et propriétaire d'haciendas José María García de Toledo, comprirent que pour renvoyer le gouverneur Montes, il fallait neutraliser le Fijo par la force, ce qui nécessitait l'appui non seulement des milices de couleur, mais aussi des travailleurs et artisans noirs et *pardos*. Or, seul un homme de la stature de Pedro Romero pouvait accomplir ce rôle d'intermédiaire vital entre l'élite créole et l'immense majorité populaire et afro-descendante de Cartagena et de son faubourg. García de Toledo lui demanda donc de réunir à Getsemaní « un grand nombre d'hommes valeureux et résolus […] qui seraient prêts [à agir] au premier appel ». Il donna la même consigne à d'autres leaders intermédiaires dans deux quartiers de la ville. Romero hésita dans un premier moment à mettre son avenir en jeu dans cette aventure, puis « il se convainquit de la justice du plan » et sans tarder réunit « tout le voisinage de Getsemaní » dans une nouvelle milice appelée les « Lanciers Patriotes de Getsemaní »[9].

Le 14 juin 1810, les Lanciers Patriotes de Getsemaní et les hommes des deux milices volontaires de Cartagena, armés de machettes et appuyés par une foule d'Afro-descendants des classes populaires, assiégèrent le palais du gouverneur, permettant au *cabildo* de voter à l'unanimité la destitution de Montes qui fut déporté à Cuba. Devant cette démonstration de force, les commandants de tous les corps militaires, y compris le Fijo, approuvèrent solennellement cette décision. Débarrassé du gouverneur, le *cabildo* n'en restait pas moins fidèle non seulement au roi, mais aussi au système de castes colonial. Pour prévenir la défection des Espagnols, il organisa un bataillon blanc de « volontaires patriotes » réunissant péninsulaires et créoles, et un bataillon séparé de Patriotes Pardos regroupant les milices coloniales sous commandement blanc, lequel s'ajoutait aux Lanciers de Getsemaní[10].

Deux mois plus tard, le *cabildo* faisait un premier pas vers l'autonomie et l'abolition du principe colonial de la pureté de sang : il s'érigeait en Junte suprême de la province de Cartagena, laquelle comprendrait les douze membres du *cabildo*, un président et un vice-président, cinq délégués du reste de la province et six députés élus par les hommes adultes et libres de Cartagena, quelle que soit leur race. Certes, les six élus étaient tous blancs, mais certains étaient

[8] Confesión de J. M. Toledo, « Proceso de los mártires de Cartagena », 1816, f°s 88-89, Biblioteca Nacional de Colombia, Bogotá, Sala Manuscritos.

[9] Cité dans *Documentos*, t. I, pp. 124-127.

[10] *Ibid.*, t. I, pp. 81-90 et 94-95.

de modestes avocats. Et surtout, le mode de leur élection détruisait le principe de *limpieza de sangre*, alors qu'en 1812 à Cadix la première Constitution de la monarchie espagnole allait le maintenir, en limitant la représentation politique aux Espagnols, aux Indiens et à leurs descendants[11]. Cette rupture répondait bien sûr à la nécessité pour la petite élite créole de s'assurer l'appui inconditionnel de l'immense majorité afro-descendante face au Fijo et aux résidents espagnols. Elle fut confirmée par la loi électorale de la province de décembre 1810, qui accordait à tous les citoyens hommes, « blancs, indiens, métis, mulâtres, *zambos* et noirs qui étaient pères de famille ou possédaient une maison habitée et qui vivaient de leur travail », le droit de participer aux élections des électeurs de leur paroisse. « Seuls les vagabonds, ceux qui ont commis un crime entraînant l'infamie, ceux qui sont salariés en situation de servitude et les esclaves seraient exclus des élections »[12].

En février 1811, l'élite créole réalisa combien elle dépendait de l'appui armé des Patriotes Pardos et des Lanciers de Getsemaní. En effet, le Fijo, soutenu par des défenseurs de la Régence, tenta de prendre d'assaut le palais du gouverneur pour arrêter la Junte suprême. Dénoncée par des sous-officiers, la conspiration échoua avant que le premier coup de fusil n'ait été tiré, et García de Toledo arrêta en personne ses chefs. Cependant l'incident renforça le pouvoir et l'esprit d'initiative des classes populaires. Une foule d'Afro-descendants armés attaqua les demeures des Espagnols, arrêta les hommes qu'elle y trouva et les emprisonna dans la caserne des Patriotes Pardos. Pendant une semaine entière, des centaines d'hommes, pour la plupart noirs et *pardos*, patrouillèrent la ville pour s'en prendre aux « Européens ». Leur nombre et leur détermination firent craindre un développement à la haïtienne à plusieurs familles espagnoles qui quittèrent Cartagena pour les bastions royalistes de Santa Marta, Panamá ou Cuba[13].

Peu après, les créoles membres de la Junte se divisèrent, certains s'alarmant de la montée du sentiment anti-espagnol au sein de la population. Les modérés se rassemblèrent autour de García de Toledo, qui défendait l'idée de l'autonomie de la province de Cartagena et rejetait les principes d'exclusion raciale sans mettre en question la fidélité au roi. Les radicaux pour leur part s'unirent derrière les frères Gabriel y Germán Gutiérrez de Piñeres,[14] qui se prononçaient, dans des tavernes populaires et dans la première gazette de Cartagena, *El Argos Americano*, pour l'indépendance de la province. En juin, ils présentèrent à García de Toledo,

[11] L'exclusion des Afro-descendants de la représentation politique se prolongea à Cuba et à Puerto Rico jusqu'aux années 1870.

[12] Cité dans *Efemérides*, t. II, p. 48. Les zambos sont d'ascendance africaine et amérindienne.

[13] *Ibid.*, t. II, pp. 67-68.

[14] Originaires de Mompox, sur le fleuve Magdalena, Gabriel et Germán Gutiérrez de Piñeres avaient un frère, Vicente Celedonio, qui fut l'un des dirigeants de la révolte de Mompox en août 1810, quand la ville déclara son indépendance tant de l'Espagne que de la province de Cartagena. La répression féroce ordonnée par la Junte de Cartagena présidée par García de Toledo contribua aux divisions entre modérés et radicaux à Cartagena (A. Helg, *Liberty and Equality in Caribbean Colombia*, pp. 123-129).

le président de la Junte suprême, une pétition exigeant que la province adopte une constitution indépendante et républicaine[15].

Bien que les documents ne mentionnent pas nommément la participation de Pedro Romero à ces événements, son nom réapparaît peu après, sans que ses propres paroles soient toutefois reproduites. En effet, Romero, rallié aux radicaux menés par les frères Gutiérrez de Piñeres, joua à nouveau un rôle décisif dans l'organisation de la révolte populaire qui obligea la Junte à déclarer l'indépendance de la province de Cartagena en novembre 1811. Soigneusement préparée, la révolte mobilisa les mêmes unités et secteurs sociaux qu'en 1810. Le 11 novembre, les Lanciers Patriotes de Getsemaní et les Patriotes Pardos se postèrent sur les murailles de la ville et pointèrent leurs armes sur les casernes du Fijo et des Patriotes Blancs pour les empêcher d'intervenir. Gabriel Gutiérrez de Piñeres et Pedro Romero rassemblèrent les travailleurs et artisans qui n'appartenaient pas à ces unités devant l'église de Getsemaní. Cette foule entra avec eux dans la ville, força les portes de l'arsenal pour saisir des armes, et se rassembla devant le palais du gouvernement, où siégeait la Junte[16]. Les insurgés envoyèrent deux émissaires, l'avocat blanc gendre de Romero et un prêtre, exiger que la Junte déclare l'indépendance absolue de l'Espagne, « l'égalité des droits de toutes les classes de citoyens », la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire), la soumission de l'armée à l'exécutif, l'ouverture au public des sessions du législatif, la nomination de commandants *pardos* et noirs pour les unités afro-descendantes, l'abolition de l'Inquisition et l'exclusion des « Européens antipatriotes » de l'emploi public[17]. Puis la multitude armée envahit le palais, agressa García de Toledo et obligea la Junte à signer l'Acte d'Indépendance de la province de Cartagena, la plaçant à l'avant-garde de toutes les provinces de la Nouvelle-Grenade[18]. La Première Indépendance de Cartagena en 1811 fut donc arrachée aux créoles modérés par les unités patriotes des Pardos et des Lanciers ainsi que par les travailleurs afro-descendants radicalisés par les frères Gutiérrez de Piñeres et Pedro Romero.

Au début de 1812, les hommes chefs de famille de la province de Cartagena, sans distinction de race, furent appelés à désigner les électeurs d'une assemblée constituante. Les radicaux obtinrent la majorité et, confirmant ainsi la fin de l'exclusion des *castas*, Pedro Romero fut l'un des 36 députés élus. Il participa à la rédaction de la Constitution de l'État de Carthagène des Indes de 1812, une constitution représentative, républicaine et libérale. Si celle-ci mettait fin à toute distinction raciale dans la population libre, la seule modification qu'elle apportait à l'institution de l'esclavage était d'interdire l'importation de nouveaux esclaves. Dans la foulée, la défense militaire fut réorganisée, le Fijo dissout et la ségrégation

[15] Voir *Efemérides*, t. II, pp. 72-73.

[16] [M. M. Núñez], *Exposición de los acontecimientos*, p. 5.

[17] « Proposiciones presentadas por los diputados del pueblo y aprobadas y sancionadas el 11 de Noviembre de 1811 », Carta del comandante general de Panamá al ministro de Justicia, (30 novembre 1811), dans Archivo General de Indias, Séville, Santa Fe 745.

[18] Voir *Documentos*, t. I, pp. 351-356, 365, 371, 394-395.

militaire abolie[19]. Ainsi, à Cartagena, parce que les Patriotes Pardos, en tant que tels, furent des acteurs primordiaux de l'autonomie puis de l'indépendance de la province, ils obtinrent l'égalité politique. Cette inclusion politique entraîna leur inclusion militaire et le démantèlement des unités des Patriotes Pardos et des Lanciers Patriotes de Getsemaní. La fin de ces milices d'Afro-descendants ne manquerait pas d'avoir des répercussions sur leurs possibilités de mobilisation politique autonome.

Après 1813, les divisions entre radicaux et modérés s'accentuèrent à Cartagena, et une véritable guerre civile opposant indépendantistes et royalistes éclata dans toute la Nouvelle-Grenade caraïbe, de Riohacha à Tolú. Pedro Romero, trop âgé pour entrer dans l'armée, ne chercha pas à forger une force politique autonome à Cartagena. Il se distancia des radicaux pour rejoindre les modérés derrière García de Toledo et fut à nouveau élu représentant en décembre 1814. Par conséquent, il ne participa pas à la tentative de reprise violente du pouvoir par les proches des frères Gutiérrez de Piñeres. La situation, tant dans la ville que dans la province, s'aggrava profondément, d'abord en raison des déchirements politiques internes, puis de la reconquête par l'armée espagnole lancée en août 1815. Pedro Romero subit ensuite, comme les milliers d'habitants de Cartagena, le siège de 106 jours que le général espagnol Pablo Morillo imposa à la ville dès le 1er septembre. Romero ne fit toutefois pas partie du tiers de la population qui mourut de faim, de maladie et d'épuisement pendant ces mois, ni de ceux qui, comme José María García de Toledo, tombèrent aux mains des Espagnols pour être jugés et exécutés. Il réussit à s'enfuir par la mer avec quelque deux mille autres, en majorité des radicaux, mais décéda peu après son arrivée aux Cayes, à Haïti[20].

IV. — JOSÉ PADILLA ET LES LIMITES DE L'ÉGALITÉ CONSTITUTIONNELLE

L'itinéraire de José Padilla n'est pas entièrement séparé de celui de Pedro Romero, puisqu'il vivait en concubinage avec l'une de ses filles, Anita Romero ; il appartenait donc à la génération qui suivait celle de Romero. Originaire d'une région en marge de la vice-royauté, il avait été moins imprégné du principe de la pureté de sang. Né près de Riohacha en 1784 d'une mère amérindienne wayúu et d'un père noir issu de Saint-Domingue, Padilla s'engagea tout jeune comme mousse puis dans la marine espagnole, ce qui le conduisit à être fait prisonnier par les Anglais dans la bataille de Trafalgar, en octobre 1805. Cet emprisonnement de trois ans, qui le mit en contact avec des hommes incarnant toute la diversité du monde atlantique, fut sans doute déterminant pour lui. Libéré en 1808, Padilla fut nommé contremaître à l'arsenal de Cartagena et

[19] Voir la constitution dans *ibid.*, t. I, pp. 485-546.

[20] A. Helg, *Liberty and Equality in Caribbean Colombia*, pp. 154-161.

s'installa à Getsemaní. Il participa aux bouleversements de 1810 à 1812 derrière Romero et les frères Gutiérrez de Piñeres. Dès le début de la guerre que l'État indépendant de Cartagena lança contre les provinces royalistes de Santa Marta et Riohacha, Padilla offrit à la modeste flotte patriote l'expérience qu'il avait acquise dans la marine espagnole et se distingua dans plusieurs combats navals. En 1813, il rencontra Simón Bolívar quand celui-ci se réfugia à Cartagena avec une partie de l'armée indépendantiste du Venezuela à l'invitation des frères Gutiérrez de Piñeres. Durant cette période complexe, l'arrivée de ces troupes attisa le conflit entre radicaux et modérés et conduisit ces derniers, García de Toledo inclus, à rejeter le leadership de Bolívar — alors que Padilla se rangeait inconditionnellement derrière lui. En décembre 1814, la victoire des modérés aux élections de Cartagena sépara momentanément les destins de Romero et de Padilla, puisque le premier s'était rallié à García de Toledo, tandis qu'en mars 1815 Padilla, qui cherchait à s'unir aux troupes de Bolívar menaçant Cartagena, fut arrêté et emprisonné pour trahison par celui qui allait le poursuivre jusqu'à sa fin, le créole vénézuélien Mariano Montilla[21].

Seule l'arrivée, en septembre 1815, de la flotte espagnole de Morillo pour assiéger Cartagena apaisa le conflit interne, contraignant les modérés à libérer les radicaux emprisonnés (dont Padilla) et à rappeler les exilés pour défendre conjointement la cité portuaire. Quand le siège débuta, Padilla se retrouva à la tête de 400 marins. Trois mois plus tard, il parvint à ouvrir une brèche dans l'encerclement naval espagnol et facilita la fuite par mer de quelque 2 000 Carthaginois, en majorité des radicaux. Comme Romero, Padilla se réfugia aux Cayes, où Bolívar arriva après avoir échappé à une tentative d'assassinat en Jamaïque[22].

L'expérience de quelques mois dans la république indépendante du Sud d'Haïti, présidée par le général mulâtre Alexandre Pétion, à la tête d'un gouvernement exclusivement composé d'Afro-descendants, marqua Padilla. Aux Cayes comme avant à Cartagena, il exprima son soutien à Bolívar quand il s'agit de confirmer l'autorité de ce dernier dans la préparation de la première expédition de libération, en grande partie financée et armée par le gouvernement haïtien. Alors que Bolívar fut contraint de retourner aux Cayes, Padilla fut de ceux qui débarquèrent à Ocumare, à l'ouest de Caracas, pour s'unir aux troupes indépendantistes déjà sur place. Dirigées par Manuel Piar, originaire de Curaçao et seul général afro-descendant de l'époque, elles contrôlaient la région de la Guayana où elles établirent le noyau de l'armée de libération du Venezuela. Padilla reprit son rôle de stratège naval, cette fois sur l'Orénoque.

Lorsque Bolívar débarqua dans la région en août 1817, grâce à une seconde expédition soutenue par Haïti, il voulut s'imposer comme leader unique et incontesté de la guerre. Pour écarter Piar, il l'accusa de préparer une conspiration

[21] J. C. Torres Almeyda, *El Almirante José Padilla*, pp. 17-43.

[22] A. Helg, *Liberty and Equality in Caribbean Colombia*, pp. 146-147, 156-160.

visant à imposer la dictature des *pardos* et le fit fusiller en octobre 1817 devant des centaines de combattants *pardos*, noirs et métis, dont Padilla. Alors que de nombreux soldats perçurent cette exécution comme injuste et motivée par l'appartenance raciale de Piar, il semble qu'elle n'ébranla pas la loyauté de Padilla envers Bolívar, puisqu'il fut promu capitaine de navire après avoir contribué au maintien de l'ordre. Au cours des années suivantes, Padilla continua à lutter pour l'indépendance sur la mer et les fleuves. Son action fut décisive dans la libération de Santa Marta et de Cartagena en 1821, et son triomphe contre la marine espagnole dans la bataille navale de Maracaibo en 1823 scella la victoire finale des patriotes[23].

Quand le Venezuela et la Nouvelle-Grenade entreprirent de construire la République de Colombie, Padilla était âgé de quarante ans, dont plus de dix passés à combattre pour l'indépendance. En novembre 1824, il retournait dans une Cartagena à nouveau dominée par l'aristocratie blanche traditionnelle. Le poste de gouverneur du nouveau département de Magdalena (comprenant les provinces de Cartagena, Santa Marta et Riohacha) qu'il ambitionnait fut confié à son ennemi, le vénézuélien Montilla, qui n'avait de cesse d'accuser Padilla de soutenir « les maudites gens de Saint-Domingue », c'est-à-dire les radicaux qui avaient trouvé refuge auprès de Pétion en 1815[24]. En récompense pour sa victoire à Maracaibo, Padilla n'obtint qu'une promotion au rang de général (ou amiral) et le commandement de la très affaiblie marine de la côte caraïbe, ainsi qu'une médaille d'or et une pension à vie, qu'il compara amèrement à la « paie d'un mercenaire »[25]. Peu après, quand Padilla et sa compagne Anita Romero se virent refuser l'entrée à un bal de l'élite sous prétexte qu'ils n'étaient pas mariés, Padilla publia un pamphlet incendiaire adressé « Au public respectable de Cartagena », dans lequel il avertissait :

> L'épée que j'ai empoignée contre le roi d'Espagne, cette épée avec laquelle j'ai donné à la patrie des jours de gloire, cette même épée me soutiendra contre quiconque tentera d'abaisser ma classe et de dégrader ma personne[26].

Assimilant les attaques qui lui avaient été adressées à des attaques contre la classe des *pardos*, il accusait ses détracteurs de miner « le saint édifice de la liberté et de l'égalité du peuple, pour lever sur ses ruines l'échafaudage de l'ambition et substituer aux formes républicaines celles de leurs anciens privilèges et la domination exclusive d'une petite portion misérable de familles sur la grande majorité des populations »[27].

[23] J. C. Torres Almeyda, *El Almirante José Padilla*, pp. 44-79.

[24] M. Montilla, *General de división*, t. II, pp. 922-927, 941-943 et 969.

[25] Padilla à F. de P. Santander (30 août 1824), dans E. Uribe White, *Padilla*, pp. 301-303.

[26] J. Padilla, Al respetable público de Cartagena (15 novembre 1824), AHNC, República (ci-après RE), Archivo Restrepo, fondo XI, caja 88, vol. 170, f°s 125-126.

[27] J. Padilla, Al respetable público de Cartagena (15 novembre 1824), AHNC, RE, Archivo Restrepo, fondo XI, caja 88, vol. 170, f°s 125-126.

Le pamphlet de Padilla n'alarma pas seulement l'élite de Cartagena, il se répercuta jusqu'au Pérou, où Bolívar saisit sa plume pour alerter le vice-président Francisco de Paula Santander à Bogotá en ces mots :

> L'égalité n'est pas suffisante pour l'esprit qu'a le peuple, qui veut qu'il y ait égalité absolue, tant dans le domaine public que privé ; et puis il voudra la *pardocracia*, qui est son inclination naturelle et unique, pour l'extermination ensuite de la classe privilégiée. Ceci requiert, je le dis, de grandes mesures que je ne me lasserai pas de recommander[28].

Bien que sur le moment Bolívar n'ait pas sanctionné Padilla, il s'opposa six semaines plus tard au projet d'une expédition colombo-mexicaine pour libérer Cuba dans laquelle Padilla aurait eu un rôle important en tant que commandant de la marine, avançant qu'une telle opération pourrait conduire à « l'établissement d'une nouvelle république d'Haïti » à Cuba[29].

À Cartagena même, les *pardos* ne suivirent pas l'appel à la mobilisation de Padilla, mais ceux qui pouvaient voter l'élurent sénateur en février 1825. La suite de son itinéraire politique est plus hésitante, à mesure que sa longue fidélité à Bolívar était mise à l'épreuve par l'évolution politique de ce dernier. En 1826, lorsque Bolívar, toujours depuis Lima, lança son projet d'une nouvelle constitution autocratique pour la République de Colombie, destinée à préserver l'ordre social et éviter la sécession du Venezuela, Padilla commença par le soutenir, invitant même l'élite cathaginoise dans sa maison, au grand dam des survivants de l'époque radicale et de l'exil aux Cayes, qui dénoncèrent le projet de dictature de Bolívar et se rapprochèrent de Santander. Padilla soutint même le simulacre de vote à main levée de chefs de famille triés sur le volet, organisé par le conseil municipal de Cartagena pour exiger, en violation de la Constitution de 1821, la réunion d'un congrès extraordinaire pour débattre du projet de Bolívar. En octobre 1826, Bolívar arriva à Bogotá pour assumer les pouvoirs spéciaux réservés par la Constitution en cas de crise grave. Quand il visita Cartagena en 1827, il fut reçu en grande pompe, notamment par Padilla qui l'honora d'un banquet dans sa maison[30].

Pourtant, au début de l'année 1828, Padilla commença à douter du projet bolivarien soutenu par une aristocratie carthaginoise qui le dénigrait. Il rejoignit le camp de Santander en faveur du maintien de la Constitution de 1821, synonyme, selon lui, « d'une liberté garantie par un système de représentation populaire »[31]. De leur côté, les partisans de Bolívar, dirigés par Montilla, exigèrent que les officiers des armées de terre et de mer signent une *Exposición* contre le gouvernement civil de Santander, ce qui provoqua des altercations. Padilla menaça à nouveau d'empoigner son épée, cette fois pour défendre ceux qui refusaient de cautionner cette déclaration. Habilement, Montilla préparait

[28] S. Bolívar, *Obras completas*, t. I, p. 1076. Bolívar utilise le terme de *pardocracia* pour désigner le pouvoir absolu des *pardos* sur la minorité blanche.

[29] *Ibid.*, t. I, p. 1097.

[30] A. Helg, *Liberty and Equality in Caribbean Colombia*, pp. 202-205.

[31] J. Padilla à F. de P. Santander, 9 février 1828, dans *Archivo Santander*, t. XVII, pp. 245-246.

le piège qui serait fatal à Padilla. Non seulement il laissa croître le conflit, mais il se retira dans sa riche hacienda de Turbaco, loin de la ville. Le 2 mars, Padilla réunit quelques officiers *pardos* afin de leur dire qu'il « était à la tête du peuple » pour protéger sa liberté contre « la couronne » de Bolívar[32]. Peu après, la rumeur se répandit qu'il distribuait des armes à des hommes de Getsemaní. Depuis Turbaco, Montilla proclamait l'état d'urgence, mais en même temps il retirait astucieusement les soldats de Cartagena. Comme le notèrent plusieurs témoins, son but était de provoquer une prise de pouvoir par Padilla ; il pourrait ainsi l'accuser de vouloir gagner à sa cause la *pardocracia* afin de déclencher la guerre des races tant redoutée par Bolívar[33]. Et effectivement, le 6 mars 1828, soi-disant à la demande du peuple, Padilla prit le pouvoir pour rétablir l'ordre contre le « siège du général [Montilla] ». Mais il ne reçut pas l'appui massif des classes populaires qu'il espérait, et le conseil municipal de Cartagena rejeta son autorité. Trois jours plus tard, Padilla s'enfuit pour tenter d'obtenir l'aide des partisans de Santander réunis à Ocaña, mais ceux-ci ne firent rien de concret en sa faveur. Sans doute mal conseillé, il retourna à Cartagena pour y être immédiatement arrêté par Montilla et expédié à Bogotá où il fut emprisonné et jugé. Quelques mois plus tard, il fut injustement accusé d'être mêlé à la tentative d'assassinat de Bolívar du 25 septembre 1828, condamné à mort et fusillé le 2 octobre[34].

Le destin de Padilla pose une question fondamentale sur les pratiques politiques durant la transition de la guerre à la paix. Pourquoi Padilla, malgré sa popularité, n'est-il pas parvenu à mobiliser la population afro-descendante de Cartagena en 1824 et 1828 ? En 1828, en particulier, des témoins, comme le consul britannique, mentionnèrent l'apathie du peuple, tandis que d'autres dirent que toute l'affaire était exagérée. En fait, au début des années 1820, Padilla n'était pas le seul *pardo* à se plaindre de l'absence de changements concrets sous la république. La Constitution de 1821 garantissait l'égalité, abolissant tacitement les discriminations fondées sur la souillure héréditaire de l'esclavage, mais la loi de manumission de la même année ne changea rien à la situation de la quasi-totalité des esclaves, puisqu'elle ne libérait que les vieillards de plus de 60 ans et les enfants nés de mère esclave après sa promulgation — une fois atteint leur majorité et à condition qu'ils aient bien servi le maître de leur mère jusque-là. Après les guerres d'indépendance qui affectèrent le pays pendant plus de dix ans, la misère était grande et les soldats démobilisés qui rentraient chez eux, en majorité non-blancs, faisaient face à de grosses difficultés de réinsertion économique. L'indépendance ne signifia même pas la fin des recrutements forcés dans l'armée ou la marine — une marine dirigée par Padilla, qui n'hésitait pas à contraindre des artisans à travailler sur ses bateaux. De plus, alors que des rumeurs de débarquement de Haïtiens continuaient de circuler, dans certaines

[32] Voir « Proceso por los tumultos de Cartagena levantado por el general Mariano Montilla » (12 mars 1828), dans J. C. Torres Almeyda, *El Almirante José Padilla*, p. 331.

[33] Voir « Apelación a la razón », dans *ibid.*, pp. 345-351.

[34] A. Helg, *Liberty and Equality in Caribbean Colombia*, pp. 207-209. Santander fut condamné à mort mais gracié par Bolívar.

localités, l'élite blanche utilisait ce contexte pour accuser les rares Afro-descendants nommés à un poste administratif de vouloir déclencher une guerre des races ; ceux-ci étaient souvent arrêtés, jugés puis acquittés, mais après de longs mois de prison qui les ruinaient et mettaient fin à leur carrière publique. C'est pourquoi quelques *pardos* protestèrent, tel le charpentier Valentín Arcía qui, en 1822, dénonçait la « prévention et la partialité » des élites républicaines blanches et demandait :

> N'est-ce pas un délit, dans un gouvernement dont la pierre angulaire est l'égalité des citoyens, et dont la constitution prescrit et défend celle-ci […] de vouloir priver d'emplois publics une certaine classe d'hommes qui, de par leur conduite, méritent tout[35]?

Et pourtant, dans les années 1820, les *pardos* de Cartagena ne suivirent pas Padilla quand il chercha par deux fois à les mobiliser. En 1824, ce fut sans doute parce que pour eux l'égalité que réclamait le pamphlet de Padilla visait la sphère privée de l'aristocratie, à laquelle la quasi-totalité n'avait pas accès. De plus, en 1824 comme en 1828, les menaces de Padilla résonnaient mal dans le nouveau contexte républicain et se prêtaient facilement aux vieux stéréotypes coloniaux de l'arrogance et la dépravation des mœurs attribués aux *pardos*, auxquels s'ajoutait ici l'accusation de violation de la sphère privée. Les appels de Padilla à la mobilisation de « ma classe » (les *pardos*) semblaient aussi dépassés par la rhétorique républicaine d'égalité qui poussait beaucoup de *pardos* à rejeter les identifications raciales. De plus, quand Padilla menaçait de reprendre son épée, il ne faisait que raviver les peurs d'une guerre des races que la Monarchie avait agitées pour préserver l'ordre socioracial depuis le début de la révolution haïtienne.

Par ailleurs, contrairement à d'autres leaders militaires peu éduqués mais blancs ou métis, comme José Antonio Páez au Venezuela, Padilla avait fait la guerre principalement sur la mer. Il n'avait donc pas pu acquérir de terres ni se constituer des réseaux ruraux de clientélisme sur lesquels s'appuyer au-delà de Cartagena et Getsemaní. En outre, le soutien de Padilla à la constitution autocratique de Bolívar et à sa visite en 1827 avait déconcerté plusieurs de ses camarades d'exil aux Cayes. Une comparaison entre ces événements et ceux des années 1810-1811, quand une partie de la Junte suprême et Pedro Romero avaient mobilisé et armé les classes populaires, permet de mesurer combien les dynamiques étaient distinctes. Les références révolutionnaires avaient disparu : alors qu'en 1811 c'était l'égalité sans distinction raciale et la république, avec sa séparation des pouvoirs, que les manifestants demandaient, les acteurs de 1826-1827, parmi lesquels Padilla, ne se référaient plus qu'à Bolívar « père de la Patrie », « centre commun [qui] unissait tous les intérêts » et irradiait toutes les vertus[36].

[35] V. Arcía moviliza contra los blancos en Majagual, AHNC, RE, Asuntos Criminales, 1822, leg. 61, f°s 1166, 1167, et leg. 96, f°s 317v^o^-318.

[36] Cité dans *Efemérides*, t. II, pp. 337-338.

Finalement, si l'on considère la société et l'économie de Cartagena de l'après-guerre, il est possible de mieux comprendre l'échec de Padilla en 1828. La ville portuaire ne s'était pas encore remise du terrible siège de Morillo de 1815, qui avait coûté la vie à un tiers de sa population et fut suivi du siège des patriotes en 1821. Son élite créole blanche, tant modérée que radicale, et ses leaders afro-descendants avaient été laminés par la guerre et les exécutions. Dans la nouvelle génération, les plus talentueux partaient pour Bogotá, où la politique était désormais centralisée. La population de la ville, moins nombreuse qu'en 1810, était toujours majoritairement afro-descendante, mais les femmes étaient en plus grand nombre que les hommes. Le recensement le plus fiable de l'époque, celui de 1835, donnait en moyenne un taux de plus de 150 femmes pour 100 hommes chez les plus de 15 ans et, dans les quartiers populaires, ce taux s'élevait à 200, voire 260 femmes pour 100 hommes. Et cette immense majorité de femmes afro-descendantes avait d'autres priorités que celles prônées par Padilla : Santander et la Constitution de 1821. Il en allait de même pour les 5 % d'habitants (surtout des femmes) encore maintenus en esclavage et dont les *pardos* libres ne réclamaient du reste pas la liberté. La population militaire de Cartagena avait profondément changé : le Fijo, les milices de noirs et mulâtres, les Patriotes Pardos, les Lanciers de Getsemaní avaient été dissous en 1812, et en 1828 le gros des troupes stationnées dans la ville était composé de paysans, de journaliers et de petits artisans venus d'ailleurs, enrôlés de force, maltraités et donc peu intéressés par la politique de Cartagena. Si les créoles monopolisaient toujours l'emploi public, beaucoup d'entre eux étaient vénézuéliens, tandis que des Anglais, des États-uniens et quelques Français avaient pris la place des Espagnols dans le commerce. En même temps, comme avant l'indépendance, des réseaux complexes de patronage liaient les individus entre eux, par-delà les différences de classe, de race et de genre[37]. Dans un tel contexte, les initiatives de Padilla en 1824 et 1828 apparaissaient plus comme des provocations que des projets politiques pouvant attirer une majorité populaire trop occupée à lutter pour assurer son quotidien.

Si Pedro Romero et José Padilla incarnaient bien les nouvelles perspectives qui s'ouvrirent aux *pardos* dès le début du processus d'autonomie et d'indépendance de la province de Cartagena, seul Padilla vécut l'établissement de la République de Colombie. Alors que Romero mobilisa et arma les *pardos* de Getsemaní pour qu'ils assurent le processus conduisant à la Constitution républicaine de l'État de Cartagena en 1812, il ne chercha pas à transformer cette unité militaire en force politique autonome, et elle se décomposa dans les guerres qui suivirent. Après l'indépendance, les tentatives de Padilla pour mobiliser les *pardos* de Cartagena contre la réimposition des hiérarchies socioraciales coloniales par l'élite conservatrice furent un échec.

[37] A. Helg, *Liberty and Equality in Caribbean Colombia*, pp. 212-214.

Au-delà des explications concrètes de cet échec fournies plus haut, il semble opportun de revenir sur l'effet unificateur qu'eurent les principes de pureté de sang et de souillure héréditaire de l'esclavage pour tous les Afro-descendants durant la colonie : ils liaient un homme de la stature de Romero au misérable journalier. L'égalité légale républicaine fut libératrice de ces stigmates pour les libres, mais en même temps elle fractionna encore plus les *pardos*, déjà divisés par leur condition socioéconomique et leur physionomie plus ou moins « africaine », en n'accordant l'exercice du suffrage qu'aux propriétaires fonciers ou à ceux qui vivaient indépendamment de leur travail. Plus encore, l'abolition républicaine du principe de pureté de sang rompit le seul lien légal existant entre esclaves et *pardos* libres. Désormais, la souillure de l'esclavage n'était plus héréditaire : d'un côté se trouvaient les Colombiens libres, égaux selon la loi, et de l'autre, les esclaves. Ces esclaves étaient en majorité des femmes et leur condition « semblait » moins perpétuelle depuis l'adoption de la Loi de manumission de 1821[38]. À ces divisions internes s'ajoutaient la fragmentation territoriale et la quasi-absence de voies de communication en Colombie caraïbe. Ainsi, malgré les craintes du Conseil des Indes en 1806 et de Bolívar vingt ans plus tard, l'abolition républicaine du principe de la pureté de sang tendit à préserver « l'ordre politique ».

SOURCES

Archivo Santander, éd. Ernesto Restrepo Tirado, Diego Mendoza Pérez, Jesús M. Henao et Gerardo Arrubla, Bogotá, Águila Negra, 1913-1932 (24 vol.).

Bolívar, Simón, *Obras completas*, éd. Vicente Lecuna, La Habana, Lex, 1947 (2 vol.).

Colección de documentos para la historia de la formación social de Hispanoamérica, 1493-1810, éd. Richard Konetzke, Madrid, CSIC, 1962 (3 vol.).

Documentos para la historia de la provincia de Cartagena de Indias, hoy estado soberano de Bolívar en la Unión colombiana, éd. Manuel Ezequiel Corrales, Bogotá, Medardo Rivas, 1883 (2 vol.).

Efemérides y anales del estado de Bolívar, éd. Manuel Ezequiel Corrales, Bogotá, Casa Editorial de J. J. Pérez, 1889 (4 vol.).

Montilla, Mariano, *General de división Mariano Montilla. Homenaje en el bicentenario de su nacimiento, 1782-1982*, Caracas, Presidencia de la República, 1982 (2 vol.).

[Núñez, Manuel Marcelino], *Exposición de los acontecimientos memorables relacionados con mi vida política, que tuvieron lugar en este país desde 1810 en adelante*, Cartagena, Imprenta de Hernández e Hijos, 1864.

[38] L'esclavage ne fut aboli en Colombie que le 1er janvier 1852.

IV

LOS ESPACIOS DE SOBERANÍA

ENTRE LA DIVISIÓN Y LA CONFEDERACIÓN, LA INDEPENDENCIA ABSOLUTA

PROBLEMAS PARA CONFEDERARSE EN VENEZUELA (1811-1812)

Carole Leal Curiel
Instituto de Investigaciones Históricas-Bolivarium — Universidad Simón Bolívar

El 19 de abril de 1810 se produce en Caracas el primer establecimiento exitoso en la América hispana de una Junta Suprema Conservadora de los Derechos de Fernando VII. Catorce meses después, buena parte de las provincias que conformaban la antigua Capitanía General de Venezuela, declara su independencia absoluta, el desconocimiento de Fernando VII y afirma su desinterés por la suerte que siguiera España. El 5 de julio de 1811, los diputados de las provincias de Caracas, Cumaná, Barinas, Margarita, Barcelona, Mérida y Trujillo, declaraban «que sus Provincias Unidas son, y deben ser desde hoy, de hecho y de derecho, Estados libres, soberanos e independientes y que están absueltos de toda sumisión y dependencia de la Corona de España…»[1]. Esa fue la primera declaratoria de independencia absoluta que se dio en el continente hispanoamericano.

Con frecuencia se ha señalado que esa declaración fue producto de la presión ejercida por la Sociedad Patriótica de Caracas sobre el Congreso, una afirmación derivada de la percepción que se tuvo de ser aquella un club jacobino, calificado por algunos escritores del siglo XIX como el guardián de la revolución[2]. Sostengo por el contrario que esa decisión fue en realidad el corolario de un debate teórico que tuvo lugar en ese Congreso para el cual la supuesta presión que ejerciera ese club político poco tuvo que ver directamente con tal resolución[3]. Un debate teórico que se inscribe en la disputa para suscribir el nuevo contrato político, la confederación, el cual se origina en el contexto de ventilar la división de la provincia de Caracas.

Las páginas que siguen tienen como propósito analizar la evolución que se produce en la comprensión de la confederación y cómo la decisión de declarar la independencia está vinculada a la polémica que tuvo lugar en torno al pacto para constituir una nueva comunidad política. Para ello se evalúan, por una

[1] «Acta de declaración de la Independencia absoluta», *Congreso Constituyente*, t. I, pp. 273-277.

[2] Sobre el curso historiográfico de esa afirmación ver C. Leal Curiel, «Tensiones republicanas».

[3] Sobre el doble origen, histórico e historiográfico, de la influencia atribuida a ese club político en la declaratoria de independencia absoluta, véase Ead., «El Congreso General de Venezuela», pp. 53-59.

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 199-212.

parte, las tradiciones intelectuales que están presentes en el debate para suscribir el nuevo pacto político y cómo la temprana ruptura que se produce en Venezuela respecto a España, se inserta en los desafíos que representó la «creación» de la Confederación de provincias y, por la otra, se examina la evolución que se gesta en las maneras de concebir la confederación.

I. — ENTRE LA DIVISIÓN Y LA CONFEDERACIÓN, LA INDEPENDENCIA

La reflexión sobre la confederación-federación en Venezuela se asentó en tres tradiciones de lenguaje: la primera de ellas, perteneciente al campo de la jurisprudencia y del derecho civil dentro del cual se la entiende como alianza, liga, o unión de dos o más Estados, repúblicas y príncipes con fines ofensivo-defensivos. La segunda, proveniente de la ilustración francesa y la recepción que se hizo de los escritos de Montesquieu, situó el problema de la federación en términos de la relación entre el tamaño de los Estados y la forma de gobierno[4]. Y la tercera, producto de la «invención» de los angloamericanos del norte, la república federal, resultante de la fracasada articulación confederal consagrada en los Artículos de Confederación y Unión Perpetua (1778-1781), que condujo a la Convención de Filadelfia creando así una novedosa articulación que supuso un nuevo Estado, el federal, con un poder central fuerte y cesión de soberanía de los Estados miembros de la Unión[5], el cual terminó constituyendo «una fórmula que hiciera compatible la existencia de los Estados individuales con la de un poder dotado de facultades para bastarse por sí mismo en la esfera de sus funciones»[6].

Esas tres tradiciones coexisten en la deliberación del Congreso de 1811-1812 y su registro discursivo se realiza a través del sintagma dupla confederación-federación con fronteras léxicas poco definidas[7].

Los debates del Constituyente entre junio y diciembre de 1811 convergen sobre tres ejes temáticos: 1. — el que concierne a la naturaleza del pacto o contrato político a suscribir (utilizan indistintamente ambos términos), esto es, la disputa en torno a la confederación; 2. — derivado del anterior, el que aborda el tema de la división de la provincia de Caracas; 3. — el relativo al problema del origen del nuevo contrato político, es decir, el referido al «derecho de regresión de los pueblos» o retroversión de la soberanía.

La controversia sobre la confederación se inicia en la sesión del 5 de junio de 1811 durante la cual se «dio principio a la lectura y discusión del proyecto

[4] Montesquieu, *L'esprit de Lois*, t. I, lib. IX, pp. 266-272.

[5] F. Falcón, «Federalismo-Venezuela»; Id., «Presencia de los planteamientos teóricos de *El Federalista*».

[6] M. García Pelayo, *Derecho constitucional comparado*, p. 403.

[7] Véanse las entradas sobre el concepto «Federalismo» para Argentina, Brasil, Chile, Colombia, España, México, Perú, Portugal y Venezuela, así como el análisis transversal del mismo en J. Fernández Sebastián (dir.), *Diccionario político*, pp. 421-547.

de federación»[8]. Es importante tener presente que durante este período circularon cuatro proyectos de confederación: el de las «constituciones de la Confederación, tratando y discutiendo sobre los puntos a que aquella debe ligarse»; un papel formado «por un Patriota sobre los principios de Confederación», mandado a publicar por el Congreso, hasta el presente extraviado; las «Observaciones sobre el Sistema Federal», publicadas por orden superior; y, por último, el «proyecto para la confederación y gobiernos provinciales», presentado ante el Congreso por el diputado Francisco Javier Ustáriz en la sesión de 20 de julio de 1811 que sirvió de base para la posterior redacción de la Constitución Federal de 1811. El proyecto del cual se habla en la sesión de 5 de junio se refiere al primero de los aquí citados, también conocido como «Confederación proyectada para Venezuela»[9].

Éste, contentivo de 67 artículos, se concibe como un «tratado de alianza y amistad recíproca» entre aquellas provincias que habían participado en el proceso electoral de 1810-1811, con el fin de «mantener su libertad, hacer su común defensa», «socorrerse y auxiliarse contra toda violencia interior y exterior» (art. 2), preservando cada provincia «el derecho exclusivo de arreglar su administración interior, y de hacer leyes sobre todas las materias que no sean exceptuadas en la Confederación» (art. 3) y para la cual, la diputación de las provincias reunidas en el Congreso constituía la autoridad superior para conocer y decidir «todas las causas y negocios que ocurran en cada una de ellas y sean propios de la Confederación tanto en el orden Legislativo, como en el Ejecutivo y Judicial» (arts. 8, 9, 10, 11, 12), lo que le confirió al Congreso amplias facultades: desde declarar la guerra, intervenir en las controversias que se suscitaren entre las provincias, «reasumir el ejercicio de todos los poderes cuando lo estime conveniente» (art. 10), hasta el de conservar los derechos de Fernando VII «mientras merezca esta consideración», reservándose al «discernimiento» de la diputación general el momento «oportuno de usar de su derecho» de no hacerlo (art. 26)[10].

Esa propuesta se inscribe en la tradición de concebirla como una «reunión de Estados», la cual supone un pacto perpetuo con fines que van más allá de la seguridad interna y externa, en el que los miembros se comprometen a ejercer ciertas funciones en común a través de organismos comunes, conservando cada uno su soberanía y sin perder su individualidad y autonomía, y sin que la confederación tenga poder inmediato sobre los individuos de cada Estado miembro; en tal sentido, el poder de la confederación proviene del derecho de ejecutar los acuerdos confederales o bien de obligar, incluso por medio de la violencia, a los Estados miembros a hacerlo, así como de intervenir cuando en el orden interno

[8] *Libro de Actas*, t. I, p. 147.

[9] Síntesis de las actas del Congreso (3 al 30 de marzo), sesiones del 16 de marzo y 28 de marzo de 1811, *Libro de Actas*, t. I, pp. 137-143; *Gazeta de Caracas*, 10 de mayo de 1811 y 26 de junio de 1811; sesión de 20 de julio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, pp. 314-320; «Confederación proyectada para Venezuela».

[10] «Confederación proyectada para Venezuela».

de alguno de ellos se produzcan situaciones que vayan contra los fines de la confederación. Esta primera formulación va a sufrir transformaciones durante los debates del primer constituyente venezolano, cambios vinculados, por un lado, a lo que puso en juego la extensa discusión sobre dividir la provincia de Caracas y la decisión de declarar la independencia absoluta, y por el otro, a las exigencias que impuso la organización de la defensa y seguridad interna.

Es en el contexto de discutir los primeros artículos de ese proyecto que aparece la solicitud de dividir la provincia de Caracas; pedido que provino de un diputado cuya provincia había sido desmembrada por la vía de los hechos durante el juntismo de 1810, dando lugar a la erección de una nueva provincia. Trayendo a colación ese hecho argumentó que la equidad exigía la división de la provincia de Caracas[11], lo que sitúa la discusión en términos del carácter que habría de tener la Confederación: ¿ha de ser una de iguales o de desiguales? De allí en adelante, tiene lugar la cuestión de lo que pasó a constituir el escollo fundamental para suscribir el pacto confederal: dividir la provincia de Caracas.

El debate sobre ésta puso de relieve lo siguiente: por una parte, si la división era una consecuencia de la confederación o si debía tenérsela como un requisito previo para suscribir el pacto federal; y por la otra, si era materia que competía al Congreso o si, por el contrario, sólo correspondía decretarla a los diputados de la provincia de Caracas previa consulta o no a sus comitentes, lo que conlleva a su vez concepciones encontradas sobre los alcances de la representación[12].

Lo determinante en el tema de la división es cómo a través de éste se expresan otras tensiones en las maneras de entender el contrato o pacto político. Las discusiones revelan que el mismo se razona al calor de tres tipos de consideraciones: la relativa a las condiciones de igualdad, justicia y equilibrio que deben observar las provincias entre sí, lo que coloca el razonamiento contractual en términos de justicia conmutativa[13], pues, como subrayaría un diputado «la naturaleza del contrato que va a celebrarse reclama igualdad y equilibrio de las fuerzas de todos los contratantes; y para esto se necesita arreglar los límites de las Provincias que toca exclusivamente a la Confederación»[14]; segunda, la que concierne a la relación entre el tamaño del territorio y la forma de gobierno, lo que sitúa la disputa en el campo semántico del republicanismo; y la tocante

[11] Sesión de 5 de junio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, pp. 147-149. La intervención refiere al hecho de que Barcelona, jurisdicción adscrita a la provincia Cumaná, aprovechó la coyuntura del movimiento del 19 de abril para separarse y erigirse como provincia separada.

[12] La manera como se entiende la representación, con mandato imperativo o sin él, sitúa la discusión en concepciones encontradas sobre cómo se comprende la confederación/federación, ver M. García Pelayo, *Derecho constitucional comparado*, p. 402. Sobre esta tensión entre dos maneras de concebir la representación política, véase V. Hébrard, «Opinión pública y representación».

[13] Es propio a la justicia conmutativa la obligación de cada una de las partes con respecto a la otra y «el objeto principal es que cada una reciba el equivalente de lo que promete» y «sólo aplica respecto a los contratos que obligan recíprocamente cuando su validación no se haya determinado y únicamente trata de administrarla para que cada contratante reciba el equivalente de lo que da». Ver *Principios del derecho político y civil*, t. I, pp. 16-18.

[14] F. Peñalver, sesión de 12 de junio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, p. 158.

a las bases sobre las cuales debe partir el nuevo contrato, que condujo a pensar no sólo sobre la naturaleza del contrato, sino también sobre el origen de la disolución del antiguo pacto, que es justo el debate durante el cual se produce la «urgentísima necesidad» de declarar la independencia absoluta.

La división de Caracas entrañó un extenso debate sobre la noción del contrato o pacto federal, controversia desplegada al amparo del lenguaje del derecho natural con particular énfasis en las condiciones consubstanciales a los contratos y pactos, esto es, el consentimiento de las partes que pactan y la obligación recíproca de cumplir con lo pactado; el conocimiento de lo que se pacta; y la «justa igualdad» entre las partes que pactan, es decir, que cada una de las partes contratantes reciba el equivalente de lo que da[15].

El razonamiento discurrió recurriendo a analogías del lenguaje de la jurisprudencia sobre los contratos en general. Así, unos diputados alegaron como propio al contrato la existencia de una «condición tácita»[16], que en el caso refería al «estado en que se hallaban las partes contratantes», preservando el statu quo de la provincia de Caracas sin dividirla; otros arguyeron que es esencial a la naturaleza de un contrato la «igualdad y el equilibrio de las fuerzas contratantes»; otros lo equipararon con el de «una compañía»[17], señalando unos que el conocimiento de lo que se va a pactar es condición necesaria del contrato ya que de lo contrario lo violenta; y otros, reconociendo la existencia tácita de un contrato previo en la «compañía» formada al momento del establecimiento de la Junta Conservadora de los Derechos de Fernando VII establecida el 19 de abril de 1810, argumentaron la imposibilidad de preservar los «intereses

[15] Sintetizo las tres condiciones propias a los contratos y pactos bilaterales según coinciden en señalar, aunque con algunas variantes, distintos autores del derecho natural racionalista: 1. — «el consentimiento de las partes», o «consentimiento mutuo» sobre dar o hacer algo, que ha de expresarse por medio de signos externos (palabra, escrito), que establece la obligación recíproca; 2. — el conocimiento sobre lo que se pacta; 3. — que en ellos se observe una «justa igualdad». Ver J. G. Heineccio, *Elementos del derecho natural y de gentes*, pp. 287-293; S. Pufendorf, *The whole Duty of Man,* pp. 108-149; J. J. Burlamaqui, *Elementos del Derecho Natural*, pp. 160-177. Nótese que Heineccio, autor muy conocido entre los formados en jurisprudencia en la Universidad de Caracas entre 1770 y 1794, no hace distinción entre los pactos o contratos, entre otras razones, porque «ambos exigen el consentimiento de las partes», aunque los contratos «según un modo de hablar antiguo, pertenecen al comercio de las cosas u obras; y los pactos a otras cosas o hechos que no suelen estar en comercio», en J. G. Heineccio, *Elementos del derecho natural y de gentes*, t. I, pp. 287-303. Sobre los estudios de derecho natural en las universidades en España y América ver J. C. Rey, «El pensamiento político en España y sus provincias americanas».

[16] Pufendorf y Burlamaqui suponen en todo contrato la existencia de condiciones tácitas en el consentimiento de un acuerdo, pacto o contrato, que es el que por lo general no se declara o se hace expresivo por medio de los signos convencionales de la escritura, o la palabra. Heineccio señala la existencia de condiciones tácitas implícitas en los pactos bilaterales, pues suponen que «uno cumplirá lo que prometió, si el otro por su parte satisface también el pacto». Ver S. Pufendorf, *The whole Duty of Man*, p. 111 y J. G. Heineccio, *Elementos del Derecho natural y de gentes*, pp. 166 y 289.

[17] Es la fórmula empleada por casi todos los abogados diputados (Juan Germán Roscio, Felipe Fermín Paúl, el diablo Briceño, entre otros). Es lenguaje que toman prestado del derecho y lo extienden por analogía a la idea de contrato-pacto.

particulares» que cada parte tenía antes de entrar en ella y disponer libremente de «sus bienes». Nótese cómo se recurre al lenguaje del derecho civil para discurrir sobre lo político.

Y es justamente durante la deliberación sobre las condiciones tácitas de los contratos cuando se producen dos inflexiones que marcan un deslizamiento con respecto a los términos del razonamiento precedente: la que tiene lugar sobre la forma de gobierno y su relación con la idea de contrato y, en conexión con la anterior, la que se desarrolla con respecto al origen de los pactos o contratos. Ambas las introduce Fernando de Peñalver —defensor de la división de Caracas— al correlacionar el tamaño de los territorios con la forma de gobierno, y razonar sobre el origen de la ruptura del pacto original entre los pueblos de América y la monarquía de España. Peñalver, con miras a persuadir que el «nuevo contrato político» exigía la condición previa de dividir Caracas, teoriza sobre la forma de gobierno a adoptar, arguyendo a favor de la república federal democrática la cual concibe, siguiendo tanto a Montesquieu como a *El Federalista*[18], que el territorio sea dividido en pequeñas repúblicas que, reunidas «por un contrato» en una representación común que las confedere, pasen a formar un solo Estado y Soberanía, pero que «todas sean independientes de la Soberanía común en las cosas que toquen a cada una en particular»[19]. Nótese como Peñalver introduce el tema de la independencia como requisito del contrato.

Para Peñalver el tamaño del territorio es determinante para evitar la usurpación que un Estado más grande pueda ejercer sobre los más pequeños e impedirle que rompa el pacto, así como para conservar el equilibrio entre las partes que contratan. Su intervención se inserta en la reflexión política de la época en torno al republicanismo producto, como analizó Judith Shklar, de la recepción teórica del nuevo republicanismo que representó Montesquieu para el siglo XVIII y del examen histórico sobre la precaria existencia de los Estados pequeños[20], al poner de relieve la amenaza de la usurpación por efecto de la asociación que establece entre el tamaño de las repúblicas y los despotismos, y las formas de gobiernos que aseguraran el equilibrio político y preservaran la libertad. De allí que su razonamiento siga el derrotero de evaluar las circunstancias que han de caracterizar el nuevo contrato y las que originaron la ruptura del pacto anterior.

Su planteamiento entra a considerar cuál era el estatus de los pueblos que debían consentir el nuevo contrato, toda vez que estos rompieran los lazos que le unían a la Monarquía, concibiendo «al territorio de todos los Pueblos que tienen en este Congreso sus Representantes, como una masa común que hemos de dividir en pequeñas porciones, según conviene al Gobierno que tratamos de

[18] A. Hamilton, J. Madison y J. Jay *El Federalista* IX, pp. 32-35. Sobre la temprana presencia de *El Federalista* en Venezuela ver F. Falcón, «Presencia de los planteamientos teóricos de *El Federalista*».

[19] Sesión 18 de junio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, pp. 167-175.

[20] J. Shklar, «Montesquieu and the new Republicanism».

establecer»[21]. Este debate es el que mejor ilustra cómo la reflexión sobre las condiciones de ese pacto conducen hacia la necesidad de asumir la independencia absoluta, pues el problema trazó interpretaciones encontradas sobre la naturaleza del nuevo pacto y la de las partes que debían suscribirlo.

Esa discusión derivó hacia dos posturas: quienes abogaron por imaginar a los «pueblos» como «partes desprendidas de la Monarquía» que ahora pasaban a formar un nuevo Estado y por consiguiente se concibió al Congreso como una reunión compuesta de diputados de los pueblos con autoridad para determinar la forma de gobierno que más les conviniera, esto es, los pueblos en estado natural «presocial», «dueños de sí mismos para ligarse de nuevo como quisiesen»[22]. Tal interpretación evidenció los temores que suscitaba el tamaño de la provincia de Caracas (ella sola tenía 24 de los 44 diputados de la primera época del Congreso) y por lo tanto la eventual tiranía que podría ejercer sobre el resto de las provincias; y cuestionó la condición tácita subyacente tras la obediencia prestada por los pueblos de Caracas y el reconocimiento hecho por las otras provincias a la Junta Suprema de Venezuela instalada el 19 de abril de 1810. Desde esta perspectiva se asume que el nuevo contrato se ha de asentar en la ruptura total del antiguo pacto de vasallaje y en la disolución de los vínculos político-territoriales preexistentes, por lo que la forma de gobierno —la república federal popular y representativa— condiciona la manera como se interpreta el vínculo territorial-político y la representación política[23].

La segunda postura defendió la idea de preservar el statu quo preexistente, esto es, el de las provincias en tanto pueblos constituidos bajo el orden anterior y no «como una asociación en masa de Pueblos inconstituidos»[24], pues aquel daba razón del principio de derecho público de las naciones —el *uti posedetis juri*— como canon político para el reconocimiento de la Confederación a modo de nación soberana[25]. Para este enfoque, el nuevo contrato no sólo admite la existencia de una constitución política previa como condición tácita del pacto a suscribir, sino que la disolución del contrato anterior sólo entraña la recuperación del goce de los derechos primitivos de los pueblos, no así la desaparición de las jerarquías político-territoriales primigenias. Lo que subyace tras este punto de vista, a diferencia del anterior, es otra forma de imaginar las maneras de instituir controles a la amenaza del eventual despotismo de la provincia de Caracas, la cual no pone el acento en el tamaño del territorio según lo evidencia la intervención del diputado Juan Germán Roscio al exaltar las ventajas del

[21] Sesión de 18 de junio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, p. 170.

[22] Sesión 18 de junio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, p. 169.

[23] Peñalver propuso que los representantes lo sean «no solo la parte que los nombró, sino también de toda la Confederación». Sesión 18 de junio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, p. 170. Sobre esta concepción de la representación, véase V. Hébrard, «Opinión pública y representación».

[24] Sesión de 20 de junio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, p. 187.

[25] Desde esta perspectiva la confederación se la concibe como una asociación de Estados basada en un tratado contractual sujeto a derecho internacional. Ver M. García Pelayo, *Derecho constitucional comparado*, pp. 401-402.

sistema federativo y señalar que, aunque no fue «ésta la opinión de Montesquieu, también es cierto que ya otro célebre escritor moderno nos ha dicho que la corregiría si resucitase, obligado del ejemplo de los Anglo-americanos»[26].

Y es en el contexto de dirimir esas discrepancias sobre el statu quo donde se produce la reflexión sobre el origen «del derecho de regresión de la soberanía»: ¿Era el presidio de Fernando en Bayona y las secuelas que se derivaban de éste el principio de la independencia de la nación española? O ¿fue su «vergonzosa abdicación» la que autorizaba a los americanos a entrar «en posesión absoluta de su independencia política»? Hubo quienes señalaron el presidio como el «principio de la independencia de la Nación española» en razón de que éste y sus secuelas contenían la renuncia por la que había quedado «acéfalo el cuerpo político» lo que, de acuerdo con las leyes del reino —según razonó Francisco Javier Yanes—, producía un conflicto de soberanía en cuyo caso, ésta «por un derecho de regresión» debía volver al mismo pueblo. Y hubo quienes contraargumentaron que el origen estaba en la «perfidia» de Fernando por haber «vendido su casa a un tirano», lo que daba razón a los pueblos de ambos hemisferios para entrar «en posesión absoluta de sus derechos e independencia política». Por lo que esa abdicación —sostendrían por su parte los diputados Roscio y Miranda— era «el principio de nuestra Independencia»[27].

Dos aspectos sellan así un viraje decisivo en la secuencia del debate: el primero lo constituye el hecho de que los argumentos esgrimidos acerca del origen de la ruptura de los lazos políticos se desvinculan del tema de la división de Caracas como condición previa del nuevo contrato que había predominado en las deliberaciones anteriores, supeditándose de allí en adelante a una lucha de interpretaciones sobre el significado de la acefalía política por efecto de la prisión y renuncia de Fernando VII, en la cual la tesis de la abdicación termina triunfando como razón suficiente y necesaria para la anulación del antiguo pacto por efecto de la violación que el rey había hecho de éste[28].

El segundo concierne al debate en sí sobre la regresión de la soberanía, el cual marca a su vez un desplazamiento en la inflexión sobre la idea de soberanía. Ese Congreso Constituyente, que el 2 de marzo de 1811 se había juramentado como cuerpo conservador de los derechos de Fernando VII, ha venido deslizándose de una concepción tutelar de la soberanía ante la acefalía del reino la cual

[26] Sesiones de 18 y 20 de junio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, pp. 167-175 y pp. 181-195.

[27] Sesión de 25 de junio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, pp. 199-210.

[28] Sesiones 25 de junio y 5 de julio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, pp. 199-210 y pp. 258-284. De allí que el diputado Roscio haya sostenido «… nosotros juramos conservárselo cuando ignorábamos si esto dañaba nuestro intereses, ¿cómo podría ser válido un pacto oneroso que, lejos de haber sido aceptado por la otra parte, ha sido rechazado hostilmente por los que se dicen sus apoderados? Parece demostrada la justicia y necesidad de nuestra independencia…». Sesión 5 de julio de 1811, p. 269. Roscio pareciera estar invocando, al recurrir a la analogía del «pacto oneroso», a una de las cuatro las condiciones enunciadas por Burlamaqui, al analizar la naturaleza de los «contratos onerosos en general», esta es, a que en ellos se ha de guardar una justa igualdad, es decir, que cada uno reciba tanto como da, pues si uno de ellos recibe menos puede pedir una compensación o romper el contrato. Ver J. G. Heineccio, *Elementos del Derecho Natural y de gentes*, pp. 288-291.

supone, como bien ha distinguido José María Portillo, su ejercicio interino y en depósito, hacia la idea de una soberanía en tanto atributo del Congreso. Entre ambas hay diferencias significativas. La primera implica la capacidad de detentar la tutela, el uso y la administración sin el derecho de alterar el ordenamiento político vigente; la segunda, supone la atribución de un nuevo sujeto político, un poder capaz de crear poder[29]. Y se interpreta entonces que entre los obstáculos que impedían suscribir el pacto confederal estaban tanto las confusiones que suscitaba el «gobierno indefinido» en el que se hallaban —la imposibilidad de conciliar el gobierno popular representativo proyectado y al mismo tiempo mantener la forma de una monarquía—, como que los Estados-provincias no eran aún independientes.

Lo que estaba en debate era si las partes de un todo podían confederarse sin previamente irse del todo, esto es, sin antes separarse de España y desconocer los derechos de Fernando VII que hasta ese momento conservaban, tal y como señalaría Yanes: «Primero [debían] ser libres, soberanos e independientes los Estados de Venezuela para entrar a celebrar aquel pacto en general», porque «¿cómo podrá sostenerse que la Confederación debe preceder a la declaratoria de la Independencia de los Estados de Venezuela, cuando son estas las primeras cualidades de que deben estar adornadas las partes que pretenden confederarse? […] ¿Qué quiere decir gobierno popular y mantener la forma de una monarquía?»[30].

La «declaratoria legal» de la independencia absoluta y no sólo la independencia de hecho, como se razonaría durante los primeros días del mes de julio, pasó a constituir la condición indispensable para el ejercicio de la soberanía en propiedad. Ese deslizamiento en la noción de soberanía, que es argumental y semántico, se va a fijar a través de la aserción: «la Independencia no sólo de hecho sino de derecho», es decir, la necesidad de establecer su declaratoria legal a fin de disipar la ambigüedad política en la que se estaba[31].

II. — LA «NUEVA CONFEDERACIÓN»: VIGORIZAR EL PODER CENTRAL

No obstante, declarada, publicada y jurada la independencia absoluta, la confederación continuó siendo una noción de contornos poco definidos y un pacto que seguía sin consolidarse[32]. El tema, desplazado por el debate sobre la división y por la declaratoria de la independencia absoluta, reaparece

[29] J. Mª Portillo, *Crisis atlántica*, pp. 53-60.

[30] Sesión 3 de julio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, pp. 239-255.

[31] Véase sobre el punto la intervención del diputado Martín Tovar Ponte en la sesión de 3 de julio de 1811, *Libro de Actas*, t. I, p. 240. Asimismo el testimonio de José de Austria de esa época. J. de Austria, *Bosquejo de la historia militar*, p. 151.

[32] Ver sesiones de 31 de julio, 12 de agosto y 14 de octubre de 1811, *Libro de Actas*, t. I, pp. 338-345, pp. 386-387 y t. II, pp. 97-104.

nuevamente en la sesión de 20 de julio a propósito del recordatorio que el diputado Ustáriz hizo al Congreso de un nuevo proyecto que él había formado «para la confederación y gobiernos provinciales que sometía a la censura del Supremo Congreso»[33].

Este proyecto muestra la evolución que se ha venido fraguando en la noción de confederación. En éste la Confederación tendría plenas facultades para «representar la nación», para deliberar y disponer, sin necesidad de consultar a los gobiernos provinciales, en todo lo concerniente a las relaciones extranjeras, declarar la paz y la guerra, hacer alianzas con otras naciones, regular el comercio en los puertos de la confederación, ordenar la recaudación y administración de las contribuciones que se abonen a las cajas del Estado «incluyendo las del ramo del tabaco», acuñar moneda, establecer postas y correos, formar, aumentar o disminuir y disponer de la fuerza armada (tierra y mar), dictaminar en las disputas entre provincias, así como tendría autoridad plena «*para dictar principios uniformes* sobre que deban erigirse y establecerse los Gobiernos de las provincias». Y establecía que los gobiernos provinciales, «reteniendo en sí su soberanía, su libertad e independencia en lo que expresamente no se haya delegado» a la confederación, se limitarían a conocer «exclusivamente» de su gobierno interior y económico sin «mezclarse en cosa alguna de las que se encargan a la confederación»[34].

Si comparamos esta propuesta con la que se venía discutiendo en el Congreso y con la esbozada en los «Principios de Confederación y razones que inducen a ella», publicada por orden del supremo gobierno pocos meses antes, hay un giro que merece ser subrayado, esto es, una clara tendencia a vigorizar un poder central fuerte, el confederal, en detrimento de las soberanías provinciales, lo cual se va a expresar al menos en tres decisiones clave:

1. — incluir como parte de las atribuciones de la Confederación la de ordenar que la recaudación y administración de las contribuciones de la rama del tabaco se abonen a las cajas del Estado. Téngase presente que el artículo 54 del proyecto que se venía discutiendo desde el 5 de junio señalaba expresamente que la renta del tabaco «no sea destinada para fondos del tesoro común de Venezuela» y que cada provincia dispondría a su arbitrio de su producto, incluyendo el de cederlo a las cajas de la confederación como parte de las contribuciones anuales que le correspondían a todas (art. 35);

2. — dictaminar que la Confederación representa a la «nación», aspecto no enunciado en ninguno de los proyectos anteriores;

3. — autorizar a la Confederación para imponer principios uniformes de gobierno a todas las provincias. Nótese que en los «Principios de Confederación y razones que inducen a ella» se había advertido que no tenía

[33] *Libro de Actas*, t. I, p. 316.

[34] *Gazeta de Caracas*, 26 de julio de 1811. El subrayado es de la autora.

el Congreso, «conforme a estos principios de Confederación, la facultad de dictar leyes» que toquen a la política y administración interna de las provincias[35].

Sin embargo, las maneras de imaginar la Confederación y, sobre todo, los dispositivos para articular las soberanías provinciales con una «soberanía nacional-confederal», continuaron siendo motivo de disputa. Los debates revelan que su comprensión fluctúa entre la liga o alianza, la confederación y el arreglo federal a semejanza de los Estados Unidos como se manifiesta, entre otras, en la discusión privada que tuvo lugar en el Congreso sobre la suerte de los pardos en el nuevo estado de independencia y a raíz de la declaración de igualdad que sobre el particular había hecho la Sección Legislativa de la provincia de Caracas; en la dedicada a debatir sobre la ley de libertad de imprenta, o en la habida para discutir el artículo 1º de la Constitución Federal[36]. En todas ellas está presente una misma tensión, a saber, si las «leyes fundamentales» debían ser dictadas por el Congreso y si los individuos de las provincias debían observarlas.

La dificultad de constituir la Confederación se hace aun más notoria en la medida que la seguridad interna está amenazada y el ejecutivo de la Confederación carece de facultades para mandar sobre las fuerzas armadas de las provincias[37]. Esta debilidad estructural del ejecutivo, característico del período de la Confederación de hecho, constituyó la limitación fundamental para la organización de su defensa[38].

El pacto confederal quedó finalmente instituido a través de la Constitución Federal (21 de diciembre de 1811). Sancionada ésta y a la espera de su aprobación por los pueblos, una vez más se evidenció la precaria autoridad gozada por el ejecutivo. El problema planteado por la interinidad de una constitución sancionada y su entrada en vigor, concierne a la organización de la defensa

[35] *Gazeta de Caracas*, 10 de mayo de 1811.

[36] Véanse respectivamente las sesiones de 31 de julio, 5 de agosto y 4 de septiembre de 1811.

[37] Véase el informe presentado ante el Congreso por el comisionado general del Orinoco, Francisco González Moreno, sesión de 3 de octubre de 1811, *Libro de Actas*, t. II, pp. 72-73. Clément Thibaud interpreta que primero la Junta y más tarde la Confederación desdeñaron la formación de un ejército profesional, favoreciendo la de las milicias lo que, sumado a una escasa cultura de la guerra, produjo durante los años 1810-1812 más una guerra cívica que una de destrucción del adversario. Considera que el federalismo prevaleciente durante esta época «olvidó crear el punto fijo de su autoridad, necesario en periodos de disturbios», imposibilitando la articulación entre el poder político con la institución armada; una concepción asentada en el pensamiento clásico que entendía que la forma republicana requería «un ejército de ciudadanos-soldados, al estilo antiguo, es decir, una milicia» con alistamiento temporal de los vecinos. C. Thibaud, *Repúblicas en armas*, pp. 44-105.

[38] Véase las sesiones de 2, 4 y 11 de octubre de 1811, *Libro de Actas*, t. II, pp. 68-70, 74-75 y 93. Thibaud, por ejemplo, señala que la resistencia de los pueblos a que se reclutara a sus vecinos en un ejército de línea imposibilitó la creación de un cuerpo armado de una dimensión política mayor, lo que es expresión de que se considera ilegítimo la intrusión del ejecutivo central. C. Thibaud, *Repúblicas en armas*, p. 103.

y seguridad de las provincias y al reconocimiento que debían prestar éstas a las facultades del ejecutivo de la Unión para reclutar en todo el territorio de la Confederación, esto es, de ejercer su poder sobre los ciudadanos de cada Estado miembro[39], lo que obligó al Congreso a declarar la restitución de las atribuciones federales del primer triunvirato buscando solventar el inconveniente fundamental que tuvieron las provincias para reconocerlo: que éste había ejercido más como poder ejecutivo de Caracas que de las provincias en proceso de confederarse.

Nombrado un nuevo Poder Ejecutivo Federal provisorio, el Congreso acordó que se observase entretanto «la Constitución Federal en el todo», a fin de normar la conducta de los pueblos respecto al supremo poder, entre ellas, que tendría «el mando supremo de las armas de mar y tierra y de las milicias cuando se hallen en servicio de la nación». El recién electo triunvirato recibía el 4 de abril de 1812 los poderes extraordinarios concedidos por la representación nacional por efecto de las secuelas devastadoras del terremoto y la incursión y ocupación de territorios de la provincia de Caracas que habían logrado las tropas del capitán de fragata, Domingo de Monteverde. El pacto federal, sancionado por la Constitución de 1811, permaneció en suspenso. La primera revolución de Caracas no tuvo tiempo de ponerlo en práctica.

Se ha querido mostrar cómo haber llegado a la decisión de la independencia está en directa relación al proceso mismo de tratar de constituir una confederación y cómo la creación de ésta supuso concepciones encontradas para su propia formación.

Podría finalizar señalando primero que la declaratoria de la independencia absoluta fue resultado de un extenso debate teórico-político tenido entre los diputados del Congreso General de 1811-1812 mientras discurrían cómo arreglar un pacto entre provincias para constituirse en una nueva comunidad política. En ese sentido, la independencia absoluta es inseparable del debate sobre el pacto o contrato confederal.

Segundo, que la manera de comprender ese pacto/contrato, la federación-confederación, se desplaza semánticamente entre la idea de confederación y la de la Unión americana como bien lo muestran los distintos razonamientos del primer Constituyente: las mayores resistencias a la aceptación de los alcances «nacionales» del poder ejecutivo de la Confederación-Unión, así como de las facultades del Congreso para dictar leyes fundamentales que uniformaran las bases de gobierno en todas las provincias, provino de aquellos representantes en los que predominó una concepción sobre el pacto entre las provincias más próxima a la noción de una confederación; los menos renuentes a «un centro de autoridad firme y bien constituido» fueron quienes por sus intervenciones, argumentos y razonamientos la proyectan como una «nueva confederación», entendida como un arreglo más cercano al de los angloamericanos del Norte.

[39] Sesión de 11 de febrero de 1812, *Libro de Actas*, t. II, p. 305.

Si la «nueva Confederación», escribía Ustáriz en una larga carta en la cual examinaba la experiencia política de la revolución norteamericana, lograba tener «exclusivamente sobre sí la representación nacional y relaciones extranjeras [...], [y si] *se viese plenamente autorizada para disponer soberanamente, sin necesidad de oír a las Provincias*», imprimiría entonces «*un carácter nacional* a las distintas partes del Estado», y con ello «habremos *imitado el Gobierno federativo de los Estados Unidos del Norte América*» y dejado a un lado lo que consideró necias disputas por soberanías[40].

FUENTES

AUSTRIA, José de, *Bosquejo de la historia militar de Venezuela* [1855], Caracas, Sesquicentenario de la Independencia, Biblioteca de la Academia Nacional de la Historia 1960.

BURLAMAQUI, Jean-Jacques, *Elementos del Derecho Natural, traducidos del latín al francés por Barbeyrac, y al castellano por D. M. B. García Suelto*, Madrid, Imprenta de la Minerva Española, 1820.

«Confederación de Venezuela. Carta del ciudadano Francisco Javier de Ustáriz: Caracas 28 de julio de 1811», *Argos de Nueva Granada*, 5 (9 de diciembre de 1813) y 6 (16 de diciembre de 1813.

«CONFEDERACIÓN proyectada para Venezuela», *Semanario Ministerial del Gobierno de la capital de Santafé en el Nuevo Reyno de Granada*, 23 (18 de julio de 1811).

Congreso Constituyente de Venezuela, 1811-1812, Caracas, Ediciones del Congreso de la República, 1983 (2 vols.), t. I.

Gaceta de Caracas, Caracas, Academia Nacional de la Historia, Biblioteca de la Academia Nacional de la Historia - Bicentenario de Simón Bolívar, 1983, t. I y II (10 vols.).

HAMILTON, Alexander, MADISON, James, JAY, John, *El Federalista*, México, Fondo de Cultura Económica, 2001 (2ª ed. en español).

HEINECCIO, Johann Gottlieb, *Elementos del derecho natural y de gentes de Heineccio, corregidos y reformados por el profesor Don Mariano Lucas Garrido a los que añadió los de la filosofía moral del mismo autor y traducidos al castellano por el bachiller en leyes D. J. A. Ojea*, Madrid, imprenta que fue de Fuentenebro, a cargo de Alejandro Gómez, 1837, t. I.

Libro de Actas del Congreso de Venezuela, 1811-1812, Caracas, Academia Nacional de la Historia, Colección Bicentenario de la Independencia - Asociación Académica del Bicentenario de la Independencia, 2011 (2 vols.).

MONTESQUIEU, *L'esprit des Lois* [1748], ed. Victor GOLDSCHMIDT, Paris, Flammarion, 1979.

[40] «Confederación de Venezuela. Carta del ciudadano Francisco Javier de Ustáriz: Caracas 28 de julio de 1811», pp. 17-19 y pp. 21-22. Los subrayados son de la autora.

Principios del derecho político y civil de los romanos fundados en el derecho natural y de gentes, traducidos del francés por don Plácido María Orodea del ilustre Colegio de Abogados de Valladolid, Madrid, Imprenta de los Herederos de D. Francisco Dávila, junio 1834 (2 vols.), t. I.

PUFENDORF, Samuel, *The whole Duty of Man, according to the Law of Nature*, trad. inglesa de Andrew TOOKE [1691]; ed. e intr. de Ian HUNTER y David SAUNDER, Indiannapolis, Liberty Fund, 2003.

LAS METAMORFOSIS DEL PUEBLO

SUJETOS POLÍTICOS Y SOBERANÍAS EN CHARCAS A TRAVÉS DE LA ACCIÓN SOCIAL (1808-1810)

Marta Irurozqui
Grupo de Estudios Americanos — Centro de Ciencias Humanas y Sociales - CSIC

Entre el 21 de agosto y el 18 de septiembre de 1808 fueron conocidos en Charcas la abdicación de Carlos IV en favor de su hijo Fernando, el cautiverio de la familia real, el ingreso de las tropas napoleónicas en España y la formación de la Junta de Sevilla. Si esta información generó posturas encontradas entre las principales autoridades de la Audiencia que residían en su capital —la ciudad de La Plata o Chuquisaca—, la llegada del delegado de la mencionada junta, José Manuel de Goyeneche, el 11 de noviembre con cartas de Carlota Joaquina de la Casa de Borbón, princesa regente de Portugal, en las que en ausencia de su hermano Fernando VII se ofrecía a gobernar los territorios españoles, desató su enfrentamiento. Mientras los oidores rechazaron la oferta, su presidente, Ramón García de León y Pizarro, y el arzobispo, Benito de María Moxó y Francolí, decidieron escuchar la opción de Carlota[1], llegando a pedir sin éxito apoyo al Cabildo eclesiástico y al Claustro universitario. ¿Cómo la población charqueña fue hecha partícipe de estos acontecimientos?, ¿cuál fue su respuesta a los mismos? y ¿de qué modo reasumió su potestad soberana?

Estas preguntas[2] van a ser afrontadas a partir del análisis de dos tipos de actividades públicas de Antiguo Régimen que, por aclamación popular, pacífica y violenta, redirigieron la tutela provisional de la soberanía del rey a los pueblos o al pueblo: de un lado, las procesiones religiosas a favor del monarca; y, de otro, las protestas del vecindario de La Plata contra el presidente de la Audiencia y a favor de sus oidores. La acción social y popular resultante incidió en cómo la progresiva reasunción de la soberanía por parte de la población fue construida a partir de referentes y parafernalia fidelista que se activaron en clave de conflicto. Aunque los dos actos estuvieron representados por las mismas autoridades americanas —el arzobispo, el presidente, los oidores, el fiscal, el abogado de pobres, los regidores del cabildo secular, etc.—, su diferente entendimiento de la defensa de la soberanía del rey devino en un grave enfrentamiento entre

[1] Sobre la oferta carlotista, se remite al artículo de Marcela Ternavasio en este mismo libro, pp. 261-274.

[2] Proyecto I+D HAR2010-17850, «La institucionalización del Estado en América latina: justicia y violencia. Siglo XIX».

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 213-228.

ellas y entre éstas y las autoridades virreinales que conllevó la movilización política y armada de los charqueños. Mientras las procesiones ocurrieron antes de la formación de la Junta de La Plata el 25 de mayo de 1809, la conmoción popular se inició ese día y sustentó la legalidad y legitimidad gubernativa de ésta. En el primer caso el actor movilizador fue el arzobispo, quien a través de dar a conocer lo ocurrido en Europa quiso comprometer a su feligresía en la defensa de Fernando VII, siendo tal acción recusada por el resto de autoridades debido a que se temía que las posibles respuestas dadas por los charqueños comprometiesen el orden imperante, produciéndose un diferendo entre los poderes religiosos y los civiles. En el segundo caso no hubo apelaciones directas a la movilización de la población, sino que el enfrentamiento entre el presidente de la Audiencia y los oidores acerca del modo de proceder ante la *vacatio regis* derivó en una purga burocrática que ocasionó la intervención popular a favor de los magistrados y la consiguiente explosión de su capacidad soberana, ahondando a su vez el motín del pueblo el cisma entre los poderes reales. La paradoja en ambos escenarios residió en que pese a que todas las autoridades estuvieron de acuerdo en defender una fórmula de soberanía real e indivisa, su desacuerdo en el modo de materializarla propició el futuro triunfo de una soberanía atomizada y popular.

En cuanto a quiénes movilizaron o se movilizaron en las rogativas religiosas y en «la conmoción popular», estuvo implicado todo el pueblo chuquisaqueño. Con este término se designaba, primero, al espacio territorial urbano y sus aledaños de influencia —Chuquisaca o La Plata—, segundo, a las instituciones o cuerpos que estructuraban ese espacio —tribunal, cabildos secular y eclesiástico, universidad, gremios, etc.—; y, tercero, a la población urbana y rural que vivía en él. Ésta era también denominada «pleve», «populado», «populacho», «público», «feligreses», «paysanos» o, más frecuentemente, «vecindario», que se componía por los «vecinos principales» y por «los vecinos de todas las clases», remitiendo la última expresión a «la cholada» y «la indiada». De lo anterior se sobreentiende que la figura pública o sujeto político, encarnación activa del pueblo soberano, fue el avecindado[3]. Se trataba de un concepto de representación política que posibilitaba el tránsito identitario del individuo de súbdito a ciudadano en la medida en que en el Antiguo Régimen el mejor súbdito era el vecino por estar en posesión de la plenitud de su potencial de servicio en la comunidad de pertenencia. Aunque la sujeción al rey predominaba sobre su fidelidad y afecto a ésta, el hecho de que el vecino fuera entendido como un sujeto político colectivo que únicamente podía comprenderse como tal en el seno del cuerpo en el que se inscribía y gracias al ejercicio y disfrute de obligaciones, cargas y derechos en el mismo, restringía el alcance de la relación de sujeción territorial que unía al monarca y a los habitantes del reino por

[3] Sobre el tema, véase T. Herzog, «La vecindad»; F. Morelli, «Entre el Antiguo y el Nuevo Régimen»; J. Dym, «La soberanía de los pueblos»; o S. P. Solano, «Liberalismo, ciudadanía y vecindad en la Nueva Granada (Colombia)». Véase también H. Sabato (coord.), *Ciudadanía política y formación de las naciones.*

su condición de súbditos. A partir de la idea moral de servicio a la comunidad y de los valores de integración, fidelidad y afecto se concretó una imagen de la vecindad de la que se extraen tres atributos desarrollados en el tiempo que hicieron posible que fuese una noción extrapolable de un orden a otro. Primero, se trataba de una categoría supraestamental, que limitaba el vasallaje debido por el súbdito al rey, al hacer al primero autónomo respecto al segundo en tanto sujeto político de una comunidad territorial llamada pueblo. Segundo, era una categoría construida en el espacio local, siendo esa experiencia de administración y responsabilidad de lo local lo que reducía la obediencia vasallática al monarca y tornaba a los sujetos en dueños, primero, de su localidad y luego de «su patria». Y, tercero, ese compromiso con la localidad/patria ayudaba a redefinir las heterogeneidades de los cuerpos sociales del Antiguo Régimen, haciendo compatibles éstas con la homogeneidad implícita como ideal en la comunidad de ciudadanos[4].

Por último, este texto contiene dos objetivos subliminales. El primero es indagar en el proceso de materialización de la soberanía popular a través de la tensión entre los principios de autoridad y de concesión del rey y los principios de reconocimiento y de consentimiento (o ilusión de consentimiento) de la sociedad. Con ello se busca explicar los problemas de legitimidad del poder que discurrieron en paralelo a la construcción de una legalidad constitucional y de un equilibrio de las fuerzas políticas. El segundo consiste en afrontar algunas de las consecuencias que tuvo en la definición del cuerpo político de la futura Bolivia el ejercicio de la violencia. Con ello busca valorar la importancia de su ejercicio en la movilización social, en la resignificación de lo público y en la construcción de la legalidad. Al asumirse la violencia como un recurso disponible por los contendientes en un proceso destinado a frenar, acelerar o precipitar el cambio social o político, en la dinámica de la asunción popular de la soberanía se va a subrayar la impronta de la fuerza dictada por el presidente contra los oidores, primero, y contra la población, más tarde, y la impronta de la fuerza desarrollada por ésta ante un ejercicio de autoridad percibido como desmesurado e ilegítimo. El valor de las acciones de fuerza en lo referente a la transformación política y pública provendrá de la respuesta al autogobierno local desarrollada por las autoridades, las instituciones y la población en un contexto compartido de preservación de la Monarquía y de exacerbación del patriotismo fidelista respecto a ésta.

I. — EL DESPERTAR DEL PUEBLO SOBERANO MEDIANTE LA ORACIÓN A DIOS

En un contexto de debate político acerca de qué hacer con toda la información que procedía de la Península y con las posibles alternativas de regencia, el arzobispo Benito de María Moxó y Francolí opinaba que la colaboración de los

[4] M. Irurozqui, «De cómo el vecino hizo al ciudadano en Charcas».

fieles en la guerra contra Napoleón debía variar según radicasen en la Península o en América. Mientras los primeros tenían que convertirse en soldados, los segundos podían materializar su adhesión a la causa española mediante donativos, rezos y procesiones. De acuerdo con ello, entre septiembre de 1808 y enero de 1809, escribió y predicó tres sermones en defensa de los derechos de Fernando VII al trono de España[5]. Esta actividad en el púlpito, diseñada como arma de formación ideológica de una comunidad acostumbrada a escuchar muchas horas la palabra divina y que acudía al templo buscando entretenimiento, información de noticias u otros beneficios tangenciales al hecho religioso, estuvo acompañada por la organización de procesiones para ganar el apoyo divino contra los invasores franceses. El templo y la calle se tornaban, así, en espacios de adoctrinamiento y conversión políticos en el que el compromiso de los oyentes con la causa del monarca significaba también su acuerdo con las razones y determinaciones del arzobispo, a quien como soldado del reino de Dios en la tierra le correspondía la iniciativa de organizar en Indias la campaña contra los franceses. Dado que Moxó y Francolí era partidario de dar publicidad a los sucesos peninsulares, con sus apelaciones religiosas no sólo buscaba aunar la voluntad de los feligreses a favor del rey cautivo, sino que al lograrlo pretendía también apuntar su poder social y, con él, el peso de la Iglesia en la toma de decisiones y orientaciones políticas de los reinos americanos en una situación de crisis de la Monarquía.

El sermón pronunciado el 12 de octubre de 1808 contenía una exhaustiva descripción de la rogativa por el rey cautivo y por la patria «oprimida y amenazada» que se celebraría ese mismo día. A ésta, los «amados hijos» de los sermones acudirían en calidad de «paysanos míos» lo que implicaba que en la percepción del arzobispo su auditorio experimentaba una mutación que también le afectaba en la medida en que de Padre se trasmutaba en uno más de los feligreses. Ese cambio identitario hacía de la procesión un acto de humildad por el que todos los hijos de Dios se unían e igualaban en un único cuerpo para «implorar a la divina misericordia» el fin de los males que les afligían. Si bien esta demostración pública de piedad debía de estar dirigida por el prelado en calidad de «pastor del rebaño», ya no era el intermediario de Dios en la tierra

[5] Los tres pertenecen al género gratulatorio y apologético y fueron concebidos como textos que debían ser impresos y leídos en otros púlpitos para aumentar la difusión del mensaje. Archivo General de Indias (en adelante AGI), Audiencia Charcas 729, Expedientes eclesiásticos 1702-1825, Benito María de Moxo y de Francoli, Discurso que pronunció el Illmo. Señor Doctor Don Benito María de Moxó y Francoli, Arzobispo de La Plata, el 27 de septiembre de 1808 con motivo de la solemne acción de gracias que celebraba aquella Santa Iglesia Metropolitana por la exaltación del señor D. Fernando VII al trono de España y sus Indias; AGI, Audiencia Charcas 729, Expedientes eclesiásticos 1702-1825, Omilia que pronunció el Ylustrísimo Señor Doctor Don Benito María de Moxo y de Francoli, Arzobispo de La Plata, el dia 12 de octubre de 1808; AGI, Audiencia Charcas 729, Expedientes eclesiásticos 1702-1825, Omilia que pronunció el Illmo. Señor Doctor Don Benito María de Moxo y de Francoli Arzobispo de La Plata el 9 de enero de 1809, así que los Xefes y Cuerpos y el venerable Clero Secular hubieron prestado en sus manos el solemnísimo juramento de obedecer a la Suprema Junta Central gubernativa de España y las Indias. M. Irurozqui, «El sueño del ciudadano».

sino un creyente más y como tal hacía gala de «la inmensa fuerza de las lágrimas, de los gemidos y de la oración» por estar convencido de que el triunfo contra los franceses dependía de la voluntad del Señor y de que ésta se inclinaría a favor de la «Patria española» mediante actos de piedad y penitencia[6].

Dispuestos a ganarse el favor del cielo y a salvar al «Príncipe amado y querido de sus vasallos», los «paysanos» desfilaron por las calles de La Plata. La procesión estuvo encabezada por el arzobispo, siendo precedido por sus seminaristas que llevaban en andas la imagen de la Virgen a quien, como «numen tutelar de nuestra Monarquía y [protectora] con igual amor y desvelo de españoles y americanos», le pedían la mediación en favor de «la independencia de la patria». Junto a la imagen sagrada, también portado por los seminaristas, figuraba un retrato del «ínclito Rey San Fernando» por su amor mariano y por ser el protector de las armas peninsulares. Detrás de los religiosos se situaban los feligreses a los que el sacerdote había exigido acudir al acto de «modo respetuoso y humilde» y siguiendo el ejemplo de la procesión de Zaragoza. Aunque asistieron sin ceniza en la cabeza, la mayoría lo hizo vestidos de negro y su fervor se expresó en «llantos, tristes gemidos y oraciones». En opinión del arzobispo, estas manifestaciones eran básicas porque la procesión era una oportunidad en la que los fieles, a la vez que exponían públicamente sus pecados, tenían la ocasión de olvidar las ofensas compartiendo un mismo espacio con sus rivales y entablando con ellos vínculos de caridad y futura cooperación[7].

De la naturaleza y del desarrollo de los actos religiosos del 12 de octubre se desprenden tres consecuencias. Primera, su objetivo de aplacar a la divinidad y obtener su auxilio, por un lado, incidía en el hecho de que la invasión francesa de la Península era un castigo inmerecido que requería un inmediato cambio de rumbo; por otro, mostraban que por muy justa, obligatoria y preceptiva que fuese una guerra de liberación no debía olvidarse que el triunfo dependía del Señor. En consecuencia, se reconfirmaba el papel de los religiosos como intermediarios entre Dios y el rey y, por tanto, la centralidad de su opinión en la gestión de la crisis. Ello abría un espacio de disenso entre las autoridades civiles y religiosas obligadas a pugnar por la hegemonía del mandato en Indias. Segunda, la procesión no sólo constituía un acto de contrición pública, sino también uno de unidad del cuerpo político a ser gestionado por Dios. Pero esa unión no mostraba voluntades autónomas aunadas bajo una razón patriótica, sino una consolidación corporativa definida por un acto de vasallaje a Dios y al rey. En este sentido, la rogativa no era un escenario encaminado a la presentación o al desarrollo de sujetos públicos y políticos autónomos, sino a la preservación de un determinado orden en el que el desfile colectivo no dejaba lugar para las individualidades porque todos eran hijos de Dios en penitencia. Y, tercera, pese a ello y a que la procesión era un acto de contrición que incidía en la fuerza de una visión sacralizada de la vida, los fieles y los

[6] Omilia que pronunció el Arzobispo de La Plata el dia 12 de octubre de 1808, f°s 1-22.

[7] Omilia que pronunció el Arzobispo de La Plata el dia 12 de octubre de 1808, f°s 23-34.

paisanos no dejaban por ello de constituir la fuerza del pueblo organizada a favor del monarca, confiriendo a la necesidad imperiosa de dicha acción un poder potencial a éste en tanto cuerpo soberano que reconocía el origen de la autoridad y a los destinatarios de la misma. En suma, los organizadores de las rogativas, por un lado, se apropiaron del reconocimiento comunitario de liderazgo natural que el auditorio daba a sus actuaciones individuales para convertirse en pedagogos de un orden en crisis o de uno nuevo; y, por otro, merced a ese papel, tuvieron en sus espacios de actuación pública la capacidad de generar cambios identitarios en los oyentes en función de sus expectativas de cambio individual y de su bagaje social y cultural. En un contexto de crisis de autoridad y de crisis de representación, ello posibilitó una reasunción provisional de la soberanía por parte del pueblo bendecida por la divinidad y sus apoderados.

Aunque fue importante la movilización social expresada en la rogativa del 12 de octubre y de las otras que la precedieron, su valor en términos de la reasunción del pueblo de su soberanía residió no tanto en el acto en sí mismo, sino en su publicidad y en las discusiones que originó la decisión y el acto de movilizar a los fieles, siendo interpretados por las autoridades civiles como una amenaza a ese mismo orden que la dinámica procesional debía conservar. En general, la eficacia de un desfile religioso radicaba en una escenografía piadosa de conductas reiteradas y en la inclusión jerarquizada de todos los habitantes de la villa en el acto, ya que éste se entendía públicamente como una manifestación de perdón y, por tanto, poseía un carácter integrador. En opinión de los oidores, esta unidad de fieles estaba en peligro debido a que la solicitud al cielo de ayuda contra los franceses hacía evidente que en España no había rey. Esto es, la procesión resultaba aventurada no por ella misma, sino por el mensaje con el que agrupaba a los nazarenos y que mostraba a las «Yndias huérfanas» del depositario de su soberanía. La correspondencia entre el arzobispo y el intendente de Potosí, Francisco de Paula Sanz, sobre la necesidad de suspender las rogativas públicas, mostraba el riesgo que éstas podían suponer para la subordinación de los pueblos. Según Sanz, el situadista de Conducciones de Caudales que había llegado a Potosí con las Cajas le había informado que, conocida en Oruro la noticia de que las «autoridades y cuerpos seculares y seglares» habían acompañado el acto de «coronación, jura y fidelidad al monarca» con la novedad de que éste faltaba de sus dominios, los indios habían comenzado a decir que, como ya no tenían rey, no tenían a quien pagar el tributo. Esto mismo sucedía en el partido de Porco y en el pueblo de Yura, donde el curaca merced a un «tumulto de trescientos» comunarios había expulsado a las autoridades reales. Ante esta situación, el intendente pedía la suspensión «en pueblos de tanta indiada» de toda demostración pública que les informase de los graves sucesos peninsulares. Sin embargo, Moxó se mostró contrario a creer que la no publicidad de lo sucedido a Fernando VII impidiese rebeliones y levantamientos de indios, ya que, como estaban presentes en todas las actividades del lugar, resultaba inútil ocultarles nada y más un acontecimiento que había «consternado a toda la nación» y al que se daba publicidad con proclamas y panfletos por las vías de Lima y

Buenos Aires. Además, a los indios se les hacía una injusticia al juzgar que no amaran al monarca y «espiasen el momento favorable para sacudir su suave yugo», porque si bien es cierto que su venganza

> contra los pequeños déspotas de los partidos no reconoce límites, tampoco los reconoce su respeto hacia el soberano, que aman y veneran como padre y protector de todos sus pueblos y a quien suponen ignorante de aquellos excesos y desórdenes.

Por tanto, ya que los indios aborrecían la tiranía y amaban un gobierno moderado y legítimo, sus clamores debían formar parte de las rogativas como expresión de la guerra contra Bonaparte[8].

El alegato de la protección religiosa sobre el indio revelaba dos potenciales problemas de orden: de un lado, el cuestionamiento de la capacidad gobernadora de las autoridades existentes; de otro, la ruptura de la subordinación de los pueblos. Con indiferencia de cómo y por qué ello se contuvo y por cuánto tiempo, la apelación al pueblo resaltaba que se le reconocía central en la conservación de la soberanía real, pero no tanto no en la retroversión a él de ésta. Esa operación tuvo que esperar a la noche del 25 de mayo de 1809.

II. — EL DESPERTAR DEL PUEBLO SOBERANO A PARTIR DE LA IRA CONTRA EL ABUSO DE AUTORIDAD

Como ya se ha señalado, mientras los oidores en colaboración del Cabildo eclesiástico y del Claustro universitario rechazaron la oferta portuguesa mediante el escrito del Acta de la Real Universidad o de los Doctores, el presidente de la Audiencia, Ramón García de León y Pizarro, y el arzobispo, Benito de María Moxó y Francolí, decidieron ser más receptivos con la opción de la princesa. Tras la testadura del Acta por manos de Pizarro y por orden del virrey Liniers, aumentaron los recelos y hostilidades entre un bando y otro, haciéndose más expansiva la campaña de rumores y pasquines en la que a los oidores se les culpaba de conspirar en contra del presidente para deponerle, mientras que a éste, al virrey y al arzobispo, además de acusarles de un proyecto de traición y de infidelidad a la Monarquía por desear la entrega de Charcas a una nación que tradicionalmente la amenazaba con sus incursiones territoriales, también se les adjudicaba la autoría de una lista de proscripción para privar a los magistrados de su empleo y jurisdicción. De hecho, la decisión de Pizarro de arrestarles por su presunta insubordinación tuvo como resultado una movilización popular bajo el grito de «¡Viva Fernando!» que

[8] Consulta del Señor Intendente de Potosí, Francisco de Paula Sanz, a Benito María de Moxó y Francolí sobre si era o no conforme con la mejor política suspender las rogativas públicas que el Arzobispo de la Plata había mandado se hiciesen en aquella Villa, Potosí, 29 de octubre de 1808, AGI, Audiencia de Charcas 729, Expedientes eclesiásticos 1702-1825, f°s 1-4; Contestación de Benito María de Moxó y Francolí a Francisco de Paula Sanz, Gobernador Intendente de Potosí, La Plata 28 de noviembre de 1808, AGI, Audiencia de Charcas 729, Expedientes eclesiásticos 1702-1825, f°s 5-7.

dio lugar a una junta semejante a las formadas en España[9]. De este proceso se va a incidir en dos acontecimientos: la prisión de Pizarro, acusado de desafección a la patria, y la sanción popular de la actividad juntista de la Audiencia. Ambos sucesos se han reconstruido a partir de los oficios intercambiados entre los meses de mayo y septiembre por los virreyes de Buenos Aires, Santiago de Liniers e Hidalgo de Cisneros, el gobernador intendente de Potosí, Francisco Paula Sanz, y sus subordinados y las diversas autoridades de La Plata.

El 25 de mayo a las siete de la tarde se inició un movimiento popular destinado a evitar cualquier acto que atentara contra los «oidores, regidores, sudanés y otros» bajo el argumento de que «nos hacen traición» y buscando castigar a aquellos que «se habían distinguido en manifestar la honrosa oposición a los intentos de la Corte del Brasil» de anexarse Charcas. Su origen estaba en la orden dada por el presidente de prender al fiscal López de Andreu, a los oidores Usoz y Ballesteros, al regidor Aníbarro y a los dos hermanos Zudáñez bajo la acusación de conspirar para deponer al presidente. Detenido únicamente el abogado de pobres, Jaime Zudáñez, «la ira del pueblo» se desató contra el presidente por considerar impropia no sólo esta detención, sino también la dictada contra otros magistrados. Si bien la situación del primero se resolvió después de que la multitud conminara al arzobispo a intervenir a favor del abogado y que éste lo sacase de la casa de la presidencia donde lo habían llevado detenido, el levantamiento popular no sólo no cesó, sino que aumentó en número y enojo bajo el grito de que no cederían en su empeño de localizar a todos los magistrados pues eran «los protectores de la patria y de la fidelidad de nuestro amado rey».

Todos fueron localizados a excepción del fiscal. Como no daban con él, la muchedumbre se dirigió a la prisión. Antes de que llegara allí, el subdelegado de Yamparáez, Antonio Álvarez de Arenales, en coordinación con los miembros de la Audiencia se reunieron con Pizarro en la casa de la presidencia. Aunque éste dijo desconocer el paradero del fiscal, el pueblo no le creyó y pidió al tribunal que entregase a Pizarro por «traidor al rey y a la patria». A fin de evitarlo se le propuso que atendiese las demandas del vecindario, dejara de dispararle por las ventanas y le entregase «la artillería y fusilería depositadas en la Sala de Armas, situada en la misma casa de la presidencia», para su custodia en el patio del Cabildo. Aunque en un inicio Pizarro aceptó, más tarde, irritado por los continuos insultos que recibía y temeroso de la acción popular, ordenó a sus soldados que disparasen a quienes exigían el armamento «respondiendo con bocas de fuego y granadas y tono insultante a la dulce expresión de viva Fernando VII». Ante un resultado de «muerte y heridas de muchos», la población vio en su «jefe a un enemigo declarado» e hizo uso de los pocos cañones que se habían entregado para resistir el «abuso de las armas del rey» bajo el grito de «traición, traición». A fin de evitar la ejecución popular de Pizarro y de que cesase «el pueblo de ser sacrificado»,

[9] Sobre el tema véanse F. de Abascal y Sousa, *Memoria de gobierno*; E. Just Lleó, *Comienzo de la independencia*; J. L Roca, *1809. La revolución de la Audiencia de Charcas*, pp. 20 y 149; J. L Roca, *Ni con Lima ni con Buenos Aires*; M. Irurozqui, «Del "Acta de los Doctores" al "Plan de Gobierno"», pp. 207-208; M. L. Soux, *El complejo proceso hacia la independencia de Charcas.*

el tribunal forzó su dimisión y entregó a Álvarez de Arenales el mando de las armas que aceptó «en obsequio de la causa pública». Con tal autoridad se dedicó a persuadir al pueblo que se aquietase, permitiéndole velar en las calles para prevenir cualquier intento violento por parte de Pizarro y de sus aliados. Lograda la reducción de los «tumultuarios movimientos», se produjo la rendición de Pizarro y su prisión en la Universidad, siendo ello comunicado por el tribunal al pueblo por medio de un bando. Las acciones de los magistrados fueron sancionadas públicamente con la entrega al vecindario del retrato del rey, que fue llevado entre música y banderas hasta el Cabildo y colocado «en alto al frente de la plaza con doncel y colgaduras», mientras que el de Pizarro lo acomodaron «en unos palos que en figura de horca habían fijado en la plaza»[10].

El delito del que el vecindario acusaba al presidente era «desafección y traición a la patria». Ello consistía en: primero, la realización de gestiones secretas, referentes a hacer una «lista de proscripción por traidores», con todos aquellos que se oponían a la entrega de «estas provincias a una dominación extraña»; segundo, el irrespeto a las potestades de los magistrados y el ultraje a los mismos al tratarlos de facinerosos; tercero, la ruptura del sosiego público tanto con la lista de proscripciones y las consiguientes detenciones, como con la petición al intendente de ayuda armada contra la población; y, cuarto, el abuso ilegítimo e injustificable de autoridad, demostrado en el empleo de las armas contra la población, cuando ésta había reaccionado en defensa de las víctimas de tal lista. Ese uso de la fuerza por parte del presidente, que con «injusticia y traición había hecho matar a los vasallos del rey», se interpretaba como una prueba más de que el bienestar de los charqueños era «un problema secundario en la política de las autoridades superiores americanas». Los argumentos eran dos. Por un lado, al presidente parecía importarle más «conservar un mando que no puede desempeñar que conservar a la nación y al rey una honrada y estimable población»; por otro, al querer entregar el territorio «inicuamente a una dominación extranjera» demostraba no importarle el abandono del mismo yendo con ello en contra de su obligación, como «depositario de la seguridad pública», de velar por los intereses de Charcas. Por todo ello, debía quedar él y el resto de autoridades que le secundaban desautorizadas a ejercer el mando, debiendo residir el mismo en aquéllos que sí velaban por las necesidades y bienestar del territorio charqueño o patria charqueña[11], cuyos intereses se entendían como una síntesis de los intereses territoriales de España.

[10] Informe del subdelegado de Yamparaez, Álvarez de Arenales, La Plata, 30 de junio de 1809, Archivo Histórico Nacional (en adelante AHN), Consejos, leg. 21342, 3, fº 118; *Vista del oidor fiscal D. Pedro Vicente Cañete sobre el origen y trascendencia de la conmoción del 25 de mayo de 1809*, en C. Ponce Sanginés y R. A. García (comp.), *Documentos para la historia de la revolución de 1809.*

[11] Hablar de «patria charqueña» no significaba que el territorio de Charcas coincidiera con y se pensase como un Estado «protonacional» que los héroes de 1809 sacaron a la luz. Los conflictos jurisdiccionales y de autoridad manifestados por las instituciones y los diferentes cuerpos charqueños, frente a la sede virreinal o entre las diversas instancias institucionales de Charcas, se inscribían en una comprensión del orden social a partir de las dignidades particulares de cada cuerpo (estamento, ciudad o provincia).

Como resultado de la protesta popular se asentaron dos fenómenos. De una parte, el poder soberano del pueblo demostrado tanto en su arbitraje de la pugna institucional ente el presidente y los oidores, como en su capacidad de confirmar el poder gubernamental de los oidores. De otra, la tutela de la soberanía del rey en manos del tribunal, ya que éste fue reconocido por el vecindario como el representante único del rey pero no por decisión o delegación del monarca, sino por refrendo popular. El tribunal alcanzaba la legitimidad para gobernar en ausencia de Fernando VII porque había evitado los males de una insurrección, gracias al logro de la rendición de Pizarro y su posterior arresto en la Universidad, y porque había protegido con ello los intereses territoriales y corporativos de Charcas. Esos actos se interpretaron como una prueba de la obediencia institucional del tribunal a las demandas del pueblo contra el presidente, pudiendo quedar confirmada su potestad y reasumido el mando gracias a dar respuesta a la amenaza de traición y de tiranía que suponían las acciones de Pizarro. En contrapartida, el tribunal concedió a la plebe gratificaciones monetarias y pecuniarias, con lo que también buscaba que éste se implicase a través de las milicias en la conservación del sosiego público. Ello generó un compromiso entre las instituciones y el pueblo en el proceso de defensa de las potestades del monarca ausente[12]. La multitud congregada la tarde y noche del día 25 de mayo llegó a sumar un total de cinco mil hombres que aumentó con la llamada a la ciudad a los pobladores «capaces de ser armados» de las localidades de su jurisdicción como, por ejemplo, el pueblo de Yotala, para que formaran parte de las milicias y del abastecimiento del lugar[13].

La noche del día 25 de mayo, el pueblo volvió a temer por el sosiego público y por su vida una vez que se extendió el rumor referente a que la tropa del intendente de Potosí iba a entrar en La Plata «a viva fuerza y de que Potosí estaba en la idea de declarar una positiva guerra a Chuquisaca» por tener el intendente órdenes del presidente para hacerlo. Sin embargo, la conducta del intendente desmintió tales miedos e hizo innecesaria la fortificación de la ciudad con la colocación de cañones a la entrada de la misma y el armado de la población. En respuesta a la urgente demanda de auxilio de Pizarro, Sanz se había dirigido a La Plata con un ejército de cincuenta hombres. En el camino se encontró con religiosos fugados de la ciudad —el arzobispo y dos clérigos—, quienes le informaron de la conmoción popular. Pese a la situación, el intendente no tenía por objetivo atacar a la ciudad, sino entrar en la misma para mediar entre el presidente y los magistrados y «evitar lo más que pueda la necesidad de providencias

[12] «Acuerdo de la Audiencia en la que se hace constar la reasunción del mando de Chuquisaca», La Plata, 25 de mayo de 1809. AHN, Consejos, leg. 21348, p. 8, fº 2vº; Oficio del oidor Vázquez Ballesteros al Presidente Pizarro comunicándole la reasunción del mando por la audiencia, La Plata, 26 de mayo de 1809, AHN, Consejos, leg. 21342, 5, fº 447; Oficio del intendente de Potosí al virrey Liniers, Potosí, 26 de mayo de 1809, AHN, Consejos, leg. 21391, 22, fº 8.

[13] Informe del subdelegado de Yamparaez, Álvarez de Arenales, La Plata, 30 de junio de 1809, AHN, Consejos, leg. 21342, 3, f. 118; Oficio del intendente de Potosí al virrey Liniers. Potosí, 26 de mayo de 1809, AHN, Consejos, leg. 21391, 22, fº 8.

estrepitosas»[14]. Esta actitud cautelosa, además de revelar el reconocimiento de las potestades del tribunal y, por tanto, de la cadena de mando en la Audiencia de Charcas, también incidía en el interés de Sanz de conservar el sosiego público o paz social. De ahí que acatase la real provisión recibida por los oidores, una vez que habían reasumido el mando militar y político de Charcas, por la que se le ordenaba la retirada del ejército bajo multa de «quinientos pesos por incumplimiento»[15]. Ello le permitió entrar en la ciudad. Una vez allí, con el objetivo fundamental de no «alarmar al vecindario», por un lado, dio explicaciones sobre su llegada a «los señores ministros de este tribunal, individuos del ilustre ayuntamiento y otras diferentes personas de distinción de este pueblo», y, por otro, escuchó las razones de la actuación de éstos contra Pizarro.

El riesgo de «una guerra civil» se desvaneció en la medida en que el intendente reconocía primero, públicamente, y, más tarde, mediante un oficio al virrey, la potestad de la Audiencia y el poder popular que la sustentaba:

> los efectos de ahora parece han acreditado lo justo de mis reflexiones y la unión de todo aquel cuerpo con los cuatro principales cuerpos, tribunal, cabildo y universidad componiéndose como se componen la parte principal y media de aquella ciudad de miembros y dependientes de ellos, y por consiguiente, adherir a éstos la plebe restante que en las circunstancias ha acreditado incontestablemente el mayor amor y veneración a los Sres. Ministros de aquella Audiencia únicos que en las actuales circunstancias han podido ahogar un incendio cuya voracidad llego al extremo de parecer inextinguible[16].

Tras una conferencia de cuatro horas con los oidores, el intendente accedió a quedarse en la ciudad hasta el día siguiente para asistir a la procesión del Corpus. Con ello consiguió que «el pueblo» quedase convencido de su «unión y conformidad de ideas» con el tribunal, siendo redoblados los vítores populares «al rey y a la concordia entre Potosí y Chuquisaca». Aunque Sanz no consiguió la libertad de Pizarro, sí logró mantener «el sosiego público». Y éste significaba ante todo el mantenimiento de la unidad territorial charqueña, expresada en «el desarrollo de buenas relaciones entre Potosí y Chuquisaca», para evitar «catástrofes las más lastimosas y del mayor escándalo en el centro del Reino»[17]. Es decir, ante un dilema de jerarquización de la autoridad en un contexto de crisis monárquica, el intendente y el tribunal coincidían en primar los intereses locales y, por tanto, reforzar el hermanamiento territorial frente a agresiones exterio-

[14] Oficio del intendente de Potosí al virrey Liniers, Potosí, 26 de mayo de 1809, AHN, Consejos, leg. 21391, 22, fº 8.

[15] Auto de la Audiencia, AHN, Consejos, leg. 21391, 92, fº 1.

[16] Oficio del intendente de Potosi al virrey, Potosí, 11 de junio de 1809, AHN, Consejos, leg. 21391, 23, fº 1.

[17] Informe de la Audiencia de Charcas al virrey Liniers, La Plata, 2 de junio de 1809, AHN, Consejos, leg. 21392, 83 fº 100vº; Oficio del intendente de Potosí al oidor Vázquez de Ballesteros, La Plata, 30 de mayo de 1809, AHN, Consejos, leg. 21391, 22, fº 13.

res. Pero dicha concordia territorial implicaba también el reconocimiento por parte del intendente de la potestad que el tribunal podía ejercer sobre él; lo que quedó posteriormente expresado en considerar «traidores del rey y de la patria» a todos los que atentasen contra sus dictámenes[18], ya que como señaló en numerosas ocasiones el fiscal de la Audiencia a los cabildos de Oruro y de La Paz, sólo debían ser obedecidas «las órdenes legítimas del superior gobierno actual y las de esta Real Audiencia a quien las leyes y el excelentísimo Sr. virrey le tienen comunicado el mando inmediato de estas provincias»[19]. Durante el proceso de negociación entre las autoridades de La Plata y Potosí, el interlocutor intermediario entre el pueblo, el tribunal y el intendente fue el Cabildo secular[20], siendo ello indicativo de la legitimidad popular poseída por esta institución para en un futuro muy cercano verse reconocida como receptora provisional de la soberanía del rey en ausencia de entidades con mayor posibilidad legal de hacerlo.

La sanción popular de la Junta de La Plata supuso que el pueblo retomaba la soberanía y se la entregaba interinamente a la Audiencia. Sin embargo, este tránsito tutelar de la soberanía no fue aceptado por las autoridades virreinales como lo muestra el castigo recibido por los magistrados[21]. Para justificarlo se adujo que éstos: primero, habían dejado que sus intereses corporativos primasen sobre la obediencia a un orden jerárquico superior representado por las cabeceras virreinales; segundo, habían obrado con susceptibilidad en la defensa de las potestades anexas a sus cargos por creer «atropellada su autoridad» por poderes superiores; tercero, en virtud de tales pruritos institucionales no sólo habían revocado y contravenido los dictados del virrey «sin tener la menor facultad» para hacerlo, sino que habían hecho «alarde de desobedecerlas y de manifes-

[18] *Autos y vistos de la Audiencia de Charcas*, La Plata, 9 de agosto de 1809, en C. Ponce Sanginés (comp.), *Documentos del Archivo del conde de Guaqui*, t. IV, segunda parte, pp. 458-459, n. 2.

[19] Vista del fiscal López de Andreu solicitando de la Audiencia una segunda Real Provisión contra el Intendente de Potosí, La Plata, 24 de agosto de 1809, AHN, Consejos, leg. 21391, 22, fº 81vº.

[20] Informe del subdelegado de Yamparaez, Álvarez de Arenales, La Plata, 30 de junio de 1809, AHN, Consejos, leg. 21342, 3, fº 118; Oficio del intendente de Potosí al virrey Liniers, Potosí, 26 de mayo de 1809, AHN, Consejos, leg. 21391, 22, fº 8.

[21] Fueron encarcelados Manuel y Jaime Zudáñez, Bernardo Monteagudo, N. Amaya, Joaquín Lemoine, D. N. Corcuera, Juan Antonio Fernández, los oidores Domingo Anivarro y Ángel Gutiérrez, el asesor Vicente Romano y el escribano de la Cámara de la Audiencia, Ángel Mariano Torres. Se ordenó al coronel Juan Antonio Álvarez de Arenales que se presentase en la capital de Virreinato para ser allí juzgado, siendo destituidos de sus cargos el fiscal Miguel López Andreu y los oidores José Agustín de Usoz y José Vázquez Ballesteros y destinados, respectivamente, a las ciudades de Salta, Córdova y Cuzco. En ejercicio quedaron el conde de San Xavier y José Félix de Cantoblanco, aunque sus puestos de autoridad en el tribunal fueron ocupados de manera interina por Lorenzo Fernández de Córdova, relator jubilado, y por Antonio Caspe y Rodríguez, fiscal del crimen (*Oficio del Presidente Nieto al virrey Hidalgo de Cisneros dándole cuenta de la toma de posesión de la Presidencia de Charcas*, La Plata, 10 de enero de 1810, reproducido en E. Just Lleó, *Comienzo de la independencia*, pp. 828-830). Fernando VII expidió una real orden el 27 de junio de 1820 en la que reconocía que los procedimientos de los miembros de la Junta de La Plata habían sido dictados por la lealtad más acendrada «y el más recomendable celo en defensa de los derechos de S. M. y de la integridad de la nación», estableciendo que se diese satisfacción a los magistrados castigados. «Real orden», *El Triunfo de la Nación*, Lima, 16 de febrero de 1821.

tar, siendo subordinada, una superioridad» de la que carecían; y, cuarto, habían defendido a través de la formación de una junta el espacio local charqueño sin tener en cuenta al respecto las posibles decisiones virreinales. En consecuencia, las condenas estaban dirigidas a disciplinarles en su calidad de funcionarios reales y a hacerles comprender un nuevo orden de autoridad dictado por las cabeceras virreinales ante la emergencia peninsular. Y en términos de control del territorio, en un momento de crisis de la Monarquía, esto resultaba especialmente peligroso porque el sistema legal español permitía un disfrute compartido de competencias de poder y, por tanto, una posible atomización del mismo que derivase en la ruptura de la misma. Pero, sobre todo, debían ser escarmentados con la perdida de sus cargos y de la preeminencia social asociada a ellos, porque con su conducta indisciplinada habían dado ejemplo de insubordinación en las instituciones y entre la población. Al no «tener por las leyes la indispensable y forzosa obligación de guardar y hacer guardar y cumplir las providencias de este Superior Gobierno» habían «conmovido al pueblo» y alentado, así, la rebelión popular. Asimismo se habían amparado en «la irritación del populado» para cuestionar la legalidad y legitimidad de los dictámenes virreinales. Ante ello, no les quedaba a éstos otra opción que restablecer mediante sentencia el diseño de la jerarquía de mandos, y clarificar quién ostentaba el poder último en suelo americano. Si en anteriores ocasiones Cisneros y su antecesor Liniers habían tolerado «por el mejor servicio y tranquilidad del reino, atentados y desacatos que en otra época exigirían el más terrible escarmiento», la situación peninsular impedía al primero hacerlo ahora. Debía regir la «obediencia a las legítimas autoridades, la conservación del decoro y respetos debidos a la alta dignidad de este superior gobierno», de manera que lo que tenían que practicar «todos los tribunales y jefes de estos dominios» era cumplir puntualmente las ordenes emanadas del lugar teniente de su majestad e inmediato representante de su soberana autoridad»[22].

Este proceso muestra que de las dos concepciones de soberanía compatibles entre sí («unitaria» presuponía que en toda unidad política debía existir un poder último, indiviso y singular, con mayor autoridad legal que cualquier otro poder y «dispersa» estaba referida a que los derechos naturales del pueblo y de los pueblos al autogobierno podían volver a y repartirse entre ellos en caso de receso del soberano legítimo) el pueblo apostó en un inicio por la primera encarnada en la Audiencia en tanto órgano delegativo del rey. Sin embargo, el papel que jugó el Cabildo secular a lo largo del conflicto, como intermediario entre la población y las autoridades —oidores e intendente— y como negociador del bienestar de la primera, muestra que la aceptación de la Audiencia como órgano único tutelar de la soberanía del rey no implicaba una renuncia al origen popular de la soberanía. De hecho fue el pueblo charqueño el que reconoció y dotó de legitimidad, mediante un acto público, a esta institución como la encargada de tutelar provisionalmente la soberanía en ausencia del rey. Asimismo,

[22] Oficio de Liniers a la Audiencia, Buenos Aires, 10 de junio de 1809, AHN, Consejos, leg. 21391, 17, fº 11vº.

tal potestad de entrega a la Audiencia de la soberanía real actualizaba la tradición hispánica relativa a que, cuando las autoridades nombradas por el monarca incumplieran su tarea y violaran el pacto social al que estaban comprometidos a respetar, los pueblos reasumirían transitoriamente su soberanía, harían uso de sus originarios derechos y opondrían su poderosa voluntad a las criminales miras de los traidores al rey. Esta temporal reasunción de la soberanía implicaba no sólo dotarse de órganos propios de gobierno —una junta gubernativa—, sino también asentar una concepción de soberanía no abstracta, sino físicamente distribuida entre los cuerpos territoriales (que será la finalmente defendida por la Constitución de Cádiz). Ello suponía que la distinción entre la titularidad y el ejercicio de la soberanía presente en el sistema representativo y base del Estado de derecho actual no se acataba en ese momento. Los pueblos se sentían titulares originarios de la soberanía y por lo tanto autorizados en todo momento a ejercerla reapropiándosela. Consecuencia de ello para la etapa republicana fue una modalidad democrática no limitada al voto, que no cedía a los partidos la total intermediación en la sociedad y el Estado y que reconocía el recurso del pueblo a la revolución en caso de violación del texto constitucional. En este último caso los sublevados se asumían la mayoría del país y como tal apelaban al derecho de resistencia del pueblo frente al despotismo para restaurar por la fuerza un orden legal pervertido por el abuso de autoridad. Como la soberanía residía en la nación inalienable e imprescriptible y su ejercicio era delegado a los poderes públicos, ésta, en tanto pueblo, podía volverlos a asumir extraordinariamente y constituirlos de nuevo a través del derecho de revolución y de la formación de asambleas constituyentes, inmediatamente reunidas después del triunfo. De esa manera, mediante un ejercicio de la ciudadanía armada, la mayoría electoral podía deslindarse de su voto a través de un hecho revolucionario legítimo y abrir un nuevo proceso electivo.

A modo de conclusión, se han analizado el proceso de asunción, primero temporal y más tarde definitiva, por parte de los pueblos y del pueblo de la Audiencia de Charcas, de su capacidad soberana. Ello ha comportado organizar el texto a partir de interrogantes sobre cómo y en qué escenarios el pueblo charqueño comenzó a aceptar, incorporar e interiorizar su conversión en una comunidad de ciudadanos. En consecuencia se ha abordado su establecimiento a partir de aquellos actos públicos que permitieron a la población hacerse consciente de su poder social y a proyectarlo políticamente, pero que no ocasionaron su movilización a partir de apelaciones a una ciudadanía todavía no formalizada bajo los códigos representativos que conllevará la Constitución de 1812. Por esta razón no se ha hecho mención a las elecciones o a los experimentos constitucionales rioplatenses y gaditanos, sino a aquellos actos que obligaban a la población a asumir transitoriamente su potencial soberano en el momento de la acefalía real. En consecuencia, el primer acápite se ha centrado en las rogativas religiosas, mientras que el segundo lo ha hecho en las protestas a favor de la potestad gubernamental de los oidores. Los contenidos presentes en ambos apartados han incidido en primar las acciones participativas en la asimilación

local de la soberanía, subrayando su potencial como generadoras de representación. Las procesiones contribuyeron a crear nuevos compromisos patrióticos que potenciaron una identidad territorial charqueña en términos de patria local no contraria a la concepción mayor de la monarquía hispánica. Por su parte, las conmociones populares ayudaron a resolver las crisis de autoridad y representación provenientes de la *vacatio regis* y la *vacatio legis* a través de la asunción por el pueblo de su soberanía y de su entrega en depósito a la Audiencia.

FUENTES

Abascal y Sousa, Fernando de, *Memoria de gobierno*, eds. Vicente Casado y José Antonio Calderón Quijano, Sevilla, EEHA, 1944.

Omilia que pronunció el Ylustrísimo Señor Doctor Don Benito María de Moxo y de Francoli, Arzobispo de La Plata, el dia 12 de octubre de 1808, Archivo General de Indias, Audiencia Charcas 729, Expedientes eclesiásticos 1702-1825 (citado Omilia que pronunció el Arzobispo de La Plata el dia 12 de octubre de 1808).

Ponce Sanginés, Carlos, (comp.), *Documentos del Archivo del conde de Guaqui*, en Carlos Ponce Sanginés y Raúl Alfonso García (comp.), *Documentos para la historia de la revolución de 1809,* La Paz, Alcaldía Municipal, Biblioteca Paceña, 1954, t. IV.

Ponce Sanginés, Carlos, García, Raúl Alfonso, (comp.), *Documentos para la historia de la revolución de 1809,* La Paz, Alcaldía Municipal, Biblioteca Paceña, 1953, t. I, pp. ccxxx-ccli.

DE LO PARTICULAR A LO UNIVERSAL

LA GUERRA CIVIL DE 1810 EN MÉXICO

Juan Ortiz Escamilla
Universidad Veracruzana

En Nueva España, la guerra de 1810 por un lado y el establecimiento de la Constitución de 1812 por otro, aceleraron la redefinición de las estructuras políticas del Antiguo Régimen y dieron lugar al que habría de ser el nuevo orden jurídico ya en el México independiente. La guerra consolidó una nueva cultura política ligada al uso de las armas al permitir una mayor participación de la sociedad en los asuntos políticos y militares. Por su parte, la vigencia de la Constitución de 1812 fortaleció esta práctica al establecer una serie de cambios institucionales y en las estructuras de gobierno, en la sociedad y en las económicas. Tanto la guerra como la Constitución permitieron el surgimiento de una nueva escena pública, de nuevos actores, de una nueva conciencia, de una nueva forma de hacer política, de un nuevo vocabulario, de un nuevo discurso, de un nuevo sistema de referencias y de una nueva legitimidad[1]. La guerra y la Constitución son las dos variables que guían esta exposición.

Una guerra no es un evento cualquiera, pues está de por medio la propia vida de miles de personas. En tales circunstancias —nos dice Michael Walzer—

> la naturaleza humana se ve reducida a sus formas más elementales, en donde prevalece el interés propio y la necesidad. En un mundo semejante, los hombres y las mujeres no tienen más remedio que hacer lo que hacen para salvarse a sí mismos y a la comunidad a la que pertenecen, de modo que la moral y la ley están fuera de lugar[2].

Para la mayor parte de los seis millones de personas que habitaban la Nueva España, la guerra se presentó como un hecho sorpresivo e inédito en su cotidianidad. Salvo unos cuantos, los conspiradores, que tenían una vaga idea de lo que iba a ocurrir, el resto todavía no comprendía el significado de la guerra. De repente las poblaciones se encontraron atrapadas entre dos fuegos y terminaron por ser, además de víctimas, también actores de primer orden, ya que los dos

[1] F. X. Guerra, *Modernidad e independencias*, p. 13.
[2] M. Walzer, *Guerras*, p. 29.

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas*, Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 229-244.

bandos buscaban su adhesión y apoyo económico para poder subsistir[3]. A todos ellos les fue muy difícil acostumbrarse a la cultura de la violencia. El jefe de operaciones contra los insurgentes, Félix María Calleja, se quejaba de la resistencia que había en los pueblos para involucrarse en hechos violentos[4]. En general, los habitantes estaban en contra de la guerra.

Para el caso mexicano, la definición más adecuada sobre este fenómeno es la planteada por Meter Waldmann, para quien en las guerras civiles uno de los bandos defiende a quienes ostentan el poder político, y existe un mínimo de equilibrio entre ambas fuerzas. En ellas domina la brutalidad y la crueldad. Como no pueden destruirse fácilmente, se dedican a vejar, a extorsionar y a saquear a la indefensa población civil. «Con frecuencia los bandos cambian su semblante camaleónicamente: algunas veces operan como unidades militares, pero otras, de repente, se convierten en una verdadera sarta de bandidos que persiguen exclusivamente ventajas materiales»[5]. Quien mejor entendió y explicó el significado de esta guerra fue el obispo electo de Michoacán, Manuel Abad y Queipo. Para él se trataba de

> uno de esos fenómenos extraordinarios que se producen de cuando en cuando en los siglos, sin prototipo ni analogía en la historia de los sucesos precedentes. Reúne todos los caracteres de la iniquidad, de la perfidia y de la infamia. Es esencialmente anárquica, destructiva de los fines que se propone y de todos los lazos sociales[6].

I. — LA GUERRA Y SUS TIEMPOS

Con la insurrección del 16 de septiembre de 1810, se inició la destrucción del orden colonial. De manera simultánea a su demolición —como señalaba François-Xavier Guerra— se fue creando uno nuevo a partir de las organizaciones militares tanto de insurgentes como de realistas. Las antiguas autoridades y corporaciones como el virrey, el clero, los ministros de las audiencias, los intendentes, los subdelegados, los ayuntamientos, las repúblicas de indios y los juzgados especiales, iban cediendo sus facultades y privilegios, ante la fuerza de las armas, a los nuevos actores y a las nuevas estructuras militares, a las político-administrativas y a las económicas. Los ejércitos, tanto insurgentes como realistas, se nutrieron de hombres arrancados de las poblaciones y de los recursos económicos propios de cada localidad. La cultura de la guerra se hizo presente con mayor nitidez en los gobiernos de las ciudades, villas, pueblos, del centro de la Nueva España. Una y otra fuerza dictó reglamentos, ordenanzas y hasta constituciones para el gobierno de los territorios que controlaban.

[3] *Ibid.*, p. 43.

[4] Archivo General de la Nación, Operaciones de Guerra (en adelante AGN, OG), t. 176, f°s 142-143, de Calleja al virrey, Guadalajara, 29 de enero de 1811.

[5] M. Waldmann y F. Ríos, *Sociedades*, pp. 28-30.

[6] «Don Manuel Abad y Queipo», pp. 882-890.

La primera consecuencia de la guerra de 1810 fue la desaparición de las estructuras político-administrativas y de las jerarquías sociales basadas en el privilegio, la corporación y la calidad étnica. Además, al perder la ciudad de México su hegemonía sobre las provincias en poder de los rebeldes, también se rompió la relación existente entre las autoridades virreinales y las poblaciones. Por encima de las autoridades constituidas se impuso la ley de las armas, pero sin una clara delimitación y definición en las ordenanzas de lo que estaba o no permitido. En todo momento dominó la voluntad de los jefes militares, bien fueran realistas o insurgentes. Después de cada enfrentamiento, ocupación y represión, eran los jefes quienes en el instante decidían a qué pueblos y/o personas había que castigar y en qué consistía la pena. A partir de la guerra, la convivencia entre vecinos ya no fue la misma. Las comunidades terminaron divididas y enfrentadas entre sí, lo que hizo más violento el fenómeno.

Para una mejor compresión y explicación de la guerra, es necesario dividirla en cinco etapas. La primera cubre el periodo de septiembre de 1810 a mayo de 1811 caracterizado por el dominio insurgente. A diferencia de América del Sur, donde los rebeldes lograron formar una autoridad central que condujera la guerra bajo un mismo liderazgo y con un solo ejército, en Nueva España resultó imposible alcanzar tales objetivos. Las autoridades insurgentes se multiplicaron en cuantas regiones la conformaban y con un sin número de caudillos locales.

Para el caso mexicano, si bien los insurgentes lograron instalar gobiernos americanos en varias ciudades, villas y pueblos de las intendencias de Guanajuato, Valladolid, Nueva Galicia, Zacatecas, San Luis Potosí y parte de la de México, les resultó imposible conformar un gobierno independiente, nacional y sólido para dichos territorios. El problema principal radicó en que se trataba de un fenómeno nuevo para el que la población no estaba preparada; a ello habría que agregar la compleja y extendida geografía novohispana que dificultó las comunicaciones entre los líderes de una provincia a otra, así como las ambiciones personales de cada uno de ellos. También habría que considerar los intereses económicos, los patrones culturales y hasta la calidad étnica que limitaron toda posibilidad de diálogo para alcanzar un consenso que llevara a feliz término la consumación de la independencia.

De cualquier manera, la rebelión del pueblo de Dolores generó la mayor movilización social de la historia colonial. Ni los propios conspiradores imaginaron las dimensiones alcanzadas por la revolución que encabezaban. Decía el jefe de la contrainsurgencia, Félix María Calleja, que le resultaba difícil contener el movimiento por la simpatía de que gozaba, y aseguraba que hasta los mismos peninsulares habían pensado en las ventajas que les daría un gobierno independiente.

> Nadie ignora que la falta de numerario la ocasiona la Península; que la escasez y alto precio de los efectos es un resultado preciso de las especulaciones mercantiles que pasan por muchas manos y que los premios

> y recompensas que tanto se escasean en la colonia, se prodigan en la Metrópoli[7].

Si bien es cierto que Hidalgo logró «unir a una población marcada por la desigualdad y la desintegración étnica, social, cultural, económica y política, contra un enemigo común, que se identifica con el gobierno opresor de los españoles»[8], la heterogeneidad de intereses y circunstancias fue la que impidió la conformación de alianzas ideológicas y militares que permitieran alcanzar la victoria[9]. La información conocida sobre la composición social y formas de organización de los batallones o regimientos insurgentes es muy escasa. Sin embargo, se puede asegurar que fue una parte de las antiguas fuerzas coloniales la base de los nuevos cuerpos rebeldes. La mayor parte de los oficiales provinciales obtuvieron ascensos y fueron reconocidos por los principales líderes.

El comisionado más exitoso de los enviados por Hidalgo para promover la rebelión fue sin lugar a duda el cura José María Morelos, quien movilizó a grandes sectores sociales de las provincias de Puebla, Oaxaca y parte de las de México, Valladolid y Veracruz. En menos de 15 días el jefe suriano pudo organizar una fuerza de más de 3.000 individuos. El pueblo de Zacatula, por haber sido la sede de las milicias provinciales borbónicas, por su ubicación geográfica y por la fidelidad del vecindario, se convirtió en uno de los principales campos de prisioneros peninsulares. Pueblos indígenas, hacendados y rancheros en general se sumaron a las tropas de Morelos. Estos cuerpos armados agrupaban a familias de terratenientes como los Galeana, los Bravo, Vicente Guerrero y Juan Álvarez, entre otros, quienes alistaron entre sus filas a sus trabajadores, arrendatarios y medieros. Según Brian Hamnett, la adhesión de estos personajes dio al movimiento una estructura sólida de poder local[10]. El 16 de noviembre de 1810, en el poblado El Aguacatillo Morelos presentó el «Plan de gobierno» que debían obedecer todos los pueblos insurgentes. Constaba de 29 puntos[11].

Las provincias controladas por Morelos fueron las primeras que desempeñaron un doble papel frente a los realistas. A pesar de que los pueblos juraban lealtad al gobierno realista, en realidad apoyaban a los insurgentes, y sólo lo hacían por el tiempo que las tropas permanecían en sus pueblos. Cuando los realistas trataban de movilizarlos para organizar las milicias, la gente se mostraba indiferente y cuando lo hacía, desertaba con mucha facilidad[12].

En la segunda etapa, es decir, de junio de 1811 a diciembre de 1815, la insurrección puso de manifiesto la fragilidad del modelo de defensa borbónico.

[7] AGN, OG, t. 176, f°s 142-143, de Calleja al virrey, Guadalajara, 29 de enero de 1811.

[8] E. Florescano, «Conclusiones», p. 195.

[9] E. Van Young, *La otra rebelión*, p. 28.

[10] B. Hamnett, *Raíces de la insurgencia,* pp. 168-175.

[11] Centro CARSO-CONDUMEX, independencia XLI-1, carpeta 1-24, doc. 72, «Plan del Gobierno Americano, instruido por la Suprema Junta Nacional que en nombre del Sor. D. Fernando VII Q.D.G. dirige a los comandantes de las divisiones de esta N. E.», Aguacatillo, 16 de noviembre de 1810.

[12] Véase J. Ortiz Escamilla, *Guerra y gobierno*.

Cincuenta años habían transcurrido desde el inicio de la reforma militar, tras la derrota española frente a Inglaterra, en la llamada guerra de los Siete Años. Desde entonces, la Corona se dio a la tarea de crear un modelo de militar, más bien preventivo que ofensivo o defensivo, basado en el hipotético caso de que algunas de las potencias enemigas volvieran a invadir sus posiciones en América. También se pensó como un mecanismo de control social y transmisor de la nueva educación basada en la Ilustración. Cuando inició la guerra, el virrey Venegas no impulsó la creación de la milicia cívica, según el reglamento de las Cortes de abril de 1810, más bien se inspiró en el primer modelo de milicias para la defensa de Cádiz y formó los batallones de «Patriotas distinguidos de Fernando VII». La participación popular en los planes contrainsurgentes tampoco se hizo bajo el reglamento de milicias ya aplicado en varias provincias de la Península, sino a través del «Reglamento político-militar» diseñado por el jefe de operaciones contrainsurgentes, Félix María Calleja, de 8 mayo de 1811. Si bien el plan de Venegas, de octubre de 1810, se había caracterizado por excluir a los no propietarios, ahora toda la sociedad tenía la obligación de tomar las armas para defenderse de los rebeldes[13].

La igualdad social e incorporación de los indígenas en los planes de defensa tuvo serias implicaciones, no previstas por las leyes ni por los jefes militares, y que afectaron de una manera directa a la Real Hacienda y al financiamiento de la guerra. Desde el momento en que los indígenas se hicieron milicianos, de inmediato reclamaron el fuero militar y la exención del pago de tributo, que de hecho estaba suspendido. Con el pretexto de la guerra y del servicio militar, la mayoría de los pueblos dejaron de pagar impuestos a la Corona. Sus aportaciones ahora se destinaban a la defensa de su propia comunidad ante la amenaza de personas extrañas, bien fueran realistas o insurgentes.

A pesar de la rapidez con que actuó el gobierno virreinal, la movilización militar fue lenta; como la mayor parte de las tropas del Bajío, Valladolid y Nueva Galicia se habían insurreccionado, hubo que llamar a los batallones provinciales de las intendencias no insurrectas tales como San Luis Potosí (antes de insurreccionarse), Coahuila, Chihuahua Oaxaca, Veracruz, Puebla y México. En San Luis, a Calleja no sólo recurrió al regimiento provincial sino que armó una fuerza de más de 2.000 hombres procedentes de las haciendas y ranchos. Los hombres salían de sus hogares con caballos y herramientas de labranza las cuales de inmediato eran transformadas en instrumentos para la guerra. Los nuevos militares eran personas carentes de una disciplina militar, no conocían el arte de la guerra ni estaban familiarizados con la violencia[14].

La guerra civil comenzó una vez que entraron en acción el reducido contingente del ejército regular y los vecinos organizados en las milicias provinciales, en las urbanas y en las nuevas «compañías de patriotas». Mediante un plan militar elaborado por Calleja, los realistas iniciaron la reconquista de las

[13] Véase Id., «La nacionalización de las fuerzas armadas».

[14] Véase Id., *Guerra y gobierno.*

poblaciones insurgentes y la persecución de la principal fuerza encabezada por Hidalgo. Como se ha podido apreciar, los rebeldes ocuparon y gobernaron las capitales y territorios de las provincias de Valladolid, Guanajuato, San Luis Potosí, Zacatecas y Nueva Galicia. Sin embargo, en poco tiempo perdieron el control de los principales centros urbanos. Por su parte, la mayoría de los propietarios que habían encabezado el movimiento, renegaron de su pasado para luego conformar los gobiernos y milicias contrainsurgentes. Otros factores que frenaron los deseos (autonomistas o independentistas) de los criollos fue, sin duda alguna, su nula organización militar y el temor a la «plèbe» que comenzaba a actuar guiada por sus propios impulsos y deseos de venganza, ya no sólo en contra de los europeos, también estaban cayendo los criollos, que en cierta forma igualmente representaban la opresión y el despojo de que eran objeto. Otro elemento importante fue la atracción por los saqueos. En pocos meses el fenómeno del criollismo en la insurgencia se diluyó para dar margen a variadas e indefinidas expresiones de protesta social. Sin lugar a duda, fue la epidemia de tifo, mejor conocida con el nombre de «fiebres misteriosas», la que provocó más decesos que la propia guerra. En la ciudad de México murieron alrededor de 20.000 personas y en los pueblos realistas que la circundaban, más de 40.000 en tan sólo ocho meses[15].

Por la forma de gobernar, y la despótica relación que mantuvieron con las poblaciones subordinadas, los insurgentes perdieron sus bases de apoyo. Mientras que en el bando realista el gobierno civil se fusionó al militar y de esta manera se centralizó el poder, necesario en un estado de guerra, en el insurgente sucedió todo lo contrario: para cada provincia se nombraron intendentes (para atender asuntos civiles y de hacienda) y comandantes generales (para los militares) lo que generó un sin fin de disputas entre las dos autoridades civiles y jefes militares. Los conflictos entre los principales caudillos nacionales se multiplicaron en todas direcciones: uno de ellos fue el trato dado a sus principales aliados en los pueblos: los curas. Desde que se estableció la Junta de Zitácuaro en agosto de 1811, el gobierno eclesiástico corrió a cargo de dicha autoridad, lo que la facultaba para quitar y poner curas y vicarios y a someterlos al Tribunal Supremo de Justicia cuando cometieran alguna falta. Según Morelos, el mal trato que se les daba y poco respeto que recibían los inconformó y puso en disposición de abandonar la causa insurgente.

Para profundizar en las causas que provocaron el debilitamiento de la insurgencia es necesario tomar en cuenta la imposibilidad de los líderes rebeldes para permanecer por largo tiempo en un lugar fijo. A excepción de algunas regiones de Guanajuato, Puebla, Valladolid y Veracruz, donde se mantuvieron gobiernos más o menos estables, el resto de los jefes transitaban de un lugar a otro huyendo del acecho de las fuerzas del rey. En la medida que los realistas suavizaron sus políticas hacia los pueblos, los insurgentes las endurecieron y su convivencia se tornó cada vez más difícil. La tensión entre insurgentes y realistas

[15] E. Lemoine Villicaña, *Morelos. Su vida*, p. 201; Mª C. Sánchez Uriarte, «Las fiebres misteriosas de 1813», pp. 49-50; L. Márquez, *La desigualdad ante la muerte*.

llegó al extremo cuando los realistas comenzaron a aprehender a las esposas e hijos de los principales jefes enemigos. En represalia, éstos publicaron otro bando en el que decretaron el «exterminio y muerte contra todos» los realistas, la quema de sus haciendas y ranchos y la pena de muerte para toda persona que intercambiara algún tipo de comercio. Sin embargo, desde finales de 1814, la guerra comenzó a definirse a favor del realismo. Además de los problemas señalados, también se sumaron las derrotas militares de Morelos en Puebla y Oaxaca. Mientras tanto, las principales fuerzas insurgentes de Nueva Galicia, de Zacatecas, de San Luis Potosí, de Guanajuato y de pueblos circunvecinos a la ciudad de México, también fueron aniquiladas. En este año comenzó la reconquista de la provincia de Valladolid y la de Veracruz.

La tercera etapa, de 1816 a 1820, tras la muerte del caudillo Morelos y las discordias por el mando entre los jefes insurgentes, las tropas realistas pudieron someter a la mayor parte de los focos de resistencia, lo que no significa que hubiesen ganado la guerra. Mientras que los insurgentes se olvidaron del objetivo principal de la guerra y terminaron dominados por las pasiones, los odios, los resentimientos y las traiciones, las acciones realistas se fueron perfeccionando sobre objetivos militares más precisos, y fueron aniquilando o indultando a las principales fuerzas rebeldes y reconquistando a sus principales bases de apoyo: los pueblos. Cabe recordar que, desde las primeras campañas militares los jefes realistas, por medio de las compañías de patriotas, fueron conformando una estructura militar que les permitió ir asegurando las poblaciones y territorios reconquistados.

Desde que Calleja tomó las riendas del gobierno colonial, en marzo de 1813, elaboró otro plan general para alcanzar la paz en todos los territorios todavía ocupados por los insurgentes[16]. En primer lugar, con la adhesión de las autoridades de ciudades y principales centros urbanos, reorganizó todos los cuerpos de milicias patrióticas encargadas de garantizar la paz interior. En segundo lugar, a las tropas que iban llegando de la Península las fue distribuyendo en las comandancias generales para que se ocuparan de la reconquista de los pueblos, aniquilaran las partidas de insurgentes y aseguraran el tránsito de mercancías y de personas. Para garantizar el apoyo decidido del ejército, Calleja fomentó entre las tropas el reparto de bienes decomisados a los insurgentes. También fortificó las poblaciones realistas.

Los indultos de insurgentes se multiplicaron a causa de los duros golpes propinados por los realistas. Según Hamnett, muchos de ellos se volvían a rebelar cuando pasaba el peligro, pero la mayoría se incorporó a las milicias locales. Para indultarse sólo tenían que presentarse a una autoridad militar, y en ausencia de ella, ante el cura local. La atribución que se dio a los curas para indultar a los rebeldes significó, como se verá más adelante, un cambio importante en la política realista, mientras en el bando insurgente los clérigos perdían privilegios, en el realista se les tenían ciertas consideraciones de acuerdo con su

[16] De Calleja al ministro de Guerra, México, 15 de marzo de 1813, *Boletín del Archivo General de la Nación*, 1(1), septiembre-octubre de 1930, pp. 80-87.

envestidura. Otro medio para pacificar a las poblaciones fueron las levas de individuos calificados de «vagos». Estos vagos locales eran personas de escasos recursos económicos, que aparentemente no tenían un trabajo estable y se les calificaba de esta manera por ser los principales clientes de los insurgentes. Por lo tanto, desarraigar a estas personas de sus lugares de origen para incorporarlas al ejército fue una práctica muy común durante los años de guerra.

Las políticas desarrolladas por Calleja para acabar con la insurrección lograron su propósito al someter a los rijosos, pero con un costo muy elevado para los habitantes de Nueva España. Además de las pérdidas humanas y económicas habría que considerar lo complicado que se volvió restablecer la relación de subordinación de los pobladores con las autoridades locales, la de éstas con los órganos superiores del gobierno virreinal y con el metropolitano.

II. — LA REVOLUCIÓN GADITANA

Las etapas cuarta y quinta no se pueden explicar sin antes referirnos a la Constitución política de la monarquía española, sancionada en el puerto de Cádiz el 19 de marzo de 1812[17]. Si la guerra había dividido el territorio en comandancias militares, bien fueran insurgentes o realistas, Cádiz se sumaba a los planes realistas para la reconquista y pacificación de pueblos y provincias. Así se formaron los autogobiernos dirigidos por los subdelegados-comandantes (regionales y locales), las milicias para la autodefensa de ciudades, villas y pueblos, y las juntas de seguridad, de abasto y de arbitrios.

Desde el punto de vista de las instituciones coloniales, la Constitución en parte resolvió el problema de gobernabilidad característico de toda guerra civil, pues había desaparecido el orden virreinal, el cual había sido reemplazado por el provisional «Reglamento político-militar y économico». En este sentido, los nuevos ayuntamientos se convirtieron en piezas claves para la estabilidad social y política de las ciudades, villas y pueblos con más de mil almas y en aquellos lugares en los que sus habitantes pudieron organizarse. Mientras tanto, los insurrectos que iban deponiendo las armas no dudaron en sumarse al nuevo proyecto con lo cual las tensiones sociales y políticas ahora se expresaban de otra manera, ya no por la vía armada sino a través de la voluntad de los ciudadanos avecindados en las antiguas parroquias. Incluso, congregaciones de afromestizos libres, que carecían de derechos políticos, se los adjudicaron, y por medio de sus respectivos ayuntamientos se pusieron en la misma posición social y política que el resto de los actores. De esta manera, los cabildos sentaban las bases de la nueva sociedad construida a partir de la representación política de los ciudadanos.

Si en sus orígenes, a lo largo y ancho de la geografía mexicana, los ayuntamientos coincidían en las funciones políticas y administrativas básicas, el

[17] Véase M. Chust Calero, «El liberalismo doceañista».

ejercicio de sus atribuciones y sus posteriores efectos estuvieron marcados por las condiciones específicas de cada región y localidad. Este fue uno de los aspectos más notables y fascinantes que se desprenden del estudio de los ayuntamientos gaditanos en México. Ellos fueron la expresión de ese mosaico cultural que le caracteriza, y por el cual resulta impensable utilizar las mismas categorías para analizar a todos los ayuntamientos, sin diferenciar su carácter urbano o rural, criollo, mestizo o indígena, del norte (en presidios y misiones), del altiplano o del sur, etcétera. Cada comunidad impuso su propia dinámica.

Aun cuando todos los ayuntamientos partían de una misma norma jurídica, es decir, la Constitución de 1812, la composición de sus cabildos, los intereses que representaban, las formas de petición y de representación, variaban de un caso a otro, provocando en muchos de ellos resultados totalmente opuestos a los principios que les dieran origen. La gran novedad era que por primera vez se establecía una clara definición de las atribuciones y facultades para todos los ayuntamientos por igual. Los 36 ayuntamientos de Antiguo Régimen eran —como dice Guerra— «cuerpos poderosos privilegiados, actores centrales de toda la vida política y social de su región, pero por privilegiados, envidiados y controvertidos»[18]. Dichos cabildos tenían jurisdicción sobre numerosas poblaciones cercanas a ellos y a veces alejadas de sus territorios. Con la aplicación de la Constitución se vieron limitados para intervenir en los asuntos de gobierno y justicias en dichas poblaciones. Con la guerra se impuso una nueva estructura político-militar regional, a base de cantones, la cual entró en competencia con dichos cabildos.

Con la creación de los ayuntamientos constitucionales, Cádiz simplificó la administración en las localidades y, al mismo tiempo, provocó la división del territorio en jurisdicciones independientes. Los pueblos quedaban libres de sus antiguas sujeciones y ahora ellos mismos regulaban el manejo de sus bienes de comunidad, el establecimiento de contribuciones, la organización de la milicia local, etc. Parecía que los liberales gaditanos pretendían acabar con todo privilegio y poderes jurisdiccionales para concentrarlos en una sola instancia común a todos los ciudadanos y a todos los territorios.

Fue en la ciudad de México donde se expresó con mayor fuerza la revolución, que no reforma, promovida por Cádiz en los órganos de gobierno con injerencia en la capital: el virrey, la Audiencia, el intendente-corregidor y el ayuntamiento. En primer lugar, con la nueva demarcación territorial y autonomía de las seis diputaciones provinciales, es decir, Nueva España, Yucatán, Nueva Galicia, San Luis Potosí y las provincias internas de Oriente y Occidente, sólo una quedaba subordinada al gobierno de México, y todas a las Cortes Generales de Madrid. Asimismo, se eliminaban las figuras de virrey y de intendente y su lugar lo ocupaba el jefe político. Si en lo político-administrativo el antiguo virrey sólo tenía injerencia en su diputación, en cambio, sí conservó el mando militar de todas las fuerzas armadas del antiguo Virreinato. Por ello se le llamaba «jefe superior

[18] Véase F. X. Guerra, «La desintegración de la Monarquía», y J. A. Serrano Ortega, *Jerarquía territorial*, pp. 17-19.

político y capitán general de Nueva España». La Constitución también definía con claridad la división de poderes: el jefe político con facultades ejecutivas, la diputación provincial con funciones legislativas y la Audiencia centrada exclusivamente en la impartición de justicia.

Los decretos más revolucionarios de la Constitución fueron el de la disolución de las antiguas corporaciones con sus privilegios y fueros, la creación del ciudadano con derechos y obligaciones, el establecimiento de ayuntamientos en todas las poblaciones con más de 1.000 almas y cuyos miembros serían elegidos mediante el voto popular indirecto de los ciudadanos. Antonio Annino señala que la carta gaditana articuló la ciudadanía votante con la idea abstracta de soberanía a partir de cuatro niveles: «Los vecinos, los compromisarios de parroquia, los electores de partido y los de provincia». Con esta ley, desaparecieron los antiguos cabildos creados por la gracia real y que presuponía la compra o herencia de cargos. En México todavía subsistían nueve regidores, y sólo seis eran elegidos cada dos años por el propio Cabildo.

Por lo que se refiere a la población indígena, al otorgársele la ciudadanía en la misma situación de igualdad que a los peninsulares y los criollos, «no dejó de tener una carga potencialmente desestabilizante para el nuevo orden»[19]. Esto se reflejó con mayor fuerza en los pueblos «foráneos» del valle de México donde la mayoría acató la disposición y formó su respectivo ayuntamiento, separándose con ello de la administración del de la capital o de sus cabeceras de partido. De cualquier manera, todos ellos quedaban subordinados a la diputación y al jefe superior político. No ocurrió lo mismo con las parcialidades indígenas del Tecpan San Juan y de Santiago Tlatelolco, las que históricamente habían estado más unidas a la capital. En vez de formar ayuntamientos autónomos, sus moradores acordaron fusionarse al de la ciudad de México. De esta manera, tanto los planes militares como la nueva organización político-administrativa se orientaban hacia la integración de unas estructuras que en el pasado habían funcionado de manera invertebrada o yuxtapuesta (tesis de Esteban Sánchez y de Ariel Rodríguez, respectivamente). Finalmente, la Constitución abolió las distintas modalidades de tributar e introdujo un impuesto único para todos los ciudadanos: «la contribución directa»[20].

La abolición de la Constitución no necesariamente significó el restablecimiento del Antiguo Régimen. Mas si no hubo una contrarrevolución, no por ello se puede limitar la resonancia social que adquirió el liberalismo gaditano desde los ayuntamientos. La cultura política definida e impulsada por la Constitución impactó en aspectos importantes de la vida de todos los actores sociales. Estas palabras las escribimos con el claro propósito de llamar la atención, ya que con frecuencia se desdeña la relevancia que la cultura política gaditana alcanzó en la vida cotidiana de los grupos populares. Incluso se ha hablado de la máscara del liberalismo, haciendo referencia a que los artesanos,

[19] A. Annino, «Nuevas perspectivas», p. 56.

[20] Véase J. A. Serrano Ortega, *Un impuesto liberal.*

los campesinos y no se diga los indígenas «utilizaron» el marco constitucional, en particular a los ayuntamientos, para defender sus antiguas formas de vida y sus tradicionales relaciones de mando al interior de sus corporaciones. Por el contrario, el liberalismo gaditano fue difundido e interpretado desde los ayuntamientos y, sobre todo, asumido y puesto en práctica por grupos populares de toda la Nueva España.

La dinámica de la guerra también generó un movimiento reivindicativo de las autonomistas regionales. Este proceso descentralizador, que implicaba la autonomía plena de los poderes provinciales, que ya se había iniciado desde el establecimiento de las intendencias y que se había hecho más evidente a raíz del conflicto armado, adquirió todavía mayor importancia con la aplicación de la Constitución[21]. Y es que las élites regionales habían logrado revertir a su favor tanto los cambios provocados por la guerra como los beneficios de la carta gaditana, y de esta forma manejar a su antojo los destinos de sus respectivos territorios. En ello radicaba la esencia de la disputa entre las autoridades virreinales y las élites provinciales novohispanas.

Para el gobierno virreinal, aplicar la Constitución a nivel local (ayuntamientos) no significó mayor problema porque con ello se legitimaba una situación de facto, ocasionada por las políticas contrainsurgentes a partir del plan político-militar establecido por Calleja. No sucedió lo mismo cuando se trataron los asuntos de la nueva división territorial, de las nuevas atribuciones del virrey-jefe político superior, de la Audiencia y de las diputaciones provinciales. El virrey se encontró ante la paradoja de ser leal a un gobierno que le ordenaba realizar una reforma administrativa que ponía en peligro la supervivencia del Antiguo Régimen y, al mismo tiempo, mantener su lealtad a la Monarquía no acatando dicho mandato. De cualquier manera, el primer experimento gaditano ocurrido en Nueva España (1812-1814), constituye una de las etapas más ricas e interesantes en la difusión y aplicación de las ideas liberales, y aun cuando varias de ellas no se ejecutaron debido a la presión gubernamental, su ideología tuvo amplia difusión y sentó las bases de las estructuras de gobierno del México independiente.

La delimitación de las seis diputaciones provinciales en los territorios dependientes de los poderes de la ciudad de México, significó el reto mayor para los virreyes que gobernaron en ese momento. Como ya se mencionó con anterioridad, Francisco Xavier Venegas fracasó en el primer intento por establecer el régimen constitucional. En cambio, su sucesor, el teniente general Félix María Calleja, fue más hábil en el procedimiento para cumplir con el mandato constitucional al aplicar tan sólo aquellos artículos que no se interpusieran con los planes militares. Él estaba seguro de que una vez instaladas dichas diputaciones en cada provincia se considerarían independientes del gobierno virreinal y sólo acatarían las órdenes del Supremo Gobierno de la Nación con sede en la Península. Era lo que estaba ocurriendo con las ya instaladas en Yucatán, Guadalajara y San Luis Potosí. Calleja reiteraba que tal situación se tornaba peligrosa, porque

[21] Véase N. L. Benson, *La diputación provincial* y M. Chust Calero, *La cuestión nacional americana.*

«entraría la confusión y el desorden de que se seguiría infaliblemente la ruina de estos países contenidos hasta ahora por el impulso y dirección que reciben de un centro común: [la ciudad de México]»[22]. Para Calleja, no aplicar la Constitución era un asunto de Estado.

Calleja interpretó que su autoridad estaba por encima de todos los jefes políticos y diputaciones provinciales del distrito del Virreinato y les comunicó que, mientras las Cortes tuvieran por conveniente la subsistencia del cargo de virrey, o que no hicieran «una declaración de sus facultades expresa y directamente contraria a lo que previenen el Real Despacho y orden citadas» él continuaría desempeñando el cargo de virrey y por lo tanto, todas las diputaciones provinciales debían reconocerlo como el jefe superior del reino «por cuyo conducto deben dirigir a la regencia de la monarquía las representaciones, documentos e instancias que previenen la Constitución y el Reglamento Político de las Provincias, y gobernarse por sus decisiones»[23].

Las reacciones de las diputaciones no se hicieron esperar y se enfrentaron a Calleja con el argumento de que las facultades del virrey eran incompatibles con el sistema constitucional de gobierno y las condiciones del país. Los diputados aseguraban que tal nombramiento se debía a la premura con que las Cortes habían dictado los nombramientos de los jefes políticos seis meses después de dictada la Constitución y no habían hecho la más ligera distinción sobre sus facultades[24]. A pesar de las protestas, el 12 de julio de 1814 Calleja decretó que las diputaciones provinciales y los jefes políticos del Virreinato debían dirigir a su gobierno las consultas, representaciones y documentos en los casos y cosas en que según la constitución de la Monarquía y soberanas declaraciones deberían atenderse en el «Supremo Gobierno de la Nación». Esta medida resulta interesante porque impedía la comunicación directa entre las diputaciones y las Cortes, ya que todos los asuntos tendrían que pasar por la supervisión del capitán general. Aun cuando Calleja sabía que tal decisión era incompatible con el sistema constitucional, se trataba de un problema de seguridad de Estado[25].

Aunque en términos generales el liberalismo gaditano resolvió el problema de gobernabilidad local, trajo consigo nuevos problemas al momento de la creación de los Estados de la república y del gobierno federal. Si bien la guerra provocó una gran dispersión del poder, que impidió a los gobiernos provinciales y nacionales centralizar el poder, los ayuntamientos se constituyeron en la base de las instituciones políticas y no interrumpieron su funcionamiento durante el crítico periodo de transición entre el régimen liberal gaditano y la

[22] Archivo General de Indias, MEXICO (en adelante AGI, MÉXICO), exp. 1483, de Calleja al Ministro de Gracia y Justicia, México, 31 de julio de 1814.

[23] AGI, MEXICO, exp. 1483, de Calleja a los señores José Miguel Guridi y Alcocer, don José Galilea y don José Ignacio de Salinay, México, 18 de mayo de 1814.

[24] AGI, MEXICO, exp. 1483, de Guridi y Galilea a Calleja, México, 29 de mayo de 1814.

[25] AGI, MEXICO, exp. 1483, de Calleja al Ministro de Gobernación de Ultramar, México, 25 de marzo de 1814.

república. Fue desde los ayuntamientos que se creó la nueva legitimidad política. Desde los mismos ayuntamientos se organizaron los ciudadanos para elegir a los representantes de las diputaciones provinciales, estatales y federales.

III. — LA GUERRA CONTINÚA

Tal y como lo predijo Calleja, la adhesión de los pueblos al régimen dependería de la organización de las milicias, pero al mismo tiempo se crearía una arma de dos filos que en cualquier momento podría tornarse contra el gobierno virreinal. Este hecho se dio 10 años después. El restablecimiento de la Constitución gaditana en 1820, la decisión de las Cortes de convertir en diputaciones provinciales las intendencias dependientes del gobierno de la Nueva España, provocaron la fragmentación política de los territorios y la multiplicación de las mismas, guiadas por el derecho de autogobernarse, que consideraban propio y sin la aprobación de la autoridad superior. Además, en toda la Nueva España se formaban juntas clandestinas donde se hablaba de independencia y de la forma de gobierno más adecuada para Nueva España. Entre los europeos las opiniones se dividían entre los que apoyaban la Constitución, los que pretendían reformarla y los que «suspiraban por un gobierno absolutista». Los americanos también se inclinaban por la independencia, pero no estaban de acuerdo en el modo de hacerla ni en el gobierno que se formaría: unos pensaban en exterminar a los peninsulares, otros en expulsarlos y algunos en excluirlos de los puestos públicos. En cuanto a la forma de gobierno, las opiniones se dividían entre la monarquía constitucional y la república, bien fuera federal o central[26].

La convocatoria que Itúrbide lanzó al pueblo novohispano, desde el pueblo de Iguala, para que se rebelara en contra del gobierno español generó un movimiento de nuevo tipo, distinto al iniciado en 1810. No se trataba de una revuelta desorganizada y violenta cuyos fines fueran el saqueo y las venganzas personales entre europeos y americanos sino de un plan político-militar que invitaba a todos los habitantes a participar de manera organizada como miembros del «ejército libertador». No todas las personas podían pertenecer a él, sólo los miembros del ejército y la milicia nacional, y a ésta última pertenecían las élites locales que también controlaban los ayuntamientos.

El Plan de Iguala, más que una empresa militar, fue un proyecto político que Antonio Annino ha considerado como la «primera forma de los principios constitutivos del régimen de pacto mexicano». Según este autor, la independencia fue posible gracias «al pacto de unidad entre los cuerpos intermedios del virreinato garantizado por el ejército»[27]. En la rebelión de Itúrbide participaron una parte del ejército permanente en el que había elementos americanos y europeos, la mayoría de las milicias provinciales y urbanas y la milicia nacional

[26] Véase J. Ortiz Escamilla, *Guerra y gobierno*.

[27] A. Annino, «El pacto y la norma», p. 11.

local, formada por los antiguos fieles realistas, defensores de Fernando VII y las compañías auxiliares, entre otras, y los insurgentes. La concurrencia y fusión de estas fuerzas en el «Ejército Trigarante», cuya composición social, disciplina, organización, ideología e intereses económicos y políticos eran distintos, hicieron de éste una corporación plural. Por otro lado, las alianzas que se hicieron al consumarse la independencia entre los jefes sublevados, así como entre los vencedores y vencidos, permitieron la pronta culminación de la emancipación, pero heredaron una serie de contradicciones y conflictos que forzosamente afloraron al constituirse el nuevo Estado.

Entre 1820 y 1825 el fenómeno multiplicador tanto de diputaciones provinciales como de ayuntamientos en los antiguos territorios coloniales significaba la culminación del proceso revolucionario iniciado en 1810. Para explicar el tránsito de colonia a república, forzosamente debemos partir del análisis del funcionamiento de estas dos autoridades, y pasar a un segundo plano el comportamiento de la efímera presencia de unos líderes, como Itúrbide, que no estuvieron a la altura de las exigencias que demandaba la sociedad. En resumen, sin o con independencia, durante el imperio o la república, en ningún momento las diputaciones y los ayuntamientos abandonaron sus responsabilidades. Tampoco afectaron en su desempeño las disputas por el control del gobierno nacional durante las administraciones del virrey Apodaca, el libertador Itúrbide, el triunvirato (conformado por Guadalupe Victoria, Mariano Michelena y Pedro Celestino Negrete) o por el primer presidente republicano, Guadalupe Victoria. Además, el repliegue de las tropas españolas hacia la isla de San Juan de Ulúa, definió con mayor claridad las posiciones de los dos bandos ya que los mexicanos se habían posesionado de la ciudad de Veracruz. Sin embargo, nada estaba escrito. Apenas se había dado el primer paso, y como en una tabla de ajedrez, todos los actores comenzaban a mover sus piezas.

Desde el 18 de diciembre de 1821, la Soberana Junta Gubernativa mexicana ordenó iniciar las hostilidades contra el Castillo de Ulúa; días después el propio Itúrbide enviaba un oficio intimidatorio exigiendo la rendición de la fortaleza. En agosto de 1822, Itúrbide insistía en esta demanda y nada pasó; y es que el jefe de la plaza Manuel Rincón, consideraba un verdadero suicidio iniciar el fuego cuando ni la ciudad ni las tropas estaban preparadas para ello. Desde el punto de vista militar, el gobierno de Itúrbide se vio limitado por la falta de una marina poderosa; tampoco tuvo los recursos para adquirirla y sin ella cualquier intento era inútil para conquistar con éxito la fortaleza. En cambio los peninsulares tenían a su alcance la ciudad cuyo casco estaba valuado en veinte millones de pesos[28]. Además de los problemas antes señalados, había otros de mayor envergadura relacionados con la cantidad y variedad de intereses que estaban en juego. De hecho, el pronunciamiento militar de Santa Anna, del 2 de diciembre de 1822, significó la manifestación extrema de los problemas existentes entre las distintas competencias de gobierno (imperial, provincial y local)

[28] AHDN (Archivo Histórico de la Defensa Nacional), exp. 206, f°s 76-79, de Manuel Rincón a Itúrbide, Veracruz, 13 de noviembre de 1821.

y los grupos de poder con residencia en el puerto. Las razones de peso de esta crisis debemos buscarlas no sólo en la ambición de Santa Anna y en su odio hacia Itúrbide, o en las diferencias ideológicas de éste con Guadalupe Victoria, también aportaron lo suyo el ayuntamiento local, la diputación provincial, el Congreso Nacional, el capitán general José Antonio de Echávarri, los comerciantes (mexicanos, españoles, norteamericanos, ingleses y franceses) y, sobre todo, el gobernador español Francisco Lemaur. Todos, sin excepción, se comunicaban entre sí, hacían política y buscaban alianzas con el fin de asegurar sus posiciones. Esta situación fue la que marcó el rumbo de los acontecimientos y prolongó por varios años el desenlace final.

El 18 de noviembre de 1825, después del prolongado asedio, antes de su rendición los españoles sólo pidieron una capitulación honrosa, es decir, abandonar la fortaleza con todos los honores, asegurar la curación de los enfermos, que México se comprometiera a cubrir los gastos de curación y la conducción de las tropas hasta La Habana. Los mexicanos debían hacer el saludo a la bandera española, «como justo homenaje de respeto al Señor de aquél mundo desde el año de 1519 en que se plantó por primera vez»; también que garantizara el respeto a la propiedad, prerrogativas e inmunidad personal a los fieles al rey, y en el plazo de 60 días se permitiría a todo buque español anclar en el puerto, sin ser molestado. En dichos términos se aceptó la rendición[29].

[29] AHME (Archivo Histórico Militar de España), caja 102, del Director de Artillería al Ministro de Guerra, 1 de febrero de 1826.

LES TROIS RÉPUBLIQUES DE LA TERRE FERME

Clément Thibaud
Université de Nantes — CNRS - UMR 8168 Mondes Américains

La Terre Ferme, si l'on y inclut le Venezuela et la Colombie actuels, figure l'espace où les indépendances prirent le tour le plus radical de toute l'Amérique espagnole. C'est là que les premières émancipations explicites vis-à-vis de l'Espagne furent déclarées dès 1811, là encore qu'ont été promulguées les premières constitutions écrites du monde hispanique, quelques mois avant l'adoption de la charte espagnole par les Cortès de Cadix en mars 1812. L'une des particularités les plus remarquables de la région est la formation précoce de républiques. Dans le reste de l'Amérique espagnole, il faut attendre la décennie 1820 pour que le régime républicain soit adopté explicitement[1], alors qu'en Terre Ferme, se créent deux républiques confédérales et six provinciales de novembre 1811 à juin 1812[2], sans compter les États « indépendants » exerçant le « gouvernement économique »[3].

I. — TROIS CONCEPTS DE RÉPUBLIQUE ?

De façon étonnante, la mutation républicaine de la région n'est pas la conséquence directe des proclamations d'indépendance. Si la République du Cundinamarca, par exemple, est créée le 17 avril 1812, elle se déclare

[1] La « Constitución provisoria para el Estado de Chile » de 1818 ne précise pas la forme de gouvernement, même si elle crée de facto une république.

[2] Où la mention de république apparaît explicitement dans la Constitution. Il va de soi que tous les États des deux confédérations sont, de facto, des républiques.

[3] Dans l'ordre chronologique : Tunja (23 novembre 1811), Barcelona (12 janvier 1812), Caracas (31 janvier 1812), Antioquia (21 mars 1812), Cundinamarca (17 avril 1812), Cartagena (14 juin 1812). Les constitutions de Mérida (31 juillet 1811) et de Trujillo (2 septembre 1811) ne comportent pas la mention du régime républicain. La première constitution hispanique, celle de la province de Bogotá, mentionne en avril 1811 le « gouvernement de la République », mais dans le sens traditionnel du corps politique, absolument compatible avec la forme monarchique qui est celle adoptée par cette charte. L'expression « forme de gouvernement républicain », plus antimonarchique, apparaît pour la première fois dans l'Acte de Fédération des Provinces-Unies de Nouvelle-Grenade (27 novembre 1811), art. 36, ainsi qu'en décembre 1811, dans la Constitution confédérale du Venezuela (art. 133).

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 245-258.

indépendante de la couronne espagnole le 16 juillet 1813. Il faut noter à ce titre que certaines constitutions, comme celle qui forme le premier État républicain provincial dans la juridiction de Tunja[4], reprennent le sens traditionnel du mot de république dans le monde hispanique : celui de la représentation publique d'un corps politique libre, adossé à l'institution municipale ou provinciale, régi par un droit de gouvernement des pères de famille, selon le bien commun[5]. La république a été une ressource intellectuelle majeure pour répondre à la crise de la monarchie catholique, à la fois outil politique et diplomatique, grandeur sociale, forme esthétique, repère moral, modèle institutionnel et gouvernemental. Aussi la notion fut-elle invoquée par les acteurs dans des sens différents, et parfois contradictoires. Ces caractéristiques suggèrent d'emblée que l'emploi du mot république n'impliquait pas nécessairement le caractère antimonarchique de ces États, d'autant que la critique ouverte des rois ne fleurit qu'après la création des nouveaux régimes, c'est-à-dire lorsque la forme de gouvernement républicain fut adoptée légalement[6]. Il convient donc d'interroger le caractère moderne, radical ou antimonarchique du premier républicanisme hispano-américain d'autant que ces nouveaux États sans roi se limitaient, le plus souvent, à l'aire juridictionnelle de quelques municipalités.

L'historiographie traditionnelle n'a pas assez souligné le caractère à la fois exceptionnel et problématique de ces premières républiques[7]. L'effacement d'une monarchie au cours d'une guerre d'indépendance devait naturellement laisser place à des républiques, à l'exemple de la Suisse, des Pays-Bas, et des États-Unis. Pourtant, les cas du Brésil et du Mexique signalent que l'émancipation n'appelait pas nécessairement la mutation de la forme du régime : c'est sous la forme de l'empire constitutionnel qu'ils accédèrent à la pleine souveraineté nationale. Le choix d'un San Martín ou d'un Monteagudo en faveur de la monarchie constitutionnelle, tout comme l'épisode de 1829 où une partie du gouvernement colombien voulut rétablir la Monarchie, montre toute la difficulté à établir un régime républicain durable aux yeux des patriotes.

Depuis une dizaine d'années, l'intérêt pour la question républicaine a retrouvé son acuité et bénéficié de travaux novateurs. Souvent inspirés par les apports de l'École de Cambridge, et le livre classique de John Pocock[8], plusieurs ouvrages récents mettent en perspective le paradigme républicain en l'inscrivant dans la

[4] *Constitución de la República de Tunja*, chap. II, art. 24 : « *A ningún senador o representante se podrá conferir un empleo en la república que haya sido creado, o cuyo sueldo se haya aumentado en su tiempo, a no ser que vacare después de haber salido del Senado o Representación.* »

[5] A. Lempérière, *Entre Dieu et le roi, la République*.

[6] Si l'on met à part les écrits de Juan Germán Roscio après la Déclaration d'indépendance du 5 juillet 1811 et la publication de morceaux choisis du *Common Sense* de Thomas Paine, traduits par Manuel García de Sena, dans la *Gazeta de Caracas* des 12 et 14 janvier 1812. Voir M. García de Sena, *La independencia de la Costa Firme*.

[7] C. Parra Pérez, *Historia de la Primera República de Venezuela*. Il faut excepter, bien sûr, L. Castro leiva, *Sed buenos ciudadanos* ; Id., *Obras de Luis Castro Leiva* ; C. Leal Curiel, « Imaginario político republicano de la provincia de Venezuela ».

[8] J. Pocock, *The Machiavellian moment*.

tradition atlantique de l'humanisme civique. Contre l'oubli des principaux exposants de l'École de Cambridge, qui ont consacré l'essentiel de leurs travaux à l'Italie et à l'Atlantique anglo-américain[9], mais en s'appropriant leurs méthodes, ce courant rappelle que le monde hispanique a connu et cultivé la tradition républicaine à l'époque moderne[10]. Tout récemment, de nouvelles propositions insistent sur les caractères originaux du républicanisme dans la monarchie universelle, soulignant la prégnance des valeurs du catholicisme et l'héritage de la néoscolastique du Siècle d'or[11]. Ces travaux avaient été précédés, dans les années 1980, par ceux de Luis Castro Leiva pour le Venezuela : celui-ci discutait les liens entre les valeurs du républicanisme classique avec les nouveaux impératifs de la société civile et du commerce[12]. Carole Leal a étudié à la fois les lieux d'association républicains, comme la Société Patriotique, et l'imaginaire antimonarchique. Dans le cas de la Nouvelle-Grenade, les travaux de Georges Lomné soulignent l'influence esthétique, morale et politique du néoclassicisme dans l'avènement du nouveau régime[13]. Ces approches s'inscrivent dans l'horizon d'une histoire des idées, à la manière de J. G. A. Pocock et Q. Skinner ou bien de R. Koselleck et ont éclairé avec précision la mutation des imaginaires politiques entre monarchie et république.

Les lignes qui suivent s'adressent plutôt à un niveau intermédiaire entre pratiques et discours, afin de reposer à nouveaux frais certaines questions simples sur le processus concret qui mena à l'adoption du régime républicain en Terre Ferme. En premier lieu, comment articuler les idées républicaines avec, d'une part, la constitution matérielle de la couronne espagnole en Amérique avec ses *pueblos* et ses pratiques juridictionnelles et d'autre part avec la crise de la Monarchie après l'invasion napoléonienne ? En d'autres termes, le républicanisme de Terre Ferme fut-il un choix d'élection ou une solution par défaut, comme en France et, peut-être, aux États-Unis ? Si la « situation républicaine » par défaut de roi explique bien des choses, l'ambition de construire un gouvernement et une société reposant sur l'égalité devant la loi et le refus des dignités héritées est bien attestée par les sources. Au républicanisme par défaut des circonstances s'oppose indéniablement un républicanisme de conviction — puis de désillusion — qui se construisit dans le processus révolutionnaire.

Pour avancer, on posera, par hypothèse, que la précocité républicaine de la Terre Ferme s'expliquerait par le nouage de deux dimensions de la thématique républicaine. La première, cohérente avec la tradition monarchique et ses monuments juridiques, rappelle la dimension catholique et royale du bien commun, conceptualisée par la néoscolastique et mise en pratique au sein des municipalités, qui

[9] C'est à Quentin Skinner que revient le mérite de reconnaître l'importance des auteurs de la néoscolastique espagnole du Siècle d'or. Q. Skinner, *The foundations of modern political thought*.

[10] Voir, par exemple, J. A. Aguilar Rivera et R. Rojas, *El republicanismo en Hispanoamérica* et R. Rojas, *Las repúblicas de aire*.

[11] G. Entin, *La République en Amérique hispanique.*

[12] L. Castro leiva, *Sed buenos ciudadanos* ; Id., *Obras de Luis Castro Leiva* ; C. Leal Curiel, « Imaginario político republicano de la provincia de Venezuela ».

[13] G. Lomné, « Le lis et la grenade ».

furent, tout au long de l'Ancien Régime, les communautés existentielles du lien civique[14]. À la *Respublica Christiana* hispanique s'oppose une seconde, associée au mouvement des Lumières, qui reprend les apports des précédents révolutionnaires atlantiques et du droit naturel. Elle se propose de construire un gouvernement et des institutions politiques conformes à la raison, dans le respect de la nature de l'homme. Elle fait de la république le meilleur type de régime possible pour régénérer la société en établissant les droits naturels dans l'état civil, comme l'a bien montré Luis Castro. C'est un républicanisme commercial et libéral car tous les constituants associent la fin de l'esclavage politique vis-à-vis du despotisme avec la liberté du commerce, reprenant en ce sens les réformes proposées par l'économie politique péninsulaire, depuis Campillo y Cossío et Bernardo Ward. C'est enfin un républicanisme qui, par sa référence à Thomas Paine, se branche sur la « République des Hébreux », un courant républicaniste exclusiviste, violemment antimonarchique, qui s'affirme dans le monde atlantique dans la seconde moitié du XVIIIe siècle[15]. Pour ce courant, la république est le régime absolu puisqu'il a été voulu par Dieu. On le voit : ces principes, globalement libéraux et jusnaturalistes, opposent ce républicanisme à l'humanisme civique d'un Machiavel ou d'un Harrington. Il ne faudrait pas sous-estimer, cependant, la force de ce dernier, qui s'impose comme une troisième forme de républicanisme présent en Terre Ferme, surtout à l'époque des guerres contre l'ennemi interne et externe. Celui-ci n'est pas opposé par principe à la Monarchie, mais s'intéresse aux moyens de conserver la vertu dans la société face à toutes les formes de corruption. Bolívar en est un bon représentant, à la recherche d'un système constitutionnel mixte, typique de cette tradition de pensée.

Pour résumer la trivalence du premier républicanisme, il faut donc distinguer la république comme forme incorporée du politique ; la république comme seul régime et gouvernement adaptés à la raison, à la nature créée et aux nouvelles sciences du temps ; et la république classique fondée sur la participation et la vertu des citoyens. Cette distinction est avant tout heuristique et dans la réalité, ces trois dimensions se sont superposées. C'est d'ailleurs leur articulation autour de la question du fédéralisme qui explique la précocité et le succès de ce régime non seulement sans roi, mais contre les rois, qui se développa en Terre Ferme à partir de 1811.

II. — LA RÉPUBLIQUE INCORPORÉE DANS L'HORIZON FÉDÉRATIF

Lors de la crise de la monarchie espagnole, inaugurée en 1808 par l'invasion napoléonienne, le processus de réversion de la souveraineté au peuple posait la question de la réarticulation des espaces juridictionnels. En pratique, ce fut en effet le pouvoir municipal qui récupéra le « dépôt de la souveraineté » royale,

[14] A. Lempérière, *Entre Dieu et le roi, la République*.

[15] J. Hankins, « Exclusivist Republicanism and the Non-Monarchical Republic ».

dispersant le pouvoir en autant parties qu'il existait de corps municipaux. En Espagne, l'unité fut recomposée grâce à la formation de la Junte Centrale qui représentait le royaume à raison de deux députés par province. Émergeait ainsi un « *poder federaticio* » qui permettait, *mutadis mutandis*, la création d'un gouvernement et d'une représentation « nationale » sur une base fédérative[16].

Mais la formation d'un gouvernement unifié au niveau des grandes juridictions coloniales, comme les vice-royautés et les capitaineries générales, présenta de grandes difficultés en Terre Ferme. La complexe articulation des juridictions représente le problème fondamental qui détermina l'émergence précoce du premier constitutionnalisme moderne de l'Amérique hispanique, aussi bien au Venezuela qu'en Nouvelle-Grenade. La création d'une souveraineté du peuple, dépassant l'horizon juridictionnel des *pueblos*, supposait une remise en question profonde de l'ordonnancement territorial tel qu'il existait. D'autant plus que la crise de 1808 renforça, dans un premier temps, la force des localités et des *fueros*, c'est-à-dire la structure corporative et « républicaine » de la société monarchique.

De ce processus logique découlait néanmoins une difficulté de taille : les capitales de capitainerie ou de vice-royauté qui récupéraient leur gouvernement intérieur ne pouvaient le faire au nom des cités de leur ressort. Ces dernières devenaient tout aussi « libres et indépendantes » que leurs matrices et avaient vocation à garder le dépôt des droits monarchiques autant que les autres cités. Les capitales devaient se borner à solliciter les autres villes à se joindre à une ligue fédérative pour recomposer les espaces juridictionnels des audiences et fonder la moderne souveraineté du peuple. Ce qui était vrai pour Bogotá ou Caracas l'était également pour les capitales provinciales : comment un *cabildo* secondaire pouvait-il prétendre à la prééminence sur les corps municipaux du même ressort alors que les hiérarchies territoriales anciennes avaient été relativisées par l'acéphalie royale et la déposition des autorités coloniales ? La difficulté était encore redoublée en Nouvelle-Grenade du fait de la taille modeste de la capitale vice-royale, Santafé, et surtout, de la conjoncture : la cité andine avait formé sa junte après la plupart des villes secondaires comme Carthagène, Mompox ou El Socorro[17]. Dans ses conditions, Santafé ne pouvait préserver sa prééminence sauf à solliciter poliment la reconnaissance de son caractère suprême par les autres juntes (ce qu'elle s'empressa de faire avec un succès relatif). La dynamique de décomposition territoriale était encore renforcée par les valeurs clés du moment de l'éclosion juntiste : indépendance et liberté. Au Venezuela, le problème central de l'articulation fut la division de la province de Caracas[18]. Celle-ci représentait plus en termes de richesses et de population que toutes les autres réunies. Des cités de son ressort, comme Valencia, rêvaient de devenir capitales de province. La province historique de Cumaná refusait de se soumettre au gouvernement de Caracas.

[16] J. M. Portillo Valdés, *Crisis atlántica*, chap. ii-iv.

[17] Voir D. Gutiérrez Ardila, *Un nuevo reino.*

[18] C. Leal Curiel (éd.), *Libro de Actas del Supremo Congreso de Venezuela*, t. I ; V. Hébrard, *Le Venezuela indépendant*, pp. 83 *sqq*.

L'impératif de sécurité collective imposait pourtant, en ces temps de guerre, l'unité. *Pueblos* et provinces étaient tous conscients de la nécessité d'une défense collective qui fut la première figure de la nation dans la région. Or la création d'un gouvernement unifié ne pouvait recevoir qu'une solution fédérative ; c'était la seule forme d'État à pouvoir concilier la création d'un gouvernement « national » avec l'indépendance et la liberté des provinces et des cités. Cette solution, déjà imaginée en mai 1810 par Camilo Torres Tenorio, avait été prévue par les théoriciens protestants du droit naturel moderne[19] et avait pour précédent le trio mille fois cité des républiques composées (et calvinistes : un souci de plus pour de si catholiques patriotes) de Suisse, de Hollande et des États-Unis. Ainsi, dès leur création, les juntes néo-grenadines affirment la nécessité d'une fédération des provinces et des cités. En septembre 1810, les députés des provinces arrivent à l'ancienne capitale vice-royale pour conférer sur les modalités de l'association. L'enjeu de la fédération enflamme la presse et les gouvernements provinciaux. Aux provinces qui soutiennent la confédération souple s'opposent, à Bogotá, les partisans d'un gouvernement unifié.

Par-delà les querelles bien connues entre « centralistes » et fédéralistes, il existe certains consensus silencieux qui lient les positions des acteurs, ouvrant la voie à la républicanisation des provinces. La prémisse fédérative étant acceptée par tous, restait encore à définir la nature des corps politiques libres et indépendants qui seraient associés. Tout le monde s'accordait sur le caractère composé de la souveraineté transmise aux peuples par subrogation des droits monarchiques. Mais le doute portait sur les éléments politiques qui entraient en composition. Étaient-ils « une association informe de peuples inconstitués (ou une) réunion de provinces indépendantes et souveraines »[20], comme le posait si bien le député Cabrera au Congrès constituant du Venezuela, ou bien des corps politiques déjà constitués ? Corrélativement, l'ensemble formé devait-il être une confédération, une fédération ou un État centralisé ? Toutes ces solutions furent expérimentées, dans cet ordre, au cours du processus révolutionnaire, jusqu'à la création de la république « une et indivisible » d'Angostura en 1819.

L'ensemble de ces données, déterminées par les formes de la crise monarchique, définissait une équation politique dont la solution avait été donnée par l'*Esprit des lois*. L'éclosion républicaine de la Terre Ferme décrit un moment Montesquieu. Non que le baron de la Brède ait influencé les constituants créoles pour leur montrer le droit chemin : il a plutôt fourni les formules linguistiques et la légitimité philosophique pour résoudre les problèmes que posaient à la fois les contraintes institutionnelles, avec la dispersion du pouvoir dans les cités, le consensus en faveur du gouvernement représentatif issu de la souveraineté populaire, et l'urgente nécessité de la défense vis-à-vis des

[19] S. Pufendorf, *Le droit de la nature et des gens*, t. III, p. 214 (liv. VII, chap. vii, des différentes manières d'acquérir la souveraineté où l'auteur parle d'un « espèce d'État composé » résultant de l'interrègne). Référence revendiquée par l'*Argos Americano* (Carthagène), 35, 27 mai 1811.

[20] Session du 27 juin 1811, dans C. Leal Curiel (éd.), *Libro de Actas del Supremo Congreso de Venezuela.*

attaques extérieures dans le contexte d'un vide du pouvoir souverain. Ces limites posées, l'autorité indiscutable de Montesquieu a sans doute puissamment œuvré pour forger le consensus des élites patriotiques à propos de la républicanisation des États confédéraux et provinciaux. Celui-ci, en effet, avait montré dans le livre IX de l'*Esprit des lois* que, pour construire un gouvernement représentatif, libre et capable à la fois de résister aux agressions sur un grand territoire, il fallait créer une fédération[21]. L'union devait, en outre, associer des corps politiques de même nature, c'est-à-dire des républiques. L'exemple heureux des États-Unis montrait combien Montesquieu avait raison dans son pronostic.

La création d'un État composé, issu des cités, dans le contexte de l'acéphalie monarchique aboutissait à la formation de Provinces-Unies. Ce processus entraînait par contrecoup la formation d'un ensemble de républiques provinciales. C'est pourquoi, la première mention du nouveau régime apparaît d'abord dans les lois fédératives avant que d'être inscrites dans les chartes provinciales. L'article 6 de l'Acte de Fédération de la Nouvelle-Grenade, s'appuyant sur les Articles de Confédération de 1777, représente ainsi la première occurrence officielle du nouveau régime :

> Les Provinces-Unies de Nouvelle-Grenade se reconnaissent mutuellement comme égales, indépendantes et souveraines, et se garantissent l'intégrité de leurs territoires, leur administration intérieure et une forme de gouvernement républicain[22].

La première union de républiques était créée en Amérique espagnole dès novembre 1811. En décembre, l'article 133 de la constitution des Provinces-Unies du Venezuela précisait que le « Gouvernement Républicain » concernait « l'administration des affaires domestiques », c'est-à-dire l'échelon provincial. Les Provinces-Unies, en tant qu'ensemble confédéré, n'étaient pas désignées comme des républiques, mais comme des « nations », des « corps de nation », ou des « États ». Le terme de république fut réservé aux corps politiques qui pouvaient légitimement recueillir les droits de Ferdinand VII et exercer la souveraineté en raison de leur suffisance démographique, militaire et économique. Provinces, « République » ou « État » : c'est ainsi que dès novembre 1811 furent désignés les gouvernements autonomes des provinces formant les termes de la relation confédérale. Et ce fut dans le cadre négligé de l'État provincial que s'affirma l'existence du gouvernement représentatif et populaire en Terre Ferme, la république figurant le type de la communauté propice à son déploiement. Pour résumer, on pourrait dire que le paradigme de la fédéralisation définit le champ politique qui détermine le processus de constitutionnalisation des provinces, lequel entraîne la création d'États républicains. L'éclosion des républiques répondrait aux modalités de la réarticulation territoriale et juridictionnelle

[21] Montesquieu, *De L'Esprit des Lois.*

[22] *Acta de la Federación de las Provincias Unidas de Nueva Granada,* 27 novembre 1811, art. 6.

après l'éparpillement de la souveraineté que supposait la création des juntes d'autogouvernement en 1810.

Il n'est pas interdit d'interroger la nature de ces républiques. Celles-ci décrivaient avant tout le gouvernement domestique, économique au sens étymologique. L'on pense ici au *régimen* médiéval, c'est-à-dire la droite administration de la corporation selon l'idéal du bien commun plutôt qu'à l'exemple des États-Unis. Ces premières républiques reposaient in fine sur des pactes entre les corps de ville des cités principales[23]. Entre 1812 et 1816, les institutions de l'État d'Antioquia se fondaient par exemple sur un ensemble subtil de compromis entre les élites des quatre *cabildos* de la province : Santafé de Antioquia, Medellín, Rionegro et Marinilla. Chacune de ces villes abritait une partie des institutions « nationales » afin d'éviter les jalousies. Les assemblées représentatives de l'Antioquia figuraient à la fois le poids des municipalités et l'ensemble des citoyens, en une image à la fois corporative et démocratique de la province. Dans la république de Carthagène, la réalité était la même. Une liste des « fonctionnaires élus à Carthagène immédiatement après la déclaration d'indépendance » associe sur un même plan les membres des trois pouvoirs avec les échevins et les corregidors de Carthagène, Mompox et Simití, San Benito Abad, Barranquilla et Santo Tomás[24]. Dans la plupart des constitutions républicaines, le collège électoral, rassemblant des électeurs désignés au suffrage censitaire, désignait chaque année les membres des corporations de l'État : exécutif, législature, tribunaux supérieurs, etc. L'élection se déroulait à la fin de chaque année comme sous l'Ancien Régime pour celle des autorités corporatives. L'ensemble des fonctionnaires publics, qui étaient pour la plupart des juges, composaient en outre la « représentation nationale ». Celle-ci ne désignait pas l'image politique du peuple, mais l'ensemble des autorités élues. Dans leur mode de désignation et de fonctionnement, ces républiques provinciales reprenaient le legs corporatif de la monarchie catholique, sans toutefois s'identifier à lui. En ce sens, l'héritage de la monarchie composite se projette sur les confédérations qui se dessinent dès 1810. Les républiques provinciales n'étaient en réalité que des agrégats de juridictions municipales. Dit d'une autre façon, les Provinces-Unies formaient un État composé de républiques de même que la monarchie catholique unissait, sous la férule royale, un ensemble agrégatif de royaumes, provinces et cités.

III. — LA RÉPUBLIQUE EXCLUSIVISTE

La création des républiques provinciales découlait de la solution confédérale trouvée à la crise de la Monarchie. Celles-ci auraient pu s'inscrire dans le cadre institutionnel d'une monarchie, à la manière des Treize Colonies d'Amérique

[23] D. Gutiérrez Ardila, *Un nuevo reino.*

[24] « Funcionarios del Gobierno elegidos en Cartagena inmediatamente despues de declarada la Independencia », Archivo Restrepo, fonds 1, vol. 1, Revolución de Cartagena (1741-1816), f° 644.

du Nord avant l'indépendance qui formaient autant de petites républiques représentatives placées sous la souveraineté d'un roi et d'un parlement. Néanmoins, il faut reconnaître qu'à côté des manœuvres institutionnelles destinées à suppléer la *vacatio regis*, s'affirme dans toute la Terre Ferme un discours antimonarchique militant. Pour simplifier les choses, il faut distinguer deux temps dans l'éclosion républicaine de la Terre Ferme. Le premier est celui de la « république couverte » : dans le contexte de vide du pouvoir, le changement de régime n'est qu'une possibilité parmi d'autres, soutenu par quelques radicaux qui multiplient néanmoins les allusions au précédent nord-américain. Cette période commence dès la création des juntes, au cours de l'été 1810, jusqu'au début de l'année 1811. Les événements se précipitent alors, avec, début janvier, l'ouverture du processus constitutionnel de Terre Ferme par la promulgation de la charte monarchique du Cundinamarca, en réponse au projet de constitution espagnole et à la nécessité de concentrer le gouvernement intérieur face à la confédération que les autres provinces tentent d'instituer. La loi fondamentale de Bogotá reconnaît le roi Ferdinand tout en s'appuyant sur des traductions des lois fondamentales nord-américaines et françaises du Directoire et du Consulat. Elle fait du Cundinamarca, comme l'écrivit l'historien-ministre José Manuel Restrepo, « une monarchie sous la forme républicaine »[25]. Suivent les déclarations d'indépendance du Venezuela et de Carthagène. Dans la Capitainerie générale, les émeutes « royalistes » de Valencia, causées par l'émancipation vis-à-vis de l'Espagne, suscitent la publication de brûlots antimonarchiques dans la presse patriote. La fin de l'année couronne la dynamique de républicanisation exclusiviste. S'ouvre le moment de la *république ouverte*. Celui-ci commence au cours de l'été 1811 avec les premières charges explicites contre la Monarchie à Caracas, Carthagène ou Santafé. Reprenant un vieil argument républicain, le député Juan Germán Roscio affirme alors que la monarchie est un châtiment que Dieu infligea aux juifs pour leur désobéissance[26]. Antonio Nariño et le moine Diego Padilla nourrissent une controverse, par journaux interposés, sur la place de la religion dans la *kingless* république qu'ils appellent de leurs vœux[27]. Miguel de Pombo, membre du gouvernement du Cundinamarca, écrit :

> [Les Gouvernements de l'Europe] sont monarchiques ou aristocratiques, et l'Amérique dans son entier est pleinement convaincue que ces deux institutions sont essentiellement viciées, et que l'une et l'autre tendent par nature à l'arbitraire et au despotisme […]. Un Roi, s'il est puissant, opprime sa nation, et s'il est faible la laisse opprimer, soit par les grands qui la domine, soit par les favoris qui l'adulent. Les Rois ont toujours été le fléau *(azote)* le plus terrible du genre humain, et en tous temps ils ont couvert la terre de sang et de cendres[28].

[25] J. M. Restrepo, *Historia de la revolución de la República de Colombia en la América Meridional*, t. I, p. 134.

[26] J. G. Roscio, *Patriotismo de Nirgua y abuso de los reyes*.

[27] A. Nariño, *La Bagatela*, n° 5, 11 août 1811 ; D. Padilla, *Al Señor autor de la Bagatela*.

[28] M. de Pombo, *Constitucion de los Estados Unidos de America*, p. viii.

Alors que les chartes républicaines se multiplient au cours du premier semestre de 1812, la *Gazeta de Caracas* publie les parties les plus antimonarchiques de *Common Sense*[29]. À ce républicanisme antimonarchique, et complexe, s'articule un autre, de facture classique et atlantique, fondé sur la vertu, les milices, la frugalité et la peur de la corruption et de la cour. Dès 1812, les forces armées, sous la conduite de Bolívar, ont recours au registre républicain dans les proclamations officielles pour galvaniser les troupes, tandis que la guerre devient sans quartier contre les partisans des Cortès de Cadix.

Nous finirons en suggérant deux pistes de recherche à propos de la rapide éclosion des républiques antimonarchiques en Terre Ferme. Il faut tout d'abord éclairer l'articulation de ce premier républicanisme avec le droit naturel et le libéralisme politique. Rappelons que Pocock et Skinner ont décrit un humanisme civique étranger à ces deux dimensions. La question des droits de l'homme semble à cet égard cruciale. Le nouveau régime semblait, aux yeux de ses zélateurs créoles, le plus à même d'instituer les règles sociales sur ces droits fondamentaux. Les travaux classiques de Caracciolo Parra-Pérez et de Pedro Grases ont insisté avec raison sur l'influence des révolutions que l'on nomme aujourd'hui atlantiques, notamment celles des États-Unis et de la France avec ses prolongements caraïbes. Cette piste est aujourd'hui explorée avec fruit[30] : celles-ci furent en effet les premières à inscrire les valeurs du droit naturel moderne dans le corpus constitutionnel. On doit également évoquer les mouvements « précurseurs », avec la conspiration républicaine de Manuel Gual, José María España et Juan Bautista Picornell en 1797[31], dont il convient de repenser l'articulation avec les événements postérieurs sans excès de téléologie. Sur un plan plus général, il faut noter que de nombreux intellectuels créoles réformateurs ou révolutionnaires, poursuivis à partir de 1794 pour lèse-majesté, se sont trouvés aux premiers postes de la révolution. Si leur présence a coloré les événements révolutionnaires dans le sens de la radicalisation, ils n'étaient pas républicains avant 1808, hormis de très rares exceptions comme Picornell. Ils le sont donc devenus, comme l'avoue l'un des premiers d'entre eux, Roscio, dans *Le triomphe de la liberté sur le despotisme*. Le processus de conversion au républicanisme de ces défenseurs précoces des droits de l'homme et de la réforme de la monarchie catholique demanderait de nouveaux éclairages, débarrassés du présupposé téléologique que ce groupe, qui a croisé de près ou de loin Miranda, souhaitait *insolidum* l'indépendance et la république avant la crise de 1808[32].

[29] À partir du 17 janvier 1812 sous le titre *Política. De la Monarquía y sucesión hereditaria; tomado de la obra de Tomás Payne sobre justificar la Independencia de la Costa Firme, traducida del inglés al castellano por el Ciud. Manuel García de Sena, Venezolano.* Il s'agit des pages de la traduction de Manuel García de Sena, publiée à Philadelphie en 1811. Voir M. García de Sena, *La independencia de la Costa Firme*, pp. 18-31.

[30] J. Urueña Cervera, *Bolívar Republicano* ; Id., *Nariño, Torres y la Revolución Francesa*. C. Leal Curiel, « Imaginario político republicano de la provincia de Venezuela » ; G. Lomné, « Le lis et la grenade ».

[31] Ainsi que l'activisme de Francisco de Miranda.

[32] On pense à Pedro Fermín de Vargas, Antonio Nariño, les nombreux participants à la conspiration de Gual et España, Francisco Isnardi, etc.

L'enjeu de la religion, trop négligé jusqu'à présent par l'historiographie, si ce n'est du côté royaliste[33], mériterait de recevoir plus d'attention. Les patriotes souhaitaient réformer les rapports entre société civile et catholicisme en nouant de nouvelles relations entre les puissances civile et spirituelle. Bien connue est la controverse que souleva la publication, par un auteur signant « William Burke[34] », d'une série d'articles revendiquant la tolérance religieuse dans la *Gazeta de Caracas* à partir du 19 février 1811[35]. L'écho de ces écrits fut immense, suscitant la publication d'une série de réfutations et l'agitation du peuple dans certaines villes. Plusieurs exemples impressionnants témoignent du choc des catholicismes, l'un tendant vers le déisme et la pratique individuelle, l'autre demeurant attaché aux cadres de la tradition romaine. Prenant acte du retour au peuple de la souveraineté, la Junte du Socorro vota la création d'un évêché. Les justifications d'un tel acte, rejeté par l'archevêché de Santafé, étaient d'inspiration gallicane et janséniste[36]. La Junte de Bogotá refusa d'admettre le nouvel archevêque, Sacristán, pourtant nommé selon les formes canoniques[37]. L'affaire causa un grand scandale qui fut exploité par les provinces loyalistes pour démontrer l'impiété des patriotes. En 1812, la Constitution de Barcelona reprenait certaines dispositions de la Constitution civile du clergé de 1791 comme l'élection populaire des prêtres[38]. L'un de ses deux rédacteurs, Francisco Espejo, connaissait les discours de Mirabeau l'aîné à l'assemblée constituante en défense de la réforme[39]. Il fallut toute l'énergie de l'archevêque de Caracas pour éviter l'élection populaire d'un vicaire général et de curés dans l'État républicain de Barcelona : un « schisme honteux » selon le prélat, qui « adoptait en tout la Constitution civile faite pour le clergé français »[40]. Ces innovations dans l'Église, fondées sur un principe étendu de souveraineté populaire attaché au principe républicain, furent très mal reçues dans l'opinion. Elles contribuèrent à la polarisation du champ politique et à la chute des Provinces-Unies du Venezuela. Partout, l'implication des controverses religieuses radicalisa les positions des adversaires, les figeant dans l'alternative de la monarchie ou de la république, obligeant alors les républicains à prouver la sacralité d'un État sans roi.

[33] T. Straka, *La voz de los vencidos* ; Id., *Un reino para este mundo* ; F. J. Virtuoso, *La crisis de la catolicidad en los inicios republicanos de Venezuela.*

[34] Sur l'identité de « William Burke », voir M. Rodríguez, « *William Burke » and Francisco de Miranda*. Rodríguez pense qu'il s'agit de Juan Germán Roscio, qui aurait adapté les écrits de James Mill. Sur la controverse à propos de la tolérance, pp. 375 *sq*.

[35] Voir le recueil de texte de C. Felice Cardot, *La libertad de cultos*.

[36] M. T. Calderón et C. Thibaud, *La majestad de los pueblos en la Nueva Granada y Venezuela*.

[37] Archivo Restrepo, fonds I, vol. 4 « Revolución de Santafé y Nariño », f°s 138-150.

[38] « Constitución de la República de Barcelona Colombiana », tit. 14, art. 2 et 12.

[39] Cet écrit se trouvait parmi les papiers saisis à José María España alors qu'Espejo était, ironiquement, le procureur chargé des poursuites judiciaires pour l'Audience. « Papeles encontrados en casas de Gual en Caracas y España en La Guayra », AGI, Caracas, leg. 434, f° 156, cité par V. Mongey, « The pen and the sword ». On trouve l'original du texte dans Mirabeau, *Collection complète des travaux de M. Mirabeau l'ainé, à l'Assemblée nationale*, pp. 262-310.

[40] N. Coll y Prat, *Memoriales sobre la independencia de Venezuela*, pp. 212-213.

L'accession à la forme républicaine de gouvernement n'eut rien d'un processus naturel et ne fut pas la conséquence nécessaire de l'indépendance. De sorte qu'il nous semble impossible d'opposer, comme l'a proposé José Antonio Aguilar[41], la « république dense » de la tradition atlantique à la « république épidermique », cette forme pauvre qui n'aurait eu de consistance que dans son opposition à la Monarchie. D'abord parce que le paradigme du républicanisme classique, si bien mis en valeur par David Brading[42], ne doit pas cacher la réalité fondamentale de la république corporative, dont les champs de déploiement étaient à la fois l'histoire des idées — insérée dans la tradition hispanique — mais surtout les pratiques quotidiennes de la vie municipale et de ses institutions, qui avaient modelé la perception des acteurs. Ce n'est pas un hasard si les plus révolutionnaires les plus importants avaient été maires ou échevins : ce fait ne doit pas seulement être lu en termes sociologiques comme un trait d'appartenance aux oligarchies locales. Ensuite parce que le républicanisme exclusiviste, antimonarchique, n'était pas une forme pauvre et réactive. Il était devenu un courant riche et complexe avec les révolutions atlantiques, articulant à une politique des droits de l'homme, un programme sophistiqué de réforme religieuse et un projet économique libéral qui se distinguait des concepts classiques de l'humanisme civique. Enfin parce que la forme républicaine ne fut pas seulement un problème idéologique, réservé aux peu nombreux : la fin de la Monarchie rencontra de fortes résistances dans la société, au sein des milieux plébéiens et de couleur, notamment. Impossible, dans cette perspective, de se dérober à la question du royalisme et du républicanisme populaire[43]. L'adoption de la république, comme le montre le cas de la Terre Ferme, ne peut se comprendre dans la seule perspective de la lutte anticoloniale : elle mobilise la volonté de transformer l'articulation des espaces juridictionnels, le désir d'égalité de tous dans la dignité retrouvée, un programme régénérateur par l'exercice des libertés civiles, l'ambition d'une relation épurée et individuelle à la religion. La complexité et l'intérêt du moment républicain sont à la mesure de ces enjeux.

SOURCES

Acta de la Federación de las Provincias Unidas de Nueva Granada, 27 novembre 1811 [disponible sur Internet : http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/acta-de-federacion-de-las-provincias-unidas-de-la-nueva-granada-27-de-noviembre-de-1811--0/html/008e5574-82b2-11df-acc7-002185ce6064_2.html].

Coll y Prat, Narciso, *Memoriales sobre la independencia de Venezuela (1812-1822)*, éd. Manuel Pérez Vila, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1960.

[41] J. A. Aguilar Rivera, « Dos conceptos de república ».

[42] D. Brading, *The First America*, chap. 27.

[43] J. E. Sanders, *Contentious republicans* et Id., « Atlantic Republicanism in Nineteenth-Century Colombia ».

Constitución de la República de Tunja [disponible sur Internet : http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/derecho/constitucion-de-la-republica-de-tunja].

Destutt de Tracy, Antoine, *A commentary and review of Montesquieu's Spirit of Laws: prepared for press from the original manuscript, in the hands of the publisher to which are annexed Observations on the thirty-first* [*!*], Philadelphie, Printed by William Duane, 1811.

El Argos Americano. Papel político, económico y literario de Cartagena de Indias (17 septembre 1810 - 26 août 1811), Carthagène des Indes.

García de Sena, Manuel, *La independencia de la Costa Firme justificada por Thomas Paine treinta años ha*, éd. Pedro Grases, Caracas, Instituto Panamericano de Geografía e Historia, 1949.

Leal Curiel, Carole, (éd.), *Libro de Actas del Supremo Congreso de Venezuela, 1811-1812*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 2010 (2 vol.).

Mirabeau, Honoré-Gabriel de Riquetti, comte de, *Collection complète des travaux de M. Mirabeau l'ainé, à l'Assemblée nationale : Précédée de tous les discours et ouvrages du même auteur, prononcés ou publiés en Provence, pendant le cours des élections*, Paris, Imprimerie de la veuve Lejay, 1792, t. V.

Montesquieu, Charles-Louis de Secondat, *De l'esprit des lois* [1748], éd. Victor Goldschmidt, Paris, Flammarion, 1994.

Nariño, Antonio, *La Bagatela*, Santafé de Bogotá, s. d.

Padilla, Diego, *Al Señor autor de la Bagatela*, Santafé de Bogotá, Imprenta Patriótica de D. Nicolás Calvo, 1811.

Pombo, Miguel de, *Constitucion de los Estados Unidos de America según se propuso por la convención tenida en Filadelfia el 17 de septiembre de 1787*, Santafé de Bogotá, Imprenta Patriótica de D. Nicolás Calvo, 1811.

Pufendorf, Samuel, *Le droit de la nature et des gens*, trad. française de Jean Barbeyrac, Londres, Jean Nours, 1740, t. III.

Restrepo, José Manuel, *Historia de la revolución de la República de Colombia en la América Meridional*, Beçanson, Imprenta de José Jacquin, 1858.

Roscio, Juan Germán, *Patriotismo de Nirgua y abuso de los reyes*, Caracas, Imprenta de Juan Baillío, 1811.

V

LAS REVOLUCIONES Y SUS REFLEJOS

LA PRINCESA NEGADA

DEBATES Y DISPUTAS EN TORNO A LA REGENCIA (1808-1810)

Marcela Ternavasio
Universidad Nacional de Rosario — CONICET

En el punto de partida de este ensayo está la advertencia que realizara François-Xavier Guerra en ocasión del Quinto Centenario: la de regresar a los acontecimientos sucedidos entre 1808 y 1810 para observar y analizar todas las alternativas que abrió la crisis de la monarquía española a ambos lados del Atlántico[1]. El proyecto de instaurar una regencia por parte de la infanta Carlota Joaquina de Borbón fue una de tales alternativas y es el tema central de las reflexiones que siguen[2]. El escenario elegido se focaliza, en esta oportunidad, en el debate desarrollado en la Península a partir de la Consulta presentada en agosto de 1809, y el objeto de dicha elección es desplegar las alianzas y conflictos políticos que la precedieron y que a su vez desató en aquel bienio crucial.

Si bien parte de la historiografía luso e hispanoamericana ha dado cuenta de algunos aspectos de la habitualmente llamada alternativa «carlotista», han sido pocos los trabajos dedicados específicamente al tema[3]. La propuesta investigativa más general en la que se inscriben las siguientes páginas es explorar el carlotismo desde un enfoque que no busca hacer una biografía del personaje que lo encarnó, sino utilizar su proyecto —que como sabemos fracasó casi desde un comienzo por las escasas adhesiones que recibió— como «laboratorio de observación» de las distintas y cambiantes tramas políticas que se fueron tejiendo a su alrededor. Tales tramas involucraron no sólo al grupo criollo que adhirió al carlotismo en la capital del Virreinato del Río de la Plata —la dimensión sin duda más conocida del fenómeno— sino también a las autoridades coloniales, a las autoridades sustitutas del rey en la Península, a la Corte de Braganza y a

[1] F. X. Guerra, *Modernidad e independencias.*

[2] Carlota Joaquina de Borbón era la hija mayor de Carlos IV y esposa de João VI de Braganza, príncipe regente de Portugal, trasladado con toda su familia y su corte a Brasil a fines de 1807.

[3] A. Fernández, *Manuel Belgrano*; E. de Gandía, «La Princesa del Brasil»; R. Etchepareborda, *Qué fue el carlotismo*; Id., *Política luso-rioplatense*; Id., *Felipe Contucci y el carlotismo*; Id., «Difusión del carlotismo»; Id., «Entretelones»; F. Nogueira de Azevedo, «Carlota Joaquina, a construçao»; Ead., «Carlota Joaquina na historiografia»; Ead *Carlota Joaquina na corte do Brasil*; Ead *Carlota Joaquina. Cartas inéditas*.

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 261-274.

los gabinetes británicos[4]. Se trata de un lente que permite mirar en simultáneo tanto el mundo hispánico —a escala local y a la vez imperial— como asimismo la disputa interimperial que subtiende a las alianzas y correlaciones de fuerza en ese período.

Las razones de concentrar el análisis en el debate suscitado en la Península entre agosto y noviembre de 1809 son variadas. La primera, de carácter metodológico, reside en la potencialidad que encierra este debate para abrir reflexiones que involucran a otros escenarios, momentos y actores. La segunda, de carácter heurístico, es sacar a la luz documentos que han sido escasamente explorados, al menos desde la perspectiva aquí propuesta. La tercera, de índole historiográfica, es llamar la atención sobre el relativo silencio que la historiografía española tradicional ha mantenido respecto de la cuestión carlotista[5]. En este sentido, es probable que la invisibilidad que ha tenido el tema en la historia de la Península sea una suerte de espejo de la invisibilidad que por mucho tiempo tuvo América en dicha historiografía.

I. — LA CONSULTA

El 26 de agosto de 1809, el Consejo Reunido elevó una consulta en la Península en la que proponía la creación de una regencia. No era la primera vez que desde las abdicaciones de Bayona se discutía esta alternativa[6]. El Consejo de Castilla la había impulsado desde el comienzo de la crisis —apoyado por algunos generales del ejército— y disputó, en este sentido, con las juntas provinciales, renuentes a apoyarla. El hecho de que la Junta Central, una vez conformada, permitiera al Consejo seguir ejerciendo sus funciones, le dio a éste los medios legales para que, mediante oportunas consultas, llevase a cabo lo que Miguel Artola denominó «una labor de zapa». La elevada en agosto recogía el programa presentado en una consulta anterior, en la que el Consejo proponía crear una regencia de 1, 3 o 5 miembros —según las Leyes de Partidas— presidida por un Borbón (el candidato más firme era el arzobispo de Toledo), extinguir las juntas provinciales, y convocar a Cortes[7]. Pero a diferencia de la primera, la de 1809 tuvo extensa difusión. Melchor Gaspar de Jovellanos afirmaba en su *Memoria en defensa de la Junta Central* que «se habían difundido copias por varias partes y era ya materia de todas las

[4] Parte de estas tramas han sido abordadas por M. Irurozqui, «Del "Acta de los Doctores" al "Plan de Gobierno"»; V. Peralta Ruiz, *En defensa de la autoridad*; M. L. Soux, *El complejo proceso hacia la independencia de Charcas*; A. Slemian y J. P. G. Pimenta, *A corte e o mundo*; Id., *Brasil y las independencias.*

[5] Cabe destacar que una excepción al silencio señalado es la obra de J. M. Rubio, *La infanta Carlota Joaquina.*

[6] Véase M. Chust Calero, *La cuestión nacional americana*; A. Moliner Prada, «El movimiento»; R. Breña, *El primer liberalismo*; V. Peralta Ruiz, *La independencia y la cultura política peruana*; I. Fernández Sarasola, «Las alternativas»; R. Hocquellet, *La revolución.*

[7] M. Artola Gallego, *La España de Fernando VII,* p. 404.

conversaciones»[8]. Tal difusión parecía responder a un gesto deliberado destinado a formar opinión a favor de una regencia.

La consulta desató un cierto revuelo. Algunas de las respuestas —conservadas en el Archivo Histórico Nacional (Madrid)— expresan las posiciones de ciertos personajes relevantes —en su mayor parte ministros de Estado— y las divisiones y disputas que provocó la propuesta. Tales posiciones iban desde el más rotundo apoyo a crear una regencia hasta los rechazos más encarnizados y virulentos. En una adhesión sin reticencia se ubicó, por ejemplo, Antonio Cornel, a cargo del Despacho de Guerra, para quien formar una regencia colegiada de 3 a 5 miembros en reemplazo de la Junta Central permitiría el «más breve despacho de los negocios de la Monarquía»[9]. Antonio Escaño, encargado del Despacho de Marina, prefería no innovar la situación vigente, ya que como la Junta Central había sido reconocida en su soberanía por todos los «vastos dominios en América, la España y las potencias que nos favorecen», era de temer que «si la América y algunas de nuestras provincias no reconocen al Consejo de Regencia, qué de males no vamos a experimentar!». A tal efecto se inclinó por crear dentro mismo de la Junta una comisión de 3 a 5 miembros para encargarse del «poder ejecutivo»[10].

Francisco de Saavedra adoptó en su respuesta una posición similar a la de Escaño y lo hizo apelando al nuevo idioma constitucional que presentaba a la división de poderes como un principio fundamental. Para el sevillano, los males no se evitarían creando una regencia y disolviendo la Junta, representante ésta de la «voluntad de la nación»; por el contrario, puesto que una regencia que no fuera designada en Cortes carecería de legitimidad, la situación podría hacerse aún más crítica. Su propuesta era crear un Consejo o Poder Ejecutivo de 3 a 5 miembros que, coexistiendo con la Junta y pudiendo ser elegidos tanto dentro como fuera de ella, se encargara de los asuntos más delicados y urgentes, en especial de los militares[11].

La posición más radical la asumió el conde de Tilly, representante en la Junta por Sevilla, quien consideró que establecer una regencia «a la par que es ilegal e impracticable, es igualmente el germen de la división y de la ruina del estado». El punto de partida de su argumento fue que en la «gloriosa revolución» de España, la autoridad de la Junta «no es ni ha sido ni podrá ser otra que la que quisieron cederle los Pueblos en aquella época fatal y desgraciada» y «que todo abuso pues de esta potestad [a la que llama Cuerpo Legislativo] a más de ser ilegítimo es un crimen de alta traición por el que se defrauda a la Patria en el goce de una autoridad que supo reservarse y que jamás quiso subdelegar». Continuaba su diatriba afirmando que «la Junta Central pues no tiene otros derechos que los que voluntariamente quiso cederle el Pueblo en quien residía por entonces el poder y la Soberanía» y que ceder el poder a «una porción pequeña de

[8] *Ibid.*, p. 467.

[9] Antonio Cornel, 1° de septiembre de 1809, Archivo Histórico Nacional (en adelante AHN), Madrid, Estado, leg. 3666 (2), exp. 57.

[10] Antonio Escaño, 27 de agosto de 1809, AHN, Madrid, Estado, leg. 3666 (2), exp. 57.

[11] Francisco de Saavedra, 29 de agosto de 1809, AHN, Estado, leg. 3666 (2), exp. 57.

ciudadanos» no era un bien sino «un abuso de poder» y «la violación más palpable de los derechos y de la voluntad de los Pueblos que representamos». El conde de Tilly concluía diciendo que cualquier alternativa de instaurar una regencia está «expuesta a no ser con fundamento reconocida» y advertía que

> las Américas, esta gran parte de la monarquía española llamada hoy día por el Gobierno a la causa común, no podría menos de separarse de ella en el día en que sin conocimiento de sus representantes fuese establecido el nuevo Gobierno que se pretende[12].

Hasta aquí, las respuestas oscilan entre una lógica que privilegiaba el pragmatismo político frente a la urgencia de los acontecimientos (especialmente bélicos) y la necesidad de concentrar el poder o al menos la gestión de las decisiones, y otra lógica que ponía en primer plano la «revolución» experimentada a partir de 1808, la cual había creado nuevas condiciones para reclamar legitimidad y, por lo tanto, reconocimiento. Ambas lógicas y argumentaciones seguían, en gran parte, las ya discutidas desde 1808. Sin embargo, los personajes hasta aquí citados no entraron en disquisiciones que pusieran de relieve la cuestión de la legalidad vigente. Concientes todos de la fragilidad jurídica en la que se estaban moviendo, prefirieron discurrir en torno a la cuestión de la legitimidad o silenciar directamente el problema en nombre de una estrategia de *realpolitik*.

Pero uno de los individuos que respondió a la consulta apuntó deliberadamente al plano de la legalidad. Se trata de Benito Ramón de Hermida, encargado del despacho de Gracia y Justicia, quien defendió sin reticencias no sólo la necesidad de instaurar una regencia sino además que ésta estuviera encarnada por la infanta Carlota Joaquina de Borbón. Para argumentar su posición comenzó descartando la invocación a las Leyes de Partida como fuente de legalidad, por la sencilla razón de que dada la inusitada situación creada en Bayona —a la que no duda en considerar ilegal e ilegítima por el abandono que los reyes hicieron de la Corona— aquellas leyes no podían ofrecer una respuesta a la *vacatio regis*. Veamos in extenso su argumentación:

> Ansiosos del acierto, razón es busquemos alguna guía en nuestras respetables leyes, cuya autoridad fue sabiamente citada en el principio de este ilustre Cuerpo por alguno de sus celosos y sabios individuos, y en ellas parece hallamos que un Regente y un Consejo de Regencia de cuatro o cinco personas deben ejercer la Soberanía durante la menor edad o incapacidad de un rey enfermo de la razón; pero el caso presente no está previsto ni determinado. Un Rey que se ausenta de su reino, abdica su corona en su nombre y de toda su familia, la renuncia en un extranjero y entrega la Nación a sus enemigos, es un suceso que no cupo ciertamente en la previsión del legislador más sabio. La Nación ultrajada y ofendida en sus primitivos derechos los reclama y reasume la soberanía nula e ilegítimamente traspasada a una aborrecida dinastía: es verdad que movida a compasión por la suerte de un rey y la violencia que le forzó a tan funesta resolución, quiso volver en

[12] Conde de Tilly, 26 de agosto de 1809, AHN, Madrid, Estado, leg. 3666 (2), exp. 57.

> cierto modo a elegirle por su Monarca y reconocerle como a tal entre las cadenas de su esclavitud [...]. El Gobierno Supremo y todos los atributos de la soberanía recayeron entre tanto plenamente en la misma Nación y ninguna ley puede coartar su voluntad en la manera de ejercerlos por sus representantes, ni obligarla a elegir un Regente que la presida y mande[13].

Hermida denunciaba así la orfandad en la que los reyes habían dejado a todos sus dominios y admitía que en tal situación las juntas primero y luego la Central asumieron la «voluntad común de España». En nombre de esa «representación nacional», la Junta Central estaba autorizada —aunque no obligada por ninguna ley fundamental— a crear una regencia o comisión que, sin suprimir la Junta y dejando a ésta por encima de aquélla, resolviera los inconvenientes derivados de un cuerpo colegiado muy numeroso. Para presidirla propuso a la infanta Carlota Joaquina por ser

> el más próximo heredero del reyno [...] en cuya persona y descendencia, a falta de familia Real cautiva, se deben reunir los Cetros de España y América con los de Portugal y el Brasil, ventaja incalculable siempre deseada y procurada con los enlaces que la razón de estado tenía por máxima multiplicar entre las casas de España y de Braganza.

Explícitamente postulaba la conveniencia de la unión de las dos coronas ibéricas frente a la alternativa de que si

> fuese preciso abandonar la Península, es claro de cuanta importancia para el establecimiento del Imperio español en el nuevo mundo sería asimismo presentar a sus dilatadas y separadas provincias en centro común de unión y de grandeza aumentada con el Brasil.

De lo contrario se corría el riesgo de que los dominios americanos tomaran el camino de la independencia; un camino que, en el caso de una victoria de Napoleón, la «autoridad nacional española depositada en la Junta» jamás podría evitar[14].

Para reforzar la candidatura de la infanta, un personaje ajeno a las autoridades españolas presentó una misiva a la Junta en esos mismos días. El firmante era el embajador del príncipe regente de Portugal en España, Don Pedro de Souza Holstein, quien aclarando que no pretendía «penetrar en los secretos de este Gobierno» ni «influir en sus deliberaciones», hacía referencia a la ya citada difusión que había tenido la consulta del Consejo en el espacio público:

> se ha esparcido por todo el público la voz de que esta Suprema Junta, llevada de muchas sabias y profundas consideraciones, viene desde hace unos días a esta parte discutiendo el proyecto de entregar en la crisis actual el Gobierno de esta vasta Monarquía a un Consejo de Regencia.

[13] Benito Ramón Hermida, 1° de septiembre de 1809, AHN, Madrid, Estado, leg. 3666 (2), exp. 57.

[14] Benito Ramón Hermida, 1° de septiembre de 1809, AHN, Madrid, Estado, leg. 3666 (2), exp. 57.

En tal situación, el ministro se veía obligado como representante de la Corte de Braganza, a «promover no solo los derechos sino también los intereses de la Princesa Doña Carlota Joaquina de Borbón» a ocupar la cabeza de esa regencia[15].

La reciente llegada de Souza Holstein a España se inscribía en el repentino viraje de las alianzas internacionales provocado por la ocupación napoleónica. Luego de las asperezas entre Portugal y España derivadas del tratado de Fontainebleu, se reanudaban así las relaciones diplomáticas. Como contrapartida del envío del representante de la Corte de Braganza, la Junta Central designó un plenipotenciario cerca de la regencia portuguesa de Lisboa, Pascual Tenorio y Ruiz de Moscoso, y un enviado extraordinario a la corte instalada en Río de Janeiro, el marqués de Casa Irujo.

En su misiva, el embajador portugués apeló a los argumentos jurídicos expuestos por la infanta en el *Manifiesto* que lanzara el 19 de agosto de 1808, cuando reclamó ejercer la regencia en América frente a la crisis de la Monarquía[16]. Tanto en la carta como en el manifiesto se invocaba que Carlota era la más directa sucesora en la línea dinástica, dada la imposibilidad de toda la línea masculina de la familia real de ocupar el trono en la situación creada en Bayona, y que contaba con el aval de «las Leyes Fundamentales de esta monarquía». Pero en la intervención de Souza Holstein se agregaba un dato fundamental: que dichas leyes quedaron «confirmadas por las Cortes de 1789». Con esta referencia se exhibía el viraje en la estrategia de la princesa que transitó de un reclamo más limitado a ocupar la regencia en América —tal como lo expresaba en el manifiesto citado: «salvar del naufragio y de la tiranía de Francia la porción de mi futuro patrimonio en esta parte del Atlántico»— a uno más ambicioso que consistía en convertirse en regente de todo el imperio y en ser reconocida como legítima heredera en el orden de sucesión al trono. La cita de las Cortes de 1789 era importante para legitimar este desplazamiento porque en ellas se había procedido a anular la Ley Sálica, vigente en España desde el reinado de Felipe V. Sólo que esas Cortes reunidas en Madrid a pedido de Carlos IV eran oficialmente desconocidas en la época dado que en su momento el rey había exigido que la resolución mantuviera un carácter reservado para no aventar apetencias por parte de las potenciales ramas herederas al trono.

La intervención del ministro portugués fue, no obstante, muy cauta en esta oportunidad, al limitarse al tema que estaba en discusión a partir de la Consulta del Consejo y dejar asentado, en consecuencia, el derecho de Carlota Joaquina a ocupar la Regencia. Los resultados de la Consulta de agosto no fueron auspiciosos para quienes la promovieron, y menos aún para quienes pretendían colocar a la infanta a la cabeza de la Regencia. Luego de varias semanas de debate y de

[15] Don Pedro de Souza Holstein, 1° de septiembre de 1809, AHN, Madrid, Estado, leg. 3666 (2), exp. 57.

[16] «Manifiesto dirigido a los fieles vasallos» y «Reclamación» del 19 de agosto de 1808. Si bien este primer reclamo lo firman Carlota Joaquina y D. Pedro Carlos y está dirigido al Príncipe Regente de Portugal, a partir de esa fecha será sólo Carlota Joaquina la que encarne la disputa por la Regencia de América.

mucho revuelo en la Junta Central, el episodio culminó a comienzos de noviembre con la formación de una Sección Ejecutiva, compuesta por vocales de la Central, hasta que, por las fuerza de los acontecimientos bélicos ya conocidos, se formó el Consejo de Regencia en enero de 1810.

II. — LOS ESCENARIOS

Los avatares de la Consulta exhiben algunas cuestiones relevantes. En primer lugar, un dato ya muy conocido: la escasa adhesión de la que gozó Carlota Joaquina en la Península. La Junta Central, una vez conformada, había recibido con mucho desagrado el *Manifiesto* de Carlota de agosto de 1808 en el que reconocía a su padre, Carlos IV, como legítimo rey y en el que condenaba como ilegal el movimiento juntista español: «no reconozco a la Junta de Sevilla ni a ninguna de las otras que se han establecido en el reino», decía la infanta[17]. Las relaciones entre la princesa y la Junta tuvieron, pues, un mal inicio, y más allá de los avatares que se sucedieron, de los circunstanciales apoyos que parece haber recibido, de los intentos de acercamiento de la princesa a la Junta y de su retractación realizada en diciembre de 1808, cuando anunció a sus «amados españoles y al continente de Europa [...] que reconozco ante Dios y el mundo todo por rey de España e Indias a mi muy querido hermano Fernando VII», nada hizo cambiar ese rumbo[18].

De cualquier manera, Carlota insistió en su reclamo exhibiendo, como dije más arriba, un viraje en su estrategia promediando el año 1809. Buenos Aires, como sede de la alternativa a la regencia americana, era desplazada por el más ambicioso plan de coronarse en España como regente de todos los dominios de la Monarquía. Este plan contemplaba, además, el reconocimiento de Carlota a la sucesión eventual a la Corona, tal como Souza Holstein reclamó en una nueva misiva del 30 de noviembre a Francisco de Saavedra:

> que la declaración de los derechos de la serenísima Señora Princesa D. Carlota Infanta de España, a la sucesión eventual de estos reinos sea el primer objeto sobre el cual el gobierno llame la atención de esa Asamblea[19].

Se refería a las Cortes que se suponía debían reunirse muy pronto. Saavedra le contestó al ministro el 15 de diciembre y en un lenguaje muy diplomático le comunicó que en los momentos críticos que se vivían era «impracticable», «intempestivo» y hasta «perjudicial» que la Junta decidiera un asunto de tal naturaleza; que se trataba de una atribución propia de la representación en Cortes y que una vez reunidas éstas le darían la primera atención a la sucesión de la

[17] «Manifiesto dirigido a los fieles vasallos».

[18] «Manifiesto de Carlota Joaquina a los Españoles», AHN, Madrid, Estado, leg. 5837.

[19] Citado en F. Nogueira de Azevedo, *Carlota Joaquina na corte do Brasil*, p. 111.

Corona y a los derechos de la infanta. Una promesa que, no obstante, dejaba en suspenso la legitimidad de las Cortes reunidas en 1789 al consignar Saavedra en su respuesta que aquellas no «habían sido publicadas» y que por lo tanto debían recibir «una consideración muy especial» por parte de las próximas Cortes[20].

El ministro portugués, pese a esta reticencia por parte de la Junta, le escribía en esos mismos días al secretario de Estado en Río de Janeiro:

> En el oficio nº 40 le avisé a V.E. de que había dado algunos pasos para obtener de este gobierno el reconocimiento de los derechos de S.A.R. la Princesa N.Sra. y sus augustos hijos, a la sucesión del trono de España. Tengo ahora la gran satisfcacción de poder anunciar a VE. Que mis diligencias fueron bien recibidas y que no hubo ningún obstáculo inesperado, dentro de quince días o tres semanas, a más tardar, esos inalienables derechos serán reconocidos públicamente por la Suprema Junta y manifestados a toda la Nación Española[21].

Los intercambios hasta aquí reseñados revelan, a su vez, el viraje —al menos aparente— producido en el seno de la Corte de Braganza respecto de los planes de la infanta. Si bien las disputas dentro de dicha Corte constituyen un capítulo aparte de esta historia, lo cierto es que el personaje más influyente en la política lusitana en ese bienio, el secretario de Estado de João VI de Portugal —Rodrigo de Souza Coutinho, conde de Linhares—, parece pasar de una clara oposición al proyecto carlotista a un apoyo que, aunque siempre reticente hacia la persona de la infanta, resultaba indispensable para su concreción. El conde de Linhares era el paladín de la política expansionista portuguesa y vio en la crisis de la monarquía española la gran oportunidad de cumplir su anhelo: unir las dos coronas ibéricas bajo la hegemonía de la Casa de Braganza. Su inicial expectativa fue llevar adelante el ambicioso plan a través del infante D. Pedro Carlos de Borbón y de Beira (hijo del hermano de Carlos IV, Gabriel, y de la princesa de Beira, Mariana Victoria), pero promediando el año 1809 supo advertir que solamente la hermana de Fernando VII podía obtener todos los créditos necesarios para cumplirlo.

Ahora bien, si afirmé más arriba que el viraje de la corte bragantina era al menos aparente, es porque resulta muy difícil desentrañar las cambiantes posiciones de los actores involucrados dado el clima de incertidumbre y sospechas mutuas que predominaba en aquellos días. El marqués de Casa Irujo, plenipotenciario español en Río de Janeiro, le escribía a Martín de Garay el 26 de diciembre de 1809, poniendo en duda este viraje y revelando que tenía conocimiento de la carta enviada por Souza Holstein a la Junta Central a raíz de la Consulta de agosto:

> Se me ha asegurado confidencialmente por un canal que miro como seguro, que el Ministro portugués ahí, ha pasado un oficio, en que sin pretender mezclarse en los asuntos de nuestro gobierno, no podía menos

[20] Citado en *ibid.*, p. 114.

[21] Pedro de Souza Holstein a Rodrigo de Souza Coutinho, en Ead., *Carlota Joaquina. Cartas inéditas*, p. 49.

> de recordar a S. M. los derechos que asisten a la Serenísima Señora Princesa Infanta Carlota en el caso de que se tratase ahí de una Regencia. En la carta nª 14 manifiesto a V.E era probable que ese Ministro, siendo sobrino del Conde de Linhares, Secretario de Estado poco afecto a la Sra. Princesa por las razones que explico también en la misma, no tomase Cartas a su favor, pero si es cierto como lo creo, haberlo verificado habrá dimanado esta diligencia de su parte, no han podido darle instrucciones especiales sobre el particular y él ha practicado esta diligencia probablemente por el convencimiento de ser su obligación hacerlo así, y no tener órdenes contrarias. Estoy íntimamente persuadido de que su tío aquí, habrá sentido la parte que habrá tomado hacia S.A.R[22]…

En cualquier hipótesis, la «satisfacción» que expresaba el plenipotenciario portugués al comunicarle a su tío sobre los avances de la negociación de los derechos de la infanta parece desmentir la presunción de Casa Irujo acerca de una acción individual, no sujeta a instrucciones, por parte de Souza Holstein. En ese mismo clima de sospechas, Carlota Joaquina no confiaba en su ministro y decidió insistir en su reclamo enviándole directamente una carta a Jovellanos el 30 de noviembre de 1809 en la que lo exhortaba a «promover, instar, pedir, y reclamar con respecto a las Leyes y la Constitución de mi Nación, la justa y legítima posesión de mis derechos»[23]. Mientras todo esto sucedía en la Península, el escenario americano no era menos complicado para los planes de la infanta. De hecho, el marqués de Casa Irujo había arribado a Río de Janeiro a fines de agosto de 1809 y entre las instrucciones más importantes que le fueron otorgadas por la Junta Central se destacan la de disuadir a la princesa de sus pretensiones a la Regencia y la de impedir bajo cualquier medio su traslado a cualquiera de las colonias o a la Península. Con esta estrategia se le retiraba a Carlota la legitimidad en la comunicación directa con las colonias y se buscaba controlar de cerca sus planes, correspondencia, contactos y movimientos.

Las instrucciones de la Junta Central eran una respuesta al fervoroso despliegue que venía realizando la infanta en territorio americano desde agosto de 1808. Además de hacer circular sus manifiestos a las autoridades coloniales de las diversas jurisdicciones, Carlota dirigió cartas a diferentes personajes de relieve buscando apoyos y adhesiones para sus planes. Sin embargo, las autoridades coloniales (virreyes, audiencias, cabildos) exhibieron casi un completo rechazo a su proyecto de regencia. La rápida y extendida fidelidad a Fernando VII y luego a la Junta Central manifestada por dichas autoridades se fundó en argumentos y motivaciones en parte diferentes a los expresados en las respuestas que recibió la Consulta de agosto de 1809 en la Península. En el primer caso se advierte, por un lado, una desconfianza abierta —y por cierto justificada, especialmente en las regiones dependientes del Virreinato del Río de la Plata— al repentino cambio de alianzas internacionales, donde las sempiternas enemigas y competidoras

[22] En J. M. Rubio, *La infanta Carlota Joaquina*, «Apéndice Documental», p. 279.

[23] Citado en F. Nogueira de Azevedo, *Carlota Joaquina na corte do Brasil*, p. 117.

—Portugal e Inglaterra— pasaban a ser ahora aliadas de España. La princesa no logró despegarse de sus vínculos, pese a todos los esfuerzos que hizo para tranquilizar a sus potenciales aliados del supuesto peligro que su regencia podía conllevar en términos de un protectorado portugués o inglés. Esta sensación de amenaza parece ser mucho mayor en América que en la Península. En segundo lugar, se replica la misma reprobación que le mereció en España la primera declaración de la infanta de ser fiel a su padre Carlos IV y no a su hermano Fernando. En tercer lugar, se destaca el hecho de que la fidelidad a la Central le otorgaba a las autoridades coloniales una autonomía y poder que verían restringidos con una regencia instalada en América. Finalmente, puesto que tal instalación se proyectaba realizar en Buenos Aires, las disputas jurisdiccionales al interior de los reinos americanos no tardaron en aparecer. Como se ha demostrado recientemente, las primeras juntas formadas en América entre 1808 y 1809 (Montevideo, Chuquisaca, la Paz) no fueron ajenas a estas disputas en las que la propuesta de la infanta incidió de manera directa[24].

Entre las pocas adhesiones que Carlota recibió en América se destaca la del grupo rioplatense encabezado por Manuel Belgrano, Juan José Castelli, Hipólito Vieytes, Antonio Beruti y los hermanos Saturnino y Nicolás Rodríguez Peña. Para todos ellos, la alternativa de alcanzar con la Regencia un mayor grado de autonomía y autogobierno dentro de un orden imperial en crisis desde el siglo XVIII y en situación de quiebra dada la acefalía, estaba en sintonía con la expectativa que exhibieron respecto a la posibilidad de reformar la Monarquía. La común formación ilustrada de todos ellos colaboraba a estimular tales expectativas, en una coyuntura, por otro lado, en la que los «aires de reformas y regeneración» se habían visto alimentados por la crisis, asumiendo diferentes alternativas[25].

Ahora bien, la adhesión de los carlotistas rioplatenses se configuró a partir de una intrincada red en la que la princesa contó con el apoyo incondicional del comandante de las tropas inglesas en Brasil, Sidney Smith. Tal apoyo no implicaba el del gobierno británico a los planes de Carlota. Por el contrario, lo que dejaba en evidencia la estrategia de Smith eran las divergencias en el interior de la diplomacia inglesa respecto del carlotismo, expresión, a su vez, de las diferentes posiciones existentes dentro de los gabinetes británicos en torno a las colonias españolas americanas desde el siglo XVIII[26]. De hecho, el embajador inglés en la Corte de Río, lord Strangford, fue uno de los más férreos enemigos de los planes de la infanta. Su posición expresaba, en gran parte, el espíritu que dominaba en aquel momento a su gobierno, para el cual el proyecto carlotista presentaba la potencial amenaza de la unidad de las dos coronas ibéricas. Inglaterra no podía sino recelar de tal posibilidad en el contexto de disputa interimperial que dominaba a las potencias en aquel momento.

[24] Las tramas carlotistas en América y especialmente en el Río de la Plata las desarrollo en otros trabajos. Véase M. TERNAVASIO, «Una princesa para América».

[25] Véase EAD., «De legitimistas a revolucionarios».

[26] Sobre la política inglesa en el Río de la Plata, véase K. GALLO, *De la invasión.*

En tal dirección, la infanta buscó tranquilizar los ánimos y temores del gabinete británico asegurando en un oficio dirigido al príncipe regente de Inglaterra que en

> caso de que se verifique mi ascensión al trono de España […] yo quiero que se mantenga absolutamente independiente, en la misma forma y manera que se ha mantenido el reino de Nápoles por el Tratado de Utrech evitando así la reunión de dos coronas en una misma cabeza y guardando un equilibrio perfecto, buscando que las dos naciones gocen de sus derechos, costumbres, leyes y lenguaje, ya que esto sería impracticable y hasta ilusorio bajo cualquier sistema[27].

No obstante, el temor estaba latente en varios frentes, incluso entre las autoridades peninsulares y las autoridades coloniales instaladas en América. Para las primeras, la unidad de las dos coronas no podría constituirse en la situación de inferioridad en la que se encontraba España, en guerra contra los ejércitos franceses, puesto que la llevaría a concretarla bajo hegemonía portuguesa. Respecto de las segundas, Sidney Smith le advertía en una carta a Carlota «no alarmar los espíritus por el temor de una unión de las coronas de Portugal y de España, que dejaría siempre a las Colonias españolas bajo un gobierno *no residente* y considerado como extranjero, situación que es causa del descontento existente»[28].

La influencia del embajador inglés en Río de Janeiro, tanto sobre el príncipe regente de Portugal como sobre el gobierno británico, fue clave para obstaculizar los planes de la infanta. Luego de varios meses de ejercer presión sobre su gabinete, lord Strangford logró desplazar de su cargo al principal agente de Carlota, Sidney Smith, obligándolo a regresar a Inglaterra en 1809. Con tal desplazamiento, Carlota se vio privada del principal apoyo externo con que contaba en su nueva residencia americana para llevar adelante sus planes.

III. — LOS DILEMAS

A finales de 1809, los dilemas exhibidos en el debate en torno a la Consulta presentada por el Consejo Reunido se hicieron más agudos. Todos ellos se asentaban sobre la cuestión común del «reconocimiento», aunque asumieran diferentes perfiles, lecturas y alternativas según se tratara de la Península o de América.

Para el caso peninsular, los problemas no parecían derivar tanto de cuánto se ajustaban las propuestas a las Leyes Fundamentales de la Monarquía ni de los

[27] «Oficio de la princesa Carlota Joaquina al Regente de Inglaterra», octubre de 1808, en *Mayo Documental*, t. III, p. 185.

[28] «Oficio de Sidney Smith a la princesa Carlota Joaquina», 5 de septiembre de 1808, en *Mayo Documental*, t. III, p. 13.

temores —en el caso de una regencia de la infanta— que podían emanar del vínculo con Portugal y su tradicional aliada, Inglaterra, sino de la «revolución» desatada en la Península, con un movimiento juntista que había reasumido la soberanía y sobre el cual —para muchos— no había retorno. En ese nuevo contexto no quedaba espacio alguno para el reconocimiento de una regencia, y menos encarnada por la infanta, a no ser que proviniera de una convocatoria a Cortes que, aunque debatida hasta el cansancio en aquellos meses, no lograba concretarse. Cuando el escenario puesto en discusión era el territorio americano, donde las autoridades coloniales mantenían su fidelidad a la Junta sin experimentar una «revolución» como en España —pero con formaciones o intentos de formación de juntas en esos meses que, aunque fieles a la Monarquía, hacían prever un ambiente cuanto menos amenazante— el dilema era si la propuesta de una regencia no desataría allí una revolución. Sobre todo si se tiene en cuenta que América ya había obtenido un reconocimiento como «parte esencial de la Monarquía» y que en aquella coyuntura se estaban desarrollando las elecciones de diputados a la Junta Central según lo estipulado por la real orden del 22 de enero de 1809.

Como sabemos, los acontecimientos bélicos precipitaron la disolución de la Junta y la formación de un Consejo de Regencia en enero de 1810. El temor al «no reconocimiento», tantas veces invocado, emergió inmediatamente y se concentró en la cuestión americana; un temor que quedó confirmado poco tiempo después, cuando en nombre del principio de retroversión de la soberanía a los pueblos reclamado por las juntas peninsulares fuera ahora proclamado por los movimientos juntistas americanos. La revolución, vista por los peninsulares como «gloriosa» en España y como «fatalidad» en América, había dado inicio al otro lado del Atlántico.

En ese nuevo contexto, la alternativa carlotista comenzó a desplazarse a nuevos escenarios y a ser percibida de manera diferente por ciertos actores. En América, algunas autoridades coloniales redefinieron sus anteriores posiciones de rechazo para considerar al plan de la princesa como el «mal menor», frente a la convicción de que la Península se perdía en manos francesas y que muchas regiones americanas iniciaban un camino revolucionario de no retorno[29]. Por su parte, los carlotistas residentes en Buenos Aires iniciaron precisamente ese camino el 25 de mayo de 1810, y aunque el carlotismo siguió siendo discutido en los meses siguientes, había perdido toda posibilidad de erigirse en una alternativa a la nueva Junta creada en esa fecha.

Pero para los peninsulares, en la coyuntura abierta por los movimientos juntistas americanos de comienzos de 1810, la regencia de Carlota pasó a ser vista —mucho más que en el bienio 1808-1809— como un peligro y una amenaza crucial. En las Instrucciones Reservadas que el Consejo de Regencia le extendió a Javier de Elío —fechadas el 20 de septiembre de 1810, cuando aquél fue designado nuevo virrey del Río de la Plata— se pone en evidencia el error de cálculo

[29] «Dictamen a pedimento del Excmo. Sr. Virrey», Pedro Vicente Cañete, Potosí 26 de mayo de 1810, reproducido en *Gazeta Extraordinaria de Buenos Aires*, martes 3 de julio de 1810.

de la Regencia al temerle mucho más a los planes de la infanta que a la propia revolución desatada en Buenos Aires:

> En cuanto a los manejos que la Princesa del Brasil pone en obra manteniendo correspondencia ya de su puño ya por medio de sus agentes [...] deberá usted desentenderse absolutamente de toda proposición o correspondencia, guardando solo aquella cautelosa armonía que sirve para descubrir los designios e inspirar seguridad y confianza. Indispuesta la Princesa con el Gobierno del Príncipe Regente de su Esposo, obra ahora por sí, pero no por eso deben ser oídas sus sugestiones. [...] En cuanto a la conducta que VE deberá usar con los autores de las novedades de Buenos Aires, [...] el tiempo que deberá correr hasta que VE llegue a su destino podrá haber producido mucha variedad en el estado de aquellas cosas, pero si la política inglesa opusiere algunos embarazos y para arreglar su conducta basta saber que VE obra por órdenes del Gobierno Legítimo para persuadir forzar a la obediencia a una porción de vasallos de SM cuyas opiniones pueden haber sido extraviadas por errores o por seducción[30].

La infanta, por su parte, advirtiendo que los acontecimientos de Buenos Aires le cerraban los caminos en el epicentro de su estrategia, redefinió los escenarios de acción: fue Montevideo, como bastión realista, uno de ellos; pero adonde apuntó con más vehemencia fue a jugar sus cartas en las Cortes reunidas en Cádiz en septiembre de 1810 para ser reconocida como legítima heredera en el orden de sucesión. Las Cortes trataron el reclamo en sesión secreta del 15 de diciembre de 1810 y finalmente, los derechos sucesorios de la infanta fueron reconocidos a comienzos de 1812[31]. Tal reconocimiento estuvo no obstante acompañado por un acuerdo aprobado por la misma asamblea en el que se determinó que las personas reales no tenían derecho a formar parte de la Regencia. Se vetaba así, legalmente, el primigenio plan de la princesa mientras se aceptaba la abolición de la Ley Sálica.

Todos estos cambios de estrategia llegaban, sin embargo, tarde para los planes carlotistas. Si éstos pudieron ser una alternativa para América (o al menos para parte de ella) entre 1808 y 1809, dejaba de serlo en 1810 por las mismas razones que no pudo ser una alternativa para la Península en 1808. Así como la revolución desatada en España con la crisis de Bayona hizo inviable la opción de la infanta (e incluso la de cualquier tipo de regencia), la revolución desatada en 1810 la convirtió en inviable para América, comenzando por aquellos que fueron sus más férreos sostenedores en el bienio crucial.

El fracaso final del proyecto de Carlota Joaquina de Borbón y las escasas adhesiones que recibió desde un comienzo condenaron a que éste fuera un tema de exigua visibilidad historiográfica. Rescatarlo de la oscuridad, a la luz de las nuevas preguntas formuladas por la renovación de los estudios sobre las

[30] Archivo General de Indias (AGI), Sevilla, Gobierno, Buenos Aires, 40.

[31] De dicha sesión secreta tenemos el detallado relato de Joaquín Lorenzo Villanueva (diputado por Valencia en las Cortes) en su obra póstuma *Mi Viaje a las Cortes*.

independencias hispanoamericanas, no significa aventar una hipótesis acerca de sus potenciales condiciones de éxito. Por el contrario, de lo que se trata es de desatar las tramas que disparó dentro mismo del legitimismo monárquico, en un clima surcado por la incertidumbre y las constantes redefiniciones de las alianzas y correlaciones de fuerza como el vivido en aquel bienio crucial sobre el cual nos advirtió oportunamente François-Xavier Guerra.

FUENTES

Biblioteca de Mayo. Colección de obras y documentos para la historia argentina, Buenos Aires, Senado de la Nación, 1961.

Mayo Documental, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires, 1962.

LA CRISIS IMPERIAL EN EL RÍO DE LA PLATA

UNA PERSPECTIVA REALISTA DESDE MONTEVIDEO (1810-1811)

Anthony McFarlane
University of Warwick

Este ensayo presenta una visión de los primeros años de crisis y transformación política en el Río de la Plata, a través de los ojos de un oficial español radicado en Montevideo[1]. Se trata de la perspectiva de José María Salazar, el comandante español del apostadero de Montevideo quien se convertiría en una figura prominente de la contrarrevolución en dicho puerto y en un protagonista importante de la resistencia realista contra Buenos Aires. La turbulencia causada por la destitución del virrey Cisneros, la Audiencia de Buenos Aires y el establecimiento de la Junta de Buenos Aires en la llamada Revolución del 25 de mayo de 1810, llevó a Salazar desde su papel como actor militar, a convertirse en un actor político. Cuando parecía que Montevideo estaba por seguir el ejemplo de Buenos Aires, nuestro personaje transformó su obligación militar de defender la soberanía española en responsabilidad política de garantizar la continuidad del gobierno español, impidiendo que Montevideo se incorporara al nuevo sistema de gobierno establecido en Buenos Aires.

Salazar relató esta aventura político-militar en una prolífica serie de cartas escritas entre principios de junio de 1810 y diciembre de 1811[2]. En conjunto, los cientos de cartas enviadas a distintos ministros en España cuentan la historia de los eventos en Montevideo y Buenos Aires, desde la óptica de un hombre que dirigió la resistencia contra la revolución porteña y que confiaba en verla destruida[3]. Esta correspondencia es particularmente valiosa en dos sentidos

[1] El autor le está muy agradecido al Dr. Francisco Eissa-Barroso de la Universidad de Warwick por su ayuda en la traducción de este ensayo.

[2] Parte de esta correspondencia ha sido trabajada por algunos historiadores. Varios mencionan algunas de las cartas de Salazar depositadas en el Archivo General de Indias. Pero existen muchas más cartas. La correspondencia de Salazar nunca ha sido utilizada en su conjunto, quizá porque se encuentra dividida entre tres archivos españoles: el Archivo General de Indias (en adelante AGI), Buenos Aires 156; el Archivo del Congreso de Diputados (en adelante ACD), Ultramar 21, exp. 7: Correspondencia de José María Salazar; la Biblioteca Nacional, Madrid (en adelante BNM): Manuscritos de América 7222 y 7225. En conjunto, la serie consta de unas 400 cartas, todas ellas escritas en los 19 meses comprendidos entre junio de 1810 y diciembre 1811.

[3] La mayoría de las cartas iban dirigidas al secretario del Despacho de Marina y Estado, Gabriel Císcar. Císcar fue un eminente matemático español convertido en prominente figura política a

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 275-290.

ya que Salazar se comprometió a escribir un reporte cada día para el ministro de la Guerra y que sus cartas constituyen un verdadero diario, una suerte de micro historia escrita desde la perspectiva realista. Para el historiador, semejante corpus sirve a más de un propósito. Primero, la narrativa escrita desde el Montevideo realista enriquece nuestra imagen de la lucha por la soberanía en el Río de la Plata. Refleja las actitudes de un participante que desconocía el desenlace que tendría el drama histórico en que participaba, pero que tenía opiniones apasionadas sobre el significado de los eventos que vivía. Segundo, dado que el autor fue un incansable defensor de la contrarrevolución opuesta a Buenos Aires, las cartas nos ofrecen la posibilidad de comprender más a fondo el discurso realista en una época de crisis imperial.

I. — LA LUCHA POR LA SOBERANÍA EN EL RÍO DE LA PLATA

El valor de la correspondencia de Salazar es evidente desde el principio, pues, tan sólo un par de semanas después de la revolución bonaerense del 25 de mayo de 1810, el autor ya reportaba sobre los eventos tanto en la antigua capital virreinal como en Montevideo. Desde el principio Salazar estableció ciertos temas que se convertirían en motivos recurrentes en su correspondencia.

El tema principal apareció en sus primeras cartas cuando, inmediatamente después de la Revolución de mayo, Salazar informó al ministro Císcar de que un peligroso movimiento separatista había emergido en Buenos Aires. Según él, hubo un fuerte compromiso con la independencia prevalente entre importantes grupos en Buenos Aires. En efecto, Salazar veía a la Junta de Buenos Aires como un caballo de Troya. Las reiteradas expresiones de lealtad a Fernando VII por parte de la Junta eran, en su opinión, un hábil disfraz detrás del cual se escondía la verdadera intención de obtener una independencia total. De acuerdo con Salazar, la ciudad estaba dispuesta a moverse hacia un rompimiento completo con España a menos de que se viera impedida por la vía de las armas. Esto era evidente, desde su punto de vista, dadas varias características de la vida política de la ciudad:

> En primer lugar, llamó la atención la presencia de un pequeño grupo comprometido con la independencia desde hacía algunos años atrás. «La revolución de Buenos Aires», escribía Salazar, «esta meditada hace ocho años según pública confesión del Doctor Castelli al Señor Virrey,

---

partir de 1808. Comenzó su carrera como oficial militar, ocupó después la cátedra de Matemáticas en la Academia de Guardamarinas de Cartagena y llegó a ser su rector en 1788. Escribió obras tanto literarias como científicas y en 1798 presidió la comisión española que colaboró en el establecimiento del sistema decimal en París. En 1808 dejó la academia por la política convirtiéndose en miembro de la Junta Central y gobernador de Cartagena. En febrero de 1810 fue nombrado secretario del Despacho de Marina y Estado y en octubre pasó a formar parte de la segunda regencia junto con Blake y Agar. Dado que ambos habían servido en la marina, es posible que Salazar hubiera conocido a Císcar en persona. El tono de las cartas de Salazar es sencillo y familiar, pero no se tiene constancia directa de que existiera una conexión personal.

> intentada varias veces y siempre frustrada, ha sido más una conjuración militar que un movimiento del pueblo, que en nada se ha metido; los principales agitadores han sido una docena de oficiales subalternos, de los que no hacen más que jugar en los Cafés; y las causas la ociosidad, regalo [...] e insubordinación de unas tropas que no tienen el menor servicio, están perfectamente mantenidas y vestidas con el excesivo prest de 14 pesos mensuales, con unos oficiales que siendo hace dos años paysanos [sic] tienen los mismos vicios que el soldado, y no conocen ninguna virtud militar»[4].

Este núcleo veía su número incrementado, en opinión de Salazar, por la mayoría del clero tanto secular como regular (aunque los regulares estaban divididos entre los conventos de dominicos y mercedarios a favor de la independencia y los franciscanos y betlemitas a favor del rey). Es probable, desde luego, que hubiera en juego distintas ideas sobre lo que implicaba la «independencia»: la autonomía dentro de un imperio reformado, una monarquía constitucional bajo un príncipe Borbón, o una republica completamente separada. Salazar no hace distinción entre estas posibilidades. En su opinión el peligro era claro e incontrovertible: la Junta había decidido derrocar el régimen español y convertirse en un protectorado británico si fuera necesario, y demostró su hostilidad a España con la persecución abierta de los españoles peninsulares en la ciudad. Salazar reportó que los ministros españoles tenían que refugiarse en conventos o dormir cada noche en una casa distinta por miedo a ser atacados, mientras en las calles se preguntaba abiertamente a la gente «¿Qué es Vm?» y quienes respondían en «español» eran maltratados. En circunstancias tan negativas, la mayoría de los peninsulares temía tanto por su futuro que se preparaba para abandonar la ciudad[5].

La convicción de Salazar de que la Junta de Buenos Aires querría separarse de España se reflejaba también en su comentario sobre el papel subversivo jugado por los extranjeros. Según él, la mayoría de los rebeldes eran hijos de italianos, una correlación que, desde su punto de vista, confirmaba la sabiduría de las Leyes de Indias que habían prohibido que los extranjeros residieran en Hispanoamérica[6]. De hecho, a medida que la rebelión en Buenos Aires continuaba, Salazar recurría con más frecuencia a las tradicionales xenofobia y censura españolas, llegando al extremo de abogar por una suspensión de todo contacto con los extranjeros y sus influencias nocivas. En particular, Salazar pretendió denigrar al gobierno de Buenos Aires asociándolo a los «jacobinos» de la revolución francesa, recurso predilecto de los realistas españoles ya que identificaba a sus oponentes americanos con la destrucción de todo orden político y social.

[4] Salazar al Secretario de Estado del Despacho Universal de la Marina, 23 de junio de 1810, nº 72, ACD, Ultramar 21, exp. 7.

[5] Salazar al Secretario de Estado del Despacho Universal de la Marina, 23 de junio de 1810, nº 72, ACD, Ultramar 21, exp. 7.

[6] Salazar al Secretario de Estado del Despacho Universal de la Marina, 23 de junio de 1810, nº 72, ACD, Ultramar 21, exp. 7.

La imagen de Buenos Aires que presenta Salazar es, entonces, significativamente distinta de la que predomina en la historiografía reciente que ha insistido en que, en 1810, los hispanoamericanos estaban más interesados en obtener autonomía dentro de la monarquía hispana que en independizarse de ella. Esto, desde luego, no es prueba de que Buenos Aires se hallara, en 1810, inevitablemente en el camino hacia la independencia, pero sí constituye un valioso recordatorio de las características particulares de la ciudad. A diferencia de cualquier otra urbe hispanoamericana en estos años, Buenos Aires había sufrido una invasión extranjera, había luchado para defender la soberanía española, y en el proceso había adquirido tanto una conciencia de su propia autonomía como una población excepcionalmente militarizada.

A la par de su persistente denuncia de las traicioneras intenciones de la Junta de Buenos Aires, el segundo tema desarrollado por Salazar es una reiterada insistencia en la necesidad de mantener Montevideo y la Banda Oriental bajo el control de fuerzas realistas para frenar la revolución bonaerense. Es un lugar común en la historiografía el presentar a Montevideo como el inveterado enemigo de Buenos Aires, dada la animosidad mutua resultado de la rivalidad comercial y administrativa[7]. Pero la interpretación de Salazar sugiere que durante la crisis de la monarquía española la relación entre ambas ciudades se volvió más compleja. Sus cartas indican que las diversas posturas políticas entre Montevideo y Buenos Aires no eran necesariamente claras: de hecho, Salazar describe una lucha política por el control de Montevideo entre un grupo pro regencia y anti Buenos Aires liderado por él, y un grupo que prefería mantener abierta la opción de seguir a la Junta de Buenos Aires posponiendo una decisión definitiva hasta saber cuál era el desenlace de la situación en Europa.

De acuerdo con Salazar, Montevideo estuvo muy cerca de seguir el camino de Buenos Aires. En su correspondencia describe cómo, cuando se convocó el Cabildo abierto del 1º de junio de 1810 en el que 120 notables se reunieron para decidir sobre la legitimidad de la Junta de Buenos Aires, la mayoría decidió reconocer a la Junta bajo los argumentos de que Montevideo no podía subsistir sin Buenos Aires, y de que una guerra contra la capital sería una guerra fratricida, dado que las familias de ambas ciudades estaban relacionadas. La decisión de reconocer a Buenos Aires estaba condicionada al envío de recursos financieros y de tropas para defender Montevideo contra los portugueses y al reconocimiento de un gobierno español legítimo, incluso si éste residía en Gibraltar o en las Baleares. Sin embargo, la prospectiva alianza con Buenos Aires fue rápidamente abandonada el 2 de junio tras el arribo de un navío español (que había zarpado de Cádiz el 22 de marzo) que traía proclamas de la Junta Central y noticias de que la ofensiva francesa había sido frenada y de que el gobierno aún subsistía en la Península. Estas nuevas generaron gran entusiasmo y llevaron a proclamar el reconocimiento del Consejo de la Regencia en Cádiz, y a que Montevideo se alineara de manera decisiva con el gobierno

[7] Sobre el conflicto entre las ciudades, véase J. Street, *Artigas and the Emancipation of Uruguay*, pp. 34-43.

que representaba a Fernando VII en España. Las cartas de Salazar describen vivamente el momento y señalan cómo, de no haber arribado dicho navío, Montevideo habría seguido el camino de Buenos Aires. De hecho, Salazar argumenta que de haber arribado dicha embarcación 15 días antes, bien podría haber cambiado el curso de los hechos en Buenos Aires, pues habría demostrado que aún había un gobierno funcional en España[8].

Esta percepción de la vulnerabilidad política de Montevideo aparece una y otra vez en las cartas de Salazar que repetidamente señalan las divisiones internas de la provincia. De acuerdo con nuestro personaje, el gobierno realista de la ciudad no contaba con un apoyo sin reservas de la población. No todos los criollos eran leales y muchos peninsulares estaban indecisos. Algunos estaban comprometidos con la Regencia; otros quería asegurar su independencia de Buenos Aires y esperar al momento propicio para crear su propia junta; algunos otros se dejaban llevar por la situación política del momento dependiendo de si Buenos Aires intentaba negociar con Montevideo y/o de intimidar a sus ciudadanos a rendirse ante las amenazas militares.

La respuesta de Salazar a las amenazas desde Buenos Aires y del interior de Montevideo fue principalmente militar. Intentó, primero, mantener el control de la ciudad monopolizando las fuerzas armadas. Para lograr esto desbandó a los dos regimientos de milicias criollas a principios de junio de 1810, bajo el argumento de que su lealtad era cuestionable. En el corto plazo esto removió una posible amenaza militar desde dentro de la ciudad y garantizó el que Salazar permaneciera a cargo de Montevideo, con el gobernador Soria como cabeza titular del gobierno. Salazar buscó también reconstruir la autoridad tradicional. En sus comentarios sobre la vida política en Montevideo, es evidente constatar cómo la población de la ciudad participó en el gran debate sobre la soberanía desencadenado por la ruptura de Buenos Aires con España. La actualidad del debate, en el que los principales puntos en disputa eran quién tenía el derecho a gobernar y quién tenía derecho a hablar, se reflejó en los ataques de Salazar contra los reclamos de los juntistas que pretendían tener derecho tanto a ejercer la soberanía como a hablar en nombre del pueblo. La solución del comandante fue revitalizar las formas de gobierno tradicionales: solicitó el nombramiento inmediato de un nuevo gobernador y un nuevo virrey para restablecer el orden en un gobierno donde «todo está desquiciado y fuera de orden como un buque desmantelado». Sus comentarios sobre la necesidad de nombrar un gobernador militar para la ciudad son particularmente relevantes, pues nos dicen mucho sobre su mentalidad política. Sin tal gobernador, «el Señor Virrey parecía más un Alcalde que un Xefe [sic] de tan alta dignidad», especialmente cuando era necesario «rodear al superior xefe [sic] de cierto brillo y aparato que alucine y lo haga considerar de superior naturaleza a la de los demás hombres…»[9].

[8] Salazar al Secretario de Estado del Despacho Universal de la Marina, 4 de junio de 1810, nº 42, ACD, Ultramar 21, exp. 7.

[9] Salazar al Secretario de Estado del Despacho Universal de la Marina, 21 de julio de 1810, nº 92, ACD, Ultramar 21, exp. 7.

Esta reflexión llevó a Salazar a lanzar una diatriba contra «la maldita filosofía moderna» y sus falsas doctrinas que sostenían que «el honor es una quimera» y que el nacimiento de los hombres no importaba. Su monarquismo estaba plenamente imbuido de los principios del Antiguo Régimen: usando el ejemplo de la cría de ganado alegaba que las cualidades hereditarias eran de gran importancia y que la «conservación de los linajes y castas es de sumo interés» para la conservación de los Estados. Así Salazar buscaba defender la legitimidad de las autoridades regias al condenar a la revolución de Buenos Aires como un fenómeno político que no sólo se oponía a la regencia española sino que también expresaba una posición ideológica profundadamente opuesta a los principios del régimen monárquico.

II. — EL DISCURSO REALISTA EN UNA ÉPOCA DE CRISIS IMPERIAL

Las divisiones internas que Salazar veía en Montevideo fueron, desde luego, comunes en las ciudades hispanoamericanas. Como también lo fue el forcejeo militar y diplomático entre Montevideo y Buenos Aires que se semejaba a las confrontaciones entre otras ciudades que se manifestaban a favor o en contra del Consejo de la Regencia. Había, sin embargo, una característica peculiar a las relaciones entre las ciudades del Río de la Plata que no estaba presente en las confrontaciones entre realistas y patriotas de otras regiones: la presencia muy tangible de potencias extranjeras con sus propios planes para el territorio español que daban a la política local una connotación internacional mucho más amplia. La primera de estas potencias era Portugal, que rodeaba las fronteras del territorio español en el Río de la Plata y tenía intereses muy particulares en la Banda Oriental. La segunda, aliada tanto con Portugal como con España desde mediados de 1808, era la Gran Bretaña, presente en el Río de la Plata a través de la comunidad mercantil de Buenos Aires y de una escuadra naval en la desembocadura del Río de la Plata. Tanto Gran Bretaña como Portugal habían intentado obtener territorio en la región por la vía de las armas; su presencia durante la crisis imperial hispana invistió a la política local del Río de la Plata con una dimensión geopolítica inusual en el resto de Hispanoamérica.

El contexto internacional es un tema central en el análisis que hizo Salazar de la Revolución de Buenos Aires: pronto reconoció la importancia de la posición adoptada por los británicos y los portugueses y el importante papel que podrían desempeñar en la lucha entre las autoridades regias y la revolución bonaerense. En las cartas escritas inmediatamente después de la Revolución de mayo, Salazar identificó a dos aliados externos como fuentes de apoyo para el gobierno realista en Montevideo. Uno era la infanta Carlota Joaquina, consorte del príncipe regente portugués en Brasil. El otro era Lord Strangford, el embajador británico en Río que pesaba mucho como consejero de la Foreign Office en Londres y que, por tanto, tenía gran influencia en la formación de la política inglesa y portuguesa en el Río de la Plata.

Esto último reflejaba la inversión de las alianzas españolas. En 1807 España había colaborado con Francia en la invasión de Portugal bajo el supuesto de que ambas potencias se dividirían las posesiones portuguesas ultramarinas. Cuando la corona y la corte portuguesas se refugiaron en Brasil para evitar ser capturadas por Napoleón, Portugal y Gran Bretaña formaron una sólida alianza antiespañola en Sudamérica. El príncipe regente de Portugal, Dom João, estaba decidido a hacerse con territorios españoles en la región como compensación por la pérdida de Portugal. Mientras tanto, Gran Bretaña veía en el gobierno portugués en Brasil a un aliado para sus planes de extender su área de influencia hacia la América hispánica[10]. Tras la captura de la familia real española por Napoleón, había también otro medio especial para buscar la intervención portuguesa en Hispanoamérica. Dado que la esposa del príncipe Dom João era la princesa Doña Carlota, hija de Carlos IV y hermana de Fernando VII, una red de intrigas se extendió en torno a ella. La corona portuguesa buscaba explotar el parentesco de la princesa para extender su poderío en Sudamérica, en tanto que Carlota desarrollaba sus propios planes para heredar la autoridad de Fernando VII.

Cuando Salazar buscó enlistar la ayuda de la princesa Carlota, sus pretensiones de actuar como el soberano español en la ausencia de Fernando VII ya habían pasado por varias etapas. Los orígenes del proyecto carlotista se pueden rastrear hasta la corte portuguesa a principios de 1808, poco tiempo después de su llegada a Río de Janeiro. En cuanto el centro del imperio portugués se halló establecido en Brasil, el príncipe João comenzó a buscar formas para extenderse hacia la América hispana, contando con Gran Bretaña como su principal aliado. Su primer objetivo fue el virreinato español del Río de la Plata, donde Portugal había pretendido, desde tiempo atrás, extender las fronteras de Brasil hacia el sur, hasta los márgenes del Río de la Plata en la región conocida como la Banda Oriental.

La idea de colocar a Carlota en el trono español emergió en Río de Janeiro entre los planes para asegurar apoyo británico para una invasión portuguesa del Río de la Plata. En marzo de 1808, el ministro portugués del exterior, Rodrigo de Sousa Coutinho (posteriormente conde de Linhares), amenazó al cabildo de Buenos Aires con esta posibilidad, tratando de intimidarlo para que aceptara la «protección» portuguesa. Cuando la oferta fue rechazada, Sousa persuadió a la princesa Carlota para que le propusiera al cabildo de Buenos Aires el que ella actuaría como regente del Virreinato[11]. En este punto, el plan obtuvo sus primeros adherentes en Buenos Aires, entre algunos miembros de la Audiencia y otros notables que confiaban en que una alianza con Carlota podría prevenir un enfrentamiento militar[12].

Semejante plan tenía obvios atractivos para el príncipe João quien, pese a odiar a su esposa, era consciente de que su propio poder se vería reforzado si ella, o su primo el infante Pedro Carlos, asumían el cargo de regente español en

[10] M. Robson, *Britain, Portugal and South America,* pp. 195-198.

[11] J. M. Rubio, *La infanta Carlota Joaquina*, pp. 36-38. Sobre la actuación de Carlota véase, en este mismo volumen, el artículo de M. Ternavasio, «La princesa negada», pp. 261-274.

[12] E. de Gandia, «La Princesa del Brasil», pp. 72-73.

el vecino Río de la Plata. El proyecto ganó solidez cuando, en agosto de 1808, se recibieron noticias de la rebelión española en contra de Napoleón. Desde la corte brasileña, Carlota y el infante Pedro Carlos emitieron manifiestos expresando su solidaridad con los Borbones españoles y su disposición a defender los derechos de dicha casa. En un primer momento, Carlota parecía dispuesta a dar preeminencia a Pedro Carlos, pero a medida que las prospecciones para el establecimiento de una regencia hispanoamericana mejoraban comenzó a presentarse ella misma como la principal candidata[13].

Su credenciales nunca fueron tomadas en serio en España. La Junta Central rechazó la idea de su regencia en septiembre de 1808 y continuó oponiéndose cuando, entre noviembre y diciembre de ese año, Carlota se propuso como regente de toda la monarquía hispana. Pero, el rechazo español se vio balanceado por el interés expresado por cierto círculos americanos en Río de Janeiro y Buenos Aires. Desde Río, Saturnino Rodríguez Peña, un exiliado promotor de la independencia rioplatense, estableció contactos para negociar con potenciales aliados en Buenos Aires. Manuel Belgrano, uno de los futuros líderes del Buenos Aires independiente, estableció correspondencia con Carlota en nombre de sus compañeros. Para estos hombres, la propuesta de Carlota ofrecía una forma de obtener la independencia contando con el apoyo de Portugal e Inglaterra y evitando un enfrentamiento violento, a través del establecimiento de una monarquía constitucional independiente[14].

Sin embargo, el proyecto fracasó cuando tanto Gran Bretaña como Portugal le retiraron su apoyo a Carlota. Aunque la infanta contaba con el apoyo del contraalmirante Sir Sidney Smith, comandante de la marina británica en Sudamérica, basado en Río, tanto el embajador inglés, Lord Strangford, como Sousa Coutinho se opusieron tajantemente a los planes de Carlota. Lo mismo hizo el marqués de Casa Irujo, el enviado español ante la corte portuguesa, quien llegaría a Río en agosto de 1809 con instrucciones de la Junta Central para prevenir la entrada de Carlota a territorio español y para disuadirla de su ambición de establecer una regencia. Carlota respondió con un cambio de táctica[15]. A fines de 1809 o principios de 1810 abandonó sus contactos secretos con criollos bonaerenses y, a medida que la crisis en España se intensificaba, intentó convencer a Casa Irujo en Río y a los oficiales españoles en Buenos Aires de que su regencia ofrecía la mejor garantía para la supervivencia del dominio español. El virrey Cisneros no se dio por enterado, como tampoco lo hizo su sucesora, la Junta de Buenos Aires, tras la Revolución de mayo de 1810. La Junta, de hecho, rechazó completamente a Carlota: convencida de que tenía el reconocimiento tácito de Gran Bretaña informó a los ingleses de que preferiría el gobierno de Bonaparte al gobierno de Carlota o los portugueses.

[13] J. M. Rubio, *La infanta Carlota Joaquina*, pp. 42-73.

[14] Sobre el carlotismo en Buenos Aires, véase J. Street, *Gran Bretaña y la independencia del Río de la Plata*, pp. 116-125.

[15] Sobre Casa Irujo y la política de la Junta Central, véase J. M. Rubio, *La infanta Carlota Joaquina,* pp. 74-77.

Pero la causa de Carlota aún no estaba muerta. Después de la Revolución de mayo en Buenos Aires, los realistas en Montevideo vieron en la infanta una aliada salvadora. En junio de 1810, Salazar escribía al marqués de Casa Irujo para pedirle que ayudara a Montevideo, a persuadir a la princesa Carlota de que conservara los territorios de la Plata para España, y a los ingleses para que colaboraran en un bloqueo marítimo de Buenos Aires[16]. En este caso, el intento de Salazar por manipular las fuerzas internacionales en pro de su causa fue poco fructífero. Casa Irujo no pudo conseguir ni dinero ni armas del régimen portugués, de los comerciantes ingleses o del ministro inglés en Río. Además, aunque Salazar estuvo dispuesto a jurar fidelidad a Carlota, ella no podía serle de grand ayuda. Su respuesta fue más bien simbólica: en palabras de Salazar, «la acción heroica que caracteriza la grandeza de alma de una Infanta Española» se vio representada en un regalo de joyas y alhajas personales de un valor de 53.000 pesos[17]. En su carta a Montevideo, Carlota insistió en su deber, como hermana de Fernando VII, de satisfacer las necesidades de un pueblo fiel, pero también señaló «los obstáculos que de continuo se oponen a mis ideas y Justas operaciones»[18]. En fin, Carlota no podía intervenir porque su marido el príncipe Dom João, aconsejado por el ministro ingles Lord Strangford, no lo permitía.

Aunque los planes de Carlota se agotaban, Portugal continuaba jugando un papel importante en el teatro político del Río de la Plata. Mientras Portugal mantenía sus ambiciones expansivas, los contrincantes de Montevideo y Buenos Aires persistían en sus intentos de manipular a la corte portuguesa para lograr sus propios fines. Por un lado, Buenos Aires intentó persuadir a los habitantes de Montevideo de que las dos ciudades tenían que unirse pues tenían el mismo interés en evitar que Portugal tomara posesión de la Banda Oriental. Por otro lado, cuando Montevideo fue sitiado por los ejércitos de Buenos Aires y de Artigas en 1811, la ciudad dirigió su mirada hacia Portugal en busca de ayuda militar contra sus enemigos hispanoamericanos. El virrey, Javier Elío, invitó al ejército portugués a entrar en la provincia, y así salvó a Montevideo de la derrota militar. Esta maniobra realista para enrolar a Portugal como aliado contra Buenos Aires fue bastante arriesgada: no había ninguna garantía de que los portugueses no fueran a usar el pretexto de proteger los intereses españoles para ocupar permanentemente la Banda. Pero Elío confió en la presencia de Gran Bretaña en la región para conseguir un acuerdo negociado que obligara a los portugueses a volverse a Brasil.

Gran Bretaña era, por supuesto, otra potencia importante en la región y por lo tanto figuraba en las estrategias políticas de Montevideo y Buenos Aires.

[16] Salazar a Casa Irujo, Montevideo, 4 de junio, 1810, nº 45, ACD, Ultramar 21, exp. 7.

[17] Salazar al Secretario de Estado del Despacho Universal de la Marina, 15 de septiembre de 1810, nº 151, BNM, Manuscritos de América 7225, f°s 146-147.

[18] Copia de Casa Irujo al Cabildo, Gobernador y Comandante del Apostadero de Montevideo, Río, 31 de agosto, 1810, y copia de Carlota Joaquina de Borbón al Cabildo, Gobernador y Comandante de Marina de la Ciudad de Montevideo, Río de Janeiro, 16 de julio, BNM, Manuscritos de América 7225, f°s 147-151. Ver también J. M. Rubio, *La infanta Carlota Joaquina,* pp. 105-116.

Mientras la Junta de Buenos Aires creía que Londres favorecía su independencia, la correspondencia de Salazar demuestra que las autoridades regias en Montevideo también pensaban que Gran Bretaña les debía su apoyo. Esta convicción realista era reflejo de la total reorientación de las políticas exteriores de España y Gran Bretaña después de la rebelión española contra Napoleón en mayo de 1808. Hasta entonces, Inglaterra había buscado activamente obtener control sobre las colonias americanas de España mediante el uso de las armas: los ministros británicos habían apoyado la subversión armada respaldando la expedición de Francisco de Miranda a Venezuela en 1806; y habían usado sus propias tropas en la fallida conquista de Buenos Aires y Montevideo en 1806-1807. A principios de 1808, cuando la corona portuguesa se trasladó a Río, Gran Bretaña vio en Brasil una oportunidad para desarrollar su influencia económica y política en la América española. Cuando revivió la amenaza de una intervención francesa en Sudamérica, los ministros británicos prepararon planes para ocupar Buenos Aires y utilizar el puerto como una plataforma desde donde hacer la guerra a Francia y a España. Durante algunos meses, de hecho, pareció que las ambiciones de Portugal y de Gran Bretaña, aliado en la guerra contra Napoleón, convergirían en un ataque sobre el Río de la Plata[19]. Pero esta posibilidad se desvaneció tras la revuelta española en contra de Francia. Gran Bretaña incorporó entonces a España en su red de alianzas en contra de Napoleón y, para asegurar la cooperación española, se comprometió a mantener la integridad territorial del imperio Borbón. Se archivaron, pues, los planes británicos para un ataque contra Buenos Aires, y Gran Bretaña convenció a su aliado portugués de suspender su propios planes de invadir el territorio hispanoamericano[20].

Desde la perspectiva del Montevideo realista, la transformación de Gran Bretaña en aliado ofreció una valiosa oportunidad para mejorar su posición en la lucha contra Buenos Aires. Así, cuando las autoridades en Montevideo decidieron bloquear el puerto de Buenos Aires por mar en junio de 1810, el comandante Salazar pidió al capitán Elliott, el comandante de la escuadra naval inglesa, que asistiera en el bloqueo[21]. Su primer encuentro con el capitán inglés fue amistoso y positivo: Elliott ofreció a Salazar sus felicitaciones por los servicios meritorios que había rendido a España y su rey, y estuvo dispuesto a cooperar en el bloqueo[22]. Pero poco tiempo después, la posición inglesa cambió radicalmente. Cuando las protestas clamorosas de la Junta y los comerciantes ingleses en Buenos Aires llegaron a Lord Strangford en Río, el ministro británico despachó al vice-almirante Michael de Courcy a La Plata con órdenes de reabrir el comercio de Buenos Aires, amenazando con atacar Montevideo de ser necesario. De Courcy también remplazó a Elliott, nombrando como comandante

[19] M. Robson, *Britain, Portugal and South America,* pp. 199-203.

[20] Sobre la evolución de la política británica en 1807-1808, véase J. Street, *Gran Bretaña y la independencia del Río de la Plata,* pp. 96-101.

[21] Salazar a Casa Irujo, Montevideo, 4 de junio de 1810, y 6 de junio de 1810, ACD, Ultramar 21, exp. 7.

[22] Salazar a Císcar, 22 de junio de 1810, ACD, Ultramar 21, exp. 7.

de la flotilla en La Plata a un oficial naval que tenía relaciones amistosas con la Junta porteña. La Junta respondió con júbilo: interpretó la acción inglesa como «prueba de una unión indisoluble entre América del Sur y Gran Bretaña»[23]. Desde ese momento, Buenos Aires seguiría con su política bajo la convicción de que tenía la protección de Inglaterra.

Salazar llegó a las mismas conclusiones. Escribió una serie de cartas criticando la perfidia inglesa, alegando que Gran Bretaña no se comportaba como aliado de España sino de Buenos Aires. Censuró a Gran Bretaña por no haber suprimido la revolución cuando él le había ofrecido la oportunidad. Decía:

> Esta espantosa revolución, que amenaza tragarse todo este basto continente, se hubiera ahogado en su cuna si los Ingleses nuestros aliados en lugar de mostrarse propensos a favorecer las ideas de independencia de los facciosos, como lo han hecho, o indiferentes que es lo mas que con nuestras reiteradas representaciones hemos podido conseguir, se hubieran unido con nosotros como debían, y lo pedía la razón y justicia, pues entonces los revoltosos no se hubieran atrevido a mandar la expedición contra el desgraciado General Liniers, el que cada día se hubiera fortificado mas, y reducida la Ciudad de Buenos Aires a solos sus recursos y bloqueada por mar y tierra no les hubiera quedado a los facciosos otro partido que tomar que el de intentar su fuga[24]…

Salazar denunció esta mala decisión como resultado de la traición de Strangford. En su opinión:

> … el hecho es que este Ministro a pesar de la justicia tan clara […] de nuestra causa, y de las reclamaciones que a su favor le hemos hecho, ha tenido siempre una decidida propensión a favorecer la rebelión de Buenos Aires y así puede decirse que él es la causa de los males que sufre esta América y tal vez de su total perdida, vendiendo de este modo los intereses de su Patria que tan íntimamente se hayan unidos con los de la nuestra[25]…

También le echó la culpa de esta perversa acción inglesa al comandante de la flota británica, almirante De Courcy. Salazar y el gobernador Soria se entrevistaron con De Courcy a bordo de su nave, informándole de que los barcos ingleses suministraban todo tipo pertrechos militares y marineros y que hasta vendían los buques para armarlos. Le informaron también de que los comerciantes ingleses habían dado crecidos donativos a la Junta para sus expediciones, bajo el pretexto de ser para una biblioteca pública, y aun un préstamo de 300.000 pesos[26].

[23] J. Street, *Gran Bretaña y la independencia del Río de la Plata,* pp. 185-191.

[24] Salazar al Secretario de Estado del Despacho Universal de la Marina, 17 de octubre de 1810, nº 172, BNM, Manuscritos de América 7225, fos 173-175.

[25] Salazar al Secretario de Estado del Despacho Universal de la Marina, 1 de noviembre de 1810, nº 181, BNM, Manuscritos de América 7225, fos 176-183.

[26] Salazar al Secretario de Estado del Despacho Universal de la Marina, 4 de noviembre de 1810, nº 184, AGI, Buenos Aires 156.

Pero De Courcy no les hizo caso y no cumplió con sus demandas de que la flota inglesa volviera a colaborar en el bloqueo. Salazar concluyó que «los ingleses están obrando como unos acérrimos partidarios del Tirano de la Europa…»[27].

En otra carta, Salazar llegó a la conclusión de que los ingleses no sólo favorecían la independencia, sino que la había buscado en secreto desde antes de la crisis. Decía que, ahora (a finales de 1810), todos sabían que ellos habían obrado con disimulo desde sus malogradas expediciones de 1806,

> dejado aquí oficiales que siguiesen la intriga de hacer estas Provincias independientes… [y] en el día miran a Buenos Aires y estos países como una colonia suya, y ya se lisonjean de que el hermano Reyno [sic] de Chile los llama, y abre sus puertos, y de que este exemplo [sic] arrastrará a las demás partes de este vasto continente[28].

La meta británica era, en breve, el comercio libre en todos los puertos hispanoamericanos, mientras España se convertía en un soberano nominal. Salazar insistió en que era esencial que el gobierno español mantuviera el monopolio del comercio exterior. Admitía que de ser necesario, se permitiera la importación de productos extranjeros, pero sólo en barcos españoles, para evitar consecuencias funestas.

> El día que se decrete el comercio extrangero [sic] con las Americas, se firma su total perdida […] El extrangero [sic] es un enemigo oculto, envidioso de n[uest]ras riquezas, de n[uest]ra posición geográfica y de las ventajas que nos ha concedido el cielo sobre todas las demás naciones, y mina ocultamente para arrancárnoslas, ridiculiza n[uest]ras costumbres, n[uest]ros conocimientos, n[uest]ro gobierno y hasta n[uest]ra Santa Religión, y de este modo enajena los ánimos de los habitantes y así es que los Reynos [sic] más fieles de n[uest]ras Americas, México y Lima son los que menos trato han tenido con los extrangeros [sic][29].

De esta denuncia de la penetración extranjera, Salazar pasaba a una crítica más generalizada del impacto que ésta había tenido en el Río de la Plata durante los seis años anteriores. Percibía «un salto de un pueblo de honrados labradores a una corte corrompida». Mientras,

> anteriormente el nombre de n[uest]ro soberano no se pronunciaba sin emoción, los Gefes [sic] eran extremadamente respetados, y el hombre español aun de la mas infame clases era contado entre las primeras familias; ahora hasta los decretos del Rey se leen con indiferencia, los Gefes [sic] se miran casi con desprecio, y el español europeo es detestado; y

[27] Salazar al Secretario de Estado del Despacho Universal de la Marina, 4 de noviembre de 1810, n° 184, AGI, Buenos Aires 156.

[28] Salazar a Nicolás María de la Sierra, 9 de noviembre de 1810, n° 185, BHN Manuscritos de América 7225, f°s 188-193.

[29] Salazar a Nicolás María de la Sierra, 9 de noviembre de 1810, n° 185, BHN Manuscritos de América 7225, f°s 188-193.

> quien ha producido este espantoso cambio? El extrangero [sic] con el continuo desprecio de todo lo que es español, con los elogios de todo lo que le pertenece, y con la introducción de nuebas [sic] costumbres, de la inmoralidad y nueva filosofía[30]…

Éste era el discurso de los ultraconservadores, opuestos a cualquier cambio en el viejo sistema, dedicado a echar la culpa a las modas extranjeras, y convencido de que la única salvación del imperio era defender los valores de una España católica y autoritaria.

En realidad, su crítica de la posición británica era excesiva. Salazar tenía razón en dudar de la imparcialidad de Strangford: desde su llegada a Río antes del colapso de la Casa de Borbón, el embajador inglés había mantenido una comunicación con los que buscaban la autonomía y la independencia en Buenos Aires, y era partidario de implantar una monarquía limitada en el Río de la Plata, presidida por un príncipe europeo. Sin embargo, el estudio de la correspondencia entre Strangford y el ministro de Asuntos Exteriores en Londres demuestra que su preocupación principal era hacer todo lo posible para defender la integridad de la monarquía española. En armonía con los secretarios de Estado en Londres, entendía que a corto plazo sus intereses radicaban en la alianza anglo-española contra Francia. Por lo tanto, no quiso hacer nada que pudiera contribuir a la inestabilidad en el mundo hispánico, porque podía debilitar a España y ofrecer oportunidades para la expansión de la influencia francesa en América. Así estuvo dispuesto a mantener relaciones cordiales con cualquier gobierno que ofreciera ventajas a Gran Bretaña, particularmente en el ámbito comercial, pero no se dedicó a propagar la independencia[31]. Su intervención con los portugueses tuvo la misma lógica: no fue diseñada para ayudar al régimen español en Montevideo ni al régimen rebelde en Buenos Aires, sino para defender las relaciones cordiales entre Portugal y España en la lucha contra Napoleón[32].

Pero Salazar también tenía cierta razón cuando criticaba a Strangford y a los ingleses por no ayudar directamente a Montevideo, porque es cierto que esa posición de neutralidad reforzaba en Buenos Aires la convicción de que Gran Bretaña estaba inclinada hacia la independencia. Se equivocaba, sin embargo, al creer que la intervención militar inglesa en las guerras hispánicas era siquiera posible. Insistía en que una alianza entre Montevideo y los ingleses hubiera sido capaz de destruir la revolución de Buenos Aires, en una «obra de quince días»[33]. Pero no entendió que la intervención militar inglesa nunca fue siquiera contemplada durante el interregno. Los ministros británicos mantenían un doble

[30] Salazar a Nicolás María de la Sierra, 9 de noviembre de 1810, nº 185, BHN Manuscritos de América 7225, fos 188-193.

[31] J. Street, «Lord Strangford and the Río de la Plata», pp. 484-485.

[32] *Ibid.,* p. 481.

[33] Salazar al Secretario de Estado y de la Marina, 1 de noviembre, 1810, nº 181, BNM Manuscritos de América 7225, fos 176-183.

juego: apoyaban a España con ayuda militar contra Francia y rechazaban las demandas de los insurgentes hispanoamericanos en el campo político. Pero al mismo tiempo, dejaron a sus oficiales y comerciantes en América cultivar el comercio que dio socorro económico a los rebeldes. Es decir, cultivaban las raíces de imperio informal británico del siglo XIX.

A modo de conclusión, hemos de subrayar la relevancia de las percepciones y representaciones de Salazar para lograr un entendimiento más amplio de la crisis hispana durante el interregno de Fernando VII y su secuela.

En primer lugar, llaman la atención las ideas y las acciones de los realistas que resistían a las juntas y los gobiernos independientes. Las historias del período tienden a concentrarse en los héroes de la independencia y dan muy poco espacio a los realistas que defendieron el dominio español. Las cartas de Salazar nos hacen recordar que hombres de este tipo fueron muy importantes. En un periodo en el que España no podía enviar ejércitos a América y tenía que depender casi totalmente de los esfuerzos de los gobiernos leales a la regencia, ellos jugaban un papel esencial: mantenían a flote el régimen español y viva la imagen de una España imperial. Además, crearon una contrarrevolución que logró, alrededor de 1815, interrumpir y en ciertos casos incluso terminar con los movimientos americanos a favor de la autonomía y de la independencia.

En segundo lugar, las cartas de Salazar ofrecen indicios de la mentalidad de los conservadores peninsulares en su reacción ante la crisis del imperio. En Salazar, encontramos los síntomas de la intransigencia española que, después de contribuir a salvar el imperio durante el interregno, iba a asegurar que España nunca se recuperara de aquella crisis. Su rechazo a las negociaciones o concesiones, su propensión a ver todo conflicto en términos del odio criollo a los peninsulares, su profunda sospecha de todo lo extranjero y su tendencia a ver la anarquía social en cualquier innovación política, son las características del discurso que iba a influir en la formación y las políticas del régimen fernandino después de 1814. Aquel discurso fue calamitoso en el largo plazo, porque reforzó el autoritarismo de Fernando VII. Fundado en suposiciones de que el absolutismo era la única alternativa a la anarquía y de que la mano dura era necesaria para sostener la autoridad, ese discurso moldeó una política que dañó la relaciones entre el régimen restaurado y sus súbditos americanos y aseguró así el que una España debilitada se apartara de la recuperación de su poderío internacional y se moviera hacia una nueva crisis.

En tercer lugar, las cartas de Salazar destacan la importancia de la geopolítica en el desarrollo político de Hispanoamérica durante el interregno. Destacan en particular el papel ambiguo de Gran Bretaña en sostener y subvertir el Imperio español. Salazar criticó a los ingleses por su inclinación hacia Buenos Aires y anunció que no iban a defender la causa española en Montevideo. Sin embargo, es necesario cuestionar su afirmación de que los ingleses eran simplemente tramposos, porque la hizo desde la perspectiva limitada del Río de la Plata.

Es cierto que en el Río de la Plata, hubo una interacción fuerte entre la política local y la internacional. Todos los actores intentaron manipular las rivalidades internacionales para avanzar su propia causa, no sólo Gran Bretaña sino también Portugal. Los realistas de Montevideo, los centralistas de Buenos Aires y los federalistas provincianos de la Banda Oriental, todos intentaron usar a los portugueses contra el enemigo local. Montevideo invitó a Portugal a defender la causa española; luego, Artigas intento enfrentar a los portugueses contra Buenos Aires; y finalmente Buenos Aires acudió a Portugal para eliminar a Artigas. Sus conflictos agravaban la violencia no sólo en la Banda Oriental sino en todo el territorio de Río de la Plata con grandes repercusiones políticas.

Pero el caso del Río de la Plata es algo excepcional. Visto desde una óptica más amplia, se puede decir que Gran Bretaña era el campeón indispensable de la monarquía española. Puso en España un ejército que hizo una contribución clave para derrotar a Napoleón y restaurar el régimen borbónico. Además, el poder naval desplegado en el Atlántico y en las aguas americanas significó que los americanos que rechazaron el dominio español no pudieran conseguir alianzas o ayudas militares extranjeras. Por lo tanto, los hispanoamericanos se encontraban en una situación muy diferente de los angloamericanos que se rebelaron contra Gran Bretaña en 1776. Estos últimos contaron con aliados europeos en su lucha por la independencia, y Francia y España tuvieron aportes fundamentales. En 1810, los hispanoamericanos no tuvieron posibilidades de entablar alianzas comparables, porque Gran Bretaña no las permitía.

Estas son, entonces, algunas de las implicaciones desde la perspectiva de Montevideo reflejada en las cartas de Salazar. Los historiadores nos han dado varias explicaciones de por qué el imperio sobrevivió a la crisis extraordinaria del interregno. Unos dicen que la mayoría de los americanos no podían o no querían concebir una alternativa a la Monarquía o a la inclusión en el mundo «español». Otros dicen que los gobiernos autónomos e independientes eran incapaces de montar una resistencia militar efectiva, por su falta de experiencia gubernamental y falta de acuerdo sobre el modelo político apropiado. Otros piensan que esos gobiernos se vieron debilitados porque enajenaron a sus ciudadanos y sin ayuda popular no pudieron resistir la implacable reconquista española. Las cartas de Salazar también sugieren que debemos recordar otros factores: la presencia de enclaves realistas; el rol de Gran Bretaña en sostener una *pax britanica* y, en el caso del Río de la Plata, la interacción de las ambiciones políticas locales e internacionales.

UN CHAMP D'OBSERVATION POUR LES ÉTATS-UNIS

LA RÉVOLUTION AU RÍO DE LA PLATA

Monica Henry
Université Paris-Est Créteil

En 1817, le président des États-Unis James Monroe envoie une mission aux Provinces-Unies du Río de la Plata (l'actuelle Argentine), afin d'y collecter des informations sur la situation militaire, politique et économique de la région. Bien que les États-Unis n'aient pas encore reconnu l'indépendance de cette ancienne colonie, il s'agit de la seule mission quasi-officielle que l'administration Monroe dépêche dans l'empire espagnol. Les *commissioners*, statut conféré aux membres de la mission, séjournent à Buenos Aires de mars à juillet 1818, et de retour aux États-Unis, ils rédigent leurs rapports, dont des extraits sous forme de lettres avaient déjà été publiés dans la presse au printemps 1818[1]. Le secrétaire de la mission, Henry Marie Brackenridge, publie en 1819 son récit, *Voyage to South America*, où il fait longuement part de ses observations et de ses réflexions sur la révolution dans l'ancienne vice-royauté de La Plata à un public états-unien peu averti, mais avide d'informations.

Aux États-Unis, la mission Brackenridge soulève des expectatives. Le public, le Congrès et le cabinet présidentiel attendent les conclusions des *commissioners*, à savoir s'ils recommandent ou pas que les États-Unis reconnaissent l'indépendance des Provinces-Unies. Censés soumettre un rapport unique au Département d'État, les *commissioners* décident pourtant de rédiger séparément leurs conclusions, leurs différences d'opinions sur la nature, les objectifs et l'issue de la révolution s'avérant, selon eux, insurmontables. Pour sa part, Brackenridge, dont la sympathie pour les révolutionnaires n'est pas un secret, soutient ouvertement la cause des *rioplatenses*. Force est de constater cependant qu'au-delà de leurs appréciations quelque peu divergentes, ces écrits révèlent les informations que ces observateurs jugent utiles et nécessaires à leur gouvernement, mais aussi le socle idéologique commun sur lequel ils s'appuient pour juger de la validité de cette révolution ainsi que de la viabilité de la nouvelle nation hispano-américaine.

Les aspects du mouvement d'émancipation au Río de la Plata que les membres de la mission choisissent d'exposer sont également révélateurs de certaines préoccupations des États-uniens. En s'informant de la progression laborieuse

[1] Les lettres sont publiées dans les numéros du 23 mai, du 13 et 20 juin 1818 du *Niles' Weekly Register*, ainsi que dans le *Philadelphia Aurora* et le *National Intelligencer*.

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 291-304.

des Sud-américains vers l'indépendance, les lecteurs peuvent certainement se contenter, voire se réjouir, de la réussite de leur propre révolution et du bon fonctionnement de leurs institutions républicaines. Mais ils peuvent également lire entre les lignes un avertissement : si des compromis sur des questions encore irrésolues ne sont pas trouvés, les États-Unis, toujours en proie à de fortes tensions internes dues notamment à l'esclavage, risquent de se désintégrer comme les Provinces-Unies.

Par ailleurs, ces écrits sont d'autant plus importants que pour la première fois des informations sur l'Amérique hispanique, jusqu'alors destinées exclusivement au Département d'État, sont accessibles au grand public. Les lettres des *commissioners* et *Voyage to South America* constituent une sorte de grand reportage, permettant aux lecteurs de se faire une idée plus exacte de leurs voisins hémisphériques, avec qui ils ont peu de contacts directs dans leur vie quotidienne. Plutôt familiarisés avec les marchands et les immigrants de l'Europe du Nord, blancs et protestants pour la plupart (exceptés les Irlandais et certains Allemands et Scandinaves catholiques), les États-uniens connaissent peu et souvent mal les Espagnols et en particulier les Hispano-américains. Ils entretiennent à leur égard des préjugés, en grande partie alimentés par la Légende Noire, qui les conduisent à développer une vision hiérarchisée des habitants du continent américain. Les chroniques des envoyés démentiront ces idées préconçues, ou bien les confirmeront.

Enfin, ces écrits posent la question du rôle de l'opinion publique dans les débats et prises de décisions sur les affaires étrangères. Grâce à une meilleure circulation des journaux et des livres, et aux progrès accomplis dans les réseaux de communications au cours des premières décennies du XIXe siècle, les États-uniens ont accès à davantage de sources d'informations. De plus, la démocratie non seulement s'élargit au rythme de l'expansion territoriale, mais elle devient plus participative, en inscrivant de nouveaux électeurs sur les listes et en les sollicitant plus régulièrement. Par conséquent, le citoyen états-unien, mieux informé, s'exprime avec plus de fréquence, de conviction et de force. À leur tour, les membres du Congrès s'appuient sur cette opinion publique pour faire avancer les intérêts de leurs électeurs, regroupés dans les régions *(sections)* de l'Ouest, du Nord et du Sud, faisant advenir ce que l'historiographie états-unienne définit comme « *sectional politics* » dans les affaires intérieures. Toutefois, le lien entre opinion publique et affaires étrangères, dont la conduite est surtout entre les mains de l'exécutif, est moins évident. La question est donc de déterminer si et comment la mission Brackenridge a pu faire fléchir la *Spanish-American policy* de l'administration Monroe.

I. — LES ÉTATS-UNIS À L'ÈRE DES BONS SENTIMENTS

En mars 1817, James Monroe devient le cinquième président des États-Unis, et le quatrième de la « dynastie » virginienne à accéder à cette fonction. Avec l'intention de devenir aussi le président de tous les États-uniens et de pouvoir

gouverner dans la bonne entente, Monroe entame aussitôt un voyage à travers le pays, y compris dans la Nouvelle-Angleterre, le dernier bastion des fédéralistes, dont les plus radicaux avaient menacé de faire sécession, en 1814. En effet, la présidence de Monroe (1817-1825) vit la disparition du Parti fédéraliste comme force politique nationale et la prééminence d'un parti unique, le républicain-démocrate, fondé par l'ancien président Thomas Jefferson. Pour le journal fédéraliste *Columbian Centinel* de Boston, la visite du président est donc la preuve que « l'ère des bons sentiments » vient de commencer, une expression que l'administration accepte volontiers[2]. Entre-temps, loin du monde de la politique, les États-uniens s'occupent de la croissance intérieure, de l'organisation des terres récemment acquises, où ils entreprennent la construction des réseaux de communication et de transport, l'élargissement du système de crédit et l'accueil des immigrants. Henry Clay, le speaker de la Chambre des représentants, plaide pour le développement de l'économie nationale fondé sur une protection douanière élevée, une politique de grands travaux *(internal improvements)* et une banque nationale dans le but d'une meilleure intégration des régions et d'une plus grande indépendance économique par rapport à l'Europe, en particulier à la Grande-Bretagne. Clay pose de fait les principes de l'*American System*, dont l'objectif est le développement harmonieux de différents secteurs de l'économie.

Le président ne réussit pourtant pas à enterrer complètement les « mauvais sentiments ». Pendant cette période, les États-Unis traversent leur première crise économique, obligeant la Banque des États-Unis à restreindre le crédit, les fermiers à demander une baisse des tarifs douaniers et les chômeurs à migrer vers l'Ouest à la recherche de meilleures opportunités. En outre, des conflits régionaux mettent en péril l'équilibre fragile entre les États à esclaves et les États libres, tandis que des confrontations personnelles au sein de la classe politique enveniment l'atmosphère à Washington. Cela étant, les dirigeants se sont entendus depuis longtemps sur la nécessité de développer davantage les échanges commerciaux avec les autres nations, dont les colonies espagnoles désormais libérées du monopole espagnol. Mais ce n'est qu'à l'issue de la guerre de 1812 entre la Grande-Bretagne et les États-Unis que l'administration Monroe accorde toute son attention aux relations avec l'Amérique hispanique.

Sous l'impulsion de Henry Clay, représentant du Kentucky, les États de l'Ouest pressent alors le gouvernement de reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles. Selon eux, l'économie de la région de l'Ohio et du Mississippi se verrait favorisée par l'ouverture du marché hispano-américain : la production agricole de l'Ouest serait transportée par voie fluviale jusqu'à la Nouvelle-Orléans et ensuite exportée dans le bassin caraïbe et en Amérique du Sud. Les États de la côte Est en profiteraient également : le transport maritime se développerait davantage, pouvant éventuellement devancer la Grande-Bretagne, redoutable concurrente dans ce secteur d'activité[3]. Les bateaux états-uniens transporteraient des matières pre-

[2] D. W. Howe, *What Hath God Wrought*, p. 93.

[3] J. F. Rippy, *Rivalry of the United States and Great Britain over Latin America*, p. 108.

mières hispano-américaines vers l'Europe ainsi que des produits manufacturés européens et états-uniens vers l'Amérique hispanique ; la demande croissante de produits états-uniens stimulerait ainsi l'agriculture. Les représentants de l'Ouest, et du Sud également, soutiennent pour leur part que la hausse de la demande de matières premières comme le coton et le chanvre par l'industrie manufacturière états-unienne ferait augmenter leurs prix[4].

Néanmoins, pour les plus sceptiques, dont le secrétaire d'État John Quincy Adams, l'industrie états-unienne n'est pas encore en mesure de concurrencer celle de la Grande-Bretagne, la principale fournisseuse du marché hispano-américain. Les États-Unis peineraient également à écouler leurs produits agricoles dans des régions de l'Amérique hispanique dont l'activité principale est précisément l'agriculture. Devant la pression des représentants pro-reconnaissance, Adams s'en défend en arguant que l'action du speaker et ses collègues en faveur des Hispano-américains constitue une ingérence dans les prérogatives du pouvoir exécutif, à qui revient, d'après la Constitution, la gestion des affaires étrangères[5]. « M. Clay est monté sur son grand cheval sud-américain […] Le projet de Clay est de contrôler ou de renverser l'exécutif en faisant tanguer la Chambre des représentants », accuse Adams[6]. Par ailleurs, pour le secrétaire d'État, plutôt enclin à personnaliser les conflits, le speaker attaque la politique de l'administration par dépit. En effet, James Monroe a préféré un Adams expérimenté à un Clay moins versé dans l'art de la diplomatie pour occuper le poste de secrétaire d'État, qui mène traditionnellement à la présidence.

C'est dans ce climat tendu qu'en juillet 1817, Manuel de Aguirre, envoyé par le gouvernement de Buenos Aires, arrive à Washington pour demander la reconnaissance des Provinces-Unies. Trois mois plus tard, dans une réunion de cabinet, le président pose les questions suivantes : l'exécutif a-t-il le pouvoir de reconnaître l'indépendance de nouveaux États, dont l'émancipation n'a pas été reconnue par la mère patrie, et contre lesquels elle mène encore une guerre ? L'envoi d'un ministre équivaut-il à une reconnaissance ? Est-il opportun pour les États-Unis de reconnaître Buenos Aires ou une autre région en rébellion[7] ? D'autre part, la demande d'Aguirre incite Henry Clay à soumettre à la Chambre, en mars 1818, un amendement à la loi du budget relatif à l'octroi de 18 000 dollars pour l'envoi d'un ministre dans les Provinces-Unies. Le speaker lance ainsi le premier débat au Congrès sur la « South American Question », au cours duquel les représentants examinent et critiquent ouvertement la politique étrangère attentiste de l'administration Monroe.

La décision d'envoyer la mission avait pourtant été prise avant l'arrivée d'Aguirre. En 1817, seule l'ancienne vice-royauté de La Plata avait réussi à échapper à la reconquête espagnole et ses dirigeants révolutionnaires à se

[4] *Annals of the Congress*, 15e Congrès, première session, p. 1535.

[5] G. A Lipsky, *John Quincy Adams*, p. 288.

[6] J. Q. Adams, *Memoirs*, t. IV, p. 28.

[7] J. Monroe, *The Writings of James Monroe*, t. VI, p. 31.

maintenir en place. Pour le président Monroe, le moment était donc venu de communiquer aux autorités *rioplatenses* la bonne disposition des États-Unis à leur égard et surtout d'insister pour que le commerce états-unien n'y soit pas désavantagé[8]. En outre, des informations de première main pourraient élucider les raisons de la présence d'exilés de Buenos Aires à Baltimore. En effet, en février 1817, Juan Martin de Pueyrredon, le *Director Supremo* des Provinces-Unies, avait expulsé des opposants — huit « hommes respectables », selon la presse états-unienne, dont Manuel Moreno, révolutionnaire de la première heure et ancien membre de gouvernement, et Vicente Pazos, l'éditeur du journal *La Crónica Argentina* — à cause de leurs idées « exaltées »[9]. Dans le *Baltimore Patriot*, ceux-ci se défendirent de comploter contre leur gouvernement et de négocier secrètement avec l'Espagne la réintégration de l'ancienne vice-royauté dans l'empire espagnol[10]. La *Gazeta de Buenos Aires*, pour sa part, déplorait que les journaux états-uniens publiassent de fausses accusations contre le *Director Supremo*[11]. La lutte entre factions à Buenos Aires dépassait donc les frontières des Provinces-Unies, influençant les membres de la mission, qui placèrent leur sympathie dans l'un ou l'autre camp avant même leur départ.

II. — AU RÍO DE LA PLATA

Le secrétaire d'État Richard Rush nomma comme *commisioners* Caesar Rodney, ancien ministre de la Justice, et John Graham, haut fonctionnaire du Département d'État, tous les deux expérimentés et intègres. La probité du troisième *commissioner* était en revanche plus douteuse. Theodorick Bland, juge de la Cour du comté de Baltimore, était soupçonné d'avoir des connexions avec les corsaires de la région qui, sous pavillon des gouvernements révolutionnaires hispano-américains, attaquaient les bateaux espagnols sur la route Cadix - La Havane. En revanche, la nomination d'Henry Brackenridge comme

[8] « Message of the President James Monroe at the commencement of the first session of the Fifteenth Congress of the United States », dans W. Manning, *Diplomatic Correspondence*, t. I, p. 51.

[9] *Niles' Weekly Register*, le 31 mai 1817. Les informations sont prises du *Baltimore Patriot*, qui publie les noms des autres expatriés, à savoir Domingo French, Eusebio Valdenegro, Manuel Pagola, Feliciano Chiclana et Pedro Agrelo. Il est important de noter que Henry Brackenridge, dans le pamphlet *South America*, revient sur la lettre de Pueyrredon à l'administration Monroe pour expliquer les raisons de l'expulsion. Selon Brackenridge, les journaux états-uniens avaient mal traduit « *exaltadas* », qui en espagnol signifie « violent », « séditieux », « dangereux », par « *exalted* », synonyme de sentiments nobles. Par conséquent, se fondant sur une mauvaise traduction, les lecteurs anglophones avaient condamné l'action du *Director Supremo*. *South America. A Letter on the Present State of that Country.*

[10] « Respuesta al manifiesto de Juan Martín de Pueyrredón », publiée dans le *Baltimore Patriot.* Ces informations se trouvent dans la correspondance de l'envoyé spécial au Río de la Plata William Wortington au Département d'État. Worthington ne précise pourtant pas la date du numéro du *Baltimore Patriot* où il lit la *Respuesta*.

[11] *Gazeta de Buenos Aires*, 6 mai 1818.

secrétaire de la mission s'avérait plus appropriée. Originaire de Baltimore, celui-ci avait passé sa jeunesse en Louisiane, puis était revenu sur la côte Est pour suivre des études de droit, avant de retourner à la Nouvelle-Orléans, où il exerça les fonctions de procureur adjoint et de juge d'État. Ce fut donc en Louisiane, devenue État en 1812, que le secrétaire acquit une connaissance approfondie et surtout une expérience personnelle du monde colonial hispanique et français dont manquaient les *commissioners*[12]. Et ce fut également son séjour à la Nouvelle-Orléans, ville portuaire sur le delta du Mississippi, qui lui permit de la comparer aisément avec Buenos Aires, sur l'estuaire du Río de la Plata, où les fleuves Paraná et Uruguay déversent leurs eaux.

Fort de son savoir, y compris sur les révolutions états-unienne et française, Brackenridge publia, avant son départ, le pamphlet *South America*, où il recommandait la reconnaissance de « l'État indépendant de La Plata »[13]. Néanmoins, afin d'éviter une décision prématurée, le président Monroe prit le temps de s'informer sur la population, le commerce, le gouvernement de Buenos Aires, son autorité sur les autres cités, ses ressources financières et militaires, et également celles des factions ennemies, sur les chefs civils et militaires, et enfin sur les perspectives d'une solution durable au conflit entre Buenos Aires et les provinces, à savoir la Bande orientale (l'actuel Uruguay) et la zone du littoral[14]. La question majeure de son administration portait donc sur cette crise interne : Buenos Aires avait-elle réussi à imposer son autorité sur toutes les Provinces-Unies ? Autrement dit, quel serait le risque pour les États-Unis de reconnaître les Provinces-Unies dont le gouvernement était contesté ?

Informé du danger d'une possible sécession de la Bande orientale, le secrétaire d'État Adams pressa Aguirre de lui assurer que José Artigas, capitaine d'un corps de milice rural, restait toujours loyal envers la capitale, qui comptait sur lui pour révolutionner cette province[15]. Adams voulait savoir « quels sont les territoires, qu'il [Aguirre] considère comme faisant partie de l'État ou la nation à reconnaître ? »[16], ce à quoi Aguirre répondit vaguement : « l'ancienne vice-royauté de La Plata », bien qu'il sût qu'en 1811, le Paraguay avait déclaré son indépendance[17]. Réponse certainement insatisfaisante pour un secrétaire d'État convaincu que l'exemple à suivre était le traité de Versailles (1783), par lequel la Grande-Bretagne avait reconnu l'indépendance des États-Unis, et dans lequel le territoire de la nouvelle nation avait été bien défini et chaque État mentionné. Mais si Adams posait la délimitation du territoire national comme l'une des

[12] Les renseignements sur les membres de la mission sont extraits de : L. Bornholdt, *Baltimore and Early Pan-Americanism* ; W. F. Keller, *The Nation's Advocate* ; W. Stewart, « The South American Commission ».

[13] *South America. A Letter on the Present State of that Country,* p. 38. Il publie également *Views of Louisiana* (1814) et *Journal of a Voyage up the River Missouri* (1816).

[14] W. Manning, *Diplomatic Correspondence*, t. I, pp. 47-49.

[15] J. Q. Adams, *Memoirs*, t. IV, p. 41.

[16] Id., *The Writings of John Quincy Adams*, t. VI, p. 302.

[17] W. Manning, *Diplomatic Correspondence*, t. I, pp. 59-60.

conditions préalables à une reconnaissance, il ne l'exigea plus quand les États-Unis reconnurent le gouvernement de Buenos Aires en 1822, alors que celui-ci n'exerçait son autorité que sur la province de Buenos Aires, séparée du reste des Provinces-Unies, elles aussi éclatées en plusieurs provinces indépendantes.

Or, sachant que les *commissioners* ne recommandent pas dans leurs conclusions la reconnaissance des Provinces-Unies, se pose la question de la cause de ce changement d'orientation. Il est certain que dans un premier temps, en 1818, les rapports de la mission confortent le secrétaire d'État dans sa décision de ne pas reconnaître « hâtivement » le nouvel État. Toutefois, le contexte national ainsi qu'international évolue rapidement : en 1819, les États-Unis et l'Espagne signent le traité Transcontinental, par lequel la frontière qui les sépare est définitivement tracée. Désormais débarrassée des contraintes que les conflits territoriaux dans le Sud faisaient peser sur ses relations avec le roi d'Espagne, l'administration Monroe peut poursuivre une politique hispano-américaine plus en accord avec ses intérêts hémisphériques, d'autant que le processus révolutionnaire dans l'empire espagnol devient de toute évidence irréversible. De plus, en 1821, Henry Clay, champion de la reconnaissance de l'indépendance hispano-américaine, quitte son poste de speaker de la Chambre, affaiblissant ainsi la voix des électeurs pro-reconnaissance, et libérant, ne serait-ce que temporairement, le pouvoir exécutif de la pression du législatif. Par conséquent, s'il est vraisemblable que James Monroe décide d'envoyer une mission en partie sous la pression d'un public et des hommes politiques sympathisants de la cause révolutionnaire et réclamant davantage d'informations et d'action de la part du gouvernement, il n'est pas moins vrai que son administration cherche aussi à gagner du temps[18]. En attendant que la question de la sécurité du territoire national sur la frontière sud soit réglée et que la Sainte-Alliance s'engage à ne pas aider l'Espagne à reconquérir son empire, le président ne se prive pas de satisfaire la demande de ses concitoyens. En d'autres termes, l'opinion publique est le moteur qui l'impulse, mais elle ne réussit pas à bousculer l'agenda du président, qui reste bel et bien maître du calendrier international.

Éloignés du centre de décision et déjà sur le terrain, les membres de la mission s'interrogent plutôt sur la légitimité et la viabilité du projet de confédération d'Artigas, proclamé chef des Orientaux et protecteur d'Entre Ríos et Santafé, deux des provinces de la zone du littoral également en conflit avec Buenos Aires. Ils y constatent qu'Artigas et ses partisans luttent contre le pouvoir de Buenos Aires, mais aussi contre les ambitions territoriales des Portugais, qui convoitent la Bande orientale et son port principal, Montevideo. Grâce à sa position stratégique à l'entrée du Río de la Plata, le contrôle du port équivaut à la mainmise sur le commerce de Buenos Aires, du littoral et de l'intérieur, c'est-à-dire les intendances de Córdoba, Salta, Tucumán et Mendoza. Cependant, aux yeux de John Graham, le but d'Artigas est précisément le contraire : empêcher la

[18] W. Stewart, « The South American Commission », p. 37 ; L. Bornholdt, *Baltimore and Early Pan-Americanism,* p. 93 ; C. Griffin, *The United States and the Disruption of the Spanish Empire*, pp. 142-143 ; W. Weeks, *John Quincy Adams and American Global Empire*, pp. 86-89.

formation d'une confédération afin de garder le contrôle de la Bande orientale[19]. S'appuyant sur une armée de *gauchos*, ces gardiens de troupeaux indiens ou de « sang mêlés » à l'existence « nomade et sans restrictions », Artigas intimide, voire terrorise le reste de la population, qui à l'inverse préfère, toujours selon Graham, « l'union » avec les habitants des provinces de la rive occidentale de l'Uruguay et du Paraná, à savoir Entre Ríos et Santafé[20]. Pour tous les envoyés de Monroe, cet homme « singulièrement habile » qu'est Artigas exerce un pouvoir absolu et arbitraire, tel un cacique indien, sur ces hommes honnêtes, inoffensifs, et pacifiques, mais aussi ignorants, superstitieux, et par conséquent, des proies faciles pour les manipulateurs[21]. En outre,

> si les *gauchos* de la pampa, comme ceux de la Bande orientale, trouvent un chef hardi qui les incite à se faire entendre par la voix de leurs représentants légaux, la ville de Buenos Aires pourrait devenir comme Montevideo aujourd'hui, à savoir une place où le commerce existait autrefois,

prédit Bland. Pire, la guerre menée par ces *gauchos* non seulement affecterait le commerce et l'industrie, mais provoquerait aussi l'abandon de l'agriculture[22]. Comme le conclut Brackenridge, ce « barbare » d'Artigas constitue donc un « grand malheur »[23].

La personne d'Artigas cristallise donc les périls, et non des moindres, auxquels les Provinces-Unies sont confrontées et auxquels les États-uniens restent particulièrement attentifs. Ceux-ci ne peuvent que saisir la gravité de la situation : toute division interne, voire sécession, nuit inévitablement au succès de la révolution et au progrès de la république. L'affront d'Artigas les renvoie de fait aux dangers qui ont menacé et planent encore sur l'Union, à la fois forte et fragile. En 1806 Aaron Burr, le vice-président du premier mandat de Jefferson, a été accusé d'organiser, avec l'aide du général James Wilkinson, une expédition militaire contre le Mexique. Son véritable objectif n'a jamais été tout à fait élucidé : s'emparer des Florides et du Texas, ou bien séparer l'Ouest de l'Union et en faire un empire à part, selon les rumeurs contradictoires qui courent à l'époque[24] ? Quoi qu'il en soit, c'est Aaron Burr, autrefois homme de confiance de l'ancien président, qui incarne la menace pour l'intégrité territoriale de la jeune République, comme désormais Artigas vis-à-vis celle des Provinces-Unies. D'où la question plus générale que se pose Brackenridge : les colonies espagnoles constitueront-elles des républiques sur une échelle territoriale sem-

[19] W. Manning, *Diplomatic Correspondence*, t. I, p. 489.

[20] *Ibid.*, t. I, pp. 434, 489.

[21] H. M. Brackenridge, *Voyage to South America,* t. I, pp. 225, 227, 241, 246 ; W. Manning, *Diplomatic Correspondence*, t. I, pp. 434, 489, 502.

[22] *Ibid.*, t. I, p. 434.

[23] H. M. Brackenridge, *Voyage to South America*, t. I, pp. 216, 229.

[24] G. S. Wood, *Empire of Liberty*, pp. 384-385. Le danger sécessionniste de l'Ouest n'était pas nouveau : il date des premières années de la jeune République, au moment de la crise de la libre navigation du Mississippi, entre l'Espagne et les États-Unis.

blable à celle des États-Unis, ou bien des petites républiques déconnectées les unes des autres[25] ?

Or, insiste le secrétaire, pour garantir leur unité territoriale, les Provinces-Unies devraient en premier lieu mettre fin à la guerre intestine et à celle menée contre les royalistes dans le Nord, et contre les Portugais dans la Bande orientale. Les États-uniens, rappelle-t-il, ont attendu d'avoir un territoire fédéré et libéré de troupes britanniques, pour lequel ils ont ensuite formé un gouvernement[26]. Par conséquent, les membres de la commission considèrent qu'en 1818, la discussion aux Provinces-Unies sur l'installation d'un gouvernement, qu'il soit « consolidé » ou « national », « confédéral » ou « fédéral » (termes d'ailleurs permutables pour ces témoins), s'est engagée trop tôt. Tous conviennent que si l'unité territoriale est le préalable à l'unité politique, la rédaction de la constitution devrait être repoussée. Puisant dans leur expérience constitutionnelle, les envoyés étaient bien placés pour annoncer la mort prématurée d'une constitution rédigée sur fond de guerre. Précédant la Constitution américaine de 1787, les Articles de Confédération, composés par le Congrès continental alors que la guerre d'Indépendance se prolongeait, furent davantage conçus avec l'idée de s'octroyer une arme pour résister au pouvoir impérial britannique que dans la perspective de se doter d'une structure gouvernementale durable[27]. Il en résulta une confédération lâche qui se heurta rapidement à des difficultés économiques et politiques, la menant au bord de la désintégration. Elle fut « sauvée » par la Convention constituante de 1787, censée en principe réviser les Articles de Confédération mais qui finit par rédiger une nouvelle constitution. Aussi, la solution aux maux des Provinces-Unies se trouve-t-elle, selon le secrétaire, dans la rédaction d'une constitution « énergique », mais à condition que celle-ci soit conçue dès que la paix reviendra aux Provinces-Unies[28].

Néanmoins, aucune solution satisfaisante ne sera trouvée tant que la capitale n'acceptera pas de s'accorder avec les provinces. Les trois *commissioners* condamnent en effet la position dominante de Buenos Aires, qu'ils expliquent par son emplacement stratégique, sa richesse, son armée mieux équipée et par ses habitants plus éduqués et entreprenants[29]. Selon eux, la capitale, en voulant à tout prix imposer son autorité, entrave plus qu'elle ne promeut la cohésion politique des Provinces-Unies. Bien que plus compréhensif envers la tendance « naturelle » de la capitale de l'ancienne vice-royauté à monopoliser « toute autorité » après l'indépendance, le secrétaire de la mission insiste sur le fait que les révolutionnaires doivent trouver un « équilibre ». Le processus « réussi » d'annexion de nouveaux territoires à l'Union est la preuve qu'à « ce type de lutte ou fermentation, absolument nécessaire » succède « l'ordre »[30]. Brackenridge

[25] H. M. Brackenridge, *Voyage to South America*, t. I, p. 156.

[26] *Ibid.*, t. II, p. 268.

[27] J. Rakove, « Articles of Confederation », p. 83.

[28] H. M. Brackenridge, *Voyage to South America*, t. II, p. 284.

[29] W. Manning, *Diplomatic Correspondence*, t. I, pp. 435, 489.

[30] H. M. Brackenridge, *Voyage to South America*, t. II, pp. 245, 253.

doit pourtant savoir que sa comparaison est faussée : à la différence des États-Unis, c'est la fragmentation des Provinces-Unies, et non pas l'incorporation de territoire, qui est à l'origine du conflit au Río de la Plata. « Chaque district se croyant en droit de former un gouvernement, non seulement indépendant de la vice-royauté, mais aussi de la province à laquelle il est attaché »[31], le défi auquel doivent faire face les dirigeants révolutionnaires *rioplatenses* est double : primo, comment préserver l'unité territoriale et politique ; secundo, comment négocier avec les provinces réclamant leur souveraineté qui sera le détenteur du pouvoir du vice-roi déchu.

Aux questions territoriales et politiques s'ajoute le conflit entre la capitale et les provinces qui freine le développement économique. Pour les lecteurs, il est évident que le destin de la jeune République s'est joué sur la frontière, et son avenir continue de se façonner loin de Washington, dans les États frontaliers, où le citoyen, livré à sa propre initiative, fait preuve de vitalité, de détermination, et de productivité. Les membres de la commission ne manquent donc pas de signaler les conséquences néfastes de cet état de guerre entre Buenos Aires et les autres Provinces-Unies sur l'économie. Ils déplorent en premier lieu que l'élevage de bétail continue à être privilégié au détriment de l'agriculture, d'autant que celle-ci constitue, selon l'idéologie jeffersonienne, la base de la prospérité d'une nation et un agent de civilisation[32]. Aussi reprochent-ils aux *gauchos* leur prédisposition au vagabondage et aux occupations guerrières, aux antipodes de la vie sédentaire, civilisée et pacifique du fermier états-unien, le citoyen vertueux par excellence. En outre, les habitants des villages, observe le secrétaire, ne travaillent que les parcelles des alentours, laissant à l'abandon les terres entre communes. Les conséquences en sont graves : de vastes déserts entourent les agglomérations et les limites deviennent floues, provoquant des rivalités intercommunales mesquines. Brackenridge avertit que l'agriculture ne deviendra l'un des moteurs de l'économie des Provinces-Unies que si la population se disperse sur tout le territoire pour labourer la terre, comme le veut d'ailleurs la volonté de l'Éternel, selon le puritanisme[33]. Il complète sa recommandation d'inspiration jeffersonienne et religieuse avec des ingrédients de la recette du « système américain » de Henry Clay : une politique d'immigration comme celle des États-Unis favoriserait le peuplement des plaines, fournirait la main-d'œuvre supplémentaire et aiderait également à remplir les coffres de l'État avec les revenus provenant de la vente aux nouveaux arrivés de terres publiques en parcelles. En perpétuant cependant le système espagnol, à savoir l'octroi d'immenses terres d'élevage, les *estancias* (pratique inconnue aux États-Unis), le gouvernement révolutionnaire ne fait qu'obstruer la croissance économique[34].

[31] *Ibid.*, t. II, p. 242 ; G. Verdo, *L'indépendance argentine,* p. 16.

[32] H. M. Brackenridge, *Voyage to South America*, t. II, p. 99 ; W. Manning, *Diplomatic Correspondence*, t. I, p. 487.

[33] A. Weiberg, *Manifest Destiny*, p. 74.

[34] H. M. Brackenridge, *Voyage to South America*, t. II, pp. 99, 188.

Par ailleurs, les émissaires notent que le déferlement sur le marché de produits européens, notamment britanniques, ont détruit l'industrie locale. Le commerce, certes prospère, se limite donc à l'exportation de viande et de cuir. Pour remédier à cette « stagnation », le « système américain » serait toujours applicable : stimuler la consommation locale, qui, à son tour, développerait le marché et l'industrie. Ce développement favoriserait le commerce intérieur de façon à rendre les régions interdépendantes, et aussi le commerce extérieur, en confiant le transport de produits locaux aux Hispano-américains[35]. Somme toute, prônent les États-uniens, une économie de marché devrait remplacer le régime monopolistique espagnol dont les colonies peinent de toute évidence à se débarrasser.

La rébellion d'Artigas renvoie également les États-uniens au rapport, souvent malaisé, entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire. Dans une nation où la méfiance des républicains-démocrates à l'égard de l'armée professionnelle demeure grande, la désobéissance militaire n'est aucunement tolérable ni tolérée. Comme le rappellera Henry Clay, en 1819, lorsque le général Andrew Jackson envahit les Florides, vraisemblablement contre les ordres de James Monroe, les troupes ne sont autorisées à marcher en territoire étranger qu'avec l'accord du Congrès[36]. La non-observance de cette règle annonce « le triomphe du principe de l'insubordination — le triomphe des militaires sur l'autorité civile — le triomphe sur les pouvoirs de cette Chambre — le triomphe sur la constitution de cette nation », prévient le speaker[37]. En conséquence, si l'armée échappe au contrôle des autorités civiles pour devenir l'instrument des factions, la république démocratique risque de se transformer en république militaire, réfléchit Brackenridge à propos des Provinces-Unies[38]. Au total, que des milices bien armées, entraînées, disciplinées et rapidement démobilisables, assurent la défense des Provinces-Unies afin de mettre la république à l'abri de ce danger, constituerait, dans l'esprit du citoyen états-unien, une solution bien plus acceptable. Néanmoins, des chefs partisans incontrôlables, à la tête de milices qui livrent des guerres irrégulières, comme les décrit *Voyage to South America*, ne sont pas souhaitables non plus[39]. À cette possible dérive viennent s'ajouter les difficultés des autorités à recruter. Face à la pénurie de soldats, le gouvernement de Buenos Aires enrôle des esclaves, qui sont libérés après deux ans de service. Bien que la pratique soit saluée par Brackenridge, la composition de cette armée, dont un quart de réguliers sont des Noirs, a sûrement dû faire sourciller plus d'un lecteur, chez qui le souvenir du recrutement d'esclaves dans l'armée continentale de George Washington s'était peut-être estompé avec le temps[40]. En outre, la mobilisation par Artigas et par le général Martin Güemes à Salta,

[35] *Ibid.*, t. II, pp. 195-198 ; W. Manning, *Diplomatic Correspondence*, t. I, p. 491.

[36] D. W. Howe, *What Hath God Wrought,* p. 105.

[37] H. Watson, *Andrew Jackson vs. Henry Clay*, p. 143.

[38] H. M. Brackenridge, *Voyage to South America*, t. II, p. 179.

[39] *Ibid.*, t. II, p. 176.

[40] Voir M. J. Rossignol, « A "Black Declaration of Independence"? ».

dans le Nord, de milices de *gauchos* mi-blancs, mi-indiens soulève des interrogations chez les États-uniens quant à la fiabilité de celles-ci, dans la mesure où lors de leur propre guerre d'Indépendance, la plupart de tribus indiennes ont fait alliance avec l'ennemi britannique. Et pendant de longues années, les Noirs et les Indiens seront tenus à l'écart des forces armées, mais aussi de la société états-unienne en général.

À partir donc de leur expérience d'une société plutôt homogène, quelle pouvait être la vision des États-uniens des sociétés hispano-américaines métissées ? Influencés par la Légende Noire apprise à l'école, ils méprisaient ces Espagnols catholiques superstitieux, indolents, cruels, et surtout laxistes vis-à-vis des populations indiennes et noires, avec lesquelles ils s'étaient mélangés depuis leur conquête du continent américain. Mais c'était surtout le métis hispano-américain, possédant selon eux toutes les imperfections de l'Espagnol mais aucune de ses vertus, qui suscitait le plus de méfiance[41]. Cela étant, le secrétaire appréciait davantage les *porteños*, les habitants de Buenos Aires, car il les trouvait mieux informés et éduqués. Toutefois, bien qu'il critiquât ses concitoyens remplis de préjugés, Brackenridge lui-même ne pouvait s'empêcher d'observer que « les habitants [de Buenos Aires] en général, ont la peau un peu plus foncée que celle des Nord-Américains ; mais j'en ai vu beaucoup avec de belles peaux. C'est un beau peuple »[42]. Mais si pour le secrétaire une bonne éducation pouvait éventuellement compenser une peau foncée, rien n'était moins sûr pour les lecteurs chez qui persistaient de fortes réticences. Selon l'historien John Johnson, ces préjugés raciaux eurent un impact considérable sur l'attitude des États-uniens vis-à-vis des révolutionnaires hispano-américains et sur la *Spanish-American policy* du début du XIXe siècle[43]. Cependant, étant donnée la difficulté d'établir la relation exacte entre ces idées préconçues et la politique étrangère de Washington, il ne serait pas hasardeux d'affirmer qu'elles ont certes joué un rôle dans la prise de décisions des dirigeants états-uniens, mais que des considérations géopolitiques, et des intérêts nationaux et régionaux ont certainement pesé plus lourd dans la balance.

Arrivés au terme de leur périple, les *commissioners* et le secrétaire réussissent à accomplir la mission qui leur avait été confiée, c'est-à-dire rendre un rapport honnête et juste. Force est de constater cependant que dans ce voyage de l'autre côté du miroir, où ils trouvent un monde sinon inversé, du moins déformé, la tâche ne s'avère pas aisée. John Graham, Caesar Rodney, et en particulier Henry Brackenridge, sont tiraillés entre la volonté de vouloir croire au succès de la révolution *rioplatense* et le devoir de constater que la situation dans les Provinces-Unies est loin d'être conforme à ce que pouvait en attendre le citoyen états-unien. Après lecture, l'homme d'affaires du Nord-Est, déjà peu convaincu

[41] J. J. Jonhson, *A Hemisphere Apart,* pp. 70-74.

[42] H. M. Brackenridge, *Voyage to South America*, t. I, p. 295.

[43] J. J. Jonhson, *A Hemisphere Apart,* p. 179.

que l'Amérique du Sud constituait une aubaine commerciale, redoublera d'efforts pour développer davantage les échanges avec l'Amérique centrale et Cuba, des régions avec lesquelles il commerçait depuis le XVIIIe siècle. Les producteurs agricoles de l'Ouest et du Sud craindront la concurrence sud-américaine. Les sympathisants de la cause révolutionnaire comprendront que la lutte contre les Espagnols est bien engagée, mais encore loin d'une résolution heureuse. Le citoyen instruit, mais circonspect, voire méfiant, à l'égard des voisins hémisphériques, retiendra les descriptions peu flatteuses d'Artigas et de ses hommes ainsi que de la population métissée. L'administration y trouvera des bonnes raisons pour ne pas reconnaître les Provinces-Unies.

Enfin, à l'issue de cet examen clinique et cet exercice d'histoire comparative auxquels se livrent les envoyés de Monroe, c'est étrangement Brackenridge, pourtant le mieux disposé envers les révolutionnaires hispano-américains, qui exprime sans ambiguïté le sentiment de supériorité sous-tendant la mission :

> Le caractère sauvage de la population des plaines, le caractère lugubre de la foi catholique coloniale, l'état primitif de la littérature et des arts, lorsque l'on compare avec celles d'autres pays civilisés, et en fait, le manque de maturité de tous les arts de civilisation, sont des considérations graves [...]IL N'Y A QU'UNE AMÉRIQUE COMME LA NÔTRE[44].

SOURCES

ADAMS, John Quincy, *The Writings of John Quincy Adams,* éd. Worthington Chauncey FORD, New York, Greenwood Press, 1968 (7 vol.) [2e éd.].

Annals of the Congress, 15e Congrès.

BRACKENRIDGE, Henry Marie, *Voyage to South America, performed by the order of the American government, in the years 1817 and 1818, in the frigate Congress*, Baltimore, John D. Toy Printer, 1819.

CLAY, Henry, *The Papers of Henry Clay*, dans Harry WATSON, *Andrew Jackson vs. Henry Clay. Democracy and Development in Antebellum America*, Boston, Bedford/St. Martin's, 1998.

Coleção das Decisões do Governo do Império do Brasil de 1883, Rio de Janeiro, Tipografia Nacional, 1884.

Despatches from the United States Ministers to Argentina, 1817-1818, Archives nationales, Washington D. C.

Gazeta de Buenos Aires (1810-1820), Buenos Aires, Junta de Historia y Numismática Americana, 1910-1915 (reproduction en fac-similé).

MANNING, William Ray, *Diplomatic Correspondence of the United States, concerning the independence of the Latin-American nations*, New York, Oxford University Press, 1925 (3 vol.).

[44] H. M. BRACKENRIDGE, *Voyage to South America*, t. II, p. 301.

Memoirs of John Quincy Adams, éd. Charles Francis ADAMS, New York, AMS Press, 1970 (12 vol.) [2e éd.].

MONROE, James, *The Writings of James Monroe*, éd. Stanislaus Murray HAMILTON, New York, G. P. Putnam's sons, 1898-1903 (7 vol.).

Niles' Weekly Register (1811-1849). Encyclopedia of American Journalism History, New York, Routledge, 2006.

South America. A Letter on the Present State of that Country, to James Monroe, President of the United States, by an American, Washington, Office of the National Register, October 15, 1817.

WATSON, Harry, *Andrew Jackson vs. Henry Clay. Democracy and Development in Antebellum America*, Boston, Bedford/St. Martin's, 1998.

LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE FACE À LA CAUSE DES GRECS

Daniel Gutiérrez Ardila
CEHIS, Universidad Externado de Colombia

La raison d'être de la diplomatie de la République de Colombie (1819-1831) était, fondamentalement, la recherche et l'obtention de la reconnaissance des puissances de la Chrétienté. Pour ce faire, et pour assurer ainsi la fin de la guerre d'indépendance, les ministres publics envoyés à l'étranger par le gouvernement de Bogotá devaient convaincre les cabinets de Washington et d'Europe de ce que la révolution de la Terre Ferme était juste et viable. Un tel besoin les obligeait en permanence à établir des comparaisons entre le processus qui avait donné naissance à la République de Colombie et les grandes mutations politiques des temps modernes. On voulait en même temps se distinguer clairement de révolutions négativement perçues à l'époque de la Sainte-Alliance (telle la Révolution française ou celle d'Haïti) et se prévaloir de parentés politiques prestigieuses, qui allaient des indépendances portugaise et hollandaise jusqu'à celles des États-Unis et de la Norvège. Au sein de cette exubérante manie comparatiste propre à la diplomatie de la reconnaissance, le paradigme de l'indépendance grecque fut l'un des plus importants et des plus récurrents dans l'univers mental des autorités de la République de Colombie. De façon étonnante, malgré cette abondance discursive, le sujet n'a pas été étudié jusqu'ici. Ce chapitre explore la question du point de vue de la diplomatie et de la propagande[1].

I. — L'INDÉPENDANCE GRECQUE

Le mouvement national grec fut le premier dans son genre, non seulement en Europe de l'Est, mais aussi dans le contexte non chrétien de l'empire ottoman. Ses débuts remontent à la fin du XVIIIe siècle lorsqu'une puissante diaspora commerçante, présente dans les Balkans, Vienne, le sud de la Russie et la Méditerranée, permit la renaissance, parmi les Hellènes, de l'intérêt pour la langue, l'histoire et la civilisation classiques. En 1814, cette manifestation culturelle est devenue profondément politique avec la création à Odessa de la

[1] L'auteur remercie vivement M. Denys Barau qui a eu la gentillesse d'en lire une première ébauche et de faire des remarques très utiles.

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 305-320.

Philiki Etairia. Cette organisation secrète, dont l'objectif était déjà de mettre un terme aux presque quatre siècles de domination turque, devait servir de base pour la diffusion des idées révolutionnaires tout au long des Balkans. La guerre d'indépendance proprement dite a débuté en Moldavie et dans le Péloponnèse, de manière quasiment simultanée, au mois de mars 1821. Les Ottomans ont réussi à écraser facilement le premier foyer révolutionnaire, mais ils furent incapables de contrôler le second, qui réussit, tant bien que mal, à se consolider. Très alarmé, le sultan sollicite alors (1824) l'aide de Mehmet Ali, son vassal nominal, qui cependant gouvernait l'Égypte de manière presque autonome. L'arrivée des nouveaux renforts au Péloponnèse s'est traduite par de graves revers pour les indépendantistes grecs, qui furent sauvés du désastre par l'intervention conjointe de l'Angleterre, de la France et de la Russie. Liées par un traité souscrit à Londres au mois de juillet 1827 pour arrêter le conflit oriental, les trois puissances ont détruit l'escadre turco-égyptienne lors de la bataille de Navarin (20 octobre 1827) et se sont mises ensuite d'accord pour fixer les frontières du nouvel État. Pour le diriger, elles créèrent une couronne qu'elles ont souhaité confier, d'abord, à Léopold de Saxe-Cobourg. Celui-ci ayant préféré le trône belge, l'honneur revint à Otto de Wittlesbach, deuxième fils du roi de Bavière alors âgé de 17 ans. Au bout du compte, la guerre des Hellènes donna naissance à une petite entité politique qui embrassait moins d'un tiers de la population grecque et, en termes de territoire, était très loin du rêve, longtemps caressé, d'un nouveau Byzance. En plus, elle était clairement sous la tutelle des grandes puissances européennes, qui choisirent pour elle un gouvernement monarchique[2].

Il est naturel que les contemporains aient cherché à établir des correspondances entre le cas grec et celui des nouvelles républiques hispano-américaines. Nous devons donc à présent examiner la manière dont ces rapprochements ont été faits, tout en soulignant les distances, les écarts et les différences perçues entre ces deux indépendances.

II. — UN PARALLÈLE FÂCHEUX

La lutte pour la reconnaissance de l'indépendance des États hispano-américains a donc coïncidé avec celle des Grecs pour se libérer de la tutelle turque. Les deux mouvements appartenaient, en outre, à une vague de constitutionnalisme politique post-napoléonien plus large, qui avait connu des manifestations en Espagne, au Portugal, à Naples et dans le Piémont. Il est donc tout à fait logique qu'entre ces deux mouvements on ait établi des comparaisons faisant ressortir la diversité avec laquelle les puissances européennes réagissaient face à deux révolutions qui avaient en commun le fait d'être toutes les deux des guerres d'indépendance.

[2] G. Castellan, *Histoire des Balkans,* pp. 11-270 ; R. Clogg, *A concise history of Greece*, pp. 1-46 ; T. W. Gallant, *Modern Greece,* pp. 1-28.

Dans un livre publié à Paris en 1825, l'abbé de Pradt mit en rapport la cause hispano-américaine et la cause grecque, car, d'après lui, l'une et l'autre étaient des manifestations d'un principe de « droit primitif », selon lequel les colonies, à l'instar des êtres humains, gagnaient progressivement en vigueur et ressources jusqu'à atteindre leur majorité, en devenant des États. Les événements de Grèce et d'Amérique espagnole étaient donc pour lui une conséquence inévitable de la marche des sociétés humaines et, partant, ne pouvaient être imputés à l'« esprit révolutionnaire » ni être combattus par la Sainte-Alliance sous prétexte d'un risque de « contagion morale[3] ». Selon de Pradt, dans l'un et l'autre cas, la guerre d'indépendance était le produit de l'action combinée de la décadence d'empires décrépits et « en retard dans l'ordre de la civilisation », et de l'essor d'anciennes colonies maltraitées. Elle était causée, en somme, par l'inaccomplissement « des conditions des sociétés humaines » :

> L'Espagne a réduit presque toutes ses provinces à l'état où la Turquie a réduit l'Asie Mineure. L'Espagne et la Turquie sont propres à tout, et ne font rien ; toutes deux occupent des rives bordées de ports solitaires, et n'ont également que des coffres vides ; toutes deux sont restées stationnaires, toutes deux sont punies également de leur torpeur et de leur insouciance : on ne peut pas conserver sans veiller[4].

Cependant, au-delà des ressemblances soulignées, entre le cas grec et le cas hispano-américain, des différences fondamentales existaient. Tout d'abord, et du point de vue des événements, l'Amérique espagnole avait mené à terme avant la Grèce sa lutte armée pour l'indépendance. Cela s'explique, en partie, par des raisons géographiques. En effet, alors que l'océan Atlantique s'interposait entre l'Europe et les anciennes possessions espagnoles d'outre-mer, la Grèce, devait combattre contre une métropole toute proche et craindre davantage l'interventionnisme de la Sainte-Alliance.

Deuxièmement, le système de domination turc différait grandement de la domination espagnole en Amérique : la Grèce était en fait un peuple soumis, dont les coutumes, la langue et la religion différaient entièrement de celles de sa métropole. Évidemment, ni la Colombie ni les autres États surgis comme conséquence de la crise de la monarchie castillane ne pouvaient invoquer cet argument « national ». D'ailleurs, l'abbé de Pradt, conscient de cette différence significative, écrivait :

> La Grèce ne ressemble pas à une province faisant partie d'un État dont elle suit les mœurs, à l'origine et aux avantages duquel elle participe. La Grèce est un pays soumis et maintenu par la force, qui n'est pas un membre d'une société, mais un esclave. Il rompt sa chaîne, au lieu que dans l'autre cas on rompt un contrat[5].

[3] Abbé de Pradt, *Vrai Système*.
[4] *Ibid.*, p. 62.
[5] *Ibid.*, pp. 245-246.

Cela explique que pour l'Europe la signification de l'une et l'autre indépendance ait été différente : alors qu'avec sa libération la Grèce se réintégrait au continent et à ce qui avait été sa « première nature », l'Amérique, en rompant le lien avec l'Espagne, modifiait seulement l'intensité de ses rapports avec le monde atlantique auquel elle avait appartenu depuis la Conquête. Par ailleurs, l'œuvre influente de Montesquieu avait consolidé l'identification du régime ottoman comme type même du mauvais gouvernement. Le voyage oriental de Chateaubriand, qui fut publié pour la première fois en 1811 et a constitué un énorme succès de librairie prouve la persistance du stéréotype du despotisme ottoman au début du XIXe siècle. Même dans la Terre Ferme, le despotisme turc était également un lieu commun aux temps de la révolution. Le prouvent ainsi les nombreux documents dans lesquels l'Espagne est appelé « Porte Ottomane », ou ceux dans lesquels on caractérise ses monarques et ses principaux magistrats comme des « sultans » ou des « pachas ». On comprendra donc pourquoi la cause des Grecs a éveillé des sympathies bien plus grandes, et pourquoi elle fut plus populaire auprès des habitants de l'Europe et des États-Unis que ne le fut la lutte des Hispano-américains. Le mouvement philhellène et les comités qui le structuraient ont agi comme un puissant instrument de pression politique à l'égard des cabinets des puissances, ainsi que comme une source importante de revenus pour le soutien de la cause indépendantiste grecque. Surgies en 1821 en Allemagne et en Suisse comme une réaction presque immédiate aux nouvelles de l'insurrection grecque, les sociétés philhelléniques se sont répandues peu à peu à travers l'Angleterre, la France, les États-Unis, les Pays-Bas, la Suède et le Danemark jusqu'à leur disparition en 1830 avec le triomphe des Hellènes.

À la différence de ce qui se produisit pour l'indépendance de l'Amérique espagnole, autour de laquelle se divisèrent les partis politiques européens, le philhellénisme fut embrassé par des hommes venant de tous les courants politiques (ce qui ne veut pas dire, bien entendu, qu'il n'eût pas de détracteurs)[6]. Le comité parisien constitue à cet égard un excellent exemple. En effet, il réunissait dans son sein des ultras proches de Charles X, des représentants de la contre-opposition royaliste, et des membres de toutes les nuances de l'opposition libérale (la société londonienne avait, quant à elle, une orientation presque exclusivement whig et radical et décidément benthamiste[7]). Les comités philhelléniques étaient constitués par des hommes de distinction, c'est-à-dire, par des personnalités jouissant pour une part de prestige social, et de l'autre de prestance morale. Ils furent donc composés de nobles, de militaires de haut rang, d'hommes d'affaires, d'industriels, de médecins et d'avocats. Liées entre elles, les différentes sociétés philhellènes européennes promurent par tous les moyens la cause grecque, que ce soit en finançant le voyage des combattants volontaires ou l'accueil et les études des jeunes orphelins grecs. Denys Barau calcule que

[6] D. Barau, *La cause des Grecs.*

[7] W. St. Clair, *That Greece might still be free,* pp. 138-149.

les dons français atteignirent les 880 000 francs et engagèrent environ 25 000 personnes, c'est-à-dire, un quart du corps électoral du pays. La mobilisation de Genève fut encore plus grande, puisque plus de 5 600 donateurs ont participé à la souscription hebdomadaire qui y fut organisée, ce qui représente plus du 11 % de la population du canton. Le mouvement philhellène fut d'une telle ampleur qu'il envahit tous les registres : cependant que les dames de la haute société française organisaient des quêtes, dans le même pays on publiait près de 400 ouvrages et 200 gravures sur le soulèvement grec. Des poètes comme Hugo, Vigny, Nerval et Barbey d'Aurevilly, des musiciens comme Rossini et Berlioz ou des peintres comme Delacroix, ont opté pour dédier quelques-unes de leurs œuvres à la lutte des indépendantistes grecs. Même des objets de la vie quotidienne ont été envahis par la mode philhellène : des liqueurs, des savons et des parfums aux noms évocateurs (Missolonghi, Navarin, Ypsilanti), ou des images allusives à l'insurrection grecque ont pris corps dans des encriers, des pendules, des têtes de pipe, des assiettes en faïence et du papier peint. En somme, « l'ubiquité, la polymorphie du message — la cause des Grecs — pouvait passer pour l'indice d'un consensus, ou même pour un signe de légitimité, comme si circuler de forme en forme, d'un lieu à l'autre, avait eu vertu probatoire[8] ». D'autant plus que, selon Barau, la plupart des textes et des images du philhellénisme furent le fruit d'initiatives spontanées, étrangères au gouvernement grec et aux sociétés européennes créées pour soutenir celui-ci[9]. Par conséquent, il est tout à fait logique que les autorités hispano-américaines aient prêté une grande attention à la manière dont on promouvait une lutte avec laquelle elles prétendaient s'identifier, et dont elles désiraient imiter le succès dans le domaine de la propagande. Rappelons, à cet égard, que les livres de diffusion sur la cause colombienne, ou les articles sur le même sujet parus dans les périodiques européens et nord-américains, avaient été écrits par des agents du gouvernement ou commandés par eux à des écrivailleurs locaux. En somme, dans le cas grec la propagande avait été gracieuse et de la plus grande effectivité, alors que dans le cas colombien (hispano-américain pourrait-on dire) elle avait eu un coût fort élevé et des résultats très relatifs.

En troisième lieu, l'Antiquité classique a donné à la rébellion des Hellènes une aura indéniable de prestige. Pour une bonne part, la splendeur de ce passé lointain, auquel se sentaient liés Européens et Américains du Nord et du Sud, et par rapport auquel ils ne pouvaient être indifférents, explique la vitesse et la force de la faveur suscitée par la lutte contre les Ottomans. À ce propos, William St. Clair a montré comment au XVIIe siècle le stéréotype qui faisait du Grec un être ivrogne, lascif et escroc, fut remplacé peu à peu par une nouvelle convention selon laquelle les Hellènes modernes n'étaient qu'une version dégénérée de leurs illustres ancêtres. Leur régénération a commencé donc à être envisagée non seulement comme possible mais encore comme imminente

[8] D. Barau, *La cause des Grecs.*

[9] *Ibid.*, p. 287.

par les voyageurs européens qui redécouvrirent avec enthousiasme la civilisation classique. Vers 1770 cette nouvelle convention s'était déjà solidement établie, mais il fallut attendre l'arrivée de Byron et la publication de son *Childe Harold's Pilgrimage* (1812) pour qu'il devînt un puissant motif romantique. Le livre, traduit dans plusieurs langues, fut très vite un véritable best-seller et le philhellénisme littéraire put ainsi acquérir l'allure d'un mouvement européen. De la sorte, lors de l'éclatement de la guerre d'indépendance grecque, les conditions étaient réunies pour sa transformation en programme politique, ce qui eut lieu, pour une bonne part, grâce au travail efficace des notables grecs de la diaspora[10].

Une quatrième différence entre le soulèvement des Hellènes et celui de la Terre Ferme consiste dans le fait que les premiers n'avaient point de chef charismatique, alors que les deuxièmes ont fait de Simón Bolívar une représentation métonymique, non seulement de l'indépendance, mais également de la République de Colombie. Ce contraste pourvoit une explication satisfaisante de la construction rhétorique du *libertador*, car l'effet mobilisateur garanti par cette figure prestigieuse était peut-être incontournable pour une cause peu connue à l'étranger et d'un faible pouvoir d'attraction. Par contre, le très répandu et populaire sentiment philhellène rendait inutile le motif rhétorique de la représentation idéale[11].

Enfin, les différences géopolitiques étaient considérables entre la révolution d'indépendance grecque et celle des anciennes possessions castillanes d'outre-mer. En Amérique, aucune solution n'était possible sans la coopération anglaise, à cause de son hégémonie maritime indiscutable. En ce qui concerne l'indépendance grecque, la puissance britannique sur la Méditerranée se voyait compensée par l'indéniable prépondérance russe sur le continent.

Même si le cas grec tout comme le cas hispano-américain posaient aux puissances de la Sainte-Alliance l'épineux problème de la reconnaissance d'États surgis à la suite de révolutions contraires à l'ordre dont elles se sentaient garantes, l'un et l'autre reçurent des traitements différents. Certes, après le massacre de Chios qui émut l'Europe, les ambassadeurs réunis au Congrès de Vérone se refusèrent à donner audience aux députés grecs[12]. Cependant, la préoccupation de la Sainte-Alliance d'éviter des contradictions trop flagrantes avec ses principes finit par s'évanouir devant l'évidence que l'on se trouvait face à deux situations de nature différente. À cet égard, deux brochures publiées en 1825 s'avèrent du plus grand intérêt. Dans la première, Benjamin Constant écarte la validité d'appliquer le principe de la légitimité au régime turc :

> Qu'est-ce que la légitimité sans la succession régulière, et où est dans l'empire ottoman la régularité de la succession ? La légitimité s'établit-elle par le parricide, le fratricide, les révoltes des soldats, les insurrections de

[10] W. St. Clair, *That Greece might still be free*, pp. 13-22.

[11] À propos de la représentation idéale, voir C. Perelman, *L'Empire rhétorique,* pp. 126-129.

[12] F.-R. de Chateaubriand, *Congrès de Vérone*, t. I, p. 68.

> la populace ? Telles sont les bases du trône des sultans. Ils y montent sur les cadavres les uns des autres. N'outrage-t-on pas la légitimité en parant de son nom la violence et le crime ?[13]

Une argumentation similaire apparaît dans la *Note sur la Grèce* que Chateaubriand — comme membre du comité grec — publia sous forme de brochure en 1825 également, afin non seulement d'inciter ses compatriotes à donner de l'argent pour soutenir le mouvement indépendantiste, mais également pour faire pression sur la politique des cabinets européens (le texte devait être incorporé plus tard en préambule à l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*). La note en question se révèle d'un intérêt majeur, en ce que Chateaubriand, qui, en tant que ministre des Affaires étrangères, s'était opposé à la reconnaissance des États hispano-américains, y plaide ici pour une intervention des puissances européennes en faveur de l'émancipation grecque. Une telle motivation explique que le célèbre écrivain se soit proposé de démonter dans son texte les principaux arguments dont se servaient certains publicistes de l'époque pour s'opposer à toute ingérence déterminée de la part des cabinets chrétiens. L'opinion de Chateaubriand à cet égard était à peu près celle-ci : ne participant pas à « la communauté civile et politique » de l'empire turc, la Grèce n'était pas une nation incorporée. Partant, les Grecs ne devaient pas être considérés comme des sujets légitimes du Grand Turc, mais comme ses esclaves. Ne pouvant, dès lors, pas être accusés d'être des rebelles ou des révolutionnaires, des jacobins ou des *carbonari*, le droit naturel les autorisait à secouer le joug ottoman, sans qu'on pût appeler cela un crime et sans qu'ainsi se trouvât rompu aucun lien légitime. Selon Chateaubriand, les puissances de la Chrétienté pouvaient donc soutenir l'indépendance grecque sans s'exposer à aucune contradiction. À son avis, les cabinets européens pouvaient résoudre aisément la question, sans que pour autant il fût nécessaire de s'engager dans un conflit armé. Il suffirait pour cela d'adresser une note conjointe comminatoire aux autorités turques ou plusieurs dépêches simultanées dans le même sens émanant des diverses cours du continent : si le Divan ne se décidait pas à émanciper la Grèce, les puissances chrétiennes se verraient alors contraintes à reconnaître l'indépendance de celle-ci. La cause des Hellènes acquerrait à ce moment-là une vigueur irrésistible : grâce à la présence de diplomates européens, le nouveau gouvernement pourrait communiquer avec les États réguliers, négocier des emprunts et constituer des flottes et des armées solides[14].

Évidemment, les contradictions qu'on pouvait imputer au projet de Chateaubriand, et que celui-ci s'efforçait de résoudre, avaient trait à l'anéantissement récent des régimes libéraux de Naples, Turin et d'Espagne de la part des puissances de la Sainte-Alliance. En d'autres termes, l'écrivain français ne prétendait que donner une réponse satisfaisante à la question suivante : une coalition

[13] B. Constant, *Appel aux nations chrétiennes,* p. 15.

[14] F.-R. de Chateaubriand, « Note sur la Grèce ».

qui était intervenue de manière décidée pour rétablir l'autorité monarchique en Europe, pouvait-elle légitimement soutenir les sécessionnistes hellènes ? Cependant, il est plus intéressant encore de constater que l'argumentation de Chateaubriand fut aussi construite, pour une bonne part, en relation avec le référent incontournable de l'indépendance hispano-américaine. En effet, dans la préface que l'écrivain ajouta plus tard à sa *Note sur la Grèce,* on peut lire que le projet ébauché dans celle-ci n'avait d'autre but, somme toute,

> que d'agir envers la Grèce de la même manière que l'Angleterre a cru devoir agir envers les colonies espagnoles. Elle a traité commercialement ou politiquement avec ces colonies, comme États indépendants, et elle n'a point laissé entrevoir qu'elle ferait la guerre à l'Espagne, et elle n'a point fait la guerre à l'Espagne[15].

Cette citation démontre que Chateaubriand, au moment où il proposait dans sa *Note sur la Grèce* de dissiper les incohérences qu'on pouvait reprocher à la Sainte-Alliance pour son éventuelle ingérence en Orient, crut qu'il convenait aussi de dénoncer le manque de cohérence qu'il percevait dans les agissements d'autres puissances, dont l'attitude hésitante par rapport à la Grèce était incompréhensible, à la lumière des aides qu'elles avaient prêtées aux rebelles hispano-américains. Par sa première manœuvre, l'écrivain incitait la Russie et la France à lutter pour la liberté des Hellènes, par la seconde, il cherchait à compromettre définitivement l'Angleterre dans la même entreprise.

La reconnaissance de l'indépendance de la Colombie, du Mexique et de l'État de Buenos Aires par l'Angleterre, ainsi que l'ordonnance royale de Charles X octroyant la liberté à Haïti, furent également employées par Chateaubriand comme autant d'arguments en faveur de son projet : comment pouvait-on refuser « tout secours aux Grecs », comment pouvait-on les « regarder comme des rebelles », alors que l'on reconnaissait les « républiques blanches des colonies espagnoles, et la république noire de Saint-Domingue » ? Comment pouvait-on permettre à lord Cochrane de faire ce qu'il avait voulu en Amérique et lui ôter « les moyens d'agir en faveur de la Grèce[16] » ?

Chateaubriand a également employé l'exemple hispano-américain pour exposer ses idées concernant le régime politique que devaient adopter les Hellènes, une fois la paix obtenue. D'après lui, le conflit entre l'Espagne et ses colonies aurait pu se résoudre moyennant la création de « grandes monarchies représentatives ». Par conséquent, selon Chateaubriand, afin de dissiper toutes les craintes que suscitait l'éventuelle émergence d'un gouvernement populaire à l'est de l'Europe, et afin d'obtenir la participation active des puissances chrétiennes à l'émancipation de la Grèce, on devait instaurer dans ce pays un système monarchique[17].

[15] *Ibid.*, p. 9.
[16] *Ibid.*, pp. 20-21.
[17] *Ibid.*, pp. 28-30.

Tant pour de Pradt que pour Chateaubriand ou Benjamin Constant, l'intervention de la Sainte-Alliance dans la guerre d'indépendance grecque se justifiait pour une raison puissante : le conflit avec la Sublime Porte pouvait compromettre l'équilibre continental. Ces trois auteurs voyaient dans l'indépendance grecque un moyen efficace pour mettre un frein à l'expansion russe en direction du sud-ouest[18]. De fait, on peut soutenir que l'impératif de la préservation de la paix et de l'équilibre continentaux a rendu nécessaire le projet conjoint d'émergence de la Grèce comme État indépendant de la part des puissances européennes. N'était-il pas essentiel de trouver un compromis satisfaisant pour toutes qui fût capable d'empêcher l'éclatement de nouveaux conflits en Europe ? N'était-il pas préférable d'éviter la proposition de la chancellerie russe de fractionner le territoire grec en trois pays (oriental, occidental et méridional), et de s'épargner ainsi des conséquences semblables à celles suscitées par le partage de la Pologne à la fin du XVIIIe siècle ?

III. — LA QUESTION GRECQUE VUE PAR LES REPRÉSENTANTS DIPLOMATIQUES DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE EN EUROPE

Une des premières observations que l'on trouve dans les archives du ministère des Affaires étrangères de la République de Colombie concernant l'indépendance grecque remonte au 11 juin 1822. Il s'agit d'une dépêche adressée par le diplomate vénézuélien Luis López Méndez depuis Londres aux autorités de Bogotá. Dans un des chapitres de la missive, consacré aux affaires européennes, on peut lire :

> La Moldavie et la Valachie ont été évacuées par la Turquie. Cela a mis un terme aux si bruyants différends surgis entre cette dernière et la Russie, et qui ont failli faire éclater la guerre. Mais les Grecs continuent à défendre ardemment leur cause, et l'on croit généralement qu'ils réussiront à obtenir leur indépendance. Quelle époque ! La Grèce sera-t-elle à nouveau ce qu'elle fut ?[19]

José Rafael Revenga, résidant au titre d'agent de la République de Colombie à Londres en 1823-1824, informe souvent ses commettants au sujet de la guerre d'indépendance grecque. Dans une première communication, Revenga fait référence à la « conspiration des gouvernements despotiques contre les gouvernements populaires », caractérisant, à son avis, la troisième décennie du XIXe siècle. Selon lui, l'Espagne recevra très probablement le secours des membres de la Sainte-Alliance pour poursuivre la guerre en Amérique, non seulement parce que cela devait contribuer à affermir les dogmes politiques des alliés, mais aussi

[18] Abbé de Pradt, *Vrai système ;* F.-R. de Chateaubriand, « Note sur la Grèce », p. 28 ; B. Constant, *Appel aux nations chrétiennes,* p. 15.

[19] Archivo General de la Nación, Bogotá, Ministerio de Relaciones Exteriores, Delegaciones, Transferencia 8 (ci-après AGN, MRE, DT8), caja 507, carpeta 2, fos 53-58.

parce que la continuation du conflit devait favoriser toutes les puissances continentales : la Russie, parce que l'engagement de la France à l'Ouest l'empêcherait de contrarier ses propres projets en Turquie et en Grèce ; l'Autriche, parce que le renforcement de l'Espagne ferait contrepoids à la France, et cette dernière, parce que l'intervention dans la péninsule Ibérique lui permettrait de fortifier le pacte de famille et de créer une armée dévouée aux Bourbons[20].

Revenga évoque aussi dans ses communications les différences majeures existant entre la révolution de la Terre Ferme et la lutte grecque. En premier lieu, le diplomate souligne le manque d'unité du gouvernement hellène et l'autorité affaiblie du Sénat d'Argos, lequel n'était pas « fidèlement obéi dans toutes les îles »[21]. Cela constituait, sans doute, un fort contraste avec les institutions colombiennes, dont s'enorgueillissaient alors légitimement leurs fondateurs. Les *libertadores* de la Colombie se sentaient non seulement à l'avant-garde de l'Amérique hispanique, mais ils croyaient, en outre, avoir définitivement vaincu la tentation du fédéralisme auquel ils imputaient, pour une bonne part, les revers subis pendant les premières années de la guerre.

Deuxièmement, Revenga insiste sur le rôle du christianisme dans la cause hellène, car l'« identité du culte religieux » unissait tous les Grecs, et agissait dans leur guerre d'indépendance comme un « auxiliaire de l'amour de la liberté » et un palliatif de la politique :

> C'est ainsi que, même si Candie n'est pas encore confédérée, et que dans d'autres îles il existe des magistrats suprêmes, on combat dans toutes pour l'indépendance et la liberté, en brandissant le labarum de Constantin ; et maîtres désormais de ces mers, ils peuvent s'entraider avec des armes, ce qui jusqu'à présent leur avait fait défaut, et ils ont ainsi la possibilité d'empêcher l'ennemi de se renforcer[22].

En troisième lieu, Revenga met l'accent dans plusieurs communications sur la fatale ingérence des cabinets européens dans le conflit oriental : si la cause des Hellènes jouissait d'une grande popularité, de telle sorte qu'on fêtait partout les triomphes des indépendantistes, on spéculait également partout au sujet du prince qu'il conviendrait le plus de mettre à la tête du nouvel État[23]. De même, Revenga juge nécessaire de transmettre au ministre colombien des Affaires étrangères un article de journal londonien faisant mention de la proposition du gouvernement russe de créer trois principautés grecques feudataires de la Turquie comme un moyen propre à mettre fin au conflit oriental[24].

Outre Luis López Méndez et José Rafael Revenga, le diplomate colombien Manuel José Hurtado s'intéresse, lui aussi, à la cause grecque. La dépêche qu'il

[20] Revenga à Gual (Londres, 2 décembre 1823), AGN, MRE, DT8, caja 507, carpeta 3, f°s 171-172.

[21] Revenga à Gual (Londres, 2 décembre 1823), AGN, MRE, DT8, caja 507, carpeta 4, f°s 40-45.

[22] Revenga à Gual (Londres, 2 décembre 1823), AGN, MRE, DT8, caja 507, carpeta 4, f°s 40-45.

[23] Revenga à Gual (Londres, 2 mars et 3 mai 1824), AGN, MRE, DT8, caja 507, carpeta 4, f°s 40-45 et f°s 109-111.

[24] Revenga à Gual (Londres, 3 juin 1824), AGN, MRE, DT8, caja 507, carpeta 4, f°s 139-140.

adresse depuis l'Angleterre aux autorités de Bogotá le 7 octobre 1825 en fournit la preuve. Il y exprime sa solidarité, en raison de la mise en œuvre du *Foreign Enlistment Act* (1819), envers la lutte des patriotes hellènes :

> La Grande-Bretagne a résolu de mettre en vigueur l'acte ou loi voté en la 59e année du règne de George III, selon lequel sont interdits l'enrôlement ou le recrutement de sujets de S. M. B au service des étrangers, ainsi que l'armement de bateaux de guerre dans les domaines de S.M, sans autorisation préalable du gouvernement. Cet acte, dirigé à l'origine contre nous, l'est maintenant contre les malheureux Grecs, et le gouvernement britannique a voulu s'en servir pour empêcher le puissant armement qui allait leur être envoyé par Lord Cochrane[25].

La sympathie exprimée par le représentant du gouvernement de Bogotá est, pour le moins, compréhensible, étant donné que le *Foreign Enlistment Act* avait causé bien des tourments aux agents de la Terre Ferme à Londres et rendu très difficile pendant cinq ans une bonne partie de leurs tâches (achat d'armement et de bateaux de guerre, recrutement d'officiers et de soldats, etc.). En fait, le 2 janvier 1825, cette loi était devenue inopérante avec la reconnaissance officielle des républiques de Colombie, du Mexique et de Buenos Aires de la part du cabinet de St. James. Manuel José Hurtado, qui savait qu'il aurait bientôt l'honneur d'être présenté au roi (la cérémonie aura finalement lieu le 11 novembre suivant), ne pouvait que compatir avec le sort des patriotes grecs qui parcouraient alors un chemin tortueux que les libérateurs de la Colombie ne connaissaient que trop.

Le deuxième commentaire de Manuel José Hurtado à propos de la cause grecque se situe au début de l'année 1826, et il est de nature tout à fait différente. En effet, le plénipotentiaire fait alors référence, avec indignation, dans une de ses communications avec le ministre colombien des Affaires étrangères, à l'incohérence du cabinet français, qui, au moment même où il soutenait les prétentions indépendantistes grecques, contrariait la tentative des Hispano-américains dans le même sens. Selon Hurtado, l'inconsistance des autorités parisiennes par rapport aux « deux grands sujets » qui occupaient à cette époque la diplomatie européenne était, d'ailleurs, très mal vue par le gouvernement de Londres[26].

Dès lors, les ministres publics de la Colombie tentent de tirer profit de la politique contradictoire des Européens à l'égard des questions grecque et hispano-américaine. Ainsi, par exemple, vers le milieu de l'année 1827, José Fernández Madrid se réfère, dans une des dépêches qu'il adresse au ministre colombien des Affaires étrangères, au traité de Londres signé le 6 juillet de la même année entre lord Dudley et les princes de Polignac et Christopher Lieven. Selon Fernández Madrid, le traité était de la plus grande importance pour la Colombie, car on y exprimait la décision des puissances européennes

[25] AGN, MRE, DT2, t. 307, f° 44.

[26] Manuel José Hurtado au ministre d'État et des Affaires étrangères (Londres, 4 janvier 1826), AGN, MRE, DT2, t. 307, f°s 52-53.

(le Royaume-Uni, la France et la Russie) d'agir en tant que médiateurs et de mettre fin au conflit grec. Comme cet interventionnisme était justifié par des « sentiments d'humanité » et par les graves préjudices causés à l'industrie européenne par une guerre si prolongée, José Fernández Madrid s'écrie :

> Avec combien plus de raison on pourrait appliquer ces mêmes sentiments et ces mêmes principes à la guerre sanguinaire et d'extermination qui pendant 17 ans a ravagé les plus riches régions du Nouveau Monde ! Quelle comparaison pourrait-on faire entre l'importance pour l'Europe du commerce de l'Amérique et de celui de la Grèce, entre les maux causés par les corsaires grecs et ceux causés par tous ceux des nouveaux États américains, entre les préjudices à l'origine desquels il y a la guerre soutenue par la Turquie et ceux qu'a suscités et doit continuer à susciter l'obstination de la nouvelle Turquie, car c'est ainsi qu'on peut avec raison appeler l'Espagne ![27]

Fernández Madrid exprime ensuite au ministre colombien son intention de tirer profit, dans ses entretiens avec les autorités britanniques et avec les représentants d'autres gouvernements européens résidant à Londres, de cette analogie capable de favoriser la cause hispano-américaine. Par de telles démarches, Fernández Madrid espérait que le gouvernement espagnol serait contraint, à l'instar de la Porte ottomane, à souscrire un armistice avec les nouvelles républiques américaines. De même, le ministre colombien se proposait de se servir du traité du 6 juillet comme d'un argument de poids pour s'opposer à « toute concession onéreuse pour l'Amérique », susceptible d'entrer dans les vues de la « politique européenne » :

> La situation des nouvelles républiques d'Amérique est très différente de celle de la Grèce, et si le peuple grec, en raison de l'extrême péril dans lequel il se trouve, peut éventuellement consentir à faire en faveur de la Porte les sacrifices qu'on lui demande, les peuples américains, se trouvant dans des circonstances si opposées, n'en feront aucun au détriment de leur honneur, de leur gloire et de leurs intérêts[28].

L'occasion de faire employer en faveur de la reconnaissance de la Colombie l'intervention conjointe des puissances telle qu'elle avait eu lieu en faveur de la Grèce, se présente à Fernández Madrid le 3 novembre 1827. En effet, ce jour-là, le ministre colombien tient une conférence avec lord Dudley, au cours de laquelle il sollicite la médiation du gouvernement britannique dans le conflit qui opposait les États hispano-américains et l'Espagne. Au cours de l'entretien, il se montra convaincu de la possibilité que l'initiative fût secondée par la France et par la Russie. Le plénipotentiaire colombien fondait de telles espérances sur

[27] Fernández Madrid au ministre d'État et des Affaires étrangères (Londres, 17 juillet 1827), AGN, MRE, DT2, t. 307, f° 101v°-102.

[28] Fernández Madrid au ministre d'État et des Affaires étrangères (Londres, 17 juillet 1827), AGN, MRE, DT2, t. 307, f° 101v°-102.

l'obligation qu'avaient ces deux puissances d'« être en accord avec leurs propres principes », énoncés clairement dans le traité du 6 juillet, par lequel on avait décidé de mettre un terme à la guerre entre la Porte et la Grèce. Si des raisons commerciales et des « considérations humanitaires » avaient déterminé les Français et les Russes à s'immiscer dans le conflit hellénique, Fernández Madrid croyait que les mêmes motifs devaient les conduire à prendre une part active à la recherche d'une paix définitive entre l'Espagne et l'Amérique.

Fin 1828, Fernández Madrid revient encore, dans ses communications, au traité souscrit par la Grande-Bretagne, la France et la Russie le 6 juillet de l'année précédente, ainsi qu'aux vaines démarches entreprises par lui à cet égard auprès des ministres européens résidant à Londres[29]. Au mois de mars 1830, le diplomate colombien envoie à son gouvernement une note dans laquelle il détaille les arrangements conclus par les alliés concernant la question grecque. Tout d'abord, il annonce que, même si on avait garanti l'indépendance de ladite nation, on y avait également créé une monarchie à la tête de laquelle on avait placé le prince Léopold, et pour la fondation de laquelle on n'avait pas du tout consulté le peuple grec ni requis son consentement. Ensuite, il fait état de ses craintes quant à la possibilité qu'une manœuvre similaire soit tentée pour ce qui concernait l'ancienne Amérique espagnole :

> Ne faut-il pas croire que, malgré les obstacles qu'opposent à cela notre situation et des circonstances différentes, les gouvernements des grands États européens, désespérant de nous voir nous organiser par nous-mêmes, puissent adopter une politique semblable ?[30]

Avant de conclure, il convient de se demander si les ministres colombiens en Europe sont entrés en contact avec les agents des indépendantistes grecs. Bien qu'on puisse le supposer, nous n'avons pas trouvé dans les archives de documents probants à ce sujet. Ce qui est sûr, c'est que les ministres publics de la Colombie à l'étranger fréquentaient des hommes engagés dans la cause grecque. Ainsi savons-nous par exemple que José Rafael Revenga entretint des rapports avec Jeremy Bentham, qui était membre du Comité philhellène de Londres. De même, Manuel José Hurtado eut des relations avec Edward Blaquière[31], qui avait été l'un des deux principaux agents de la création de ladite corporation et qui avait écrit plusieurs ouvrages sur la guerre des Hellènes contre les Turcs[32]. De même, on sait que Juan Salvador Narváez, le jeune Joaquín Acosta et le général Francisco de Paula Santander fréquentèrent lors de leur passage à Paris l'industriel Ternaux, président du Comité philhellène et dont la maison, située place

[29] Fernández Madrid au ministre colombien d'État et des Affaires étrangères (18 décembre 1828), AGN, DT2, t. 307, f°s 157-158.

[30] Fernández Madrid au ministre colombien d'État et des Affaires étrangères (Londres, 3 mars 1830), AGN, MRE, DT2, t. 307, f°s 209-210.

[31] W. St. Clair, *That Greece might still be free,* pp. 138-149 ; D. Barau, *La cause des Grecs,* p. 77.

[32] Marc-Antoine Jullien à Manuel José Hurtado (Paris, 28 novembre 1825), AGN, MRE, DT8, caja 507, carpeta 7, f° 59.

des Victoires, était le siège des réunions de l'assemblée[33]. Ce fut encore le cas en ce qui concerne le député Gabriel-Jacques Laîné de Villevêque, l'homme d'affaires Casimir Périer ou les généraux Henri Roche et Horace Sebastiani (ancien ambassadeur de France à Constantinople), membres également du Comité philhellène parisien, et avec lesquels des ministres colombiens tels que Tiburcio Echeverría ou Juan Salvador de Narváez ont entretenu des liens. Enfin, Francisco Montoya et Manuel Antonio Arrubla avaient des affaires avec les banquiers André et Cottier qui étaient alors les trésoriers du comité parisien[34].

Au moment même où la République de Colombie tentait de se consolider et de mettre fin à la douloureuse guerre contre les armées espagnoles, les Grecs combattaient ardemment pour chasser l'envahisseur turc. À première vue, les deux causes avaient en commun la même motivation et la même source de légitimité : la lutte contre un joug étranger. Cependant, au-delà de la rhétorique indépendantiste du gouvernement naissant de Bogotá, les Colombiens luttaient en réalité contre des compatriotes avec lesquels ils partageaient un passé et des origines communes, ainsi que la langue, la religion et, pour une bonne part, les coutumes. Cette dissymétrie (guerre civile / guerre internationale) explique grandement la diversité avec laquelle ces deux révolutions furent considérées par les gouvernements occidentaux et leurs habitants.

Ainsi, la République de Colombie dut-elle suivre un chemin tortueux et semé d'obstacles pour obtenir la reconnaissance des puissances. En outre, pour pourvoir aux besoins de la guerre, elle se vit dans l'obligation de contracter des emprunts léonins et dut faire face seule au délicat problème de l'équipement des armées. La lutte des Grecs pour leur indépendance, quant à elle, suscita une passion telle en Europe et aux États-Unis que partout y surgirent des comités de soutien qui promurent des souscriptions et des recrutements. Le fait même qu'un mot spécifique pour désigner les amis de la cause des Grecs *(philhellène)* ait paru dès 1823 dans un dictionnaire français[35], et qu'aucun terme semblable ait été forgé pour faire référence aux partisans de l'indépendance hispano-américaine, indique de manière éloquente le succès très inégal de l'une et de l'autre dans l'opinion publique internationale. On a vu comment la ferveur philhellène conduisit de grandes figures politiques et artistiques occidentales à s'engager activement dans la guerre contre les Turcs, ce qui provoqua en retour un accroissement de la popularité de la cause grecque. Pour les raisons déjà citées, les *libertadores* de la Colombie considéraient la propagande philhellène comme un vrai modèle.

Toutefois, l'effectivité rhétorique du discours colombien de la reconnaissance, basé pour une bonne part sur l'exaltation héroïque de Bolívar ne doit pas être sous estimée. Ceci est démontré abondamment par le voyage en Orient effectué en 1840 par le vétéran néo-grenadin des guerres d'indépendance José Hilario

[33] *Mémoires d'outre-tombe,* liv. XXVIII, chap. IX, t. II, pp. 510-512.

[34] B. Constant, *Appel aux nations chrétiennes,* p. 3.

[35] D. Barau, *La cause des Grecs*, pp. 271-272.

López et le vénézuélien Andrés Rivas Tobar. Selon les affirmations de López dans ses mémoires, tous les deux suivaient alors les traces de Chateaubriand et de Lamartine. Alors qu'ils se trouvaient dans le séminaire de l'île grecque de Sciros, le recteur de l'établissement, en apprenant la nationalité des voyageurs n'a pas pu s'empêcher de s'écrier : « Des Colombiens ! De l'Amérique méridionale ! De la patrie de Bolivar ! ». La scène se répète presque sans nuances à Athènes, où un officier grec, après avoir appris la patrie du général néo-grenadin, affirme tout ému :

> — Est-ce possible ! Vous avez combattu au sein de l'armée héroïque de Bolívar dans la lutte contre les Espagnols ? Et comment avez-vous pu vous sauver et venir dans ce pays ?
>
> — J'en ai réchappé par miracle, et dès que mes occupations me l'ont permis je suis venu connaître la patrie de Léonidas, de Thémistocle, de Mylcéades, de Solon, de Lycurgue, de Socrate, de Platon[36]…

Le dialogue précédent montre l'étendue de deux types fondamentalement différents de propagande révolutionnaire. L'écho de l'indépendance de la Terre Ferme était arrivé et était demeuré en Grèce véhiculée par la réputation de Bolívar, de telle sorte que l'une semblait s'emboîter dans l'autre. Pour sa part, le général colombien s'est rendu en Orient poussé par les classiques qu'il avait étudiés lors de sa jeunesse et par la lecture des voyageurs romantiques français. Sa vision était somme toute, la même qui avait permis le développement du philhellénisme européen et l'indépendance des Hellènes.

SOURCES

Archivo General de la Nación (AGN), Bogotá, Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores, Delegaciones, Transferencia 2, t. 307 ; Transferencia 8, caja 507, carpetas 2-4 y 7.

Chateaubriand, François-René de, *Congrès de Vérone*, Paris, Delloye, 1838, t. I.

— « Note sur la Grèce », dans Id., *Itinéraire de Paris à Jérusalem et de Jérusalem à Paris*, Paris, Bernardin-Béchet, 1859, pp. 4-31.

— *Mémoires d'outre-tombe,* Paris, Le Livre de poche, 1964, t. II.

Constant, Benjamin, *Appel aux nations chrétiennes en faveur des Grecs,* Paris, Treuttel et Würtz, 1825.

López, José Hilario, *Memorias* [1857], Medellín, Editorial Bedout, 1969.

Pradt, Abbé de, *Vrai Système de l'Europe relativement à l'Amérique et à la Grèce*, Paris, Béchet aîné, 1825.

[36] J. H. López, *Memorias*, pp. 398-403.

EPÍLOGO

LAS INDEPENDENCIAS Y SUS CONSECUENCIAS

PROBLEMAS POR RESOLVER

Brian Hamnett
Universidad de Essex

La quiebra de las potencias ibéricas en el continente americano entre 1816 y 1825 dejó una gran cantidad de problemas por resolver. La independencia como tal, no proporcionó ninguna solución automática. Varios de los problemas remontan a la época colonial, pero otros fueron causados por el impacto de las guerras que acababan de terminar. Las cuestiones de la forma de gobierno, la distribución del poder y la transferencia del poder quedaron sin resolución. Al mismo tiempo, las redes informales de poder, incluso ilegales, coexistieron al lado de las nuevas instituciones constitucionales e incluso, las penetraban. La deseada consciencia nacional era tan débil que apenas podía concurrir con las identidades locales, comunales o corporativas y regionales. Finalmente, no existía un consenso sobre la legitimidad política en la mayoría de los nuevos Estados soberanos ibero-americanos. Tampoco había un claro entendimiento de lo que significaba la soberanía nacional, o de cómo los nuevos Estados deberían comportarse entre ellos[1].

Sin embargo, había algunas instancias notables de continuidad territorial. La coherencia de México, por contraste con la desintegración del antiguo Reino de Guatemala y de las Provincias Unidas del Río de la Plata, necesita una explicación. Evidentemente, el desarrollo de las instituciones administrativas, eclesiásticas, judiciales y comerciales; y las redes de intereses, con su nexo en la capital de México, contribuyeron mucho a la capacidad del antiguo territorio de Nueva España para sobrevivir la crisis de la independencia. Guatemala no jugaba un papel comparable debido principalmente a los intereses económicos divergentes entre las partes componentes del reino y a su diversidad etnocultural. El Virreinato de la Plata, por contraste con los Virreinatos de Nueva España o Perú, sólo se estableció en 1776, y faltaba una larga experiencia de institucionalización. Además, la perspectiva de las élites comerciales del puerto de Buenos Aires se diferenciaba enormemente de las de su propia provincia y, aún más, de las de las provincias internas.

[1] J. Ocampo López, *El proceso ideológico*, pp. 41, 220-235, 387-401.

Véronique Hébrard y Geneviève Verdo (eds.), *Las independencias hispanoamericanas,*
Collection de la Casa de Velázquez (137), Madrid, 2013, pp. 321-332.

I. — LA DISTRIBUCIÓN DEL PODER

Aunque los constituyentes de las Cortes gaditanas rechazaron una solución federal para la Monarquía, algunos americanos la favorecían. En Chile, por ejemplo, Juan Egaña (1768-1836), propuso en su *Plan de Gobierno* de 1810 y en la *Declaración de los derechos del pueblo de Chile* de 1813, la federación de todos los reinos de la Monarquía, incluso de los de América, aunque en la actualidad varios, como Chile entre septiembre de 1810 y octubre de 1814, fueron efectivamente autónomos. Egaña cambió de perspectiva después de la experiencia de las divisiones políticas y territoriales en el Chile independiente, oponiéndose vigorosamente al federalismo en 1827[2].

Esta cuestión de la distribución del poder hizo necesario avanzar más allá de las provisiones unitaristas de la Constitución de 1812 en el curso de la década de los 1820s. En el caso del Primer Imperio Mexicano (1822-1823), el colapso de la autoridad imperial y la debilidad de Primero Congreso Constituyente proporcionaron la oportunidad para que las provincias tomaran la iniciativa política. La Diputación Provincial de Veracruz comenzó este proceso, seguido de la de Jalisco, Zacatecas, Puebla y Oaxaca durante el verano de 1823. Los grupos de poder en las provincias y localidades luchaban por imponer sus intereses, concurriendo con el gobierno central para controlar el espacio político. Estas provincias llegaron a ser partidarias de una república federal, proclamándose Estados libres y soberanos. La tensión entre el centro y los grupos de poder en las provincias obligaron a ambos a llegar a un acuerdo sobre la distribución del poder en el país por medio de la primera Constitución federal de octubre de 1824[3]. En este sentido, Timothy Anna ha podido argumentar que las regiones crearon la nación[4].

En el Río de la Plata, la división de intereses entre las provincias interiores y el puerto de Buenos Aires aumentaron durante y después del proceso de independencia. Con la apertura del comercio exterior, las bases de la riqueza y del poder político en el país comenzaron a cambiar en favor del sector ganadero, que necesitaba grandes propiedades, concentradas en pocas manos para responder a la demanda de sus productos. El año 1829, el fracaso de la élite porteña, liberal y cosmopolita, por mantener unidos los territorios del antiguo Virreinato, llegó a ser evidente. El modelo liberal, desarrollado por Bernardino Rivadavia, cedió a una red de intereses informales entre los caudillos provinciales alrededor de la personalidad dominante de Juan Manuel de Rosas. Esta forma de caudillaje supraprovincial, aunque con su base en la provincia de Buenos Aires, duraría hasta 1852. Durante la época de Rosas las tendencias económicas, ya evidentes desde 1820, se aceleraron a través de las pampas[5]. El caudillo intentaba mantener una posición dominante, aparentemente indiferente a los procesos legales y las

[2] S. Collier, *Ideas and Politics*, pp. 119-120, 291.

[3] B. R. Hamnett, «Factores regionales en la desintegración del régimen colonial en la Nueva España».

[4] T. E. Anna, *Forging Mexico*, pp. xii, 1-33.

[5] T. Halperín Donghi, *Politics, Economics and Society in Argentina*, pp. 308-402.

sensibilidades urbanas. De esta manera, la crisis postindependentista preparaba el terreno para la gran dialéctica argentina de los siglos XIX y XX: ¿dominación autoritaria o legalidad constitucional?[6]

II. — LA LEGITIMIDAD POLÍTICA Y LA TRANSFERENCIA DEL PODER

Esta cuestión llegó a ser fundamental, después de la caída del sistema monárquico en la América española. El quiebre de la monarquía borbónica en el continente americano planteó el problema de la transferencia legal del poder político. Las constituciones intentaban establecer los procedimientos legales, fundando la legitimidad política en los resultados de las elecciones. Sin embargo, el constitucionalismo fue un fenómeno nuevo —hasta cierto punto, experimental— que contradecía los hábitos y actitudes heredados del pasado. Por consiguiente, las prácticas constitucionales encontraron dificultades, por decir lo menos, a muchos niveles.

La búsqueda de una legitimidad incontestable representaba una parte de la cultura política del siglo XIX, después de conseguir la independencia. En México, donde las viejas y las nuevas tradiciones existieron codo con codo, el pronunciamiento llegó a ser rápidamente una forma aceptable para imponer el cambio político a nivel nacional. Civiles y militares estaban involucrados en los pronunciamientos y no había en realidad mucha violencia. Sin embargo, este método de la transferencia del poder puso en evidencia la debilidad de los experimentos constitucionales, sin importar si eran centrales o federales. En otros países, intervenciones civiles-militares también caracterizaban la vida política, e incluso, en las repúblicas de Chile y Nueva Granada. Chile logró estabilizar la vida política bajo el gobierno de Diego Portales y su Partido Conservador a partir de 1829, portavoz de los intereses de los terratenientes del valle central y de los comerciantes de Valparaíso[7]. En Colombia, las prácticas constitucionales y las elecciones llegaron a ser la regla, pero manipuladas por las facciones concurrentes, aunque algunas intervenciones significativas impusieron cambios políticos a nivel nacional. De todos modos, las elecciones a nivel local, proporcionaron el pretexto para el brote de la violencia, cuando las facciones peleaban por la supremacía[8].

Perú y México consiguieron su independencia relativamente tarde. Dejando aparte la gran rebelión del Cuzco y de la zona Sur Andina de 1814-1815, Perú no experimentó el fenómeno del atentado revolucionario de 1810 como Nueva España, ni una insurgencia arraigada durante la misma década. Efectivamente, el conflicto armado entre dos ejércitos y las bandas asociadas a ellos tuvo lugar en 1820-1824, cuando la lucha estaba terminando en los otros territorios sud-

[6] J. Lynch, *Juan Manuel de Rosas*, pp. 23-91.

[7] S. Collier, *Ideas and Politics*, pp. 277-360.

[8] M. Deas, «La presencia de la política nacional en la vida provinciana».

americanos españoles. La sucesión de generales que gobernaron en Perú, casi todos antiguos realistas —Luis José Orbegoso, José de La Mar, Agustín Gamarra, Andrés Santa Cruz, Ramón Castilla—, actuaban en un contexto de constitucionalismo incipiente pero inestable. Sólo un civil fue elegido presidente en 1872: Manuel Pardo que representaba el nuevo movimiento civilista, candidato de una burguesía urbana, acaudalada y educada, resuelto a suplantar a los comandantes[9]. En los dos países, los generales intentaban construir redes de partidarios e intereses, a veces comerciales, alrededor de su nombre y de su causa; y actuaron en el contexto de las formas constitucionales y con el apoyo de las facciones o partidos incipientes. Sin embargo, la cuestión de la legitimidad pendía de un hilo.

Nueva España, en la época de la insurgencia, no experimentó las grandes batallas de las guerras de independencia en América del Sur, y no produjo ninguno de los Libertadores de estatura internacional, como Bolívar, San Martín o Sucre. Esto no quiere decir, sin embargo, que la guerra irregular en Nueva Granada y Venezuela no continuaba al mismo tiempo y al lado de la guerra entre ejércitos más formales[10]. El seudolibertador mexicano, Agustín de Itúrbide, por su parte, ya tenía mala fama y poco prestigio en el país por su conducta en la contrainsurgencia antes del Plan de Iguala de febrero de 1821. Cayó a los seis meses, por su incapacidad política y su falta de visión respecto al país, a la libertad a la que se había opuesto durante la década de 1810[11]. Varios presidentes mexicanos —pero no todos— también procedieron del antiguo ejército real: Anastasio Bustamante, Manuel Gómez Pedraza, Antonio López de Santa Anna. Los dos primeros, Guadalupe Victoria y Vicente Guerrero, sin embargo, fueron antiguos insurgentes[12].

El intento de formar un *consensus* acerca de la legitimidad política resultó elusivo en el periodo de 1825 a 1875. Frecuentemente se ha empleado el término «inestabilidad» —no sin cierta controversia— para caracterizar el medio siglo que sigue a la independencia[13]. En México, la serie de rebeliones populares de las décadas de 1830 hasta 1850 resultó de esta falta de consenso, que afectaba a todos los grupos sociales. Incluso en Brasil, el porvenir de la monarquía de los Braganza quedaba en duda en la década de 1831-1841, es decir, desde la caída del emperador Pedro I hasta la proclamación del joven Pedro II. Brasil, en ese interregno, parecía una república de facto. Además, una serie de rebeliones en territorios diferentes del Imperio en las décadas de 1830, 1840 y 1850 puso en cuestión la legitimidad del sistema establecido en 1822-1824, en términos no solamente etnosociales, sino también geopolíticos[14].

[9] P. Gootenberg, *Between Sugar and Guano*, pp. 11-12, 68-99; C. F. Walker, *Smoldering Ashes*, p. 121; N. Sobrevilla Perea, *Caudillo of the Andes*, pp. 59-66, 128-137.

[10] Véase C. Thibaud, *Repúblicas en armas,* pp. 409-507.

[11] Véase B. R. Hamnett, «Royalist Counter-Insurgency and the Continuity of Rebellion».

[12] W. Fowler (coord.), *Presidentes mexicanos*, t. 1, pp. 27-135.

[13] D. F. Stevens, *Origins of Instability*, pp. 8-10, 26-27, 103-104, 107-118.

[14] J. H. Coatsworth, «Patterns of Rural Rebellion»; L. T. Machado, *Formação do Brasil*, pp. 93-99, 118-131. J. J. Reís, *Rebelião escrava no Brasil*, pp. 37-83; M. Correia de Andrade, «The Social and Ethnic Significance of the War of the Cabanos».

III. — ¿QUÉ MODELOS CONSTITUCIONALES?

Los modelos existentes fueron evidentes: la Constitución federal estadounidense de 1787, la revolucionaria francesa de 1791 y la gaditana de 1812. Sin embargo, muchas otras constituciones aparecieron en las provincias o ciudades, que formaron sus propias juntas en 1810, y que estaban bajo el control de insurgentes, como, por ejemplo, las de Venezuela de 1811, Cundinamarca y Apatzingán de 1814. Esta proliferación simbolizó la reacción americana al legado del absolutismo colonial, por un lado, y el rechazo al constitucionalismo gaditano, por otro. Sin embargo, ofreció poca guía para la formulación de una estructura estable y duradera[15].

Además, los tres ejemplos principales también tenían sus características particulares. A pesar de su declaración de principios abstractos, fundada en las ideas de la Ilustración, cada una de ellas reflejaba un contexto político y social particular. La Constitución estadounidense de 1787 representaba una reacción contra los *Articles of Confederation* de 1777, más radicales y menos centralizados. La de 1787 fue caracterizada por un sistema de restricciones mutuas y de equilibrios para dar expresión al principio de la separación de los poderes y a la relación práctica entre los Estados y el gobierno central. El constitucionalismo estadounidense, toleraba, además, la esclavitud como un derecho de la propiedad[16]. La Constitución francesa adoptó un sistema de elecciones indirectas para disminuir la influencia popular y dividió la población en ciudadanos activos y pasivos. Al mismo tiempo, adoptó el unicameralismo, como reacción al legado corporativo del Antiguo Régimen[17]. La recepción de la Constitución del 13 de septiembre de 1791 fue considerablemente complicada por las divisiones religiosas del país que resultaron de la implementación de la Constitución Civil del Clero del 12 de julio de 1790[18].

El temprano constitucionalismo español de 1810-1814 y 1820-1823 ejerció una influencia considerable en la América española en las décadas anteriores y posteriores a la independencia. Aun así, pocas constituciones hispanoamericanas siguieron a la letra la gaditana de 1812. Por esta razón, hay que tener cuidado de no exagerar la importancia e influencia gaditana en el proceso de la construcción de los nuevos Estados americanos. En varios casos, las nuevas élites, considerando los principios gaditanos demasiado radicales o populares, intentaban limitar el sufragio y la influencia de instituciones tales como los ayuntamientos constitucionales[19].

[15] Véase D. Gutiérrez Ardila, *Las asambleas constituyentes de la independencia*, pp. 56-166.

[16] M. Jensen, *The Articles of Confederation*. Esta distinción es significativa: por ejemplo, Anthony MacFarlane explica que los constituyentes novogranadinos de 1811 prefirieron como modelo los Artículos de Confederación a la Constitución de 1787. A. McFarlane, «Building Political Order», p. 21.

[17] J. M. Roberts y R. C. Cobb, *French Revolution. Documents,* pp. 347-365.

[18] *Ibid.*, pp. 225-231.

[19] M. Chust Calero, *La cuestión nacional americana*, pp. 175-238; R. Breña, *El primer liberalismo,* pp. 119-174, 443-489; B. R. Hamnett, *Revolución y contrarrevolución*, pp. 56-76, 182-186, 285-358.

En su discurso de Angostura de 1819, Simón Bolívar diferenció las condiciones venezolanas de las de las Trece Colonias británicas de Norteamérica en la época de la independencia. Por esta razón, Bolívar rechazó la Constitución de 1787 como modelo para la América española.

> Cuanto más admiro la excelencia de la Constitución Federal de Venezuela, tanto más me persuado de la imposibilidad de su aplicación a nuestro Estado.
>
> Y según mi modo de ver, es un prodigio que su modelo en el Norte de América subsista tan prósperamente y no se trastorne al aspecto del primer embarazo o peligro [...] Pero sea lo que fuere de este gobierno con respecto a la nación americana, debo decir, que ni remotamente he entrado en mi idea asimilar la situación y naturaleza de dos Estados tan distintos como el inglés americano y el americano español[20].

Bolívar, en términos generales, siguió la recomendación del barón de Montesquieu, en *L'Esprit des Lois* (1748), es decir, que las instituciones políticas debieran reflejar las condiciones prevalentes en el país que intentaba establecerlas. Evidentemente, Bolívar adoptó esta posición debido a la caída de la Primera República Venezolana en 1812, culpando la naturaleza democrática y federal de la Constitución de 1811. A su juicio, el federalismo proporcionaba a los grupos de poder provinciales la oportunidad de perseguir sus propios intereses y rivalidades, pasando por alto la necesidad de construir un gobierno central viable[21].

Los años amargos de derrota, entre 1814 y 1817, desde la caída de la Segunda República Venezolana en manos de una rebelión de pardos, seguidos de su exilio en la república negra de Haití, y la decisión de establecer un nuevo foco revolucionario en los Llanos del Orinoco, convenció a Bolívar de que la base socioétnica del movimiento independentista debería ser modificada. Consciente de las divisiones raciales y culturales en el mundo tropical, Bolívar buscaba una fórmula para equilibrar los principios republicanos y liberales con la estabilidad deseada. Su modelo llegó a ser la «constitución británica» —es decir, antes de la reforma parlamentaria de 1832[22]—. En la tradición de Gaspar Melchor de Jovellanos y de José María Blanco White, Bolívar recomendó la adopción de una legislatura bicameral, abandonando el unicameralismo gaditano. Propuso la formación de un senado, pero su modelo no fue el de los Estados Unidos, sino el del senado de la República Romana y de la Cámara de los Lores en Gran Bretaña. El senado, nombrado inicialmente por la cámara baja, actuaría como el fulcro de la Constitución[23].

En general, las élites americanas, que habían sobrevivido a las luchas de los años de 1810 a 1825, temieron la influencia popular en los nuevos sistemas políticos que estaban en proceso de construir. El sufragio amplio de la Consti-

[20] S. Bolívar, *Address to the Venezuelan Congress at Angostura*, p. 10.
[21] *Ibid.*, pp. 9-12, 26.
[22] *Ibid.*, pp. 14-16.
[23] *Ibid.*, pp. 18-22.

tución de 1812 no les agradaba y, ya sean liberales o conservadores, apoyaron el bicameralismo. Al mismo tiempo, comenzaba un debate sobre la cuestión del fortalecimiento del poder ejecutivo. Opuestas al absolutismo colonial, que las había excluido del poder en sus propios territorios, vieron con recelo la perspectiva de una democracia popular con una supremacía legislativa y un sufragio amplio. La cuestión de la elegibilidad al voto llegó a ser crucial, porque afectaba la composición y efectividad de las legislaturas y de los consejos municipales. En México, por ejemplo, los regímenes centralistas de 1836-1846 y de 1853-1855 redujeron el número de ayuntamientos e impusieron restricciones al sufragio[24].

IV. — PARTICIPACIÓN POPULAR, MOVILIZACIÓN Y PRESIÓN

Un tema principal es si la participación popular en las luchas de 1810-1825 era efímera y extraordinaria, o si tenía un impacto o significación duradera para la vida política y social de Iberoamérica en el curso del siglo XIX. Hasta cierto punto los conflictos sociales de la época de la independencia encapsularon o ensancharon los de las décadas anteriores, es decir, desde 1760. Pero el contexto y el momento histórico fueron diferentes no sólo por la diferencia de escala. Los conflictos posteriores a la independencia fueron la continuación de los problemas no resueltos en la época de la Independencia. La legitimidad contestada de los nuevos regímenes, su debilidad y endeudamiento, y las divisiones dentro de las élites y entre el centro y las provincias abrieron el paso a movimientos populares. De todos modos, ninguno de ellos, por lo menos hasta avanzada la segunda mitad del siglo, tuvo un liderazgo que trascendiera el mundo local o provincial»[25].

La frecuencia de rebeliones o revueltas localizadas, por ejemplo en México y Brasil[26], en las décadas posteriores a la independencia, planteó el problema del grado de conciencia, por parte de la plebe urbana y de la gente rural, de los temas en disputa a nivel nacional, es decir, de los procesos más amplios de su vida diaria. Fue evidente que los grupos gobernantes intentaron alejarse del tipo de movilización popular durante el periodo de las luchas internas, sobre todo en México, el surandino peruano, el Alto Perú, Venezuela, y las provincias neogranadinas[27]. Los que dieron la bienvenida a Sucre y Bolívar en el Alto Perú en 1825-1826 no fueron los líderes populares, casi todos muertos, sino, en las palabras vivas de Carlos Montenegro «doctores, hacendados, mercaderes, mineros y burócratas del viejo régimen, todos dueños de fortuna y privilegios durante la Colonia. Ninguno de ellos había alzado un fusil, una pica o una tranca frente a los europeos usurpadores[28].

Aunque la composición de las fuerzas que resultó de las independencias no reflejó a los grupos populares que habían participado en las guerras en Nueva

[24] P. F. Guardino, *Peasants, Politics, and the Formation,* pp. 7-10, 86-89, 94-100.

[25] J. H. Coatsworth, «Patterns of Rural Rebellion».

[26] Sobre el caso brasileño véase H. Kraay, «Identidades raciais».

[27] B. R. Hamnett, «Popular Insurrection and Royalist Reaction».

[28] C. Montenegro, *Nacionalismo y coloniaje*, p. 4.

España, Perú o el Alto Perú, la huella de su actividad fue indeleble —como se verá en los conflictos políticos del resto del siglo XIX—. Gabriel Di Meglio también hace hincapié en la participación de los grupos sociales bajos de la ciudad de Buenos Aires, a veces decisiva, a lo largo del periodo entre 1810 a 1830. Este autor señala que, a partir de mayo de 1810, cuando se rompió la dependencia metropolitana, «no hubo más arbitrajes externos a la situación local para dirimir la pugna por el poder»[29].

En las condiciones que resultaron de la guerra en dos países tan diferentes como México y Venezuela, se podían ver las consecuencias de la movilización popular. Aunque de maneras muy distintas, el impacto continuó después de la independencia. La presión popular en México, incluso de los grupos rurales, es decir, entre la mayoría de la población, se mantenía bajo la superficie de la política nacional y regional. Se la ve, por ejemplo, en el apoyo dado a Guerrero en la rebelión del sur de 1830-1832, en la defensa de un amplio sufragio y de la extensión de los ayuntamientos, y en las rebeliones locales de larga duración entre 1834 y 1854. Éstas se enfrentaron a regímenes centralistas, que intentaban reducir la participación popular y la difusión del poder político[30]. En Venezuela, la nueva república no fue gobernada por miembros de la élite esclavista, sino por José Antonio Páez, caudillo popular surgido de la guerra[31].

V. — ¿CÓMO CONSTRUIR LA NACIÓN?

No existía ninguna nacion, ni estaban al punto de aparecer, ni habían existido antes de la formación de los imperios ibéricos en la América latina. Las agudas observaciones de José María Luis Mora, en 1834, nos indican una ruta interpretativa:

> Si la Independencia se hubiera efectuado hace cuarenta años, un hombre nacido o radicado en el territorio en nada habría estimado el título de *mexicano* […]; entrar en materia con él sobre *los intereses nacionales* habría sido hablarle en hebreo; él no conocía ni podía conocer otros que los del *cuerpo* o *cuerpos* a que pertenecía y habría sacrificado por sostenerlos los del resto de la sociedad aunque más numerosos e importantes; habría hecho lo que hoy hacen los clérigos y militares, rebelarse contra el Gobierno o contra las leyes que no están en armonía con las tendencias e *intereses de su clase* por más que el uno y las otras estén conformes con los *intereses sociales*. Si entonces se hubiera reunido un congreso, ¿quién duda que los diputados habrían sido nombrados por los *cuerpos* y no por las juntas electorales, que cada uno se habría considerado como representante de ellos y no de la nación, y que habría cien mil disputas por fueros,

[29] C. I. Archer, «Years of Decision»; E. Dunbar Temple, *La acción patriótica del pueblo,* t. I, pp. xxix-xxx; G. Di Meglio, ¡*Viva el bajo pueblo*!, pp. 309-310.

[30] P. F. Guardino, *Peasants, Politics, and the Formation*, pp. 110-177.

[31] A. Gómez Picón, *Páez*, pp. 121-157; J. Lynch, *Caudillos and Politics*, pp. 55-73, 275-313.

> privilegios, etc., y nadie se habría ocupado de los que podía interesar a la masa. ¿No vemos mucho de eso hoy, a pesar de que las elecciones se hacen de otra manera y se repitan sin cesar que los diputados *representan a la Nación*? He aquí el *espíritu de cuerpo* destruyendo el *espíritu público*[32].

Es verdad que el líder insurgente mexicano Morelos, se refirió en varias ocasiones a la «Nación» pero siempre fue algo embrionario, algo que se debía intentar crear. En su declaración de Aguacatillo del 17 de noviembre de 1811, este jefe señaló las dos cosas necesarias para su formación: la igualdad de «castas», es decir, el fin de las distinciones étnicas y raciales de la época colonial; y la destrucción de las identidades corporativas del Antiguo Régimen colonial. Sin embargo, no fue de ninguna manera claro como estos dos principios afectarían a las «repúblicas de indios» en un futuro Estado nacional. Al mismo tiempo, la cuestión del fuero eclesiástico quedaba sin resolución, debido a la defensa de la inmunidad eclesiástica por los insurgentes[33]. De todos modos, el concepto de nacionalidad de Morelos no correspondió a la forma de Independencia conseguida en 1821.

Poco en la historia de la América portuguesa indicó el surgimiento de un sentimiento nacional en el periodo entre 1770 a 1820. Todo lo contrario: la perspectiva regional predominaba entre los dirigentes de la conspiración de Minas Gerais de 1789 y los de la de Pernambuco en 1801 y en 1817. La conspiraciones de Río de Janeiro de 1792 y de Salvador de Bahia de 1798 se limitaron a esas ciudades. Emilia Viotti da Costa hace hincapié en esa mentalidad provincial en su estudio de la formación del *Império do Brasil* en 1822:

> Y aún en 1821, un año antes de la proclamación de la independencia, representantes brasileños a las Cortes Portuguesas todavía insistían a presentarse como delegados de sus provincias más bien que de la colonia. Debido a esas tendencias centrífugas, muchos líderes del movimiento de 1822 temieron que Brasil seguiría el ejemplo de las colonias españolas y separarse en varios estados distintos, después de la Independencia[34].

Si hay que tener en cuenta el nacionalismo como un sentimiento que influenciaba la consciencia política iberoamericana en la época de la independencia, debe ser entendido en un sentido general. Es decir, que se manifestaba como un reconocimiento común de una identidad americana específica. Esto no se aplicaba a ninguna entidad política particular. Junto a esto, las lealtades heredadas persistieron. John Lynch llama la atención al caso de Bolívar, quien no se podía describir como un nacionalista venezolano, a pesar de sus orígenes caraqueños. Bolívar profesaba una lealtad a la «patria americana». Por esta razón, se dedicaba a la destrucción del poder europeo y a la formación de Estados soberanos americanos.

[32] J. M. L. Mora, *Obras sueltas*, pp. 53-54, 56-57.

[33] E. de la Torre Villar, *La Constitución de Apatzingán*, doc. 62.

[34] E. Viotti da Costa, *The Brazilian Empire*, p. 9.

VI. — LA TRANSFORMACIÓN (O NO) DE LA CULTURA POLÍTICA

La continuación de la exclusividad católica en el artículo 12 de la Constitución gaditana de 1812 ayudó a explicar el grado del apoyo eclesiástico por la posición de los independentistas americanos en 1821-1822. La política eclesiástica liberal de las Cortes de Madrid les animó a pasar al bando, que la mayoría de ellos habían condenado desde 1810. La conservación de esa exclusividad —como también el reconocimiento del fuero eclesiástico— en la primera Constitución federal mexicana de 1824 abrió la posibilidad para la creación de un Estado católico, por lo menos en México[35].

En varios países, particularmente en México, Colombia y Perú, la posición de la Iglesia en la sociedad y en la educación, y su relación con el Estado llegaron a ser cuestiones políticas primordiales en las tres décadas de 1850 a 1880. Los obispos, por su parte, se sentían amenazados por lo que percibieron de las tendencias seculares del liberalismo, la presión estatal sobre sus recursos, y por los clubs radicales, y las logias masónicas. En México, la Constitución federal de 1857, por primera vez, abandonó la exclusividad de la religión católica. La recuperación de la Iglesia, como institución coherente y articulada, durante la década de 1840 garantizó una respuesta fuerte contra los principios del liberalismo, como se veía en México, por ejemplo, en la actuación del obispo Clemente de Jesús Munguía de Michoacán y del periódico católico, *La Cruz* de 1855 a 1858[36].

Juárez y la generación de la Reforma de 1855-1876 continuaron la tradición de Mora. Sin embargo, el esfuerzo para cambiar la cultura política de su país resultó espinoso. La generación de la Reforma intentaba orientar una vez más a México por la senda constitucional. Las guerras civiles de 1858-1861 y de la intervención francesa de 1862-1867 frustraron y demoraron ese objetivo hasta el triunfo definitivo de la república liberal en 1867. Aunque los liberales mexicanos vieron en las elecciones la única manera legítima para la transferencia del poder, no intentaron permitir que sus opositores capturasen el poder. El Partido conservador, fundado por Lucas Alamán en 1849, se quebró con la caída del Segundo Imperio. Las elecciones, por consiguiente, resultaron ser campos de concurrencia entre las facciones diferentes del liberalismo, a favor u opuestas al gobierno federal o a los gobernadores de los Estados. Se caracterizaron por la intervención o manipulación desde arriba. Al mismo tiempo, no se desarrollaba ninguna organización nacional liberal. La toma de poder por el general Porfirio Díaz en 1876-1877 terminó con el experimento constitucional en México.

Largas etapas de dominación por un partido o sección de partido resultaban generalmente de guerras civiles entre los partidarios del poder y los excluidos, como ocurrió en el periodo de hegemonía conservadora en Colombia entre 1880 y 1930. Efectivamente, los partidos, a sus niveles medianos y bajos, en

[35] B. F. Connaughton, *Ideología y sociedad en Guadalajara*, pp. 139-140.

[36] B. R. Hamnett, «La Reforma».

las ciudades y en las localidades rurales, se transformaron en bandas armadas rivales. La supervivencia de los dos grandes partidos del pasado, sin embargo, diferenció a Colombia de la experiencia de México. En Colombia, el regreso de los Conservadores, asociados con los Liberales Independientes bajo la dirección de Rafael Núñez, restauró la hegemonía de la Iglesia católica en la educación y la sociedad. Al mismo tiempo, la Constitución de 1886 anuló el federalismo radical de la Constitución de Río Negro de 1863, aboliendo los nueve Estados y reemplazándolos por departamentos con gobernadores nombrados por el presidente de la República[37].

Cuatro guerras de gran significación cambiaron la percepción de sí mismos de los Estados participantes y del peligroso mundo exterior. La guerra de Texas de 1836 comenzó el proceso del desmantelamiento del Lejano Norte mexicano, llegado a su clímax en la guerra con los Estados Unidos de 1846-1848. Durante toda la década de 1850, los Estados Unidos no cesaron de presionar a los gobiernos mexicanos por derechos de tránsito, incluso a través del istmo de Tehuantepec, y por más concesiones territoriales en el norte. La guerra de Paraguay de 1864-1870, aunque destruyó a Paraguay como poder militar, expuso las debilidades de Argentina y Brasil, y animó a los militares brasileños a terminar con el Imperio en 1889. La guerra de la intervención francesa en México de 1862-1867 terminó con la influencia del Partido conservador, obligó a la Iglesia a acomodarse con los juaristas, y acabó definitivamente con cualquier perspectiva de intervencion o de neocolonialismo europeo en el porvenir. Recibiendo el apoyo moral del resto de la América española y de muchos liberales europeos, especialmente en Francia, el gobierno de Juárez vio la salida del ejército francés en febrero de 1867 y logró el derrumbamiento del Segundo Imperio por sus propios esfuerzos. La guerra del Pacífico de 1879 a 1883 confirmó la debilidad de Bolivia y Perú, y la supremacía naval de Chile en las aguas del Pacífico.

FUENTES

Bolívar, Simón, *Address to the Venezuelan Congress at Angostura,* 15 de febrero de 1819, Cambridge, Cambridge University Press, 1923 (texto en español).

Dunbar Temple, Ella, *La acción patriótica del pueblo en la emancipación: guerrillas y montoneras,* Lima, Comisión Nacional del Sesquicentenario de la Independencia del Perú, Colección Documental de la Independencia del Perú, 1971-1973 (26 vols.).

Mora, José María Luis, *Obras sueltas* [París, 1837], México, Editorial Porrúa, 1963 (2ª ed.).

Reis, João José, *Rebelião escrava no Brasil. A história do levante dos malês (1835)*, São Paulo, Editora Brasiliense, 1987.

[37] J. W. Park, *Rafael Núñez*, pp. 153-155, 182-264.

BIBLIOGRAFÍA

Adelman, Jeremy, *Sovereignty and Revolution in the Iberian Atlantic*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

Agüero, Alejandro, «Las categorías básicas de la cultura jurisdiccional», en Marta Lorente Sariñena (coord.), *De justicia de jueces a justicia de leyes: hacia la España de 1870*, Madrid, Consejo General del Poder Judicial, 2007, pp. 20-58.

— «La justicia penal en tiempos de transición. La República de Córdoba, 1785-1850», en Carlos Garriga (coord.), *Historia y Constitución. Trayectos del constitucionalismo hispano*, México, CIDE - Instituto Mora - El Colegio de Michoacán - ELD - Hicoes - El Colegio de México, 2010, pp. 267-306.

Aguilar Rivera, José Antonio, «Dos conceptos de república», en José Antonio Aguilar y Rafael Rojas, *El republicanismo en Hispanoamérica: ensayos de historia intelectual y política*, México, Centro de Investigación y Docencia Económicas, 2002, pp. 57-85.

Aguilar Rivera, José Antonio, Rojas, Rafael, *El republicanismo en Hispanoamérica: ensayos de historia intelectual y política*, México, Centro de Investigación y Docencia Económicas, 2002.

Aizpurúa Aguirre, Ramón, «La insurrección de los negros de la serranía de Coro de 1795: una revisión necesaria», *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, 71(283), 1988, pp. 705-723.

— «Curazao y la Costa de Caracas: Introducción al estudio del contrabando en la Provincia de Venezuela en tiempos de la Compañía Guipuzcoana, 1730-1780», *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, 222, 1993, pp. 133-238.

— «Santa María de la Chapa y Macuquita: en torno a la aparición de un pueblo de esclavos fugados de Curazao en la Sierra de Coro en el siglo xviii», *Boletín de la Academia Nacional de la Historia,* 87(345), 2004, pp. 109-128.

Álvarez Junco, José, *Mater dolorosa. La idea de España en el siglo xix*, Madrid, Taurus, 2001.

André, Marius, «La révolution libératrice de l'Amérique espagnole», *Le correspondant*, 10 juillet, 1921, pp. 1-28.

Anna, Timothy E., *The Mexican Empire of Iturbide*, Lincoln-Londres, University of Nebraska Press, 1990.

— *Forging Mexico, 1821-1835,* Lincoln-Londres, University of Nebraska Press, 1998.

Annino, Antonio, «El pacto y la norma. Los orígenes de la legalidad oligárquica en México», *Historias. Revista de la Dirección de Estudios Históricos del Instituto Nacional de Antropología e Historia*, 5, 1984, pp. 3-31.

— «Soberanías en lucha», en Antonio Annino, Luis Castro Leiva y François-Xavier Guerra (dirs.), *De los imperios a las naciones: Iberoamérica*, Zaragoza, IberCaja, 1994, pp. 229-253.

— «Nuevas perspectivas para una vieja pregunta», en Josefina Zoraida Vázquez y Antonio Annino (dirs.), *El primer liberalismo mexicano, 1808-1855,* México, Instituto Nacional de Antropología e Historia - Editorial Porrúa, 1995, pp. 45-91.

— «Ciudadanía "versus" gobernabilidad republicana en México. Orígenes de un dilema», en Hilda Sabato (coord.), *Ciudadanía política y formación de las naciones. Perspectivas históricas de América Latina*, México, Fondo de Cultura Económica, 1999, pp. 62-95.

— «Imperio, Constitución y diversidad en la América hispana», *Historia Mexicana,* 58(1), julio-septiembre de 2008, pp. 179-227.

Annino, Antonio, (coord.), *Historia de las elecciones en Iberoamérica, siglo xix*, México - Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1995.

Annino, Antonio, Guerra, François-Xavier, (ed.), *Inventando la nación: Iberoamérica siglo xix*, México, Fondo de Cultura Económica, 2003.

Aparicio Vega, Manuel Jesús, *El clero patriota en la revolución de 1814*, Cuzco, s. n., 1974.

Archer, Christon I., «Years of Decision: Félix Calleja and the Strategy to End the Revolution in New Spain», en Id., *The Birth of Modern Mexico, 1780-1824*, Wilmington, Scholarly Resources, 2003, pp. 125-149.

Arias González, Luis, Luis Martín, Francisco de, «La divulgación popular del antiliberalismo (1808-1823) a través del sermón», *Hispania*, 183, 1993, pp. 213-235.

Armitage, David, *The Declaration of Independence: A Global History*, Cambridge, Harvard University Press, 2007.

Armitage, David, *et alii*, «Critical Forum: Armitage, The Declaration of Independence, A Global History», *William and Mary Quarterly*, 3rd ser., 65(2), 2008, pp. 347-369.

Artola Gallego, Miguel, *La España de Fernando VII,* Madrid, Espasa-Calpe, 1978.

Astuto, Philip Louis, *Eugenio Espejo. Reformador ecuatoriano de la Ilustración (1747-1795),* México, Fondo de Cultura Económica, 1969.

Avanza, Martina, Laferté, Gilles, «Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image sociale, appartenance», *Genèses*, 61(4), 2005, pp. 134-152.

Ávila, Alfredo, «Las revoluciones hispanoamericanas vistas desde el siglo xxi» [disponible en Internet: http://revistahistoria.universia.cl/descargaArticulo.jsp?idDescarga=80&url=/pdfs_revistas/articulo_80_1224648339921.pdf].

Ávila, Alfredo, Pani, Erika, «De la representación al Grito, del Grito al Acta. Nueva España, 1808-1821», en Alfredo Ávila, Jordana Dym y Erika Pani, *Las declaraciones de independencia. Los textos fundamentales de las independencias americanas,* México, El Colegio de México - UNAM, 2013, pp. 275-296.

Baker, Keith M., «Constitution», en François Furet y Mona Ozouf, *Dictionnaire critique de la Révolution française,* París, Flammarion, 1988, pp. 537-552.

Bandieri, Susana, (comp.), *La historia económica y los procesos de independencia en la América hispana*, Buenos Aires, Prometeo Libros - Asociación Argentina de Historia Económica, 2011.

Barau, Denys, *La cause des Grecs. Une histoire du mouvement philhellène, 1821-1829*, París, Honoré Champion, 2009.

Barba, Enrique, «Las reacciones contra Rosas», en Academia Nacional de la Historia, *Historia de la Nación Argentina*, Buenos Aires, El Ateneo, 1950, t. VII, pp. 391-516.

Barriga Tello, Martha, *Influencia de la Ilustración borbónica en el arte limeño: siglo xviii*, Lima, Fondo Editorial de la Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 2004.

Bellingeri, Marco, «De una constitución a otra: conflicto de jurisdicciones y dispersión de poderes en Yucatán (1781-1831)», en Antonio Annino y Raymond Buve (coords.), *El liberalismo en México,* Münster-Hamburgo, AHILA, Cuadernos de Historia Latinoamericana (1), 1993, pp. 49-77.

Beltrán Ávila, Marcos, *Historia del Alto Perú en el año 1810*, Oruro, Imprenta Tipográfica La Favorita, 1918.

Benson, Nettie Lee, *La diputación provincial y el federalismo mexicano*, México, El Colegio de México - UNAM, 1994.

Bigot, Grégoire, *Introduction historique au droit administratif*, París, PUF, 2002.

Blanchard, Peter, *Under the Flags of Freedom: Slave Soldiers and the Wars of Independence in Spanish South America*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2008.

Blanco Valdés, Roberto L., «El problema americano en las primeras Cortes liberales españolas», en VV. AA., *Los orígenes del constitucionalismo liberal en España e Iberoamérica: un estudio comparado*, Sevilla, Junta de Andalucía - Consejería de Cultura y Medio Ambiente, 1994, pp. 67-106.

Bornholdt, Laura, *Baltimore and Early Pan-Americanism; a study in the background of the Monroe Doctrine*, Northampton, Smith College Studies in History, 1945.

Böttcher, Nikolaus, Hausberger, Bernd, Hering Torres, Max S., *El peso de la sangre. Limpios, mestizos y nobles en el mundo hispánico*, México, El Colegio de México, 2011.

Brading, David A., *Orbe Indiano. De la monarquía católica a la república criolla, 1492-1867*, México, Fondo de Cultura Económica, 1991.

— *The First America: The Spanish monarchy, Creole patriots and the Liberal state, 1492-1867*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

— «Juan Pablo Viscardo y Guzmán. Creole patriot and philosophe», en Juan Pablo Viscardo y Guzmán, *Letter to the Spanish Americans*, Providence (Rhode Island), The John Carter Brown Library, 2002, pp. 3-28.

Breña, Roberto, *El primer liberalismo español y los procesos de emancipación de América, 1808-1824. Una revisión historiográfica del liberalismo hispánico,* México, El Colegio de México, 2006.

Brice, Ángel Francisco, (ed.), *Las constituciones provinciales*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1959.

Brünner, Otto, «La "Casa grande" y la "Oeconomica" de la vieja Europa», en Id., *Nuevos caminos de la historia social y constitucional*, Buenos Aires, Alfa, 1977.

Brunschwig, Jacques, «Aspects de la polémique philosophique en Grèce ancienne», en Gilles Declercq, Michel Murat y Jacqueline Dangel (eds.), *La parole polémique*, París, Champion, 2003.

Buisson, Inge, Kahle, Günter, *et alii,* (eds.), *Problemas de la formación del Estado y de la Nación en Hispanoamérica*, Bonn, Bohlau Verlag, 1984.

Burkholder, Mark A., Chandler, Dewitt Samuel, *De la impotencia a la autoridad: la Corona española y las Audiencias en América, 1687-1808*, México, Fondo de Cultura Económica, 1984.

Bussaal, Jean-Baptiste, *Las instituciones del Reino de Navarra en el debate histórico jurídico de la revolución liberal*, Pamplona, Universidad Pública de Navarra, 2005.

Calderón, María Teresa, Thibaud, Clément, *La majestad de los pueblos en la Nueva Granada y Venezuela, 1780-1832*, Bogotá, Universidad Externado de Colombia - Taurus, 2010.

Campos, Melchor, *Castas, feligresía y ciudadanía en Yucatán. Los afromestizos bajo el régimen constitucional español, 1750-1822*, Mérida, CONACULTA - Universidad Autónoma de Yucatán, 2005.

Cañizares-Esguerra, Jorge, *Cómo escribir la historia del Nuevo Mundo. Historiografías, epistemologías e identidades en el mundo del Atlántico del siglo* xviii, México, Fondo de Cultura Económica, 2007.

Canny, Nicholas, *The Fall of Natural Man: The American Indian and the Origins of Comparative Ethnology,* Cambridge, Cambridge University Press, 1987 (ed. rev.).

Canter, Juan, «El año XII, las asambleas generales y la revolución del 8 de octubre», en Academia Nacional de la Historia, *Historia de la Nación Argentina*, Buenos Aires, El Ateneo, 1941, t. V, pp. 379-476 (2ª ed.).

Carrera Damas, Germán, *Historia de la historiografía venezolana*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1961.

— *El culto a Bolívar: esbozo para un estudio de la historia de las ideas en Venezuela*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1969.

— *La crisis de la sociedad colonial*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1971.

Carvalho, José M., *A construção da ordem. A elite política imperial*, Brasilia, UnB, 1981.

CASTELLAN, Georges, *Histoire des Balkans,* París, Fayard, 1991.

CASTRO, Jeanne Berrance de, *A milícia cidadã: a Guarda Nacional de 1831 a 1850*, São Paulo - Brasilia, Nacional - INL, 1977.

CASTRO LEIVA, Luis, *De la patria boba a la teología bolivariana. Ensayos de historia intelectual,* Caracas, Monte Ávila Editores, 1991.

— «Memorial de la Modernidad: lenguaje de la razón e invención del individuo», en Antonio ANNINO, Luis CASTRO LEIVA y François-Xavier GUERRA (dirs.), *De los imperios a las naciones: Iberoamérica*, Zaragoza, IberCaja, 1994, pp. 129-165.

— *Sed buenos ciudadanos*, Caracas, Alfadil Ediciones-IUSI, 1999.

— *Obras de Luis Castro Leiva,* ed. Carole LEAL CURIEL, t. II: *Lenguajes republicanos*, Caracas, Fundación Polar, 2005.

CHAMBERS, Sarah C., *From Subjects to Citizens: Honor, Gender and Politics in Arequipa, Peru, 1780-1854*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1999.

CHARARA, Youmna, «L'opposition à l'absolutisme politique et à la société marchande. Droit et vertu dans la pensée de Mably», *Dix-huitième siècle*, 33, 2001, pp. 388-391.

CHARTIER, Roger, *Les origines culturelles de la Révolution française*, París, Seuil, 1990.

CHAUNU, Pierre, «Interprétations de l'indépendance de l'Amérique latine», *Travaux de l'Institut d'études latino-américaines de l'université de Strasbourg (Tilas III)*, 8, mayo-junio de 1963, pp. 5-24.

CHIARAMONTE, José Carlos, *Ciudades, provincias, Estados: orígenes de la Nación argentina (1800-1846),* Buenos Aires, Ariel, 1997.

— *Nación y Estado en Iberoamérica. El lenguaje político en tiempos de la independencia*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2004.

— «The principle of consent in Latin and Anglo-American independence», *Journal of Latin American Studies*, 36, 2004, pp. 563-586.

— *La Ilustración en el Río de la Plata. Cultura eclesiástica y cultura laica durante el Virreinato* [1989], Buenos Aires, Sudamericana, 2007.

CHICOLTE, Ronald H., (ed.), *Protest and Rebellion in Angola and Brazil*, Berkeley, University of California Press, 1972.

CHUST CALERO, Manuel, *La cuestión nacional americana en las Cortes de Cádiz (1810-1814),* Valencia-México, Centro Francisco Tomás y Valiente (UNED-Alzira) - Fundación Instituto Historia Social-UNAM, 1999.

— «El liberalismo doceañista, 1810-1837», en Manuel SUÁREZ CORTINA (ed.), *Las máscaras de la libertad. El liberalismo español, 1808-1950*, Madrid, Marcial Pons, 2003, pp. 77-100.

CHUST CALERO, Manuel, (ed.), *1808: la eclosión juntera en el mundo hispano*, Méxicó, Fondo de Cultura Económica - El Colegio de México, 2007.

— *Las independencias iberoamericanas en su laberinto. Controversias, cuestiones, interpretaciones,* Valencia, Publicaciones de la Universitat de València, 2010.

Chust Calero, Manuel, Serrano, Antonio, (ed.), *Debates sobre las independencias iberoamericanas*, Madrid, Iberoamericana, col. «Ahila» (3), 2007.

Clavero, Bartolomé, «Cortes tradicionales e invención de la Historia de España», en *Las Cortes de Castilla y León, 1188-1988. Actas del Congreso Científico de las Cortes de Castilla y León (León, 26-30 de septiembre de 1988),* Valladolid, Cortes de Castilla y León, 1990, t. I, pp. 147-198.

— «Vocación católica y advocación siciliana de la Constitución española de 1812», en Andrea Romano (ed.), *Alle origine del costituzionalismo europeo*, Messina, Accademia Peloritana dei Pericolanti, 1991.

— *Happy Constitution. Cultura y lengua constitucionales*, Madrid, Trotta, 1997.

— «Intrigas de Trifón y Anastasio: apuestas comunitarias vasca y maya entre prototipo constituyente y palimpsesto constituido», en Id., *Ama llunku, abya yala: constituyencia indígena y código ladino por América,* Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2000, pp. 235-442.

— «Constitución en común entre cultura y escritura: encrucijada gaditana de los fueros vascos», *Notitiae Vasconiae*, 2, 2003, pp. 613-661.

— *Freedom's Law and Indigenous Rights. From Europe's Oeconomy to the Constitutionalism of the Americas*, Berkeley, University of California - Robbins Collection, 2005.

— *El orden de los poderes: historias constituyentes de la Trinidad constitucional*, Madrid, Trotta, 2007.

Clavery, Édouard, *Trois précurseurs de l'indépendance des démocraties sud-américaines : Miranda, Nariño, Espejo*, París, Imprimerie Fernand Michel, 1932.

Clogg, Richard, *A concise history of Greece,* Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

Coatsworth, John H., «Patterns of Rural Rebellion in Latin America: Mexico in Comparative Perspective», en Friedrich Katz (ed.), *Riot, Rebellions, and Revolution. Rural Social Conflict in Mexico*, Princeton, Princeton University Press, 1988, pp. 21-62.

Collier, Simon, *Ideas and Politics of Chilean Independence, 1808-1833*, Cambridge, Cambridge University Press, 1967.

Colmenares, Germán, «La historia de la revolución por José Manuel Restrepo: una prisión historiográfica», en Id. *et alii*, *La Independencia: ensayos de historia social*, Bogotá, Instituto Colombiano de Cultura - Subdirección de Comunicaciones Culturales, 1986, pp. 9-23.

Connaughton, Brian F., *Ideología y sociedad en Guadalajara (1788-1853)*, México, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 1992.

Córdova-Bello, Eleazar, *La independencia de Haití y su influencia en Hispanoamérica*, Caracas, Instituto Panamericano de Geografía e Historia, 1967.

Coronas, Santos, «Las leyes fundamentales del Antiguo Régimen (Notas sobre la constitución histórica española)», *Anuario de Historia del Derecho Español*, 65, 1995, pp. 127-218.

— «La recepción del modelo constitucional inglés como defensa de la constitución histórica propia (1761-1810)», en Andrea Romano (ed.), *Il modelo costituzionale inglese e la sua recezione nell'area mediterranea tra la fine del 700 e la prima metà dell'800,* Milano, Giuffrè, 1998, pp. 615-643.

Correia de Andrade, Manuel, «The Social and Ethnic Significance of the War of the Cabanos», en Ronald H. Chicolte (ed.), *Protest and Resistance in Angola and Brazil: Comparative Studies*, Berkeley, University of California Press, 1972, pp. 91-107.

Costa, Wilma Peres, *A espada de Dâmocles. O exército, a guerra do Paraguai e a crise do Império*, São Paulo - Campinas, Hucitec - Editora da UNICAMP, 1996.

Curcio-Nagy, Linda A., *The Great Festivals of Colonial Mexico City: Performing Power and Identity*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2004.

Deas, Malcolm, «La presencia de la política nacional en la vida provinciana, pueblerina y rural de Colombia en el primer siglo de la república», en Marco Palacios (comp.), *La unidad nacional en América Latina. Del regionalismo a la nacionalidad*, México, El Colegio de México, 1983, pp. 149-173.

Demélas, Marie-Danielle, *La invención política. Bolivia, Ecuador y Perú en el siglo xix*, Lima, IFEA-IEP, 2003.

Demélas, Marie-Danielle, Saint-Geours, Yves, *Jérusalem et Babylone. Politique et religion en Amérique du Sud. L'Équateur, xviiie-xixe siècles*, París, Éditions Recherches sur les civilisations, 1989.

Demélas, Marie-Danielle, Guerra, François-Xavier, *Orígenes de la democracia en España y América. El aprendizaje de la democracia representativa, 1808-1814*, Lima, ONPE - Fondo Editorial del Congreso del Perú, 2008.

Demélas-Bohy, Marie-Danielle, «Pactismo y constitucionalismo en los Andes», en Antonio Annino, Luis Castro Leiva y François-Xavier Guerra (dirs.), *De los imperios a las naciones: Iberoamérica*, Zaragoza, IberCaja, 1994, pp. 495-510.

Di Meglio, Gabriel, *¡Mueran los salvajes unitarios! La Mazorca y la política en tiempos de Rosas*, Buenos Aires, Sudamericana, 2007.

— *¡Viva el bajo pueblo! La plebe urbana de Buenos Aires y la política entre la Revolución de Mayo y el rosismo*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2007.

— «Un ciclo de participación política popular en la ciudad de Buenos Aires, 1806-1842», *Anuario IEHS. Instituto de Estudios Histórico Sociales*, [Tandil], 24, 2009, pp. 253-277.

Di Meglio, Gabriel, (coord.), «Lo revolucionario en las revoluciones de independencia iberoamericana», dossier publicado en la revista *Nuevo Topo. Revista de Historia y Pensamiento Critico,* 3, septiembre-octubre de 2008.

Dolnikhoff, Miriam, *O pacto imperial. Origens do federalismo no Brasil*, São Paulo, Globo, 2005.

«Don Manuel Abad y Queipo», en Juan Hernández y Dávalos, *Historia de la guerra de independencia de México*, México, Instituto Nacional de Estudios Históricos de la Revolución Mexicana, 1985, t. IV, pp. 882-890.

Dym, Jordana, «La soberanía de los pueblos: ciudad e independencia en Centroamérica, 1808-1823», en Jaime E. Rodríguez O. (coord.), *Revolución, independencia y las nuevas naciones de América*, Madrid, Fundación Mapfre Tavera, 2005, pp. 309-338.

— *From Sovereign Villages to National States: City, State and Federation in Central America, 1759-1839,* Albuquerque, University of New Mexico Press, 2006.

— «Soberanía transitiva y adhesión condicional: lealtad e insurrección en el Reino de Guatemala, 1808-1811», *Araucaria,* 9(18), 2007, pp. 196-219.

— «Declarando independencia: La evolución de la independencia centroamericana, 1821-1864», en Antonio Hermosa Andújar y Samuel Schmidt (coords.), *Pensar Iberoamérica*, Buenos Aires, Prometeo Libros, col. «Cuaderno Araucaria» (1), 2009, pp. 43-74.

— «Enseñanza en los jeroglíficos y emblemas: Igualdad y lealtad en Guatemala por Fernando VII (1810)», *Secuencia*, número conmemorativo: 1808-1810, 2009, pp. 75-99.

Echeverri, Marcela, «Popular Royalists, Empire, and Politics in Southwestern New Granada, 1809-1819», *Hispanic American Historical Review*, 91(2), 2011, pp. 237-269.

Entin, Gabriel, *La république en Amérique hispanique. Langages politiques et construction de la communauté au Rio de la Plata, entre monarchie catholique et révolution d'indépendance*, tesis doctoral leída en 2011 en la École des hautes etudes en sciences sociales (inédita).

Espanha, Antonio M., *Panorama histórico da cultura jurídica europeia*, Lisboa - Mem Martins, Publicações Europa-América, 1998.

Estenssoro, Juan Carlos, «Modernismo, estética, música y fiesta: élites y cambio de actitud frente a la cultura popular, Perú 1750-1850», en Henrique Urbano (comp.), *Tradición y modernidad en los Andes*, Cuzco, CBC, 1992, pp. 181-195.

Etchepareborda, Roberto, «Entretelones del proceso carlotino», *Historia*, 8, 1957, pp. 93-116.

— *Felipe Contucci y el carlotismo. 1808-1810,* Rosario, Universidad Nacional de Rosario - Instituto de Investigaciones Históricas, 1960.

— *Política luso-rioplatense, 1810-1812*, Buenos Aires, HCD, 1961.

— *Qué fue el carlotismo*, Buenos Aires, Plus Ultra, 1971.

— «Difusión del carlotismo en los territorios españoles», *Boletín Histórico*, [Caracas], 32, 1973, pp. 228-244.

Étienvre, Françoise, *Rhétorique et patrie dans l'Espagne des Lumières. L'œuvre linguistique d'Antonio de Capmany (1742-1813),* París, Honoré Champion, 2001.

Falcón, Fernando, «Presencia de los planteamientos teóricos de *El Federalista* en los procesos de independencia y construcción de la nacionalidad venezolana (1810-1830)», *Politeia*, 2008, 31(41), pp. 51-82.

— «Federalismo-Venezuela», en Javier Fernández Sebastián (dir.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano*, Madrid, Fundación Carolina - Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales - Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2009, pp. 536-547.

Felice Cardot, Carlos, *La libertad de cultos, polémica suscitada por William Burke*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1959.

Fernández, Ariosto, *Manuel Belgrano y la princesa Carlota Joaquina*, Buenos Aires, Lumen, 1956.

Fernández Albaladejo, Pablo, «Dinastía y comunidad política: el momento de la Patria», en Id. (dir.), *Los Borbones. Dinastía y memoria de nación en la España del siglo xviii*, Madrid, Marcial Pons - Casa de Velázquez, 2001, pp. 485-532.

Fernández Sarasola, Ignacio, «Las alternativas constitucionales en España, 1808-1809», en Roberto Breña (ed.), *En el umbral de las revoluciones hispánicas: el bienio 1808-1810*, México, El Colegio de México - Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2010, pp. 29-66.

Fernández Sebastián, Javier, «Liberalismos nacientes en el Atlántico iberoamericano: "liberal" como concepto y como identidad política, 1750-1850», en Id. (dir.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano*, Madrid, Fundación Carolina - Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales - Centro de Estudios Políticos y Constitucionale, 2009, pp. 695-731.

— «Independencia. Una noción clave de la modernidad atlántica», en Alfredo Ávila, Jordana Dym y Erika Pani (eds.), *Las declaraciones de independencia. Los textos fundamentales de las independencias americanas,* México, El Colegio de México - UNAM, 2013, pp. 41-80.

Fernández Sebastián, Javier, (dir.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano*, t. I: *La era de las revoluciones, 1750-1850*, Madrid, Fundación Carolina - Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales - Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2009.

Ferry, Robert J., *The Colonial Elite of Early Caracas: Formation & Crisis, 1567-1767*, Berkeley, University of California Press, 1989.

Fioravanti, Mauricio, *Los derechos fundamentales. Apuntes de historia de las constituciones,* Madrid, Universidad Carlos III - Trotta, 1996.

— *Constitución: de la Antigüedad a nuestros días*, Madrid, Trotta, 2001.

Fitte, Ernesto, *El motín de las trenzas*, Buenos Aires, Fernández Blanco, 1960.

Florescano, Enrique, «Conclusiones», en Jean Meyer, *Tres levantamientos populares: Pugachóv, Túpac Amaru, Hidalgo*, México, CEMCA-CONACULTA, 1992, pp. 189-194.

Flory, Thomas, *El juez de paz y el jurado en el Brasil imperial. Control social y estabilidad política del nuevo Estado*, México, Fondo de Cultura Económica, 1986.

Fowler, Will, «The Pronunciamiento in Independent Mexico, 1821-1876» [disponible en Internet: http://arts.st-andrews.ac.uk/pronunciamientos/index.php, con su base de datos, http://arts.st-andrews.ac.uk/pronunciamientos/aboutdatabase.php].

Fowler, Will, (coord.), *Presidentes mexicanos*, t. I: *1824-1911*, México, Instituto Nacional de Estudios Históricos de la Revolución Mexicana, Biblioteca INEHRM, 2004.

Fradkin, Raúl, «La experiencia de la justicia: estado, propietarios y arrendatarios en la campaña bonaerense», en VV. AA., *La fuente judicial en la construcción de la memoria*, La Plata, Suprema Corte de Justicia de la Provincia de Buenos Aires, 1999, pp. 145-188.

Frasquet, Ivana, *Las caras del águila. Del liberalismo gaditano a la república federal mexicana, (1820-1824)*, Castelló de la Plana, Universitat Jaume I, 2008.

Furet, François, Halévi, Ran, *La monarchie républicaine. La Constitution de 1791*, París, Fayard, 1996.

Gallant, Thomas W., *Modern Greece,* Londres, Hodder Education, 2001.

Gallo, Klaus, *De la invasión al reconocimiento. Gran Bretaña y el Río de la Plata, 1806-1826*, Buenos Aires, AZ-Editora, 1994.

Gandía, Enrique de, «La Princesa del Brasil, la diplomacia inglesa, y el Reino de Buenos Aires», *Anales de la Sociedad Científica Argentina*, 144, 1947, pp. 68-128.

García Godoy, María Teresa, *Las Cortes de Cádiz y América. El primer vocabulario liberal español y mejicano (1810-1814)*, España, Diputación de Sevilla, col. «Nuestra América» (4), 1998.

García Pelayo, Manuel, *Derecho constitucional comparado,* en Id., *Obras completas*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1991, t. I (3 vols.).

García Pérez, Rafael, *Antes leyes que reyes. Cultura jurídica y constitución política en la Edad Moderna (Navarra, 1512-1808),* Milan, Giuffrè, 2008.

Garrido, Margarita, *Reclamos y representaciones. Variaciones sobre la política en el Nuevo Reino de Granada, 1770-1815*, Bogotá, Banco de la República, 1993.

Garriga, Carlos, «El derecho de prelación: en torno a la construcción jurídica de la identidad criolla», en Luis E. González Vale (coord.), *XIII Congreso del Instituto Internacional de Historia del Derecho Indiano (San Juan, 21-25 de mayo de 2000)*, San Juan, Asamblea Legislativa de Puerto Rico, 2003, t. II, pp. 1085-1128.

— «Las Audiencias: justicia y gobierno de las Indias», en Feliciano Barrios (coord.), *El Gobierno de un mundo. Virreinatos y audiencias en la América hispánica,* Cuenca, Universidad Castilla-La Mancha - Fundación Rafael del Pino, 2004, pp. 711-791.

— «Orden jurídico y poder político en el Antiguo Régimen», *Istor. Revista de Historia Internacional*, 16, 2004, pp. 13-44.

— «Patrias criollas, plazas militares: sobre la América de Carlos IV», en Eduardo Martiré (ed.), *La América de Carlos IV*, Buenos Aires, Instituto de Investigaciones de Historia del Derecho, 2006, pp. 35-130.

Garriga, Carlos, Lorente, Marta, «El juez y la ley: la motivación de las sentencias», en Id. (eds.), *Cádiz 1812. La Constitución jurisdiccional*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2007, pp. 261-312.

Gelman, Jorge, «Crisis y reconstrucción del orden en la campaña de Buenos Aires. Estado y sociedad en la primera mitad del siglo xix», *Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana Dr. Emilio Ravignani*, 3ª serie, 21, 2000, pp. 7-31.

Gisbert, Teresa, *Iconografía y mitos indígenas en el Arte*, La Paz, Gisbert, 1980.

Goldman, Noemí, *Revolución, república, confederación, 1806-1852*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 1998.

— «El concepto de "Constitución" en el Río de la Plata (1750-1850)», *Araucaria. Revista Iberoamericana de Filosofía, Política y Humanidades,* 17, 2007, pp. 169-186.

Goldman, Noemí, Di Meglio, Gabriel, «Pueblo/Pueblos», en Noemí Goldman (ed.), *Lenguaje y revolución. Conceptos políticos clave en el Río de la Plata, 1780-1850*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2008, pp. 131-143.

Gómez Alejandro E., *Fidelidad bajo el viento. Revolución y contrarrevolución en las Antillas francesas (1790-1795)*, México, Siglo XXI, 2004.

Gómez Picón, Alirio, *Páez. Fundador del Estado venezolano,* Bogotá, Ediciones Tercer Mundo, 1978.

González, Julio V., *Filiación histórica del gobierno representativo argentino*, Buenos Aires, Editorial La Vanguardia, 1937 (2 vols.).

González Guinán, Francisco, *Historia contemporánea de Venezuela*, Caracas, Ediciones de la Presidencia, 1954, t. I.

González Suárez, Federico, *Historia general de la República del Ecuador,* Quito, Imprenta del Clero, 1903, t. VII.

Gootenberg, Paul, *Between Sugar and Guano. Commercial Policy and the State in Post-Colonial Peru,* Princeton, Princeton University Press, 1989.

Grases, Pedro, *Preindependencia y emancipación: protagonistas y testimonios*, en t. III d'Id., *Obras completas*, Caracas-Barcelona-México, Editorial Seix Barral, 1981, pp. 189-212.

— *Escritos selectos*, Caracas, Fundacion Biblioteca Ayacucho, 1989.

Griffin, Charles, *The United States and the Disruption of the Spanish Empire, 1810-1822*, Nueva York, Columbia University Press, 1937.

Grimm, Dieter, *Constitucionalismo y derechos fundamentales,* Madrid, Trotta, 2006.

Groussac, Paul, *Santiago de Liniers*, Buenos Aires, Ediciones Estrada, 1943.

Guardino, Peter F., *Peasants, Politics, and the Formation of Mexico's National State. Guerrero, 1800-1857*, Stanford, Stanford University Press, 1996.

— *«The Time of Liberty»: Popular Political Culture in Oaxaca, 1750-1850.* Durham, Duke University Press, 2005.

Guedea, Virginia, «La declaración de independencia de la provincia de Texas (6 de abril de 1813)», en Alfredo Ávila, Jordana Dym y Erika Pani (eds.), *Las declaraciones de independencia. Los textos fundamentales de las independencias americanas,* México, El Colegio de México - UNAM, 2013, pp. 329-356.

Guerra, François-Xavier, «De la política antigua a la política moderna. La revolución de la soberanía)», en François-Xavier Guerra, Annick Lempérière *et alii, Los espacios públicos en Iberoamérica: ambigüedades y problemas. Siglos xviii-xix,* México, CEMCA - Fondo de Cultura Económica, 1988, pp. 109-139.

— «Dos años cruciales (1808-1809)», en Id., *Modernidad e Independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid, Editorial MAPFRE, 1992, pp. 115-148.

— *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid, MAPFRE, 1992; México Fondo de Cultura Económica - MAPFRE, 1993 (2ª ed.)

— «La desintegración de la Monarquía hispánica: revolución de Independencia», en Antonio Annino, Luis Castro Leiva y François-Xavier Guerra (dirs.), *De los imperios a las naciones: Iberoamérica*, Zaragoza, IberCaja, 1994, pp. 195-227.

— «Identidad y soberanía: una relación compleja», en Id. (dir.), *Las revoluciones hispánicas: independencias americanas y liberalismo español*, Madrid, Editorial Complutense, 1995.

— «El pronunciamiento en México: prácticas e imaginarios», *Trace*, 37, junio de 2000, pp. 15-26.

— «"Políticas sacadas de las Sagradas Escrituras". La referencia a la Biblia en el debate político», en Mónica Quijada y Jesús Bustamante (eds.), *Elites intelectuales y modelos colectivos. Mundo ibérico (siglos xvi-xix),* Madrid, CSIC, 2002, pp. 155-198.

Guerra, François-Xavier, Lempérière, Annick, *et alii, Los espacios públicos en Iberoamérica: ambigüedades y problemas. Siglos xviii-xix,* México, CEMCA - Fondo de Cultura Económica, 1988; reed. 1998.

Gutiérrez Ardila, Daniel, *Un nuevo reino. Geografía política, pactismo y diplomacia durante el interregno en Nueva Granada (1808-1816),* Bogotá, Universidad Externado de Colombia, 2010.

Gutiérrez Ardila, Daniel, (comp.), *Las asambleas constituyentes de la independencia. Actas de Cundinamarca y Antioquia (1811-1812)*, Bogotá, Corte Constitucional de Colombia - Universidad Externado de Colombia, 2010.

Gutiérrez Ramos, Jairo, *Los indios de Pasto contra la República (1809-1824)*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, 2007.

Guzmán Pérez, Moisés, *Miguel Hidalgo y el gobierno insurgente en Valladolid*, Morelia, IIH-SDC-UMSNH, col. «El Hombre y su Tiempo» (5), 2003 (2ª ed.).

Halperin Donghi, Tulio, *Revolución y guerra. Formación de una élite dirigente en la Argentina criolla*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1972.

— *Politics, Economics and Society in Argentina in the Revolutionary Period*, Cambridge, Cambridge University Press, 1975.

— *De la Revolución de independencia a la Confederación rosista*, Buenos Aires, Paidós, 1985.

— *Reforma y disolución de los imperios ibéricos, 1750-1850,* Madrid, Alianza, 1985.

— «El letrado colonial como intelectual revolucionario: el deán Funes a través de sus Apuntamientos para una biografía», en Nancy Calvo, Roberto Di Stefano y Klaus Gallo (coords.), *Los curas de la revolución. Vidas de eclesiásticos en los orígenes de la Nación*, Buenos Aires, Emecé, 2002, pp. 35-57.

HAMILTON, Alexander, MADISON, James, JAY, John, *The Federalist Papers*, Nueva York, Penguin Books, 2003.

HAMNETT, Brian R., «Royalist Counter-Insurgency and the Continuity of Rebellion. Guanajuato and Michoacán, 1813-1820», *Hispanic American Historical Review*, 62(1), febrero de 1982, pp. 19-48.

— «Factores regionales en la desintegración del régimen colonial en la Nueva España: el federalismo de 1823-1824», en Inge BUISSON, Günter KAHLE y Hans-Joachim KÖNIG (eds), *Problemas de la formación del Estado y de la Nación en Hispanoamérica,* Bonn, Inter Nationes, 1984, pp. 305-317.

— «Popular Insurrection and Royalist Reaction: Colombian Regions, 1810-1823», en John R. FISHER, Allan J. KUETHE y Anthony MCFARLANE (eds.), *Reform and Insurrection in Bourbon New Granada and Peru*, Baton Rouge, University of Louisiana Press, 1990, pp. 292-326.

— *Raíces de la insurgencia en México. Historia regional, 1750-1824*, México, Fondo de Cultura Económica, 1990.

— «La Reforma, 1855-1876: una respuesta liberal a los problemas del México independiente», en Josefina Zoraida VÁZQUEZ (coord.), *Interpretaciones del periodo de Reforma y Segundo Imperio*, México, Grupo Editorial Patria, 2007, pp. 69-110.

— *La política española en una época revolucionaria, 1790-1820*, México, Fondo de Cultura Económica, 2011 (2ª ed.).

— *Revolución y contrarrevolución en México y el Perú. Liberales, realistas y separatistas, 1800-1824,* México, Fondo de Cultura Económica, 2011 (2ª ed.).

HANKINS, James, «Exclusivist Republicanism and the Non-Monarchical Republic», *Political Theory*, 38(4), 2010, pp. 452-482.

HÉBRARD, Véronique, *Le Venezuela indépendant. Une nation par le discours (1808-1830)*, París, L'Harmattan, 1996.

— «Opinión pública y representación en el Congreso Constituyente de Venezuela (1811-1812)», en François-Xavier GUERRA, Annick LEMPÉRIÈRE *et alii, Los espacios públicos en Iberoamérica: ambigüedades y problemas. Siglos XVIII-XIX,* México, CEMCA - Fondo de Cultura Económica, 1998, pp. 196-224.

HÉBRARD Véronique, VERDO, Geneviève, «L'imaginaire patriotique américain au miroir de la Conquête espagnole», *Histoire et sociétés de l'Amérique latine*, 15, 2002, pp. 39-84.

HELG, Aline, *Liberty and Equality in Caribbean Colombia, 1770-1835*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2004.

HELSEN, Silke, (coord.), *Constitución, poder y representación. Dimensiones simbólicas del cambio político en la época de la Independencia mexicana*, Madrid-Frankfurt-México, Iberoamericana - Vervuert - Bonilla Artigas, 2011.

HERZOG, Tamar, «La vecindad: entre condición formal y negociación continua. Reflexiones en torno a las categorías sociales y las redes personales», *Anuario del IEHS*, 15, 2000, pp. 1231-1246.

Hespanha, António Manuel, *Vísperas del Leviatán: instituciones y poder político (Portugal, siglo xvii),* trad. española de Fernando Jesús Bouza Álvarez, Madrid, Taurus, 1989.

— «"Dignitas numquam moritur". On a durabilidade do poder no Antigo Regime», en Aquilino Iglesia Ferreirós, *Centralismo y autonomismo en los siglos xvi-xvii. Homenaje al profesor Jesús Lalinde Abadía,* Barcelona, Universitat de Barcelona, 1990, pp. 445-455.

— «El espacio político», en Id., *La gracia del Derecho. Economía de la cultura en la Edad Moderna,* Madrid, CEC, 1993, pp. 85-121.

— *Panorama histórico da cultura jurídica européia*, Mem Martins, Publicações Europa-América, 1998.

— «Qu'est-ce que la "Constitution" dans les monarchies ibériques de l'époque moderne ?», *Themis. Revista de Direito*, 1(2), 2000, pp. 5-18.

— «Um poder pouco mais que simbólico: juristas e legisladores em luta pelo poder de dizer o direito», en Ricardo Marcelo Fonseca y Airton Cerqueira Leite Seelaender (eds.), *História do Direito em perspectiva. Do Antigo Regime à Modernidade*, Curitiba, Juruá, 2008.

Hocquellet, Richard, «Los reinos en orfandad: la formación de las Juntas Supremas en España en 1808», en Marta Terán y José Antonio Serrano Ortega (eds.), *Las guerras de independencia en la América española*, Zamora, El Colegio de Michoacán - Instituto Nacional de Antropología e Historia - Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo -Instituto de Investigaciones Históricas, 2002, pp. 23-32.

— *La revolución, la política moderna y el individuo. Miradas sobre el proceso revolucionario en España (1808-1835)*, Cádiz, Prensas Universitarias de Zaragoza, 2011.

Hontanilla, Ana, *El gusto de la razón. Debates de arte y moral en el siglo xviii español*, Madrid-Frankfurt, Iberoamericana-Vervuert, 2010.

Howe, Daniel Walker, *What Hath God Wrought. The Transformation of America, 1815-1848*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

Iberconceptos, dossier publicado en la revista *Jahrbuch für Geschichte Lateinamerikas*, 45, 2008, pp. 1-296.

Interpreting the Declaration of Independence by Translation. *Actas de la mesa redonda* publicadas en la revista *Journal of American History*, 85(4), marzo de 1999 [disponible en Internet: http://chnm.gmu.edu/declaration/].

Iñurritegui Rodríguez, José María, *La gracia y la república. El lenguaje político de la teología católica y el «Príncipe Cristiano» de Ribadeneyra*, Madrid, Universidad Nacional de Educación a Distancia, 1998.

— *Gobernar la ocasión. Preludio político de la Nueva Planta de 1707*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2008.

Iriye, Akira, *From Nationalism to Internationalism. US Foreign Policy to 1914*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1977.

Irurozqui, Marta, «El sueño del ciudadano. Sermones y catecismos políticos en Charcas tardocolonial», en Mónica Quijada y Jesús Bustamante (eds.) *Elites intelectuales y modelos colectivos. Mundo ibérico (siglos xvi-xix),* Madrid, CSIC, 2003, pp. 219-249.

— «De cómo el vecino hizo al ciudadano en Charcas y de cómo el ciudadano conservó al vecino en Bolivia, 1808-1830», en Jaime E. Rodríguez O. (ed.), *Revolución, independencia y las nuevas naciones de América*, Madrid, Fundación Mapfre Tavera, 2005, pp. 451-484.

— «Del "Acta de los Doctores" al "Plan de Gobierno". Las Juntas en la Audiencia de Charcas (1808-1810)», en Manuel Chust (ed.), *1808: la eclosión juntera en el mundo hispano,* México, Fondo de Cultura Económica - El Colegio de México, 2007, pp. 192-226.

Izard, Miguel, *El miedo a la revolución: La lucha por la libertad en Venezuela (1777-1830)*, Madrid, Tecnos, 1979.

— «La Nouvelle Grenade (1777-1821)», en Christian Hermann (dir.) *Les révolutions dans le monde ibérique (1766-1834) : soulèvement national et révolution libérale, état des questions*, Bordeaux, CNRS - Presses universitaires de Bordeaux, 1991, t. II, pp. 229-280.

Jancscó, István, (ed.), *Brasil: formação do Estado e da Nação*, São Paulo - Ijuí, Editora Hucitec - Editora Unijuí, 2003.

Janik, Dieter, «Ilustración y neoclasicismo en Hispanoamérica: reflexiones sobre su interrelación», en Karl Kohut y Sonia Rose (dirs.), *La formación de la cultura virreinal. III. El siglo xviii,* Madrid-Francfort, Iberoamericana-Vervuert, 2006, pp. 59-65.

Jensen, Merrill, *The Articles of Confederation: an interpretation of the social-constitutional history of the American Revolution, 1774-1781* [1940], Madison, University of Wisconsin Press, 1963.

Jijón y Caamaño, Jacinto, *Quito y la independencia de América*, Quito, Universidad Central, 1922.

Jonhson, John, *A Hemisphere Apart. The Foundations of the United States Policy toward Latin America*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1990.

Juárez Nieto, Carlos, *El proceso político de la independencia en Valladolid de Michoacán, 1808-1821*, Morelia, SDC-IIH, UMSNH, CRM-INAH, 2008.

Just Lleó, Estanislao, *Comienzo de la independencia en el Alto Perú. Los sucesos de Chuquisaca*, *1809*, Sucre, Editorial Judicial, 1994.

Katz, Friedrich, (ed.), *Riot, Rebellions, and Revolution. Rural Social Conflict in Mexico*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

Keeding, Ekkehart, *Surge la nación. La Ilustración en la Audiencia de Quito*, Quito, Banco Central del Ecuador, 2005.

Keller, William, *The Nation's Advocate. Henry Marie Brackenridge and Young America*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1956.

Koerner, Andrei, *Judiciário e cidadania na constituição da República brasileira*, São Paulo, Hucitec - Departamento de Ciência Política (USP), 1998.

Koselleck, Reinhart, *Futuro pasado. Para una semántica de los tiempos históricos*, Barcelona, Paidós, 1993.

Kraay, Hendrik, «Identidades raciais na política, Bahia, 1790-1840: o caso dos Henriques», en István Jancscó (ed.), *Brasil: formação do Estado e da Nação*, São Paulo - Ijuí, Editora Hucitec - Editora Unijuí, 2003, pp. 521-546.

Krynen, Jacques, *L'idéologie de la magistrature ancienne*, París, Gallimard, 2009.

La Parra, Emilio *El primer liberalismo español y la Iglesia. Las Cortes de Cádiz*, Alicante, Instituto de Estudios Juan Gil Albert, 1985.

Landavazo, Marco Antonio, «La sacralización del rey. Fernando VII, la insurgencia novohispana y el derecho divino de los reyes», *Revista de Indias,* 61(221), 2001, pp. 67-90.

— *La máscara de Fernando VII. Discurso e imaginario monárquico en una época de crisis: Nueva España, 1808-1822*, México, El Colegio de México - Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo - El Colegio de Michoacán, 2001.

Lara, Darío, «Eugenio Espejo. La influencia francesa en el escritor y el precursor», *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, [Quito], 73(155-156), 1990, pp. 11-49.

Lasso, Marixa, *Myths of Harmony: Race and Republicanism during the Age of Revolution, Colombia, 1795-1831*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2007.

— «Los grupos afro-descendientes y la independencia: ¿un nuevo paradigma historiográfico?», en *Les empires du monde atlantique en révolution. Colloque international (Paris, 28-30 juin 2010)* [inédito].

Lázaro Carreter, Fernando, «Ignacio de Luzán y el Neoclasicismo», *Universidad,* [Zaragoza], 37, 1960, pp. 48-70.

Leal Curiel, Carole, «Tensiones republicanas: De patriotas, aristócratas y demócratas. La Sociedad Patriótica de Caracas», en Guillermo Palacios (coord.), *Ensayos sobre la «nueva» historia política en América Latina, siglo xix*, México, El Colegio de México, 2007, pp. 231-264.

— «¿Radicales o timoratos? La declaración de la Independencia absoluta como una acción teórica-discursiva (1811)», *Politeia*, 31(40), enero-junio de 2008, pp. 1-18.

— «Imaginario político republicano de la provincia de Venezuela (1808-1812)», *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, 35, 2008, pp. 311-335.

— «De los muchos uno: El federalismo en el espacio iberoamericano»; «Federalismo (Argentina-Río de la Plata, Brasil, Chile, Colombia-Nueva Granada, España, México-Nueva España, Perú, Portugal y Venezuela)», en Javier Fernández Sebastián (dir.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano*, Madrid, Fundación Carolina - Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales - Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2009, pp. 423-548.

— «El Congreso General de Venezuela, 1811-1812: Disyuntivas de la Confederación», en *Libro de actas del Supremo Congreso de Venezuela, 1811-1812*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, Colección Bicentenario de la Independencia, 2011, t. I, pp. 9-109 (estudio preliminar).

Lemoine Villicaña, Ernesto, «Zitácuaro, Chilpancingo y Apatzingán: tres grandes momentos de la insurgencia mexicana», *Boletín del Archivo General de la Nación*, segunda serie, [México], 4(3), 1963, pp. 395-707.

— «Fray Vicente de Santa María, boceto de un insurgente olvidado», *Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México*, México, UNAM, 1965, t. I, pp. 63-124.

— *Morelos. Su vida revolucionaria a través de sus escritos y de otros testimonios de la época*, México, UNAM, 1965.

— *Morelos y la revolución de 1810*, México, UNAM, 1990.

Lempérière, Annick, «La recepción negativa de una gran idea: el absolutismo en Nueva España en la segunda mitad del siglo xviii», en Mónica Quijada y Jesús Bustamante (eds.), *Elites intelectuales y modelos colectivos. Mundo ibérico (siglos xvi-xix),* Madrid, CSIC, 2002, pp. 199-218.

— *Entre Dieu et le roi, la République. Mexico xvie-xixe siècles*, París, Les Belles Lettres, 2004.

Lipsky, George Arthur, *John Quincy Adams. His Theory and Ideas*, Nueva York, Thomas Y. Crowell, 1950.

Lobato, Mirta, *La revolución de los restauradores*, Buenos Aires, CEAL, 1983.

Lomné, Georges, *Le lis et la grenade : mise en scène et mutation imaginaire de la souveraineté à Quito et Santafé de Bogotá (1789-1830)*, tesis doctoral leída en 2003 en la Universidad de Marne-la-Vallée (inédita).

— «Du bon goût à l'esprit de révolution : le "recouvrement de l'Antiquité" dans la vice-royauté de Nouvelle-Grenade (1779-1794)», en *Révolutions,* dossier publicado en el nº 11 (enero de 2006) de *Travaux et recherches de l'UMLV*, pp. 75-90.

Lopes, Jose Reinaldo de Lima, «Governo misto e abolição de privilégios: criando um Judiciário no Império», en Cecília Helena de Salles Oliveria, Vera Lúcia Nagig Bittencourt y Wilma Peres Costa (eds.), *Soberania e conflito: configurações do Estado nacional no Brasil do século xix*, São Paulo, Editora Hucitec, 2010, pp. 149-184.

Lopes, Jose Reinaldo de Lima, (ed.), *O Supremo Tribunal de Justiça do Império, 1828-1889*, São Paulo, Saraiva, 2010.

López, Vicente Fidel, *Historia de la República Argentina*, Buenos Aires, Sopena, 1957.

Lorente, Marta, *Las infracciones a la Constitución de 1812. Un mecanismo de defensa de la Constitución,* Madrid, CEC, 1987.

— «El juramento constitucional», en Carlos Garriga y Marta Lorente, *Cádiz 1812. La Constitución jurisdiccional,* Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2007, pp. 73-118.

— «División de poderes y contenciosos de la administración: una breve historia comparada», en Carlos Garriga (ed.), *Historia y Constitución. Trayectos del constitucionalismo hispano*, México, CIDE - Instituto Mora - El Colegio de Michoacán - ELD - Hicoes - El Colegio de México, 2010, pp. 307-345.

— «Esencia y valor del constitucionalismo gaditano (Nueva España: 1808-1821)», en Antonio Annino (coord.), *La revolución novohispana 1808-1821,* México, Centro de Investigación y Docencia Económica - Fondo de Cultura Económica, 2010, pp. 293-383.

Lucena Salmoral, Manuel, «El reformismo despotista en la Universidad de Quito», *Cuadernos del Instituto Antonio de Nebrija*, 2, 1999, pp. 59-82.

Lynch, John, *Juan Manuel de Rosas (1829-1852). Argentine Dictator,* Oxford, Oxford University Press, 1981.

— *The Spanish American Revolutions, 1808-1826*, Nueva York, Norton & Company, 1986 (2ª ed.).

— *Las revoluciones hispanoamericanas, 1808-1826*, Barcelona, Ariel, 1989.

— *Caudillos and Politics in Spanish America, 1800-1850*, Oxford, Oxford University Press, 1992.

Mac Evoy, Carmen, *Homo politicus: Manuel Pardo, la política peruana y sus dilemas, 1871-1878*, Lima, Instituto Riva-Agüero - PUCP, 2007.

Mac Ilwain, Charles H., *Constitucionalismo antiguo y moderno,* Madrid, CEC, 1991.

Maier, Pauline, *American Scripture: Making the Declaration of Independence*, Nueva York, Knopf, 1997.

Maire, Catherine, *De la cause de Dieu à la cause de la Nation. Le jansénisme au xviiie siècle*, París, Gallimard, 1998.

Manent, Pierre, *La cité de l'homme*, París, Flammarion, 1994.

Marquese, Rafael, Tomich, Dale, «O Vale do Paraíba escravista e a formação do mercado mundial do café no século xix», en Keila Grinberg y Ricardo Salles (eds.), *O Brasil Imperial,* t. II: *1831-1870*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2011, pp. 339-383.

Márquez, Lourdes, *La desigualdad ante la muerte en la ciudad de México*, México, Siglo XXI, 1994.

Martín-Valdepeñas Yagüe, Elisa, Sánchez Hita, Beatriz, Castells Oliván, Irene, Fernández García, Elena, «Una traductora de Mably en el Cádiz de las Cortes: la marquesa de Astorga», *Historia Constitucional*, 10, 2009, pp. 63-136.

Martínez Peñaloza, María Teresa, (ed.), *Morelos y el poder judicial de la Insurgencia mexicana,* Morelia, STJEM, 1997.

Martínez Ruiz, Enrique, Gil Muñoz, Margarita, *La Iglesia española contra Napoleón. La guerra ideológica*, Madrid, Actas, 2010.

Martiré, Eduardo, *Las Audiencias y la Administración de Justicia en las Indias,* Madrid, UAM, 2005.

Mattos, Ilmar Rohloff de, «La experiencia del Imperio del Brasil», en Antonio Annino, Luis Castro Leiva y François-Xavier Guerra (dirs.), *De los imperios a las naciones: Iberoamérica*, Zaragoza, IberCaja, 1994.

— *O tempo saquarema. A formação do Estado imperial*, Rio de Janeiro, Access Editora, 1999.

McFarlane, Anthony, «Building Political Order: The "First Republic" in New Granada, 1810-1815», en Eduardo Posada Carbó (ed.), *In Search of a New Order: Essays on the Politics and Society of Nineteenth-Century Latin America*, Londres, Institute of Latin American Studies - University of London, 1998, pp. 8-33.

Mínguez, Víctor, «Fernando VII. Un rey imaginado para una nación inventada», en Jaime E. Rodríguez O. (coord.), *Revolución, independencia, y las nuevas naciones de América*, Madrid, Fundación Mapfre Tavera, 2005, pp. 193-213.

Miquel i Vergés, José María, *Diccionario de insurgentes*, México, Porrúa, 1980.

Mitre, Bartolomé, *Historia de Belgrano y la independencia Argentina*, Buenos Aires, Estrada, 1947.

Moatti, Claudia, *La Raison de Rome. Naissance de l'esprit critique à la fin de la République*, París, Seuil, 1997.

Molina Martínez, Miguel, «Presencia del clero en la Revolución Cuzqueña de 1814: ideas y actitudes de Francisco Carrascón», *Revista Complutense de Historia de América*, [Madrid], 36, 2010, pp. 209-231.

Moliner Prada, Antonio, «El movimiento juntero en la España de 1808», en Manuel Chust (ed.), *1808: la eclosión juntera en el mundo hispano*, México, Fondo de Cultura Económica - El Colegio de México, 2007, pp. 51-83.

Mongey, Vanessa, «The pen and the sword: print in the revolutionary Caribbean», en Clément Thibaud, Gabriel Entin, Alejandro E. Gómez Pernía y Federica Morelli (eds.), *Les empires du monde atlantique en révolution* (en prensa).

Montenegro, Carlos, *Nacionalismo y coloniaje*, La Paz, Biblioteca Paceña, 1953 (3ª ed.).

Morelli, Federica, «La publicación y el juramento de la constitución de Cádiz en Hispanoamérica. Imágenes y valores (1812-1813)», en Johannes-Michael Scholz y Tamar Herzog (eds.), *Observation and Communication: The construction of Realities in the Hispanic World*, Frankfurt, Vittorio Klostermann, 1997, pp. 133-176.

— *Territorio o Nazione. Riforma e dissoluzione dello spazio imperiale in Ecuador, 1765-1830*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2001.

— «Entre el Antiguo y el Nuevo Régimen. El triunfo de los cuerpos intermedios. El caso de la Audiencia de Quito, 1765-1830», *Historia y Política. Ideas, Procesos y Movimientos Sociales*, 10, 2003, pp. 165-189; reed. en *Procesos. Revista Ecuatoriana de Historia*, 21, 2º semestre de 2004, pp. 89-113.

— *Territoire ou nation ? Équateur, 1765-1830. Réforme et dissolution de l'espace impérial*, París, L'Harmattan, 2005.

— «Tras las huellas perdidas de Filangieri: nuevas perspectivas sobre la cultura política constitucional en el Atlántico hispánico», *Historia Contemporánea*, 33, 2006, pp. 431-461.

— «Le créolisme dans les espaces hispano-américains : de la controverse coloniale aux mystifications de l'histoire», *Storica*, 48, 2010, pp. 57-82.

Moreno, Gabriel René, *Últimos días coloniales en el Alto Perú*, Buenos Aires, Editorial Jackson, 1945.

Múnera, Alfonso, *El fracaso de la nación: región, clase y raza en el Caribe colombiano (1717-1810)*, Bogotá, Banco de la República - El Áncora, 1998.

— *Fronteras imaginadas: la construcción de las razas y de la geografía en el siglo XIX colombiano*, Bogotá, Editorial Planeta Colombiana, 2005.

Muñoz de Bustillo, Carmen, «De Corporación a Constitución: Asturias en España», *Anuario de Historia del Derecho Español,* 65, 1995, pp. 321-403.

Muñoz Oráa, Carlos E., *Los comuneros de Venezuela: una rebelión popular de pre-independencia*, Mérida, Universidad de los Andes, 1971.

Murray Forbes, John, *Once años en Buenos Aires (1820-1831)*, Buenos Aires, Emecé, 1936.

Myers, Jorge, «El letrado patriota: los hombres de letras hispanoamericanos en la encrucijada del colapso del imperio español en América», en Carlos Altamirano y Jorge Myers (ed.), *Historia de los intelectuales en América Latina*, Buenos Aires, Katz, 2008, t. I, pp. 121-144.

Nieto Soria, José Manuel, *Medievo constitucional. Historia y mito político en los orígenes de la España contemporánea (ca. 1750-1814),* Madrid, Akal, 2007.

Nogueira de Azevedo, Francisca, *Carlota Joaquina na corte do Brasil*, Río de Janeiro, Civilizacao Brasileira, 2002.

— «Carlota Joaquina, a construçao de uma personagem», *Niteroi*, 3(2), 2003, pp. 81-89.

— «Carlota Joaquina na historiografia latino-americana», *Anais Eletronicos do VI Encontro da ANPHLAC,* Maringá, 2004 [disponible en Internet: http://anphlac.org/upload/anais/encontro6/francisca_azevedo.pdf].

— *Carlota Joaquina. Cartas inéditas*, Río de Janeiro, Casa da Palabra, 2008.

Núñez Sánchez, Jorge, «Las ideas políticas y sociales de José Mejía Lequerica», en Id. (coord.), *Mejía. Portavoz de América (1775-1813)*, Quito, FONSAL, 2008, pp. 17-63.

Núñez Sánchez, Jorge, (coord.), *Mejía. Portavoz de América (1775-1813)*, Quito, FONSAL, 2008.

Ocampo López, Javier, *El proceso ideológico de la emancipación. Las ideas de génesis, la independencia, futuro e integración en los orígenes de Colombia*, Bogotá, Instituto Colombiano de Cultura, 1982.

Olveda, Jaime, *Gordiano Guzmán. Un cacique del siglo xix*, México, Centro Regional de Occidente - SEP-INAH, 1980.

Ortega, Francisco, «Ni nación ni parte integral. "Colonia", de vocablo a concepto en el siglo xviii iberoamericano», *Prismas. Revista de Historia Intelectual*, 15, 2011, pp. 11-29.

Ortemberg, Pablo, *Rituel et pouvoir : sens et usages des liturgies civiques. De la Vice-royauté du Pérou à l'orée de la République (Lima, 1735-1828)*, tesis doctoral leída en 2009 en la École des hautes études en sciences sociales (inédita).

Ortiz Escamilla, Juan, «Calleja, el gobierno de la Nueva España y la Constitución de 1812», *Revista de Investigaciones Jurídicas*, 20, 1996, pp. 405-448.

— *Guerra y gobierno. Los pueblos y la independencia de México*, Sevilla-México, Universidad de Sevilla - Universidad de la Rábida, El Colegio de México - Instituto Mora, 1997.

— «La nacionalización de las fuerzas armadas en México, 1750-1786», en Manuel Chust y Juan Marchena (eds), *Las armas de la nación. Independencia y ciudadanía en Hispanoamérica (1750-1850)*, Madrid-Frankfurt, Iberoamericana-Vervuert, 2007, pp. 291-323.

Osorio, Alejandra, «The King in Lima: Simulacra, Ritual and Rule in Seventeenth Century Peru», *The Hispanic American Historical Review*, 84(3), 2004, pp. 447-474.

Pagden, Anthony, «From Noble Savages to Savage Nobles: the Criollo Uses of the Amerindian past», en Id., *Spanish Imperialism and the Political Imagination. Studies in European and Spanish-American Social and Political Theory (1513-1830)*, New Haven -Londres, Yale University Press, 1990.

— *Spanish Imperialism and the Political Imagination. Studies in European and Spanish-American Social and Political Theory (1513-1830)*, New Haven - Londres, Yale University Press, 1990.

Palacios, Guillermo, (coord.), *Ensayos sobre la "nueva" historia política de América Latina, siglo xix*, México, El Colegio de México, 2007.

Palacios, Marco, (comp.), *La unidad nacional en América Latina. Del regionalismo a la nacionalidad*, México, El Colegio de México, 1983.

Paladines Escudero, Carlos, *Pensamiento ilustrado ecuatoriano*, Quito, Banco Central del Ecuador - Corporación Editora Nacional, 1981.

— *El movimiento ilustrado y la independencia de Quito*, Quito, FONSAL, 2009.

Palti, Elías, *El tiempo de la política. El siglo xix reconsiderado*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2007.

Park, James William, *Rafael Núñez and the Politics of Colombian Regionalism, 1863-1886*, Baton Rouge, University of Louisiana Press, 1985.

Parra Pérez, Caracciolo, *Historia de la Primera República de Venezuela*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1992.

Parsons Horne, Carlos, *Biografía del coronel Dorrego*, Buenos Aires, Coni, 1922.

Paz, Luis, *Historia General del Alto Perú hoy Bolivia*, Sucre, Imprenta Bolívar, 1919.

Peralta Ruiz, Víctor, «Las razones de la fe. La Iglesia y la Ilustración en el Perú, 1750-1800», en Scarlett O'Phelan Godoy (dir.), *El Perú en el siglo xviii. La era borbónica*, Lima, Instituto Riva Agüero, 1999, pp. 177-204.

— *En defensa de la autoridad. Política y cultura bajo el gobierno del virrey Abascal, Perú 1806-1816*, Madrid, CSIC - Instituto de Historia, 2002.

— *La independencia y la cultura política peruana, 1808-1821*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos - Fundación M. J. Bustamante de la Fuente, 2010.

Perelman, Chaïm, *L'Empire rhétorique. Rhétorique et argumentation,* París, J. Vrin, 2009.

Pérez, Mariana, *En busca de mejor fortuna. Los inmigrantes españoles en Buenos Aires desde el Virreinato a la Revolución de Mayo*, Buenos Aires, Prometeo - Universidad Nacional de General Sarmiento, 2010.

Pérotin-Dumon, Anne, «Les Jacobins des Antilles ou l'esprit de liberté dans les Iles-du-Vent», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 35(2), 1988, pp. 275-304.

— *La ville aux îles, la ville dans l'île : Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, 1650-1820*, París, Karthala, 2000.

Pietschmann, Horst, *Las reformas borbónicas y el sistema de intendencias en Nueva España. Un estudio político administrativo,* México, Fondo de Cultura Económica, 1996.

Pimenta, João Paulo G., *Brasil y las independencias de Hispanoamérica*, Castelló de la Plana, Universitat Jaume I, 2007.

Piqueras, José Antonio, «Revolución en ambos hemisferios: común, diversa(s), confrontada(s)», *Historia Mexicana,* 58(1), 2008, pp. 31-98.

Pocock, John G. A., *The Machiavellian moment: Florentine political thought and the Atlantic republican tradition*, Princeton, Princeton University Press, 1975.

Polo Acuña, José, *Etnicidad, conflicto social y cultura fronteriza en la Guajira (1700-1850)*, Bogotá - Cartagena de Indias, Universidad de los Andes - Facultad de Ciencias Sociales-Ceso - Observatorio del Caribe Colombiano - Ministerio de Cultura, 2005.

Ponce Ribadeneira, Alfredo, *Quito: 1809-1812, según los documentos del Archivo Nacional de Madrid*, Madrid, Imprenta Juan Bravo, 1960.

Portillo Valdés, José María, *Monarquía y gobierno provincial. Poder y constitución en las provincias vascas (1760-1808)*, Madrid, CEPC, 1991.

— «Algunas reflexiones sobre el debate regalista del setecientos como precipitado histórico del área católica», en Chiara Continisio y Cesare Mozzarelli (eds.), *Repubblica e Virtù. Pensiero politico e Monarchia Cattolica fra xvi e xvii secolo*, Roma, Bulzoni Editore, 1995, pp. 93-108.

— «¿Existía una antigua constitución española? El debate sobre el modelo inglés en España, 1808-1812», en Andrea Romano (ed.), *Il modello costituzionale inglese e la sua recezione nell'area mediterranea tra la fine del 700 e la prima metà dell'800. Atti del seminario internazionale di studi in memoria di Francisco Tomás y Valiente (Messina, 14-16 novembre 1996),* Milán, Giuffrè, 1998, pp. 545-585.

— «La libertad entre Evangelio y Constitución. Notas para el concepto de libertad política en la cultura española de 1812», en José María Iñurritegui y José María Portillo (eds.), *Constitución en España: orígenes y destinos*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 1998, pp. 139-177.

— *Revolución de nación. Orígenes de la cultura constitucional en España, 1780-1812*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2000.

— *Crisis atlántica. Autonomía e independencia en la crisis de la monarquía hispana*, Madrid, Marcial Pons - Fundación Carolina, 2006.

— *El sueño criollo: la formación del doble constitucionalismo en el País Vasco y Navarra,* San Sebastián, Nerea, 2006.

— «De la monarquía católica a la nación de los católicos», *Historia y Política. Ideas, Procesos y Movimientos Sociales*, 17, 2007, pp. 17-35.

— «Crisis e independencias. España y su monarquía», *Historia Mexicana,* 58(1), 2008, pp. 99-134.

— «La constitución en el Atlántico hispano, 1808-1824», *Fundamentos*, 6, 2010, pp. 123-178.

Posada Carbó, Eduardo, (ed.), *In Search of a New Order: Essays on the Politics and Society of Nineteenth-Century Latin America*, Londres, Institute of Latin American Studies, 1998.

Probst, Juan, *Juan Baltasar Maziel. El maestro de la generación de mayo*, Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires, 1946.

Quijada, Mónica, «Sobre "nacion", "pueblo", "soberanía" y otros ejes de la modernidad en el mundo hispánico», en Jaime E. Rodríguez O. (ed.), *Las nuevas naciones. España y México, 1800-1850*, Madrid, Mapfre, 2008, pp. 19-51.

Rakove, Jack, «Articles of Confederation», en Jack Greene (ed.), *Encyclopedia of American Political History*, Nueva York, Charles Scribner's Sons, 1984.

Ramón, Gabriel, «Urbe y orden: evidencias del reformismo borbónico en el tejido limeño», en Scarlett O'Phelan Godoy (dir.), *El Perú en el siglo xviii. La era borbónica*, Lima, Instituto Riva Agüero, 1999, pp. 295-324.

Rey, Juan Carlos, «El pensamiento político en España y sus provincias americanas durante el despotismo ilustrado (1759-1808)», en Juan Carlos Rey *et alii*, *Gual y España: la independencia frustrada*, Caracas, Fundación Empresas Polar, Colección Bicentenario de la Independencia, 2007, pp. 43-161.

Rieu-Millan, Marie Laure, *Los diputados americanos en las Cortes de Cádiz. Igualdad o independencia*, Madrid, CSIC, 1990.

Rippy, James Fred, *Rivalry of the United States and Great Britain over Latin America, 1808-1830*, Nueva York, Octagon Books, 1964 (2ª ed.).

Riva-Agüero, José de la, «Don José Baquijano y Carrillo», *Boletín del Museo Bolivariano*, 1(12), agosto de 1929, pp. 456-484.

Roberts, John Morris, Cobb, Richard Charles, (eds.), *French Revolution. Documents*, Oxford, Oxford University Press, 1966, t. I.

Robson, Martin, *Britain, Portugal and South America in the Napoleonic Wars: Alliances and Diplomacy in Economic Maritime Conflict*, Londres, I. B. Tauris, 2011.

Roca, José Luis, *1809. La revolución de la Audiencia de Charcas en Chuquisaca y La Paz*, La Paz, Plural Editores, 1998.

— *Ni con Lima ni con Buenos Aires. La formación de un Estado nacional en Charcas*, Lima, IFEA - Plural Editores, 2007.

Rodríguez, Mario, «*William Burke» and Francisco de Miranda. The World and the Deed in Spanish America's Emancipation*, Lanham - Nueva York - Londres, University Press of America, 1994.

Rodríguez Iturbe, José, *Génesis y desarrollo de la ideología bolivariana desde la pre-emancipación hasta Jamaica*, Caracas, Imprenta del Congreso de la República, 1973.

Rodríguez Moya, Inmaculada, (coord.), *Arte, poder e identidad en Iberoamérica: de los virreinatos a la construcción nacional,* Barcelona, Universitat Jaume I, 2008.

Rodríguez O., Jaime E., «Sobre la supuesta influencia de la independencia de los Estados Unidos en las independencias hispanoamericanas», *Revista de Indias*, 70, 2010, pp. 691-714.

— *La independencia de la América española*, México, Fondo de Cultura Económica, 2008.

Rojas, Rafael, *Las repúblicas de aire: utopía y desencanto en la revolución de Hispanoamérica*, Madrid, Taurus, 2009.

Rosanvallon, Pierre, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, París, Le Seuil, 1979.

— *L'État en France de 1789 à nos jours*, París, Seuil, 1990.

Rossignol, Marie-Jeanne, «A "Black Declaration of Independence"? War, Republics and Race in the United States of America, 1775-1787», en Pierre Serna, Judith Miller *et alii*, *War and Republic: Dangerous Liaisons*, Londres, MacMillan, 2012.

Rubio, Julián María, *La infanta Carlota Joaquina y la política de España en América (1808-1812)*, Madrid, Imprenta de Estanislao Maestre, Biblioteca de Historia Hispanoamericana (1), 1920.

Rubio Pobes, Coro, *Fueros y constitución: la lucha por el control del poder (País Vasco, 1808-1868)* Bilbao, Universidad del País Vasco, 1997.

Sabato, Hilda, (coord.), *Ciudadanía política y formación de las naciones. Perspectivas históricas de América Latina*, México, Fondo de Cultura Económica - Fideicomiso Historia de las Américas, 1999.

Salvador Lara, Jorge, «El Doctor Espejo, la revolución Francesa de 1789 y la Revolución de Quito de 1809», *Jahrbuch für Geschichte Lateinameikas,* [Hamburgo], 34, 1997, pp. 285-306.

Salvatore, Ricardo, *Wandering Paisanos. State Order and Subaltern Experience in Buenos Aires during the Rosas Era*, Durham-Londres, Duke University Press, 2003.

San Francisco, Alejandro, «Chile y su independencia», en Alfredo Ávila, Jordana Dym y Erika Pani (eds.), *Las declaraciones de independencia. Los textos fundamentales de las independencias americanas,* México, El Colegio de México - UNAM, 2013, pp. 183-212.

Sánchez Uriarte, María del Carmen, *Las fiebres misteriosas de 1813 en la intendencia de México*, tesis doctoral leída en 1997 en la Universidad Iberoamericana (México) [inédita].

Sanders, James E., *Contentious republicans*, Durham (N. C.), Duke University Press, 2004.

— «Atlantic Republicanism in Nineteenth-Century Colombia: Spanish America's Challenge to the Contours of Atlantic History», *Journal of World History*, 20(1), 2009, pp. 131-150.

Sanz Tapia, Ángel, *Los militares emigrados y los prisioneros franceses en Venezuela durante la guerra contra la revolución: un aspecto fundamental de la época de la preemancipación*, Caracas, Instituto Panamericano de Geografía e Historia, 1977.

Scott, James, «¿Patronazgo o explotación?», en Ernest Gellner *et alii*, *Patronos y clientes en las sociedades mediterráneas*, Madrid, Ediciones Júcar, 1985, pp. 35-62.

Scott, Julius S., *The Common Wind: Currents of afro-american communication in the era of the Haitian Revolution,* tesis doctoral (Ph.D.) leída en 1986 en la Duke University (inédita).

Serrano, Sol, *¿Qué hacer con Dios en la República? Política y secularización en Chile (1845-1885)*, Santiago de Chile, Fondo de Cultura Económica, 2008.

Serrano Ortega, José Antonio, *Jerarquía territorial y transición política*, Zamora, El Colegio de Michoacán - Instituto Mora, 2000.

— *Un impuesto liberal en una guerra contrainsurgente. Las contribuciones directas en Nueva España, 1810-1820*, Guanajuato, Archivo General del Estado de Guanajuato, 2003.

Shklar, Judith, «Montesquieu and the new Republicanism», en Gisela Bock, Quentin Skinner y Maurizio Viroli (eds), *Machiavelli and Republicanism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, pp. 265-279.

Skinner, Quentin, *The foundations of modern political thought*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978.

Slemian, Andréa, *Sob o império das leis. Constituição e unidade nacional na formação do Brasil (1822-1834)*, São Paulo, Hucitec, 2009.

— «O Supremo Tribunal de Justiça nos primórdios do Império do Brasil (1828-1841)», en José Reinaldo de Lima Lopes (ed.), *O Supremo Tribunal de Justiça do Império, 1828-1889*, São Paulo, Saraiva, 2010.

Slemian, Andrea, Pimenta, João Paulo G., *A corte e o mundo. Uma história do ano em que a família real portuguesa chegou ao Brasil,* São Paulo, Alameda, 2008.

Sobrevilla Perea, Natalia, *Caudillo of the Andes: Andrés de Santa Cruz*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

Solano, Sergio Paolo, «Liberalismo, ciudadanía y vecindad en la Nueva Granada (Colombia) durante la primera mitad del siglo xix», en Sergio Paolo Solano D. y Roicer Flórez Bolívar, *Infancia de la nación. Colombia en el primer siglo de la República*, Bogotá, Ediciones Pluma de Mompox, col. «Voces del Fuego del Bicentenario» (61), 2011, pp. 69-94.

Soto Arango, Diana, Uribe, Jorge T., «Textos ilustrados en la enseñanza y tertulias literarias de Santafé de Bogotá en el siglo xviii», en Diana Soto Arango *et alii* (eds.), *Recepción y difusión de textos ilustrados. Intercambio científico entre Europa y América en la Ilustración*, Madrid, Doce Calles, 2003, pp. 59-75.

Soux, María Luisa, «Insurgencia y alianza: estrategias de la participación indígena en el proceso de independencia en Charcas. 1809-1812», *Studia Historica. Historia Contemporánea,* 27, 2009, pp. 53-73.

— *El complejo proceso hacia la independencia de Charcas (1808-1826). Guerra, ciudadanía, conflictos locales y participación indígena en Oruro,* La Paz, IFEA-Plural-ASDI-IEB, 2010; reed. 2011.

St. Clair, William, *That Greece might still be free. The Philhellenes in the war of inependence*, Londres, Oxford University Press, 1972.

Stevens, Donald Fithian, *Origins of Instability in Early Republican Mexico*, Durham-Londres, Duke University Press, 1991.

Stewart, Watt, «The South American Commission, 1817-1818», *The Hispanic American Historical Review*, 9, 1929, pp. 31-59.

Straka, Tomás, *Un reino para este mundo: Catolicismo y republicanismo en Venezuela*, Caracas, Universidad Católica Andrés Bello, 2006.

— *La voz de los vencidos: ideas del partido realista de Caracas, 1810-1821*, Caracas, Universidad Católica Andrés Bello, 2007.

Street, John, «Lord Strangford and the Río de la Plata, 1808-1815», *Hispanic American Historical Review*, 33, 1953, pp. 477-510.

— *Artigas and the Emancipation of Uruguay*, Cambridge, Cambridge University Press, 1959.

— *Gran Bretaña y la independencia del Río de la Plata*, Buenos Aires, Paidós, 1967.

Taine, Hippolyte-Adolphe, *Les origines de la France contemporaine. La Révolution*, t. II: *La conquête jacobine*, París, Hachette, 1881 (3ª ed.).

Ternavasio, Marcela, *La revolución del voto. Política y elecciones en Buenos Aires, 1810-1852*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2002.

— «De legitimistas a revolucionarios. Notas sobre los "carlotistas" rioplatenses, 1808-1810», en *Bicentenaire des indépendances: Amérique latine, Caraibes* (CD-Rom), París, Institut Français, 2011.

— «Los laberintos de la libertad. Revolución e independencias en el Río de la Plata», en Alfredo Ávila, Jordana Dym y Erika Pani (eds.), *Las declaraciones de independencia. Los textos fundamentales de las independencias americanas,* México, El Colegio de México - UNAM, 2013, pp. 213-240.

— «Una princesa para América: la alternativa carlotista frente a la crisis monárquica de 1808», en Marco Landavazo y Moisés Guzmán Pérez (coords.), *Guerra, política y cultura: las independencias hispanoamericanas*, México, Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo (Morelia) [en prensa].

Thibaud, Clément, *Repúblicas en armas. Los ejércitos bolivarianos en la guerra de Independencia en Colombia y Venezuela*, Lima-Bogotá, IFEA-Planeta, 2003.

— «Entre les cités et l'État. Caudillos et pronunciamientos en Grande-Colombie», *Genèses*, 62(1), 2006, pp. 5-26.

Tisnés, Roberto María, *Juan de Dios Morales. Prócer colombo-ecuatoriano*, Bogotá, Academia Colombiana de Historia, 1996.

Tobar Donoso, Julio, *La iglesia ecuatoriana en el siglo xix*, t. I: *De 1809 a 1845*, Quito, Editorial Ecuatoriana, 1934.

— *La Iglesia, modeladora de la nacionalidad*, [1953], Quito, PUCE, 2006.

TOLEDO, Luiz Machado, *Formação do Brasil e Unidade nacional*, São Paulo, Instituição Brasileira de Difusão Cultural, 1980.

TOMÁS Y VALIENTE, Francisco, «Génesis de la Constitución de 1812. I. De muchas leyes fundamentales a una sola Constitución», *Anuario de Historia del Derecho Español*, 65, 1995, pp. 12-125.

TORRE REVELLO, José, «La enseñanza de las lenguas a los naturales de América», *Thesaurus. Boletin del Instituto Caro y Cuervo,* 17(3), 1962, pp. 501-526.

TORRE VILLAR, Ernesto de la, *La Constitución de Apatzingán y los creadores del Estado mexicano*, México, UNAM, 1964.

TORRES ALMEYDA, Jesús C., *El Almirante José Padilla (epopeya y martirio)* [1983], Bogotá, Fuerzas Militares, 1990.

URIBE WHITE, Enrique, *Padilla. Homenaje de la armada colombiana al héroe de la batalla del Lago de Maracaibo*, Bogotá, Fuerzas Militares, 1973.

URUEÑA CERVERA, Jaime, *Bolívar republicano: fundamentos ideológicos e históricos de su pensamiento político*, Bogotá, Ediciones Aurora, 2004.

— *Nariño, Torres y la Revolución Francesa*, Bogotá, Ediciones Aurora, 2007.

VALLEJO, Jesús, «De sagrado arcano a constitución esencial. Identificación histórica del derecho patrio», en Pablo FERNÁNDEZ ALBALADEJO (ed.), *Los Borbones. Dinastía y memoria de nación en la España del siglo XVIII*, Madrid, Marcial Pons - Casa de Velázquez, 2001, pp. 423-484.

VAN KLEY, Dale K., *The Religious Origins of the French Revolution: From Calvin to the Civil Constitution, 1560-1791*, New Haven, Yale University Press, 1996.

VAN YOUNG, Eric, *La otra rebelión. La lucha por la independencia de México 1810-1821*, trad. española de Rossana REYES VEGA, México, Fondo de Cultura Económica, 2006.

— *The Other Rebellion: Popular Violence, Ideology, and the Mexican Struggle for Independence, 1810-1821*, Stanford, Stanford University Press, 2001.

VÁSQUEZ HAHN, María Antonieta, KEEDING, Ekkehart, *La revolución en las tablas: Quito y el teatro insurgente. 1800-1817*, Quito, FONSAL, 2009.

VERDO, Geneviève, *L'Américanité : un pôle structurant de l'indépendance hispano-américaine (1808-1830),* memoria de DEA presentada en 1991 en la Universidad de Paris I - Panthéon-Sorbonne (inédita).

— «El dilema constitucional en las Provincias Unidas del Río de la Plata (1810-1819)», *Historia Contemporánea*, 33, 2006, pp. 513-536.

— *L'indépendance argentine entre cités et nation (1808-1821)*, París, Publications de la Sorbonne, 2006.

VILLA Y GORDOA, Luis, *El movimiento revolucionario de independencia en Aguascalientes. Documentos recogidos y publicados en el periódico «El Clarín», por el Lic…, secretario de la Comisión Central del Centenario de la Independencia,* Aguascalientes, Tip. El Clarín, 1910.

VILLANUEVA, Joaquín Lorenzo, *Mi Viaje a las Cortes, obra inédita* [disponible en Internet: http://www.cervantesvirtual.com/obra/mi-viaje-a-las-cortes-obra-inedita--0/].

Vincent, Bernard, *Histoire des États-Unis*, París, Flammarion, 1994.

Viotti da Costa, Emilia, *The Brazilian Empire. Myths and Histories,* Chicago, University of Chicago Press, 1985.

Virtuoso, Francisco José, *La crisis de la catolicidad en los inicios republicanos de Venezuela (1810-1813)*, Caracas, Universidad Católica Andrés Bello, 2001.

Viteri Lafronte, Homero, «Un libro autógrafo de Espejo» [1920], en Id., *El precursor Espejo y otros estudios sobre historia*, ed. y pról. de Jorge Salvador Lara, Quito, Grupo Aymesa, 1993.

Waldmann, Meter, Ríos, Fernando, *Sociedades en guerra civil. Conflictos violentos de Europa y América Latina*, Barcelona, Paidós, 1999.

Walker, Charles F., *Smoldering Ashes: Cuzco and the Creation of Republican Peru, 1780-1840*, Durham - Duke University Press, 1999.

Walzer, Michael, *Guerras justas e injustas. Un razonamiento moral con ejemplos históricos*, Madrid, Paidós, 2001.

Weeks, William, *John Quincy Adams and American Global Empire*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1992.

Wehling, Arno, Wehling, Maria José, *Direito e justiça no Brasil colonial: o Tribunal da Relação do Rio de Janeiro (1751-1808)*, Rio de Janeiro - São Paulo - Recife, Renovar, 2004.

Weiberg, Albert Katz, *Manifest Destiny: A Study of Nationalist Expansionism in American History,* Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1935.

Whitaker, Arthur Preston, *The United States and the Independence of Latin America*, Nueva York, Russell & Russell, 1941.

Wood, Gordon S., *The creation of the American Republic, 1776-1787* [Chapell Hill, University of North Carolina Press, 1969], Williamsburg, Institute of Early American History and Culture, 1998.

— *Empire of Liberty. A History of the Early Republic, 1789-1815*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Zamora, Romina, «San Miguel de Tucumán, 1750-1812. La construcción social del espacio físico, de sociabilidad y de poder», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos,* 2010 [disponible en Internet: http://nuevomundo.revues.org/58613].

Zavlavsky, Danielle, «Las traducciones de la declaración de Independencia de Estados Unidos», en Alfredo Ávila, Jordana Dym y Erika Pani (eds.), *Las declaraciones de independencia. Los textos fundamentales de las independencias americanas,* México, El Colegio de México - UNAM, 2013, pp. 409-440.

Ce cent trente-septième volume
de la Collection de la Casa de Velázquez
a été imprimé en juillet 2013
par Closas Orcoyen à Paracuellos de Jarama
et broché par Ramos à Madrid.
Dépôt légal : M. 20893-2013.
Imprimé en Espagne - Printed in Spain -
Impreso en España